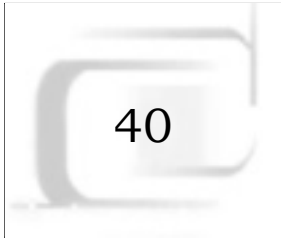
Études réunies par
Jean-André Cancellieri, Vannina Marchi van Cauwelaert

Les îles méditerranéennes au moyen âge

Enjeux stratégiques et ressources économiques (VIIIe-XVe siècles)



Quaderni Mediterranea
ricerche storiche

40

Quaderni – Mediterranea - ricerche storiche

ISSN 1828-1818

Collana diretta da Rossella Cancila

Comitato scientifico: Marcella Aglietti, Walter Barberis, Orazio Cancila, Pietro Corrao, Aurelio Musi, Elisa Novi Chavarria, Walter Panciera, Alessandro Pastore, Luis Ribot García, Angelantonio Spagnoletti, Mario Tosti

In formato digitale i Quaderni sono reperibili sul sito
www.mediterranearicerchestoriche.it
A stampa sono disponibili presso la NDF
(www.newdigitalfrontiers.com), che ne cura la distribuzione:
selezionare la voce "Mediterranea" nella sezione
"Collaborazioni Editoriali"

Insularità - Mediterraneo - Medioevo
Islandness - Mediterranean - Middle Ages

2023 © Associazione no profit “Mediterranea” - Palermo
ISBN 979-12-81349-00-1 (a stampa) ISBN 979-12-81349-01-8 (online)

Cet ouvrage a reçu le soutien de l'UMR CNRS 6240 LISA et de l'Università di Corsica Pasquale Paoli

Avant-propos

En raison de son état de santé, Jean-André Cancellieri n'a malheureusement pas pu mener à son terme la publication de cet ouvrage collectif. Nous lui dédions donc ce livre sur les îles, en hommage à l'ensemble de ses travaux sur Gênes, la Corse et la Sardaigne au bas Moyen Âge.

Liste des auteurs

Romain André, professeur agrégé d'histoire, docteur en histoire médiévale, chercheur associé, UMR 8596 Centre Roland Mousnier.

Ivan Armenteros Martínez, chercheur en histoire médiévale, Institución Milá y Fontanals de investigación en Humanidades, CSIC, Barcelone.

Michel Balard, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, UMR 8167 Orient et Méditerranée.

Henri Bresc, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Paris X Nanterre, EA 1587 Centre d'Histoire Sociale et Culturelle de l'Occident.

Jean-André Cancellieri, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Corse, UMR 6240 Lieux Identités eSpaces Activités.

Charles Dalli, maître de conférences en histoire du Moyen Âge, Université de Malte.

Bernard Doumerc, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Toulouse, UMR 5136 France Amériques Espagne Sociétés Pouvoirs Acteurs.

Mario Gallina, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Turin.

Gilles Grivaud, professeur d'histoire du Moyen Âge, Université de Rouen, EA 3831 Groupe de Recherche d'Histoire.

Vannina Marchi van Cauwelaert, maître de conférences en histoire du Moyen Âge, Université de Corse, UMR 6240 Lieux Identités eSpaces Activités.

Matthew Parker, docteur en histoire médiévale, Université de Saint Louis.

Antoni Riera Melis, professeur émérite d'histoire du Moyen Âge, Université de Barcelone, Institut de Recerca en Cultures Medievals.

Francesco Paolo Tocco, professeur d'histoire du Moyen Âge, Université de Messine.

Lluis Tudela, Docteur en histoire médiévale, professeur associé, Université des Îles Baléares.

Dominique Valérian, professeur d'histoire du Moyen Âge, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, UMR 8167 Orient et Méditerranée.

Corrado Zedda, docteur en histoire médiévale, chercheur associé à l'UMR 6240 Lieux Identités eSpaces Activités.

LES ÎLES MÉDITERRANÉENNES AU MOYEN ÂGE

Vannina Marchi van Cauwelaert

EN GUISE D'INTRODUCTION
ÉCRIRE UNE HISTOIRE INSULAIRE DE LA MÉDITERRANÉE MÉDIÉVALE

Cet ouvrage est le fruit d'un colloque qui s'est tenu à Bastia, au Palais des Gouverneurs, en novembre 2016. Il constitue le second volet d'un programme de rencontres scientifiques du laboratoire CNRS 6240 *Lieux Identités eSpaces Activités* visant à replacer la Corse médiévale dans son contexte méditerranéen. Le premier volume (*Villes portuaires de Méditerranée occidentale au Moyen Âge. Îles et continents*, Quaderni di Mediterranea. Ricerche storiche 26, Palerme, 2015) s'était focalisé sur la question de l'urbanisation littorale et sur les relations entre les villes et leurs arrière-pays, entre le XIe et le XVe siècle. Il avait permis de comparer différents modèles de ports continentaux et insulaires de Méditerranée occidentale, notamment sous l'angle des paysages urbains. Dans ce second volume, c'est le point de vue insulaire, élargi à l'ensemble de l'espace méditerranéen, qui a été privilégié à travers un questionnement entremêlant l'histoire économique et l'histoire politique et confrontant la vision des îles et celle sur les îles.

«Enjeux stratégiques», les îles l'ont été tout au long de la période médiévale: escales essentielles à la circulation maritime, elles ont été traversées par tous les conflits politiques et toutes les rivalités commerciales qui ont agité le *Mare Nostrum*. Chaque île devient ainsi un condensé d'histoire méditerranéenne, un véritable «monde méditerranéen» pour reprendre la formule d'Henri Bresc[1]. Déjà Fernand Braudel[2] avait parlé de «continents en miniature» au sujet de la Sardaigne, de la Corse, de la Sicile, de Chypre, de Candie, et de Rhodes. À ces îles-continents, l'historien de la Méditerranée avait opposé les «familles d'îles» que constituent les archipels égéen, ionien, dalmate, sicilien, toscan, provençal et les Baléares. Des mini-continents d'un côté, parfois caractérisés par une tension

[1] H. Bresc, *Un monde méditerranéen. Economie et société en Sicile 1300-1450*, École française de Rome, Rome-Palerme, 1986.

[2] F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Armand Colin, Paris, 1949.

constante entre autonomie et dépendance; des réseaux insulaires de l'autre, qui ont pu jouer le rôle de véritables pôles d'attraction maritime comme ce fut le cas des Baléares.

«Ressources économiques», les îles ne l'ont pas toutes été selon le même degré et avec la même réussite, cependant il est un point commun à l'ensemble de ces dernières: à leur propre économie se superposent les intérêts plus vastes du monde méditerranéen. De sorte que les îles constituent des territoires aisément délimités où la notion d'économie-monde se perçoit souvent de manière très précoce, comme sous l'effet d'une loupe. Elles offrent par excellence aux historiens des modèles de «connectivité»[3]. Il en va de même de leur histoire politique sans cesse écartelée entre des enjeux micro-locaux et la grande histoire méditerranéenne. Deux échelles d'analyse qui loin de s'opposer s'imbriquent pleinement et justifient d'étudier les îles sous la double perspective de la *microstoria* et de la *global history*.

Pourtant, les îles ont rarement été au cœur des études méditerranéennes médiévales et se trouvent le plus souvent en marge des approches globalisantes. Cet isolement relatif tient d'abord au cloisonnement de la recherche qui contribue à faire des îles le terrain privilégié de l'histoire locale. Si les monographies sur les différentes îles sont nombreuses et témoignent d'un vrai dynamisme historiographique, elles demeurent difficilement accessibles hors de toute synthèse. La rencontre organisée à Bastia visait précisément à faire dialoguer les études les plus spécialisées et les plus récentes sur les grandes îles avec des approches plus globales liées à l'histoire des différents impérialismes qui se sont succédés ou opposés au sein de l'espace méditerranéen: le *dâr-al-Islam*, Pise, Gênes, Barcelone et Venise. Il s'agissait d'abord d'ouvrir la voie à une histoire comparée des îles, en confrontant différents modèles d'insularité médiévale. Selon une logique géographique qui fait écho à la tradition de l'*isolario*, la première section de l'ouvrage, intitulée «vision des îles», propose donc des approches synthétiques ou plus analytiques sur un échantillon d'îles représentatif: Majorque, Minorque, Corse, Sardaigne, Sicile, Malte, Djerba, Crète, Chio et Chypre.

[3] H. Peregrine, N. Purcell, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Wiley-Blackwell, Oxford, 2000.

Conduite par Lluis Tudela, l'étude de Majorque brosse un portrait général de l'histoire politique et économique de l'île entre XIIIe et XVe siècle. Cette période s'ouvre par l'intégration définitive de Majorque au monde chrétien après la conquête de Jacques Ier contre les derniers émirs almohades de l'île, ce qui aboutit à un processus de colonisation féodale engendrant une restructuration profonde et durable de l'économie majorquine. Pendant tout le bas Moyen Âge Majorque devient ainsi une plaque tournante des échanges avec le Maghreb et l'un des principaux carrefours commerciaux de Méditerranée. Sous le royaume indépendant (1276-1343) qui réunissait les îles Baléares et la ville de Montpellier, l'essor du commerce extérieur se poursuit et Palma de Majorque devient l'un des ports les plus actifs de Méditerranée fréquenté par les marchands catalans, pisans, vénitiens et génois. Véritable puissance maritime et économique dans l'orbite de la Couronne d'Aragon, le soutien financier de Majorque fut essentiel à la conquête de la Sardaigne par Jacques II en 1323. Mais ce rôle actif fut l'une des causes de son déclin. Les derniers siècles du Moyen Âge voient ainsi le royaume de Majorque perdre son autonomie politique: les îles sont réintégrées de force aux États de la Couronne d'Aragon par Pierre le Cérémonieux en 1349. Dans le même temps, les efforts consentis par Palma de Majorque pour financer la politique méditerranéenne des souverains aragonais aboutirent à un endettement croissant qui acheva de précipiter le déclin majorquin à la fin du Moyen Âge.

De son côté, Antoni Riera Melis étudie le cas de Minorque sous l'angle économique. Son article analyse les modalités qui ont conduit l'île de Minorque à se spécialiser dans l'élevage ovin intensif destiné à la production d'une laine très prisée sur le marché méditerranéen, mais également de viande et de fromage. L'histoire de Minorque devient ainsi celle d'une spécialisation économique réussie. Une spécialisation, non pas impulsée du dehors comme ce fut le cas de nombreuses îles, et notamment du mastic de Chio analysé par Michel Balard, mais bien instaurée de l'intérieur.

Après les Baléares, l'itinéraire se poursuit en direction de l'espace tyrrhénien. L'article sur la Corse analyse l'évolution de l'action politique et économique génoise dans l'île entre le XIIIe et le XVe siècle. Jean-André Cancellieri y étudie les premiers siècles de la colonisation génoise et démontre qu'elle relève le plus souvent d'initiatives privées qui s'inscrivent dans les stratégies économiques méditerranéennes des plus grands *alberghi*. Comme le

montre l'auteure de ces lignes, les choses changent dans la seconde moitié du XVe siècle avec l'affirmation de l'Office de Saint-Georges: le passage de l'île sous l'autorité de *San Giorgio* correspond à l'avènement d'une première autorité publique qui aboutit à une colonisation en profondeur de la Corse, menée avec le soutien des élites locales. Utilisées comme relais du pouvoir dans les campagnes, les élites corses n'en demeurent pas moins circonscrites à un rôle subalterne et demeurent exclues du *cursus honorum* génois, ce qui aboutit à l'époque moderne à une situation de blocage entraînant de nouvelles révoltes. La «Corse génoise» offre ainsi un modèle double de colonisation commerciale et étatique qui, à certains égards, préfigure l'impérialisme d'époque moderne.

Au contraire, l'article de Corrado Zedda sur la Sardaigne s'attache à déconstruire ce qu'il considère être un mythe historiographique, celui de l'«île-colonie»[4]. À travers l'analyse critique de l'historiographie et l'examen de ses renouvellements les plus récents, notamment du point de vue de l'histoire ecclésiastique, l'auteur démonte la vision essentialiste, transmise depuis le XIXe siècle au moins, d'une île isolée, archaïque et hors du temps pour souligner, au contraire, son dynamisme médiéval. Un dynamisme que dissimulerait non pas la rareté des sources, mais bien l'incapacité de certains historiens à envisager la Sardaigne comme un acteur véritable de l'histoire méditerranéenne.

À l'inverse, avec la Sicile étudiée par Francesco Paolo Tocco, c'est le modèle d'une île au centre de l'histoire méditerranéenne qui s'impose. Siège du royaume normand puis de l'empire des Staufen, la Sicile occupa une place centrale aussi bien sur le plan politique qu'économique. Jusqu'à la fin du Moyen Âge, et même après son intégration à la Couronne d'Aragon, le royaume de Sicile trouva son dynamisme dans la force de ses institutions. Toutefois, le choix d'une économie entièrement tournée vers l'exportation du blé, qui fit la force de l'État sicilien médiéval, finit par engendrer le déclin de l'île à l'époque moderne.

Deux articles permettent d'aborder les relations entre l'Europe et l'Afrique du nord à travers les exemples de Malte et de Djer-

[4] Voir J. Day, *La Sardegna come laboratorio di storia coloniale*, in «Quaderni bolotanesi», 16, 1990, p. 143-148; Id., *La Sardegna e i suoi dominatori dal secolo XI al secolo XIV*, in G. Galasso (dir.), *Storia d'Italia*, X. *La Sardegna medioevale e moderna*, UTET, Turin, 1984, p. 1-187.

ba. En brossant un portrait synthétique de l'archipel maltais au Moyen Âge, Charles Dalli souligne les traits les plus saillants de son histoire: sa position de frontière et de zone de contacts entre monde chrétien et monde musulman; sa fonction de satellite de la Sicile et son rôle d'avant-poste dans toutes les tentatives d'expansion vers le sud menées depuis cette île; le caractère hybride de son identité, fruit de la synthèse des différentes influences culturelles qui se sont croisées en son sein.

De son côté, Dominique Valérian propose une étude approfondie d'un épisode particulier de l'histoire de Djerba, celui de l'occupation catalane tel qu'il ressort du récit de Muntaner, lui-même gouverneur de l'île au début du XIVe siècle. Le cas de Djerba vient ainsi naturellement s'agencer dans la réflexion sur l'expansion catalane et la politique des souverains aragonais de contrôle des îles de la Méditerranée. Djerba constitue cependant un cas particulier dans la mesure où s'y entremêlent initiatives privées et gestion publique, selon un modèle qui fait écho à la Corse génoise. En raison de sa position stratégique face à la Tunisie, l'île est d'abord utilisée comme point d'appui à la mise en œuvre de politiques de pression sur le sultan hafside, à travers l'intervention du pouvoir catalan dans les conflits régionaux. Toutefois son administration et l'utilisation de ses ressources économiques sont largement laissées entre les mains d'acteurs privés.

Cet itinéraire d'île en île s'achève en Méditerranée orientale avec les cas de la Crète, de Chio et de Chypre. Reprenant le titre d'un article de Jean-André Cancellieri sur la Corse génoise[5], la contribution de Mario Gallina sur la Crète offre des éléments de réflexion sur la notion de «colonisation» vénitienne. À la différence de l'expansion génoise au caractère éminemment privé jusqu'à la fin du XVe siècle, l'expansion vénitienne fut le fruit d'une décision politique qui aboutit très tôt à une véritable colonisation. La Crète fut ainsi soumise à une colonie de peuplement formée des représentants des plus grandes familles de la métropole. Projection de Venise outremer, la Crète connut un gouvernement mixte qui, tout en soulignant sa sujétion à l'égard de la cité-mère, laissait une place à une forme d'autonomie locale. Le système permit dans un

[5] J.-A. Cancellieri, *Corses et Génois: éléments pour une phénoménologie de la colonisation dans la Méditerranée médiévale*, in M. Balard (dir.), *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, La Manufacture, Lyon, 1989, p. 35-53.

premier temps de concilier les intérêts économiques locaux et les besoins en approvisionnement en blé de Venise. Cependant, ces intérêts finirent par entrer en contradiction au fur et à mesure que se développait le commerce crétois, engendrant une extension de la vigne au détriment de la céréaliculture préjudiciable aux intérêts vénitiens.

Michel Balard choisit d'évoquer la Romanie génoise à travers l'exemple de Chio, point nodal du commerce génois entre Orient et Occident. Avec le système de la Mahone, qui afferme l'île à un groupe d'investisseurs privés, les Génois élaborent un modèle particulier d'exploitation économique qui sera par la suite introduit en Corse. Dominée par les Giustiniani, la Mahone exerce un monopole sur le commerce du mastic, la gomme de lentisque qui constitue la production principale de l'île, et celui de l'alun produit à Phocée mais commercialisé à Chio. L'existence de documents douaniers permet de rendre compte du volume des échanges organisés depuis l'île de Chio et l'intégration de cette dernière dans les routes principales du commerce méditerranéen. L'importance économique de l'île est telle que les Génois y développent des relations maritimes directes avec la Flandre.

Le cas de Chypre, analysé par Gilles Grivaud, offre un modèle d'île-continent assez proche du cas sicilien. Carrefour des relations maritimes en Méditerranée orientale, Chypre bénéficie de conditions géomorphologiques et climatiques qui lui permettent d'assurer son autonomie. Toutefois, le détournement de ses ressources vers l'extérieur, destiné à financer la politique de ses souverains, restreint ses capacités. Au bas Moyen Âge, la mainmise des marchands italiens, génois et vénitiens, sur le commerce de l'île finit ainsi par entraîner une certaine dépendance de Chypre et un relatif déclin.

La deuxième section de l'ouvrage, intitulée «vision sur les îles», propose une réflexion sur la place des îles dans les stratégies d'expansion méditerranéenne. Romain André ouvre le débat en reprenant le dossier de l'expansion musulmane en Méditerranée occidentale aux VIIIe-IXe siècles. Se détachant de l'emprise de la thèse ancienne d'Henri Pirenne[6], qui faisait de la Méditerranée un «lac musulman», il démontre que les îles de Méditerranée occidentale ne furent jamais la cible d'une attaque globale et qu'elles ne furent

[6] H. Pirenne, *Mahomet et Charlemagne*, Alcan, Paris, 1937.

pas isolées des continents. Au contraire, les sources écrites comme les données archéologiques révèlent que les îles furent pleinement intégrées à des réseaux d'échanges qui, s'ils avaient évolué depuis l'Antiquité, n'avaient pas pour autant disparu. Il faut donc abandonner la vision d'îles isolées, en proie à des attaques incessantes pour lui préférer celle d'une reconfiguration des réseaux d'échanges au sein desquels les îles occupèrent une place centrale. Les îles de Méditerranée occidentale furent bien des enjeux stratégiques durant les VIIIe-IXe siècles, mais ces enjeux ne relevaient pas d'un unique conflit religieux et n'eurent pas pour acteurs des chrétiens d'un côté, et des musulmans de l'autre.

Matthew E. Parker étudie quant à lui le rôle des îles dans le système économique pisan entre le Xe et le XIVe siècle. Si les relations commerciales avec Al-Andalus et la Tunisie, au sein desquelles les Baléares et la Sicile constituaient des escales importantes, sont attestées dès le Xe siècle, le XIe siècle marque le véritable essor du commerce pisan en Méditerranée. Les offensives menées contre la Sardaigne (1015), la Sicile (1064) et Majorque (1113) permettent aux Pisans de développer leurs réseaux commerciaux dans ces trois îles, tandis que les croisades leur ouvrent la porte de Chypre. Dans le contexte de la réforme grégorienne, Pise se voit en outre confier la charge des évêchés corses et sardes, ce qui renforce encore son contrôle de l'espace tyrrhénien au XIIe siècle. En Sicile, le soutien des Pisans aux Hohenstaufen est déterminant pour l'obtention d'importants privilèges commerciaux qui sont cependant en partie remis en cause par le gouvernement angevin, dans la seconde moitié du XIIIe siècle. Le XIVe siècle marque le déclin définitif de la puissance commerciale pisane, non pas tant du fait des conséquences de la Meloria (1284) que de la perte de la Sardaigne, conquise par Jacques II en 1323. Si les marchands pisans restèrent actifs dans les principaux ports méditerranéens, la Commune n'eut plus les ressources nécessaires pour mener une véritable politique maritime, comme ce fut le cas aux XIe-XIIIe siècles.

Le thème de la «ruta de las islas» développée en son temps par l'historien catalan Jaume Vicens Vives[7], est analysé par Ivan Armenteros à la lumière des évolutions récentes de l'historiographie catalane. Ce dernier nous invite à distinguer le contrôle des îles

[7] J. Vincens Vives, *España. Geopolitica del estado y del Imperio*, Editorial Yunque, Barcelone, 1940.

par les souverains aragonais dans le bassin occidental d'une part, et les intérêts commerciaux des marchands catalans en Orient, qui furent parfois en contradiction avec l'action royale, d'autre part. La conquête de Majorque par Jacques Ier en 1229 marqua la première étape d'une expansion maritime orchestrée par la Couronne d'Aragon jusqu'au milieu du XVe siècle: Ibiza (1235), Valence (1239), Sicile (1282), Minorque (1287), Sardaigne (1326), Naples (1443). Parallèlement mais sans véritable interaction, le commerce catalan se développa en Orient à travers l'installation de marchands dans les principaux ports et la naissance des premiers consulats. Or deux logiques indépendantes ont prévalu à cette double expansion: les intérêts de la dynastie royale d'un côté; ceux des marchands privés de l'autre. L'examen des possessions insulaires de la Couronne montre qu'elles ne furent pas motivées par des stratégies commerciales: à Majorque, la conquête profita essentiellement aux feudataires catalans; en Sicile, elle fut l'expression d'intérêts dynastiques; à Chypre, Jacques II ne profita pas de son mariage avec Marie de Lusignan pour revendiquer un royaume qui constituait pourtant le principal carrefour commercial d'Orient; en Sardaigne, les intérêts commerciaux catalans étaient très secondaires par rapport aux aspects géostratégiques du contrôle d'une île située sur la route entre les Baléares et la Sicile. Enfin, les tentatives de domination de Djerba s'inscrivaient dans une volonté de contrôler le commerce entre la Sicile et la Tunisie, sans aucune incidence pour la route orientale. Il faut donc abandonner l'idée d'une «ruta de las islas» qui se serait prolongée par une «ruta de las especias».

C'est sur «le monde insulaire vénitien», présenté par Bernard Doumerc, que se clôt le volume. Face aux modèles pisan, génois et catalan, Venise incarne la forme la plus aboutie de «colonisation insulaire». Son domaine, entièrement construit sur les îles, s'étend sur l'Adriatique, l'archipel égéen et les îles ioniennes avec Corfou. Toutefois alors que la Crète fit l'objet d'une véritable colonisation de peuplement, la possession de nombreuses îles se limitait à assurer la sécurité de la navigation vénitienne. Avec l'affirmation de l'Empire ottoman, cet empire insulaire s'effondra à la fin du Moyen Âge entraînant le retour de nombreux réfugiés à Venise.

La diversité des contextes mais également des traditions historiographiques et des corpus archivistiques révèle la difficulté persistante à comparer les îles dans une perspective d'histoire globale. Toutefois, comme nous y invitent les conclusions d'Henri

Bresc, l'approche comparée permet de tracer de nouveaux axes de recherche et d'ouvrir ainsi la voie à une «histoire insulaire» de la Méditerranée médiévale que des travaux collectifs ultérieurs permettront d'enrichir.

LA MÉDITERRANÉE VUE DES ÎLES

Lluís Tudela Villalonga

LA EVOLUCIÓN DE LA ISLA DE MALLORCA EN LA BAJA EDAD MEDIA: UNA PANORÁMICA GENERAL DE SU ECONOMÍA Y POLÍTICA (1229-1500)

Résumé: *Majorque, la plus grande île de l'archipel des Baléares avec 3.600 km², est située en Méditerranée occidentale, à mi-chemin entre la péninsule ibérique, la France et l'Afrique du Nord. L'île a connu différentes dominations qui ont laissé leurs traces archéologiques et culturelles. Pendant le Haut Moyen Âge, les Byzantins et les musulmans (à partir des 902) ont contrôlé Majorque. En 1229, Majorque est passée aux mains chrétiennes, après trois siècles de domination musulmane. S'ouvre alors une période qui voit l'intégration définitive de l'île au royaume de Majorque d'abord indépendant puis intégré au sein de la Couronne d'Aragon.*
Durant cette période, la Majorque chrétienne assume un rôle très actif en Méditerranée, comme point de réception et de diffusion d'idées et de biens, et consolide son organisation municipale et sa structure financière, politique et sociale, selon des critères féodaux. Plusieurs des aspects qui la définissent se prolongent pendant l'époque moderne. Cependant, à la fin du Moyen Âge, l'île ne parvient pas à résoudre un certain nombre de difficultés, ce qui entraîne son déclin et la perte progressive de son rôle politique et économique au sein de l'espace méditerranéen.

Abstract: *Mallorca, the largest island of the Balearic archipelago with 3,600 km2, is located in the western Mediterranean, halfway between the Iberian Peninsula, France and North Africa. The island has known different dominations that have left their archaeological and cultural traces. During the Late Middle Ages, the Byzantines and Muslims (from 902) controlled Mallorca. In 1229, Mallorca passed into Christian hands, after three centuries of Muslim rule. It began a period characterized by the definitive integration of the island into the Kingdom of Mallorca, initially independent and then integrated into the Crown of Aragon.*
During this period, Christian Mallorca assumed a very active role in the Mediterranean, as a point of reception and diffusion of ideas and goods, and consolidated its municipal organization and its economic, political and social structure, according to feudal criteria. Many of the aspects that define it, have reached modern times. However, at the end of the Middle Ages, the island failed to solve a series of difficulties, causing its decline and the gradual loss of its political and economic role in the Mediterranean area.

Abreviaturas: AEM = Anuario de Estudios Medievales; AH = Archivo Histórico; ARM = Archivo del Reino de Mallorca; BSAL = Boletín de la Sociedad Arqueológica Luliana; CSIC = Consejo Superior de Investigaciones Científicas; G = Guiatge; Gob= Gobernación; IEC= Institut d'Estudis Catalans; MRAMEGH= Memòries de la Reial Academia Mallorquina d'Estudis Genealògics, Heràldics i Històrics; RP = Real Patrimonio; SEHA= Sociedad Española de Historia Agraria; UNED= Universidad Nacional de Educación a Distancia

1. *Introducción*

En la última década, la historiografía mallorquina ha sido especialmente prolífica a la hora de escribir sobre las Islas Baleares durante la Baja Edad Media. Se han publicado diferentes publicaciones que han enriquecido el debate existente. Algunos investigadores han estudiado una etapa en concreto; mientras que otros por el contrario han analizado el período de gobierno de alguno de los soberanos de la Casa de Mallorca a partir de una revisión documental. No faltan tampoco historiadores que se han centrado en una temática en concreto como la economía, la política, la cultura o la fiscalidad balear, aportando novedades que han permitido comprender mejor su evolución durante los siglos medievales. Las Islas Baleares también han sido objeto de un análisis completo y pormenorizado que ha posibilitado conocer su trayectoria desde diferentes ópticas.

Si nos atenemos concretamente a Mallorca, también se han realizado estudios, aunque en una cifra menor. No obstante, se han hecho importantes aportaciones que están ayudando a tener un mejor conocimiento de la historia de la isla en la Edad Media, y su interrelación con las otras islas del archipiélago y con otras áreas y regiones mediterráneas y atlánticas.

Es por este motivo que pensamos que es interesante llevar a cabo una panorámica general de Mallorca durante la etapa de dominio cristiano medieval, atendiendo especialmente las aportaciones efectuadas a lo largo del siglo XXI. La panorámica tiene como objetivo mostrar la evolución de la isla balear más extensa y poblada a lo largo de dos siglos y medio; desde la ocupación por parte de Jaime I en 1229 hasta el advenimiento de la Edad Moderna. El enfoque se centrará en un análisis de su política y economía; si bien no faltarán referencias a otros temas como el fiscal o el social en aquellos períodos en que sus contribuciones pueden ser decisivas para visionar mejor su recorrido.

De igual manera, es importante hacer referencia al hecho de que este artículo plantea una división de la historia de la isla como parte del Reino cristiano de Mallorca en cuatro etapas. La elección de las fechas para cada una de estas etapas de la Baja Edad Media obedece principalmente a acontecimientos políticos y económicos decisivos acaecidos en la isla que influyeron en su devenir histórico, aunque las consecuencias no se percibieron hasta años o décadas después en algunos casos. La creación de un Reino de Mallorca independiente, como ocurre en 1276; su reemplazo por el dominio de

la Corona de Aragón en 1343 o la crisis financiera de la *Universitat* de Mallorca y la intervención de sus cuentas en 1405 son momentos históricos que influyeron en la vida de muchos mallorquines. No obstante, el día a día durante estas etapas también fue propiciando cambios inicialmente imperceptibles que tuvieron finalmente repercusiones en la evolución política, económica y social de la isla.

2. *Fundación del Reino Cristiano de Mallorca (1229-1276): Época de Jaime I*

En las primeras décadas del siglo XIII, los almohades gobernaban Mallorca. La presencia musulmana era un hecho desde hacía tres siglos y la sociedad mallorquina se había islamizado y adoptado algunas de las costumbres como en otras tierras de la Península situadas bajo el dominio musulmán.

Mallorca era una tierra deseada por los cristianos que luchaban por reconquistar los territorios de Al-Andalus. Es la isla más grande del archipiélago balear con 3.640 kilómetros cuadrados, pero además es un emplazamiento estratégico en la zona más occidental del Mediterráneo, equidistante con la Península Ibérica, el sur de Francia, la Península Italiana y el Norte de África. Era un lugar idóneo para la instalación de diferentes colectivos cristianos: desde señores que buscaban incrementar sus dominios territoriales y obtener nuevos recursos para sufragar sus gastos, hasta familias de campesinos que se desplazaban en busca de nuevas oportunidades, trabajando unas tierras que les permitieran habitar. Igualmente había mercaderes que querían establecerse en la isla para ofrecer sus bienes a la población asentada, y desplazarse por las aguas mallorquinas en dirección a otros puertos cristianos sin sufrir las consecuencias de los ataques almohades.

Así también lo entendió Jaime I, soberano de la Corona de Aragón, que dio prioridad a la conquista de la isla como uno de los objetivos principales en su cruzada contra los musulmanes. El archipiélago balear estaba bajo influencia de la Corona de Aragón y con la ocupación de Mallorca, Jaime I extendía su dominio más allá de sus tierras continentales. En caso de éxito, adquiriría un mayor prestigio, acrecentaría su poder, patrimonio e influencia social en el seno del Reino, y la campaña mallorquina serviría de ejemplo y estímulo para otras que debían venir, mucho más complejas, como la conquista de Valencia.

La expedición fue organizada por el monarca en 1229 y debió contar necesariamente con la participación militar de la nobleza laica y eclesiástica y de las Órdenes Militares, dada la magnitud de la operación y la imposibilidad por parte de Jaime I de poder financiar toda la campaña con sus propios recursos y contingentes armados. La expedición partió el 5 de septiembre de los puertos de Tarragona y Salou, y tras desembarcar en la costa occidental de Mallorca, se dirigió a la toma de *Madina Mayurqa*, la capital almohade. Después de un prolongado asedio, las fuerzas cristianas llevaron a cabo el asalto final contra las fuerzas del wali Abu Yahya el 31 de diciembre[1].

En lugar de anexionar la isla de Mallorca a Cataluña, Jaime I decidió crear un nuevo reino. Se proclamó *Rex Maioricarum* y creó un nuevo reino con una estructura administrativa y ordenación jurídica nueva. Cuando creó el marco jurídico, aún no se había ocupado toda la isla. Las fuerzas cristianas tuvieron que vencer la resistencia musulmana que perduraría hasta finales de 1231.

Con el fin de atraer a los nuevos pobladores y facilitar la repoblación de la isla, el monarca otorgó una Carta de Franqueza el 1 de marzo de 1230, apenas dos meses después de la entrada cristiana en *Madina Mayurqa*. Es un documento renovador y de progreso en comparación con anteriores cartas de población; hay bastantes artículos nuevos y otros que tenían un origen en decretos promulgados para poblaciones de la Cataluña Nova. Incluye derechos que facilitaban la convivencia de los moradores, que estimulaban el desarrollo de las actividades comerciales y la labor agrícola, que facilitaban el acceso a la justicia a todas las clases sociales, que protegían los derechos individuales de los pobladores cristianos, y que establecían la indisoluble unión política del Reino de Mallorca con la Corona. La Carta de Franqueza sería la base de todo el posterior ordenamiento jurídico del Reino de Mallorca durante la época medieval[2].

De forma paralela, o pocas semanas antes de la concesión de la Carta de Franqueza, se inició el reparto territorial por parte del

[1] Respecto a la toma de *Ciutat de Mallorca* por Jaime I, Un análisis historiográfico ha sido realizado por A. Mas, *Les conquestes de Mallorca i Eivissa*, «Jaume I. Commemoració del VIII centenari del naixement de Jaume I», v. II, Iec, Barcelona, 2017, pp. 403-439, ha realizado un análisis historiográfico.

[2] La carta de franqueza ha sido estudiada entre otros por P. Cateura, *Mallorca en el segle XIII,* «Conèixer Mallorca», 1, Consell Insular de Mallorca, Palma, 1997, pp. 24-30; L. Tudela, *El modelo de identidad del Reino de Mallorca en la Baja Edad Media*, «Anales de la Universidad de Alicante», 16, Alicante, 2009-2010, pp. 226-

monarca y los cuatro grandes señores que habían participado en la conquista de Mallorca, de acuerdo a los pactos previos firmados en Barcelona y Tarragona en 1228 y 1229. Jaime I, el Obispo de Barcelona, el Conde de Ampurias, el Conde del Rosellón y el Vizconde de Bearn distribuyeron los bienes inmuebles y los derechos inherentes en proporción a los contingentes militares que hubieran aportado a la campaña, dividiendo la isla en ocho porciones o lotes que incluían las zonas de montaña, el llano y *Madina Mayurqa*. Asimismo, otros participantes de diferente extracción social y económica entre los que se encontraban milicias de ciudades y villas, Órdenes Militares, la comunidad judía y los eclesiásticos también obtuvieron casas en la capital mallorquina y propiedades rurales. El reparto territorial concluyó en julio de 1232, cuando ya había finalizado la ocupación de toda la isla[3].

En los lotes asignados, el soberano y los cuatro grandes magnates laicos y eclesiásticos procedieron a incluir pequeños y medianos porcioneros para que pudieran recibir tierras. Además, caballeros, infantes y expertos en asedios que venían en la expedición y formaban parte de las milicias feudales se vieron recompensados con bienes inmuebles por los servicios militares prestados. Algunos de estos milites acabaron residiendo en la isla y fueron el origen de la nobleza mallorquina. Cada magnate llevó a cabo la repartición, otorgando propiedades a sus vasallos y a colonizadores. De esta manera, hubo una doble repartición, real y señorial[4].

---

230. La carta incluye la mayor parte de franquezas, libertades y costumbres que también aparecerán en Eivissa como comenta E. Belenguer, *Jaume I i el seu regnat*, Pagés editors, Lérida, 2007, p. 101.

[3] Hay numerosos libros y artículos que han analizado el repartimiento de la isla de Mallorca. Además de un estudio clásico como el de R. Soto, *El còdex català del Llibre del Repartiment de Mallorca*, Conselleria d'educació i cultura del Govern Balear, Palma, 1984, se ha seguido tratando este tema en las últimas dos décadas por diferentes autores como P. Pérez, *El repartiment feudal de Mallorca: la porció del Comte d'Empúries (1230-1235),* «BSAL», 70, Palma, 2014, pp. 51-73., y aut. Cit., *Mallorca, 1230-1232. Reflexions a partir de la relectura del còdex llatinoaràbic del repartiment*, «BSAL», 66, Palma, 2010, pp. 9-34, y G. Rosselló, *Mallorca 1232: colectivos urbanos, órdenes militares y reparto del botín*, «Aragón en la Edad Media», 19, Zaragoza, 2006, pp. 461-483.

[4] Este segundo repartimiento ha sido analizado entre otros por G. Jover, R. Soto, *Els dominis feudals a la Mallorca baixmedieval (segles XIII-XV)*, «Revista d'Història Medieval», 8, Universitat de València, Valencia, 1997, i P. Pérez, *El repartiment feudal de Mallorca, op. cit.*, p. 67.

Tras la distribución inicial, se produciría la llegada de nuevos repobladores en busca de tierras para laborar. La colonización, inicialmente débil, registró un rápido crecimiento en las siguientes décadas con la constante llegada de inmigrantes cristianos, procedentes de diferentes lugares, principalmente de Cataluña. La población se iría concentrando en villas urbanas a lo largo de la geografia insular, algunas de las cuales eran antiguas alquerías musulmanas.

La ocupación y la consiguiente repoblación favorecieron el establecimiento de una sociedad y economía feudal en la isla que perduraría durante la Baja Edad Media. Se produjo una ordenación de la sociedad marcada por la presencia de feudatarios en los diferentes ámbitos político, militar y económico, y un sistema de tenencia de tierras en régimen de enfiteusis que se implantó y se consolidó desde los inicios de la repoblación.

Hay evidencias claras de un gradual proceso de feudalización de la isla, tras la conquista. Jaime I se reservó el dominio eminente y la soberanía sobre la isla, pero los grandes magnates ejercieron su jurisdicción sobre sus porciones, y recibieron los censos de aquellos colonos que asentaron en las tenencias. Otros participantes que permanecieron en la isla hicieron lo propio. Estos recién llegados también explotaron directamente las tierras mediante cautivos musulmanes, aunque estos últimos serían sustituidos de forma gradual por otros colectivos a partir de la segunda mitad del siglo XIII. La extracción de las rentas de los colonos por los feudatarios mediante la enfiteusis fue el hecho habitual en la isla[5]. No se aprecia un excesivo número de tierras concedidas en alodio a los pobladores.

Además de señores feudales y campesinos, otros colectivos libres también contribuirían a impulsar la economía mallorquina en esta primera etapa cristiana. La mayoría de artesanos y mercaderes cristianos se estableció en *Ciutat de Mallorca*, la antigua *Madina Mayurqa,* y en algunas villas foráneas como Inca, dedicándose a sus negocios y oficios manuales. En la capital, también estuvieron presentes miembros de la nobleza dominante que acabaron formando parte del patriciado urbano. Estos ciudadanos privilegiados que eran poseedores de tierras tenían vetados los oficios y en cambio podían ejercer el comercio. También hubo una notable comunidad judía que llegó después de la conquista y que se man-

[5] Consúltese G. Jover, R. Soto, *Els dominis feudals a la Mallorca baixmedieval (segles XIII-XV), op. cit.*, pp. 246-251.

tendría como un grupo separado, poco propicio a convertirse al cristianismo[6]. No obstante, estuvieron bajo protección de la monarquía, a causa de la importancia que tuvieron en el proceso de desarrollo de los sectores comercial y financiero en el Reino.

En consecuencia, la sociedad que se constituyó en Mallorca era una sociedad de hombres libres no sujetos a la tierra, jerarquizada según esquemas feudales como los ya existentes en otros lugares de la Corona de Aragón[7]. Contaba con la presencia de señores feudales que ejercían la jurisdicción civil y criminal en villas y campos y que se encargaban de la defensa de la isla, un grupo urbano compuesto por ciudadanos, artesanos y mercaderes, predominante en las instituciones políticas de *Ciutat de Mallorca*, y una mayoría de campesinos que tenía una dependencia económica respecto a su señor feudal[8].

Los cambios no sólo afectaron al modelo social existente durante la época almohade, sino también a la economía, y más concretamente a las pautas alimentarias de la población. Tras la conquista y colonización cristiana, la agricultura musulmana basada en cultivos como arroz y algodón fue progresivamente sustituida por la trilogía mediterránea conformada por cereales, vino y olivo. El paisaje compuesto por tierras de regadío, próximo a las villas, dio paso a cultivos de secano, explotados por los nuevos pobladores. Los historiadores señalan diversas causas de esta gradual modificación del paisaje mallorquín, entre las cuales se encuentran los distintos hábitos alimentarios de los cristianos, la aplicación de

[6] Puede consultarse la instalación y la presencia de la comunidad judía en Mallorca durante la etapa de Jaime I y la Dinastía Privativa de Mallorca en J. Maíz, *Los judíos de Baleares en la Baja Edad Media: economía y política*, UNED, Netbibio, La Coruña, 2010, pp. 21-80.

[7] No obstante, como muy bien han constatado R. Soto, A. Mas, G. Jover, A.M. Rodriguez, *Pagesos, Esclavos y Jornaleros: las formas de trabajo rural en la Mallorca de los siglos XIII al XV*, in *XIII Congreso de Historia Agraria*, Seha, Sesión 1, Lérida, 2011, p. 4, hubo la existencia de esclavos en las reservas señoriales, inicialmente musulmanes capturados durante la conquista, y luego sustituidos por otros colectivos. Url: http://seha.info/congresos/2011/S1-Soto%20Ricard.pdf

[8] Así también lo ven otros autores como M.A. Casasnovas, *Història de les Illes Balears*, Moll, Palma, 2007, pp. 259-261, y G. Jover, R. Soto, *Els dominis feudals...*, *op. cit.*, pp. 234-239.

técnicas agrícolas diferentes a las islámicas, y la introducción de la exacción feudal de las rentas de los campesinos, cuya sustracción se hacía principalmente mediante el pago de cereales panificables.

Los cereales se convirtieron en la base de la alimentación de las clases populares mallorquinas, y su mayor consumo generó una dieta menos variada y una mayor dependencia de las gramíneas si se compara con la etapa musulmana. Hubo un amplio cultivo de trigo con un sistema de rotación basado en la cebada y el centeno, sobre todo en la zona del *Pla* y de *Llevant*, mientras que la viña se cultivó en los alrededores de *Ciutat de Mallorca* y algunos de los principales núcleos situados en el *Pla*. Pese al predominio de las explotaciones de secano, hay constancia de la existencia de una pequeña horticultura de regadío destinada a la producción de hortalizas y verduras; en especial en *Ciutat de Mallorca*, donde existía en los arrabales una red de huertos y áreas de regadío que suministraban los alimentos que necesitaba la población urbana.

La ganadería también registró algunos cambios significativos durante la etapa cristiana, perceptible en los decenios posteriores a la conquista. Parece constatarse un incremento del número de cabezas, en especial ovinas, que eran explotadas por propiedades señoriales y tenencias campesinas, aprovechando la existencia de grandes espacios vacíos que se generaron con el despoblamiento musulmán. Además, los colonizadores introdujeron la cabaña porcina que fue prácticamente inexistente durante el período islámico por motivos religiosos. *Llevant* y la zona meridional insular fueron las áreas con una mayor presencia de cabañas, si bien con un número reducido de cabezas, excepto en algunas propiedades laicas y eclesiásticas.

El comercio exterior es el sector económico cristiano que más creció en la isla, y el que generó más riqueza a lo largo del siglo XIII. *Ciutat de Mallorca* se convirtió en una gran lonja internacional, un depósito donde mercaderes mallorquines y extranjeros llegaban a tratos para importar y exportar géneros procedentes de diferentes mercados. Aquí llegaban las especias orientales, los tejidos del sur de Francia, el algodón siciliano, y la cera, el trigo y los cueros norteafricanos. Por su parte, la isla exportaba almendras y algarrobas, brea, aceite y azafrán a otros enclaves como Barcelona o Pisa.

La instalación de comunidades extranjeras en la capital mallorquina fue una realidad muy poco tiempo después de que Jaime I la ocupase. El rol de la isla como punto de encuentro de rutas marítimas en el Mediterráneo occidental atrajo a hombres de negocios

de diversas procedencias, como los genoveses, quienes ya tuvieron presencia institucional en 1233. Otras repúblicas como la pisana firmaron tratados comerciales ventajosos para negociar en el Reino. La presencia de una importante comunidad judía en la isla también estimuló los intercambios con otras comunidades presentes en el Norte de África. Pronto, el área norteafricana se iría convirtiendo en el mercado principal para los comerciantes cristianos mallorquines.

A diferencia del comercio exterior, la industria mallorquina local no creció de forma considerable en esta primera etapa, especialmente si se compara con otros territorios de la Corona de Aragón. La manufactura textil fue la industria más destacada. Los menestrales mallorquines fabricaban tejidos de baja calidad para consumo interno, generalmente de lana ovina, a partir de la materia prima producida en la isla. Su capacidad de competir frente a otros centros industriales mediterráneos quedó dificultada por dos limitaciones: la falta de avances tecnológicos que propiciasen una manufactura textil de mayor calidad – un problema que persistirá durante la etapa del Reino Privativo de Mallorca – y el predominio de obradores de pequeñas dimensiones.

Al igual que harían sus sucesores, Jaime I trató de impulsar los tres sectores económicos en Mallorca. Sus resultados fueron desiguales según el sector. Algunos progresaron de forma notable como el comercio exterior, pero otros no evolucionaron al ritmo deseado. No se consiguió un mejor equilibrio entre los diferentes sectores, un problema que Mallorca siempre tendría durante la Baja Edad Media.

Asimismo, la monarquía también quiso dirigir la vida política mediante ordenanzas y privilegios. Aquí obtuvo avances significativos, a pesar de que Jaime I sólo mantuvo el gobierno directo sobre la isla durante doce de sus cuarenta y siete años de reinado. En este período, la isla consolidó la estructura institucional municipal y creó una embrionaria Administración Real mediante la reglamentación de diferentes cargos públicos que sustituyeron el modelo organizativo musulmán.

Sin duda, su labor más destacada fue la institución de un régimen municipal en Mallorca. El 7 de julio de 1249, Jaime I instauró el municipio de Mallorca, la *Universitat de la Ciutat i Regne de Mallorca*, que comprendía toda la isla. Según el privilegio que el soberano promulgó, el municipio se organizaba en base a seis Jurados, uno de los cuales debía ser necesariamente caballero o militar, como representante de la jerarquía superior de la sociedad de la isla.

Los Jurados mallorquines se encargaban de regular la vida municipal, decidiendo en algunos aspectos esenciales como la sanidad, la defensa, las obras públicas y los abastecimientos de la población. Su cargo era gratuito y se renovaba anualmente. En esta época, la renovación se hacía a través del sistema de cooptación. Mediante este sistema, los Jurados salientes escogían libremente a los Jurados entrantes entre aquellos prohombres que considerasen más capacitados y honrados para gestionar las tareas municipales. Por su parte, los soberanos se reservaban la facultad de destituir a los Jurados o de suspender el sistema municipal en caso de surgir graves irregularidades en el proceso[9].

En virtud de la Carta Municipal de 1249, también se instituyó un Consejo Ejecutivo encargado de asesorar a los Jurados en la toma de decisiones. Los Jurados designaban libremente a los miembros de este Consejo o *Consell General*, llamados Consejeros, sin limitación de número, ni condición social. Los Consejeros orientaban a los Jurados a la hora de escoger a sus sucesores.

Este sistema tenía el peligro de monopolizar el poder en manos de una facción ciudadana que podía perpetuarse por la elección mediante la cooptación. La costumbre fue que los habitantes de *Ciutat de Mallorca* ocupasen los cargos de Jurados y Consejeros a lo largo del siglo XIII.

Con la creación del municipio, la isla ya tuvo la capacidad para poder gestionar y solicitar impuestos a la población. Disponía de aquellos recursos necesarios para hacer frente a sus necesidades financieras[10].

Jaime I también se preocupó por otros asuntos que podían acabar afectando a la vida política; por una parte, la política patrimonial, desde los inicios de la colonización; y por otra, la sucesión en el gobierno de las islas Baleares.

En el siglo XIII, los territorios señoriales fueron disminuyendo su extensión en beneficio de los de realengo. Diversas circunstan-

[9] Puede apreciar las características de la institución de los Jurados en los siglos XIII y XIV, en P. Cateura, *Municipi i monarquia en la Mallorca dels segles XIII-XIV*, «Anales de la Universidad de Alicante», 13, Alicante, 2000-2002, pp. 43-58, y A. Planas, *La provisión de 13 de diciembre de 1351 reguladora del Gran i General Consell de Mallorca*, «Mramegh», 24, Palma, 2014 pp. 7-11.

[10] Para conocer mejor la evolución de la fiscalidad en la isla de Mallorca, y el peso impositivo de los diferentes contribuyentes en los siglos XIII y XIV, consúltese, J.F. López, *Para una historia fiscal de la Mallorca cristiana*, «AEM», 38/1, Barcelona, 2008, pp. 101-184.

cias como la falta de descendencia de algunos señores feudales cristianos como Nuño Sanç en 1241, favorecieron este proceso. A ello también contribuyó la prohibición del rey a los particulares de no alienar sus bienes a clérigos y caballeros, intentando impedir un trasvase de las propiedades inmobiliarias a nobles laicos y eclesiásticos. La política de Jaime I y luego de su hijo menor el Infante Jaime, nombrado administrador de la isla a partir de 1256, permitió controlar la expansión señorial e ir desarticulando las grandes porciones de los magnates. A finales del reinado de Jaime I, más de un 60% de la isla ya estaba bajo control directo de la monarquía.

La sucesión fue otro de los grandes problemas que tuvo que resolver Jaime I. La conquista del Reino de Valencia y Mallorca le permitió ampliar considerablemente los dominios que había heredado de su padre Pedro II el Católico. El monarca proyectó repartir su reino entre sus dos hijos, Pedro, el primogénito, y Jaime, respondiendo a una concepción patrimonialista que consideraba a los territorios como una propiedad privada. El repartimiento se definió en dos testamentos: el de 1262, donde Jaime I especificó los territorios que formaban parte del Reino privativo de Mallorca, y el de 1272, donde ratificaba el anterior testamento. Por ambos testamentos, Mallorca y Eivissa – que había sido ocupada en 1235 – fueron atribuidas al Infante Jaime. Menorca aún no había sido conquistada por los cristianos.

3. *La Dinastía Privativa (1276-1343)*

A la muerte de Jaime I en 1276, la isla de Mallorca se integró en un Reino conformado por pequeños territorios dispersos, sin continuidad geográfica, y donde algunos estaban situados a una gran distancia respecto a otros. Todos ellos tenían en común una ubicación estratégica excelente, limítrofes con algunas principales potencias económicas y políticas de la época como eran la Corona de Aragón y el Reino de Francia. A diferencia de estos Estados, el Reino de Mallorca tenía escasas dimensiones, con territorios en el norte y sur de los Pirineos, en el centro de Francia, además de las islas del archipiélago balear, exceptuando Menorca aún no conquistada. El Reino sería gobernado por una dinastía privativa hasta 1343.

Asimismo, cada uno de los territorios que formaba parte del reino tenía una composición social distinta – con una preponderancia de diferentes grupos – y se había especializado en determinadas ac-

tividades económicas, lo que dificultaba considerablemente la confección de una política común por parte de los reyes mallorquines. La monarquía era el vínculo principal que unía estos territorios.

Cuando el Infante Jaime, ya convertido en Jaime II, sube al poder en 1276, aún queda mucho por hacer en Mallorca. La isla no ha desarrollado toda su potencialidad en materia económica, fiscal, militar y política. Como se explicará más adelante, presenta importantes desequilibrios y problemas que todavía no habían sido corregidos. Algunos de ellos sí que se resolvieron durante esta época, pero otros no, pese al esfuerzo de los gobernantes mallorquines, lo que acabaría condicionando su evolución en las siguientes etapas.

Mallorca aún no había potenciado el ámbito foráneo, tanto desde un punto de vista económico como institucional. Había numerosas áreas rurales sin roturar, cultivar o urbanizar, y los habitantes de las villas carecían de instituciones que los representasen o bien no se habían incorporado a las existentes. El ámbito foráneo debía constituirse en el contrapeso del mundo urbano, de *Ciutat de Mallorca*, pero aún estaba en formación. A finales del siglo XIII, *Ciutat de Mallorca* seguía siendo el principal motor de la actividad económica, además de monopolizador de la representación y el poder político en la isla.

En cierta medida, la prosperidad de la principal ciudad de la isla era consecuencia de que el comercio exterior seguía creciendo exponencialmente. Sin embargo, los restantes sectores económicos continuaban teniendo un considerable retraso. Apenas había una industria local competitiva, y las actividades agropecuarias eran incapaces de abastecer las necesidades alimentarias de una población en aumento.

Hasta 1298, el protagonismo absoluto de la política exterior impidió que Jaime II pudiera impulsar la política interior mediante programas gubernamentales que cubrieran las necesidades de la isla. Además, las iniciativas sólo podrían hacerse dentro del estrecho margen político que los reyes mallorquines tuvieron tras el Tratado de Perpiñán. El Reino de Mallorca sólo fue independiente durante tres años. En 1279, Pedro II el Grande, hermano de Jaime II, y que gobernaba la Corona de Aragón, puso en marcha una operación destinada a subordinar el Reino de Mallorca a la Corona de Aragón. Consiguió forzar a su hermano a declararse vasallo suyo, plasmándose en el Tratado de Perpiñán[11]. Este tratado de in-

[11] Diferentes autores han puesto de manifiesto la importancia del Tratado de Perpiñán, como M. A. Casasnovas, *Historia...*, *op. cit.*, p. 266; L. Tudela, A. Ferrer, *La Dinastía Mallorca-Rosellón (1276-1343)*, v. 7, Col. «El Mundo-Día de Baleares», Rey

feudación supondría que los soberanos mallorquines gobernaban sus territorios en calidad de feudo de los monarcas de la Corona de Aragón, aun cuando tuvieran un cierto margen de autonomía.

En el contexto de una gran guerra internacional como fueron las Vísperas Sicilianas, Mallorca permanecería unida a la Corona de Aragón entre 1285 y 1298, y sólo en virtud del Tratado de Argelers volvería nuevamente a manos de la dinastía privativa[12]. No obstante, tres años antes, el tratado de Anagni establecía las mismas condiciones estipuladas en la infeudación de 1279. Jaime II también incorporaría Menorca a sus dominios, la cual había sido conquistada a los musulmanes por Alfonso III de Aragón en 1287. De esta manera, todo el archipiélago formaba parte del Reino de Mallorca.

Tras Argelers, Jaime II consiguió la paz que necesitaba para llevar a término la profunda reorganización de la isla. Sus propuestas serían fruto de su notable conocimiento sobre los problemas de Mallorca. Había acumulado una experiencia importante en administración y gobierno durante veinte años. Del reinado de su padre, había recabado bastantes ideas respecto al diseño de la política interior y la revitalización del espacio mallorquín.

Sus ejes básicos fueron la mejora urbanística de *Ciutat de Mallorca* que incluía la ampliación de diversas plazas urbanas, el impulso de algunas de las construcciones más emblemáticas de la isla como son la Catedral de Santa María y el Castillo de Bellver, así como la introducción de una fiscalidad general que superará el marco tradicional del feudalismo basado en rentas y censos señoriales. Además, se procedió a la concentración de la comunidad judía en el Call mayor[13].

Su iniciativa más ambiciosa fue la ordenación territorial del ámbito foráneo mediante una serie de disposiciones u *Ordinacions*. En 1300, Jaime II llevó a cabo un plan urbanístico y agrario de ordenación de la isla, encaminado a concentrar en villas foráneas de nueva creación el campesinado que se encontraba disperso. Este

---

Sol, Palma, 2006, pp. 20-22; P. Cateura, Mallorca en el segle XIII… *op. cit.*, pp. 92-93.

[12] Puede consultarse el conflicto entre la Corona de Aragón y el Reino de Mallorca en el marco de las Vísperas Sicilianas en L. Tudela, *Jaume II d'Aragó i el Regne de Mallorca (1291-1305)*, «E-Spania», Url: http://e-spania.revues.org/27059. Civilisations et Littératures d'Espagne et d'Amérique du Moyen Âge aux Lumières (Clea), Paris Sorbonne, 2017, pp. 1-15.

[13] Entre los autores que han tratado el tema se encuentran J. Maíz, *Los judíos de Baleares...*, *op. cit.*, pp. 46-51; L. Tudela, A. Ferrer, *La Dinastía...*, *op. cit.*, pp. 70-79 y 93-109.

proceso debía ir paralelo a otro en el que se quería corregir el desigual despoblamiento en la isla, puesto que había zonas con una elevada densidad de población como eran los casos de Inca, Sóller, Pollença y Alcudia, y otras donde era muy escasa, débil o inexistente como ocurría en el área sudoriental de la isla, en especial el *Migjorn* y *Llevant*. Jaime II preveía la consolidación o la creación de nuevas villas foráneas con un mínimo de cien vecinos, fundamentalmente campesinos y artesanos. Para incentivar la colonización, cada nuevo vecino recibiría pequeñas explotaciones de tierra en alodio para cultivo, y además en el caso de los campesinos, tierras de garriga para pastos y un solar urbano para la edificación de sus casas. Su asentamiento iba acompañado de una moratoria del pago de deudas de hasta tres años antes de las *Ordinacions*.

Las consecuencias de estas medidas impulsadas por Jaime II fueron importantes desde un punto de vista territorial y defensivo. Surgieron nuevas villas como Capdepera y Son Servera, y hubo una concentración mayor de pobladores en núcleos ya existentes como Manacor, Porreres, Campos, Felanitx y Santanyí. Además se produjo un aumento de los sistemas defensivos en algunas de las poblaciones próximas al litoral como es el caso de Alcudia, que aún se conservan en la actualidad, y existió un compromiso de los vecinos que se habían instalado de implicarse en la defensa de aquellas áreas foráneas anteriormente despobladas o con poca presencia poblacional. Más importantes fueron las posibles consecuencias económicas y fiscales. La ampliación y la explotación de las áreas roturadas debían propiciar un aumento de la producción de bienes agropecuarios y la incorporación de un mayor número de habitantes foráneos al sistema de contribución fiscal y al pago de impuestos. Sin embargo, las *Ordinacions* no cumplieron todos los objetivos previstos: la repoblación se llevó a cabo en la porción real y no en todo el territorio, como se pretendía; y *Migjorn* y *Llevant* siguieron siendo las zonas más débilmente pobladas en las primeras décadas del siglo XIV[14].

[14] Las *Ordinacions* constituyen una de las reformas urbanísticas y repobladoras más importantes realizadas en Mallorca a lo largo de su historia. Su análisis ha sido realizado por diferentes historiadores como A. Galmés, L'urbanisme planificat segons les Ordinacions de Jaume II, in Jaume II i les Ordinacions de l'any 1300, Consell Insular de Mallorca, Palma, 2002, pp. 165-177; L. Tudela, A. Ferrer, *La Dinastía..., op. cit.*, pp. 79-93; A. Mas, *L'antiga vila de Manacor i les Ordinacions d'en Jaume II*, in *Espai, fet urbà i societat a Manacor, III Jornades d'Estudis Locals de Manacor*, Ayuntamiento de Manacor, Manacor, 2004, pp. 15-31.

No obstante, pese a las reformas de Jaime II, apenas se corrigió el desequilibrio existente entre los diferentes sectores económicos. Durante la etapa de la dinastía privativa, el comercio exterior siguió siendo el gran motor económico de la isla, impulsado fundamentalmente desde *Ciutat de Mallorca*. Los hombres de negocios y parte de la sociedad insular invertían su capital. En las operaciones comerciales, ya que conseguían beneficios aceptables a muy corto plazo a diferencia de lo que ocurría en la industria o la agricultura.

En Mallorca, y en general, en las Islas Baleares, el comercio de redistribución de artículos internacionales tuvo la etapa de mayor esplendor en la Baja Edad Media, generando una riqueza equivalente a más del 50% de la producción interna. A *Ciutat de Mallorca* acudían catalanes, pisanos, venecianos y genoveses, los principales comercios exteriores que competían por el control de los mercados mediterráneos más importantes. Adquirían los bienes que llegaban a la isla para exportarlos a sus respectivos territorios o a otros puertos extranjeros. Por su parte, la burguesía mallorquina se especializó en la compra-venta de artículos básicos y pobres de gran volumen presentes en mercados extranjeros situados a corta y media distancia, desplazándose con una flota compuesta por buques de escaso tonelaje y dimensiones. El Norte de África continuaba siendo su destino favorito, ya que los bienes y materias primas comprados en esas tierras eran objeto de una gran demanda extranjera en Mallorca[15].

Los restantes sectores económicos crecieron, pero no al mismo ritmo que las actividades comerciales. Se consolidó la trilogía agrícola en la isla, tras el incremento del espacio roturado y la plena integración de las áreas rurales al sistema feudal. La agricultura era principalmente cerealista, con el trigo como alimento básico de la dieta, y vinícola[16]. El consumo de los cereales fue cada vez mayor lo que

[15] En 1336, el 27% de los viajes efectuados por los mallorquines con licencia oficial tenía como destino el Norte de África. En el bienio 1341-1342, el porcentaje se incrementa a un 37%, con 38 licencias otorgadas, de los cuales 30 iban a puertos del Magreb Central y 8 a Ifriquiya. Se pueden consultar los datos en ARM, Gob. AH-436 bis, fs. 93r-138r y ARM, RP, G., 4390, años 1341-1342.

[16] Entre 1329 y 1342, la producción de cereales se cifró entre un 50% y un 67% del valor de la producción agraria total, exceptuando 1331 y 1342 que no llegó al 47%, mientras que el vino tenía un porcentaje aproximado del 19% con una horquilla que osciló entre el 13 y el 24%. Se trata de porcentajes que muestran

generó una dependencia alimentaria, peligrosa en coyunturas climáticas adversas, ya que derivó en hambrunas como se dieron en determinadas fases del reinado de Jaime III. A diferencia de la agricultura, la ganadería tuvo una incidencia en la economía menor en relación al período anterior. La disminución de su peso económico pudo obedecer entre otros factores al crecimiento de las nuevas tierras dedicadas a explotaciones cerealistas en detrimento de las zonas de pasto.

La industria local experimentó un gradual progreso y mejora de los procesos relacionados con su fabricación, organización y reglamentación. Se fueron poniendo las bases para el impulso de algunas actividades como las textiles, donde hubo un aumento del número de obradores y productores. A raíz de una iniciativa de Sancho I, hijo de Jaime II, promulgada en 1315, los mallorquines tuvieron una mayor libertad para confeccionar tejidos en casa, siempre que contasen con un maestro tejedor experto. Pese a que la industria textil mallorquina fracasó en su intento de modernización e implantación de procedimientos innovadores, sus logros fueron evidentes. La lana mallorquina era una buena materia prima para la confección de prendas. La industria textil comenzaría a tener los primeros resultados de cierta relevancia en los últimos años del gobierno de Jaime III. Ya hay constancia de una exportación de tejidos locales de baja calidad hacia otros lugares y un consumo interno significativo[17].

Otras industrias, como la naval, también fueron adquiriendo una gran importancia desde la segunda mitad del siglo XIII, paralelamente al incremento de la navegación insular. Los artesanos mallorquines fabricaban embarcaciones en las atarazanas de *Ciutat de Mallorca*, y materiales como cuerdas o brea se exportaban regularmente a otros mercados.

La riqueza que se generaba en la principal ciudad de la isla a través del comercio también beneficiaba a las villas foráneas,

una gran importancia de ambos bienes de consumo. Los datos fiscales pueden ser consultados en J. F. López, *La riqueza de Mallorca al s. XIV (Evolució i tendències econòmiques)*, Consell Insular de Mallorca, Palma, 1989, p. 93.

[17] En la primera mitad del siglo XIV, hay constancia de la producción de otros productos industriales como el vidrio, el jabón o los tejidos de lino. Algunos de ellos continuarían produciéndose en época de dominio de la Corona de Aragón. Véase M. Bernat, *Sobre lo mester dels teixidors del lli*, «BSAL», 65, Palma 2009, pp. 81-106, y M.A. Capellà, *Artesanos vidrieros en Mallorca. Relaciones y conexiones con el Levante Peninsular (siglos XIV-XV)*, «AEM», 44/2, Barcelona, 2014, pp. 769-805.

ya que éstas también producían los bienes locales que los mercaderes necesitaban para su posterior venta. A comienzos del siglo XIV, se produjo una mayor interacción y dinamismo entre *Ciutat de Mallorca* y el ámbito foráneo o *part forana*. Este hecho unido al crecimiento y la consolidación de las villas foráneas tras las *Ordinacions*, motivó que sus habitantes comenzasen a reivindicar su participación en las instituciones políticas.

En política interior, las principales decisiones de los reyes mallorquines también tendrán a los foráneos como protagonistas. En 1301, Jaime II crea el veguer foráneo en la isla con la idea de acercar la justicia al ámbito rural y convertirse en un instrumento de la monarquía ante las jurisdicciones señoriales.

Por su parte, Sancho I tuvo en cuenta las reclamaciones foráneas y decidió modificar el régimen municipal mallorquín. Su intervención reforzaría la posición política de los foráneos en detrimento de los grupos de *Ciutat de Mallorca*. En virtud de una sentencia dictada en 1315, el soberano estableció una estructura política que funcionaría en la isla durante la Baja Edad Media. Creó dos universidades: la *Universitat de la Ciutat* constituida por seis Jurados de extracción ciudadana y por el *Consell de Ciutat* que serían competentes en asuntos relativos a *Ciutat de Mallorca* y su término; y la *Universitat Forana* compuesta por diez síndicos que formaban parte del *Sindicat de Fora* y que ejecutaba los acuerdos que afectaban a las villas foráneas. La *Universitat Forana* se completaba con el *Consell de Sindicat*, órgano deliberante y que estaba integrado por los representantes de cada una de las villas foráneas constituidas. Ambas Universidades estaban integradas en la *Universitat de la Ciutat i el Regne de Mallorca* como principal organismo representativo de la población mallorquina.

El régimen municipal se completaba con una nueva institución: El *Consell General de Mallorca* que sería conocido como *Gran Consell* a partir de mediados del siglo XIV y como *Gran i General Consell de Mallorca* a finales de esta centuria. Este organismo tenía capacidad de decisión en los asuntos comunitarios de ámbito insular que afectaban tanto a la capital y las villas rurales, y con atribuciones muy amplias como el control de los servicios públicos, la representación de la isla ante la Corona o la política financiera municipal. El *Consell General de* Mallorca estaría constituido por consejeros del *Consell de Ciutat* y del *Consell de Sindicat de*

Fora en una proporción de 2/3 miembros de *Ciutat de Mallorca* y 1/3 de foráneos, siendo la misma distribución a la hora de pagar los impuestos[18]. No siempre se cumpliría esta proporción.

Al igual que su padre, Sancho I tomó medidas para proteger el Reino de Mallorca. Ordenó la creación de una armada con base en Mallorca que pudiera desplazarse a las otras islas y que protegiese los municipios de posibles asaltos. Sería la primera de las sucesivas flotas que se tendrían que construir para defender las costas, pero también para actuar en otros territorios, como sucedió en Cerdeña durante la campaña de ocupación de esta isla por la Corona de Aragón en 1323-1324. En la década de los años 30, las flotas que tendrían que proteger el Reino serían costeadas no sólo por la *Universitat de la Ciutat i el Regne de Mallorca*, como había sido hasta entonces, sino también por otros territorios del Reino[19].

Con estas medidas, la monarquía mallorquina también buscaba proteger los intereses del comercio exterior, hecho que fue una constante durante esta etapa, ya que era el elemento dinamizador de la economía local. El comercio exterior mallorquín no sólo beneficiaba a la población, sino también a la propia Corona y a las instituciones municipales. Parte de la riqueza que la burguesía local gastaba en Mallorca, se destinaba a rentas e imposiciones.

El Reino de Mallorca pudo desarrollar esta estrategia de proteger y favorecer al comercio exterior mallorquín, siempre y cuando no chocase con los intereses económicos y políticos de las grandes potencias, en especial de la Corona de Aragón. En algunos casos, consiguió sus propósitos, estableciendo gradualmente consulados comerciales en otras ciudades mediterráneas extranjeras a partir de 1302; pero en otros tuvo que rectificar su política exterior ante las presiones ejercidas por otros Estados, como ocurrió durante el conflicto del Estrecho, cuando debió declarar la guerra a los benimerines en 1341, a pesar de que esta decisión podía perjudicar las actividades de los mallorquines en el Norte de África.

Entre 1323 y 1341, los mallorquines estuvieron implicados en tres guerras comerciales que causarían importantes problemas de tesorería municipal. En época del rey Jaime III, sobrino de Sancho I, comenzarían las primeras tensiones financieras serias en

[18] Puede consultar los cambios efectuados por el Sancho I durante su reinado, J. Maíz, L. Tudela, *Sanç I: El rei pragmàtic*, Illa Edicions, Palma, 2016, pp. 26-28.

[19] J. Maíz, L. Tudela, *Sanç I… op. cit*, pp. 42-44.

Mallorca que se verían agravadas por algunas crisis económicas – especialmente a principios de la década de los 30 – a causa de malas cosechas, epidemias que acabarían diezmando la población, la disminución del consumo interior y el descenso de las exportaciones e ingresos comerciales portuarios[20].

Además de las citadas contiendas exteriores de Cerdeña y del Estrecho, Mallorca debió sufrir los ataques de armadas genovesas en el transcurso de una feroz conflagración que se inició en 1330 y finalizó en 1336, ya durante la mayoría de edad de Jaime III. La contienda comportó innumerables pérdidas materiales. El Reino de Mallorca participó en esta guerra a petición de la Corona de Aragón con el fin de limitar la competencia y aplacar la agresividad de los genoveses que trataban de ejercer la supremacía en los principales mercados del Mediterráneo Occidental. Sin embargo, tras la paz, la monarquía mallorquina se aproximaría diplomáticamente a Génova y se alejaría de la Corona de Aragón[21].

La época de Jaime III llegaría a su fin siete años después, y con ella el reinado de la dinastía privativa en Mallorca[22]. Tras la guerra de Génova, y unos años de cierta tranquilidad para Jaime III, los únicos de su reinado, el soberano mallorquín debió hacer frente a una amenaza sobre sus territorios. En 1341, Pedro III el Ceremonioso ordenó reincorporar el Reino de Mallorca a la Corona de Aragón contando con el apoyo de la burguesía catalana. Para revestir legalmente su actuación, llevó a cabo un proceso judicial contra Jaime III, acusándolo de incumplir su deber como vasallo.

---

[20] Hubo una quiebra del sistema bancario municipal a finales de la década de los años 20 que afectó a las finanzas municipales como han señalado A. Mercader, P. Cateura, *Banca pública y Banca privada en el Reino de Mallorca (s. XIII-XIV)*, 23, El Tall, Palma, 2014, pp. 79-85. A partir de 1336, comenzaría un descenso de la población que se agravaría considerablemente tras la Peste Negra como señala G. Ensenyat, *La antigua Corona de Mallorca a mediados del siglo XIV: la crisis general y política y sus repercusiones culturales*, «Edad Media», 8, Universidad de Valladolid, 2007, p. 61.

[21] Esta hipótesis es planteada por L. Tudela, *Catalunya, Mallorca i Gènova (1336-1349): Economia i política*, El Tall, Palma, 2005, pp. 248-250 y L. Tudela y aut. cit., , *Attività commerciale e coinvolgimento político di Genova nel conflitto tra la Corona d'Aragona e il Regno di Maiorca (1342-1343)*, «Medioevo. Saggi e Rassegne», 21, Cagliari, 1996, pp. 41-43.

[22] Puede consultarse una biografía actualizada sobre Jaime III escrita por A. Ortega, *Jaume III (1315-1349)*, Ayuntamiento de Palma, Palma, 2017.

Como primer objetivo, la Corona de Aragón quería asegurar el control territorial de las Islas Baleares que eran cruce de rutas comerciales estratégicas. Además, se pretendía evitar que Génova, su principal rival, ejerciera la mediatización en la Corte mallorquina, circunstancia que le permitía tener más facilidades para realizar el movimiento de bienes y navíos por Mallorca, y mantener una cierta primacía comercial a la hora de los intercambios.

A finales de mayo de 1343, Pedro III envió una considerable flota que consiguió en pocos días la capitulación de Mallorca. Apenas hubo resistencia, como ya había ocurrido en 1285. La mayoría de la población mallorquina mostró su desafección hacia la monarquía de Jaime III. Entre otros motivos se pueden señalar la incapacidad de la dinastía privativa por resolver los problemas económicos y políticos; la creciente presión fiscal en los últimos años de su reinado; la convicción de los mercaderes mallorquines de que la Corona de Aragón defendería mejor sus intereses en el mercado por ser una entidad política mucho más poderosa; y la realidad de que los mallorquines tenían muchos aspectos en común con los catalanes, tanto culturales como étnicos. Fueran estas razones u otras, lo cierto es que Mallorca entraría en una nueva etapa tras su conquista por parte de la Corona de Aragón.

4. *Mallorca en el seno de la Corona de Aragón (1343-1405)*

La reincorporación de la isla a la Corona de Aragón supuso la gradual integración de sus habitantes a nivel jurídico, económico y político en su estructura a lo largo de la segunda mitad del siglo XIV. En cambio, su peso político disminuyó notablemente dentro del nuevo Reino. Las islas no tuvieron unas Cortes similares a otros territorios como Aragón o el Reino de Valencia, y en las Cortes Generales, Mallorca participó únicamente con dos representantes, formando parte del brazo de las ciudades y villas reales de Cataluña. En ocasiones, los representantes ni tan siquiera estuvieron presentes, como ocurriría en algunos períodos del siglo XV. En consecuencia, el hecho de que las islas no tuvieran una institución propia donde la monarquía hubiera de negociar los subsidios que tanto necesitaba, restó capacidad a Mallorca para conseguir las reivindicaciones políticas y las peticiones financieras deseadas.

Además, Mallorca ahondó en algunos de los problemas políticos ya surgidos en la etapa privativa. La isla se vio arrastrada a

tres conflictos bélicos casi sucesivos: contra los rebeldes sardos a finales de la década de los años 40, Génova en la primera mitad de los 50, y Castilla hasta mediados de los 60 como resultado de su implicación en la política exterior llevada a cabo por la Corona de Aragón[23]. En la isla hubo necesidad de financiar la defensa y la vigilancia costera, y de construir nuevas armadas para actuar en el Mediterráneo, que supusieron enormes esfuerzos a una población que estuvo sometida a una fuerte presión fiscal en estas décadas.

Como resultado de estas contiendas, la *Universitat de la Ciutat i el Regne de Mallorca* se acabó convirtiendo en un instrumento financiero de la Corona. Tuvo que atender sus continuas peticiones subsidiarias, lo que se tradujo en una disminución de los recursos destinados a atender las necesidades municipales[24]. Como forma de financiarse, la *Universitat* comenzaría a recurrir a la emisión de deuda pública a partir de 1355 ante la imposibilidad de conseguir las cuantías que necesitaba mediante ayudas e imposiciones indirectas. Otros territorios acabarían aplicando la misma solución. A la larga, esta decisión tendría consecuencias fatales en Mallorca. El precio que los mallorquines acabarían pagando para que la Corona de Aragón sostuviera el dominio en el Mediterráneo Occidental, defendiera la hegemonía peninsular, y protegiera los intereses del comercio exterior en los mercados extranjeros sería muy alto.

El descenso de los ingresos municipales también fue resultado de repetidas crisis productivas y demográficas. Se registró una caída de la población como consecuencia de la Peste Negra y de otras epidemias que se sucedieron a lo largo de este período. La pérdida de habitantes se hizo más visible en la zona septentrional mallorquina, generando una redistribución de la población del ámbito rural. La depresión demográfica fue paralela a un retroceso de las actividades agrícolas y a dificultades de abastecimiento, algunas de ellas de especial gravedad como la acaecida en el bienio 1374-1375. En estos años, hay constancia de malas cosechas y el abandono de los

[23] Se pueden consultar los conflictos y la participación del Reino de Mallorca en L. Tudela, *Catalunya, Mallorca…., op. cit.*, pp. 399-422; P. Cateura, *Mallorca en el segle XIV*, «Conèixer Mallorca», 9, Consell de Mallorca, Palma, 2005, pp. 63-73; G. Morro, *La marina medieval mallorquina (1250-1450)*, Documenta Balear, Palma, 2009, pp. 278-291.

[24] Puede verse la problemática generada por las guerras en P. Cateura, *La trentena esgarrifadora. Guerra i fiscalitat. El Regne de Mallorca (1330-1357)*, El Tall, Palma, 2000.

campos – principalmente los menos productivos – que favorecerían la caída de las rentas señoriales, acelerando la crisis del sistema feudal en la isla. Desde los años 60, un número notable de campesinos acabaría emigrando a *Ciutat de Mallorca*, quien iría recuperando una parte de la población que había perdido con las epidemias. Por su parte, los señores feudales buscarán alternativas al descenso de las rentas mediante la intensificación de las actividades ganaderas.

Todos estos factores, aunque negativos, no hacen suponer que estemos ante una crisis general de todo el sistema económico y financiero en Mallorca. Más bien, la impresión es que hubo períodos con depresiones profundas y largas que se alternaron con otros de mejoría económica. No obstante, conviene no obviar que estas crisis generaron un empobrecimiento general de una gran parte de la población mallorquina en la segunda mitad del siglo XIV. Hubo un trasvase de una parte significativa de propiedades inmobiliarias hacia determinados grupos sociales, principalmente aquellos que formaban parte del patriciado urbano como ciudadanos y mercaderes, así como a algunos señores que habían conseguido preservar su patrimonio y no habían tenido que malvenderlo, y podían permitirse la compra de nuevas tierras. La constatación de una mayor desigualdad social, si se compara con las primeras etapas de la dinastía privativa, es una realidad. Si a ello añadimos el incremento de la presión fiscal por parte de la administración municipal mediante un uso creciente y abusivo de las imposiciones indirectas, y las dificultades de una gran parte de la población para devolver los préstamos solicitados a cristianos y judíos, tenemos los ingredientes necesarios para que se fuera generando un malestar social en la isla, en especial por parte de los foráneos. Este clima de tensión acabaría canalizándose en el asalto al *Call* judío y en la violencia ejercida contra los grupos privilegiados urbanos en agosto de 1391, ya en época de Juan I, hijo de Pedro III. Muchos de los judíos se convertirían a la religión cristiana, más por temor que por devoción[25].

Otra de las consecuencias de las sucesivas crisis económicas y financieras fue la lucha por el control del poder municipal en la isla. Tras la reincorporación de Mallorca, dos bandos pugnarían por controlar la *Universitat del Regne i Ciutat de Mallorca* con el

[25] J. Maíz, Los judíos de Baleares..., *op. cit.,* pp. 145-158 explica con detalle la situación de tensión ya existente entre la comunidad judía y cristiana, antes del asalto y la muerte de numerosos judíos en 1391.

propósito de defender sus intereses y seguir aspirando a tener un alto nivel de vida. Estos bandos enfrentados estaban conformados por miembros de diferentes oficios y estamentos sociales, como mercaderes y menestrales urbanos. El hecho de que muchos de estos partícipes hubieran comprado deuda pública de la *Universitat*, les convertía en acreedores, y por tanto, dominar la institución suponía asegurarse que cobrarían puntualmente los intereses de esa deuda. No obstante, había otras razones poderosas para que estos grupos administrasen la principal institución municipal. La elección de los arrendadores de impuestos estaba bajo su supervisión y siempre existía la posibilidad de que escogieran a intermediarios, o incluso que fueran ellos mismos los que se encargasen de la recaudación de los ingresos municipales, tras pagar precios muy bajos en las subastas. Su designación como representantes también facilitaba el fraude y la corrupción: se convirtieron en prácticas habituales el no tener que pagar estos impuestos o cobrar comisiones a cambio de las concesiones. Asimismo, controlar los resortes del poder municipal equivalía negociar las demandas de la monarquía y, a cambio de ceder a sus peticiones, podían perpetuarse más fácilmente en el mandato y así seguir beneficiándose económicamente y políticamente del sistema.

La lucha por el poder, la inestabilidad política y la corrupción se convirtieron en un verdadero problema que obstaculizaba el desarrollo efectivo de las instituciones municipales en la isla[26]. A lo largo de la segunda mitad del siglo XIV se consignaron diferentes procedimientos para elegir a los representantes municipales, métodos que buscaban que estos últimos se dedicaran realmente a resolver los problemas de la sociedad mallorquina. En especial, los cambios afectaban a la *Universitat de la Ciutat*, núcleo del poder financiero, y más concretamente a la Juraría. En este período, ninguno de estos procedimientos acabó siendo satisfactorio para el conjunto de la población, por lo que siguieron buscándose alternativas en función de las mayores o menores presiones de los bandos y de grupos sociales favorecidos o perjudicados. Aquí también entró en juego la monarquía, que durante los períodos de guerra, buscó controlar la Juraría a fin de que fuera más proclive a sus necesidades de liquidez. En

[26] Puede seguirse el conflicto entre los bandos y facciones y la crisis del sistema municipal durante la segunda mitad del siglo XIV en M.A. Casasnovas, *Historia..., op. cit.*, pp. 324-326.

1373, se introdujo por primera vez el procedimiento de la insaculación o de *sac i sort*, por el que los Jurados de la *Ciutat* eran escogidos entre los miembros del *Consell de la Ciutat*, extrayendo bolas de cera presentes en cuatro sacos que representaban a los cuatro estamentos que participaban en la Juraría. Las bolas de cera llevaban los nombres de las personas habilitadas para ejercer los cargos. Este procedimiento aún se combinaba con la elección directa de los consejeros por parte de la monarquía.

La creciente importancia de algunos sectores económicos también fue un hecho decisivo a la hora de que se produjeran modificaciones en el sistema de elección en los principales órganos municipales. Los artesanos mallorquines fueron el caso más sintomático, ya que tuvieron una participación más activa en la vida municipal, tanto en la *Ciutat* como en el ámbito foráneo. Además, grupos foráneos lucharon por una representación política más equilibrada en la *Universitat del Regne i Ciutat de Mallorca*. El *Consell General* modificará su estructura en diversas ocasiones, con una disminución progresiva del número de representantes y un incremento del porcentaje de consejeros foráneos. En 1398, la proporción de foráneos frente a los representantes de la *Ciutat* fue la más alta durante esta etapa, llegando a 1/3 de sus miembros, como se había previsto en época de Sancho I.

El aumento del peso social de estos grupos, como artesanos y foráneos, es consecuencia de algunos cambios registrados en la economía insular en este período. Parece constatarse una mejor distribución del porcentaje de riqueza aportada por los diferentes sectores económicos. Disminuye la gran contribución del comercio exterior a la economía, y en cambio, se aprecia una aportación cada vez más creciente de la ganadería y la manufactura; sectores donde se incrementa la producción de determinados bienes y materias primas en comparación con la etapa anterior.

Aun cuando la economía insular experimentara recesiones importantes en momentos puntuales de esta etapa, no se puede tildar de catastrófica como se ha señalado desde diferentes ópticas historiográficas. Es cierto que los datos relativos a la agricultura señalan una importante caída de su producción, especialmente cerealista, en la segunda mitad del siglo XIV[27]. Esta caída es fruto

[27] En cambio, el vino mallorquín no registró esta caída de la producción. Es un buen producto que tenía una importante demanda en las etapas en que las añadas eran buenas, hecho que se producía en esta etapa y especialmente durante el Reino

de diversos factores entre los que se encuentran la falta de mano de obra, como resultado del descenso demográfico y la marcha de campesinos a *Ciutat de Mallorca*; la sucesión de malas cosechas, en parte a causa de las incidencias meteorológicas y en parte por la falta de renovación tecnológica del campo; y la disminución de los precios agrarios en contraste con los urbanos.

Además, hay que añadir el abandono de tierras por parte de un número considerable de campesinos mallorquines debido a la mayor presión fiscal y la imposibilidad de devolver los préstamos a los acreedores. Muchos de los campesinos dejaron de pagar los censos a los señores por las tierras enfitéuticas que cultivaban. Esta situación generará un proceso cambiante en el ámbito rural. Las actividades ganaderas irán intensificándose en las últimas décadas del siglo, como ya se ha comentado. Espacios de cultivo se reconvertirán en zonas de pasto. Los pastizales irán creciendo en aquellas áreas como *Llevant* y *Migjorn* donde había propiedades libres cultivadas por campesinos en las porciones reales, así como reservas señoriales en las que se combinaba la explotación agraria de las tierras más fértiles con la ganadería extensiva de ovejas y cabras en las tierras yermas y las garrigas. Grandes rebaños de más de trescientas cabezas comienzan a ser un hecho habitual, en especial en Artá, Llucmajor y Manacor. Además de queso, se incrementa la producción de lana cuyos excedentes se venden al exterior, en especial a los mercados meridionales italianos, lo que generaba pingües beneficios a los ganaderos.

El aumento de la producción de la lana mallorquina también favorecerá el crecimiento de la menestralía, en especial del sector textil. Si bien los paños locales fabricados seguían siendo de baja calidad, presentan una mejor factura, producto de un mayor conocimiento de los procesos de fabricación y creación tecnológica por parte de los artesanos. Al igual que la lana, los tejidos locales se convertirán en una de las mercancías más exportadas en las últimas décadas del siglo XIV. La manufactura textil se consolidó en la economía insular como consecuencia del aumento del volumen

---

Privativo. En cambio, la demanda bajaría considerablemente a partir de mediados del siglo XV. Consúltese P. Cateura, *Consumo e Impuestos en el Reino de Mallorca*, en M. García, E. Piedrafita, J. Barbacil (ed.), *La alimentación en la Corona de Aragón (siglos XIV-XV)*, Actas del Simposio organizado por la Academia aragonesa de gastronomía en el Sexto Centenario del compromiso de Caspe, Zaragoza, 2013, p. 27.

de ingresos, triplicando en algunos momentos las recaudaciones obtenidas durante la etapa privativa. Asimismo, una parte de la población mallorquina participó en los procesos productivos. *Ciutat de Mallorca* y algunas villas foráneas como Inca registran un elevado número de artesanos.

Por el contrario, las actividades comerciales experimentan un retroceso considerable si se compara con la etapa de la dinastía privativa. No se puede hablar de decadencia, por cuanto los datos no parecen reflejar un descenso dramático de las recaudaciones aduaneras o de las operaciones realizadas por extranjeros y mallorquines, pero sí es cierto que se produce una disminución del dinamismo y una contracción del tráfico comercial que suele coincidir en gran medida con las crisis cíclicas económicas, financieras y sociales de la isla. Se han señalado diferentes motivos para explicar la menor confluencia de los mercaderes extranjeros y el menor volumen de negocios de los insulares. Uno de ellos son las sucesivas contiendas que debió acometer la Corona de Aragón en el Mediterráneo y que generaron una gran inseguridad marítima. Además de algunas guerras citadas con anterioridad como la de Génova, hay que añadir los conflictos de baja intensidad como las rebeliones sardas de 1371 y 1383 que fueron apoyadas por Génova. El corso y la piratería también se convertirán en un problema, ya que será un fenómeno que no decrecerá, sino que se mantiene y en algunos momentos se intensifica, dificultando la navegación mallorquina por el Mediterráneo. Genoveses y berberiscos, estos últimos especialmente a finales del siglo XIV, no cejarán de actuar contra los mallorquines.

Asimismo, se constata un aumento notable de la competencia de otros comercios exteriores en los puertos mediterráneos occidentales donde trabajan habitualmente los mallorquines. Están cada vez más presentes hombres de negocios procedentes de las ciudades meridionales francesas y de las Repúblicas Italianas, en especial de Génova que sigue pugnando por la supremacía comercial en el Mediterráneo, y cuya burguesía seguirá acudiendo masivamente a la isla cuando mejoran las relaciones diplomáticas con la Corona de Aragón. Por su parte, Valencia disputará a *Ciutat de Mallorca* el rol de gran plaza mercantil redistribuidora de los bienes procedentes de otros mercados, claramente perceptible a partir de los años 80.

El comercio dejará de ser esa actividad tan lucrativa y segura para una parte importante de la sociedad mallorquina. Ya no será

tan fácil enriquecerse con las inversiones realizadas. A ello hay que añadir la presión fiscal de la *Universitat de Mallorca* que acababa ingresando una parte del capital que podía destinarse a las comandas comerciales. El capital que antes se invertía en operaciones comerciales buscará otras alternativas menos arriesgadas como la compra de deuda pública.

No obstante, los mercaderes mallorquines no dejarán de mantener la capacidad negociadora en el Norte de África – que sigue siendo la principal fuente de ingresos[28] – y proseguirán los intensos intercambios en los puertos catalanes y valencianos, beneficiados por la reintegración de Mallorca en la Corona de Aragón. Para una parte del comercio exterior insular, la segunda mitad del siglo XIV también será una etapa para incrementar las oportunidades de negocio. Los mallorquines abastecerán de cereales a la isla y algunos se especializarán en la distribución de bienes ganaderos, así como paños locales que venderán en la Península Italiana a cambio de trigo demandado por el municipio. La *Universitat* daba toda clase de facilidades a los mercaderes para atraer sus cargamentos, incluyendo rebajas fiscales.

El desabastecimiento del trigo se convertirá en uno de los grandes problemas municipales en la segunda mitad del siglo XIV. Las carestías obligaban a realizar costosos dispendios por parte de la administración municipal para traer trigo desde diferentes lugares del Mediterráneo como Sicilia, Norte de África y Cataluña, debido a las necesidades de la población. Estos dispendios acentuaron el endeudamiento de las finanzas municipales.

---

[28] M.D. López comenta que a partir de mediados del XIV se produce de manera progresiva una repartición de mercados, una división de áreas de influencia entre los operadores de los principales centros mercantiles catalano-aragoneses, de manera que mallorquines, además de valencianos, acabarán por prácticamente monopolizar los intercambios con las áreas musulmanas occidentales. Véase M.D. López, *La circulación de las élites económicas en el Mediterráneo Occidental Medieval: el Magreb como polo de atracción de los mercaderes catalano-aragoneses*, «Acta histórica et achaeologica Mediaevalia», 22, Barcelona, 2001, pp. 730-731; y M. D. López, *La Corona de Aragón y el Magreb (1331-1410)*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Instituto Milà i Fontanals, Barcelona, 1995, pp. 169-267. Por su parte, los judíos fueron una comunidad muy importante en el desarrollo de las actividades comerciales, como es señalado por J. Maíz, L. Tudela, *Els mercaders jueus mallorquins a meitat segle XIV*, en *La Mediterrània de la Corona d'Aragò, segles XIII-XVI & VII Centenari de la Sentènecia Arbitral de Torrellas, 1304-2004*, XVIII Congreso de la Corona de Aragón, Universitat de València-Fundació Jaume II el Just, Valencia, 2005, pp. 1129-1148.

El trigo no será el único factor que acabará poniendo a la *Universitat* en una situación financiera límite. A finales del XIV, se agudiza la crisis del sistema municipal a causa de la mala gestión y la incapacidad de la *Universitat* para poder corregir sus desequilibrios financieros y reestructurar adecuadamente la deuda. Un porcentaje muy alto, superior al 80%, se destinaba al pago de los intereses. Es un proceso gradual que es fruto de la combinación de diversos factores: las continuas exigencias de subsidios por parte de la Corona, las malas coyunturas económicas que reducían los ingresos, la corrupción de las oligarquías que substraían parte de las recaudaciones o no contribuían a las cargas fiscales, y sobre todo la gran presión ejercida por los acreedores para que el municipio siguiera pagando con puntualidad los intereses de la deuda pública a pesar de sus problemas financieros. Las soluciones que la *Universitat* aplicará se revelarán insuficientes. Ni la disminución drástica de los subsidios a la Corona, ni el establecimiento de planes de austeridad y reforma hacendística, ni la implantación de la fiscalidad directa, ni el aumento de las tasas de las imposiciones indirectas impidieron que la deuda siguiera creciendo hasta alcanzar niveles exorbitantes y que el municipio se retrasase habitualmente en los pagos de los intereses[29]. Los gastos continuaron siendo muy superiores a los ingresos registrados. Además, la *Universitat* apenas tuvo margen para invertir parte del dinero recaudado en mejorar las condiciones de vida de la población mallorquina.

Finalmente, en mayo de 1405, el control de las finanzas de la *Universitat* pasaría a manos de los acreedores[30]. Mallorca es realmente el primer caso de quiebra de un municipio de la Corona de Aragón a causa del endeudamiento. Por mediación del *Contracte Sant*,

[29] La gran mayoría de historiadores coincide en que se produce una situación de verdadera angustia financiera de la Universitat de Mallorca a finales del siglo XIV. Véase entre otros G. Morro, *Fiscalitat i deute públic en el Regne de Mallorca (1385-1405)*, en P. Cateura (ed.), *Comprar, vendre i pagar al Rei; els impostos indirectes al Regne de Mallorca s. XIV-XV*, El Tall, Palma, 2006, pp. 52-56; P. Cateura, *Mallorca en el segle XIV..., op. cit.*, pp. 101-103. Según A. Furió, *Deuda Pública e intereses privados. Finanzas y fiscalidad municipales en la Corona de Aragón*, «Edad Media», 2, Universidad de Valladolid, 1999, p. 35, se pasó de una deuda del 4% en 1333 al 81% en 1378.

[30] El *Contracte Sant* ha sido analizado por numerosos historiadores, dada la importancia que tuvo en la evolución económica, financiera y fiscal del Reino de Mallorca. Entre otros, se puede citar a G. Morro, *Fiscalitat..., op. cit*, pp. 61-66, J. F. López, *Para una historia fiscal..., op. cit.*, pp. 161-162, R. Urgell, *La hisenda municipal del Regne de Mallorca en el canvi de segle (1390-1410)* en M. T. Ferrer Mallol

se consignaba la totalidad de los impuestos indirectos al pago y a la amortización de la deuda, principalmente a barceloneses que habían adquirido la gran mayoría de censales[31]. La Consignación Universal, nueva institución gestionada por los acreedores, sería el organismo encargado de velar por el cumplimiento del pago anual de las pensiones. Las finanzas municipales se encontraban en una situación crítica y muchos mallorquines vivían en el umbral de la pobreza.

5. *Mallorca en el tránsito a la Edad Moderna (1405-1500)*

En la primera mitad del XV, la isla se va sumergiendo en una fase de mayor oscuridad política, económica y financiera. Es su período más crítico durante la Baja Edad Media, en parte herencia de la anterior etapa. Los historiadores muestran un panorama desolador caracterizado por graves depresiones económicas, dificultades financieras, y crisis políticas que afectaban al normal funcionamiento de las instituciones y repercutían en la sociedad mallorquina[32].

La isla continuaba padeciendo los mismos problemas estructurales que limitaban su capacidad de regeneración. En política, los grupos dominantes de *Ciutat de Mallorca* que tenían ramificaciones en el ámbito foráneo seguían su particular confrontación por el control del gobierno municipal, apoyados por redes clientelares. Eran habituales los enfrentamientos entre los bandos: el que no gobernaba se sentía perjudicado por las resoluciones adoptadas por el bando gobernante. Todo ello redundaba en la parálisis, la corrupción y la mala gestión de una administración municipal que solía tomar decisiones que sólo beneficiaban a unos pocos. Además, muchos mallorquines seguían sin poder participar en la vida política municipal.

(ed.), *Martí l'Humà: el darrer rei de la dinastía de Barcelona (1396-1410): l'interregne i el compromís de Casp*, IEC. Secció Històrico-Arqueològica, Barcelona, 2015, pp. 297-299.

[31] Puede analizarse el papel de los acreedores barceloneses en el artículo de J. Morelló, *Els creditors barcelonins i la gestió del deute públic de Mallorca*, «Quaderns d'Història», 13, Barcelona, 2007, pp. 313-350.

[32] Así es como lo ven la mayoría de historiadores como E. Pascual, *Consideraciones sobre la revuelta foránea de Mallorca (1450-1452) y las insurrecciones campesinas en la Península durante la segunda mitad del siglo XV*, «Mayurqa», 28, Palma, 2002, pp. 271-285; M.A. Casasnovas, *Història..., op. cit.*, pp. 338-340; R. Urgell, *Mallorca en el segle XV*, «Conèixer Mallorca», Palma, 2000, pp. 14-16. Este proceso también se tradujo en un descenso notable de la población como así se constata por los datos recogidos en la documentación.

Esta situación se mantuvo con especial intensidad en las primeras décadas del nuevo siglo, pese a que se irían alternando los bandos. Cada uno de ellos trataba de comprar a la Corona con favores, promesas de una mayor gestión y dineros que luego recuperaban con la administración de los fondos de la *Universitat*. Sus sobornos no sólo perseguían su acceso al poder, sino también proseguir la continuidad en las instituciones. La monarquía se prestaba a este juego, consciente de que era la gran beneficiada en esta lucha por el poder.

La Corona también se mostraba receptiva a los cambios del sistema de elección de los dirigentes en la Juraría, propuestos por aquellos grupos sociales que pensaban que así obtendrían la mayoría necesaria para gestionar la administración o para tener una mejor representación en las instituciones. Hasta agosto de 1447, se suceden dos sistemas: el de Anglesola, fórmula mixta de insaculación y elección, creado en 1398 a raíz de una pragmática promulgada por el gobernador Hugo de Anglesola; y el de *franqueza*, donde los Jurados salientes elegían a los entrantes mediante la cooptación[33]. A partir de esta fecha, se va a implantar el procedimiento de la insaculación o de *sac i sort*. Irá acompañado de una nueva reforma municipal del *Gran i General Consell* que quedará fijado en ochenta y cuatro miembros, de los cuales veintiocho eran foráneos[34]. Todos estos cambios serán fruto de un difícil consenso entre todas las partes, tras un período largo de negociaciones. Este doble sistema de elección y representación municipal será el que perdurará en Mallorca hasta el Decreto de Nueva Planta a comienzos del siglo XVIII. No obstante, aunque el procedimiento de insaculación dejaba al azar la elección de los cargos municipales, no acabaría con los fraudes o los abusos en la habilitación de los candidatos.

En las primeras décadas, Mallorca también seguiría participando en contiendas en que estaba en juego el liderazgo de la Corona de Aragón en el Mediterráneo. No obstante, tuvo una menor implicación si se compara con el siglo anterior. La isla colaboró en las campañas para la definitiva pacificación de Sicilia y Cerdeña

[33] Se puede ver este proceso de sucesión de los dos sistemas en G. Morro, *Mallorca a mitjan segle XV, el sindicat i l'alçament forà*, Documenta Balear, Palma, 1997, pp. 53-54.

[34] Este procedimiento ha sido analizado entre otros por M. A. Casasnovas, *Historia... op. cit.*, pp. 343-344; R. Urgell, *Mallorca en el..., op. cit.*, pp. 38-40.

– cuyos rebeldes habían continuado recibiendo apoyo de los genoveses – en 1420, y financió las campañas del rey Alfonso V el Magnánimo para la conquista de Nápoles en 1443[35]. Sus aguas dejaron de ser zona de guerra, aunque los piratas y corsarios berberiscos y genoveses, estos últimos a principios de siglo, prosiguieron causando estragos en las rutas de navegación y actuando contra las poblaciones mallorquinas que vivían cerca de la costa.

El municipio continuaría endeudándose tras el *Contracte Sant*, pese a que la contribución financiera a las contiendas exteriores fue menor[36]. La imposición del *Contracte Sant* no consiguió solucionar la crítica situación de las finanzas municipales, y las cuentas de la *Universitat* seguían supeditadas a los intereses de los acreedores. El municipio debió recurrir a la emisión de censales para hacer frente a los desembolsos, y tras la suspensión de pagos de 1425[37], tuvo que recurrir a nuevos impuestos directos como la gabela de la sal, como salida a su situación financiera desesperada. De esta forma, los mallorquines debían contribuir con una fiscalidad directa que gravaba el patrimonio y la renta, y que se destinaba principalmente a los gastos habituales de la isla, y una indirecta que servía para pagar a los acreedores, y cuyo número de tipos impositivos no había dejado de crecer. Además, desde 1413, las autoridades impusieron sobretasas o *afitons* sobre los productos ya gravados para no tener que acudir a las tallas[38].

Todo este panorama se resume en una excesiva presión fiscal sobre los contribuyentes mallorquines que reducía su capacidad de consumo y limitaba sus inversiones en los negocios, además de frenar el desarrollo de sus actividades productivas o el proceso

[35] La conquista de Nápoles por Alfonso el Magnánimo ha sido analizada con detalle por D. Abulafia, *La Guerra de los doscientos años: Aragón, Anjou y el Mediterráneo*, «Pasado & Presente», Barcelona, 2016, pp. 223-232.

[36] El análisis de la deuda puede consultarse en R. Urgell, *Dinàmica del deute públic a la Universitat de Mallorca en el segle XV*, en M. Sánchez, A. Furió, P. Bertrán (dir.), *Col·loqui Corona, municipis i fiscalitat a la Baixa Edat Mitjana*, Institut d'Estudis Ilerdencs, Lérida, 1997, pp. 675-701.

[37] La suspensión de pagos en 1425 y las consecuencias de la deuda pública hasta la revolta forana de 1450 han sido analizadas por R. Urgell, *El Deute públic del Regne de Mallorca entre 1425 i 1450*, en P. Cateura (dir.), *El Crèdit i el sistema financer del Regne de Mallorca (segles XIV-XV)*, Consell de Mallorca, Palma, 2009, pp. 65-78.

[38] Una evolución de los impuestos indirectos en el siglo XV puede analizarse en P. Cateura, *El rey burlado: Deuda Pública y fiscalidad en el Reino de Mallorca (siglo XV)*, «AEM», 38/1, Palma, 2008, pp. 192-195.

de modernización tecnológica. En estas condiciones, Mallorca se encontraba en una posición de inferioridad competitiva respecto a otros territorios, y los obstáculos que se proyectaban sobre la economía limitaban el progreso de la sociedad. Los problemas latentes durante décadas acabarán estallando en la revuelta forana de 1450 que durará tres años y en la que participaron no sólo los campesinos foráneos, sino también artesanos de *Ciutat de Mallorca*. Será la segunda gran revuelta social en menos de un siglo en Mallorca y tendrá que ser aplastada por la Corona a causa de una virulencia inusitada. La dura represión gubernamental facilitará aún más el proceso de transferencia del dominio de las propiedades campesinas a manos de las oligarquías[39].

La estructura económica de la isla no varió excesivamente en relación a la que se fue afianzando en la segunda mitad del siglo XIV, ya durante la etapa bajo dominio de la Corona de Aragón. Sus rasgos más significativos son una industria local ya consolidada, especialmente la manufactura textil y naval, y un crecimiento notable de las actividades pecuarias. A ello hay que añadir una agricultura orientada principalmente a la demanda interior de la isla, donde los cereales cubrían las necesidades alimenticias de la población, aunque su producción seguía siendo insuficiente, y un sector comercial que tenía un rol muy importante en el funcionamiento de la economía mallorquina, si bien su contribución financiera disminuiría de forma progresiva.

La agricultura cerealista seguía teniendo un gran peso económico en la estructura productiva mallorquina, aunque el déficit crónico de trigo y cebada obligaba a la importación de mercados que suministraban a todo el Mediterráneo, como Sicilia o el Norte de África, pero también de otros lugares como el sur de Francia. Los campos mallorquines no produjeron los cereales que necesitaba su población durante ciclos prolongados y eso tenía consecuencias negativas para las finanzas municipales[40].

---

[39] Entre otros autores, la revuelta forana ha sido estudiada por E. Pascual, *Consideraciones..., op. cit.*, pp. 271-285; G. Morro, L'alçament forà, El Tall, Palma, 1998.

[40] P. Cateura, *Consumo..., op. cit.*, pp. 23-25, muestra los déficits de cereales, así como de otros productos a lo largo del siglo XIV. Por otro lado, hay constancia en la documentación de continuas exportaciones por parte de mercaderes del sur de Francia de cereales que se venden en Ciutat de Mallorca. Hay diversos ejemplos en ARM, RP. 2003-A, f. 2r (24 marzo 1373); f. 3r (15 abril 1373); f. 7r (9 noviembre 1373); f. 8r (12 abril 1374).

Complementando los cereales se encontraban los otros dos componentes de la trilogía mediterránea: el olivo presente en la Sierra de Tramuntana, y el cultivo de la vid que entra en crisis, lo que propicia un descenso notable de la exportación vinícola y del consumo local. Por su parte, las hortalizas y las verduras cultivadas en los huertos presentes en los ámbitos rural y urbano, eran algunos de los alimentos más consumidos por los mallorquines. En cuanto a la forma de explotación de la tierra apenas experimenta variaciones. Continúa el predominio de las tenencias cultivadas por campesinos a cambio de censos que son librados a rentistas que van adquiriendo y aumentando sus propiedades rurales como resultado de su mayor interés por la tierra. Los pequeños propietarios libres siguen teniendo considerables dificultades para no perder sus tierras.

La ganadería se consolida en el ámbito rural. Vive su período más esplendoroso en las primeras décadas de siglo, aunque sin convertirse en una alternativa real a la agricultura como modo principal de producción. El arrendamiento de pastos y la venta de animales y sobre todo de lana y queso se convierten en negocios lucrativos para los terratenientes y los intermediarios. Se puede distinguir una actividad ganadera comercial dedicada a la exportación lanera, desarrollada por terratenientes y preeminentes grupos urbanos con cabañas superiores a las trescientas cabezas ovinas y caprinas, y una pequeña ganadería que poseían los campesinos y que actuaba de complemento a la agricultura de subsistencia. Villas septentrionales como Sa Pobla y Campanet van aumentando la actividad pecuaria, como ya ocurría en las de *Llevant* y *Migjorn*. No obstante, la producción de algunas de las materias primas como la lana sigue siendo insuficiente para cubrir toda la demanda.

En la primera mitad del siglo XV, la manufactura textil se mantiene como uno de los pilares de la economía mallorquina, gracias a la demanda exterior. Se encuentra en una fase expansiva que se traduce en la exportación de tejidos locales hacia el Norte de África y los puertos italianos meridionales[41]. La fórmula de tejidos de lana por cereales se convierte en una gran realidad en esta

[41] M. J. Deyá, *La manufactura de la lana en la Mallorca del siglo XV*, El Tall, Palma, 1997, ha demostrado cómo la industria lanera mallorquina se encontraba en una fase de crecimiento y expansión que se tradujo en exportaciones a los principales enclaves mediterráneos.

época. La manufactura da de comer a muchos artesanos locales, desde tejedores hasta pelaires, pasando por cardadores y tintoreros. También sucede en la industria naval, constituida entre otros por calafates y carpinteros de ribera que suministran las embarcaciones para la pesca y la navegación comercial, trabajando en atarazanas[42].

El comercio exterior mallorquín sigue teniendo una notable vitalidad, pese a que sus resultados financieros distan mucho de ser excepcionales. Su actividad es intensa en las primeras décadas, donde queda constancia en los registros notariales. Prosiguen los contactos de conversos, antiguos judíos, con las ciudades norteafricanas: importan cera, trigo o algodón y exportan tejidos, aceite y lana. Otros mercaderes cristianos acuden a otros mercados exteriores mediterráneos donde adquieren las frutas y el arroz valenciano, el cuero, el hierro y el pescado castellano, el queso siciliano y las especias orientales. También se desplazan a Nápoles que se convertirá en uno de los lugares principales de intercambio a mitad de siglo, tras la conquista del reino por parte de la Corona de Aragón.

Asimismo, los hombres de negocios extranjeros siguen mostrando interés por transitar, comerciar y adquirir las mercancías que llegan de otros puertos. Algunas de las Compañías más importantes, como los Datini de Prato, están representadas en la isla y se consolida una red de consulados extranjeros que defiende los intereses de sus ciudadanos en Mallorca. Sin embargo, el comercio insular sigue sin poder resolver algunos de los problemas principales como la gran competencia de otras ciudades y comercios exteriores mediterráneos que limita sus beneficios, su retraso a la hora de aplicar las nuevas técnicas financieras, y la inseguridad marítima. La marcha de numerosos judíos mallorquines que se dedicaban a negociar con el Norte de África también contribuyó a reducir la pujanza comercial de la isla, pese a la actividad de los conversos. Muchos judíos emigran después de que las autoridades mallorquinas establecieran la obligatoriedad de su conversión al cristianismo en 1435. Además, familias de mercaderes continuarán la política de buscar la promoción social y formar parte de los estamentos privilegiados.

En las últimas décadas del siglo, el comercio exterior mallorquín evidenciará un descenso acusado de los intercambios en el

[42] Se puede conocer mejor la actividad constructiva y la atarazana de Ciutat de Mallorca, en G. Morro, *La marina..., op. cit.*, pp. 129-130 y 178-181.

Mediterráneo que contrasta con el mayor empuje de los colectivos extranjeros. Irá decayendo en el tránsito a la Edad Moderna, coincidiendo con el inicio del empuje del comercio atlántico.

No obstante, la economía insular acaba experimentando una cierta mejoría en la segunda mitad del siglo XV, lo que tendrá incidencia en un aumento progresivo de la población. Todos los análisis apuntan a un crecimiento de las actividades agropecuarias. Hay razones que explican este hecho como la mejora de las condiciones climáticas, el incremento de la producción agropecuaria como aceite, queso, lana y cereales, así como una mayor exportación de artículos pobres y de primera necesidad. En cambio, la manufactura local experimenta una situación complicada, agravada por problemas que se van intensificando a lo largo de las últimas décadas como el estancamiento técnico, la escasa capitalización, la desconfianza de la población a causa de fraudes cometidos por algunos artesanos, al vender los tejidos locales a precios superiores a la calidad de las lanas, o la gran competencia de otros tejidos extranjeros similares mejor fabricados. Todo ello no hace más que provocar un descenso en las exportaciones e incluso prohibirse su venta en algunas plazas como Sicilia[43].

En cambio, las finanzas presentan algunos resultados esperanzadores después de la guerra civil catalana entre 1462 y 1472, y en la que Mallorca mantuvo la fidelidad al rey Juan II. La isla debió protegerse ante la amenaza de los rebeldes menorquines, partidarios de la *Generalitat*, y debió contribuir con hombres y armas para actuar contra ciudades catalanas costeras, especialmente entre 1464 y 1470. Aunque esta guerra tuvo un coste financiero elevado, pudo compensarse con una reducción importante de la deuda exterior, después de que la *Universitat* dejase de pagar a un alto número de contribuyentes catalanes. Sus efectos continuarían décadas después[44].

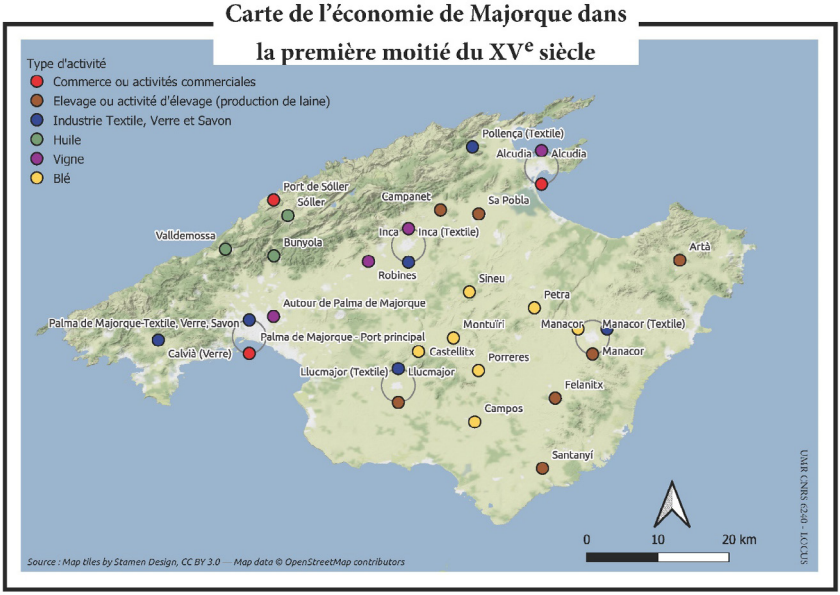
[43] Consúltese la situación de la economía insular y más concretamente de la agricultura y la industria manufacturera en J. J. Vidal, *Mallorca en la segunda mitad del siglo XV. Panorama socioeconómico*, Medicina Balear, Reial Acadèmia de Medicina de les Illes Balears, 22, Extra 1. Palma, 2007, pp. 22-32.

[44] La participación de Mallorca, y, en general, de las Islas Baleares en la guerra civil catalana, ha sido estudiada entre otros por M. A. Casasnovas, *Història*, *op. cit.*, pp. 348-350; R. Urgell, *El Regne de Mallorca a l'època de Joan II. La guerra civil catalana i les seves repercusions*, El Tall, Palma, 1997, pp. 101-169.

Aun así, las finanzas municipales siguieron sin corregirse de forma adecuada y los diferentes planes de reestructuración no evitaron que los ingresos se destinasen casi exclusivamente a saldar la deuda. Aunque el consenso político conseguido en 1447 permitió una mejor estabilidad en las instituciones municipales, no se evitaría que continuasen la corrupción, los abusos y los fraudes. El peso político e institucional de Mallorca, y en general de las Islas Baleares, también es escaso en la Corona de Aragón, por lo que sus reivindicaciones políticas y financieras no siempre eran atendidas por la monarquía.

Además, Mallorca muestra síntomas cada vez más claros de desigualdad social, con una pequeña oligarquía dominante que vivía de las rentas y que mostraba su ostentación y lujo, y un grupo cada vez más numeroso de personas empobrecidas. La recuperación económica y demográfica en la segunda mitad de siglo no evitaba diferencias e injusticias sociales muy considerables, herencia de anteriores décadas. Las cargas fiscales continuaban sin distribuirse adecuadamente respecto a la riqueza disponible y había colectivos privilegiados que estaban exentos de pagar ciertos impuestos.

De esta forma, la isla entrará en el siglo XVI con muchos problemas sin resolver y con más sombras que luces en la economía, las finanzas y la política municipal. Las tensiones sociales seguirán latentes, y nuevos levantamientos contra las autoridades efectuados por los colectivos más perjudicados como las Germanías volverán a ser una realidad en 1521.


Carte de l'économie de Majorque dans
la première moitié du XVe siècle
Type d'activité
Commerce ou activités commerciales
Elevage ou activité d'élevage (production de laine)
Industrie Textile, Verre et Savon
Huile
Vigne
Blé
Pollença (Textile)
Alcudia
Alcudia
Port de Sóller
Sóller
Campanet
Sa Pobla
Valldemossa
Inca
Inca (Textile)
Bunyola
Artà
Robines
Sineu
Petra
Autour de Palma de Majorque
Palma de Majorque-Textile, Verre, Savon
Palma de Majorque - Port principal
Montuïri
Manacor
Manacor (Textile)
Calvià (Verre)
Castellitx
Porreres
Manacor
Llucmajor (Textile)
Llucmajor
Felanitx
Campos
Santanyí
0
10
20 km
Source : Map tiles by Stamen Design, CC BY 3.0 — Map data © OpenStreetMap contributors
UMR CNRS 6240 - LUCUS

Antoni Riera Melis

MENORCA EN LA BAJA EDAD MEDIA: UNA PEQUEÑA ECONOMÍA MEDITERRÁNEA CENTRADA EN LA GANADERÍA LANAR

Resumen: *La economía menorquina, en la Baja Edad Media, ya estuvo centrada en la ganadería intesiva, especialmente en la ovina. La explotación de los rebaños tenía una doble función: la producción de la lana, considerada una de las más finas del mediterráneo, y la producción de carne y, en menor grado, de queso. Los excedentes de lana fueron capturados por grandes comerciantes toscanos, catalanes y mallorquines. En el caso de la carne, las necesidades de abastecimiento de Mallorca y Barcelona impulsaron a los carniceros de ambas ciudades a extender sus redes hasta la isla de Menorca. La fuerte capacidad de compra de estos dos colectivos relegó a los carniceros locales a un puesto secundario en el mercado, les obligó a comprar los animales que aquellos habían rechazado y a unos precios solo asumibles por los estamentos intermedios y altos de la sociedad menorquina. Esta situación generó conflictos entre los ganaderos y los carniceros locales y los carniceros foráneos. El disenso alcanzó unos niveles de intensidad tales que obligaron a las autoridades de la isla a intervenir, para evitar que la demanda exterior dificultase el abastecimiento del mercado interior.*

Abstract: *In the late Middle Ages, Menorca's economy was already centred on intensive livestock farming, especially sheep farming. The exploitation of the flocks had a dual function: the production of wool, considered one of the finest in the Mediterranean, and the production of meat and, to a lesser extent, cheese. The wool surpluses were captured by large Tuscan, Catalan and Mallorcan traders. In the case of meat, the supply needs of Mallorca and Barcelona led the butchers of both cities to extend their networks to the island of Menorca. The strong purchasing power of these two groups relegated the local butchers to a secondary position in the market, forcing them to buy the animals that they had rejected and at prices that could only be afforded by the middle and upper classes of Menorcan society. This situation generated conflicts between the farmers and the local butchers and the foreign butchers. The dissent reached such a level of intensity that the island's authorities were forced to intervene in order to prevent foreign demand from hindering the supply of the domestic market.*

1. *Introducción*

El archipiélago Balear está constituido por dos conjuntos de islas: el septentrional (Mallorca y Menorca), que los fenicios, en el siglo VII a. C, denominaron *Balearides* (¿islas de los honderos?), y el meridional (Ibiza y Formentera), al que le aplicaron el topónimo *Aibschm* (islas de los pinos). Los griegos, a mediados del siglo III a C, helenizaron los dos nombres, substituyéndolos por los de Gim-

nesias y Pitiusas. En el segundo cuarto del siglo I a .C, los romanos extendieron el topónimo Baleares a las Pitiusas. El archipiélago se convirtió entonces en una unidad económica, administrativa y cultural, que se ha mantenido hasta la actualidad.

La historia de la ganadería medieval de Menorca está todavía por hacer. No ha generado aún artículos especializados ni monografías científicamente solventes. Entre las causas de esta falta de estudios destaca la destrucción de todos sus archivos públicos, en 1535 y 1558, por sendos ataques turcos. De la quema se salvó únicamente el códice de los privilegios de la isla (el *Llibre Vermell de Ciutadella*[1]). Este hiato informativo solo puede ser colmado, pues, mediante un prolongado trabajo heurístico en los archivos de los territorios que, en la Edad Media, mantuvieron estrechas relaciones económicas y político-administrativas con la isla: en el Arxiu del Regne de Mallorca, el Arxiu Episcopal de Mallorca y el Arxiu Capitular de Mallorca, de Palma; en el Arxiu de la Corona d'Aragó, el Arxiu Històric de la Ciutat y el Arxiu Històric de Protocols, de Barcelona; y en el Archivio di Stato, de Prato.

Una parte considerable de la documentación conservada en los archivos mallorquines y catalanes ha sido recogida por un historiador local, Ramón Rosselló, que la ido publicando en forma de largas colecciones de «regestos» (extractos) ordenados con criterios diversos, sin índices antroponímicos ni toponímicos, lo que dificulta su manejo[2]. Su tarea, prolongada y fiable, ha sido complementada, aunque de forma mucho más puntual, por historiadores y archiveros menorquines[3], catalanes[4] y valencianos[5]; sus esfuerzos, sin embargo, no se han traducido en *corpora* documentales, sino en alguna obra de síntesis y unas cuantas monografías. Las series documentales relativas a Menorca del Archivio Datini, depo-

[1] Que ha sido regestado por A.M. Aragó y R. Conde, *El Llibre Vermell de Ciutadella. Catàleg dels seus Documents,* Banca Catalana, Barcelona, 1977.

[2] R. Rosselló, *Aportació a la història medieval de Menorca. El segle XIII*, Consell Insular de Menorca, Ciutadella, 1980; *Id.*, *Aportació a la història medieval de Menorca. Segle XIV (Reis de Mallorca i Pere el Cerimoniós),* Consell Insular de Menorca, Maó, 1985; *Id.*, *Aportació documental a la història de Menorca. El segle XV,* Consell Insular de Menorca, Ciutadella, 1982; *Id.*, *Llibre del notari de Ciutadella Jaume Riudavets. 1450-1453*, Consell Insular de Menorca, Maó, 1982; *Id.*, *El notari Jaume Comes*, «Revista de Menorca», LXXVI (1985), pp. 193-260.

[3] Véase *infra,* notas 19, 21, 40, 42, 43, 46, 47, 48, 125, 183 y 185.

[4] Véase *infra*, notas 181 y 205.

[5] Véase *infra,* nota 83.

sitadas en el Archivio di Stato de Prato, ha sido examinadas, con un nivel de intensidad bastante dispar, por Federigo Melis[6] y Coral Cuadrada[7].

A pesar de que el conjunto de referencias disponible es reducido y heterogéneo, se puede asegurar que la economía menorquina, en la Edad Media, giró en torno a la ganadería. Se puede afirmar que, entre mediados del siglo XIII y finales del XV, se desarrolló en la isla una cabaña, reducida pero de alta calidad, que atrajo compradores de Mallorca, Cataluña e Italia Septentrional. Esta monografía tiene como objetivo principal analizar la pugna que, en los siglos XIV i XV, mantuvieron los carniceros mallorquines con sus homólogos locales por el control del mercado ganadero de Menorca, enmarcándola en su contexto económico, social y político.

2. *Los condicionantes naturales y las raíces históricas de una ganadería mediterránea estante e intensiva*

Los pobladores de Menorca optaron pronto por la ganadería y en su elección jugaron un papel considerable las características geológicas y climáticas de la isla, la estructura y composición de sus suelos, el régimen pluviométrico y térmico, la vegetación natural. La isla, con una extensión de solo 714 kilómetros cuadrados, presenta unas estructuras geológica i gemorfológica complejas. Está constituida por dos grandes unidades líticas separadas por una línea prácticamente recta, que va desde del puerto de Maó hasta Cala Morell, al norte de Ciutadela. La más antigua corresponde a la zona norte, a la región de la *Tramuntana,* constituida por un mosaico de materiales paleozoicos y mesozoicos de composición y color muy diversos, en el que las areniscas grises y las arcillas rojas alternan con las calizas rosadas y las margas verdes[8]. Se trata de una región con un relieve relativamente acentuado, de

[6] Véase *infra*, nota 147.
[7] Véase *infra*, nota 147.
[8] J. J. Fornós, A. Obrador, *Geología de Menorca*, en Vicenç Maria Rosselló, Joan Josep Fornós, Lluís Gómez-pujol (eds.), *Introducción a la Geografía Física de Menorca. Guia de campo de las XVIII Jornadas de Geografía Física*, Palma de Mallorca, Asociación de Geógrafos Españoles/Universitat de València/Universitat de les Illes Balears/ Societat d'Història Naturals de Balears, 2003, pp 31-35; Bernardí Gelabert, *La estructura geológica de Menorca: las zonas de Tramuntana y Migjorn*, *Ibid.*, pp. 39-43.

pequeñas colinas y valles anchos y poco profundos. La mitad meridional, la región de *Migjorn,* presenta, en cambio, una composición y una coloración mucho más homogéneas, puesto que prepondera en ella los materiales calcáreos del Mioceno medio y superior[9]. Geomorfológicamente constituye una llanura fragmentada por cavidades kársticas y barrancos largos, con salida al litoral.

Menorca posee un clima mediterráneo típico, de inviernos templados y veranos soleados y secos. La temperatura media anual es 17,5º y la amplitud térmica no supera los 14º. La pluviosidad, del orden de los 700 milímetros anuales, alcanza sus cotas máximas entre septiembre y diciembre, y mínimas entre mayo y agosto[10]. Un aspecto importante de la climatología de la isla son las fuertes corrientes de aire, con un claro predominio del viento del norte (la *tramuntana*), que dificulta el desarrollo de la vegetación árborea en la franja septentrional de la isla. La suavidad de las temperaturas genera, sin embargo, una considerable humedad relativa, que contrarresta el régimen irregular de lluvias y confiere, excepto en los meses de julio y agosto, un verdor al paisaje sin paralelo en las otras islas del archipélago balear.

La interacción de estos factores geólogicos y climáticos provoca que, en la región de *Tramuntana*, preponderen los suelos silíceos, de color oscuro, poco permeables, por los que el agua corre superficialmente. La franja de Migjorn, en cambio, se caracteriza por suelos calcáreos, delgados, porosos y pedregosos, las tierras rojas en las que el agua penetra en profundidad hasta que encuentra una capa impermeble[11]. Esta disimetría edáfica explica que la totalidad de las reservas de agua dulce se encuentren al sur de la isla, en el acuífero denominado de *Migjorn*.

La vegetación natural, estrechamente condicionada por los factores edáficos y climáticos, es típicamente mediterránea; se caracteriza por una flora integrada básicamente por plantas de hoja peren-

[9] J. J. Fornós, A. obrador, *Geología de Menorca, op. cit.,* pp. 36-38; G.X. Pons, Ll. Gómez-Pujol, *Introducción al medio físico de Menorca*, en V.M. Rosselló, J.J. Fornós, Ll. Gómez-Pujol (eds.), *Introducción a la Geografía Física de Menorca..., op. cit.* p. 6.

[10] G. X. Pons, Ll. Gómez-Pujol, *Introducción al medio físico de Menorca*, Universitat de València, Universitat de les Illes Balears, Societat d'Història Natural de les Balears, 2003, p. 7.

[11] O. de Bolós, R. Molinier, Pere Montserrat, *Observations phytosociologiques dans l'ille de Minorque*, Universitat de Barcelona, Barcelona, 1970, pp. 8-10.

ne. En la franja costera septentrional solo crecen plantas espinosas, que adoptan la forma de almohada, denominada *socarell.* Se trata de especies endémicas, adaptadas al viento, la sal y los suelos de escasa potencia[12]. Detrás de esta primera faja de halófilas bajas, aparecen unos arbustos fuertemente modelados por la tramontana, los labiérnagos menorquines, también endémicos, que sirven de protección a otras plantas que crecen en su interior[13]. En las laderas más resguardadas del viento y del sol de las montañas centrales de la isla, y en el fondo de los barrancos meridionales preponderan los bosques de encinas. El sotobosque está constituido por una amplia variedad de plantas arbustivas y herbáceas (madroño, *bruc*, *llampúdol bord*, aladierna, ciclamen baleárico, entre otras)[14]. Los suelos clacáreos y bien soleados del *Migjorn*, en cambio, están cubiertos de herbazales en los que predominan las especies xerófilas, salpicados por acebuches, lentiscos y palmitos[15]. Los matorrales de brezo y de romero, asociados a menudo al bosque de pino blanco y pino carrasco, properan en las áreas más secas[16]. Sobre las dunas de los arenales arraigan únicamente los lirios de playa, el barrón, la oruga marítima y la sabina negra[17]. Mientras que los bosques, especialmente los encinares, fueron sometidos a talas excesivas, que acabaron degradándolos[18], las praderas, según estudios botánicos recientes, se reprodujeron equilibradamente, al no ser sometidas a sobrepasto, hasta la Edad Moderna[19].

La presencia de razas ovinas y bovinas autóctonas, adaptadas por generaciones de ganaderos al clima y a la vegetación natural de Menorca explica la insistencia de las comunidades campesinas

[12] *Ibid.*, 146.

[13] *Ibid.*, pp. 31-36; *Ecositemes terrestres*, Consell Insular de Menorca, Maó, 2004, p. 10.

[14] O. de Bolós, R. Molinier, P. Montserrat, *Observations phytosociologiques…, op. cit.*, pp. 20-26.

[15] *Ibid.*, pp. 26-31.

[16] *Ibid.*, 47-55.

[17] *Ibid.*, pp. 113-121.

[18] El lugarteniente general de las islas, en marzo de 1346, restringió las exportaciones de leña menorquina a Mallorca y prohibió cortar árboles para fabricar cenizas, sin una licencia especial de las autoridades locales: R. Rosselló, *Aportació. Segle XIV…, op. cit.,* pp. 230-231.

[19] O. de Bolós, R. Molinier, P. Montserrat, *Observations phytosociologiques dans l'ille de Minorque*, Universitat de Barcelona, Barcelona, 1970, pp. 121-145; M. A. Cardona, *El mon vegetal*, en *Enciclopédia de Menorca,* Obra Cultural de Menorca, Ciutadella, II, 1988, pp.102, 113-114, 119 y 124-127.

en reproducir el mismo sistema agropecuario a lo largo de los siglos[20]. La escasa extensión de la isla y la estrechez de los contrastes climáticos impidieron, sin embargo, el establecimiento de circuitos trashumantes. Los rebaños menorquines hasta finales del siglo XIV fueron estantes; desde el cambio de centuria se convirtieron en *tranuitants* (trasnochantes) durante los meses veraniegos, cuando pastaban libremente, dia y noche, sobre todos los baldíos y barbechos del término municipal en que estaban registrados. Estos desplazamientos estacionales de los hatos, al no canalizarse por cañadas ni seguir un ritmo temporal único y rígido, no pueden considerarse, sin embargo, como típicos de una transhumancia corta. La inexistencia de lobos y otros animales depredadores posibilitó, además, que los hatos pastaran libremente por los yermos, sin pastor.

La economia rural de Menorca, por lo menos desde la Antigüedad, viene girando en torno a las greyes; según Rufo Festo Avieno, los griegos demoninaron la Gimnesia menor *Meloussa* (tierra de ganado). En el afianzamiento de esta especialización pecuaria debieron de jugar un papel importante los beréberes[21], cuya presencia en la isla se incrementó considerablemente desde 1115, a raíz de la conquista almorávide. Fueron probablemte pastores magrebíes quienes mejoraron la selección genética de los rebaños, aportando una experiencia acumulada durante numerosas generaciones en las estribaciones del Atlas. Durante el segundo cuarto del siglo XII, un geógrafo musulmán, al-Zuhrí, redactó una descripción de las Islas Baleares[22]; en el apartado relativo a Menorca, recalca la alta calidad de su ganadería vacuna, así como la escasez de rebaños de ovinos:

> Es pequeña, copiosa de productos de la tierra y de viñas. En ningún otro lugar del mundo hay carne mejor que la que proporcionan sus bueyes y vacas. Cuando se cuece se funde como si fuese grasa y se tranforma en aceite. Hay pocas ovejas.[23]

---

[20] J. Pons, *El batlle de les ovelles de l'illa de Menorca, una institució comunal oblidada (s. XVI-XIX*), «Estudis d'Història Agrària», Universitat de Barcelona, Barcelona, 17 (2004), p. 707.

[21] F. Hernández Sanz, *Compendio de Geografía e Historia de la isla de Menorca.* Maó, s.ed., 1908, p. 159

[22] Que ha sido traducida al francés y al catalán: L. Sabbha, A. Ammi, *Les Baléares vues par un géographe arabe*, «Bolletí de la Societat Arqueològica Lul.liana», XXXIII (1968-1972), Universitat de les Illes Balears, pp. 622-625; M. Barceló, *Alguns problemes d'història agrària mallorquina suggerits pel text d'al-Zuhri,* en M. Barceló, *Sobre Mayurqa*, Museu de Mallorca, Palma de Mallorca, 1984, p. 50.

[23] M. Barceló, *Alguns problemes d'història agrària..., op. cit.*, p. 50.

Este texto, a pesar de su concisión, reviste un gran interés, a causa de la extraordinaria escasez de fuentes escritas correspondientes al período ilsámico de Menorca. Induce a situar el despegue del gando lanar después de 1125, que debió de producirse, pues, en la fase final del dominio islámico y en la inicial de la colonización feudal.

3. *La segunda mitad del siglo XIII*

Del protagonismo económico alcanzado por la ganadería a principios del siglo XIII constituye un buen testimonio el tratado de capitulación firmado, en 1231, por Jaime I el Conquistador y el *almoxerif* de Menorca[24], en Capdepera, durante su segunda fase de la conquista de Mallorca. El acuerdo estipulaba que el soberano aragonés colocaría bajo su protección directa a la comunidad musulmana y permitiría que se integrara en el reino cristiano de Mallorca como una colectividad étnicamente diferenciada, conservando todas sus propiedades y señas de identidad. El *almoxerif* se comprometía, en nombre de la comunidad islámica, a pagar un impuesto anual de 900 almudes de cebada, 100 almudes de trigo, 100 reses bovinas adultas, 300 cabras, 200 ovejas, 2 quintales de mantequilla y 200 besantes[25]. La composición cualitativa del nuevo tributo refleja el peso específico de la agricultura y de la gana-

[24] Del cual se ha perdido el original y solo se conserva una una copia, de 1281, en la Biblioteca Nacional de Francia (Ms. Latins, 9261). Fue publicado, a mediados del siglo XIX, por L. de Mas Latrie, *Traités de paix et de commerce et documents concernant les relations des chrétiens avec les arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen Age*, Henri Pilot, París, 1866, pp. 182-185. Esta edición ha sido reimpresa reiteradamente, a menudo sin compulsarla con el original: A. Huici, M.D. Cabanes, *Documentos de Jaime I de Aragón.* Anubar, Valencia, I, 1976, pp. 274-277; Ll. Pérez, *Corpus documental balear. I: Reinado de Jaime I (1128-1235)*, Fontes Rerum Balearium, I, (1977), pp. 74-76; M. Barceló, *El tractat de Capdepera de 17 de juny de 1231 entre Jaume I i Abu Abd Allah Muhammad de Manurqa. Sobre la función social y política dels fuqaha*, en M. Barceló, *Sobre Mayurqa,* pp. 82-84. La edición más recomendable es, sin embargo, la que hizo, con motivo de unas jornadas de estudio específicas, A. Mut, *El document del tractat de Capdepera, de 1231 (estudi codicològic, transcripció i traducció),* en *Actes de les jornades d'estudi i debat. El tractat de Capdepera de 1231 i la independència de Menorca,* Ajuntament de Capdepera, Palma de Mallorca, 2009, pp. 17-76.

[25] «Ad mayorem etiam recognitionem vestre dominationis promittimus vobis et heredibus vestris [...] dare singulis annis nonagentos almudinos ordei et centum tritici [...] et centum cabeças inter boves et vacas, qui sunt duobus annis usque ad sex, et

dería en la economía insular, así como la magnitud relativa de los diversos tipos de rebaños. No solo confirma la preponderancia del sector vacuno en la cabaña menorquina, sino que acredita además que, desde mediados del siglo XII, los rebaños de caprinos y ovinos habían experimentado un avance importante. La cuantía del tributo debía de ser idéntica o muy parecida a la del subsidio que la población menorquina pagaba anteriormente al valí almohade de Mallorca[26]. Los cereales y el ganado se destinarían al mercado interior balear, que, como consecuencia del proceso de colonización feudal en curso, padecía un déficit transitorio de grano y de animales de trabajo y de carne. La mantequilla, que los cristianos no habían integrado aún en su alimentación, se reexportaba al Magreb[27].

La documentación coetánea demuestra que Jaime I, durante el segundo tercio del siglo XIII, obtuvo de los musulmanes de Menorca, además de los contingentes anuales estipulados en el tratado de Capdepera, aportaciones extraordinarias de ganado: en el verano de 1269, para financiar una cruzada a Tierra Santa, exigió al *almoxerif* 1.000 reses bovinas[28]. Este requerimiento del soberano catalanoaragonés, que provocaría un grave problema de conciencia a la cimunidad islámica menorquina, al obligarla a aportar recursos económicos a una ofensiva cristiana contra sus correligionarios de Palestina, pone de manifiesto los inconvenientes de su estatuto de integración a la Corona Catalanoaragonesa.

4. *La época del reino privativo*

En 1276, a la muerte de Jaime I, su primogénito, Pedro el Grande, asumió el gobierno del Principado de Cataluña y de los reinos de Aragón y Valencia, y su segundogénito, Jaime II de Mallorca, empezó a regir, con soberanía plena, los condados del Rosellón y la Cerdaña y el señorío de Montpellier. Esta segregación del reino de

---

trescentes cabeças inter capras et capronos et ducentes cabeças inter moltones et oves, et duo quintaria de mantega» (M. Barceló, *El tractat de Capdepera..., op. cit.*, p. 82).

[26] P. Cateura, *La Menorca musulmana en temps dels cristians (1230-1287*), en *Jornades de recerca històrica de Menorca. La Manurqa de Said Ibn Hakam, un país islàmic a Occident*, Publicacions del Born, Ciutadella, 2005, pp. 31-32.

[27] Arm, Ecr, 342, f. 11 v.; A. Ortega, *Navegación mediterránea por el Atántico. El caso de Mallorca (1230-1349)*, «Minius», Universidade de Vigo, 21 (2013), p. 51.

[28] Jaume I, *Llibre dels feits*, F. Soldevila (ed.) *Les quatre grans cròniques*, Selecta, Barcelona, 1971, pp. 168 i 376.

Mallorca de la Corona de Aragón había sido diseñada por Jaime I en 1262 y ratificada, unos años después, en su último testamento. Las causas de esta anacrònica política sucesoria[29] no han sido aún dilucidadas con rigor; sus efectos a medio y largo plazo, en cambio, resultan evidentes: generó tensiones entre ambas monarquías, coadyuvó a la consolidación de presencia de los Capetos en el Languedoc y aceleró la incorporación plena del Montpellier al reino de Francia.

4.1. La inestabilidad política generada por la guerra de Sicilia

El desequilibrio de poder entre los dos estados soberanos creados por Jaime I condicionó el tono de sus relaciones. El reino de Mallorca fue, desde sus inicios, un país mediatizado políticamente por la Corona de Aragón. Pedro el Grande, en 1279, obligó a su hermano, en el tratado de Perpiñán[30], a reconocer oficialmente que administraba el archipiélago balear, los condados pirenaicos y un sector del señorío de Montpellier en calidad de feudatario honrado suyo. El acuerdo significó simple y llanamente la casación del testamento del Conquistador, del que incorporó las cláusulas favorables a la rama primogénita y abrogó las que configuraban el reino de Mallorca como un estado soberano.

Los efectos del acuerdo – un auténtico acto de fuerza – fueron, sin embargo, mucho más profundos de los previstos por sus promotores. Cuando Martín IV, como represalia por la conquista de Sicilia, organizó una cruzada contra la Corona de Aragó, Jaime II de Mallorca, con el apoyo de la clerecía y de la aristocracia rosellonesas, abrió los pasos pirenaicos al ejército francoangevino. La alineación del monarca y de los estamentos privilegiados pirenaicos en uno de los

[29] Analizada, entre otros, por Ferran Soldevila y Antonio Riera: F. Soldevila, *Pere el Gran. Primera part: l'Infant.* Institut d'Estudis Catalans, Barcelona, I, 1950, pp. 16-30 y 11-114; A. Riera i Melis, *La Corona de Aragón y el Reino de Mallorca en primer cuarto del siglo XIV,* Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid-Barcelona, 1986, pp. 31-32; *Id.*, *El regne de Mallorca en el context internacional de la primera meitat de segle XIV*, en *Homenatge a la memòria del Prof. Dr. Emilio Sáez. Aplec d'estudis dels seus deixebles i col.laboradors*, Barcelona, Universitat de Barcelona, 1989, pp. 46-47.

[30] Editado por M. de Bofarull, *Colección de documentos inéditos del Archivo de la Corona de Aragón*, Imprenta del Archivo, Barcelona, XXIX, 1866, pp. 446-449, y por A. Lecoy De La Marche, *Les relations politiques de la France avec le Royaume de Majorque*, Ernest Leroux, París, 1892, I, pp. 446-449. Para un análisis más detenido del mismo véase A. Riera i Melis, *La Corona de Aragón y el Reino de Mallorca…, op. cit.,* pp..32-33 y 56-57; Id., *El regne de Mallorca en el context internacional…, op. cit.*, pp. 47-48.

bandos de la guerra del *Vespro,* al fracasar la invasión de Cataluña ante los muros de Gerona, tuvo también graves consecuencias. A finales de 1285, una hueste, con el infante Alfonso al frente, invadía Mallorca y la reintegraba por la fuerza a la Corona de Aragón. La resistencia a la invasión la asumieron la incipiente aristocracia autóctona, la alta jerarquía eclesiásticas y un sector de la payesía[31].

Los puertos baleares, desde la conquista de Sicilia, se habían convertido en escalas estratègicas para las expansiones mercantil y territorial de Cataluña, al incrementar la seguridad de las conexiones navales de Barcelona y Tortosa con Palermo y Trapani. Para la monarquía aragonesa y los mercaderes y armadores catalanes, el control islámico de Maó y Ciutadella, en un contexto de conflagración generalizada en el Mediterráneo Occidental, constituía un peligroso anacronismo[32]. En enero de 1286, apenas expugnados los últimos reductos de resistencia en Mallorca, un ejército catalanoaragonés desembarcó en la ría de Maó y, en pocas semanas, conquistó Menorca, suprimiendo por la fuerza el estatuto de autonomía que Jaime I había concedido en 1231 a sus pobladores. La suerte de los vencidos fue dispar. Los miembros del colectivo económicamente más solvente pudieron emigrar a los sultanatos e Granada o del Magreb, después de pagar el correspondiente rescate. El grueso fue reducido a la condición de cautivo; una parte fue distribuida, junto con las tierras y los rebaños, entre los conquistadores, en pago por su participación en la campaña, y el resto se vendió, como mano de obra esclava, en Mallorca, Valencia, Barcelona, Montpellier, Palermo y Génova[33].

---

[31] R. Muntaner, *Crónica,* en F. Soldevila (ed.) *Les quatre grans cròniques*, Institut d'Estudis Catalans, Barcelona, 3, 2011, pp. 253-255 y 264; J. Zurita, *Anales de la Corona de Aragón,* A. Canellas (ed.), Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Zaragoza, II, pp. 264-269; L. Klüpfel, *Die aüssere Politik Alfonsos III von Aragonien (1285-1291).* W. Rothschild, Berlin-Leipzig, 1911-1912, pp. 17-18 y 160-162; M. Ferrer, *La conquista de Mallorca por Alfonso III*, «Boletín de la Sociedad Arqueológica Luliana», XXX (1947-1952), pp. 274-288; A Riera i Melis, *La Corona de Aragón y el Reino de Mallorca..., op. cit.,* pp. 69-71.

[32] Como se desprende de la frase que Ramón Muntaner, en su crónica, pone en boca del almirante Roger de Lauria, en el verano de 1285: «Aquella cosa que a mi fa paor d'aquesta guerra és que l'illa de Mallorca no fos contra nos»: R. Muntaner, *Crònica..., op. cit.*, p. 254.

[33] R. Muntaner, *Crònica..., op. cit.*, pp. 287-290; C. Parpal, *La conquista de Menorca en 1287 por Alfonso III de Aragón.* Imprenta de la Casa de Caridad, Barcelona, 1901; A. Jené, *La conquesta de Manurqa el febrer de 1287*, «Estudi General», 5-6 (1985-1986), pp. 389-401; J. Sastre, *Notes sobre la población mususlmana de Menorca (1287)*, en *Les Illes Orientals d'Al-Andalus (V Jornades d'Estudis Històrics*

Las Islas Baleares, a finales del siglo XIII, se habían convertido – como ya se ha expuesto – en una de las principales encrucijadas de rutas navales del Mediterráneo occidental. Es lógico, pues, que tanto Alfonso III como su sucesor, Jaime II, procuraran, con el apoyo decidido de la burguesia comercial catalana, reforzar – como se verá más adelante – su vinculación políticoadministrativa y econòmica a la Corona de Aragón, alentaran el traslado de población desde sus dominios continentales hacia el archipiélago. Este trasiego humano se prolongó hasta 1298, cuando el enclave insular se reintegró al reino de Mallorca. Tres años antes, el Pontífice, ante la incapacidad del frentre francoangevino por reconquistar Sicilia, había ofrecido al monarca aragonés, a cambio de la evacuación de todos los territorios ocupados durante la guerra del *Vespro*, la infeudación de Cerdeña, con el beneplácito de Felipe IV de Francia, Carlos II de Nápoles y Jaime II de Mallorca. La aceptación de la propuesta por parte del conde-rey se plasmó en el tratado de Anagni[34], que circunscribió las hostilidades al *mezzogiorno* italiano.

El restablecimiento de las relaciones entre la Corona de Aragón y el reino de Mallorca se negoció en Argelers, en junio de 1298. De la entrevista de los dos monarcas surgió un acuerdo[35] que se apoyaba en sendas renuncias. Jaime II de Aragón se comprometía a evacuar el archipiélgo balear. Su tío, Jaime II de Mallorca, aceptaba ratificar el tratado de Perpiñán, tan lesivo para sus intereses, y notificaría su aceptació a sus aliados los reyes de Francia y Nápoles, a fin de adquirir validez internacional. La reintegración de las islas al reino de Mallorca se efectuó, pues, en unas condiciones que no comprometían el expansionismo mercantil y militar catalanes en ultramar ni erosionaban la poderosa presencia económica y naval barcelonesa en sus puertos[36].

Locals), Institut d'Estudis Balearics, Palma de Mallorca, 1987, pp. 1445-1461; *Id.*, *La salida de los musulmanes menorquines tras la conquesta de la isla por Alfonso III (1287*), en *XIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó, Comunicacions*, II, Institut d'Estudis Baleàrics, Palma de Mallorca, 1990, pp. 373-382.

[34] V. Salavert, *Cerdeña y la Expansión Mediterránea de la Corona de Aragón, 1297-1314,* Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid, 1956, I, pp. 107-113; S. Runciman, *I Vespri siciliani. Storia del mondo mediterraneo alla fine del tredicesimo secolo,* Dedalo, Bari, 1976, p. 352.

[35] Editado por M. de Bofarull, *Colección de documentos inéditos ..., op. cit.*, XXIX, pp. 45-57 y 251-259.

[36] A. Riera i Melis, *La Corona de Aragón y el Reino de Mallorca* cit, pp. 34 y 71-72; Id., *El regne de Mallorca en el context internacional..., op. cit*, p. 55.

4.2. La creación de un mercado balear de alimentos

El vacío demográfico provocado en Menorca por la salida forzada de los musulmanes fue ocupado parcialmente por una primera oleada de familias cristianas, procedantes mayoritariamente de Cataluña y de Mallorca[37]. La isla, entre 1286 y 1298, fue repoblada, según el cronista Ramón Muntaner, *que així és poblada l'illa de Menorca de bona gent de catalans, com negún lloc pot ésser bé poblat* [38]. La distribución de tierras fue confiada por Alfonso III, el 1 de marzo de 1287, Pedro de Llibià[39]; entre los beneficiarios figuraban las órdenes mendicantes masculinas y femininas, que recibieron casas e inmuebles para la construcción de conventos y hospitales. La conquista critiana interrumpió también una larga experiencia agropecuaria. Sus efectos debieron de ser intensos en el sector ganadero, puesto que los nuevos pobladores, con unos reflejos típicamente feudales, concedieron una atención preferente a la agricultura, al cultivo de los cereales y la vid, y relegaron a un segundo plano los pastos y los rebaños.

Jaime II de Mallorca y sus asesores, tras recuperar el control político de Menorca, se apresuraron a reemprender las medidas adoptadas durante el reinado de Alfonso III para atraer población, garantizar su defensa, reactivar su economía e incrementar su rentabilidad fiscal. El monarca, el 22 de enero de 1301, encargó a Arnau Burgués y Pedro Esturç revisar las concesiones de tierra efectuadas durante la ocupación catalanoargaonesa[40], tarea que se cerraría, a finales de agosto, con un confirmación real de los establecimientos enfitéuticos anulados y confirmados[41], y la promulgación de la *Carta de Franquesa*[42]. Esta normativa – inspirada

[37] Proceso analizado por Elena Lourie, *La colonización cristiana de Menorca durante el reinado de Alfonso III «el Liberal», rey de Aragón*, «Analecta Sacra Tarraconensia», 53-54 (1983), pp. 135-185; y A. M. Udina, *Noves dades per a l'estudi de l'organització de Menorca després de a conquesta*, en *XIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó, Comunicacions*, II, pp. 361-365.

[38] R. Muntaner, *Crònica..., op. cit.,* p. 289.

[39] *Ibid.*

[40] J. Sastre, *L'organització de Menorca el 1301*, «Mayurqa», 24 (1997-1998), Palma, p. 46.

[41] *Ibid.,* pp. 47-48.

[42] De la qual se pueden consultar dos ediciones: J. Villanueva, *Viage literaro a las Iglesias de España*, Real Academia de la Historia, Madrid, XXI, 1852, pp. 203-2017; G. Llabrés, *La Carta puebla de Menorca*, «Revista de Menorca», Ateneu de Maó, pp. 57-73. No ha suscitado demasiado interés entre los expertos, la han analizado R. Piña, *La carta de població i franqueses de Menorca*, en *XIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó, Comunicacions*, II, 343-352; J. Sastre, *L'organitza-*

en la que Jaime I había concedido a los mallorquines en 1230 – tenía como objetivos retener a los pobladores ya instalados, tanto a los catalanes y valencianos como a los mallorquines, atraer nuevos contingentes humanos, especialmente de los dominios insulares y continentales del reino de Mallorca, y crear unas nuevas estructuras políticoadministrativas. El soberano definía en ella los derechos y deberes civiles, fiscales y militares de los pobladores, les eximía de muchas de las servidumbres propias del sistema feudal, incentivaba la actividad económica y garantizaba la seguridad jurídica. Las concesiones fueron eficaces, puesto que, durante la primera mitad del siglo XIV, la afluencia de colonos se incrementó progresivamente. En 1336, Menorca contaban con 963 fuegos fiscales (unos 4.340 habitantes), cifra que no sería rebasada en el resto de la centuria[43].

Los procuradores reales reactivaron la distribución tierras entre las familias recién llegadas de Cataluña y de Mallorca, a las que exigieron, además de la residencia preceptiva, diversos tipos de contraprestaciones, desde censos a servicios militares. La disparidad de las obligaciones contraídas por los titulares refleja que unas alquerías fueron concedidas en plena propiedad y otras en enfitéusis o en feudo; los yermos (*garrigues*) fueron declarados, en cambio, tierras comunales, para uso colectivo y gratuito de todos los pobladores[44]. Al haberse perdido el libro de repartimiento y los primeros protocolos notariales, no podemos analizar, sin embargo, la estructura de la propiedad resultante de esta importante transferencia inicial de tierras, ni los cambios que los nuevos possedores introdujeron en el sector agropecuario de la isla. Debieron de ser parecidos, sin embargo, a los que se produjeron, unas décadas antes, en Mallorca, donde la documentación contánea atestigua un rápido avance de los cereales y de la viña a expensas de los huertos y los baldíos. Las autoridades musulmanas, como consecuencia del veto coránico al consumo del vino, habían restringido al máximo el cultivo de las vides en las islas.

---

ció de Menorca..., op. cit., pp. 46 y 51; J. Hernández, *Florentins a terres de Menorca. Un model de comerç marítim a la baixa edat mitjana,* «Bulletí de la Societart Catalana d'Estudis Històrics», Raco, XI (2000), p. 41.

[43] En este padrón fiscal no figuran las famílias más pobres ni los marginados sociales: J. Sastre, *El impuesto del morabatí en el Reino de Mallorca (1300-1349)*, «Acta Historica et Archaelogica Mediaevalia», Raco, 10 (1989), pp. 159-187.

[44] Como recordaría, casi cien años después, Pedro Fàbregues al soberano, ante el avance de las privatizaciones y los cierres: Aca, C, reg. 144, ff. 91r-92v.

El monarca, el 19 de marzo de 1301, ya había organizado la Iglesia menorquina[45]: la había colocado bajo la jurisdicción del obispo de Mallorca, había creado una pabordía en Ciutadella, una prepositura en Maó, cinco parroquias y cuatro capillas, se había reservado la recaudación del diezmo y había aplazado la cuantificación de la cantidad que entregaría anualmente al clero local[46].

A pesar de que las medidas de reordenación económica, urbanística y administrativa concebidas por los asesores de Jaime II de Mallorca también antepusieron la agricultura a la ganadería, los rebaños no tardaron en despegar, en iniciar una nueva fase de crecimiento. La principal aportación de los campesinos feudales a este despegue fue la introducción de los suidos, inexistentes en Menorca, como cosecuencia del veto coránico que prohibía a los musulmanes el consumo de todos sus derivados. Los colonizadores cristianos – en cuyos sistemas alimentarios, la manteca, los embutidos y los salazones de cerdo jugaban un papel importante – tuvieron que traer, pues, los animales desde sus respectivos lugares de origen. El crecimiento de las piaras, al no poder apoyarse en un legado islámico, debió de ser algo más lento que el de los rebaños de ovinos, a pesar de que la abundancia de encinares facilitaba su alimentación.

De la incidencia del sector pecuario en la economía menorquina, para el período del reino privativo, solo se dispone , sin embargo, de unas pocas referencias indirectas y dispersas. Jaime II, en 1301, al reglamentar la recaudación del diezmo, estableció que el de la lana se pagaría en los seis meses siguientes al esquileo[47], entre mayo y octubre, una restricción cronológica que tendría como objetivo reducir el fraude en una fuente de ingresos importante. Sancho I, en 1314, eximió a los pobladores de Menorca, a fin de acelerar su colonización, del pago íntegro de los diezmos de la lana,

[45] Del documento, conocido con el nombre de *Pariatge*, se conserva el original: Arm, Pergs. RP, segle XIV, nº 29.

[46] La creación de las estructuras eclesiásticas menorquinas ha generado abundante bibliografía, entre las aportaciones mejor documentadas destancan: G. Llabrés Quintana, *El pariatge de Menorca (1300*), «Revista de Menorca», (1907), Ateneu de Maó, pp. 75-83; F. Sastre, *El Paritage de Menorca de 1301*, «Mayurqa», 20 (1981-1984), Palma, pp. 141-154; M. A. Casasnovas, *Història de Menorca*, Moll, Mallorca, 2005, p. 197.

[47] Ll. Carreras, *Avance de un estudio sobre comercio e industria de Menorca*, «Revista de Menorca», Ateneu de Maó, XI, (1916), pp. 306 y 313-314; J. Hernández, *Florentins a terres de Menorca..., op. cit.,* p. 41.

los quesos, los cerdos y el pescado, y redujo la quantía de los de las almendras. El azafrán y los higos[48]. Al año siguiente, acordaba con el obispo de Mallorca Guillermo de Vilanova que los diezmos se repartiría a partes iguales, exceptuados los cuatro antes citados[49]. Miguel Florejat, en 1325, declaraba haber invertido 6 libras y 5 sueldos mallorquines en la compra de unos pastos en la Mola de Alayor[50]. Por esta época, el precio de los carneros oscilaba entre los 8 y los 10 sueldos,[51] y por una buena vaca se podían llegar a pagar 20 libras[52]. Los rebaños, por su alta rentabilidad, interesaban entonces no solo a las familias campesinas, tentaban también a algunos menestrales, que invertían capitales en comandas de ganado[53], e incluso al monarca: Jaime III, adquiría, en 1331, dos alquerías y un rafal en la isla, por 350 libras, e instalaba en ellos una cuantas vacas[54]. Por esta misma época, autorizaba a la Universidad de Menorca a imponer una tasa sobre la venta de carne y de vino para pagar los salarios de los jurados, notarios, médicos y otros funcionarios municipales[55]; esta iniciativa fiscal demuestra que ambos alimentos gozaban entonces de una demanda sostenida pero no eran, a jucio de los asesores reales, tan básicos como el trigo.

Los campesinos menorquines, desde los primeros años del reino privativo, gozaban del derecho de introducir el rebaño en los yermos, barbechos y restrojeras de sus vecinos, donde podía pacer desde la salida a la puesta del sol[56]. Esta práctica permitía un aprovechamiento más equilibrado de los recursos vegetales, pero tenía un inconveniente: el propietario no podía ejercer sobre el hato, desde el momento

---

[48] LLibre Vermell de Ciutadela, f. 100 r.; F. Sastre, *L'illa de Menorca al pariatge de 1315…, op. cit.*, p. 356, nota 14.

[49] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.,* pp. 13-14; F. Sastre, *L'illa de Menorca al pariatge de 1315… , op. cit.*, p. 356; J. Sastre, *La Seu de Mallorca (1.390-1.430). La prelatura del bisbe Lluis de Prades i Arenós,* CIM, Palma, 2007, p. 41.

[50] *Ibid.,* p. 54.

[51] *Ibid.,* p. 54.

[52] *Ibid.,* p. 52.

[53] *Ibid.,* p. 57.

[54] *Ibid.,* p. 49. Es probable que estas explotaciones fueran las que vendería Pedro el Ceremonioso, en junio de 1345, poco después de la reintegración del archipiélago a la Corona de Aragón, a Dalmau de Totzó, en franco alodio, por 1.310 libras 15 sueldos 2 dineros (*Ibid.*, p. 152). Si la identificación es correcta, la operación habría sido muy rentable para el soberano, que se habría embolsado aproximadamente el triple del precio que pagó por ellas el difunto monarca mallorquín.

[55] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.*, p. 128.

[56] *Ibid.,* p. 157.

en que cruzaba las lindes de su explotación, un control directo, efectivo, lo que favorecía los robos de animales. Las sustracciones de reses, durante el segundo cuarto de la centuria, se incrementaron considerablemente. Los rebaños, especialmente los de los campesinos, se habían convertido, pues, en un bien muy vulnerable; su indefensión sería debida a la inexistencia de pastores y a un crecimiento más rápido que el de la capacidad de vigilancia de sus propietarios. Entre los ladrones preponderaban las personas pobres, gentes que bordeaban la marginalidad social; las cuales solían sustraer un cordero, un cabrito o un panal de miel para compartirlo inmediatamente con unos cuantos cómplices en un lugar apartado del término[57].

Durante la primera mitad del siglo XIV se estableció un comercio de compensación interinsular. Menorca aportaba carne, cueros, lana, animales de trabajo y queso a los mercados baleares; Mallorca contribuía a su abastecimiento con vino, aceite y cereales[58]; Ibiza y Formentera, con sal[59]. La saca de animales debió de crecer, sin embargo, a un ritmo demasiado rápido, puesto que las autoridades menorquinas la vincularon al aprovisionamiento de carne del mercado interior: desde 1321, de cada cien carneros seleccionados por los carniceros mallorquines, quince se desviaban hacia los mataderos locales[60]. La medida, a pesar de las protestas formuladas por los perjudicados, que contemplaban impotentes como los agentes fiscales de Ciutadella les sustraían los animales mejores[61], fue ratificada veinte años después[62]. Esta restricción cuantitativa y cualitativa tenía, sin embargo, una contrapartida: las extracciones de reses con destino a Mallorca estaba garantizadas incluso en las épocas de emergencia[63]. Nobles y eclesiásticos mallorquines también acudían a Menorca en busca de rocines; cuya salida de la isla, por razones estratégicas, estaba estrechamente controlada por las autoridades locales[64]. Antes de 1343, el ganado equino debió de circular también desde Menorca hacia Catalunya[65].

---

[57] *Ibid.*, p. 61.
[58] *Ibid.,* p. 43. Véase también *infra*, notas 113, 131-137, 199, 201 y 210.
[59] *Ibid.,* p. 40. Véase también *infra*, nota 140.
[60] *Ibid.,* pp. 42-43.
[61] *Ibid.,* p. 16.
[62] Arm, Lletres Comunes, vol. 2, f. 59v.
[63] Véase *infra*, notas 73, 79 y 117.
[64] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.,* pp. 43-44.
[65] Véase *infra*, nota 77.

Para la cabaña menorquina, la demanda exterior, en la época del reino privativo, ya debió de constituir, pues, un factor de desarrollo más importante que las necesidades de animales de trabajo y de estiercol de las explotaciones agrarias. Esta ganaderia estante intensiva, comercial, debió de constituir el principal legado de los pobladores musulmanes a los conquistadores cristianos. Su evolución, durante el reino privativo, no puede reconstruirse, sin embargo, con el rigor que corresponde a su incidencia en la economía menorquina, por un déficit heurístico insuperable.

4.3. La reintegración definitiva del reino de Mallorca a la Corona de Aragón

Poco después de 1340, tras una etapa convulsa, las posiciones de la Corona de Aragón mejoraron en todos los frentes: restableció la paz con Génova, sofocó la revuelta sarda, contribuyó a la expulsión de los benimeríes de la Baja Andalusia e incrementó su protagonismo internacional con motivo de la concentración de las monarquías francesa e inglesa en los pródromos de la Guerra de los Cien Años. Los consejeros de Pedro el Ceremonioso consideraron que esta favorable coyuntura permitía ejecutar un proyecto que se venía gestando desde 1318, la reintegración definitiva del reino de Mallorca a la Corona de Aragón[66]. La empresa contaba con el apoyo decidido de las ciudades mercantiles de la «cofederación», en cuyas redes comerciales los territorios sometidos a la jurisdicción del monarca balear se habían convertido en enclaves de vital importancia. La operación se iniciaría con una ofensiva diplomática ecaminada a privar a Jaime III de Mallorca de sus potenciales aliados y con una guerra de corso contra las embarcaciones baleares y rosellonesas, a fin de erosionar sus apoyos interiores. El pretexto desencadenate del conflicto serían unas pretendidas acuñaciones de moneda catalana falsa por parte del rey de Mallorca en Perpiñán.

El 23 de mayo de 1343, una flota catalana, en cuyo armamento la ciudad de Barcelona había invertido mas de 76.000 libras[67],

[66] A. Riera i Melis, *El regne de Mallorca en el context internacional..., op. cit.*, p. 62.

[67] J. Sobrequés, *Contribució econòmica del municipi de Barcelona a l'empresa de recuperació del regne de Mallorca*, en *VIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó*, Institut d'Estudis Baleàrics, Valencia, 1973, II/3, pp. 291-302.

desembarcaba en la Palomera, unos veinte kilómetros al este de la Ciutat de Mallorca, e iniciaba la conquista de la isla, que culminaría en pocas semanas[68]. La caída de Mallorca y el repliegue de Jaime III al Rosellón precipitaron las capitulaciones de Menorca, Ibiza y Formentera. La conquista del Rosellón y la Cerdanya, en cambio, exigiría dos cruentas campañas estivales y se prolongaría hasta el 15 de julio de 1344, cuando Pedro el Ceremonioso efetuaría su entrada en Perpiñán[69].

Jaime III, después de solicitar infructuosamente, durante cuatro años, el apoyo militar y financiero de Francia y la Santa Sede, vendió, en abril de 1349, a Felipe VI todos los derechos de que disponía sobre el señorío de Montpellier, su último refugio, por 120.000 escudos de oro, pagaderos en tres plazos. Convencido de que su causa era aún popular entre la población balear, se apresuró a invertir los primeros 40.000 escudos recibidos del erario galo en la preparación de una flota y en el reclutamiento de efectivos militares. La hueste mercernaria, integrada básicamente por genoveses y provenzales, desembarcó, el 11 de octubre de 1349, en la bahía de Pollença. El gobernador de Mallorca, Gilabert de Centelles, había concentrado detrás de los muros de la capital a la población rural, diezmada por los recientes estragos de la Peste Negra. Los invasores, después de recorrer unos campos casi desiertos, vacíos de alimentos y de posibles colaboradores, serían derrotados, el 25 de octubre, en la llanura de Llucmayor, donde Jaime III encontraría la muerte[70]. Su desaparición significaría el final del reino privativo.

---

[68] La liquidación del reino privativo ha atraido la atención de numerosos historiadores mallorquines y extranjeros: A. Lecoy De La Marche, *Les relations politiques..., op. cit.*, II, pp. 63-118; C.A. Willemsen, *Ocaso del Reino de Mallorca y extinción de la dinastía mallorquina*, Ayuntamiento de Palma de Mallorca, Palma de Mallorca, 1955, pp. 10-11; Á. Santamaría, *Mallorca, del Medioevo a la Modernidad*, en J. Mascaró Pasarius, J. Mascaró (ed.), *Historia de Mallorca,* Palma de Mallorca, III, 1970, pp. 110-112; A. Riera i Melis, *El regne de Mallorca en el context internacional..., op. cit.,* p. 62. El análisis más documentado y riguroso corresponde, sin embargo, a G.l Ensenyat, *La reintegració de la Corona de Mallorca a la Corona d'Aragó (1343-1349),* Moll, Palma de Mallorca, 1997, I, pp. 139-202.

[69] A. Lecoy de la marche, *Les relations politiques..., op. cit.*, II, pp. 118-135; C.A. Willemsen, *Ocaso del Reino de Mallorca... op. cit.*, pp. 11-12; G. Ensenyat, *La reintegració de la Corona de Mallorca..., op. cit.*, I, pp. 202-241.

[70] A. Lecoy De La Marche, *Les relations politiques..., op. cit.*, II, pp. 162-163; C.A. Willemsen, *Ocaso del Reino de Mallorca..., op. cit.,* pp.14-29; Bartomeu Font, *Mallorca en 1349*, «Boletín de la Sociedad Arqueológica Luliana», XXXII (1961-

5. *Desde mediados del siglo XIV a finales del XV*

La reintegración de Menorca a la Corona de Aragón, en 1343, no implicó cambios económicos importantes; los carniceros mallorquines y los mercaderes catalanes continuaron adquiriendo ganado en la isla. Las nuevas autoridades ratificaron prácticamente todas las medidas reguladoras del mercado interior instauradas durante el reino privativo, incluida la imposición sobre la venta de carne[71]. El lugarteniente del gobernador, en marzo de 1346, ante la desafortunada coincidencia de una fuerte escasez de cereales[72] con los preparativos navales de Jaime III de Mallorca, prohibió la saca de carneros, cerdos, cabrones, cabritos, corderos, ovejas, cabras, cerdas, bueyes, vacas, terneros, terneras, caballos y rocines[73] y equino, especificando, sin embargo, que el veto no era aplicable a los contigentes destinados a Mallorca. El texto de la prohibición demuestra que tráfico de ganado de carne entre ambas islas se había diversificado, con la incorporación de los suidos y los caprinos. La reintegración el archipiélago a la Corona de Aragón potenció también los envíos de ganado menorquín a Cataluña[74].

5.1. Las repercusiones de la Peste Negra

La Peste Negra, en 1348, provocó una fuerte contracción demográfica en Menorca, a pesar de las medidas adoptadas por las autoridades locales, que, siguiendo el ejemplo de las de Mallorca, someterieron a cuarentena todas las embarcaciones llegadas a la isla, exigieron ayunos al conjunto de la población, organizaron procesiones expiatorias y obligaron a algún esclavo condenado por homicidio a atender a los enfermos[75]. Pedro el Ceremonioso, el 15 de junio de 1349, ordenó al lugarteniente general de las islas que

---

1965), Palma de Mallorca, pp. 245-260; A. Santamaría, *Mallorca del Medioevo a la Modernidad*, Palma de Mallorca, pp. 126-134; G. Ensenyat, *La reintegració de la Corona de Mallorca..., op. cit.*, I, pp. 265-286.

[71] Aca, reg. 1410, f. 7 r., y reg. 1418.

[72] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 229-230 y 245-246.

[73] «Item que nul hom ne neguna persona stranya o privada de qualque condició o stament sia no gos trer ne fer trer [...] moltons, porchs, cabrons, cabrits, anyels, ovelles, cabres, truges grans e poques, bous, vaches, vedels o vedeles [...] cavalls, rossins o altra bèstia cavallina», Arm, Lletres Comunes, 6, ff. 161 r.-161v.; trancripción de R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 231.

[74] Véase *infra,* notas 92, 93, 96, 98, 204, 207, 208 y 209.

[75] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 121- 122.

enviara caballos armados y ballesteros a Menorca, puesto que la isla, a causa de la mortandad, había quedado casi desierta y no podría resistir un ataque de los partidarios de Jaime III[76]. Al día siguiente, le transmitía, sin embargo, la queja que la Universidad de Menorca había formulado contra su veto de extracción de caballos del archipiélgo balear, alegando que era incompatible con algunos de los privilegios reales concedidos a los habitantes de la isla[77].

El monarca, a principios de julio de 1349, ordenaba a la Universidad de Menorca gravar con una nueva imposisición la venta de carne en la isla y consignar íntegramente la recaudación a la reparación de las murallas de Ciutadella y a la mejora de la infraestructura defensiva de la isla[78]. Los impuestos indirectos sobre el consumo de carne constituirían, pues, la vía más rápida de que disponía el monarca para obtener recursos económicos extraordinarios en los pródromos de un conflicto bélico. Su inicitiva fiscal debió de provocar tensión entre unos pobladores que se estaban reponiendo aún de los estragos de la epidemia, puesto, en septiembre, el gobernador, para neutralizar la reciente subida del precio de la carne, bloqueaba las exportaciones de animales; el veto, como era de esperar, fue rápidamente desautorizado por el lugarteniente general de las islas, aduciendo el derecho de compra de que gozaban los carniceros de Mallorca continuaba en vigor durante las coyunturas adversas[79]. Las actuaciones de los diversos niveles de la Administración pública en la gestión de la crisis política y alimentaria subsiguiente a la Peste Negra no fueron, pues, plenamente concordantes, debido a la prioridad que cada uno de ellos concedía a la defensa de sus intereses específicos. En los períodos de emergencia, tanto el lugarteniente general como los tablajeros mallorquines procuraban preservar la circulación de reses entre las islas, cortando de raíz las interferencias puntuales de las autoridades menorquinas[80].

La mortandad provocó una brusca redistribución de la propiedad immobiliaria, un fuerte declive de la producción agrícola y una sensible reducción de la demanda de alimentos, especialmente de cereales: el concesionario de la recaudación de las rentas reales, a finales del 1348, declaró unas pérdidas del orden de las 200 libras[81].

---

[76] *Ibid.*, p. 294
[77] *Ibid.*, p 232.
[78] *Ibid.,* pp. 141, 142 y 298-299.
[79] *Ibid.,* pp. 232-233.
[80] *Ibid.,* pp. 232-233 y 236.
[81] *Ibid.,* p. 131.

Pedro el Ceremonioso, a pesar de su falta crónica de recursos, tendría que dispensar, en agosto de 1350, a la diezmada población de la isla de contribuir en el impuesto de maridatge, que se estaba recaudando con motivo de su matrimonio con Leonor de Sicilia[82].

La brusca caída de la mano de obra provocada por la pandemia fue parcialmente contrarrestada con cautivos sardos, que se integraron como esclavos en el sistema productivo menorquín[83]. A pesar de esta aportación demográfica externa, los propietarios rurales y los payeses tuvieron que optar por la ganadería, que exigía menos de fuerza de trabajo que la agricultura; redujeron la superficie destinada a los cultivos, prolongaron los barbechos y crearon nuevas áreas de pastos.

En la prioridad concedida por los propietarios rurales menorquines, en 1349, a los rebaños intervino además un incremento transitorio de la demanda exterior y local de carne. Apenas finalizada la epidemia, los supervivientes se apresuraron a resarcirse tanto del pánico que había pasado como de los sacrificios expiatorios que les habían impuesto las autoridades eclesiásticas y seculares. Según la literatura satírica italiana[84], muchos de los que se habían enriquecidos con la acumulación de herencias, se autogratificaban gastronómicamente; frecuentaban las tabernas, organizaban fiestas y banquetes, comían y bebían sin medida[85], exigían sistemáticamente una alta presencia de carnes frescas, especias, azúcar y vinos dulces en sus mesas[86]. Aunque la tácita finalidad moralizadora o crítica de sus autores des-

[82] *Ibid.*, p. 132.

[83] J. E. Martínez Ferrando, *Exceso de población sarda en Menorca a finales del siglo XIV*, en *Relaciones Económicas y Comerciales en el Mediterráneo del Siglo XII al Siglo XVI (Cerdeña, 8 a 4 de Diciembre de 1957, VI Congreso de Historia de la Corona de Aragón*, Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid, I, 1961, pp. 319-329.

[84] Analitzades suscintament per R.S. Gottfried, *La Muerte Negra. Desastes naturales y humanos en la Europa medieval,* Fondo de Cultura Económica, México, 1989, pp. 165-167.

[85] «Altri [...] affermavano il bere assai e il godere e l'andar cantando a torno e sollezando e il sodisfare d'ogni cosa all'appetito che si potesse e di ciò che avveniva ridersi e beffarsi esser medicina certissima a tanto male, e cosí come il dicevano il metevano in opera a lor potere, il giorno e la notte, ora a quella taverna ora a quella altra, andando, bevendo senza modo, senza misura»: G. Boccaccio, *Decameron*, a cura di Vittore Branca, Einaudi, Turín, 1992, I, p. 19.

[86] Actitud analizada con detalle en A. Riera i Melis, *Dulzores orientales para traumas postpestilenciosos. Importaciones de azúcar en Barcelona durante el bienio de 1349-1350*, en S. Brouquet, J.V. García Marsilla (eds.), *Mercados del lujo, mercados del arte. El gusto de las elites mediterráneas en los siglos XIV y XV*, Universidad de Valencia, Valencia, 2015, pp. 465-491.

aconseja una lectura literal de estas obras, no se puede negar que reflejan, en parte, la realidad que se vivió a mediados del siglo XIV en las ciudades cisalpinas y en muchas otras regiones europeas, a las cuales una historiografía más pobre y menos expresiva ha privado de los testimonios correspondientes. Esta actitud hedonista debió de tener numerosos seguidores entre los colectivos más poderosos e influyentes de las sociedades balear y catalana, especialmente entre la aristocracia, el patriciado urbano y los profesionales liberales.

La desestabilización demográfica y económica de muchas famílias campesinas permitió, en las décadas centrales de la centuria, a los caballeros y a los propietarios rurales acomodados ampliar a buen precio sus dominios[87], con predios privados y lotes de baldíos comunales, empezar a cercarlos con paredes de piedra seca, dejando únicamente unos portillo muy estrechos para el paso de los rebaños de sus vecinos[88], y solicitar licencias de veda. La expansión y la clausura de los patrimonios de los poderososos perjudicaban a los campesinos pobres, quienes, a medida que recuperaban la capacidad de análisis del nuevo contexto generado por la pandemia, denunciaban puntualmente la construcción de cercas[89]. Sus quejas fueron neutralizadas, sin embargo, por la presión de los poderosos: el soberano, en 1352, prohibía la caza a pie y a caballo en las tierras valladas, la destrucción de cercas y el tránsito de personas y animales por los vedados, bajo pena de 10 sueldos[90]. La medida debió de provocar un movimiento de defensa de los usos tradicionales, puesto que Pedro el Cermonioso, cuatro años después, tendría que ratificar los citados vetos[91].

A mediados del siglo XIV, la ganadería, como consecuencia de estos cambios, experimentó en Menorca una recuperación importante, como se desprende de la magnitud que alcanzaron entonces los contigentes de bueyes y ovejas[92], caballos[93], quesos[94], lana y

[87] Gil de Lozano, en 1353, obtuvo del soberano una licencia para adquirir tierras de realengo por valor de 30.000 sueldos mallorquines: ACA, C, reg. 1417, f. 73 r.

[88] Véase *infra* nota 89.

[89] Aca, C, reg. 1426, ff. 166 v. i 186 v., y reg. 1431, f. 166 v.

[90] Aca, C, reg. 1416, f. 171 r.

[91] Aca, C, reg. 1418, f. 47 v.

[92] Solo en el semetre comprendido entre junio de 1350 y febrero de 1351, el soberano autorizó la salida de Menorca, rumbo a Barcelona, de 250 bovinos adultos, 100 terneros y 100 carneros: Aca, C, reg. 1414, f. 197 v., y reg. 1415, f. 84 v.

[93] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV...,* pp. 235, 237 i 238.

[94] *Ibid.,* pp. 234-235.

cueros[95] enviados a Cataluña, el destino más probable también de muchas de las licencias de extracción de equinos concedidas por el soberano tanto a miembros de la nobleza y oficiales de la Administración como a algunos ciudadanos locales[96]. Las ventas al Principado no comprometieron la circulación de ganado entre las dos Gimnesias, que no solo se mantuvo, sino que además se diversificó[97].

Los comerciantes mallorquines aprovecharon su acceso irrestricto a la cabaña menorquina para reexpedir cerdos y todo tipo de ganado a Cataluña. Estas nuevas operaciones mercantiles fueron denunciadas inmediatamente como fraudulentas por los Jurados de Menorca ante el soberano, alegando que sus adquisiciones de animales tenían que destinarse exclusivamente al abastecimiento del mercado interior balear[98]. La finalidad de las quejas era evidente: obtener para los mercaderes y armadores locales el cuasi monopolio de las ventas exteriores de ganado. Apoyándose tal vez en estas arbitrariedades, el almotacén de Ciutadella, con la autorización tácita del consitorio, elevó la cuota de los animales seleccionados por los carniceros mallorquines que tenían que desviarse hacia los mataderos locales del 15 al 20%[99]. La réplica del municipio de la Ciutat de Mallorca fue casi immediata: gravó con una tasa específica, de 2 sueldos y 6 dineros, los ovinos traídos por los mercaderes menorquines que no se vendieran a peso[100]. Esta escalda represalias acentuó el contencioso ja existente entre los consistorios de ambas islas por incrementar la participación de sus respectivos ciudadanos en las lucrativas sacas de ganado menorquín, disenso para el que, en 1368, todavía no se había encontrado una solución satisfactoria[101].

La reaparición de los robos de animales, tanto por parte de esclavos[102] como payeses[103], demuestra que las ovejas y los bueyes, al pacer sin pastor por pastos dispersos, continuabn siendo una presa fácil. La sustracción de reses constituía, pues, uno de los

[95] *Ibid.,* p. 233.
[96] *Ibid.,* pp. 235-236.
[97] *Ibid.,* pp. 137 y 233.
[98] *Ibid.,* pp. 233-235.
[99] *Ibid.,* p. 234.
[100] Aca, C, reg. 1418, f. 145 r..
[101] Aca, C, reg. 1426, f. 135 r.
[102] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV, op. cit.,* p. 165
[103] *Ibid.*, p. 197.

costes principales de la expansión de las greyes y de la atenuación gradual de la capacidad de vigilancia de sus propietarios, especialmente de los pequeños.

La cabaña menorquina, a pesar de su desarrollo sostenido, todavía no podía cubrir sistematicamente todos los segmentos de la demanda interior balear; en alguns momentos, algunas causas endógenas o exógenas podían provocar déficits sectoriales transitorios. En 1360, poco después que una flota castellana hubiese atacado Barcelona, el lugarteniente real, para garantizar la defensa del archipiélago, ordenó que, en Ciutadella y Maó, solo se embarcasen caballos con destino a Mallorca[104]. Pedro el Ceremonioso, para acelerar el crecimiento de los rebaños de equinos, prohibía, tres años más tarde, a los nobles, los *generosos*[105] y cualquier persona que, a juicio del gobernador y los jurados, pudiese adquirir un rocín cabalgar en mulos, asnos o yeguas[106]. El precio de un buen caballo podía alcanzar entonces las 50 libras[107].

5.2. Los efectos de la hambruna de 1373-1374

En una isla en la que la producción de cereales no satisfacía, ni en los años normales, la demanda interior, las crisis frumentarias podían convertirse en un flagelo muy importante. Las secuelas de la hambruna de 1373-1374, por ejemplo, han quedado reflejadas en la documentación coetánea con más precisión que las de la Peste Negra. El soberano y las autoridades menorquinas tuvieron que conceder moratatorias de deudas a las familias con menos recurso[108], otorgar salvoconductos a quienes trajeran cereales[109], enviar síndicos a Cataluña, Aragón, Sicilia y Cerdeña para adquirir grano[110], organizar incluso repartos de pan entre los hambrientos[111], ordenar la venta y subvencionar con 7 libras la manumisión

[104] *Ibid.*, p. 238.
[105] Véase *infra*, nota 126.
[106] Arm, pergs. Pere IV, nº. 56.
[107] Aca, C, reg. 1414, f. 154 r.
[108] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.,* pp. 214-215 y 253.
[109] *Ibid.*, p. 251.
[110] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.,* pp. 251-252 y 253-254; M. L. Serra, *Las compras de trigo hechas por la Universidad de Mahón a diversas ciudades mediterráneas*, *VI Congreso de Historia de la Corona de Aragón*, I, Dirección General de Relaciones Culturales, Ministerio de Asuntos Exteriores, pp. 889-900.
[111] *Ibid.*, p. 203

de esclavos, con la condición de que abandonasen la isla[112], medida que permitió a un considerable contingente de cautivos sardos regresar a su tierra. La situación todavía no se había normalizado después de las mieses de 1375, puesto que, en septiembre de aquel mismo año, las autoridades menorquinas solicitaban a sus homólogas de Mallorca que autorizasen la salida de trigo, higos pasos y otros alimentos[113]. A pesar de las providencias adoptadas por el concejo, muchos vecinos de Menorca, bajo la presión del hambre, cometieron robos y, para escaparse de la justicia, se enrolaron como remeros en galeras armadas, acentuando con ello el déficit demográfico que ya padecía la isla[114]. La falta de pobladores alcanzó cotas tan alarmantes que Pedro el Ceremonioso, en enero de 1376, tuvo que prohibirles que participasen, como mercenarios, en la defensa del castillo de Cagliari[115]

Dos años de meteorología adversa y de especulación con los alimentos básicos incidieron negativamente sobre la agricultura y la ganadería; provocaron una expansión puntual del área sembrada, un recorte de los barbechos, un retroceso de los yermos y una importante contracción de la cabaña. Grandes y medianos propietarios, ante la fuerte subida del precio de los cereales, ampliaron, en la medida en que se lo permitieron sus respectivas reservas de grano, las sementeras, a fin de compensar con soluciones de tipo cuantitativo la brusca caída de la productividad. Las familias campesinas pobres tuvieron que empeñar o vender gradualmente sus rebaños para poder comprar grano, especialmente en las épocas de la «soldadura» y de la siembra. Una vez agotadas sus provisiones de cereales secundarios, legumbres, salvado y otros alimentos de emergencia, incapaces de obtener nuevos préstamos, se vieron obligadas a sacrificar los pocos animales que les quedaban, desde las cabras hasta la yunta de bueyes. Dos años de sequía, al agostar unos pastos en retroceso y encarecer los derivados de los cerales secundarios, acabaron por diezmar también los hatos de las grandes explotaciones, redujeron el contigente de animales que no habían sido destinados

[112] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.*, pp. 166 y 215; J. M. Madurell, *Vendes d'esclaus sards de guerra a Barcelona, en 1374,* en *Relaciones Económicas y Comerciales..., op. cit.*, pp. 285-286.

[113] *Ibid.*, p. 252.

[114] *Ibid.*, pp. 318-319.

[115] *Ibid.*, p. 317.

al mercado o la mesa de sus respectivos propietarios[116]. La contracción de las manadas no fue debida, sin embargo, solo a causas internas; dimanó también de algunos factores exógenos, como el incremento de las compras de ovejas, cabras y cerdos por parte de los carniceros mallorquines, que hicieron valer, durante la prolongada crisis alimentaria, su derecho de acceso irrestricto al mercado pecuario menorquín[117]. El tirón simultáneo de las demandas local y foránea elevó los precios de la carne y del queso hasta cotas nunca vistas. Los recaudadores de la fábrica de la Catedal de Mallorca, que obtenían anualmente de las seis parroquias menorquinas unos 130 quesos, se quejan, en 1373, por no haber podido alcanzar la cantidad acostumada, *per so que els formatges hi eren tant cars que* [*els pagesos*] *no li'n volien donar*[118]. La subida incial de los precios de los cereales acabó, pues, por arrastrar al alza los del ganado de carne y otros alimentos básicos, aunque con un ritmo no sincrónico.

Durante la fase álgida de la hambruna, las autoridades locales, mediatizadas por los colectivos privilegiados, autorizaron la división de los pastos compartidos[119]. Para acelerar la regeneración de la principal fuente de recursos de la isla, Pedro el Ceremonioso, en 1376, prohibió el sacrificio de ovejas en condiciones de procrear, bajo pena de 10 morabatines de oro[120]. La elevada cuantía de la sanción evidencia la importancia que el soberano concedía entonces al crecimiento de la cabaña menorquina.

5.3. El relanzamiento finales del siglo XIV

El cambio de coyuntura se produjo hacia 1380, cuando empiezan a aparecer en la documentación referencias indirectas de una reactivación económica, en la que la ganadería volvería a jugar un papel decisivo. El soberano, en abril de 1383, autorizaba la salida de carneros[121]; dos años después, en noviembre de 1385, concedía a los habitantes de Menorca el derecho de extraer libremente

[116] *Ibid.*, p. 253.
[117] *Ibid.*, p. 252.
[118] Acm, Fàbrica, vol. 4, f. 33v., cit. en R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* p. 343.
[119] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 157-158.
[120] Aca, C, reg. 1435, f. 168 v.
[121] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op.* cit., p. 150.

rocines y caballos para venderlos en el mercado mallorquín[122]. La privatización de los baldíos comunales se aceleraba[123]. Las autoridades menorquinas, alarmadas por el incremento de los robos de reses y la rotura de cercas por parte de los cautivos, habían tenido que instaurar, en 1382, un procedimiento judicial acelerado para este tipo de delitos, crear un cuerpo de *encerquadors* (rastreadores), para detener a los delicuentes, y establecer una escala de sanciones en función del número de animales sustraídos y del grado de reincidencia del reo, que iba desde los azotes públicos hasta la pena de muerte[124]. El protagonismo de los esclavos no respondería tanto a un movimiento de protesta social por parte de una fuerza de trabajo sobreexplotada y hambrienta, como a su intrumentalización por los respectivos propietarios, interesados en acelear el crecimiento de sus hatos, en reducir la competencia de los pequeños ganaderos. Los ladrones depredarían, pues, los rebaños más vulnerables, los de los campesinos pobres, y respetartía los de los poderosos. Este colectivo, en Menorca, estaba integrado por unos caballeros exentos de inmunidad fiscal[125] y con unas rentas que apenas les permitían mantener el nivel de cosumo y el rango propios de la baja nobleza, y por los *generosos*, terratenientes acomodados con obligaciones militares pero sin título nobilario[126]. Tanto para unos como otros, los hatos se estaban convirtiendo en su principal fuente de recursos. Es posible también que estas reiteradas sustracciones de animales fueran una de las secuelas económicas de la lucha de bandos que, desde 1349, sacudía intermitentemente la sociedad menorquina[127].

La multiplicación de las denuncias evidencian, en todo caso, la ganadería consituía entonces una actividad clave para la mayoría de los estamentos sociales menorquines, una hipótesis que cuadra bien tanto con el avance de la clausura de las alquerías, como con la solicitud que las autoridades locales habían cursado, en enero de 1376, al *Gran e General Consell* de Mallorca de que derogase la nueva imposición de cinco sueldos por res que gravaba las ventas de ganado menorquín. La propuesta tenía como objetivo que los carniceros y los mercaderes mallorquines incrementasen sus compras de ovinos, atraídos por su alta

[122] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit*, p. 39
[123] Aca, C, reg. 1444, ff. 91 r.-92 v.
[124] Aca, C, reg. 1444, ff. 132 r.-133 r.
[125] A. Murillo, *Introducció*, en R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 4.
[126] *Ibid.*
[127] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.*, pp. 171-175 y 182.

calidad[128]; aumentar la demanda de carne menorquina mediante una reducción sensible de la presión fiscal que soportaba en el principal mercado balear. Parece que la inciativa del concejo de Ciutadella alcanzó su objetivo, puesto que, en la primera década del siglo XV, no solo crecieron considerablemente las sacas de animales, sino que además algunos ciudadanos mallorquines confiaban en comanda los carneros adquiridos a ganaderos locales, para que finalizaran su engorde[129]. Los precios y la calidad del ganado también atraían entonces a los carniceros barceloneses[130], que pugnaban con sus homólogos baleares por el control del mercado pecuario menorquín.

Entre 1380 y 1410, como contrapartida de las citadas extracciones de ganado, circulaba desde la Gimnesia mayor a la menor alimentos de origen vegetal (vino[131], aceite[132], trigo[133] e higos[134]), pescado salado (sardina[135], anchoa[136] y haleche[137]), materiales para la contrucción naval[138] (pez, estopa e hierro). Los ibicencos acudían a Menorca en busca de ganado mayor, tanto de trabajo como de transporte[139]. Los menorquines se abastecían de sal en la Pitiusas[140] y de trigo en Tortosa[141]. Los quesos de Menorca se vendían bien en Cataluña y Valencia[142].

A pesar de los avances experimentados por la producción pecuaria, el equilibrio entre la oferta y la demanda continuaba siendo, en Menorca, precario, y los déficits sectoriales transitorios, aunque escasos, están documentados en las últimas décadas del siglo XIV, un período con un *trend* claramente expansivo. En junio

---

[128] «Per so que pus valenterosament venguen a comprar dels dits bestiars en esta ylla, ...puix que e.ls anyells hic són bons e grassos», R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* p. 239.

[129] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 37.

[130] Dos de ellos, Guillermo Carpinter y Guillermo Tallada, en marzo de 1415, se trasladaban de Alcudia a Menorca, para adquirir ganado: *ibid.,* p. 74.

[131] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 222, 223 y 224; *Id.*, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 74.

[132] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* p. 240

[133] *Ibid.*, p. 252; R. Rosselló, *Aportació. El segle XV... op. cit.*, p. 78.

[134] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 222 y 254; Id., *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 74.

[135] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 223, 224 y 225.

[136] *Ibid.*, p. 226.

[137] *Ibid.*, p. 223.

[138] *Ibid.*, pp. 222, 223, 224, 225 y 226.

[139] *Ibid.*, p. 224.

[140] *Ibid.*, p. 225.

[141] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 78-79.

[142] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.,* pp. 222 y 223.

de 1385, el lugarteniente general de las islas autorizaba una subida del precio de la carne de carnero y de buey, para incrementar la oferta con la captación de animales foráneos, y establecía que, en ningún caso, podría venderse a más de 13 dineros la libra[143] ¿Cuál sería la causa de esta inversión del sentido de la circulación del ganado en los circuitos internos de la Corona de Aragón? La ausencia total de fuentes locales coetáneas no permite identificarla con un mínimo de precisisón. ¿Una epizootia potenciada por una concentración excesiva de los rebaños en los cercados? ¿Un tirón excesivo de la demanda externa? ¿Una retracción de la oferta por parte de los ganaderos con finalidad especulativa? ¿Una subida puntual del consumo local de carne? La crisis fue, sin embargo, efímera, puesto que la ganadería recuperó pronto su tendencia expansiva: la recaudación del diezmo, entre 1411 y 1414, pasó de 63 libras 3 sueldos 9 dineros a 92 libras 12 suelos 6 dineros[144].

El reenderezamiento experimentado, desde 1380, por la ganadería menorquina no se apoyó solo en un crecimiento cuantitativo, dimanó también de un importante avance cualitativo. El progreso gradual de los pastos y la culminación de una larga y cuidadosa selección genética, iniciada durante la dominación islámica[145], permitieron a los ganaderos diversificar la oferta, obtener, además de carneros *bons i grassos,* lana de una finura y una longitud sin paralelo en el Mediterráneo Occidental. Fue la fibra, no la carne o el queso, lo que indujo a las grandes compañías comerciales de la Italia septentrional a introducirse en le mercado pecuario menorquín.

La lana de Menorca reunía, para los hombres de negocios toscanos, dos ventajas importantes: era de una calidad muy superior a la de la mallorquina, valenciana y beréber, solo parangonable a la de la inglesa; se podía adquirir en unas plazas próximas y bien situadas en su red de rutas marítimas, circunstancia que, al reducir los costes de transporte, repercutía positivamente en el precio final. Aunque los descubridores fueron probalmente los pisanos[146], la primera compañía italiana que instaló un factor en Menorca fue la de Francesco di Marco Datini, de Prato, cuyas

[143] *Ibid.,* pp. 243-244.

[144] M. C. Dolç, *Estudi agroeconòmic de Mallorca i Menorca de 1380 a 1420, segons el delme eclesiàstic*. Tesis doctoral inédita, Palma de Mallorca, Universitat de les Illes Balears, 2015, vol. 1.

[145] J. Hernández, *Florentins a terres de Menorca…, op. cit.,* p. 43.

[146] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV…, op. cit.,* p. 222.

adquisiciones de lana, cueros y queso han quedado bien reflejada en la abundante documentación contable y epistolar de su archivo profesional[147]. Los compradores extranjeros se multiplicaron y diversificaron rápidamente: en 1408, ya acudían a la isla en busca de fibra, agentes de sociedades florentinas luquesas y sienesas, y mercaderes lombardos, romañolos, del marquesado de Monferrato y de otras regiones italianas[148]. La concurrencia creciente de los hombres de negocios cisalpinos con los comerciantes mallorquines y catalanes, que hasta entonces habían monopolizado la distribución de la lana menorquina por los territorios continentales y ultramarinos de la Corona de Aragón, contribuyó, desde 1390, a elevar su precio y se convirtió en un importante factor exógeno del desarrollo de la cabaña insular.

Los ganaderos menorquines castrarían anualmente una parte de los corderos y los venderían después de meses de engorde, a los tablajeros foráneos o locales. Estos carneros, por su corta vida, de poco más de un año, solo habrían podido ser esquilados, pues, dos veces. Los ovinos restantes, tanto hembras como machos, se destinarían a la producción de lana y se trasquilarían anualmente a principios la primavera y a finales de verano. Cuando, por imperativos de la edad, su rendimiento se degradara cuantitativa y cualitativamente, se sacrificarían; los canales y las vísceras de estas reses viejas, sin embargo, se venderían en las carnicerías locales, puesto que serían dificiles de colocar en los mercados mallorquines y catalanes, por la concurrencia de la oferta local.

En la expansión de la ganadería menorquina influyeron, además de la compras de lana por los mercaderes italianos, otros factores exógenos, que reforzaron la articulación de las plazas insulares a los grandes circuitos del comercio internacional. Estos

[147] Analizada en profundidad por Federigo Melis y parcialmente por Coral Cuadrada y Joan Hernández: F. Melis, *La llana de l'Espanya mediterrània i de la Berberia occidental en els segles XIV-XV*, en A. Furió (ed.), *València, un mercat medieval*, Diputación Provincial, Valéncia, 1985, pp. 61-80; *Id.*, *Aspetti della vita economica medievale (Studi nell'Archivio Datini di Prato)*, L.S. Olschki, Florència, 1962; *Id.*, *Documenti per la Storia Economica dei secoli XIII-XVI,* L.S. Olschki, Florència, 1972; C. Cuadrada, *El paper de la llana menorquina segons la documentació datiniana: mecanismes i estratègies comercials*, «Acta Historica et Archaeologica Mediaevalia», 20-21 (1999-2000), Raco, pp. 391-407; *Id*, *La Mediterrània, cruïlla de mercaders (segles XIII-XV)*, Rafael Dalmau, Barcelona, 2001; J. Hernández, *Florentins a terres de Menorca..., op. cit.,* pp. 42-45.

[148] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 77.

cambios agilizaron, entre 1370 y 1450, la circulación de mercancias, capitales e información a escala occidental. Una serie de innovaciones técnicas tanto en el diseño y la costrucción del casco, como en el aparejo y el mecanismo de dirección[149], incrementaron considerablemente la productivitat del principal medio de transporte, la embarcación. La difusión de unos fletes económicamente más flexibles permitió que el precio no dependiera ya solo de la magnitud de los fardos y de la distancia a recorrer, sino también del valor de las mercancías que contenían[150]. La generalización de la póliza de seguros, que permitía a comerciantes y armadores transferir, mediante el pago de una cantidad, el riesgo de un cargamento o de un bajel durante un trayecto mercantil[151], aumentó considerablemente la seguridad de las inversiones comerciales. El descubrimiento de la letra de cambio agilizó la tranferencia de dinero entre plazas y redujo su margen de incertidumbre. El éxito de

[149] Bien analizadas en P. Adam, L. Denoix, *Essai sur l'apparition du gouvernail d'étambot*, «Revue d'Histoire Économique et Sociale», Xl (1962), pp. 90-109; P. Gille, *Les Navires du quinzième siècle*, «Journal des Savants», I/1, (1962), pp. 102-107; R. Eberenz, *Schiffe an den Küsten der Pyrenäenhalbinsel*, Peter Lang Gmbh, Frankfurt, 1975, *passim;* J.M. Madurell, *Antiguas construcciones de naves (1316-1740)*, «Hispania», Lansman, XXVIII (1968), pp. 3-74; M. Mollat, *La transformation des marines européennes du XIVe au XVIe siècle*, «Annals de la III Universitat d'Estiu», Conselleria d'Educació i Cultura, Andorra, 1985, pp. 230-237; M. P. Jézégou, *Le gréement des navires catalans aux XIVe et XVe siècles d'après les textes et l'iconographie*, *III Congrès International d'études des cultures de la Mediterranée Occidentale*, Société nationale d'édition et de diffusion, Tunis, 1985; A. Garcia Sanz, *Història de la marina catalana*, Aedos, Barcelona, 1977, pp. 43-74; A. Riera i Melis, *La construcció naval a Catalunya a les vespres dels grans descobriments geogràfics (1350-1460)*, en *Studi Storici in Memoria di Alberto Boscolo*, Bulzoni, Roma, III, pp. 107-131.

[150] F. Melis, *Werner Sombart e i problemi della navigazione nel Medioevo*, en Id., *I transporti e le comunicazini nel Medioevo*, Le Monnier, Firenze, 1984, pp. 54-61; A. García Sanz, *Fletamentos catalanes medievales*, «Historia. Instituciones. Documentos», 5 (1978), Secretariado de Publicaciones de la Universidad de Sevilla, pp. 235-256; M. Peláez, *Los contratos de fletamento en el derecho histórico catalán*, «Anuario de Derecho Marítimo», II (1984), pp. 93-133; *Id*, *Los contratos de fletamento en el derecho catalano-balear y pisano-genovés, notas y reflexiones iushistóricas sobre la institución fletamentaria y sobre el transporte*, «Revista Europea de Derecho de la Navegación Marítima y Aeronáutica», III/IV (1989), pp. 277-301, i VII (1991), pp. 913-978.

[151] A. Garcia Sanz, M. T. Ferrer, *Assegurances i canvis marítims medievals a Barcelona,* Institut d'Estudis Catalans, Barcelona, 1983, I, pp. 134-140.

esta solución bancaria fue debido a su polifuncionalidad, puesto que era simultánemente un intrumento de cambio (de monedas), de crédito (para el tenedor) y de giro (de plaza a plaza)[152].

El comercio internacional, hasta principios del siglo XIV, había pivotado casi exclusivamente en los artículos de lujo, con los que los colectivos privilegiados manifestaban su poder, y los alimentos estratégicos, como la sal y el trigo, que gozaban de una demanda sostenida entre todos los estamentos sociales. El aumento, lento pero sostenido, de la productividad en el sector primario, la acentuación de la división social del trabajo, el desarrollo urbano y el triunfo de una mentalidad económica más dinámica provocaron, a partir de 1300, la incorporación progresiva a los circuitos del gran comercio internacional de las mercancías pobres no indispensables, al alcance de las clases populares. Desde entonces tanto la lana corriente, los colorantes textiles secundarios, el alumbre, los paños de calidad media, los cueros, la madera, los minerales, la cerámica, la cordería y la brea, como el ganado de carne y de trabajo, los salazones, el queso, la fruta seca, el vino común y el aceite incrementaron gradualmente la longitud de sus desplazamientos comerciales. A esta prolongación de sus circuitos contribuyeron de forma decisiva los ya mencionados fletes flexibles, que redujeron considerablente sus costes de transporte, al trasladar una parte sobre las mercancías ricas.

5.4. Las estructuras productivas a mediados del siglo XV

¿Cómo se producían estos terneros y esta lana que atraían hacia Menorca compradores de Mallorca, Cataluña e Italia septentrional? ¿Por qué esta importante pregunta no se ha incluido en los apartados anteriores? La causa de esta posposición ha sido la falta de fuentes documentales locales; un hiato heurístico que la consulta de las externas coetáneas no puede colmar plenamente, puesto que la información que aportan no puede extrapolarse a Menorca, aunque corresponda a países con estructuras parecidas. De los numerosos protocolos redactados por los notarios

[152] A. M. Adroer, G. Feliu, *Història de la Taula de Canvi de Barcelona*, Caixa de Barcelona, Barcelona, 1989, p.12; A. Garcia Sanz, M. T. Ferrer, *Assegurances i canvis marítims..., op. cit.,* I, pp. 108-110.

menorquines desde la conquista cristiana solo se han localizado cinco, uno de Jaime de Riudavets y cuatro de Jaume Comes, oportunamente extractados por Ramón Rosselló[153]. La abundancia, la diversidad y la calidad de la información aportada por este pequeño conjunto de escrituras privadas permiten captar con precisión, para el período comprendido entre 1450 y 1473, algunos aspectos de la ganaderia menorquina apenas vislumbrables en las etapas anteriores.

Los contratos conservados en los citados protocolos permiten reconstruir, por primera vez, la estructuras productivas; analizar como se gestionaban los rebaños en la isla. Aunque las técnicas ganaderas no experimentaron, en las décadas centrales del siglo XV, cambios importantes y, en consecuencia, debieron de ser parecidas a las existentes en las épocas ateriores, se ha circunscrito su análisis, para evitar anacronismos, a este período, el único para el que actualmente se dipone de fuentes locales coetáneas.

El grueso de esta ganadería intensiva, comercial, se criaba en alquerías, un tipo de explotación rural de origen islámico, de extensión media[154], reestructurado durante la colonización feudal. A mediados del siglo XV eran fincas con un alto grado de compactación, algunas de las cuales delimitadas ya con paredes de piedra seca de de hasta seis palmos de altura[155], roturadas en su mayor parte, con algunas áreas cercadas y con cultivos permanentes (viñas y huertos), y otras – residuales – de yermos. El aspecto mejor documentado es, sin embargo, la cabaña, ya que aparece inventariada –como se verá más adelante – en los contractos de arrendamiento. Solía estar integrada por dos pares de bueyes, unas seis vacas con sus terneros, una burra, unas doscientas ovejas y una tres cerdas con su cochinillos. Al frente de las alquerías no habría pues familias campesinas pobres, sino acomodadas, pernecientes a una clase media rural.

[153] Véase *supra*, nota 2.

[154] La superficie media de las alquerías mallorquinas documentadas en el *Llibre del Repartiment* de la porción real era, en 1230, de 125 hectáreas: R. Soto, *L'organització agrícola de les noves terres a Mallorca i el paisatge rural*, in M. T. Ferrer Mallol (dir.), *Jaume I. Commemoració del VIII centenari del naixement de Jaume I,* Institut d'Estudis Catalans, Barcelona, II, 2013, pp. 458-459.

[155] Véase *supra,* notas 88-90.

Tab. I – Cabañas de las alquerías menorquinas a mediados del siglo XV, según los contratos de arrendamiento

Año	Alquería	toros	bueyes	vacas	terneros	yeguas	asnos	burras	ovejas	cerdas
1451	De Macià d'Abre[156]		4	3				1	150	3
1451	Del Cap d'Artrux[157]		4	2			1	1	140	2
1452	Tot Lluc[158]	2	6	12	12	2		3	250	2
1452	Torre Petxina[159]	2	8	20	20	1	1	1	300	6
1453	D'En Manter[160]	2	4	2				1	234	
1465	De Santa Clara[161]		4	2					100	2
1472	Alqueria Major[162]		4	4				2	300	6
Totales		6	34	45	32	3	2	9	1474	21
Medias aritméticas		0,8	4,8	6,4	4.,5	0,4	0,2	1,2	210,5	3

De la magnitud y la composición de la cabaña se desprende que la alquería tendría la extensión suficiente para integrar una agricultura mediterránea extensiva con una ganadería semiestante intensiva. En la economía de las familias propietarias, el hato de ovejas, que proporcionaba carneros, lana y queso para el mercado, constituiría la principal fuente de ingresos, puesto que la mayor parte de las cosechas de la sementeras y de la viñas se destinaría aún al autoconsumo. Los bueyes se reservarían para el arado, instrumento imprescindible para el cultivo de los cereales y, en menor grado, de las vides. Las vacas con sus terneros acreditan la práctica de la recría de bovinos, tanto para la renovación periódica de la fuerza de tracción como para la venta. La baja presencia de toros, documentados únicamente en las explotaciones más extensas, sugiere que estos ganaderos intermedios dependerían de los grandes para multiplicar el ganado mayor. Los animales de transporte, representados por las burras, tampoco se podrían

156 R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets…, op. c*it, p. 7.
157 *Ibid.*, p. 8.
158 *Ibid.*, p. 18.
159 *Ibid.*, p. 19.
160 *Ibid.*, p. 25.
161 R. Rosselló, *Notari Jaume Comes…, op. cit.*, p. 243.
162 *Ibid.*, p. 218.

reproducir, por su escasa presencia, en las alquerías. En cuanto a los cerdos, la situación era parecida, puesto que las famílias solo disponían de unas pocas cerdas con su cochinillos, que, al estar destinados al consumo doméstico, castrarían poco después de nacer. Cada año, tendrían, pues, que conducir sus marranas al verraco señorial para que las fecundara. Solo en el caso de los ovinos, la coexistencia equilibrada de los dos sexos en el rebaño garantizaba la recría autónoma y sistemática. Sorprende la ausencia total de ganado cabrío, desplazado complemante por el ovino, que producía, además de carne y leche, lana, una artículo que gozaba entonces de una fuerte demanda en los mercados mediterráneos. Los bueyes y los cerdos adquiridos por los carniceros mallorquines y catalanes, procederían, pues, de las explotaciones grandes, de los feudos de los caballeros y de las *possessions* de los *generosos*.

Los titulares de las alquerías, para poder incrementar sus rebaños sin comprometer su abastecimiento de cereales, vino y hortalizas, expandían gradualmente las sementeras, confinaban los yermos a las áreas más secas o menos fértiles, y practicaban unas rotaciones muy extensivas. Cada año solo sembraban un tercio de sus campos, los dos tercios restantes se dejaban en barbecho, como zona de pasto para el ganado. A fin de proteger los sembrados de la voracidad de los rebaños y aprovechar al máximo hierbas y rastrojos, dividían el área roturada en pequeñas unidades cerradas (*tanques*), mediante una red de paredes de piedra seca y setos, en las que confinaban los rebaños durante una buena parte del año, para que pacieran libremente, sin pastor. Cuando los animales habían consumido íntegramente el manto vegetal y abonado una de estas *tanques,* se les deplazaba a la vecina.

Algunos los propietarios optaron por arrendar su alquería. En los contratos redactados por los dos notarios mencionados, los arrendadores son cuatro albaceas[163], el procurador de una viuda[164], el administrador del dominio de las clarisas de Ciutadella[165], el lugarteniente del procurador real[166], un heredero que acababa de asumir el legado paterno[167] y, únicamente en dos casos, el due-

[163] R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets…*, pp. 8, 18 y 19; Id., *Notari Jaume Comes…*, p. 218.
[164] R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets…*, *op. cit.*, p. 7.
[165] R. Rosselló, *Notari Jaume Comes…,* p. 243.
[166] *Ibid.*, p. 241.
[167] R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets…*, *op. cit.,* p. 25.

ño del predio[168]. La renuncia a la explotación indirecta no constiuía, pues, una estrategia económica libremente elgida, sino un solución impuesta por la muerte del miembro principal de una familia campesina o por la peculiaridad jurídica del propietario.

El arrendador cedía temporalmente la alquería con todo el ganado, que era minuciosamente inventariado, y se comprometía a adquirir anualmente, a un precio estipulado, la lana, los añinos, los quesos y, en algunos casos, lo corderos[169] y la mantequilla[170]. El arrendatario se comprometía a pagar un alquiler en moneda y trigo[171], o solo en metálico[172], y a realizar todos los trabajos necesarios para mantener la fertilidad de los campos, especialmente de las viñas. El contrato solía tener una vigencia de tres años, que constituían el curso de la rotación normal, a fin que el arrendatario reintegrara las tierras en el estado en que las recibió.

Los contratos de arrendamiento parecen ser más favorables para el arrendador que para al arrendatario, al garantizarle la comercialización íntegra de la lana, los corderos y el queso, los productos de mayor valor de cambio, más especulativos, así como el aprovisionamiento de un alimento básico, el trigo, cuya demanda entonces superaba – como se verá más adelante – casi sistemáticamente a la oferta en los mercado locales. La inexistencia de una muestra bastante amplia y representativa de los precios de estos artículos obliga, sin embargo, a ser prudente a la hora de calibrar las ventajas e incovenientes que el contrato tenía para cada una de las partes.

La prioridad concedida a la ganadería induciría también a los propietarios de alquerías a solicitar de las autoridades correspondientes – como ya se ha expuesto – licencias de vedado y a exigir que privatizaran los comunales. Este tipo de yermos, a pesar de su retroceso gradual, tenían aún un peso considerable en la economía de la isla. La documentación bajomedieval acredita la exitencia de tres clases de comunales: las quintanas, situadas en las proximidades de los núcleos urbanos, que los concejos consideraban inalienables, por la importante función social que todavía tenían;

---

[168] R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets…*, p. 18; *Id.*, *Notari Jaume Comes…*, p. 223.

[169] R. Rosselló, *Notari Jaume Comes…*, *op. cit.,* pp. 218-219 y 223.

[170] R. Rosselló, *Llibre del notari Jaume Riudavets*, *op. cit.,* p. 18.

[171] *Ibid.*, pp. 7, 18 y 19; Id.*, Notari Jaume Comes…,* pp. 223, 241 y 243.

[172] *Ibid.*, pp. 8,18 y 25

los bienes de propios, de propiedad municipal, dispersos por el término; y los baldíos reales, que pertenecían al soberano y cuya gestión, por lo tanto, escapaba los consistorios[173].

La estructuración interna de las alquerías en pequeñas unidades cercadas, además de librar los suelos de la abundante rocalla de la isla, aportaba algunas ventajas: posibilitaba la coexistencia de las tareas agrarias y ganaderas, al proteger las sementeras de las incursiones de los rebaños; aseguraba un abonado uniforme y sin costes de los campos, permitía criar el ganado sin pastor; facilitaba la selección, ordeño y esquileo de los animales, así como la tarea de ojeo de los compradores foráneos o de sus agentes. El sistema, sin embargo, no estaba exento de inconvenientes para el propietario, dificultaba la evasión fiscal, al simplificar el recuento anual de los rebaños por los recaudadores del diezmo, y tenía un techo, el agostamiento anual de los pastos. Para superar este último hándicap y reducir los costes de producción, los ganaderos menorquines acordaron extender el derecho de pasto diurno en las explotaciones confrontantes – vigente desde la conquista feudal – a todos los yermos, barbechos y rastrojeras no vedados del término municipal, y lo prolongaron cronológicamente, incluyendo la noche. Los hatos de ovinos y vacunos pacían en las respectivas alquerías desde finales de septiembre hasta mediados de mayo, período en que los animales se repodución, sus propietarios queseaban con la leche sobrante y realizaban el esquileo, y los agente fiscales diezmaban los rebaños. Durante el verano, en cambio, las greyes campeaban libremente, sin pastor[174]; al estar sometidas un control bastante laxo, debían de atravesar frecuentemente los confines del municipio en que estaban matriculadas. Los rebaños dejaron de ser, pues, estrictamente estantes; se convirtieron en trasnochantes, incluso transterminantes, durante unos meses del año.

Esta práctica exigía, como contrapartida, que todas las reses de cada ganadero estuviesen marcadas con una señal específica, que garantizara su identificación. El consisorio de Ciutadella era el organismo que concedía los distintivos para todo el ganado insular y guardaba una copia en un registro general[175]. La señal consitía en una serie de pequeños cortes efectuados con unas tijeras en una

[173] J. Pons, *El batlle de les ovelles..., op. cit.,* p. 716.
[174] *Ibid.*, p. 707.
[175] *Ibid.*, p. 709.

de las orejas de los animales. La ampliación del derecho de pasto reguirió también la creación de unos inspectores municipales de lo rebaños, los *batlles de les ovelles*. Sus atribuciones consistían en acorralar periódicamente los rebaños del término, recoger las solicitudes de marca de los ganaderos locales, diseñarlas, comprobar que no coincidía con ninguna de las existentes y proponerlas al concejo de Ciutadella para que las aprobara. Estaba facultado también para dirimir verbalmente y en primera instancia los conflictos que se planteasen por la propiedad de las reses, identificar los animales que hubiesen penetrado en los sembrados y establecer la sanción que sus propiatarios tendría que pagar a los damnificados, recoger los hatos foráneos y reconducirlos a sus respectivas circunscripciones y finalmente estar a dispoción del concejo local para todas la cuestiones relativas al ganado[176]. Esta práctica ganadera, que los observadores externos consideraban poco racional, por no permitir un control sistemático de los rebaños y facilitar la pérdida de parte de las mieses, estaría en vigor hasta mediados del siglo XIX, puesto que los campesinos menorquines continuarían considerando que, a pesar de sus inconvenientes, minimizaba esfuerzos y costes[177].

5.5. De los enfrentamientos de banderías a la guerra civil

Esta dinámica de las estructuras agropecuarias se produjo en un contexto social y político complejo. A partir de la segunda década de la centuria, la economía y la población menorquina entraron en una fase recesiva, debido a la interacción de una serie de causas generales y específicas. Entre los factores genéricos, que afectaron coetánemente al conjunto de la Corona de Aragón, destaca la reaparición intermitente de enfermedades infecciosas y de las crisis de subsitencia. Alfonso el Magnánimo, frenar el proceso de desploación y garantizar la defensa, concedió, en enero de 1427, un salvoconducto general a todas las personas que se instalasen en la isla; las cuales no podrían ser perseguidas por ningún tipo de delito, excepto los de lesa majestad y falsificación de moneda, y solo estarían obligadas a devolver las deudas derivadas de censos, violarios, comandas y cambios[178]. Si la primera oleada de pobla-

[176] *Ibid.*, p. 712.
[177] *Ibid.*, p. 708.
[178] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 66-67.

dores feudales la había integrado, según el cronista Ramón Muntaner, «buena gente catalana»[179], en la segunda preponderaron los delicuentes y los marginados sociales. Las medidas reales solo consiguieron atenuraron la tendencia demográfica, no revertirla: en 1459, la isla contaba con 703 fuegos fiscales[180], que equivalían a 3.165 aproximadamente, un 27% menos que en 1336.

Otro de los principales factores exógenos que contribuyeron a desestabilizar la economía menorquina fue el aumento de la presión fiscal. Para poder atender los subsidios económicos que exigía reiteradamente el soberano, los concejos menorquines, desde mediados del siglo XIV, habían tenido que endeudarse, vender censales y violarios[181], el pago de cuyas pensiones desestabilizaban sus presupuestos y les impedían efectuar una asignación equilibrada de los recursos disponibles[182]. Las emisiones de deuda pública, por otra parte, fueron adquiridas casi íntegramente por ciudadanos de Mallorca y de Barcelona, los cuales, para preservar la rentabilidad de sus inversiones, no dudaban en mediatizar la gestión de los consistorios menorquines. Durante el segundo tercio del siglo XV, coincidiendo con costosa campaña de la conquista de Nápoles y la agresiva política exterior de Alfonso el Magnánimo en los Balcanes, los municipios menorquines, incapaces de afrontar sus obligaciones financieras, tuvieron que negociar algunos acuerdos con los censalistas foráneos. La serie se inicia, en 1439, con la sentencia arbitral del gobernador Galceran de Requesen[183], y continúa con las concordias de 1458, 1460 y 1462,[184] cada una de las cuales incluía una reducción de la pensión de los censos. Su reiteración

[179] Véase *supra*, nota 38.

[180] A. Murillo, *Introducció*, p. 3.

[181] J. Morelló, *El «Gran captiveri» de Menorca o la seva depència financera del Principat. Estat de la qüestio*, «Mayurqa», 29 (2003), pp. 332-333.

[182] La Universidad de Menorca, en 1416, informaba detalladamente a Alfonso el Magnámimo de la cantidad creciente de recursos que tenía que consignar cada año al pago de censales, R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 89.

[183] A. Murillo, *Pressió fiscal i altres pressions econòmiques i extraeconòmiques a la Menorca de finals del segle XVI*, en *Fiscalitat estatal i Hisenda local (ss. XVI-XIX): Funcionament i repercusions socials (VI Jornades d'Etudis Històrics Locals)*, Institut d'Estudis Baleàrics, Palma de Mallorca, 1988, p. 315; J. Morelló, *El "Gran captiveri"..., op. cit.,* p. 335; M. L. Serra, G. Rosselló, J. A. Orfila, *Història de Menorca. I. De los orígenes al final de la Edad Media*, Rafel Timoner Sintes, Maó, 1977, p. 304.

[184] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 16, 25, 30; J. Morelló, *El «Gran captiveri» ..., op. cit.,* pp. 336-338.

evidencia, sin embargo, la dificultad de deudores y acreedores para encontrar una solución efectiva a un problema que, en vez de reducirse, se incrementaba con el paso de los años.

La distribución de la carga fiscal era competencia de los consistorios, una facultad que incrementaba el enfrentamiento entre los diversos estamentos sociales por la elección de los cargos[185] y estimulaba la ambición política de los poderosos. La aspiración al poder municipal reforzaría las banderías que, desde mediados del siglo XIV, ya sacudían transitoriamente la sociedad menorquina[186]. En 1451, coincidiendo con el levantamiento dels *forans* (campesinos) mallorquines, la tensión desdembocó en una auténtica guerra entre dos facciones, encabezadas por las familias Parets y Cintes[187], perteneciente a la nobleza antigua y consolidada, la primera, y al colectivo de los terratenientes ricos pero sín título, la segunda[188]. La pugna de Pere de Belloc y Jofre de Ortafà por el cargo de gobernador de la isla abrió, en 1457, un nuevo frente de lucha[189] y polarizó todavía más las facciones ya existentes. La situación alcanzó tal grado de conflictividad que obligó que Juan II a intervenir diectamente. El soberano, durante el bienio de 1458-1459, adoptó una serie de medidas de reenderezamiento: reducción de las pensiones de los censales, mejora del aprovisionamiento de cereales, reparación judicial de los crímenes, lesiones y robos de ganado y lana, con los que se habían enriquecido rápidamente algunos de los facciosos[190], perfeccionamiento del sistema de selección de los cargos municipales[191] y expulsión de algunos payeses mallorqui-

[185] Los conflictos los generaba no tanto el procedimiento de selección, que se efectuaba por el sistema de insaculación, sino la periódica confección de la lista de insaculables de cada estamento: M. L. Serra, *El establecimiento del régimen de insaculación en Menorca bajo el reinado de Alfonso V*, en *IV Congreso de Historia de la Corona de Aragó*, II, Barcelona, 1970, pp. 305-329; R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 72-73; A. Murillo, *Introducció...* p. 5.

[186] R. Rosselló, *Aportació Segle XIV..., op. cit.* pp 171, 172, 173-176, 182, 183, 192, 195.

[187] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 9-10.

[188] A. Murillo, *Introducció*, p. 5.

[189] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp 10-13; A Murillo, *Introducció*, pp. 5-6.

[190] «*Com se digui que alguns de l'illa, abans dels morts, furts i altres crims, eren pobres 'e havien prou fer de viure e sostenir lur cases, se són fets richs e oppulaents dels dits furs*», R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 17.

[191] Depurando las listas de los inasaculables.

nes que habían participado en los altercados[192]. La aceleración de los acontecimientos no permitió, sin embargo, que estas reformas dieran sus frutos, puesto que, en mayo de 1463, poco meses después del inicio de la guerra civil en Cataluña, la facción menorquina encabezada por el gobernador Pere de Belloc se decantó por la Diputación del General. La revuelta fue sofocada, con la contribución de un contigente armando procedente de Mallorca; los rebeldes, sin embargo, consiguieron refugiarse, con el apoyo de la *Generalitat*, en Maó. Desde este momento la isla quedó dividida en dos áreas, encabezadas por los dos principales núcleos urbanos, situación que se mantendría hasta la derrota final de los sublevados[193]. La guerra se prolongaría hasta 1472 y tendría un alto coste demográfico, no tanto por la pérdida directa de vidas humanas en los combates, como por el saldo migratorio negativo que provocaría, al generar inseguridad y alterar la actividad económica. El *fogatge* de 1475 solo registraría 494 fuegos fiscales,[194] unos 2.225 habitantes. La isla, en menos de veinte años, habría perdido, pues, un 30% de su ya escasa población. Tanto Cataluña como Menorca pagarían, pues, un alto precio por haber perdido la contienda.

En la recesión económica menorquina del siglo XV intervinieron también algunos factores endógenos, específicos, como la tensión creciente entre sus dos villas principales. Aunque Ciutadella era el principal núcleo urbano y conservaría aún durante varios siglos la capitalidad, Maó y la zona oriental de la isla, durante la fase expansiva de 1380-1410, se habían convertido en el área más dinámica demográfica y económicamente, debido en buena parte a las compras de lana realizadas por los agentes de las compañías italianas. El cambio de coyuntura, el incremento de la presión fiscal y la eclosión de las banderías acentuaron, durante el segundo tercio de la centuria, la conflictividad entre ambas poblaciones. La consecuencias de la revuelta contra Juan II, fueron desastrosas para el conjunto de la isla, pero alcanzaron

[192] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.,* pp. 15-21.

[193] Una parte considerable de la documentación generada por la revuelta ha sido recogida y extractada por Ramón Rosselló: R. Rosselló, *La revolta menorquina contra Joan II*, Consell Insular de Menorca, Maó, 1981; *Id.*, *Aportació. El segle XV...*, *op. cit.,* pp. 97-111. Para el desarrollo del conflicto, véase Ricard Urgell, *El regne de Mallorca a l'època de Joan II. La guerra civil catalana i les seves repercussions*, El Tall, Palma de Mallorca, 1997, pp. 129-146; M. A. Casasnovas, *Història de Menorca…*, *op. cit.,* pp. 236-237.

[194] A. Murillo, *Introducció, op. cit.,* p. 4.

sus cotas máxima en Maó, donde – como ya se ha expuesto – se replegaron los partidarios de la *Generalitat* de Cataluña. Juan II, desde el inicio de la guerra, indemnizó a los miembros del bando realista por las pérdidas que les ocasionaba con bienes immuebles, rebaños y censales confiscados a los partidarios de «los catalanes», y concedió al consistorio de Ciutadella rentas para financiar la reconstrucción de las infraestructuras defensivas y económicas[195]. La guerra civil provocó, pues, una tranferencia considerable de población y de recursos desde el sector oriental hacia el occidental, reforzó transitoriamente – en un contexto global recesivo – la preponderancia de Ciutadella sobre Maó[196], pero no desmontó la estructura bipolar de la isla. Este proceso no tiene equivalente en Ibiza, con un único núcleo urbano dominante sobre una población campesina dispersa; ni en Mallorca, donde los treinta y un nucleos rurales no consigueron atenuar la superioridad de la Ciudad. Los enfrentamientos internos del siglo XV solo retardaron el basculamiento del centro de gravedad demográfico, económico y político de la isla hacia Maó, no lo evitaron. En la Balear mayor, tanto la revuelta campesina de 1450 como la Germanía de 1521 reforzaron, en cambio, la preeminecia de la capital[197].

5.6. La continuidad de las salidas de carneros, bueyes y lana

El recrudecimiento de las banderías y la guerra civil, al destruir muchas explotaciones agrarias[198], agravaron las crisis frumentarias y acentuaron la dependencia – ya crònica – de los menorquines de los cargamentos de trigo aportados por comerciantes

[195] M. L. Serra, G. Rosselló y P. A. Orfila, *Historia de Menorca..., op. cit.,* p. 283; R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 97-111.

[196] Las dos villas, en 1459, contaban con 286 y 108 fuegos fiscales, respectivamente; unas décadas después, en 1482, los fuegos habían pasado a 401, en Ciutadella, y a 287, en el resto de la isla: A. Murillo*, Introducció, op. cit.,* p. 4.

[197] *Ibid.*, pp. 3-4.

[198] El consistorio de Ciutadella, en el primer semestre de 1467, solicitaba a Juan II que, «per poder conrear e culturar segurament e ab repós les terres e possessions llurs», le concediese «licència e facultat de poder, ensemps ab lo governador de la dita illa de Menorca fer treves algunes veguades ab los del dit loch de Mahó rebel.les» (cit. R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, pp. 105-106). Dos años después, en la fase final de la guerra civil catalana, Joan Parets, un miembro de la nobleza menorquina que había optado por el bando realista, informaba a Juan II que *per causa de la extrema guerra qui és en aquella vostra ylla de Menorcha són stades destroïdes moltes possessions i alqueries:* Arm, Rp, 46, f. 129 v.

mallorquines[199] y catalanes[200]. Entre 1415 y 1472, el lugarteniente general de Mallorca autorizó la salida de grano con destino a Menorca en 1420, 1430, 1433, 1437, 1457, 1462, 1465 para atenuar las penurias que padecieron, en aquellos años, sus pobladores[201].

Los efectos del ascenso de la agresivisidad debieron de ser, sin embargo, bastante menos intensos en la ganadería que en la agricultura, puesto que continuaron saliendo contingentes de ovinos y vacunos con destino a Mallorca y Barcelona; las ventas exteriores solo quedaron bloqueadas durante la fase final de la guerra civil catalana. En 1436, Simón de Granada, ciudadano de Ciutadella, reclamaba judicialmente a Bernado Tió, vecino de Pollensa, las 15 libras que le debía por la venta de dos bueyes menorquines[202]. Un año después, Antonio Huguet, menorquín, confiaría a Miguel Martorell, de Pollença, un buey y 19 cerdos para que los vendiera en Mallorca[203].

Los hombres de negocios y los carniceros catalanes, en el segundo y tercer tercio del siglo XV, también siguieron adquiriendo lana y reses en Menorca. El concejo de la Ciudad Condal, el 23 de febrero de 1437, protestaba ante el lugarteniente del gobernador por la retención, con el pretexto de una escasez local de carne, de una partida de bueyes que habían adqurido los tablejeros barceloneses Antonio Llunes y Jaume Begur[204]. La respuesta corrió a cargo de los jurados de la Universidad, quienes, el 15 de abril, justificaban el bloqueo con que los precios de los animales en la capital catalana habían dejado de ser rentables para los ganaderos locales y recomendaban a sus homólogos barceloneses, después de recordarles la decisiva contribución de los rebaños insulares al aprovisionamiento de la urbe, que restablecieran las cotizaciones vigentes antes de la reciente caída[205]. El consistorio de la Ciudad Condal, sin embargo, rechazó de plano las razones expuestas por las autoridades menorquinas, alegando que los precios no habían experimentado ningún cambio importante, y les requirió que autorizasen el embarque de la citada partida de bueyes[206]. Dos años despues, en 1439, la galera

---

[199] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV...*, *op. cit.,* p. 14, 27, 30, 44, 79.
[200] *Ibid.*, p. 14, 40.
[201] *Ibid.*, pp. 79-81, 97.
[202] *Ibid.,* p. 44.
[203] *Ibid.*
[204] Ahcb, Lletres Closes, vol. 5, f. 78 v.
[205] Ahcb, Lletre Comunes Originals, vol. 9, f. 19 r.; R.A. Banegas, *L'aprovisionament de carn a Barcelona durant els segles XIV y XV.* Tesis doctoral inédita, Barcelona, Universidad de Barcelona, 20007, I, pp. 55-56, vol 2, p. 429.
[206] Ahcb, Lletres Closes, vol. 5, f. 89 v.

de Galceran de Requesens, gobernador de Menorca, interceptaría una embarcación catalana que navegaba, cargada de bueyes, terneros, ovejas y otros animales de carne, rumbo a Barcelona[207].

El ganado menorquín no vuelve a aparecer, en la documentación barcelonesa y mallorquina, hasta mediados de la séptima década del siglo XV, en plena guerra civil catalana. La adhesión de uno de los dos bandos que se disputaban el poder en la isla, el del gobernador Pere de Belloc, a la causa de la *Generalitat* garantizó a los sublevados el acceso al estratégico puerto de Maó, que jugaría, en las fases álgidas de lacontienda, un papel decisivo en el abastecimiento alimentario tanto de la Ciudad Condal como del enclave balear.

A principios de 1466, una escuadra realista se apoderó, en las inmediacions del puerto de Maó, de un *balener* cargado de *vitualles* (alimentos) *e altres coses*, que navegaba rumbo a Barcelona, y lo devió hacia Ciutadella. Los *consellers* de la capital catalana, en diciembre de aquel mismo año, ofrecieron a sus homólogos de Maó el envío de cerales, especificando que podrían ser pagados en metálico o con carneros, lana u otras mercancías[208]. El ofrecimiento fue aceptado, puesto que, en abril del año siguiente, el consistorio catalán avisaba al capitán de Blanes del paso por su demarcación jurisdiccional de un contingente de ganado menorquín con destino a Barcelona, a fin de que no lo sometiera al pago del *cabessatge*[209] (impuesto de paso). Un tráfico de alimentos idéntico debía de funcionar coetánemente entre Mallorca y el sector realista de la isla de Menorca, puesto que el *Gran e General Consell* de la Balear mayor había autorizado, el año anterior, la salida de grano para Ciutadella, con la condición de que el dinero obtenido con las ventas se consignase íntegramente a la adquisición de carneros[210].

Un delegado de los rebeldes, el 1 de abril de 1472, anunciaba, desde Maó, al concejo de Barcelona la inminente llegada de embarcaciones cargadas de trigo, procedentes de Marsella, y solicitaba el envío de una nave para remitirles ganado menor y mayor[211]. El capitán y los jurados de Maó, reiteraban la oferta el 6 y el 10 de dicho

[207] Ahcb, Lletres Closes, vol. 6, ff. 116 r. y 120 r.

[208] Ahcb, Lletres Closes, vol. 23, f. 91 v.; R. A. Banegas, *L'aprovisionament de carn a Barcelona... op. cit.,* I, pp. 55-56, y II, p. 429.

[209] Ahcb, Lletres Closes, vol. 23, f. 119 r.3.

[210] R. Rosselló, *La revolta menorquina..., op. cit.*, p. 46; Idem, *Aportació. El segle XV..., op. cit.,* p. 97.

[211] Ahcb, Lletres Comunes originals, vol. 38, f. 46 r.; R.A. Banegas, *L'aprovisionament de carn a Barcelona..., op. cit.*, I, pp. 56-57, vol 2, p. 429.

mes[212]. En la segunda de las misivas, le notificaban, además, que, ante la eventualidad de un ataque realista, habían sustraído 1.000 cuarteras de un cargamento de trigo provenzal en tránsito para la capital catalana. La presencia de una escuadra realista en agua de Menorca, y el asedio de Barcelona, que impedía la salida de bajeles, obligan, sin embargo, a postergar el embarque de los animales[213]. La situación bélica, en los meses sucesivos, evolucionará negativamente para los partidarios de la *Generalitat* y el ganado menorquín no llegará nunca a la hambrienta Ciudad Condal. De este conjunto de referencias se desprende que el puerto de Maó jugó, durante la guerra civil catalana, un papel importante en el aprovisionamiento alimentario de Barcelona, como escala segura en la ruta por la que llegaban los cereales adquiridos en los puertos de Provenza y plaza expedidora de ganado de carne. Constituye también un testimonio muy expresivo de la capacidad de resistencia de la ganadería menorquina frente a los efectos destructivos de la larga contienda, que acentuaron el déficit crónico de grano en ambos sectores de la isla, pero no bloquearon las salidas de ganado de carne desde Ciutadella y Maó, hacia la Ciudad de Mallorca y Barcelona, respectivamente

¿Se replegaron los comerciantes italianos del mercado lanero menorquín a partir de 1410? No hay ninguna evidencia de que de relaciones económicas entre los ganaderos de la Gimnesia menor y los hombres de negocios toscanos colapsaran a la sazón; las fuentes documentales cisalpinas demuestran, sin embargo, que la agresiva política exterior de Alfonso el Magnanimo tuvo importante secuelas comerciales. Durante las fases álgidas de la conquista de Nápoles y de las subsiguientes campañas italianas, el soberano prohibió la actividad económica de los genoveses[214] y de los florentinos[215], en los emporios ibéricos y ultramarinos de la Corona de Aragón; los gobiernos de los estados afectados adoptaron como represalia medidas parecidas. Aunque estos bloqueos recíprocos fueron cortos y los intercambios mercantiles se restablecieron a menudo antes de que se firmara el cese oficial de las hostilidades, su reiteración los fue degradando a medio plazo y contribuyó a que la lana menorquina desapareciera gradualmente de los obradores toscanos durante el segundo cuarto del siglo XV, sustituida, en parte, por la castel-

[212] Ahcb, Lletres Comunes originals, vol. 38, ff. 50r. y 53 r.; R.A. Banegas, *L'aprovisionament de carn a Barcelona*, vol. 1, pp. 57, vol 2, p. 429.
[213] Ahcb, Lletres Comunes originals, vol. 38, f. 53 r.
[214] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.,* pp. 75-76.
[215] *Ibid.*, p. 76.

lana[216]. La caída progresiva de la concurrencia toscana repercutió negativamente en los precios de la fibra menorquina, favoreció su acaparamiento por parte de los mercaderes mallorquines[217] y catalanes[218], y aceleró el desarrollo de la pañería local[219], un proceso lento y complejo en el que la experienca de los tejedores y pelaires mallorquines jugó también un papel importante. En 1438, las autoridades menorquinas, para favorecer el despegue de la nueva manufactura, retenían contra su voluntad a dos tejedores que querían emigrar a la Ciudad de Mallorca[220], donde entonces se teñían y aprestaban una buena parte de los paños fabricados en la Gimnesia menor.

Durante el último cuarto del siglo XV, con las medidas reenderezadoras adoptadas por Juan II y Fernando el Católico, Menorca entrará en una fase de recuperación demográfica y reactivación económica; el sector más dinámico volverá a ser el ganadero, cuyos avances serán especialmente rápidos en el sector oriental de la isla, donde los efectos de la guerra habían sido más intensos. La afluencia de mercaderes y carniceros mallorquines y catalanes en busca de ganado de calidad no tardará en superar las cotas alcanzadas antes de la contienda. Con el cambio de centuria, la isla tendrá que enfrentarse, sin embargo, a un nuevo peligro exterior, la piratería berberisca. En 1535 y 1558, sendas flotas turca desembarcarán en en la Gimnesia menor y provocará, además una fuerte degradación de las infraestructuras económicas y defensivas, una brusca pérdida de población, puesto que a los que morirán resistiendo al invasor habrá que sumar los que serán capturados y trasladados como cautivos a las bases de salida de la flota. Todos estos cambios pertenecen ya a otra era y corresponden a otros especialistas, que, para analizarlos, podrán apoyarse en un conjunto de fuentes locales coetáneas mucho más abundante y expresivo que el disponen los medievalistas.

---

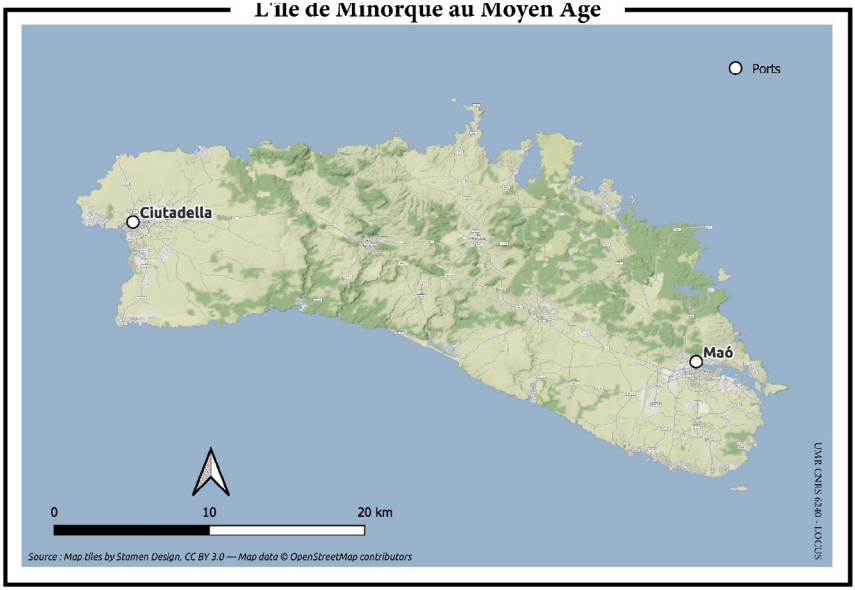
[216] J. Hernández, *Florentins a Menorca...*, *op. cit.*, p. 44.

[217] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 31, 42, 44, 45, 106-107, 108-109.

[218] J. Morelló, *El «Gran captiveri» de Menorca*, p. 335.

[219] L. Carreras, *Avance de un estudio sobre comercio*, pp. 312-313; J. Hernández, *Florentins a Menorca..., op. cit.* p. 44; R. Rosselló, *Aportació. El segle XV...* op. cit., p. 77-78.

[220] R. Rosselló, *Aportació. El segle XV..., op. cit.*, p. 45.


L'île de Minorque au Moyen Age
Ports
Ciutadella
Maó
0
10
20 km
Source : Map tiles by Stamen Design, CC BY 3.0 — Map data © OpenStreetMap contributors
UMR CNRS 6240 - LOCUS

Jean-André Cancellieri, Vannina Marchi van Cauwelaert

LA CORSE MÉDIÉVALE
UNE COLONISATION INSULAIRE (XIIe-XVe SIÈCLES)?

Résumé: *Le concept de colonisation médiévale appliqué à la Corse avant la seconde moitié du XVe siècle apparaît objectivement comme équivoque, ambivalent et souvent impropre. Il recouvre en effet une grande diversité de situations, de projets et d'échelles dont le point commun, dans la domination ou plutôt l'influence de Pise et de Gênes, est l'absence ou la très faible présence d'une empreinte étatique ou même publique. Il faut de fait attendre l'intervention de l'Office de Saint-Georges dans les affaires de Corse, dans son premier gouvernement (1453) et surtout dans son second (1483), pour voir s'établir une véritable ébauche d'administration publique de l'île sous l'autorité de Gênes. La naissance de cet État génois se traduit alors par une importante restructuration du territoire insulaire à partir de nouveaux pôles urbains, par une refonte des élites autour de la pratique de l'écrit, par un nouvel essor du commerce entre la Corse et l'Italie. Unifiant les élites insulaires et génoises, la propagande de ce nouvel État met en avant la victoire de Gênes contre la tyrannie seigneuriale – une victoire illustrée par les représentations de saint Georges qui se multiplient alors dans l'île. Cependant s'il parvient à cimenter les élites, ce discours dissimule mal les difficultés nouvelles auxquelles se trouvent confrontées les populations rurales de l'île, du fait d'un endettement généralisé et de l'essor de la propriété privée au détriment des usages collectifs communautaires.*

Abstract: *The concept of Medieval colonisation applied to Corsica, before the second half of the 15th century, objectively appears ambiguous, ambivalent and unappropriate. Indeed, it involves a huge variety of situations, projects and scales. Ils common thread, in the domination or rather the influence of Pisa and Genoa, is the lack, or at least the weak presence of a State or even of a Public Administation footprint. Hence, a real beginning of Public Administation of the island, under the authority of Genoa is only to be seen thanks to the intervention of the Office of Saint Georges during its first government (1453), but especially during its second one (1483). The birth of this Genoese state leads to a several changes. First, an important territory restructurating of the Island, then a recasting of the elites focussing on the literacy and a revitalising in commerce between Corsica and Italy. Unifying islanders and Genoese elites, this new State propaganda highlights the victory of Genoa against the seigneurial tyranny. This victory was mostly illustrated by the increasing representations of Saint Georges, throughout the island. However, eventhough this approach reaches to strengthen the elites, it scarcely hides the emerging challenges that rural island populations have to face. This is due to a generalised endebtness on the one hand, and the growth of private property at the expense of community uses on the other hand.*

1. *Introduction*

Située au cœur de la Méditerranée occidentale, à environ 170 km de la Provence, 80 km de la Toscane et seulement une dizaine de kilomètres de la Sardaigne, la Corse s'étend sur 8 700 km^2 et possède 1 047 km de côtes. Elle est traversée par une imposante chaîne de montagnes, culminant au Monte Cintu à 2 706 m., dont l'inclinaison Nord-Ouest/ Sud-Est coupe l'île en deux entités distinctes: au Nord-Est, la Corse schisteuse aux sols plus propices à l'agriculture; au Sud-Ouest, la Corse granitique faite d'une succession de vallées à vocation essentiellement pastorale. Aux XIe-XVe siècles, l'île fut insérée dans l'aire italique, d'abord sous l'influence de Pise puis sous la domination de Gênes. Cette intégration fut marquée par l'affirmation progressive d'une forme de colonisation qui, d'un caractère évanescent et largement privé, devint une véritable entreprise publique à caractère étatique dans la seconde moitié du XVe siècle, avec l'affirmation de l'Office de Saint-Georges. Alors que jusque là la politique génoise avait visé essentiellement à s'assurer le contrôle des côtes d'une île stratégique pour la domination de l'espace tyrrhénien, la Corse devint l'un des enjeux de la construction d'un État territorial génois. Dès lors, il ne s'agissait plus de se limiter au contrôle des côtes mais bien de prendre possession du territoire insulaire afin d'y affirmer la domination de Gênes. La question de la nature de cette domination fait l'objet de débats: s'agit-il d'une forme de colonisation, visant à la fois à assujettir la population et à s'emparer des principales ressources de l'île, selon un système qui préfigurerait la colonisation atlantique d'époque moderne? Doit-on au contraire considérer qu'en raison de sa très grande proximité géographique, ethnique et culturelle avec la Ligurie, la Corse ne constituait pas une colonie mais plutôt «la troisième rivière» de Gênes[1]?

Afin de nous insérer dans ce débat, après avoir brossé à grands traits les caractéristiques des premières implantations pisanes et génoises, nous nous intéresserons plus précisément à l'action de l'Office de Saint Georges dans l'île.

[1] Voir A.-M. Graziani, *La Corse génoise. Économie, société, culture. Période moderne 1453-1768*, Piazzola, Ajaccio, 1997, p. 15-19.

2. *De Pise à Gênes: les préludes d'une colonisation insulaire (XIIe milieu XVe)*

La documentation ecclésiastique du haut Moyen Age indique que, comme l'évêque de Lucques, des membres de l'aristocratie pisane étaient possessionnés en Corse dès le VIIIe siècle. Mais c'est au siècle suivant que se dessina structurellement une première mise en dépendance de l'île vis-à-vis du cadre toscan. Le marquis de Toscane Boniface II puis son fils Adalbert furent désignés comme protecteurs de la Corse par l'autorité impériale carolingienne, l'île tyrrhénienne voisine étant un verrou stratégique essentiel dans la défense du nord de la mer Tyrrhénienne et des régions adjacentes face aux incursions sarrasines. Après eux, les marquis Obertenghi de Massa s'attelèrent, notamment depuis le port de Luni, à cette même tâche, établissant partiellement leur autorité dans l'île. En 1015-1016 la cité de Pise, avec le concours de celle de Gênes, écarta le danger musulman par la victoire, en Sardaigne, contre l'émir Mujâhid de Denia. Mais ce moment charnière vit aussi poindre, pour ces deux cités maritimes à l'aube de leur fortune commerciale en Méditerranée, une rivalité séculaire acharnée pour le contrôle de l'île. En 1077 le pape Grégoire VII désigna l'évêque de Pise comme vicaire pontifical en Corse. En 1091, Urbain II, tout en conservant à la papauté la propriété éminente de l'île, en conférait la *locatio* (concession) à l'évêque de Pise. Ce dernier, désormais promu à la dignité archiépiscopale, recevait le droit de consécration des évêques corses. En 1123, au contraire, Calixte II rattacha à nouveau l'épiscopat insulaire au Saint-Siège. En 1133, pour tenter d'apaiser les tensions entre Pise et Gênes dans le domaine ecclésiastique à propos de la Corse, Innocent II décida de partager à parts égales entre les deux cités la juridiction sur les évêchés insulaires dont le nombre était désormais fixé à six (Aleria, Ajaccio, Sagone, Nebbio, Mariana et Accia).

La période dite «pisane» de l'histoire de la Corse correspond donc essentiellement à la fin du XIe, au XIIe et au XIIIe siècle. Toutefois, il n'existe pour ces siècles pas de preuves d'une œuvre politique de Pise en Corse, encore moins d'une véritable administration pisane de l'île. Indices éclairants à cet égard sont l'insignifiant degré d'une présence institutionnelle autre qu'ecclésiastique et l'échec d'un essai de maillage portuaire marqué notamment par la tentative avortée de réoccupation des cités romaines d'Aleria et

de Mariana. Cette modestie frappante de l'action publique de Pise en Corse pendant le Moyen Âge central, si inférieure à sa réelle implantation en Sardaigne, justifie une nette réserve sur l'effectivité, en termes politiques, d'une identité pisane de la Corse même antérieurement à la défaite navale de la Meloria (1284)[2]. C'est en effet dans d'autres registres que celui de l'action politique et institutionnelle qu'il convient d'identifier les aires d'influence de l'Église et de la ville en Corse entre le XIe et le XIIIe siècle: reprise en main au moins partielle des cadres ecclésiastiques paroissiaux et de la vie religieuse du clergé et des laïcs, exploitation des modestes ressources agro-sylvo-pastorales (bois, céréales, bétail, vin…) , importation de marchandises, tant simples que luxueuses, en fonction des clientèles, de type textile, métallurgique ou céramique, début de monétarisation des échanges locaux et activité de crédit auprès des insulaires *in situ* ou en métropole, achat d'esclaves jusqu'au XIIe siècle, puis recrutement de serviteurs, de servantes ou de nourrices[3]. La question complexe des influences culturelles de Pise et de la Toscane, encore mal cernée, se laisse deviner dans plusieurs secteurs, notamment la lente diffusion de la pratique de l'écrit chez les clercs locaux (souvent utilisés dans le cadre rural comme notaires), la progressive toscanisation de la langue parlée, principalement dans le nord de l'île, et surtout la floraison de l'architecture religieuse d'empreinte toscane à l'échelle des *pievi* et des simples paroisses rurales, depuis les réalisations architecturales les plus majestueuses parvenues jusqu'à nous (cathédrale du Nebbiu et plus encore la célèbre *Canonica* de Mariana) jusqu'aux modestes églises ou chapelles du cadre rural insulaire.

La première présence commerciale génoise en Corse remonte, à une modeste échelle, à la fin du XIe et surtout au premier XIIe

[2] J.-A. Cancellieri, *De la «Corse pisane» à la «Corse génoise»: remarques sur la portée structurelle insulaire de la bataille de la Meloria*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra due e trecento. Per il 7 centenario della battaglia della Meloria*, «Atti della Società Ligure di Storia Patria», n.s. 24-2, 1984, pp. 569-584.

[3] Caractéristiques similaires du commerce génois en Corse pendant la même période et tendance identique à une émigration des insulaires à la recherche de moyens d'existence. À noter la perduration jusqu'au XIIIe siècle de l'acquisition d'esclaves corses à Gênes (pour Pise: seulement jusqu'au XIIe siècle), voir J.-A. Cancellieri, *Émigrer pour servir. La domesticité des femmes corses en Italie comme rapport de dépendance insulaire (1250-1350 environ)*, dans M. Balard, A. Ducellier (dir.), *Coloniser au Moyen Âge. Méthodes d'expansion et techniques de domination en Méditerranée du XIe au XVIe siècle*, Armand Colin, Paris, 1995, pp. 3-13.

siècle. C'est aussi à cette époque qu'on peut saisir les prodromes, essentiellement familiaux, donc privés, d'une implantation territoriale génoise sous la forme de l'établissement seigneurial de la *consorteria* aristocratique des De Camilla - De Turca - Avvogari dans le Cap Corse. En 1187, puis en 1195, avec la prise de Bonifacio aux Pisans et l'établissement d'une colonie urbaine génoise, commencent à apparaître les prodromes de visées de contrôle territorial mais davantage mues par des considérations stratégiques en direction de la Tyrrhénienne, des Bouches de Bonifacio voire de la Sardaigne septentrionale que de la Corse pour elle-même. En vérité on ne peut guère parler d'empreinte publique génoise caractérisée, encore moins d'un projet de type colonial, ou même territorial, cohérent avant l'entrée en scène dans l'île, volontaire, rationnelle et souvent violente de l'Office de Saint-Georges (1453). Malgré la fondation du Bonifacio purement génois en 1195, de réalisation communale, la part des initiatives des groupes familiaux demeure déterminante, du XIIIe au milieu du XVe siècle, et l'action de Gênes en Corse reste marquée du signe des faiblesses et des revirements, d'une action publique davantage intéressée par la valeur stratégique de la Corse en Méditerranée occidentale que par sa valeur économique propre.

À cette période plus que bi-séculaire de stase tendancielle entrecoupée de sursauts volontaristes (les deux fondations de Bonifacio et de Calvi entre la fin du XIIe et celle du XIIIe siècle, ou encore l'intervention déterminante du dogat populaire de Simone Boccanegra dans les affaires corses au temps du chef populaire Sambucuccio d'Alando, de 1357 à 1362, puis d'autres doges des années 1360-1380 surtout dans une perspective stratégique méditerranéenne anti-aragonaise) de nombreux facteurs ont concouru. Outre la «constante résistancielle» de la féodalité insulaire[4], le comportement changeant des populations rurales sous l'influence selon les régions et les périodes des seigneurs ou des *caporali* (dans l'En-Deçà comme dans l'Au-delà des Monts), bien des éléments sont à prendre en compte dans ces deux siècles et demi de gestion

[4] Incarnée surtout par Giudice di Cinarca au XIIIe siècle puis par de nombreux autres seigneurs *cinarchesi* pendant les deux siècles suivants, voir Id., *Corses et Génois. Éléments pour une phénoménologie de la colonisation médiévale*, dans M. Balard (dir.), *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, La Manufacture, Lyon, 1989, pp. 35-53.

pleine de cahots de la Corse par Gênes. On ne peut sous-estimer le facteur débilitant de la conflictualité politico-sociale interne à la ville de Gênes elle-même, avec ses conséquences en termes de pertes humaines et matérielles, de soubresauts institutionnels, de bannissements alternés des factions, de déditions à l'étranger (royaume angevin de Naples dans le premier tiers du XIVe siècle puis, de manière alternée, duché de Milan et royaume de France). Dans l'île, la forte pression *privatistica* de groupes familiaux d'origine génoise, pour certains branches «corses» d'*alberghi* de métropole, à l'origine de conquêtes ou de revendications territoriales jusqu'au XVe siècle (Avvogari et Da Mare dans le Cap Corse, Doria, Spinola, Ratti, Lomellini à Calvi et en Balagne…) fut par essence un facteur limitatif de l'effectivité de l'action publique communale. Signalons aussi, pour cette longue période, que le puissant tropisme d'une expansion ligure majoritairement tournée vers le bassin oriental de la Méditerranée fut en lui-même un élément inhibant de l'intérêt pour la Corse, île pauvre et trop proche de la métropole à laquelle les Génois n'ont jamais accordé un rôle majeur d'escale pour le grand commence méditerranéen.

Bien des décennies antérieures à 1453 furent donc marquées par des épisodes de «désengagement» de l'action publique de Gênes en Corse. De ceux-ci le plus notable fut celui de la *Maona* de Corse (1378), terme imité de celles, fort différentes, des îles de Chio et de Chypre, mais en vérité d'essence quasi vassalique et de délégation des droits de la puissance publique et d'affermage de l'île à une association de financiers génois. Fondée sur un projet d'exploitation économique, elle fut rapidement mise à mal par son infériorité militaire face aux seigneurs insulaires comme par les dissensions entre ses directeurs. Son échec, dès les années 1380-1390, est celui d'un type de domination territoriale indirecte à la génoise. Il reflète aussi la faillite d'un programme de mise en valeur allogène et, indirectement, la pauvreté et les archaïsmes fonciers de la Corse à l'aube du XVe siècle, sa propension enfin au rejet des greffes extérieures.

3. *L'Office de Saint Georges: l'affirmation d'une colonisation étatique*

Le milieu du XVe siècle marque un tournant dans l'histoire des relations entre Gênes et la Corse. La cession de l'île à la Banque de Saint-Georges en 1453 ouvre une nouvelle période qui s'achève à

la fin du XVe siècle par la création d'un véritable État génois dans l'île. En effet, même si la *Casa di San Giorgio*[5] peut être définie comme un organisme de crédit qui s'inscrit dans une certaine mesure dans l'héritage de la *Maona*[6], son action en Corse est indissociable des intérêts de la Commune avec laquelle le gouvernement de l'Office se confond totalement. Le gouvernement de *San Giorgio* en Corse correspond donc bien à la première véritable entreprise publique génoise dans l'île. Dans la seconde moitié du XVe siècle, la perte des colonies orientales, entraîne une évolution des ambitions génoises sur la Corse. Nous décrirons d'abord l'emprise génoise sur le territoire insulaire, puis nous nous intéresserons au système de gouvernement génois dans l'île, avant d'analyser les transformations économiques et sociales induites par la naissance de cette «Corse génoise».

3.1 La restructuration du territoire insulaire: urbanisation du littoral et tentative de dépeuplement des zones d'altitude

Le contrôle du territoire insulaire se traduisit par l'émergence de nouveaux pôles urbains sur le littoral[7]. Si, à l'exception d'Ajaccio, toutes ces nouvelles villes sont nées d'initiatives privées, elles devinrent sous le gouvernement de *San Giorgio*, les principaux instruments d'une restructuration territoriale destinée à affirmer le contrôle politique, économique et sociale de Gênes sur la Corse.

---

[5] Sur le fonctionnement de la Banque de Saint-Georges, voir H. Sieveking, *Studio sulle finanze genovesi nel medioevo e in particolare sulla casa di San Giorgio*, «Atti della Società ligure di storia patria», vol. 35, 1905; C. Taviani, *The making of the Modern Corporation: the Casa di San Giorgio and its legacy (1446-1720)*, Routledge, Londres, 2022.

[6] La *Maona di Corsica* avait été créée à la fin du XIVe siècle dans le contexte de la lutte entre Gênes et l'Aragon, voir G. Petti Balbi, *I Maonesi e la Maona di Corsica (1378-1407): un esempio di aggregazione economica e sociale*, «Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge – Temps modernes», 93/1, 1981, pp. 147-170.

[7] Sur l'urbanisation de la Corse au XVe siècle, voir A. Franzini, *La Corse du XVe siècle. Politique et société, 1433-1483*, Piazzola, Ajaccio, 2005, p. 545-555. Pour une approche globale de l'urbanisation de l'île, voir J.-A. Cancellieri, *Les caractères distinctifs des premières villes génoises de Corse (XIIIe-XVe siècles)*, in J.-A. Cancellieri, V. Marchi van Cauwelaert (dir.), *Villes portuaires de Méditerranée occidentale au Moyen Âge. Îles et continents*, «Quaderni di Mediterranea. Ricerche storiche», 26, Palerme, 2015, pp. 261-282.

Fondée sous le gouvernement milanais[8], la ville de Bastia prit son véritable essor sous le second gouvernement de Saint-Georges, lorsque s'y installèrent durablement le gouverneur de l'île et son vicaire en 1490[9]. Bastia devint dès lors le centre politique et judiciaire de toute l'île. En revanche, il fallut attendre la fin du XVIe siècle pour que la ville devienne un pôle économique majeur et l'étude des correspondances des gouverneurs révèle au contraire l'extrême faiblesse du trafic portuaire bastiais à la fin du XVe siècle[10]. La transformation de Bastia en capitale de l'île se traduisit par une importante action édilitaire visant à rénover l'ancien château afin qu'il puisse accueillir la résidence des gouverneurs. Les lettres de ces derniers ainsi que les comptes de construction conservés à l'*Archivio di Stato di Genova*[11] permettent de suivre presque au quotidien l'évolution de la ville dans les années 1490. L'une des principales actions du gouverneur Cristoforo Cattaneo fut ainsi de superviser l'édification du nouveau tribunal et de la *Casa del Vicario*, situés face au château. Devenu cour d'assise et cour d'appel de toute l'île, le tribunal de Bastia matérialisait le nouveau pouvoir de Gênes sur la Corse, comme le rappelait la figuration de saint Georges sur ses murs. Le saint, dont l'iconographie se diffusa alors dans l'île, était non seulement l'emblème de l'Office mais également celui de la Commune. Par ailleurs la représentation de saint Georges victorieux faisait écho à la rhétorique du gouvernement génois selon laquelle la victoire de l'Office marquait le triomphe du «bon gouvernement» contre la «tyrannie» des *Cinarchesi*[12]. En parallèle à l'édification de ces nouveaux lieux de

[8] Sur la fondation de Bastia, voir Cl. Valleix, *Les requêtes d'Antonio Tagliacarne au sujet de la fondation de Bastia*, in *1er colloque d'Histoire et d'Archéologie de Bastia*, «Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse», 647, 1984, p. 9-34.

[9] Cette installation est décrite dans la correspondance des gouverneurs de l'île des années 1490, conservée à l'*Archivio di Stato di Genova* (désormais *ASG*), dans la *busta* 8 des *Primi Cancellieri di San Giorgio*.

[10] Jusqu'à la fin du Moyen Âge, Calvi demeure le port le plus actif de l'île et la correspondance des gouverneurs passe bien souvent par cette ville.

[11] *ASG*, *Banco di San Giorgio*, *Manuale Corsica Fabriche Bastia*. Les documents sont partiellement décrits dans A.-M. Graziani, «*Vistighe corse». Guide des sources de l'histoire de la Corse dans les archives génoises. Époque moderne 1483-1790*, tome 1, volume 2, Ajaccio, Piazzola, 2004.

[12] Le nom de *Cinarchesi* est formé sur celui de la fortification de Cinarca, ancienne capitale seigneuriale de l'île. Selon une tradition rapportée par le chroniqueur Giovanni della Grossa, ce nom se serait formé sur celui de Cinarco,

pouvoir, les gouverneurs favorisèrent le développement de la ville en accordant des terrains à bâtir dans le quartier de *Terra nova*, situé autour du château. Contrairement à Calvi et à Bonifacio où la présence des Corses était étroitement contrôlée, à Bastia les Corses furent donc parmi les premiers habitants de la ville[13].

Après la victoire de *San Giorgio* contre le comte de Corse Giampaolo di Leca, l'un des derniers représentants de la lutte séculaire des seigneurs contre Gênes[14], l'Office édifia en 1492 une nouvelle ville à Ajaccio[15]. C'est dans cette nouvelle ville que devait résider le lieutenant du Delà-des-Monts, relais de l'autorité du gouverneur dans le sud de l'île. La construction d'Ajaccio donna ainsi naissance à la bipolarité du territoire insulaire et permit pour la première fois à Gênes d'affirmer son autorité dans l'ancienne enclave seigneuriale de l'île. À la fin du XVe siècle, Ajaccio devint donc le centre politique, fiscal et judiciaire du Delà-des-Monts. Rapidement, la ville attira les notables corses qui purent s'y installer sans pour autant délaisser totalement leurs villages d'origine[16]. Dans le même temps, des travaux de rénovation furent entrepris à Calvi et à Bonifacio afin de renforcer leurs systèmes défensifs. Cet investis-

personnage légendaire héros de la *Reconquista* de l'île au IXe siècle, voir Giovanni della Grossa, Pietr'Antonio Montegiani, *Chronique de la Corse des origines à 1546,* introduction, traduction et notes d'A.-M. Graziani, Piazzola, Ajaccio, 2016. Sur ce fonds légendaire voir J.-A. Cancellieri, *Corse*, in O. Battistini, J.-D. Poli, *Dictionnaire des lieux et pays mythiques*, Robert Laffont, Paris, 2011.

[13] Voir Cl. Valleix, *Les premiers habitants de Bastia*, in *2ème colloque d'Histoire et d'Archéologie de Bastia*, «Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse», 647, 1984, pp. 9-34.

[14] Sur les relations entre Corses et Génois au Moyen Âge, voir J.-A. Cancellieri, *Corses et Génois: éléments pour une phénoménologie de la colonisation la Méditerranée médiévale (XIIIe-XVe siècles)*, in M. Balard (dir.), *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, La Manufacture, Lyon, 1989, pp. 35-53. Sur les dernières guerres seigneuriales, voir V. Marchi van Cauwelaert, *La Corse génoise. Saint-Georges, vainqueur des «Tyrans» (milieu XVe-début XVIe siècle),* Bibliothèque d'histoire médiévale, 4, Classiques Garnier, Paris, 2011.

[15] Voir A.-M. Graziani, *Les temps obscurs du Moyen Âge*, dans F. Pomponi (dir.), *Histoire d'Ajaccio*, La Marge, Ajaccio, 1992, pp. 35-51. Un plan du premier projet urbain conservé dans la *busta* 5 des *Primi Cancellieri di San Giorgio*, a été publié par Jean-André Cancellieri dans J.-A. Cancellieri, N. Pinzuti, *Ajaccio 1492. Naissance d'une ville génoise de Corse*, catalogue de l'exposition du Musée Fesch, Ajaccio, 1992. L'on trouvera également plusieurs documents sur la fondation d'Ajaccio dans A.-M. Graziani, *Ajaccio. Textes et documents*, Ajaccio, 1993.

[16] C'est le cas par exemple du seigneur Alfonso d'Ornano qui obtint un terrain pour y édifier une maison dès la fondation de la ville.

sement de l'Office de Saint-Georges dans la construction militaire met à jour, derrière le discours triomphant, les incertitudes qui pesaient sur le nouvel État génois. La documentation de Bonifacio est à cet égard très révélatrice[17]. Elle montre que la reconstruction du château était conçue, non pas pour pouvoir faire face à une attaque maritime mais bien pour se défendre d'une offensive menée par les Corses de l'arrière-pays. Par ailleurs, la rénovation des citadelles de Calvi et de Bonifacio permettait à l'Office de Saint-Georges d'affirmer son nouveau pouvoir sur des villes qui avaient joui jusqu'alors d'une certaine autonomie. À Bonifacio, cette transformation s'inscrivait dans le paysage urbain puisque le château dominait totalement la ville et paraissait selon les propos du podestat telle la «hune d'un navire» ou tel «un faucon dans les airs»[18].

La polarisation du territoire par les villes s'observe également à l'échelle micro-régionale avec le renforcement de Saint-Florent qui contrôlait désormais tout le territoire du Nebbio[19], et d'Algajola qui, d'une petite marine commerciale, devint la capitale administrative de la riche Balagne. Le choix d'installer le lieutenant de Balagne à Algajola, au détriment de Calvi, s'il peut se justifier par des motifs géographiques (Algajola constituant le port naturel de la Balagne) semble avoir été dicté par la volonté de prélever de nouvelles gabelles sur le commerce balanin. L'urbanisation du littoral insulaire visait ainsi à la fois à renforcer le contrôle du territoire et à instaurer un nouveau système douanier. En Balagne, l'installation d'un nouveau centre de douanes à Algajola permit de limiter l'effet des anciennes franchises calvaises. La documentation témoigne d'ailleurs de la tentative de résistance des Calvais à cette nouvelle emprise

[17] Les lettres des podestats de Bonifacio sont conservées dans les *buste* 20 et 21 des *Primi Cancellieri di San Giorgio*. Les comptes de construction ont également été conservés: *ASG*, *Banco di San Giorgio*, *Manuale Corsica Fabriche Bonifacio*. Ces documents ont été partiellement étudiés par Paola Camuffo dans le cadre d'un post doctorat sortant financé par l'Université de Corse: P. Camuffo, *La fortificazione genovese di Bonifacio tra 1480 e 1483: primi elementi di una ricerca*, rapport d'étude post-doctorale, Université de Corse - Université de Sassari, 2017.

[18] Lettres du podestat Antonio Montaldo (1481), *Primi Cancellieri di San Giorgio*, *busta* 25.

[19] Voir D. Broc, *Dynamiques politiques, économiques et sociales dans la Corse médiévale: le diocèse de Nebbio (XIe siècle – c. 1540)*, thèse de doctorat d'histoire médiévale, sous la direction de Jean-André Cancellieri et la codirection de Jean-Paul Boyer, Université de Corse, 2014.

fiscale sur le littoral balanin[20]. De la même manière, dans le sud de l'île, l'édification d'Ajaccio permit à *San Giorgio* d'exiger de nouvelles gabelles dans les marines des seigneuries méridionales et de limiter ainsi les franchises bonifaciennes. Cette innovation fiscale, qui nuisait également aux intérêts des seigneurs, fut l'une des causes de la dernière révolte de l'île[21]. Cette politique fiscale montre que l'Office de Saint-Georges souhaitait s'appuyer sur le développement commercial pour financer son gouvernement. En effet, les accords passés entre les Corses et l'Office de Saint-Georges en 1453[22] avaient limité le montant des tailles à vingt sous par feu, ce qui dans une île d'une centaine de milliers d'habitants ne représentait pas des sommes importantes, eu égard aux sommes à engager pour consolider l'État génois: entretien et rénovation des forteresses; paiement des fonctionnaires et des soldats. Comme à Gênes, l'Office semble donc avoir plutôt misé sur les impôts indirects pour financer sa politique dans l'île mais également pour en tirer de nouveaux profits. Le maintien d'une fiscalité directe basse lui permettait en outre de s'inscrire dans l'héritage communal et d'obtenir ainsi l'adhésion des élites populaires qui avaient toujours constitué les principaux soutiens de Gênes. Toutefois, dans la mesure où l'histoire du commerce insulaire dans la seconde moitié du XVe siècle demeure largement méconnue, il n'est pas possible en l'état actuel des connaissances de dresser le bilan de cette politique économique[23].

L'urbanisation du littoral corse s'accompagna d'une politique de dépeuplement des zones d'altitude à vocation pacificatrice. Les

[20] Voir *Primi Cancellieri di San Giorgio*, *busta* 33, ces documents ont été étudiés dans V. Marchi van Cauwelaert, *L'urbanisation du littoral balanin au bas Moyen Âge: Calvi et Algajola*, in J.-A. Cancellieri, M.-A. Maupertuis, *Le Jardin de la Corse. La Balagne entre villes et campagnes (XIe-XXIe siècle)*, Éditions du CNRS, Paris, 2016, pp. 37-62.

[21] Voir V. Marchi van Cauwelaert, *La Corse génoise…*, *op. cit.*, p. 267.

[22] L.-A. Letteron, *Capitula Corsorum*, in «Bulletin de la Société historique et naturelle de la Corse», 10, 1881, pp. 263-278.

[23] L'on trouvera des informations sur le commerce bonifacien au XVe siècle dans J.-A. Cancellieri, *Bonifacio au Moyen Âge. Entre Gênes, Corse et Méditerranée*, CRDP de Corse, Ajaccio, 1992. Les relations commerciales de la Corse avec Gênes ont été également étudiées par Damien Broc, à partir de deux registres de douanes génois des années 1530, voir D. Broc, *Aspects des relations commerciales entre la Corse et Gênes au temps du second gouvernement de Saint-Georges en Corse (c. 1483-c.1540)*, in J.-A. Cancellieri (dir.), *Histoire et archéologie médiévales avec les docteurs et doctorants de l'Université de Corse*, Actes du colloque de Bastia (24 juin 2011), Société des sciences historiques et naturelles de la Corse, Bastia, 2013, pp. 39-59.

régions agro-pastorales de l'île telles le Niolu, le Sia, le Taravu et l'Alta Rocca avaient été les principaux foyers de résistance à la domination génoise. Née en temps de guerre, cette politique de *disabitazione* avait d'abord une fonction stratégique. Il s'agissait de priver les seigneurs révoltés de leurs principaux soutiens et d'empêcher le ravitaillement de leurs fortifications. Cependant, la poursuite de cette politique en temps de paix soulève la question de l'existence d'un véritable projet de réorganisation du territoire. Les *disabitazioni* visaient-elles à favoriser une installation en plaine afin de substituer au système agro-pastoral corse, fondé sur la complémentarité entre un élevage transhumant et des cultures extensives, une agriculture intensive destinée à alimenter les échanges commerciaux de l'île? L'étude de la documentation suggère que les Protecteurs y voyaient avant tout une politique répressive puisqu'à l'exception des populations du Sia[24], aucune réinstallation en plaine ne semble avoir accompagné les mesures coercitives. La volonté de vider les montagnes se seraient donc plutôt fondée sur les représentations génoises de l'île selon lesquelles les zones d'altitude auraient été par essence des territoires sauvages impossibles à gouverner[25]. Tout se passe comme si dans l'esprit des Protecteurs, il y avait eu une identité totale entre le système seigneurial et l'économie agro-pastorale et qu'en détruisant la seconde, ces derniers espéraient faire définitivement disparaître le premier. Cette politique échoua cependant car elle ne fut jamais véritablement appliquée localement. La documentation révèle qu'en dépit des interdictions maintes fois répétées, les populations continuaient d'occuper les terres dépeuplées, avec la complicité des officiers. Plus familiers des réalités locales que leurs supérieurs restés à Gênes, les officiers ont vite saisi l'inefficacité de cette mesure. L'économie agro-pastorale était en effet le système le mieux adapté aux réalités géographiques du sud de l'île: un territoire fait d'une succession de vallées qui comptait une

[24] Les habitants du Sia furent réinstallés sur le territoire de Calvi, voir *Primi Cancellieri di San Giorgio*, *busta* 30.

[25] Voir V. Marchi van Cauwelaert, *La politique territoriale de San Giorgio en Corse. Un reflet des représentations génoises de l'île*, «Mélanges de l'École française de Rome Moyen Âge», 121/2, 2009, pp. 437-452. Cette vision est clairement exprimée par l'évêque Agostino Giustiniani au sujet du Niolu, voir A. Giustiniani, *Description de la Corse*, introduction, traduction et notes par A.-M. Graziani, pp.121-125.

population deux fois moins nombreuse que le Deçà-des-Monts, région plus propice au développement agricole. La mise en culture extensive des plaines associée à l'élevage permettait en réalité de concilier au mieux les contraintes du milieu avec les exigences économiques. L'étude des registres de douanes génois des années 1530 révèle d'ailleurs que le système permettait de dégager des excédents commerciaux, puisqu'à cette époque Ajaccio devint le principal port d'exportation des céréales de l'île[26]. Il reste que ces excédents demeuraient non seulement relativement faibles mais encore très aléatoires, la productivité d'une année sur l'autre pouvant chuter considérablement du fait des aléas climatiques. À la différence de la Crète vénitienne, la possession de la Corse ne pouvait pas permettre d'approvisionner Gênes. Il ne faut donc pas voir dans la politique territoriale de *San Giorgio* en Corse à la fin du XVe siècle, une volonté de s'approprier les ressources de l'île à des fins d'approvisionnement, mais plutôt une façon de générer les revenus nécessaires au financement de l'État génois dans l'île. Selon une logique comptable dont ils étaient spécialistes, les Protecteurs de Saint-Georges avaient pour principal souci d'équilibrer la balance entre recettes et dépenses. Le fait explique le caractère très rudimentaire de l'administration de la Corse à la fin du Moyen Âge.

3.2 Un «gouvernement par correspondance»: le poids des échanges épistolaires dans l'acculturation des Corses

L'affirmation d'une autorité publique génoise en Corse se traduisit également par la naissance d'une administration centralisée qui entraîna une véritable «révolution scripturaire»[27]. Seul moyen de relier la Corse à Gênes, où siégeaient les huit Protecteurs de

[26] Voir D. Broc, *Aspects des relations commerciales*..., art. cit.

[27] Sur la pratique de l'écrit dans l'Italie médiévale, l'on trouvera des jalons historiographiques dans P. Cammarosano, *Italia medievale. Strutture e geografia delle fonti scritte*, Rome, 1991; J.-Cl. Maire-Vigueur, *Révolution documentaire et révolution scripturaire: le cas de l'Italie médiévale*, «Bibliothèque de l'École des chartes», t.153, 1995, p. 177-185; É. Anheim, P. Chastang, *Les pratiques de l'écrit dans les sociétés médiévales (VIe-XIIIe siècle)*, «Médiévales», 56, printemps 2009, pp. 5-10; I. Lazzarini, *De la «révolution scripturaire» du «Duecento» à la fin du Moyen Âge: pratiques documentaires et analyses historiographiques en Italie*, in *L'écriture pragmatique. Un concept d'histoire médiévale à l'échelle européenne,* Cehtl, 5, Paris Lamop, 2012 (1ère édition en ligne 2012).

Saint-Georges, les lettres devinrent le principal lieu du pouvoir génois qui mit en place en Corse un «gouvernement par correspondance». Dans l'île, le pouvoir des Protecteurs était représenté par le gouverneur de Bastia qui restait en charge une année. Ce dernier était entouré d'une petite suite composée d'un chancelier, de deux trompettes, d'un barbier, d'un cuisinier et de huit cavaliers et percevait un salaire de 2 650 livres[28]. Le gouverneur était assisté par deux lieutenants, l'un en Balagne, l'autre à Ajaccio. Le lieutenant d'Ajaccio percevait une solde de 640 livres et était accompagné d'une suite beaucoup plus réduite: un chancelier, deux domestiques, deux cavaliers. Chacune des fortifications génoises de l'île était sous l'autorité d'un *castellano* qui commandait une petite garnison de soldats. Au total, nous pouvons qualifier l'administration génoise de «rudimentaire»: les fonctionnaires étaient non seulement peu nombreux, mais encore leur présence était circonscrite aux seules villes littorales, alors même que la population insulaire était répartie dans les nombreux villages de l'intérieur[29]. Le faible nombre de fonctionnaires et de soldats est d'autant plus significatif que cet État en construction s'était formé sur les ruines du système seigneurial, après plusieurs siècles de guerre qui avaient entraîné une grande partie des Corses dans une résistance presque continue à Gênes. La clef du succès de l'Office de Saint-Georges résida dans sa capacité à s'appuyer sur les élites locales qui, en échange d'honneurs, permirent à l'autorité génoise de s'imposer rapidement sur l'ensemble de l'île. L'Office de Saint-Georges construisit ainsi un système de communication efficace grâce auquel les Protecteurs purent gouverner la Corse depuis Gênes.

À leur prise de fonction, les officiers recevaient un alphabet chiffré destiné à coder leur correspondance. Les instructions des divers fonctionnaires, de même que les registres de lettres des Protecteurs soulignent le rôle central de ces courriers administratifs: les Protecteurs y exigent de leurs officiers qu'ils leur écrivent le plus souvent possible, qu'ils les informent de tout et surtout qu'ils ne prennent aucune décision sans les avoir consultés au préalable.

[28] Ces informations sont issues des instructions reçues par les différents gouverneurs à leur entrée en charge. À titre d'exemple, l'on pourra consulter Cl. Valleix, *Instructions pour le gouverneur 1491*, Association Franciscorsa, Bastia, 1980.

[29] Le premier registre de tailles conservé, éclairant aussi bien le nord que le sud de l'île, date de 1537, *ASG, Cancelleria di San Giorgio, manuali taglie*, registre 589/1853-1853.

Le volume des lettres conservées, qui constituent aujourd'hui l'essentiel de notre documentation, est donc une conséquence de la centralisation du pouvoir à Gênes: des centaines de lettres authentiques envoyées depuis la Corse se trouvent dans le fonds du *Banco di San Giorgio* à l'*Archivio di Stato di Genova*, ce qui suppose une politique archivistique que les réorganisations successives ne permettent malheureusement pas de reconstituer[30]. Les lettres envoyées en Corse par les Protecteurs de Saint-Georges ont de leur côté été copiées dans des registres qui renferment l'ensemble de la correspondance de ces derniers[31]. En intégrant les élites locales, ce système de communication jetait un pont entre les villages de l'intérieur et Gênes, par l'intermédiaire des villes littorales. Quadrillant l'espace insulaire, ces milliers de lettres permirent aux Protecteurs de centraliser l'information et d'affirmer leur autorité non seulement sur les élites corses, mais également sur leurs propres représentants: gouverneur, lieutenants et podestats. Reposant sur la pratique de l'écrit, ce système de gouvernement épistolaire engendra par ailleurs une refonte des élites: l'aptitude à écrire devint la condition *sine qua non* du dialogue entre le pouvoir central et les élites locales[32]. L'enjeu de cette négociation consistait, pour les élites corses, à obtenir un maximum d'honneurs, afin de renforcer leur pouvoir à l'échelle locale. Du point de vue des Protecteurs, l'adhésion des élites insulaires garantissait les conditions de paix nécessaires à l'épanouissement de l'autorité génoise. En outre le système permettait de limiter les coûts puisque les Corses devenaient les relais locaux de l'administration génoise.

Toutefois, l'étude approfondie de ces milliers de lettres conduit à se demander si ce gouvernement centralisé a existé ailleurs que sur le papier. En effet, nombreux sont les indices qui révèlent le caractère à la fois empirique et local du gouvernement de *San Giorgio* en

[30] Le fonds des *Primi Cancellieri* qui renferme l'essentiel de la documentation administrative de Saint-Georges pour la fin du Moyen Âge a été constitué de manière artificielle à l'époque contemporaine; il n'est donc plus possible de comprendre les logiques d'archives du XVe siècle.

[31] Voir le fonds *Litterarum* qui a été partiellement étudié pour les années 1490 par C. Bornate, *Genova e la Corsica alla fine del Medioevo*, Milan, 1940.

[32] Cette question a été abordée dans V. Marchi van Cauwelaert, *Lettres authentiques et relations diplomatiques. L'exemple de la Corse génoise (fin XVe-début XVIe)*, in B. Dumézil, L. Vissière, *Épistolaire politique II. Authentiques et autographes*, Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris, 2016, pp. 137-155.

Corse. L'exemple des *disabitazioni* a mis en évidence que les ordres des Protecteurs avaient pu être contournés par leurs officiers. De manière générale, la part des initiatives locales semble avoir été déterminante dans l'administration de la Corse. En effet, le rythme des communications, qui suivait le rythme des échanges commerciaux, n'était pas suffisamment soutenu pour assurer l'efficacité du gouvernement. En période hivernale, il fallait parfois attendre jusqu'à un mois avant de faire partir une lettre de Bastia à Gênes. À l'inverse, la correspondance des gouverneurs et des lieutenants révèle les longs délais qui étaient parfois nécessaires pour obtenir une réponse des Protecteurs. Une centralisation effective du gouvernement génois aurait donc entraîné une paralysie du système, les questions urgentes ne pouvant être réglées. Si les lettres permettaient de pallier la distance elles ne pouvaient rien contre le caractère insulaire de la Corse. Or la «connectivité» de cette dernière, qui demeurait une escale secondaire du commerce ligure, fluctuait d'une saison à l'autre tandis que n'existait pas de liaison directe entre l'île et Gênes. La Corse s'insérait donc dans un réseau d'escales régionales dont le nombre ralentissait encore le rythme de la communication. Les officiers étaient ainsi amenés à prendre les décisions sur place afin de répondre aux nécessités locales. Or les Protecteurs passaient leur temps à casser l'autorité de leurs représentants afin d'affirmer leur propre pouvoir. Cette volonté de centralisation conduisait souvent au mépris des réalités locales, dont leurs représentants étaient plus familiers, comme l'illustre l'exemple des *disabitazioni*. Le fait explique que la naissance d'une «Corse génoise» se soit accompagnée d'une véritable crise. Or la force des Protecteurs est d'avoir su convaincre leurs contemporains que cette crise tenait à la corruption de leurs officiers, alors même qu'il s'agissait de la conséquence de leur propre gouvernement.

La principale faiblesse du gouvernement génois en Corse tenait au manque de moyens. À la fin du XVe siècle, la médiocrité des tailles n'était pas compensée par la perception des taxes commerciales. Les revenus fiscaux étaient donc insuffisants pour mener une véritable politique publique dans l'île. Le constat est fait par Agostino Giustiniani qui le présente comme une stratégie de «non-développement»[33]: les Protecteurs auraient volontaire-

[33] Voir A.-M. Graziani, *La Corse génoise…*, *op. cit.*, pp. 15-19. *Id.*, *Ruptures et continuités dans la politique de Saint-Georges en Corse (1453-1562)*, in G. Felloni (dir.), *Casa di San Giorgio: il potere del credito*, «Assli» CXX, 2006/2, pp. 75-90.

ment maintenu le sous-développement de l'île pour éviter qu'elle ne devienne l'enjeu de nouvelles rivalités méditerranéennes. En réalité, l'autorité génoise était freinée par le manque de moyens. Non seulement le volume des tailles était médiocre mais encore celles-ci n'étaient-elles pas efficacement prélevées. De nombreux documents suggèrent que beaucoup de contribuables parvenaient à échapper à la fiscalité génoise. Les fonctions de collecteurs des tailles étaient confiées à des notables insulaires qui ne mettaient manifestement pas tout le zèle nécessaire à la fonction. Ces derniers profitaient au contraire de cette charge, qui renforçait leur capital symbolique, pour asseoir leur domination sur les communautés paysannes et monnayer leur soutien face à l'administration génoise. Les logiques de parti s'insinuaient ainsi dans la répartition de l'impôt. Si les Protecteurs en furent conscients, ils maintinrent malgré tout ce système car il demeurait le moins coûteux pour l'administration génoise. Une autre critique formulée par Agostino Giustiniani concerne la corruption des officiers[34]. À l'issue de leur charge, les officiers génois étaient tous soumis à une procédure de *sindicamento* durant laquelle les administrés pouvaient se plaindre de leurs agissements. Le jugement était rendu par l'officier entrant et six *sindicatori,* dont la moitié était des notables corses[35]. L'examen systématique de tous les procès de *sindicamenti* conservés à Gênes, dans le fonds de Saint-Georges, reste à faire mais les premiers dépouillements ont démontré que le plus souvent cette procédure ne donnait pas lieu à des condamnations. Seuls quelques cas ont engendré de réelles enquêtes et procès. Or dans l'un de ces cas où la corruption était avérée, l'officier a pu poursuivre normalement sa carrière et même revenir en Corse pour y occuper la charge de gouverneur quelques années plus tard[36].

[34] A. Giustiniani, *Description de la Corse…*, *op. cit.*

[35] Sur cette procédure héritée du système communal génois, voir D. Broc, *Légitimation du gouvernement de la Commune de Gênes et contrôle de la légalité: les enquêtes des «syndicatores generales» (1363-1404)*, in Th. Pécout (dir.), *Quand gouverner, c'est enquêter. Les pratiques politiques de l'enquête princière (Occident XIIIe-XIVe siècles)*, De Boccart, Paris, 2010, pp. 299-314.

[36] Voir les pièces du procès de Franco Giustiniani conservées dans la *busta* 5 des *Primi Cancellieri di San Giorgio*. En 1497, un décret prévoit de priver les officiers condamnés de nouveaux offices en Corse mais il ne semble pas avoir été appliqué avant 1553. À cette date en effet, l'on dispose des premières listes d'officiers condamnés, destinées à faciliter l'application de cette règle.

Les instructions et les lettres des Protecteurs aux officiers contiennent souvent des reproches et réitèrent inlassablement certaines interdictions, notamment celle de pratiquer une activité commerciale. Il est ainsi sans cesse réaffirmé que les fonctionnaires et les soldats devaient vivre de leurs soldes et ne rien exiger des populations locales. Toutefois dans le même temps, la correspondance des officiers dénonce le manque cruel de numéraire sur place et les difficultés rencontrées pour rémunérer les fonctionnaires et les soldats. S'inscrivant dans un contexte de pacification après plusieurs décennies de guerre, l'action publique génoise se porta en priorité sur la mise en défense de l'île. Aussi les ressources prélevées sur place furent-elles absorbées par les chantiers de construction de Bastia, d'Ajaccio, de Calvi, de Bonifacio, de Saint-Florent et d'Algajola. Dans le même temps, les retards de paiement des fonctionnaires et des soldats condamnaient ces derniers à trouver des moyens de subsistance localement et à contrevenir ainsi aux ordres des Protecteurs. De sorte que se développèrent des liens de clientèle entre les notables insulaires et les officiers génois dont certains tendaient à s'installer durablement dans l'île, en occupant différentes charges ou en contractant des alliances matrimoniales avec les élites locales. Ainsi se mit en place une société corso-génoise résidant dans les villes, enrichie par le commerce et concentrant entre ses mains tout le pouvoir local.

3.3 Une société coloniale? Adhésion des élites et détérioration de la condition paysanne

La naissance de relations régulières entre les élites locales et les officiers génois, ayant pour théâtre les villes littorales, favorisa l'adhésion et l'intégration des Corses au système de gouvernement de *San Giorgio*. Anciens cadres de l'administration seigneuriale, ces élites surent profiter de la victoire génoise contre les *Cinarchesi* pour accroître leur pouvoir au détriment des populations. La naissance et le développement des villes littorales donnèrent ainsi naissance à une nouvelle société corso-génoise que l'on peut qualifier, à certains égards, de «coloniale». Le dialogue constant qui s'instaure entre élites «indigènes» et officiers génois n'est, en effet, pas exempt d'un fort sentiment d'altérité. Les lettres des gouverneurs et des lieutenants révèlent les difficultés de ces derniers à s'adapter au milieu insulaire et une certaine défiance vis-à-vis des Corses. Les archives de

Saint-Georges contiennent de nombreuses lettres de fonctionnaires priant les Protecteurs de bien vouloir leur donner congé[37]. Ces documents montrent que le séjour en Corse pouvait être pesant pour certains officiers génois et font écho à la situation des fonctionnaires des empires coloniaux d'époque moderne. Les difficultés des officiers tenaient à leurs conditions de vie: ces derniers, éloignés de leurs familles restées à Gênes, devaient s'adapter à un milieu jugé hostile. Installés sur le littoral, les Génois étaient les premières victimes des attaques de la *malaria* qui sévissait chaque été. La documentation révèle que de nombreux soldats étaient touchés par la maladie au moment de la perception des tailles. L'on dénombre par ailleurs plusieurs cas d'officiers supérieurs (gouverneur, lieutenant, podestat, châtelain) morts en charge[38]. Au-delà de la maladie proprement dite, l'absence de médecin et de remèdes s'avérait également désastreuse. L'île était par ailleurs perçue comme un territoire difficile à contrôler et à administrer en raison de son relief et de sa couverture forestière qui offraient de nombreux refuges aux *ribelli* et aux *banditi*. Certaines zones de l'arrière-pays échappaient presque totalement aux autorités génoises et les documents attestent que des *banditi* pouvaient y vivre à la vue de tous. Réprimandés par leurs supérieurs à Gênes, les officiers ne cessaient d'invoquer l'impossibilité de leur tâche pour se justifier. Si l'effet rhétorique est évident, il n'en demeure pas moins que les forces génoises n'étaient pas suffisantes pour assurer un réel contrôle du territoire et garantir le maintien de l'ordre, du nord au sud de l'île. Les lettres des officiers trahissent un sentiment de défiance permanente vis-à-vis des populations locales[39]. La menace d'un complot ou d'une révolte est omniprésente. L'attitude des Corses est à cet égard ambiguë: s'ils se coulent volontiers dans cette nouvelle société génoise à laquelle ils empruntent certains modèles culturels, ils ne manquent pas de souligner leur identité corse profonde lorsqu'il s'agit de manifester leur mécontentement vis-à-vis des Protecteurs.

[37] C'est le cas par exemple du podestat de Bonifacio Antonio Montaldo en 1481, voir *Primi Cancellieri di San Giorgio*, *busta* 21. L'on trouve le même type de requêtes dans la documentation relative à la Sardaigne des Archives de la Couronne d'Aragon.

[38] L'on trouvera des exemples dans V. Marchi van Cauwelaert, *La Corse génoise…*, *op. cit.*, pp. 402-404.

[39] À titre d'exemple, voir la lettre du podestat de Bonifacio Pellegrus de Villa du 4 septembre 1483: «Sono tutti Corsi e de loro non si po piglare alcuna fede !», *busta* 21, f. 791.

L'acculturation des élites corses passa d'abord par un processus d'*inurbamento*: tout en conservant une maison dans leurs villages d'origine, les notables alliés à *San Giorgio* s'installèrent dans les villes génoises. C'est ainsi que le seigneur Rinuccio della Rocca s'acheta une maison à Bonifacio dans laquelle il se rendait fréquemment avec son épouse. À Ajaccio, le seigneur Alfonso d'Ornano obtint un terrain pour édifier une demeure dès la fondation de la ville. L'installation ou les séjours réguliers dans les villes littorales favorisèrent les relations entre Corses et Génois. Une des premières tâches des gouverneurs de Corse fut ainsi de recevoir et d'écouter les insulaires[40], de sorte qu'une sociabilité corso-génoise se développa dans les nouveaux centres urbains. La correspondance des gouverneurs offre une image lointaine de ces relations et retranscrit même parfois certaines conversations. Ces lettres révèlent que les échanges avaient une fonction essentiellement diplomatique et trahissent le maintien de deux mondes face à face. Les gouverneurs ne cessent de souligner la duplicité des Corses et leur versatilité. Le moindre incident pouvait faire basculer l'alliance et entraîner une nouvelle révolte. Aussi les officiers mettent-ils le plus grand soin à «caresser» leurs alliés tout en veillant à ne pas favoriser un notable au détriment d'un autre, afin d'éviter tout conflit. Après la victoire définitive contre les seigneurs corses, les notables continuèrent en effet d'agiter la menace d'une nouvelle révolte pour obtenir toujours plus d'honneurs. Selon un modèle décrit pour la Sicile aragonaise par Pietro Corrao[41], la référence à une identité corse prête à se soulever contre Gênes servait en fait de moyen de pression pour obtenir de nouveaux privilèges. Pour maintenir une paix que le système des factions corses fragilisait en permanence, le gouvernement génois a donc laissé se renforcer le contrôle des notables sur les populations. Alors que le discours officiel inscrivait *San Giorgio* dans la continuité communale, en exaltant la victoire de Gênes contre les «tyrans», la naissance de l'État génois s'accompagna en réalité d'une détérioration profonde de la condition paysanne. À l'explosion de la violence quotidienne liée à

[40] Voir les instructions données au gouverneur Galeazzo de Levanto publiées par Cl. Valleix, *Instructions…, op. cit.*

[41] P. Corrao, *Governare un regno: potere, società e istituzioni in Sicilia fra Trecento e Quattrocento*, Liguori editore, Naples, 1991.

la multiplication des factions, s'ajoutèrent un endettement paysan croissant et la remise en cause des usages communautaires, au profit de l'essor de la grande propriété latifundiaire.

Dans une économie faiblement monétarisée, le recours au prêt visait sans doute, pour les paysans, à s'acquitter des vingt sous de taille exigés par l'administration fiscale. Mais parce qu'ils savaient jouer sur les intérêts et sur la variation des prix, les marchands corso-génois des villes littorales purent s'emparer à moindre coût des productions de l'arrière-pays[42]. Ainsi se mit en place un échange inégal qui plongea les campagnes insulaires dans une crise profonde. Le développement commercial de l'île, favorisé par *San Giorgio*, entraîna par ailleurs la naissance d'une agriculture spéculative dont les intérêts se heurtaient à ceux des communautés agro-pastorales. L'essor de la propriété privée, liée à la naissance d'une agriculture intensive à vocation commerciale, remettait en cause la pratique séculaire du libre-parcours du bétail. Les terres de plaines devinrent ainsi le théâtre de nouveaux conflits entre agriculteurs et éleveurs qui engendrèrent parfois des flambées de violence[43]. Le démantèlement des fortifications seigneuriales dans le sud de l'île, qui permettait un contrôle du littoral, laissa quant à lui le territoire sans protection face à la multiplication des raids barbaresques sur les côtes[44].

4. *Conclusion*

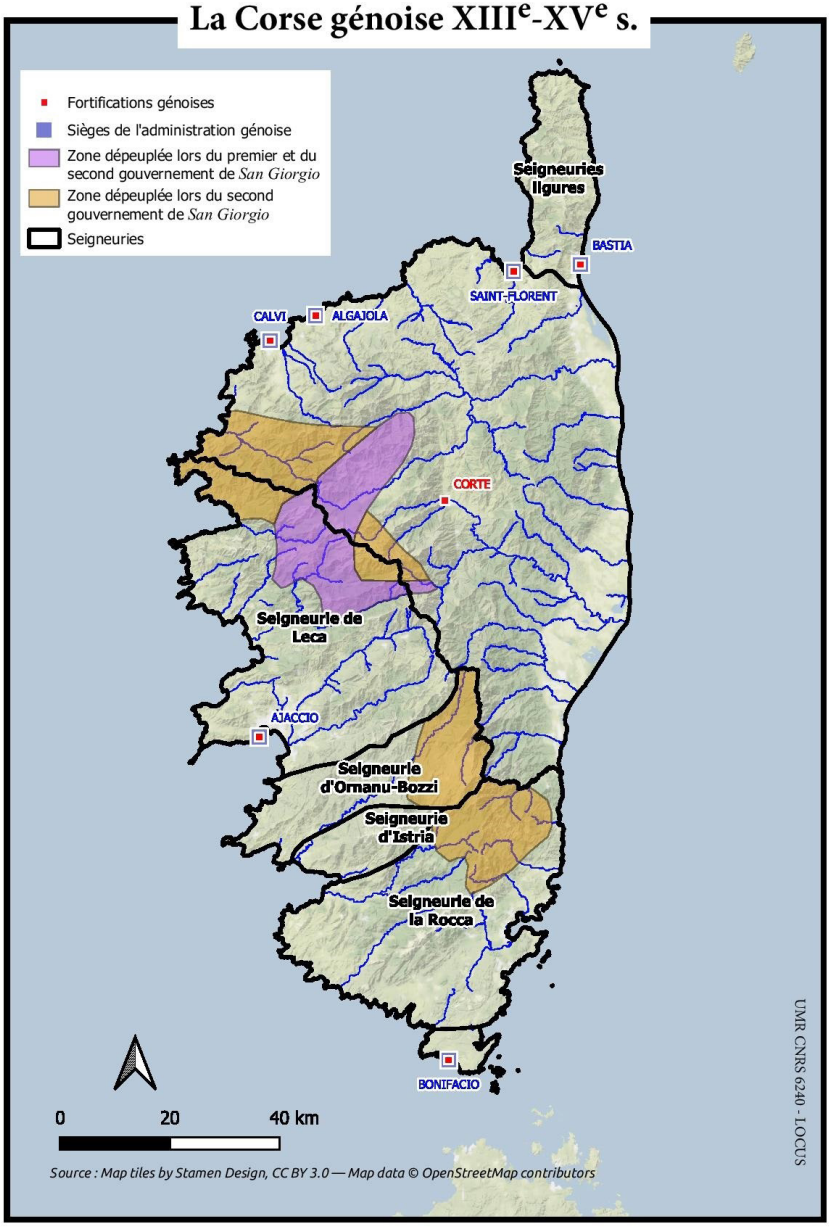
Si jusqu'au milieu du XVe siècle l'action pisane puis génoise en Corse n'avait revêtu ni la nature publique, ni le caractère programma-

[42] Le mécanisme de l'endettement paysan a été analysé dans D. Broc, *Production céréalière, économie du blé et condition paysanne en Corse entre Moyen Âge tardif et début de l'ère moderne (1530-1541)*, «Bulletin de la société des sciences historiques et naturelles de la Corse», n°725-725, 2008, pp. 1-35.

[43] L'exemple des plaines de la région ajaccienne a été étudié dans F. Pomponi, S. Usciati, *De Bastelica à Bastelicaccia. L'homme et l'espace en Corse-du-Sud*, Ajaccio, 2006. Pour la Balagne, voir V. Marchi van Cauwelaert, *L'urbanisation…*, art. cit., pp. 54-62. La documentation de *San Giorgio* compte de nombreux autres exemples de conflits qu'il faudrait étudier en détail, notamment dans les plaines du Sartenais, dans la région de Saleccia et sur le territoire de Biguglia.

[44] Pour y remédier le gouvernement génois mit en place, dans la seconde moitié du XVIe siècle, un système de concession des terres de plaine à de grands propriétaires qui devaient en échange prendre en charge l'édification de tours littorales, voir A.-M. Graziani, *«Domaines coloniaux», industrie sécuritaire et système fiscal en Corse à la fin XVIe siècle*, «Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée», t. 103, 2, 1991, p. 461-520.

tique d'une véritable entreprise coloniale, les choses changèrent sous l'administration de Saint-Georges. Né de la victoire définitive contre les seigneurs corses, ce nouvel État, dirigé à distance par les huit protecteurs de l'Office, transforma en profondeur l'organisation politique, économique et sociale de l'île. Les changements intervinrent d'abord sur le littoral avec la rénovation des anciens centres urbains et la naissance de deux capitales: Bastia et Ajaccio. Grâce à ce maillage urbain littoral, l'Office put imposer un nouveau système douanier et financer sa politique. Le développement des villes s'accompagna ainsi d'un essor des relations commerciales avec l'arrière-pays qui prit toutefois la forme d'un échange inégal: exportation de matières premières issues de l'agriculture (céréales); importation de produits issus de l'industrie textile et de l'artisanat italiens (draps, céramiques). Loin de profiter aux campagnes, le développement des échanges favorisa un endettement croissant des communautés paysannes. Dans le même temps, la naissance d'une agriculture à visée commerciale favorisa l'essor de la grande propriété sur les terres de plaines, au détriment des anciens usages communautaires. Limitée aux seules villes littorales, la présence génoise demeura très minoritaire et la clef du succès de *San Giorgio* résida dans l'adhésion des élites locales. Afin de maintenir la paix, les protecteurs de Saint-Georges laissèrent ces dernières renforcer leur contrôle sur les populations de l'intérieur de l'île. Intégrés à l'administration de l'office, au sein de laquelle ils exerçaient des fonctions subalternes (offices de greffes, collecte des tailles, charges de podestat de *pieve*), ces notables villageois purent accroître leur assise foncière et leur pouvoir politique. Dès lors, sur l'ensemble du territoire insulaire, se mirent en place des factions et des clientèles qui engendrèrent une explosion de la violence quotidienne. Alors que le discours génois inscrivait l'Office dans une tradition communale conforme aux accords pris avec les populaires corses en 1453, la naissance de la «Corse génoise» correspondit en réalité à une détérioration profonde de la condition paysanne et à un renforcement du pouvoir des notables villageois. Ces derniers devinrent en quelques sortes les nouveaux seigneurs du lieu. Pour l'Office l'essentiel était préservé dans la mesure où l'adhésion des élites créait les conditions de paix nécessaires au développement commercial de l'île, ce qui devait à terme générer de nouveaux revenus. Cependant le système atteignit ses limites lorsque les notables insulaires, privés d'accès aux carrières génoises, se trouvèrent bloqués dans leur ascension, entraînant de nouvelles révoltes.


La Corse génoise XIIIe-XVe s.
Fortifications génoises
Sièges de l'administration génoise
Zone dépeuplée lors du premier et du second gouvernement de San Giorgio
Zone dépeuplée lors du second gouvernement de San Giorgio
Seigneuries
Seigneuries ligures
BASTIA
SAINT-FLORENT
CALVI
ALGAJOLA
CORTE
Seigneurie de Leca
AJACCIO
Seigneurie d'Ornanu-Bozzi
Seigneurie d'Istria
Seigneurie de la Rocca
BONIFACIO
0
20
40 km
Source : Map tiles by Stamen Design, CC BY 3.0 — Map data © OpenStreetMap contributors
UMR CNRS 6240 - LOCUS

Corrado Zedda

LA SARDEGNA MEDIOEVALE E IL MITO DELLA COLONIA
ELEMENTI PER UN'ANALISI

Sommario: *Fin dagli studi proposti agli inizi del Novecento da Besta e Solmi è stato posto un forte accento sull'isolamento e sull'arcaicità delle strutture isolane della Sardegna, tematiche che vennero raccolte da Marc Bloch e successivamente da Fernand Braudel. I concetti base scelti da Braudel per definire storicamente la Sardegna sono quelli dell'isolamento et della montagna come luogo arcaico e rifugio di uomini «liberi» ed è singolare che la visione di Braudel si collochi in coincidenza con quella di una Barbagia delle montagne sinonimo di vera Sardegna postulata negli stessi anni dallo studioso di linguistica sarda Max Leopold Wagner. Il risultato dell'interpretazione braudeliana è stato la costruzione di una teoria di una Sardegna medioevale povera ed isolata, divenuta la colonia di centri più importanti ed egemoni, che se ne disputarono il controllo per tutto il Medioevo: un vero e proprio «mito della colonia» che si è tramandato fino ad oggi nella storiografia sarda e non sarda. Nel presente contributo si proporranno delle interpretazioni alternative alle ipotesi in auge, dalle quali emerge come la Sardegna medioevale fu un mondo molto più complesso e dinamico di quanto si ritiene comunemente, cioè portato dalle sue caratteristiche intrinseche a diventare soggetto passivo della Storia ed obbietivo delle mire dei suoi intraprendenti vicini mediterranei: i musulmani dell'Africa, i Pisani, i Genovesi e infine gli Aragonesi.*

Abstract: *Since the studies proposed at the beginning of the twentieth century by Besta and Solmi, a strong emphasis has been placed on the isolation and archaic nature of the island structures of Sardinia. These themes were collected by Marc Bloch and later by Fernand Braudel.The basic concepts chosen by Braudel to historically define Sardinia are those of isolation and of the mountains as an archaic place and refuge for «free» men and it is singular that Braudel's vision coincides with that of a Barbagia of the mountains synonymous with true Sardinia postulated during the same years by linguist Max Leopold Wagner.The result of the Braudelian interpretation was the construction of a theory of a poor and isolated medieval Sardinia, which became a colony of the most important and hegemonic centers, which contended for its control throughout the Middle Ages: a real «myth of the colony» that has handed down to the present day in Sardinian and non-Sardinian historiography. In this contribution we will propose alternative interpretations to the hypotheses in vogue, from which it emerges that medieval Sardinia was a much more complex and dynamic world than is commonly believed, which is led by its intrinsic characteristics to become the passive subject of history and strategic objective of the its enterprising Mediterranean neighbors: the Muslims of Africa, the Pisans, the Genoese and finally the Aragonese.*

1. *Il mito dell'arcaicità*

La storiografia sulla Sardegna medioevale prodotta a partire dal XX secolo ha fornito tradizionalmente delle risposte molto nette e deterministiche sul ruolo commerciale, politico e istituzionale dell'isola.

Se gli storici ottocenteschi, pur immersi nel clima di fervore legato alla creazione dell'unità d'Italia, ponevano l'attenzione su aspetti prettamente evenemenziali, l'interpretazione di fondo che essi davano delle vicende sarde del passato era tutto sommato equilibrata e scevra da giudizi di merito o di valore sulle capacità dei Sardi di essere o non essere all'altezza delle situazioni storiche o di esserne o meno dei soggetti passivi. È il caso, sul fronte indigeno, delle grandi narrazioni operate da Giuseppe Manno[1], delle dissertazioni di Pasquale Tola[2], dei resoconti di Vittorio Angius[3].

Anche sul fronte extra isolano non si segnalano prese di posizione riguardo all'arretratezza e all'inadeguatezza dei Sardi nella loro storia: fin dai tempi di Ludovico Antonio Muratori[4], l'interesse principale che poteva risiedere nella Sardegna era la pubblicazione di notizie su di essa all'interno delle grandi edizioni di documenti, come quelle di Pertz, Wattenbach, Loewenfeld, Kehr, ecc.

Dal punto di vista dell'interpretazione storiografica, se Raffaele Roncioni inseriva la Sardegna in un discorso atto a descrivere l'epopea di Pisa, molto esagerando nelle sue descrizioni e nelle interpretazioni per creare una narrazione della Pisa gloriosa a uso e consumo della sua città[5], Michele Amari diede invece una lettura anche delle vicende sarde del primo Medioevo in rapporto al ruolo dell'Islam in Sicilia e nel Meridione italico[6]. Ma tutto sommato,

---

[1] G. Manno, *Storia di Sardegna*, I-XIV, Alliata e Paravia, Torino, 1825-1842.

[2] P. Tola, *Codex Diplomaticus Sardiniae*, E Regio typographeo, Torino, 1861.

[3] V. Angius, *Notizie statistiche-storiche dei quattro Giudicati della Sardegna*, Presso i Tipografi Cassone e Marzorati, Torino, 1841.

[4] L.A. Muratori, *Antiquitates Italicae Medii Aevi*, Tomus Secundus, ex Typographia Societatis Palatinae, Milano, 1739.

[5] R. Roncioni, *Istorie Pisane di Raffaello Roncioni e Cronache Varie Pisane illustrate e susseguite da una raccolta di diplomi per cura di Francesco Bonaini*, in «Archivio Storico Italiano», Firenze, 1844.

[6] Amari M., *Storia dei musulmani di Sicilia* (seconda edizione), 3 volumi, Successori Le Monnier, Firenze, 1848.

ancora non erano diventate centrali le interpretazioni proto antropologiche, tendenti al riconoscimento di una passività dei Sardi o a una loro innata arretratezza culturale.

Le cose iniziarono a cambiare, invece, poco dopo, quando gli intellettuali sardi accolsero come veritiere le notizie contenute nelle «Carte d'Arborea», falsi documenti medioevali messi in circolazione nell'isola dal 1845 a opera di un ambiguo frate cappuccino cagliaritano.

Questi documenti, costituiti da cronache, testi giuridici, poemi in Latino, in Italiano e in Sardo Medioevale, raccontavano di una Sardegna politicamente libera da conquistatori, come i Bizantini e gli Arabi e culturalmente avanzatissima rispetto a quanto si conosceva per il Medioevo sardo, per questo motivo le notizie contenute nelle Carte ricevettero da subito un'accoglienza entusiastica negli ambienti accademici e culturali sardi, sia pure con qualche significativa eccezione[7].

Dopo un dibattito protrattosi per oltre vent'anni, nel 1870 lo storico tedesco Theodor Mommsen dimostrò finalmente che le Carte d'Arborea erano dei clamorosi falsi, architettati con grande intelligenza dall'archivista cagliaritano Ignazio Pillito, probabilmente assistito da altri intellettuali sardi del tempo, di orientamento antigovernativo e di simpatie democratiche, in un momento in cui il Regno di Sardegna preparava invece la grande impresa del Risorgimento italiano[8].

Il giudizio autorevole di Mommsen ebbe l'effetto di un terremoto sulla credibilità degli intellettuali sardi nel panorama storiografico internazionale e le successive indagini sulla storia isolana

[7] Chi accolse entusiasticamente le Carte fu soprattutto Pietro Martini, che le utilizzò per diverse sue opere, cfr. P. Martini, *Pergamene, codici e fogli cartacei d'Arborea*, I-II, Timon, Cagliari, 1863. Chi al contrario rimase molto dubbioso sulla loro veridicità e per questo non le utilizzò nelle sue opere, fu Pasquale Tola, che andava redigendo il monumentale *Codex Diplomaticus Sardiniae*, per la Deputazione di Storia Patria, citato poc'anzi.

[8] Per un inquadramento e una sintesi del tema si rimanda a *Le carte d'Arborea. Falsi e falsari nella Sardegna del XIX secolo*. Atti del Convegno di Studi *Le Carte d'Arborea*, Oristano 22-23 marzo 1996, a cura di L. Marrocu, AM & D, Cagliari, 1997. Cfr. anche L. Marrocu, *Theodor Mommsen nell'isola dei falsari. Storici e critica storica in Sardegna tra Ottocento e Novecento*, CUEC, Cagliari, 2009.

terranno conto dei danni enormi causati dai falsari ottocenteschi: da quel momento, la Sardegna non venne ritenuta titolare di una storia di rilievo pari a quello di altre regioni europee.

Tutto questo orienterà definitivamente gli indirizzi storiografici successivi, i quali insisteranno sull'immagine di una Sardegna medioevale arcaica, arretrata e quindi da civilizzare, un'elaborazione in totale antitesi con il quadro romantico ed elogiativo dei «falsi d'Arborea».

La diffusione capillare della nuova vulgata ebbe una grande influenza sull'immagine dei Sardi e della Sardegna, sia all'interno dell'isola che al di fuori di essa.

Così, fin dagli studi proposti agli inizi del Novecento da Gioacchino Volpe, Enrico Besta e Arrigo Solmi, impregnati di quella cultura nazionalista che di lì a poco sarebbe sfociata nel Fascismo, ci troviamo di fronte alla presentazione di una Sardegna sostanzialmente passiva di fronte alla propria storia e destinata a rientrare nel sentiero della civiltà italica dopo secoli di lontananza o di dominio da parte di realtà estranee, come il mondo spagnolo

Se Volpe accennava solo di passaggio a una sudditanza coloniale della Sardegna rispetto a Pisa e Genova[9], al contrario, per Solmi l'isola avrebbe dovuto ringraziare la missione civilizzatrice dei popoli italici (le "repubbliche marinare" di Pisa e Genova)[10], mentre per Besta essa avrebbe visto soffocate le proprie aspirazioni dalle conquiste prima italiane e poi iberiche[11].

In entrambi i casi veniva posto un forte accento sull'isolamento e sull'arcaicità delle strutture isolane, un tema che venne presto raccolto e riproposto nell'opera di Marc Bloch, il primo studioso di rilievo internazionale che ha provato a inserire il ruolo della Sar-

[9] G. Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa*, Tipografia successori fratelli Nistri, Pisa, 1902 (nuova edizione: Sansoni, Firenze 1970), in particolare pp. 182; 190-191 (per l'utilizzo della primazia vescovile come arma per la politica coloniale in Sardegna); 219; 274; 346-348 (per la colonia cagliaritana) dell'edizione originale.

[10] A. Solmi, *Studi storici sulle istituzioni della Sardegna nel Medio Evo*, Edizioni La Zattera, Cagliari, 1917, tende a riconoscere «quasi una colonizzazione» di Pisa in Sardegna (p. 190), la quale portò «un impulso fecondo di progresso» (p. 215) e concludendo che la politica pisana e genovese in Sardegna «trasse rapidamente la Sardegna al livello civile delle altre regioni occidentali» (p. 258).

[11] E. Besta, *La Sardegna medievale*, 2 volumi, Reber, Palermo, 1908-1909, pp. 160-161 e p. 260, parla di illusione, se si vuole credere a una gentile missione civilizzatrice di Pisa e Genova in Sardegna.

degna nel più ampio contesto del Medioevo europeo. Nell'opera di Bloch, la storia istituzionale dell'isola viene interpretata come un arcaico mondo di «chefferies rurales», isolato dagli sviluppi istituzionali e sociali del continente europeo:

«Il Medioevo conobbe, a dir il vero, una società largamente signorile, ma non feudalizzata: la Sardegna. Come stupirsi se, su questa terra, a lungo sottratta alle grandi correnti del continente, poté conservarsi un antico sistema di capi rurali, regolarizzatosi durante il periodo romano, senza che la potenza delle aristocrazie locali abbia mai assunto la forma specifica della commendatio franca?»[12].

Lo studio di Bloch insisteva quindi sulla distanza esistente fra il percorso istituzionale sardo e quello dell'Occidente europeo nella sua parte di terraferma. Una distanza percepita evidentemente come un disvalore per chi si era culturalmente formato nel cuore dell'Europa del primo Novecento, all'ombra delle grandi scuole storiche nazionali francese e tedesca.

Negli stessi anni in cui scriveva Bloch, gli storici italiani, in particolare quelli d'area toscana, riprendevano le considerazioni di Volpe, Besta e Solmi, iniziando a utilizzare con più convinzione il termine «colonia» per definire il rapporto che si instaurò fra Pisa e i territori dove essa riuscì a insediarsi, tra questi la Sardegna[13]. Involontariamente, la prospettiva non si discostava troppo da quella di Bloch, nonostante la radicale differenza ideologica fra lo storico francese e gli intellettuali italiani, che avevano aderito in blocco agli ideali del Fascismo.

Questa parziale ma curiosa sintonia di vedute sul ruolo della Sardegna medioevale si accentuò nel secondo dopoguerra, quando la visione di Marc Bloch (nel frattempo fucilato dai nazisti, nel

[12] M. Bloch, *La société féodale*, Paris, 1939 (edizione italiana: *La società feudale*, Einaudi, Torino, 1987, p. 279).

[13] Cfr. in particolare L. Naldini, *La politica coloniale di Pisa nel Medioevo*, in «Bollettino Storico Pisano» [1939], pp. 64-87. Questo studioso, già dalle pagine iniziali, ci mostra i Pisani dei tempi moderni che si specchiano compiaciuti nella passata grandezza della loro città; una Pisa del XX secolo, ormai «vedova del mare», che rimpiange un'età d'oro tramontata ma che si vuole perpetuare nel ricordo, esaltando oltremisura i caratteri di quella sua lontana grandezza, fra questi il suo vitale slancio sui mari, che portò alla creazione di vere e proprie colonie. In tale prospettiva, la storia di Pisa non può che essere «colonizzatrice» per destino.

1944) e quella che era stata prodotta nelle accademie dell'Italia fascista, conobbero un forte successo storiografico, condizionando l'opera degli studiosi negli anni a venire.

Il risultato fu la costruzione di una teoria, poi diventata asserzione, di una Sardegna medioevale povera e isolata, divenuta la colonia di centri più importanti ed egemoni, che se ne disputarono il controllo per tutto il Medioevo: un vero e proprio «mito della colonia», che si è tramandato fino ai giorni nostri, radicandosi profondamente nella storiografia.

Come abbiamo recentemente proposto insieme al collega Raimondo Pinna[14], tale visione si è rafforzata in seguito all'opera di un altro grande storico francese: Fernand Braudel, il quale aveva assorbito sulla Sardegna le convinzioni storiografiche di Bloch, al quale affidò il compito di supportare il suo giudizio personale sull'isola:

> Marc Bloch, a proposito di studi sulla Sardegna, nota che il Medioevo vi «conobbe una società largamente signorilizzata, non feudalizzata», poiché l'isola fu «a lungo sottratta alle grandi correnti d'influsso che percorrevano il continente». Ciò torna a porre l'accento sulla insularità della Sardegna, una forza decisiva nel passato sardo. Al suo fianco, però, non meno potente, c'è la montagna, responsabile, quanto se non più del mare, dell'isolamento delle popolazioni; essa fabbrica, sin sotto i nostri occhi, quei fuorilegge patetici e crudeli, a Orgosolo e altrove, spinti alla rivolta dalla presenza dello Stato moderno e dai carabinieri. Etnografi e cineasti si sono impadroniti di questa realtà commovente. «Chi non ruba – dice il personaggio di un romanzo sardo – non è un uomo». E quest'altro: «La legge me la faccio io e prendo ciò che mi importa». Se in Sardegna, come in Lunigiana, come in Calabria, come ovunque, l'osservazione (se possibile) si rivela un hiatus con le grandi correnti della storia, se l'arcaismo sociale (e tra gli altri quello della vendetta) perdura, lo si deve anzitutto alla semplice ragione che la montagna è la montagna. Cioè un ostacolo. Ma, in pari tempo, anche un rifugio, un paese per uomini liberi[15].

[14] C. Zedda, R. Pinna, *Una proposta di riequilibrio storiografico: il ruolo della Sardegna nel contesto mediterraneo dei secoli XI-XIII*, in *Orbis disciplinae. Liber amicorum Patrick Gautier Dalché*, Brepols, Turnhout, 2017, pp. 353-367.

[15] F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1949 (deuxième édition révisée, Librairie Armand Colin, Paris 1966), pubblicato in Italia col titolo: *Civiltà e imperi del Mediterraneo nell'età di Filippo II*, prima edizione italiana, Einaudi, Torino, 1952; seconda edizione italiana, Torino,

Una valutazione ancora una volta autorevole, quasi definitiva, dato il prestigio del suo autore, ma soffermiamoci sulla natura delle fonti da cui evidentemente Braudel ha tratto i dati per esporre la sua teoria: esse appartengono alla geografia, alla letteratura, all'etnografia, al cinema, alla cronaca. In nessun modo appaiono quelle documentarie o archeologiche che costituiscono i principali materiali di studio dello storico.

Rileggendo il testo a distanza di oltre mezzo secolo, appare chiaro che i concetti scelti da Braudel per definire storicamente la Sardegna sono stati funzionali alla sua volontà di decomporre la storia in piani sovrapposti o meglio, a distinguere, nel tempo della storia, un tempo geografico, un tempo sociale, un tempo individuale.

I concetti di isolamento e insularità sono sicuramente i primi fra tutti; poi quello della montagna come luogo arcaico e di uomini "liberi" concetto che, proprio perché ipotetico, non può che sussistere in un contesto arcaico. Questo in coincidenza con la visione di una Barbagia = vera Sardegna postulata dal grande studioso di linguistica sarda Max Leopold Wagner[16].

Nel corso della sua esposizione Braudel ritorna specificamente sul primo tema: le isole sono dei «mondi isolati»? In tale contesto, il giudizio negativo che lo storico esprime per qualsiasi opinione su una differente centralità della Sardegna nel Mediterraneo è assunto aprioristicamente perché un semplice dubbio incrinerebbe l'edificio concettuale da lui costruito. Pertanto il suo argomentare coinvolge tutti coloro che hanno sostenuto la tesi dell'isolazionismo: dai geografi contemporanei ai letterati, dagli etnografi ai cineasti, fino a qualsiasi storico che si è occupato della Sardegna. Tale forzatura diventa chiara in un altro passo dello studioso:

> La Sardegna è un esempio medio: nonostante le sue dimensioni, essa non ebbe certamente un'importanza decisiva, checché ne abbiano detto i

1986, pp. 23-24. Per la comparazione di Bloch fra la Sardegna e la Corsica si rimanda a M. Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française,* Librairie Armand Colin, Paris, 1988, Tomo II, p. 97.

[16] M.L. Wagner, *La vita rustica della Sardegna riflessa nella lingua*, a cura di G. PAULIS, Ilisso, Nuoro 1996, traduzione italiana di *Das ländliche Lebe Sardiniens im Spiegel der Sprache. Kulturhistorisch-sprachliche Untersuchungen*, Carl Winter's Universitatsbuchhandlung, Heidelberg, Carl Winter's Universitatsbuchhandlung, 1921.

geografi dell'epoca e i cronisti sardi di tutti i tempi. Per poter svolgere una grande azione, è troppo perduta nel mare, troppo lontana dai contatti fecondi, che, ad esempio, uniscono la Sicilia all'Italia e all'Africa. Montuosa, eccessivamente divisa, prigioniera infine della sua povertà, vive essenzialmente di sé: è un continente, un mondo a sé, con la sua lingua, le sue usanze, le sue economie arcaiche, la vita pastorale invadente, in alcune zone eguale a quella conosciuta da Roma in passato [...] Per tornare all'esempio della Sardegna, la troviamo nel Medioevo nell'orbita di Pisa, poi di Genova, poiché le miniere d'oro le procurano la loro interessatissima sollecitudine. Nei secoli XIV e XV, fu l'espansione catalana ad aggrapparvisi al paesaggio: Alghero, sulla costa occidentale, ancora oggi parla il catalano, e gli eruditi vi segnalano una singolare architettura ispano-gotica[17].

Il testo si sviluppa in un crescendo di affermazioni apodittiche, nessuna delle quali è supportata da fonti o perlomeno da argomentazioni realmente solide, ma diventa comunque autoreferenziale e ogni affermazione giustifica quella successiva. Ma un esame nel dettaglio della costruzione braudeliana permette di verificare la non sempre accettabile correttezza dei suoi assiomi[18]:

1. La Sardegna «troppo perduta nel mare», un «continente», un «mondo a sé»: paiono quasi dei *topoi* letterari da «Ultima Thule», nel senso di estrema, cioè ultima terra conoscibile, interpretazione insostenibile in un Mediterraneo le cui vie marittime sono tra le più conosciute da millenni, il che non significa negarne la pericolosità.
2. «Troppo lontana da contatti fecondi» è invece una biologizzazione dei rapporti storici, che risente comunque di un retaggio positivista ancora ben vivo ai tempi della formazione di Braudel[19] ma che oggi con la fine della centralità militare

[17] F. Braudel, *Civiltà e imperi...*, *op. cit.*, pp. 146-147, *passim*.
[18] per questo, sempre C. Zedda, R. Pinna, *Una proposta...*, *op. cit.*
[19] Nello sviluppare i temi di un seminario tenutosi a Châteauvallon del 1985, raccolto poi in F. Braudel, *Una lezione di Storia*, Einaudi, Torino, 1988, Braudel e gli altri partecipanti erano tornati a fare riferimento alla biologia nella storia, a proposito dell'uomo biologico nel Mediterraneo. In quell'occasione Mirko Drazen Grmek ricordava come «Braudel guarda il Mediterraneo in maniera assai simile a quella con cui un medico osserva il corpo, le funzioni e il comportamento dei suoi pazienti» (p. 10). E in effetti per Braudel era certa «l'unità architettonica dello spazio mediterraneo, di cui le montagne costituiscono lo "scheletro": uno scheletro ingombrante, smisurato, onnipresente, e che fora ovunque la pelle» (F. Braudel, *Civiltà e imperi...*, *op. cit.*, vol. I, p. 11). Così lo studioso cerca di capire come funziona questo corpo,

e soprattutto economica europea ed occidentale nel mondo è palesemente inadeguata come impalcatura concettuale storica, anche se ad essa si sta recentemente ricorrendo, stavolta con intenti diversi, per veicolare pericolosi messaggi politici[20].

3. «Prigioniera della sua povertà» è poi un'affermazione priva di relativizzazione, sia dal punto di vista temporale sia dal punto di vista comparativo spaziale[21]: la differenza di reddito tra l'Île-de-France e la Sardegna nel 1950 non può essere presa a modello per discutere della stessa differenza di reddito ad esempio nel 1150, che pure certo vi fu ma in ben altro contesto. Dobbiamo abituarci all'idea di non dovere omogeneizzare le realtà isolane medievali in un generico orizzonte «sardo», quanto, semmai, distinguere fra realtà urbane, con standard vicini a quelli della media europea del tempo, e realtà rurali, con fortissime differenze di reddito, demografia, spazi culturali. Ma, con più coraggio, dobbiamo riconoscere che la Sardegna ha sempre avuto una storia urbana: quella di Cagliari, centro amministrativo di riferimento, oltre che di prestigio per l'intera isola, grazie anche al suo ruolo di metropoli ecclesiastica. Una storia urbana che deve abbandonare gli erronei concetti basati sul riconoscimento di centri urbani sorti senza una politica progettuale, cioè nati in modo «spontaneo», quasi fossero erbette e piantine nate dalla dispersione nel vento di spore e sementi[22].
4. Analogamente, parlare di «pastorizia invadente» significa ignorare la storia stessa della contrapposizione non tanto con l'agricoltura, secondo l'affermato modello proposto

---

osservandone i sintomi esterni, i fenomeni di superficie, le convulsioni momentanee della storia, cosa costituisce la sua struttura, da dove provengono le lente evoluzioni. Insomma, se il Mediterraneo è un organismo vivente, esso ha anche l'unità fondamentale di uno spazio determinato.

[20] Come avvertito da alcuni studiosi particolarmente sensibili al tema, cfr. per tutti G. Noiriel, À quoi sert «l'identité nationale», Agone, Marseille, 2007.

[21] Anche l'incidenza della montagna deve essere relativizzata, dal momento che essa occupa il 13,6% della superficie isolana. Il 67% di spazio collinare, sebbene non siano certo le dolci colline toscane, dovrebbe assumere un'incidenza sicuramente maggiore rispetto alla montagna.

[22] Cfr. per questo gli studi di Marco Cadinu, in particolare *Urbanistica medievale in Sardegna*, Roma, 2001.

da Maurice Le Lannou[23], quanto con l'istituzione pubblica, che è stata sempre decisa a controllarne i percorsi e ad applicarle la fiscalità, proprio a partire dall'impero romano, che non sembra avere mai permesso transumanze di lunga distanza se non rigidamente controllate[24], esattamente come accadde durante l'epoca dei giudicati. E quando l'autorità lo permise, come fecero la Corona d'Aragona o l'Impero spagnolo, di cui il Regno di Sardegna fu parte costitutiva e non una suddivisione provinciale come la Girona o l'Extremadura, ciò accadde perché si riteneva di ottenerne un consistente gettito fiscale[25].

5. Braudel incorre in errori frutto di superficialità, quali l'attribuzione alla Sardegna di miniere d'oro, mai esistite, a differenza di quelle d'argento effettivamente coltivate per secoli, o il descrivere Alghero come un lacerto catalano fuori dal tempo, ignorando che la città, fondata da famiglie genovesi alla metà del XIII secolo, ha una storia precisa, essendo stata fondamentale nello scontro del 1353-1355 tra Pietro IV il Cerimonioso e Mariano IV giudice di Arborea per il controllo politico dell'isola, uno scontro di importanza internazionale, visto che si inseriva nella competizione Genova/Venezia che aveva per suo teatro l'intero mare Mediterraneo[26].

La decomposizione della storia in piani sovrapposti attuata da Braudel è stata dunque una scelta concettuale legittima, che ancora oggi conserva appieno la sua potenza interpretativa; essa ha però indirizzato le successive indagini sull'isola verso un orizzon-

[23] M. Le Lannou *Pâtres et paysans de la Sardaigne*, Arrault, 1941 (edizione italiana: *Pastori e contadini di Sardegna*, Cagliari, 2006).

[24] A. Mastino (a cura di), *La Tavola di Esterzili: il conflitto tra pastori e contadini nella Barbaria sarda: convegno di studi*, Convegno di Studi, Esterzili, 13 giugno 1992, (Pubblicazioni del Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari, 21), Edizioni Gallizzi, Sassari, 1993.

[25] Il caso della transumanza dei pastori ogliastrini nel Sarrabus – Gerrei, a partire dal XV secolo, è emblematico di tale politica, cfr. per questo C. Livi, *I rapporti fra sardi e catalani nel tardo medioevo: il caso dell'Ogliastra*, in *Atti del XIV Congresso di Storia della Corona d'Aragona, Sassari - Alghero, 19-24 maggio 1990*, vol. II, Carlo Delfino Editore, Sassari, 1993, Comunicazioni, tomo II, 493-527.

[26] Si rimanda per questo a G. Meloni, *Genova e Aragona all'epoca di Pietro il Cerimonioso*, 3 volumi, CEDAM, Padova, 1971, 1976, 1987.

te ben preciso, quello di una Sardegna arcaica e immobile. Tale interpretazione ha ottenuto un grande successo presso la platea internazionale, grazie anche al crescente successo dei romanzi del Premio Nobel Grazia Deledda o a studi sociologici come quelli di Antonio Pigliaru sulla società sarda dell'interno e il suo personale codice di leggi, interpretato come sostanzialmente avulso dal contesto legislativo vigente nelle società moderne[27]. Ciò ha condotto i più illustri rappresentanti della classe intellettuale isolana a costruire la loro riflessione sulla Sardegna avendo come postulato la visione storiografica basata su arcaicità e immobilismo, quella che ha successivamente garantito il successo dell'interpretazione colonialistica del Medioevo sardo.

In particolare, l'archeologo e accademico dei Lincei Giovanni Lilliu, ha teorizzato in modo sistematico i caratteri di una Sardegna quale *unicum* socio antropologico nel Mediterraneo:

> La Sardegna non ha mai avuto una storia politica nazionale; e, cioè, non è stata mai nazione. Frammento d'un vecchio esteso continente alla deriva, «isola nell'isola», chiusa, per uno stretto giro radente le sue coste frastagliate, dal mare e per un largo cerchio dalle più vaste potenti terre delle Penisola iberica e italiana e dall'Africa continentale, l'antica zolla che i Greci assomigliarono a un piede umano, ebbe segnato in parte dalla natura stessa il suo destino che la sua gente – ed altre genti su di essa sopravvenute d'ogni parte – perfezionarono con spietata coerenza. Effetto di quella sorte fu la condanna della ventosa terra arcaica, posta fra mare e cielo, a una pittoresca immobilità; quasi a far da mostra, o da sedimento, ad un mondo ancestrale e chiuso, durante lo svolgersi di mondi e di umanità più recenti e in moto; a diventare l'immagine didattica della preistoria nella storia[28].

Quella dell'isola alla deriva, quasi una sorta di gigantesca Isola di Pasqua sperduta nel Tirreno e pietrificata nella sua immobilità, è un'immagine sicuramente capace di colpire la fantasia del lettore ma essa, nell'autocompiacimento letterario di chi la dipinse, nega alla base un'evoluzione della società sarda nel corso dei

[27] A. Pigliaru, *La vendetta barbaricina come ordinamento giuridico*, Giuffrè, Milano, 1959 (riedizione col titolo: *Il codice della vendetta barbaricina*, Il Maestrale, Nuoro, 2006).

[28] G. Lilliu, *La costante resistenziale sarda*, a cura di A. Mattone, Ilisso, Nuoro, 2002, in particolare *Pensieri sulla Sardegna*, pp. 156-170, dove il pensiero dello studioso è compiutamente espresso alle pp. 165-166 e anche in quelle seguenti.

secoli e l'esistenza nell'isola di peculiari caratteri e organizzazioni istituzionali, evidenziate dalle più recenti e moderne ricerche degli specialisti[29]. Un'affermazione scientificamente debole, che proviene, singolarmente, dal più celebre intellettuale sardo del XX secolo, giunto agli onori dell'Accademia dei Lincei. Probabilmente il fatto di essere Lilliu un archeologo di specializzazione preistorica, può averlo portato a vedere principalmente l'orizzonte culturale nuragico; ciò gli ha fatto immaginare, con un pizzico di romanticismo, un'isola perpetuamente preistorica, liquidando frettolosamente l'esperienza plurisecolare dei giudicati medioevali come un periodo in cui i signori locali pensavano solo a «farsi la guerra fra loro»[30]. Il risultato è stato però che, dal momento che l'autorevolezza di Lilliu è stata indiscussa a livello internazionale, la sua interpretazione «resistenziale» è diventata uno dei cardini del moderno pensiero storiografico relativo alla Sardegna, sia all'interno che all'esterno dell'isola. Ne ha dato, in sostanza, l'impronta culturale caratteristica e dominante.

In un panorama interpretativo così granitico (come la pietra delle aspre montagne sarde…), l'ostacolo maggiore alla formulazione di nuove ipotesi resta il fatto oggettivo che quello che è mancato finora alla riflessione storica sulla Sardegna è stata la capacità di proporre una contro lettura proprio di quei concetti gravitanti attorno all'isolamento e alla marginalità dell'isola.

Tuttavia l'interpretazione arcaicista, per i dati stessi sui quali è fondata, non può avere i caratteri di una «verità rivelata», pigramente accettata dalla storiografia tradizionale; al contrario, opponendo a essa un ragionamento coerentemente strutturato, si possono proporre oggi delle interpretazioni alternative alle ipotesi colonialiste e resistenziali.

2. *La storiografia sulla Sardegna coloniale*

Anche se il termine «colonia» è generalmente ritenuto improprio per un'epoca come il Medioevo, ogni grande espansione com-

[29] Per una visione panoramica fra le più recenti cfr. *A Companion to Sardinian History, 500–1500*, Edited by M. Hobart, The Cooper Union, Brill, New York – Leiden, 2017; *The Making of Medieval Sardinia*, Edited by A. Metcalfe – H. Fernandez-Aceves – M. Muresu, Brill, Leiden, 2021.

[30] G. Lilliu, *La costante resistenziale…*, *op. cit.*

merciale è stata accompagnata da una qualche forma di controllo del territorio, qualunque sia il termine che vogliamo utilizzare per definire simili strategie.

Nelle diverse epoche storiche è esistita la tendenza da parte delle città in espansione a creare dei punti di smercio, più o meno articolati, più o meno organizzati, nel territorio in cui ci si estendeva. Essi potevano mantenere scorte di merci, monitorare le esigenze dei clienti e dei fornitori e, allo stesso tempo, tenere sotto controllo un territorio non sempre pacificato, non necessariamente allineato con la volontà del centro egemone. Per tali motivi, il termine "colonia" non è da respingere ideologicamente, semmai andrà preso con prudenza per verificarlo nella sua consistenza a seconda dell'area che andiamo a esaminare, in questo caso la Sardegna.

Lo studioso che ha analizzato sistematicamente il carattere coloniale della Sardegna medioevale è stato sicuramente John Day, che ha riproposto per l'isola il termine di «strategia coloniale». Questo rapporto è posto in evidenza fin dalle prime righe della sua opera più significativa sulla storia della Sardegna, dove si cita esplicitamente l'impronta di Braudel:

> Fernand Braudel ci ha abituati da molti anni alla nozione di temporalità differenziali nella storia degli uomini, temporalità che variano dalla breve durata degli avvenimenti alla lunga durata delle strutture. Nella storia della Sardegna coloniale, si possono distinguere quattro suddivisioni principali: dal lato del movimento, le vicende diplomatiche-militari e le istituzioni civili; dal lato dell'inerzia, la società contadina e le strutture agrarie[31].

Proprio come in Braudel, le argomentazioni di Day vengono esposte in modo rapido e disinvolto, senza particolari verifiche dell'esattezza e scientificità delle stesse. Così troviamo, una di seguito all'altra, imprecisioni nella conoscenza delle vicende politiche (Mujâhid sarebbe stato califfo di Cordova) e delle strutture istituzionali (le giovani repubbliche marinare italiane esistenti già nell'XI secolo), asserzioni aprioristiche e non veritiere (isolamento secolare della Sardegna), interpretazioni superficiali (concessioni colo-

[31] J. Day, *La Sardegna sotto la dominazione pisano-genovese*, UTET, Torino, 1987, p. 3.

niali rilasciate dai primi giudici), fino ad arrivare all'elaborazione di una vera e propria teoria strutturata che occupa un'intera sezione dell'opera[32]. In essa si pone in evidenza come

> il progressivo abbandono delle prerogative dei giudici rese irreversibile la loro condizione di inferiorità, aprendo la strada al dominio diretto e coloniale delle potenze continentali, che avevano trasformato l'isola in una vera e propria "riserva di caccia"[33].

Lo studioso arriva così alla soddisfacente conclusione, sulle orme di quanto scritto anni prima da Antonio Era, che con la definitiva conquista iberica, "la nazione sarda, da selvaggia, feroce e ribelle che era, è ora domata, soggiogata e ridotta all'obbedienza"[34]. Ancora una volta uno storico isolano (Antonio Era) che quasi sembra compiacersi del triste destino dei suoi avi...

Marco Tangheroni ha puntualmente messo in evidenza i punti controversi dell'interpretazione fornita da John Day, proponendo alcuni spunti di riflessione da tenere debitamente in conto. Secondo Tangheroni, il ruolo di una Sardegna coloniale appare strano o quanto meno molto anomalo, se lo si esamina concretamente:

> Anche a voler supporre rendimenti pari o addirittura superiori a quelli attuali e un'estensione maggiore della cerealicultura, sembra impossibile supporre una produzione tale da soddisfare, oltre al minimo vitale richiesto dagli agricoltori e dalle necessità della semina, anche la richiesta di simili grandi mercati urbani e da alimentare perfino forti correnti di esportazione. Una produzione sostenuta da una piccolissima parte della popolazione dell'isola, richiedente quindi una produttività altissima. E tutto ciò in presenza di un drenaggio fiscale e commerciale ininterrotto e implacabile[35].

Quel drenaggio economico da colonialismo moderno che invece riconosceva John Day ma che non ha senso individuare nella Sar-

---

[32] *Ibid.*, pp. 153-186.
[33] *Ibid.*, p. 155.
[34] *Ibid.*, p. 186; A Era, *Il parlamento sardo del 1481-1485*, Giuffrè, Milano, 1955, p. 179.
[35] M. Tangheroni, *I diversi sistemi economici: rapporti e interazioni. Considerazioni generali e analisi del caso sardo*, in Id., *Medioevo tirrenico. Sardegna, Toscana e Pisa*, Pacini Editore, Pisa, 1992, pp. 61-62.

degna medioevale. Essa era e continua ad essere oggi una terra certamente non ricca, ma nemmeno desolatamente povera. In quanto collocata al centro del Mediterraneo medioevale, l'isola si è sempre trovata inserita in circuiti di traffico complessi e di rilievo internazionale, che ancora per tutto il XII secolo erano regolati da politiche molto più ampie di quelle portate avanti da due giovani città marinare quali Pisa e Genova, data la forza di suprema tutela che la Sede Apostolica romana esercitava sulla cristianità occidentale.

Tale contesto non prevedeva, almeno fino all'inoltrato XIII secolo, una Sardegna paragonabile al Congo Belga dell'epoca contemporanea, con tanto di fruste ed *apartheid*, un luogo in cui i suoi abitanti ignoravano addirittura l'epoca in cui vivevano, come si arriva a sostenere nelle interpretazioni radicali fornite da uno studioso pur autorevole come Geo Pistarino. Questi ha proposto per la Sardegna delle conclusioni quasi antropologiche, più che storicamente oggettive, ad esempio quando, a proposito delle usanze documentarie a Cagliari, così si esprime:

> A livello popolare, anzi generale in una società di pastori e contadini, si sa benissimo quali sono i giorni di festa, scanditi dalla Chiesa ed accentuati nel decorso della vita; probabilmente, invece, non si sa neppure quale sia l'anno in corso, e comunque non importa molto il saperlo[36].

Certo fa sorridere il fatto di volere assimilare Cagliari a una sorta di villaggio montano fuori dal tempo, in cui si allevano le capre e si coltivano i poderi, come pure è impressionante il transfert concettuale secondo il quale in Sardegna erano i contadini e i pastori a scrivere, magari da qualche ovile, fatto sta che tali argomentazioni, che negano l'esistenza di una cultura urbana in Sardegna, sono state generalmente accolte a livello storiografico senza particolari problemi e senza la curiosità intellettuale di verificarne il loro reale fondamento.

Così, la visione colonialista gode tutt'oggi di notevole *appeal*, se andiamo a vedere ad esempio gli scritti di Jean-Marie Martin e dei suoi collaboratori. Anche lo studioso francese si dimostra purtroppo

[36] G. Pistarino, *I primi documenti tra la Sardegna e Genova*, in «Archivio Storico Sardo di Sassari», Anno IV (1978), p. 63.

superficiale nell'analisi della documentazione sulla Sardegna medioevale, che lo porta a una semplificazione che nega le ricche peculiarità messe in luce dagli studiosi nell'ultimo ventennio di ricerche:

> Tutti i documenti sono offerte o conferme. Nel testo, non si trova la minima clausola di garanzia o minaccia di una penalità monetaria: l'unica clausola penale risiede nelle maledizioni, che, perciò, sono sempre presenti. Tale fatto deve essere ricollegato alla debolezza (o alla semplicità) delle istituzioni giudicali, che probabilmente non erano in grado di fare applicare le decisioni del sovrano senza ricorrere al concorso delle potenze celesti[37].

Altri studiosi, particolarmente portati a esaminare gli aspetti specifici della produzione documentaria, giungono realmente a delle conclusioni fortemente deterministiche, antropologizzanti e in tutto e per tutto «lombrosiane», come accaduto con Antonino Mastruzzo, il quale ha riconosciuto una vera e propria azione coloniale da parte di Pisa in Sardegna, particolarmente in Gallura, che avrebbe sfruttato una situazione di debolezza dei giudici locali per imporre i propri interessi economici e politici[38].

Esaminando i documenti sardi nella loro forma materiale e nelle peculiarità grafiche, Mastruzzo afferma che essi sarebbero il frutto dell'incontro tra un'evoluta civiltà urbana e mercantile in piena espansione (quella pisana), e una società arcaica nelle sue strutture, nei modelli produttivi come nelle forme culturali, e reduce da un lungo isolamento (il mondo giudicale). La cultura pisana, grazie alla sua civiltà scrittoria, avrebbe dunque in qualche modo manipolato la volontà dei giudici sardi, abituati ad agire in

---

[37] A. Feniello, J.-M. Martin *Clausole di anatema e di maledizione nei documenti (Italia meridionale e Sicilia, Sardegna, X-XII secolo)*, in «Mélanges de l'École Française de Rome», 123 (2011), 1, pp. 105-127, in particolare pp. 122-123. Come lettura di base che si può contrapporre a quella di Martin si può segnalare almeno E. Cau, *Peculiarità e anomalie della documentazione sarda tra XI e XIII secolo*, in *Giudicato d'Arborea e Marchesato di Oristano: proiezioni mediterranee e aspetti di storia locale*, Atti del 1° Convegno Internazionale di Studi, Oristano, 5-8 dicembre 1997, a cura di G. Mele, S'Alvure, Oristano, 1999, pp. 313-421.

[38] A. Mastruzzo, *Un «diploma» senza cancelleria. Un «re» senza regno? Strategie documentarie di penetrazione coloniale in Sardegna*, in «Bollettino Storico Pisano», LXXVII [2008], pp. 1-32; *Id.*, *Una postilla sarda*, in «Bollettino Storico Pisano», LXXVIII (2009), pp. 169-171.

un mondo di relazioni ancora tutto dominato dall'oralità[39]. Come conclude Mastruzzo, esaminando le caratteristiche della cultura scrittoria sarda, si vuole suggerire che:

> quel ruolo verosimilmente subalterno a interessi continentali, poteva essere meglio sorretto dalla parola o dalla spada, piuttosto che dalla scrittura[40].

Questa impostazione coloniale nei confronti della Sardegna è stata accolta senza particolari obiezioni anche nelle accademie locali di Cagliari e Sassari, al momento dell'esplosione della scuola formatasi intorno ad Alberto Boscolo fin dai primi Anni Sessanta. Se Boscolo incentrava la sua lettura storiografica sui concetti di penetrazione e supremazia pisano – genovese[41] o sulla precoce decadenza del potere dei giudici che, a causa della sua arcaicità favorì le strategie delle città marinare[42], i suoi allievi, con l'eccezione di Francesco Cesare Casula (che ha inaugurato una sua personalissima strada di ricerca[43]), hanno proseguito sostanzialmente lungo la sua visione interpretativa, apportando solamente lievi modifiche e sfumature ai concetti di base espressi dal loro maestro.

Anche al di fuori della scuola boscoliana l'interpretazione coloniale ha conosciuto un certo successo, accompagnata però a istanze identitarie e di rivendicazione autonomistica, derivate dalla formazione anche politica di chi le ha proposte. È il caso di Gian Giacomo Ortu, che tende a vedere in tutto ciò che proviene dall'esterno dell'isola dei pericolosi innesti che minano il tronco sano

[39] I caposaldi di questa interpretazione sono stati analizzati e smontati da A. Soddu, *Iudices atque reges. A proposito di un recente saggio sulla regalità nella Sardegna del XII secolo*, in «Bollettino Storico Pisano», LXXXII [2013], pp. 189-196; C. Zedda, *In margine a «Un diploma senza cancelleria» di Antonino Mastruzzo*, in «Bollettino Storico Pisano», LXXVIII (2009), pp. 155-168 e, più recentemente, Id., *Il «dossier gallurese» (1112-1116). Novecento anni e nuove riflessioni su un tema cruciale del Medioevo sardo*, in «Archivio Storico e Giuridico Sardo di Sassari», n. 20 (2015-2016), pp. 19-78.

[40] A. Mastruzzo, *Una postilla sarda...*, *op. cit.*, p. 170. Una conclusione paradossale, se pensiamo che quando i giudici dovettero sorreggere il loro potere con la spada e non più solamente con la scrittura (che seppero usare a lungo con successo), subirono la loro definitiva sconfitta, militare e istituzionale.

[41] A. Boscolo, *Pisa e la Sardegna nel Medioevo (secoli XI – XII – XIII)*, Introduzione a *Documenti inediti relativi ai rapporti economici tra la Sardegna e Pisa nel Medioevo*, a cura di F. Artizzu, Volume Primo, Padova, 1961, pp. IX-XLV, in particolare p. XII.

[42] A. Boscolo, *Pisa e la Sardegna...*, *op. cit.*, p. XV.

[43] F.C. Casula, *La terza via della Storia. Il caso Italia*, Edizioni ETS, Pisa, 1997.

dell'identità politico-istituzionale, culturale ed etnica della Sardegna. Riguardo ai matrimoni fra principesse sarde e membri dell'aristocrazia della Tuscia e della Lunigiana, quali gli Obertenghi – Massa o i Donoratico, Ortu sostiene che

> sotto il profilo politico si tratta del primo pericoloso innesto, sul tronco genealogico dei giudici sardi, di ambizioni signorili straniere quanto mai pericolose[44].

Un'argomentazione anacronistica, riferita al Medioevo, per il quale Gabriella Rossetti si chiede

> in quale misura e secondo quali parametri un genovese era straniero a Caffa, un veneziano a Cipro, o un pisano in Sardegna. Certamente la risposta varia in base ai livelli sociali. Ai vertici della società una dinastia regnante straniera che si radichi nei territori soggetti si naturalizza velocemente, non è più giudicata estranea, e ciò accade ogni qualvolta la dinastia, pure legata per sangue e obiettivi politici generali alla terra di origine, diviene propria e autonoma nella gestione politica: furono gli Aragonesi nel regno meridionale [...], tali anche – io credo – Gherardeschi e Visconti pisani in Sardegna, imparentati con le dinastie giudicali e come tali naturalizzati, ma non così i rappresentanti della res publica pisana, che, seppure godettero di ampie autonomie politiche in certi ambiti dell'isola, erano formalmente sudditi, sia pure privilegiati, dei legittimi regnanti locali e pertanto stranieri fuori delle loro colonie, anche se ad essi era riservata particolare accoglienza[45].

Alla suggestione di un'interpretazione coloniale non sfugge neanche l'ultima generazione di studiosi francesi, che pur rinnovando profondamente il dibattito sul ruolo della Sardegna nel Medioevo, ancora insiste sull'esistenza di una sorta di colonizzazione dell'isola, stavolta a opera dei monaci riformatori marsigliesi, agenti della Sede Apostolica fra XI e XII secolo[46].

---

[44] G. G. Ortu, *La Sardegna dei Giudici*, Il Maestrale, Nuoro, 2005, p. 127.

[45] G. Rossetti, *I primi passi*, in Id. (a cura di), *Dentro la città. Stranieri e realtà urbane nell'Europa dei secoli XII-XVI*, seconda edizione riveduta e ampliata, Liguori, Napoli, 1999, pp. XV-XXXVII, in particolare p. XVII. Per un utilissimo approfondimento sui temi di popoli e identità nazionali, cfr. P. J. Geary, *Il mito delle nazioni. Le origini medievali dell'Europa*, Carocci Editore, Roma, 2009.

[46] M. Lauwers, *Réforme, romanisation, colonisation? Les moines de Saint-Victor de Marseille en Sardaigne (seconde moitié XIe première moitié XIIe siècle)*, in «Cahiers de Fanjeaux», n. 48 (2013), pp. 229-282. Lo studio di Lauwers mette bene in eviden-

Il ruolo della Chiesa nello sviluppo di un processo colonialistico politico e culturale per la Sardegna, guidato da Pisa e Genova, è stato ribadito anche in altri ambiti accademici, come il Canada. Ann Wesson Garau, di lontane origini sarde, è stata guidata dai suoi docenti a utilizzare l'isola di Sardegna quale laboratorio per testare le tesi adoperate su altre aree del pianeta dai più autorevoli studiosi di storia post coloniale[47] e porle a confronto con le argomentazioni di altri studiosi meno propensi a riconoscere la presenza di caratteri coloniali nella storia sarda[48].

Il metodo che viene utilizzato è quello comparativo interdisciplinare, molto forte nella cultura anglosassone. Talvolta esso funziona, specialmente quando ci invita a effettuare dei cambi di prospettive che poi si rivelano salutari per rinnovare la disciplina storica. Tale metodo funziona meglio, però, nel modo sincronico (considerando cioè un determinato momento storico), mentre propone non poche difficoltà se utilizzato in senso diacronico (se consideriamo l'evoluzione nel tempo di fatti e fenomeni), come rivelatosi con lavori come quello di Martin Barnel sulle origini africane del mondo classico[49].

---

za in tutta la sua complessità la dimensione universale e locale della riforma «gregoriana» e sebbene sia ancora forte la tendenza a riconoscere per la Sardegna una marcata tradizione di tipo bizantino, il ruolo del monachesimo provenzale emerge centrale in tutta la sua forza per la messa in opera del programma riformatore della Chiesa romana.

[47] A. Wesson Garau, *Colonization and the Church in High Medieval Sardinia*, A thesis submitted in conformity with the requirements for the degree of Doctor of Philosophy Centre for Medieval Studies University of Toronto, Toronto, 2015.

[48] Partendo dalle considerazioni proposte da Marco Tangheroni e John Day, la Wesson Garau cita alcune mie impressioni sull'instaurarsi nell'isola di un comunque problematico colonialismo (cfr. C. Zedda, *L'ultima illusione mediterranea. Il comune di Pisa, il regno di Gallura e la Sardegna nell'età di Dante*, AM&D, Cagliari, 2006, pp. 39-40), ma non cogliendo esattamente i termini della questione, da me posti e poi modificati in parte nelle mie opere successive: «Most recently, Corrado Zedda has taken up the use of the term colonization to describe Pisa's political relationship with Sardinia, judging it problematic but unavoidable. Yet none of these authors considers the cultural and/or ecclesiastical methods and impacts of foreign colonization in Sardinia» (A. Wesson Garau, *Colonization… op. cit.*, p. 4).

[49] M. Barnel, *Black Athena. The Afroasiatic Roots of Classical Civilization*, vol. I, Rutgers University Press, New Brunswick, N.J. 1987: *The Fabrication of Ancient Greece 1785-1985*, vol. II, Rutgers University Press, New Brunswick, N.J. 1991: *The Archaeological and Documentary Evidence*, (edizione italiana: *Atena nera. Le radici afroasiatiche della civiltà classica*, Milano, 1997). Cfr. le forti critiche all'opera di Barnel (per la verità inerenti ancora il solo primo volume) in M. Lefkowitz – G. Maclean Rogers, *Black Athena Revisited*, The University of north Carolina press,

Purtroppo, lo studio della Wesson Garau si basa su alcuni punti sostanzialmente errati. Innanzitutto parlare di Italia e di Europa nel Medioevo, quando sappiamo bene che nel Medioevo l'Italia e l'Europa non esistevano. Nessuno, né i Siciliani, né i Sardi, né i Romani, né i Milanesi a quell'epoca si pensavano Italiani, come pure i Londinesi non si pensavano Europei e questo è il «peccato originale» di studi come quello della sardo canadese: vale a dire, immaginare le situazioni del passato in maniera anacronistica, con gli occhi dell'uomo moderno, pensando, in maniera finalistica, a un qualcosa negli avvenimenti del passato che preparerebbe il futuro dell'uomo di oggi, come la genesi dell'Europa, in nuce già nel Medioevo, e dell'europeizzazione di comunità lontane dal contesto culturale di quella che viene intesa come «Europa medioevale»[50].

L'idea di Europa e di creazione di una cultura europea nel Medioevo è sostanzialmente una costruzione degli uomini di oggi, in particolare di una parte consistente di classe intellettuale che porta avanti un legittimo sogno europeista, il quale, però, come si vede dai recenti avvenimenti, è soprattutto il desiderio di alcuni, ma non la volontà di molti. Che dal mondo del passato sia nata l'Europa di oggi è ovviamente un'acquisizione innegabile, ma essa fu soprattutto il risultato di eventi contradditori, inaspettati, di rotture, di passi indietro[51]. A mio avviso non dobbiamo pensare che gli avvenimenti del passato abbiano avuto il carattere di un qualche progetto o che lo studioso moderno debba leggerli riconoscendogli a priori questo esito finale[52].

Chapel Hill and London, 1996. Forse l'interesse per la Sardegna da parte del mondo culturale anglo sassone risiede proprio in questo: provare a effettuare un coraggioso cambio di prospettiva su una regione-laboratorio, come nel caso dell'isola sarda.

[50] Si rimanda per questo ancora a P. J. Geary, *Il mito delle nazioni…*, *op. cit.*

[51] F. Cardini, *Europa. Le radici cristiane*, Il Cerchio, San Marino, 2002.

[52] Faccio qui mie le considerazioni di Giuseppe Sergi sulla controversa definizione di Medioevo quale momento fondativo dell'Europa e dell'unità europea: G. Sergi, *L'idea di Medioevo. Fra storia e senso comune*, Donzelli, Roma, 2005, *VI. Il medioevo come infanzia dell'Europa*, in particolare p. 61: «il medioevo è ben poco "nazionale", e non solo perché era molto frazionato, ma anche perché non c'è nulla di vocazionale nelle linee di ricomposizione che affiorano nei suoi secoli finali: nel disegnarsi dei nuovi Stati non c'era, insomma, nulla di precostituito in presunte identità di lunga durata dei popoli che in prevalenza li abitavano. Solo un atteggiamento finalistico – storiograficamente ingenuo o opportunista, in ogni caso inammissibile – può spiegare il ricorso a questi usi del millennio medievale. Un finalismo inaccettabile qualunque sia il valore per cui lo si innesca: l'auspicata Europa unita del futuro, le nazioni consolidatesi nella storia più recente, i nuovi regionalismi a impianto federalista. Può andare tutto bene – o quasi – ma non si disturbi la storia». Per dei parallelismi molto

Altro mito che si accoglie senza particolari visioni critiche è quello della «resistenza», per cui la Sardegna e i Sardi vogliono e devono resistere, resistere, resistere a un processo di colonizzazione portato dall'esterno[53]. Si tratta ancora una volta di una sovrapposizione moderna, derivata da un'impostazione di studi fortemente permeata da una cultura e un sentimento nati in Europa e in Occidente dopo le crisi post coloniali, ma, a mio avviso, si tratta di aspetti distantissimi da quanto accadde effettivamente in Sardegna.

Se, infatti, gli studi post colonialistici pongono l'accento su argomenti filosofici, etici e politici quali l'identità sociale, la sociologia, la razza e l'etnicità, vale a dire i dilemmi dello sviluppo di un'identità nazionale sulla scia della dominazione coloniale, il modo in cui la conoscenza dei popoli colonizzati è stata asservita all'interesse dei colonizzatori, e come viene prodotta e usata la conoscenza di popoli subordinati, nulla di tutto questo ha però a che fare con la Sardegna, totalmente e attivamente integrata nell'identità della *Christianitas* e non un luogo da essa avulso. In questo senso, non si colgono sostanziali differenze fra la mentalità di un Cagliaritano, ad esempio, e quella di un Genovese. Proprio la Sardegna fornisce un caso eclatante in tal senso. Fra XIII e XIV secolo, i Pisani non andarono a cancellare programmaticamente l'identità dei nativi; semmai vollero annientare una dinastia e i simboli del suo potere, come nel caso dei giudici cagliaritani[54]. Ma qui non sorregge la Wesson l'appoggiarsi a fonti spesso poco affidabili o da riverificare[55].

---

utili alla comprensione del tema, cfr. T. Di Carpegna Falconieri, *Medioevo militante. La politica di oggi alle prese con barbari e crociati*, Einaudi, Torino, 2011, in particolare *Capitolo undicesimo. Genti e sovrani: un medioevo delle nazioni*, pp. 230-255; *Capitolo dodicesimo. Imperatori e viandanti: un medioevo dell'Europa unita*, pp. 256-284.

[53] Considerazioni critiche, particolarmente interessanti in tal senso, li propongono i contributi in «Antropologia», Annuario diretto da U. Fabietti, Anno 2, numero 2 (2002), *Il colonialismo*, in particolare N.B. Dirks, *Le inquietudini del postcolonialismo. Storia, antropologia e critica postcoloniale*, pp. 16-46.

[54] C. Zedda, *Il Giudicato di Cagliari. Storia, società, evoluzione e crisi di un regno sardo*, Arkadia, Cagliari, 2017.

[55] La bibliografia sui vescovi sardi utilizzata dalla Wesson Garau è datata e incompleta (confermare l'esistenza dell'arcivescovo Alfredo del 1066-1070, senza aver verificato le diverse ipotesi in tal senso ne è un esempio); la lettura della penetrazione dei monaci vittorini (orfana peraltro di una riflessione sul contributo di M. Lauwers, *Réforme, romanisation…, op. cit.*), avrebbe necessitato il riesame dei documenti dall'originale o almeno delle recenti riletture degli stessi, che raccontano in realtà situazioni piuttosto diverse da quelle generalmente diffuse; così per le presunte precoci strategie coloniali di Pisa in Sardegna nel XII secolo (cfr. per questo, anche

Per veicolare le sue idee, la Wesson Garau prende come punto di partenza le teorie di Robin Frame e di altri studiosi post colonialisti, i quali hanno indagato la storia dell'Irlanda, della Scandinavia, dell'Australia e di altre terre che subirono in passato una qualche forma di colonizzazione[56]. Il problema principale, però, è che tali teorie vengono applicate a priori per la Sardegna, allineandosi alla scuola di riferimento in maniera quasi automatica. Per la verità, anche la Wesson Garau si rende conto di forzare talvolta le sue tesi e argomentazioni utilizzate; la studiosa sostiene però che se restiamo un po' flessibili (cioè se forziamo il contesto), il modello è applicabile: definire infatti un comportamento storico come esclusivamente «moderno» oscura modelli rilevanti e simili che hanno preceduto l'era moderna, mentre una definizione più flessibile dal punto di vista cronologico consente di vedere interessanti aspetti premoderni[57].

In sostanza la Wesson Garau si basa sull'autorità di studiosi post coloniali moderni per estendere il paradigma a un'epoca e a una regione-laboratorio, innestando così, aprioristicamente, la tesi sul contesto e non, invece, sullo studiare il contesto per vedere se, eventualmente, ci siano margini per proporre similitudini o confronti[58]. In una simile visione ecco che, ancora una volta, si intende la Sardegna come una regione da «europeizzare», fare entrare in quel grande contesto che già per il Medioevo si vuol pensare che

---

se uscito contemporaneamente alla tesi della Wesson Garau, C. Zedda, *Il «dossier gallurese»… op. cit.*). Tutto ciò tende a riconfermare vecchi equivoci storiografici che a loro volta, a catena, ne generano altri, portando all'inevitabile risultato finale di confermare paradigmi erronei nelle loro basi enunciative ma terreno fertile sul quale impiantare le teorie colonialiste.

[56] R. Frame, *Ireland and Britain, 1170-1450*, Hambledon Continuum, London, 1998, in particolare Capitolo X, «Overlordship and Reaction»; H. Bhabha, *The Location of Culture*, Routledge, London and New York, 2012, electronic edition; G. Viswanathan, *Conversion, «Tradition» and National Consolidation*, in *The Post-Colonial Studies Reader*, ed. Ashcroft et al., Taylor & Francis, London and New York, pp. 519-521; R. Bartlett, *The Making of Europe: Conquest, Colonization and Cultural Change 950-1350*, Penguin, London, 1993.

[57] A. Wesson Garau, *Colonization…*, *op. cit.*, pp. 21-22 («Yet to define a historical behavior as exclusively "modern" obscures relevant and similar patterns that preceded the modern age, while a more chronologically flexible definition makes it possible to see interesting pre-modern aspects»).

[58] Personalmente, pur lodando gli studi sul post colonialismo sopra citati, le mie perplessità restano proprio sull'approccio utilizzato dalla Wesson Garau, che sembra partire non dall'eventuale conferma di un'intuizione iniziale, ma dall'avere già in partenza una risposta per spiegare la storia della Sardegna in senso coloniale.

sarà «Europa». Naturalmente la studiosa pone tutte le distinzioni del caso e invita a non vedere la Sardegna come una colonia intesa nel senso moderno, tuttavia la sensazione forte che si ricava dalla sua lettura è quella di trovarsi in una sorta di Papua Nuova Guinea, avulsa dal mondo europeo, creata attraverso il calare dall'alto un modello, senza conoscere con precisione i contesti locali.

La lunga tradizione che predilige una visione della Sardegna immobile, arcaica, destinata quasi per vocazione a diventare una colonia di potenze più forti di lei, ha finito così per creare una «nuova identità» dell'isola e insieme l'*humus* ideale per l'opera letteraria di scrittori di successo come Salvatore Niffoi[59] o Giulio Angioni[60], che hanno rinnovato quell'immagine dolente e orgogliosa di un'isola vinta ma non convinta, come declamava l'intellettuale e poeta Francesco Masala[61].

Su un altro versante, l'arcaicità della Sardegna ha ispirato l'opera singolare di Julian Cope, rockstar, archeologo, autore di performance musicali sulla suggestione delle maschere folkloristiche sarde, oltre che di un romanzo «on the road» ambientato in una Sardegna contemporanea ancora misteriosa e ancestrale[62].

Un'immagine che rinnova ancora una volta quella tracciata da Braudel, ritrovata da Wagner, sistematizzata da Giovanni Lilliu, per cui la Sardegna vera è quella arcaica, deleddiana, che tanto piace al turista forestiero ansioso di incontrare i «veri sardi» nelle aspre montagne delle Barbagie[63]. Dalla Storia alla Letteratura, il ciclo continua a compiersi in un percorso di inamovibile granitici-

[59] S. Niffoi, *La leggenda di redenta Tiria*, Adelphi, Milano, 2005.

[60] G. Angioni, *Sulla faccia della terra*, Feltrinelli/ Il Maestrale, Milano, 2015.

[61] Per una sintesi del pensiero di Francesco Masala e una prima analisi della sua variegata opera letteraria, cfr. F. Carlini, *Francesco Masala. Un intellettuale contro*, in «Sa Republica Sarda» (consultabile su https://www.alfaeditrice.it/sa-republica-sarda/2017/10/06/francesco-masala-un-intellettuale-contro/).

[62] J. Cope, *Uno tre uno. Viaggio hooligan gnostico sulle strade della Sardegna e del tempo*, Elliot, Roma, 2015.

[63] Quella visione consolidatasi grazie anche al ruolo veicolante del cinema, si pensi al successo internazionale di film come *Padre Padrone*, diretto da Paolo e Vittorio Taviani e tratto dal romanzo omonimo di Gavino Ledda. Si tratta di un'opera certo emblematica e per questo citata comunemente dagli intellettuali; essa è però rappresentativa di una determinata area geografica in un determinato periodo storico: la spopolata Barbagia alla metà del Novecento, la quale non può essere presa a paradigma di un'isola intera e per l'intera storia isolana. Per un esame di questo percorso rimando alla lettura di M. B. Urban, *Sardinia on screen: The construction of the Sardinian character in Italian cinema*, Editions Rodopi B.V., Amsterdam - New York, 2013.

tà, nonostante più di uno studioso abbia messo in discussione le basi di questo paradigma, primo fra tutti il filologo e linguista Paolo Maninchedda, il quale ha chiaramente posto in evidenza come

> la Sardegna è un sistema complesso che non è opportuno semplificare sotto la sola cifra della conservatività e dell'innovazione maturata nell'isolamento, se non a prezzo di perpetuare l' «errore» di Max Leopold Wagner (lo diciamo con pudore e con grande riguardo per l'impareggiabile studioso che egli fu) il quale, a causa della sua predilezione estetica per il primitivo, scelse la Sardegna più arcaica e la sua lingua, il Nuorese, come paradigma di tutta l'isola, dando così rilievo alla periferia di una periferia ed elevandola arbitrariamente a capitale di un mondo e di una cultura molto più articolati[64].

Gli studi più recenti mettono bene in luce questa realtà complessa, in cui anche la Sardegna rurale si rivela dotata di una sua storia particolare e in movimento, molto lontana dall'idea di staticità ancora così in auge. Sicuramente molti degli equivoci interpretativi provengono da letture imprecise che ancora traspongono una situazione del XIII-XIV secolo alle epoche precedenti, generando confusione ed errori di prospettiva storiografica[65].

Alfonso Stiglitz, partendo dall'esame delle testimonianze protostoriche e antiche, è lo studioso che con più coraggio ha marcato

> la presa di distanza netta dalla visione marcatamente dualista di una Sardegna divisa tra una Romània civilizzata, alfabetizzata, planiziale e una Barbària analfabeta, resistente e montanara, l'un contro l'altra armate, fino alla presa di potere della superiore civiltà romana, come gli antichi autori coloniali ci hanno tramandato[66].

---

[64] P. Maninchedda, *Medioevo latino e Volgare in Sardegna*, CUEC, Cagliari, 2007, p. 11.

[65] Cfr. l'analisi fatta da C. Ferrante, A. Mattone, *Le comunità rurali nella Sardegna medievale (secoli XI-XV)*, in «Studi Storici», I/2004, pp. 169-243; S. De Santis, *«Qui regant… et ordinent et lavorent et edificent et plantent ad honorem dei». La Sardegna rurale al passaggio tra l'età giudicale e il Regno di Sardegna (secc. XI-XIV)*, Tesi Dottorale, Università di Cagliari, XII ciclo (2001).

[66] A. Stiglitz, *Un'isola meticcia: le molte identità della Sardegna antica. Geografia di una frontiera*, in «Bollettino di Archeologia on line», I 2010/ Volume speciale A / A3 / 3, pp. 16-28, in particolare p. 16. A parere di Stiglitz (p. 16), «Il dibattito in Sardegna può trovare uno dei momenti più alti nel bel lavoro di Antonio Mastino, che si muove nell'ambito del modello resistenziale di Lilliu» (cfr. per questo A. Mastino, *Analfabetismo e resistenza: geografia epigrafica della Sardegna*, in A. Calbi,

Per questo studioso è oggi possibile

impostare su nuove basi l'analisi della complessa realtà identitaria della Sardegna di età romana. Un processo che vede l'articolazione delle comunità e la loro vitalità e non può più essere compreso alla luce del vecchio strumentario etnologico nel quale la manifesta presenza di componenti culturali altre rispetto a quella romana veniva interpretata nei termini di sopravvivenza e di sostrato, quasi che si trattasse di relitti di culture ormai esaurite. Al contrario siamo in presenza di comunità dinamiche che, sebbene provate dai lunghi anni della repressione violenta, partecipano attivamente ai nuovi tempi senza rinunciare alle proprie affiliazioni, senza rinchiudersi in «riserve indiane» resistenti[67].

Quanto vi è di vero, dunque, in tutto questo? Quanto la Sardegna è stata realmente subalterna, povera, dolente? E da quando lo è diventata? È giunto il momento di analizzare sistematicamente le fonti contemporanee per andare alla ricerca del mito della colonia e verificarne la sua esistenza o meno.

3. *Sardegna e Chiesa. Un mondo romano*

Le dinamiche ecclesiastiche sono state per lungo tempo sottovalutate nel tracciare un identikit storico e sociale della Sardegna e del suo popolo, come anche ha rilevato Ann Wesson Garau. A esse si sono generalmente preferite quelle istituzionali, commerciali, artistiche e di storia della cultura, scrittoria e materiale; in questi casi la produzione bibliografica è stata e rimane vastissima.

Anche quando le dinamiche ecclesiastiche e il loro intersecarsi con la storia politica e istituzionale sono state finalmente ap-

---

A. Donati, G. Poma (a cura di), *L'epigrafia del villaggio*, Stabilmento Grafico Lega, Faenza, 1993, pp. 457-536, ma anche *Id.*, *Storia della Sardegna antica*, Il Maestrale, Nuoro, 2005.

[67] A. Stiglitz, *Un'isola meticcia*, *op. cit.*, p. 26. Lo studioso muove la sua analisi da una rilettura in parallelo di E. Said, *Orientalism*, Pantheon Books, New York 1978 (traduzione italiana: *Orientalismo. L'immagine europea dell'Oriente*, Feltrinelli, Milano 1991) e di Antonio Gramsci in particolar modo riguardo allo studio dei gruppi sociali subalterni e dei rapporti di potere. Stiglitz ha sintetizzato il suo pensiero nel recente A. Stiglitz, *Tra egemonia e subalternità. Il «riuso» dei nuraghi come luogo di culto*, in *Cartagine, il Mediterraneo centro-occidentale e la Sardegna. Società, economia e cultura materiale tra Fenici e autoctoni*. Studi in onore di Piero Bartoloni, a cura di Michele Guirguis, Sara Muscuso e Rosana Pla Orquín, vol. I-II, SAIC Editore Sassari 2020-2021, pp. 471-484.

procciate, non sempre lo si è fatto nel modo corretto. In particolare, i rapporti fra Sardegna e Sede Apostolica durante il Medioevo, sono stati storicamente impostati sull'asserzione di base secondo la quale l'isola, fino all'XI secolo inoltrato, avrebbe orbitato attorno al mondo ecclesiastico bizantino, addirittura facendone parte integrante. Un'interpretazione sulla quale non possediamo alcun dato scientifico o indizio probante, ma che nonostante ciò è stata generalmente accolta dagli studiosi.

Ciò che emerge dall'esame della documentazione è in realtà esattamente il contrario: ci troviamo infatti di fronte a un'isola strettamente legata a quanto ecclesiasticamente si decideva a Roma e che, quando accadeva che si svicolasse da questa strada, si impegnava immediatamente a trovare la giusta soluzione richiedendo essa stessa, coi suoi governanti e coi suoi arcivescovi, l'intervento della Sede Apostolica, ritenuta l'autorità di riferimento insindacabile[68].

Alcuni episodi che emergono dalle pur rade fonti sulla Sardegna pre giudicale inducono a pensare che l'*Ecclesia Karalitana*[69] fosse stata a lungo un punto di riferimento importante per la Sede Apostolica e la sua azione nel Tirreno ma anche, almeno in una certa misura, per una più ampia politica internazionale.

Nel 649 Papa Martino I convocò una sinodo in Laterano, con lo scopo di condannare il monotelismo e rinnovare inoltre la condanna delle altre eresie, quali il monofisismo e il nestorianesimo. Nella sinodo ebbe una parte importante Deusdedit, vescovo di Cagliari e metropolita della Sardegna, che compare quale terzo firmatario della *Sancta Synodus* dopo il papa e il vescovo di Aquileia, tanto all'inizio, quanto, una volta effettuata l'enunciazione di venti canoni, al termine dei lavori[70].

[68] Sulla vivacità e continuità dei rapporti fra Roma e la Sardegna, soprattutto nel IX secolo e sulla chiara dipendenza della chiesa isolana dalla Sede Apostolica, cfr. R. Turtas, *Storia della Chiesa in Sardegna dalle origini al Duemila*, Città Nuova Editrice, Roma, 1999, pp. 163-166.

[69] *Ecclesia Karalitana* è il termine col quale da sempre è identificata l'arcidiocesi di Cagliari e come essa è menzionata nei documenti ecclesiastici, sia quelli da essa prodotti, sia quelli prodotti da altre istituzioni (ad esempio, Sede Apostolica o abbazia di San Vittore di Marsiglia).

[70] Per tutti i riferimenti bibliografici si rimanda alla raccolta di fonti effettuata da M. Orrù, *Le fonti greche di età bizantina per lo studio della Sardegna altomedievale (VI-XII secolo)*, Tesi di Dottorato in Fonti scritte della civiltà mediterranea, Ciclo XXVI, Università di Cagliari, Anno Accademico 2012-2013, in particolare pp. 36-37.

Il ruolo centrale del Metropolita cagliaritano si evince, oltre che dalla sua posizione tra i firmatari dei lavori, anche dal fatto che egli prese la parola durante tutte le *actiones* della sinodo. Al termine dei lavori e probabilmente dopo il 649, vi fu un'ulteriore sottoscrizione da parte di altri vescovi non presenti alla sinodo. Tra questi non troviamo più Deusdedit ma il suo successore: Giustiniano, «vescovo della santa chiesa cagliaritana». L'assenso del nuovo metropolita cagliaritano rappresenterebbe la conferma di una totale adesione dell'isola alla politica del pontefice, attraverso il rinnovo della validità dei lavori sinodali. Questa adesione sarda sembra essere all'origine di un rapporto freddo e di un atteggiamento sospettoso da parte di Bisanzio, come si evincerà dal successivo Concilio, il Costantinopolitano III[71].

Il legame fra Roma e la Sardegna non venne mai meno nei secoli successivi, ma un altro avvenimento di rilievo internazionale potrà essere utile a far intuire la posizione di rilievo della chiesa cagliaritana presso la Sede Apostolica, stavolta alla vigilia o quasi della frammentazione giudicale.

Nell'elenco dei partecipanti al concilio indetto nel giugno 964 da papa Leone VIII per deporre Benedetto VII, nominato dagli elettori Romani alla morte di Giovanni XII contro la volontà dell'imperatore Ottone I, e confermare la legittimità della propria carica, compare a chiare lettere il nome di un arcivescovo di Cagliari finora quasi totalmente ignorato dalla storiografia:

In his actis interfuere Archiepiscopi et Episcopi de vicinis comitatibus. Archiepiscopus Calaritanus Episcopus Citonatus[72].

---

[71] *Ibid.*

[72] *Canon Leonis pseudopontificis Ottoni Imperatori pro electione Summi Pontificis concessus*, 964. XXII, *Invalidus censetur, & quare*, 964, XXIV, in C. Baronio, *Annales Ecclesiastices*, ediz. Venturini, Lucca 1749, tomo XVI, pp. 150-151. La notizia non era sconosciuta: esiste almeno un autore che l'ha riportata correttamente, ed è G. Cossu, *Della città di Cagliari*, Cagliari 1780 (riedizione anastatica, Bologna 1975), p. 58, che nella cronotassi degli arcivescovi di Cagliari menziona Citonato (II) in carica per il 964, dimostrando così di aver letto il testo di Baronio. Citonato può essere sfuggito agli studiosi di storia ecclesiastica sarda, come Raimondo Turtas che non ne fa cenno nella cronotassi riportata nel suo volume sulla storia della chiesa in Sardegna (cfr. R. Turtas, *Storia della Chiesa in Sardegna..., op. cit.*), perché nell'indice del Baronio il nome dell'arcivescovo in questione è dimenticato dal compilatore, così come non vi compaiono il nome *Calaris* e l'aggettivo *Calaritanus* o simili. È probabile che la sola consultazione degli indici degli *Annales Ecclesiastices* abbia portato al mancato reperimento della notizia.

Cesare Baronio, che pubblicò gli atti del Concilio, pone dei dubbi sulla genuinità integrale del documento, ma rimangono due acquisizioni importanti: anzitutto, l'arcivescovo di Cagliari era ben conosciuto da chi scrisse il documento giunto fino a noi e la sua presenza era ritenuta prestigiosa per confermare la validità dello stesso concilio (quello cagliaritano è l'unico arcivescovo partecipante insieme ad una serie di vescovi di diocesi umbre e laziali e di qualcuna dell'Italia meridionale come quella di Lucera in Puglia); in secondo luogo dobbiamo valutare la sua presenza come testimonianza sia di un suo personale sostegno attivo della politica ottoniana sia della richiesta all'arcivescovado di Cagliari di un sostegno alla politica ottoniana su scala locale[73].

La memoria di un'antica potenza della metropoli cagliaritana traspare dalla rilettura delle storie dei santi tirrenici e del loro culto (si pensi a Regolo, Efisio o Mamiliano) e nella lettera dell'arcivescovo Guglielmo di Cagliari, inviata a papa Gelasio II nel 1118. In essa, l'arcivescovo Guglielmo raccontava a Gelasio, con toni amari, lo stato deplorevole in cui versava l'*Ecclesia Karalitana*, un tempo «onorata e potente», a causa delle spoliazioni subite per mano laica e con l'avvallo del giudice Mariano Torchitorio, regnante in quel momento a Cagliari, e della prepotenza dei monaci marsigliesi, che detenevano beni dell'arcivescovado[74].

[73] Da questo secondo punto di vista, è più plausibile ipotizzare che Citonato si trovasse già a Roma, piuttosto che un suo apposito viaggio dalla Sardegna, perché probabilmente era stato appena nominato arcivescovo. Questo spiegherebbe, almeno in parte, perché egli non fosse stato presente al concilio dell'anno prima e porta a supporre che la sede cagliaritana fosse vacante al momento della convocazione del concilio del 963. Ricordiamo che per l'elezione di un arcivescovo era valida la cosiddetta «regola del pallio», per cui l'arcivescovo nominato doveva presentarsi davanti al pontefice per poter essere consacrato ufficialmente e ritirare il pallio arcivescovile simbolo della sua nuova dignità. La regola del pallio, stabilita da tempo (cfr. ad esempio MGH, *Epistolae selectae Leonis IV*, 46, pp. 609-610: l'imperatore Lotario chiede a papa Leone IV di concedere il pallio arcivescovile a Incmaro, arcivescovo della fondamentale diocesi di Reims), sarà chiarita da Gregorio VII in una sua lettera all'arcivescovo Bruno di Verona (*Das Register Gregors VII*, I, 24, pp. 40-41, lettera datata Capua 24 settembre 1073): *Quam utique dilectionem tuam in his, que a nobis expostulasti, id est in pallii concessione, ad presens non recompensamus, quia antecessorum nostrorum decrevit auctoritas, nisi presenti persone pallium non esse concedendum.*

[74] C. Zedda, «*Amani judicis*»..., *op. cit.*: *Quantam ruinam quantasque tribulationes et inopias Caralitane quondam potens et honorata Ecclesia et passa sit et nunc maxime patiatur verbis enarrare vel litteris denotare verecundamur et erubescimus.*

La condizione di onore e potenza sembra fare riferimento a tempi antichi, ma non è chiaro se l'arcivescovo si stia riferendo a un passato pre riforma o a un altro meno remoto, quello dell'erezione della rinnovata arcidiocesi riformata, risalente all'arcivescovo Giacomo, scelto personalmente da papa Gregorio VII. Tuttavia già agli inizi del XII secolo, la preoccupazione dei metropoliti cagliaritani era la difesa del proprio onore e potenza, sempre minacciati dai potentati laici o da altre organizzazioni religiose, come, nel caso del 1118, i monaci vittorini e quelli cassinesi.

Mantenere e anzi accrescere la potenza, la ricchezza e in definitiva il prestigio della propria metropoli, soprattutto quando si godeva di una lunga tradizione, come nel caso di Cagliari, è sempre stata una delle linee di indirizzo principali dei prelati e dei loro capitoli[75]. E per onore potevano intendersi sia le rendite, i possessi e le ricchezze, sia qualcosa di meno materiale ma comunque basilare: l'obbedienza. Lo stesso arcivescovo Guglielmo si lamenta soprattutto di questo con papa Gelasio II, quando gli riferisce che sui possessi acquisiti illecitamente dai Vittorini non gli è stata prestata alcuna obbedienza[76].

Il leit motiv della politica degli arcivescovi cagliaritani fra XI e XIII secolo sembra essere stato la ricerca dell'obbedienza, che tutti gli enti ecclesiastici dovevano prestare al metropolita ma che in diverse occasioni si era presentata come problematica da ottenere concretamente e pienamente, non soltanto dai potenti monaci vittorini, ma anche dagli stessi suffraganei delle diocesi della provincia.

Letta in tale contesto, l'attività di Ricco uno dei più noti arcivescovi cagliaritani, in carica fra il 1183 e il 1218, ebbe come finalità la ricostruzione del prestigio della sua arcidiocesi, da attuarsi attraverso lo svolgimento di un progetto coerentemente articolato. Tutti gli atti che di lui conosciamo ce lo rivelano[77].

---

[75] Nel solco di una lunga tradizione ben esaminata dalla storiografia, cfr. per questo F. Mazel (a cura di), *L'espace du diocèse. Genèse d'un territoire dans l'Occident médiéval (Ve-XIIIe siècle)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008; La réforme «grégorienne» dans le Midi. (Milieu XIe-début XIIIe siècle), *Cahiers de Fanjeaux*, 48, 2013 e la relativa bibliografia.

[76] C. Zedda, *«Amani judicis»...*, *op. cit.*: *et quod intolerabilius est, nullam super his male possessis reverentiam nullam nobis exhibent obedientiam.*

[77] C. Zedda, *Il codice di Santa Maria di Cluso. Una fonte preziosa su Cagliari e la Sardegna medioevale*, Arkadia, Cagliari, 2020.

Non è questa la sede per approfondire il discorso sulla costruzione del prestigio da parte dei metropoliti cagliaritani ma è ormai pienamente accertata la natura dei rapporti fra chiesa sarda e Sede Apostolica nel lungo periodo. Essi conoscono l'unico momento di incertezza (una forte incertezza) nell'VIII secolo, per il quale le uniche fonti di cui disponiamo raccontano di un'isola sotto l'assedio islamico, nel periodo in cui gli Aghlabiti d'Africa mossero alla conquista delle grandi isole del Mediterraneo occidentale, un'azione che si sarebbe conclusa con la conquista della Sicilia.

4. *Il ruolo istituzionale della Sardegna e l'importanza delle sedi metropolitane*

La Sardegna medioevale era organizzata, prima ancora che su una peculiare quadripartizione politica, ancora da valorizzare nelle sue reali caratteristiche, attorno a ben tre province ecclesiastiche metropolitane; una situazione singolare, non facilmente riscontrabile nel Mediterraneo medioevale fino a tutto l'XI secolo.

La presenza di una o addirittura più metropoli in un territorio, di per sé rende decisamente più complesso il discorso su un'eventuale colonizzazione di quello stesso territorio, nel quale non era certo semplice entrare legittimamente, politicamente e militarmente, né tantomeno avviarvi un'azione di predominio di qualsiasi tipo, nello specifico da parte delle città di Pisa e Genova fra XI e XIII secolo[78].

Questo discorso è evidente soprattutto per l'XI secolo e la prima metà del XII, quando dobbiamo tenere conto del ruolo ancora centrale della provincia cagliaritana, una delle più antiche province metropolitane del Mediterraneo, e di quelle di Torres ed Arborea, elevate a metropoli nella seconda metà dell'XI.

Al contrario, sull'altra sponda tirrenica, le chiese di Pisa e Genova, alle quali si associa abitualmente la storia coloniale della Sardegna, rimasero per lungo tempo delle semplici diocesi: Pisa direttamente sottoposta all'autorità della Sede Apostolica, dalla quale verrà definitivamente svincolata, per concessione papale, nel

[78] Si prendono come estremi, per il periodo considerato, le date della liberazione della Sardegna da Mujâhid (1015-1017) e quella dell'ingresso militare del comune di Pisa a Cagliari (1215-1217).

1126, quando fu elevata a metropoli; Genova sottoposta all'arcidiocesi di Milano, dalla quale sarà staccata nel 1133 ed elevata anch'essa a metropoli[79].

In questo periodo i rapporti, anche diseguali, fra i Giudicati sardi e le città di Pisa e Genova, vennero avviati e gestiti fra organizzazioni istituzionali (che in Sardegna erano ben consolidate) e non furono il risultato di coscienti progetti di espansione colonialista ai danni di territori istituzionalmente e politicamente deboli.

Per la Sardegna questa condizione si mantenne stabile almeno finché durò l'equilibrio fra autorità del potere civile e ruolo delle province metropolitane. Quando tale equilibrio si spezzò, a causa del passaggio delle diocesi del Giudicato di Gallura alla chiesa pisana e alla primazia della stessa chiesa sulla metropoli di Torres (1138) e quindi anche sulle altre (fine del XII secolo)[80], ecco che si aprì la strada verso un mutamento dei rapporti di forza fra il mondo giudicale sardo e altre realtà, come Pisa e Genova. In particolare, Pisa, attraverso il suo arcivescovo, ebbe la legittimità giuridica ad entrare nelle vicende politiche sarde e a esercitarvi la sua autorità.

Ma prima che si possa parlare di una sorta di politica coloniale, si dovrà attendere quello che fu il violento atto di forza del comune di Pisa verso il Giudicato di Cagliari, che, a partire dal 1215, con il suo ingresso militare, avversato in ogni maniera dalla sede Apostolica, destrutturò letteralmente un sistema formatosi ed evolutosi nel corso dei secoli, anche se poi Pisa impiegò altri quarant'anni per ottenere il controllo effettivo e totale del giudicato, insieme a quello gallurese.

E arriviamo così alla fine del Duecento, quando, con maggior ragione, si può finalmente riconoscere un'azione in qualche modo «coloniale» da parte di forze esterne all'isola. In mezzo, però, vi sono stati secoli di storia e di rapporti fra la Sardegna e le sponde tirre-

[79] Un aspetto positivo della tesi di A. Wesson Garau, *Colonization…*, *op. cit.*, è che, infatti, essa si concentra sulla ricerca del prestigio da parte delle chiese e delle *civitates* genovese e pisana, confermando la bontà della pista ecclesiastica quale scorciatoia per poter accedere in legittimità agli interessi sardi.

[80] Per l'esame dei documenti e per la relativa bibliografia, cfr. M. L. Ceccarelli Lemut, *La sede metropolitana e primaziale di Pisa nei rapporti con i pontefici da Onorio II a Innocenzo II*, in *Id.*, *Medioevo Pisano. Chiesa, famiglie, territorio*, Pacini Editore, Pisa, 2005, pp. 29-59.

niche, che non siamo autorizzati in alcun modo ad appiattire, per riconoscervi, anche per suggestione ex post, un'isola costantemente colonizzata.

Il riferimento al ruolo delle sedi metropolitane non è fuori luogo in questo discorso, dal momento che esse erano un simbolo di prestigio politico internazionale e una vera e propria manifestazione di potere, in quanto legato all'universalità della Chiesa di Roma[81]. Per uno «Stato» o comunque una signoria medioevale, essere anche la sede di una provincia metropolitana collocava questo organismo su un piano di prestigio e di rispetto particolari, ampiamente riconosciuti a livello internazionale.

Il fatto che in Sardegna esistessero ben tre province, alle quali corrispondevano tre Giudicati, e che il quarto Giudicato avesse le sue diocesi sottoposte direttamente all'autorità di Roma, costituiva un elemento di forte prestigio, oltre che un dato politico che non può essere ignorato al momento di affrontare interpretazioni su un ruolo passivo e coloniale dell'isola[82].

Se proviamo poi ad applicare il riferimento al ruolo delle sedi metropolitane, magari in modo paradossale e anche provocatorio, ad altre realtà per le quali riconosciamo un'indubbia opera coloniale, sia pure in epoche diverse, come pure ha proposto la Wesson Garau, ecco che saltano immediatamente agli occhi le differenze fra Sardegna e colonie. Questo può essere il caso della storia francese.

Indubbiamente le colonie per i Francesi hanno una storia e un significato molto più forte che in Italia, dato il percorso storico differente fra i due Stati. Nello specifico vediamo come nelle colonie francesi sono esistite delle diocesi e delle arcidiocesi ma in modalità che devono essere sottolineate, per capire cosa vuole dire amministrare una colonia o instaurare rapporti di forza con un territorio dotato di una sua configurazione istituzionale.

Le arcidiocesi e le diocesi delle colonie francesi, infatti, sono state create dopo la conquista e la trasformazione dei territori soggetti in colonie. Non esistevano prima, come nei casi dell'Algeria, di Réunion o di Tahiti.

---

[81] F. Mazel, *L'Évêque et le Territoire. L'invention médiévale de l'espace (Ve-XIIIe siècle)*, Seuil, Paris, 2016.

[82] Partendo da queste considerazioni, in un dibattito sui caratteri del mondo giudicale si dovrebbe ragionare maggiormente sulla condizione metropolitana di tre Giudicati su quattro quale fonte di prestigio internazionale, piuttosto che sulla presunta regalità dei giudici sardi.

Per l'Algeria, nel 1632 furono stabilite delle missioni cattoliche dipendenti inizialmente dalla diocesi delle Isole Canarie. Successivamente fu eretto il vicariato apostolico di Algeri. Nel 1772 fu affidata ai vicari apostolici di Algeri anche la missione di Tunisi e nel 1838 il vicariato apostolico di Algeri, fu elevato a diocesi, dopo che la sede era stata originariamente suffraganea dell'arcidiocesi di Aix. Nel 1866 la diocesi ha ceduto porzioni del suo territorio a vantaggio dell'erezione delle diocesi di Costantina e di Orano e contestualmente Algeri è stata elevata al rango di arcidiocesi metropolitana.

Quanto a La Réunion, oggi direttamente sottoposta alla Santa Sede, la prefettura apostolica delle Isole dell'Oceano Indiano fu eretta nel 1712, ricavandone il territorio dalla diocesi di Malacca (oggi arcidiocesi di Singapore). Nel 1772 la residenza della prefettura apostolica fu trasferita da Réunion all'isola di Mauritius. Nel 1818 cambiò il proprio nome in prefettura apostolica di Bourbon. Nel 1841 cedette l'isola del Madagascar, che era parte del suo territorio dal 1829 in seguito ad un'acquisizione dal vicariato apostolico di Mauritius (oggi diocesi di Port-Louis), a vantaggio dell'erezione della prefettura apostolica del Madagascar (oggi arcidiocesi di Antananarivo). Il 27 gennaio 1850 è stata elevata a diocesi e ha assunto il nome attuale. Originariamente era suffraganea dell'arcidiocesi di Bordeaux.

Tahiti, infine, è oggi compresa nella Provincia ecclesiastica di Papeete, nell'isola tahitiana. Le sue origini risalgono al 1833, quando fu eretto il vicariato apostolico dell'Oceania orientale. Il vicariato non aveva territorio proprio, ma riuniva la prefettura apostolica dell'Oceania meridionale e la prefettura apostolica delle Isole Sandwich (oggi diocesi di Honolulu). Nel 1844 la prefettura apostolica delle Isole Sandwich fu elevata a vicariato apostolico e divenne autonoma dal vicariato apostolico. Nel 1848 cedette una porzione del suo territorio a vantaggio dell'erezione del vicariato apostolico delle Isole Marchesi (oggi diocesi di Taiohae o Tefenuaenata) e assunse il nome di vicariato apostolico di Tahiti. Le diocesi di questa provincia ecclesiastica sono situate nella collettività d'oltremare della Polinesia francese; l'arcidiocesi di Papeete comprende anche la colonia britannica delle Isole Pitcairn.

Questa breve e per nulla esaustiva carrellata di casi di colonie francesi moderne non aveva certo la pretesa di analizzare le peculiarità dei territori menzionati, ma solamente quello di far risaltare in che modo veniva effettivamente impostato il rapporto coloniale al livello di controllo, anche religioso, del territorio. Questo tipo

di dinamiche nel Medioevo significava, se non tutto, certamente una percentuale importante nei rapporti fra territori contrapposti e diseguali.

Nulla di tutto questo accadde per la Sardegna «coloniale»: le metropoli isolane ebbero una loro storia e un loro ruolo che solo nel corso del XII secolo (e non definitivamente) venne stemperato con la creazione della primazia di Pisa, dapprima sulla chiesa di Torres e poi su quelle di Arborea e Cagliari.

Le radici di questo avvenimento, davvero centrale nella storia della politica tirrenica, risalgono al grande scisma della Chiesa, provocato dalla duplice elezione di Innocenzo II e Anacleto II nel 1130 e proseguito sempre più drammaticamente per ben otto anni fino alla morte di Anacleto nel 1138. Si trattò di un avvenimento di natura differente, rispetto agli altri scismi verificatisi nei decenni precedenti, immersi nel contesto della lotta per le investiture e, più in generale, nelle pieghe sempre mutevoli di quel grande fenomeno che fu durante il Medioevo la riforma della Chiesa[83].

Per quanto riguarda gli esiti «regionali», lo scisma ebbe dei riflessi importanti anche su tutto il fronte tirrenico di rivendicazione pontificia, Innanzitutto nel Meridione italico, con la creazione del Regno di Sicilia da parte di Anacleto II, e quindi anche per la Sardegna e per la Corsica, le due isole tirreniche rivendicate dalla Chiesa di Roma sotto la sua alta tutela fin dai secoli dell'Alto Medioevo.

Con la bolla del 20 marzo 1133 Innocenzo II sancì definitivamente la spartizione fra Genova e Pisa delle diocesi corse, passate da tre a sei vescovati, senza che per questo fossero appianati tutti i contrasti, anzi, ponendo le basi per l'instabilità dei decenni successivi e per una nuova politica tirrenica da parte delle due città marinare[84]. In un secondo momento, con la bolla del 22 aprile 1138

[83] Per le analisi di tutte le implicazioni ecclesiologiche, politiche e culturali, si rimanda a *Framing Anacletus II (Anti) Pope, 1130-1138*, Convegno Internazionale di Studi, Roma, 10-12 aprile 2013 e a C. Zedda, *Framing Anacletus (Anti) Pope, 1130-1138. Congresso internazionale di Studi (Roma, 10-12 aprile 2013). Rassegna e considerazioni a margine di un evento storiografico*, in «RiMe», 12 (giugno 2014), p. 5-66.

[84] F. Gaude, *Bullarium Diplomatum et Privilegiorum Sanctorum Romanorum Pontificum*, Tomus II, Torino, 1859, *Innocentius II*, XII pp. 377-378 (Grosseto 1133 marzo 20); regesto in *Italia Pontificia*, VI *(Liguria sive provincia Mediolanensis*, *Pars II, Pedemontium – Liguria Maritima*, a cura di P. F. Kehr, Zurich 1914, *Pars I, Lom-*

Innocenzo completò l'opera relativamente alla Sardegna[85]. Il pontefice divise la diocesi di Gallura, suffraganea della Sede Apostolica, nelle due diocesi di Civita e Galtellì, concedendone la giurisdizione alla Chiesa di Pisa nella persona del suo arcivescovo, Baldovino. Inoltre concesse allo stesso Baldovino la legazìa sulla Sardegna e la primazìa sull'arcidiocesi di Torres. Si trattava di concessioni a una Chiesa e a una città che avevano fornito un contributo decisivo alla causa di Innocenzo negli anni dello scisma e che ora andavano ricompensate adeguatamente, sacrificando parte dei diritti di controllo pontificio su questo territorio dello spazio tirrenico[86].

---

bardia), n° 15, pp. 325-326. Nebbio, Mariana e Accia erano assegnate all'arcidiocesi di Genova; Aleria, Ajaccio e Sagone, all'arcidiocesi di Pisa. Sagone, dopo secoli di oblio, risulta nuovamente attestata fra il 1121 e il 1123, quando Callisto II ricorda di avere riconsacrato, dopo lungo tempo, un vescovo di Sagone, come ricorda nella sua bolla ai vescovi corsi del 1123, cfr. U. Robert, *Bullaire du Pape Calixte II*, Georg Olms Verlag, Paris, 1891, doc. 389, pp. 177-180. Per Genova le diocesi corse erano essenziali per la sua elevazione ad arcidiocesi; ad esse si aggiungevano le due diocesi suffraganee nella terraferma di Bobbio e Brugnato (staccata da Luni, diocesi dipendente da Roma), cfr. G. Salvi, *La cattedrale di Genova - S. Lorenzo*, Italia Sacra, II, Arti Grafiche Genova & C., Torino, 1932. Il progetto di elevazione ad arcidiocesi di Genova (a spese dell'anacletiana Milano, da cui dipendeva la città ligure) era inscindibilmente legato a quello della spartizione delle diocesi corse fra Genova e Pisa; a sua volta questo riassestamento prevedeva un contrappeso in Sardegna. Un complesso ginepraio politico mediterraneo che, se risolveva un problema, ne apriva automaticamente un altro. Sul contesto in cui si inseriva la spartizione cfr. V. Polonio, *Dalla diocesi all'archidiocesi di Genova*, in *Momenti di storia e arte religiosa in Liguria*, Tipografia Ferrari-Occella e C., Genova, 1963, pp. 5-52.

[85] Per la più recente trascrizione della bolla e per l'esame dei suoi contenuti cfr. M.L. Ceccarelli Lemut, *La sede metropolitana...*, *op. cit.*, pp. 56-59 e 40-43.

[86] Contrariamente a quanto sostenuto sulla base di una radicata tradizione storiografica, la quale racconta di una Sardegna colonizzata da Pisa per vocazione «naturale» e secondo un'ineluttabilità delle cose, la bolla di Innocenzo non rappresenti la «conclusione di un lungo processo iniziato quasi sessant'anni prima, al tempo di Gregorio VII, con la concessione del vicariato *in spiritualibus* sulla Corsica al vescovo di Pisa e proseguito con fasi alterne sotto Urbano II e i suoi successori, giunto ad un importante traguardo ora che il presule pisano diventava non solo metropolita di vescovadi posti in Corsica, in Sardegna e in Toscana ma anche primate di una provincia sarda, sanzione ecclesiastica e riconoscimento di quella forza e di quella potenza marittima da Pisa esplicate nel Mediterraneo occidentale e poste al servizio del pontefice, ed auspicio di ancora più grandi fortune che la città toscana poteva ottenere solo che avesse mantenuto la sua fedeltà alla Sede Apostolica» (M.L. Ceccarelli Lemut, *La sede metropolitana*, *op. cit.*, p. 43). In realtà ci troviamo di fronte all'esito di congiunture molto precise, verificatesi nel terzo decennio del XII secolo e in nessun modo preventivate dai pontefici dei decenni precedenti, quasi

E lo strumento della primazìa e della legazione per l'isola fu sempre riconosciuto centrale per le politiche nell'isola anche dai sovrani sardi: ancora nel 1164, Barisone I d'Arborea, appena costituito re di Sardegna dall'imperatore Federico I, prometteva ai genovesi di prestare loro aiuto nel caso l'arcivescovo genovese avesse ottenuto il primato e la legazione pontificia in Sardegna[87]. Anche l'arcivescovo d'Arborea, i vescovi della provincia e tutto il clero avrebbero dovuto adeguarsi a questi accordi e Barisone si impegnava davanti a Genova a farglieli giurare, a dimostrazione della centralità della questione metropolitica nell'espansione politica in Sardegna[88].

È importante riconoscere il contesto in cui si colloca questo episodio per comprendere appieno le modalità con le quali esso si svolse. Tale riconoscimento permette ancora una volta di evidenziare come quanto accadeva in Sardegna o veniva attuato dai suoi signori, non era un qualcosa di bizzarro o avulso dalla grande politica internazionale.

Dobbiamo per questo partire da Pisa, dove, al momento dell'arrivo in Italia dell'imperatore Federico I, l'arcivescovo Villano si trovò in una condizione di grave isolamento. Dopo aver seguito una prima volta papa Alessandro III in Francia, fra il 1162 e il 1165, tornato a Pisa l'arcivescovo dovette affrontare l'arrivo in citta dell'antipapa Pasquale III, sostenuto dal Barbarossa. Villano non volle riconoscere l'autorità di Pasquale e fu costretto all'esilio, mentre al suo posto veniva nominato arcivescovo il canonico pisano, Benincasa, che rimase in carica fino alla sua morte, avvenuta nel 1170. Villano fece ritorno nella città di Pisa solamente dopo la morte dell'usurpatore.

In seguito a questi avvenimenti è chiaro come il ruolo di Villano di legato e primate di Sardegna fosse stato messo in discussione

---

che avessero avuto in mente, da subito, un piano da trasmettersi di successore in successore, che prevedesse l'obiettivo finale di concedere la Sardegna ai meritevoli pisani. Meritevoli sì, ma di scomunica, come accadrà più volte negli anni di pontificato di Onorio III e Gregorio IX, quando nel XIII secolo Pisa opererà, in quel momento per davvero, il tentativo di conquista dell'intera isola. Per approfondimenti rimando a C. Zedda, *Contesto ecclesiastico e potere politico in Corsica durante la riforma gregoriana*, in *Tribune des chercheurs*. Actes du colloque de Bastia, 20 juin 2016. Histoire et Archéologie Médiévales (Seconde Session) – Université de Corse, «Collection Corse d'hier et de demain», nouvelle série N° 9, Bastia, 2018, pp. 15-32.

[87] P. Tola, *Codex...*, *op. cit.*, LXXIX, pp. 231-232: *si Ianuenses voluerint laborare ut archiepiscopus eorum obtineat primatum et legationem Sardinee, bona fide et sine fraude inter ibi auxiliabor et conferam ut viderint convenire.*

[88] P. Tola, *Codex...*, *op. cit.*, LXXV, pp. 227-228.

e di questo i Genovesi vollero approfittare. La situazione del resto si era fatta più complessa soprattutto per il fatto che fra il 1159 e il 1178 il contrasto fra Sede Apostolica e Impero portò all'elezione di ben tre antipapi: Vittore IV (1159-1164), il già menzionato Pasquale III (1164-1168) e Callisto III (1168-1178).

Con chi stava allora l'arcivescovo di Genova? Negli anni di maggior contrasto fra Chiesa e Impero si succedettero al magistero genovese Siro II e poi Ugone della Volta[89], ma questi prelati seppero tenere una politica di equidistanza fra le parti in lotta.

Nel gennaio 1162, nel corso del contrasto che lo oppose a Federico Barbarossa, papa Alessandro III ripercorse l'itinerario tirrenico già compiuto da alcuni dei suoi predecessori, costretti a rifugiarsi in Francia, come avevano fatto Gelasio II e Innocenzo II. In quella occasione, il comune di Genova seppe tenere una posizione prudente, non schierandosi apertamente con l'Impero ma neanche abbandonando il pontefice. Alessandro III, rimasto per tre mesi a Genova, oltre a riconfermare al suo arcivescovo, Siro II, e alla sua chiesa tutti i diritti, attribuiva a Siro anche il titolo di "legato transmarino", per le questioni relative al Levante[90]. Tale strumento, però, consentiva agli arcivescovi genovesi di intervenire frequentemente nel sistema delle legazìe, eventualmente in terre oltremarine più vicine. Da qui probabilmente l'idea di Genova e della sua chiesa di poter reclamare anche la legazia e il primato sulla Sardegna, come avvenne negli anni di magistero del successore di Siro, Ugone Della Volta. Questo arcivescovo aveva anche lui un indubbio ascendente presso i Genovesi, tanto che fu capace di mediare in una difficilissima situazione di conflitti interni per l'elezione dei consoli cittadini, sempre legata alla lotta fra Impero e Papato. Proprio nel 1164, l'arcivescovo riuscì a ottenere il consenso di tutti e a far eleggere alla carica consolare uomini di sua fiducia.

Non si deve dimenticare in tutto questo l'instabilità creatasi vicino a Genova con la distruzione di Milano, a opera del Barbaros-

[89] Cfr. G. B. Semeria, *Secoli cristiani della Liguria, ossia, Storia della metropolitana di Genova, delle diocesi di Sarzana, di Brugnato, Savona, Noli, Albenga e Ventimiglia*, Volume Primo, Tipografia Chirio e Mina, Torino, 1843, pp. 55-61 su Siro; pp. 61-66 su Ugone.

[90] V. Polonio, *Tra universalismo e localismo: costruzione di un sistema (569-1321*), in *Il cammino della Chiesa genovese dalle origini ai nostri giorni*, a cura di D. *Puncuh*, «Atti della Società Ligure di Storia Patria, nuova serie», XXXIX/2, Genova, 1999, pp. 77-210, in particolare pp. 97-98.

sa. Questo evento portò alla momentanea crisi del prestigio dell'arcidiocesi milanese, alla quale fino a trent'anni prima Genova era legata e a far sì che proprio Genova diventasse il polo d'incontro per gli interessi del pontefice e dei due prelati milanese e genovese.

Quando infatti il 10 marzo 1162 Milano fu costretta ad arrendersi all'imperatore Federico e a subire la sua distruzione, pochi giorni dopo, il 18 marzo 1162, informato della venuta di papa Alessandro III a Genova, l'arcivescovo milanese Umberto I si recò da lui per rinnovargli la fedeltà e l'alleanza contro l'imperatore. In quel momento Genova divenne la sede di incontri politici ad alto livello tra papa Alessandro e gli arcivescovi Siro e Umberto.

Barisone d'Arborea, giudice d'Arborea e re di Sardegna, per volontà dell'imperatore Federico I e con l'aiuto dei Genovesi (che sapevano tenere i piedi in due staffe diverse), doveva sicuramente tenere conto di queste variabili e nelle sue azioni non si riscontra certo quell'improvvisazione legata a una sua vanagloriosa ambizione che gli studiosi generalmente gli attribuiscono: il giudice sembrava sapere che cosa stava facendo e il suo obiettivo era quello di ingrandire il suo regno e dargli maggiore stabilità. Ma, effettivamente, Barisone aveva fatto il passo più lungo della gamba, anche se resta importante riconoscere il suo tentativo di esercitare un ruolo attivo negli avvenimenti del tempo.

La presenza di una metropoli in un territorio, per quanto l'arcivescovo stesse diventando sempre più un signore feudale, escludeva, dunque, che esso fosse un luogo arretrato, debole, soggetto a forme di colonizzazione. L'unico modo per forzare tale situazione era inserire nel quadro politico una variabile, un elemento di natura giuridicamente superiore e grazie ad esso scardinare il sistema: la primazìa e la legazìa sulla Sardegna erano strumenti che collocavano la chiesa pisana in una condizione di «Sede Apostolica facente funzioni» e dunque, se la Sede Apostolica aveva sempre rivendicato i diritti sulla Sardegna, altrettanto, sebbene sotto la supervisione romana, avrebbe potuto fare la chiesa pisana.

Ecco perché il conferimento di primazìa e legazìa all'arcivescovo pisano furono uno strumento di importanza capitale per i destini della Sardegna, ed ecco perché anche Genova puntò a ottenere tale privilegio ai danni di Pisa, anche se ciò non avrebbe significato automaticamente esercitare un dominio sull'isola e, soprattutto, un'azione «coloniale». La documentazione ci mostra come l'arcivescovo pisano usò la sua primazia sulla Chiesa di Cagliari in senso

anche politico, in determinati momenti. Uno di questi fu la sua azione contro l'espandersi di Genova nel Giudicato cagliaritano negli anni di regno del giudice Pietro Torchitorio (1164-1187).

Con gli accordi commerciali e politici fra il giudice e il comune ligure, stipulati a partire dal 1174, ne era conseguito il brusco allontanamento di Pisa dai suoi interessi nel cagliaritano, per questo il comune toscano doveva necessariamente riconsiderare le modalità della sua strategia fino a quel momento percorsa e trovare il modo per tenere e rafforzare i suoi contatti col Giudicato.

Il ruolo dell'arcivescovo Ubaldo come primate di Sardegna (e quindi anche di Cagliari), ma schierato con papa Alessandro III negli anni dello scontro con l'imperatore Barbarossa, diventava il modo per la *civitas* di tenere un piede all'interno del Giudicato. Gli accordi fra il giudice Pietro e Genova erano infatti contemporanei all'istituzione a Cagliari dell'ospedale di San Leonardo di Bagnaria, che aveva un'istituzione gemella a Torres con l'ospedale di Bosove. Entrambi erano filiali dell'ospedale di San Leonardo di Stagno presso Pisa, direttamente dipendenti dall'arcivescovo pisano. Il giudice Pietro non poteva evidentemente opporsi all'insediamento, voluto dal primate pisano e dunque, indirettamente dal pontefice. Doveva comunque preoccuparsi di questa enclave di interessi pisani nel suo Giudicato, ormai schieratosi con Genova, perché l'ospedale di San Leonardo di Bagnaria era ubicato proprio nei pressi del priorato vittorino di San Saturnino e insieme a esso costituiva un insieme non schierato col giudice, che si proteggeva, anche in opposizione agli interessi di Genova nell'area del porto cagliaritano.

Episodi come questi furono diversi in Sardegna, fra XII e XIII secolo e testimoniano di una schermaglia indiretta e continua fra i comuni tirrenici per affermare la loro supremazia nell'isola utilizzando l'arma della legittimità e indebolendo progressivamente l'azione dei giudici, anche se, come dimostrerà la vicenda di Guglielmo di Cagliari, il progetto di un controllo delle istituzioni locali rimase a lungo solo un desiderio.

5. *La natura dei rapporti fra Sardegna e città marinare*

Le piazze commerciali sarde non sembrano essere rimaste ai margini del commercio mediterraneo prima della conquista di Mujâhid e della successiva liberazione da parte delle forze cristiane.

Nel 941, un messaggero del Signore dell'isola di Sardegna si presentò al califfo di Cordova chiedendo la concessione di un trattato di pace e di amicizia. Con lui vennero dei mercanti amalfitani e insieme portarono merci preziose da commerciare, come lingotti d'argento puro e broccati[91]. Il fatto che l'ambasciata si svolse con la mediazione dei mercanti amalfitani, porta a ritenere che i collegamenti sia navali che culturali dell'isola con l'ecumene bizantino da una parte e col mondo musulmano dall'altra avvenissero tramite i potentati campani. Ma questo ruolo di mediatori dei mercanti amalfitani non deve far escludere l'esistenza e l'attività autonoma del porto cagliaritano e l'esistenza di una rete di scali nelle coste isolane, in particolare sulla costa orientale, quella rivolta verso Roma e la Toscana.

La *Vita Sancti Mamiliani et Sentii*, ambientata agli inizi del VI secolo, ma composta verso la fine del X[92], ci narra di come Mami-

[91] La Cronaca è stata edita in *Crónica del califa 'Abd ar-Rahmân III an-Nâsir entre los años 912-942 (al-Muqtabis V)*, édicion. a cura de P. Chalmeta, F. Corriente, Madrid, 1979, che è stata ripubblicata, con lo stesso titolo, in un'edizione a cura di M. J. Viguera y F. Corriente, *preliminar* por J. M. Lacarra, Anubar: Instituto Hispano-Arabe de Cultura, 198, Zaragoza, 1981. Vari passi della Cronaca erano stati pubblicati precedentemente da P. Chalmeta, *La Méditerranée occidentale et Al-Andalus de 934 à 941: les données d'Ibn Hayyân*, «Rivista degli Studi Orientali», vol. L (1976), pp. 337-351. Per le interpretazioni cfr. P. Guichard, Ph. Sénac, *Les relations des pays d'Islam avec le monde latin milieu X^e^-milieu XIIIe*, Éditions du Temps, Paris, 2002, p. 32; C. Renzi Rizzo, *I rapporti diplomatici fra il re Ugo di Provenza e il califfo 'Abd ar-Rahmân III: fonti cristiane e fonti arabe a confronto,* 2002, in G. Berti, C. Renzi Rizzo, M. Tangheroni, *Il mare, la terra, il ferro. Ricerche su Pisa medievale (secoli VII-XIII),* Pacini Editore, Pisa, 2004, pp. 247-278 e C. Zedda*, Bisanzio, l'Islam e i Giudicati: la Sardegna e il mondo mediterraneo tra VII e XI secolo*, in «Archivio Storico Giuridico Sardo di Sassari», nuova serie, 10 [2006], fasc. I, pp. 39-112.

[92] E. Susi, *Osservazioni preliminari sul dossier agiografico dei santi Senzias e Mamiliano*, in «Sanctorum», 1 (2004), pp. 79-87. Come lo stesso studioso ha proposto in studi più recenti (Id., *San Mamiliano eremita nelle fonti agiografiche dell'Alto Medioevo*, in *Santità ed eremitismo nella Toscana medievale*. Atti delle giornate di studio (11-12 giugno 1999), a cura di A. Gianni, prefazione di F. Bisogni, Edizioni Cantagalli, Siena, 2000 pp. 11-28; Le più antiche «vitae» dei santi Senzias e Mamiliano, in «Hagiographica» XXV (2018), pp. 113-148), il codice più antico (A, Firenze, Biblioteca Medicea Laurenziana, cod. Amiatino II, ff. 313^r^-316^r)^ risalirebbe alla seconda metà dell'XI secolo, ma la *Vita* nella sua prima composizione risalirebbe agli ultimi decenni del X secolo e sarebbe nata come una compilazione legata a un complesso disegno politico-religioso, all'interno del quale sono riprese le vicende dei santi Mamiliano e Senzias, vissuti in realtà intorno al VI secolo. Per una lettura degli avvenimenti «sar-

liano, Senzias e alcuni altri monaci, fuggiti da Cartagine per via delle persecuzioni vandale, giungono in un «Portum Sardiniae, qui appellatur Calaris» dove vengono accolti festosamente dalla popolazione locale.

Inizialmente trattenuti dagli abitanti per la loro dottrina e pietà, i monaci decidono tuttavia di imbarcarsi su un'altra nave, pregando i suoi marinai di trasportarli fino all'isola di Montecristo, meta finale del loro viaggio. I *nautae* raggiungono dopo due giorni di navigazione l'isola montuosa di Turarius, individuata comunemente come l'isola di Tavolara, al largo dell'odierna Olbia. In questo luogo, per il fatto di essere diretti verso un'altra direzione, i marinai abbandonano Mamiliano e i suoi compagni. Ma i monaci confidano in Dio, che indirizza verso l'isola di Turarius una «parva navicula», proveniente «ex partibus Barbariae, que subiacet Potestati Sardiniae». Anche questi marinai «barbaricini» rifiutano inizialmente di imbarcare i monaci, però, dopo che una lunga tempesta impedisce loro di continuare la navigazione, decidono infine di accogliere Mamiliano e i suoi compagni e condurli a destinazione.

Una Barbaria, dunque, soggetta al Signore di Sardegna, un dato che lascia supporre che all'epoca della redazione della *Vita* ancora non si fosse definitivamente frantumata l'antica unità dell'isola, soggetta all'arconte di Sardegna. Siamo sulla costa orientale ed escludendo Civita, che per uno scrittore del X-XI secolo (benché racconti di personaggi vissuti molto tempo prima) non può essere definita «Barbaria», ci si dovrà domandare da quale porto della costa orientale provenisse la nave che diede soccorso a Mamiliano e i suoi compagni.

Potrebbe essere uno degli scali delle controverse «Civitates Barbarie» delle fonti alto medioevali, ad esempio quelli sul Rio Posada o sul Cedrino o, ancora, Gonone; tuttavia sarebbe più plausibile l'Ogliastra, la cui diocesi è chiamata «di Barbaria» e il suo territorio pianeggiante «Trigonia di Barbaria». Se poi pensiamo che davanti al mare, vicino a Tortolì, si trova una chiesa dedicata a San Mamiliano (o Gemiliano), il cui culto è ancora oggi ricordato e venerato, possiamo ipotizzare che la «parva navicula» di cui narra la *Vita Sancti Mamiliani* potesse provenire proprio dal piccolo scalo ogliastrino.

---

di» in prospettiva tirrenica cfr. C. Zedda, *I giudici cagliaritani, la diffusione del culto di san Giorgio e la nascita della diocesi di Barbaria/Suelli in:* «Studi Ogliastrini», n. 13 (2017), pp. 193-220.

Non abbiamo purtroppo molti dati sul ruolo dell'isola in quei secoli in parte ancora bui, per cui dobbiamo per il momento concedere, con una certa prudenza, che in particolare fra XI e XII secolo la Sardegna si collegò sempre più organicamente ai centri mercantili più importanti del tempo; questi a loro volta intendevano assicurarsi in loco uno scalo o una base stabile a condizioni vantaggiose per garantire il flusso dei loro traffici, sia nella direzione Occidente – Levante, sia in quella Settentrione – Meridione, con destinazione finale le piazze maghrebine.

L'isola sembra denunziare tuttavia due problematiche di fondo, strettamente collegate fra loro: la mancanza di vere e proprie flotte indigene e i controversi ed altalenanti rapporti con Genova e Pisa, sia nel periodo fluttuante dell'XI secolo, sia, soprattutto, a partire dalla metà del XII secolo.

Sull'esistenza o meno di flotte gestite dai giudici sardi, va detto che nella documentazione a noi pervenuta non si fa riferimento a una qualche flotta «sarda» in senso stretto, ma una lettera del 1202 del governatore di Tunisi al podestà di Pisa ci fa sapere che il giudice di Torres armava galee e saettie per combattere i musulmani, mentre il giudice di Cagliari intratteneva autonomi e reciproci rapporti commerciali col mondo islamico dell'Africa mediterranea[93].

Dal punto di vista militare, invece, sappiamo che agli inizi del XII secolo il giudice Mariano di Cagliari ebbe bisogno delle galee genovesi e pisane per poter assicurare la protezione della propria terra[94], ma lo stesso discorso forse valeva per gli altri giudicati: le forze interne non erano sempre sufficienti per pattugliare i mari dell'isola.

Per quanto riguardava gli aspetti commerciali, l'isola sembra essere stata non tanto un centro passivo quanto appaltatore dei suoi traffici a operatori esterni, che trattavano le condizioni del commercio col potere locale senza che per questo si debba parlare

[93] Il documento, già pubblicato da M. Amari, *I Diplomi arabi del R. Archivio Fiorentino*, Le Monnier, Firenze, 1863, n. XXI, pp. 65-68, è attualmente oggetto di una nuova e aggiornata trascrizione da parte di un'équipe di studiosi coordinata dal professor Marco Cadinu della Facoltà di Architettura dell'Università di Cagliari.

[94] Cfr. C. Zedda, *Il Giudicato di Cagliari…*, *op. cit.*, pp. 73-82.

di una vera e propria colonizzazione. Una tipologia di scambi che è stata riconosciuta anche per altre aree tirreniche, sia nel Medioevo che nell'Età Moderna[95].

La gestione navale dei traffici esterni all'isola, se appare influenzata in larga parte dagli operatori esterni (con un ruolo preponderante di Pisani e Genovesi), non sembra possa essere negata totalmente per i secoli del Medioevo, in particolare prima della definitiva affermazione marittima di Pisa in seguito agli esiti dello scisma del 1130-1138. Dopo quella data, i rapporti di forza nel Tirreno cambiano in modo sostanziale a favore di Pisa e, sia pure non nella stessa misura, a favore di Genova. Il fatto che l'elenco dei consoli dei mercanti in Sardegna abbia inizio negli anni Quaranta del XII secolo testimonia che i Pisani avevano ormai conseguito una posizione di monopolio nell'isola, ma tale monopolio era messo in discussione dall'azione dei rivali Genovesi, che intendevano, al pari dei Pisani, costruire un loro personale spazio di azione lungo l'asse Corsica – Sardegna, che veicolasse efficacemente gli interessi cittadini sulla direzione nord – sud del Tirreno.

I Pisani sembrano essere i principali protagonisti del traffico marittimo e commerciale cagliaritano fino alla seconda metà del XII secolo, ma la conclusione della lunga guerra fra Genova e Pisa per il predominio navale tirrenico (1162-1175) comportò un'affermazione degli interessi genovesi nel cagliaritano, ai danni di quelli pisani. In questo periodo i rapporti fra giudici sardi e Genova e Pisa (perché queste due città sono la controparte principale nel tema in esame) erano regolati da *conventiones* e trattati di amicizia.

Questi accordi si modificarono a danno della parte sarda quando questa entrò in difficoltà per vari motivi (dinastici, interni, aggressioni esterne). In tal caso alla controparte si richiedeva di più e questa ovviamente pretendeva di più; lo chiedeva con vigore ma i signori sardi erano liberi di non accettare e di sbrogliare da soli le loro difficili situazioni.

Un esame della documentazione relativa al periodo XI secolo – inizi del XII permette di avere una visione precisa, basata sugli effettivi documenti commerciali prodottisi o comunque conservatisi per i rapporti fra la Sardegna e le città di Genova e Pisa.

[95] Cfr. D. Abulafia, *Le due Italie. Relazioni economiche fra il regno normanno di Sicilia e i comuni settentrionali*, Liguori, Napoli, 1991.

Tab. I – Concessioni ad autorità pubbliche dall'XI secolo al 1138[96]

ANNO	CONCEDENTE	RICEVENTE	COSA SI DA	COSA SI RICEVE
1080-1085	Mariano di Torres	Uomini di Pisa	Teloneo richiesto dai Pisani	Amicizia e aiuto nella difesa del giudicato
1103	Turbino di Cagliari	Pisani	Teloneo estivo e invernale; privilegi sul sale	Amicizia e protezione
1131	Comita d'Arborea	Console di Genova	Conferma di beni mobili e immobili; affidamento della sicurezza del giudicato secondo modalità giudicate idonee dal giudice e da attuare in modo ragionevole	Difesa e protezione. Plausibile aiuto nel tentativo di conquista di Torres

Dato che il tema che si sta trattando riguarda la presunta instaurazione di un rapporto coloniale fra la Sardegna e la terraferma, per giunta in un'epoca molto alta come l'XI-XII secolo, la prima conclusione che possiamo trarre dall'esame delle tabelle è che per quest'epoca abbiamo ancora pochissimi dati che documentino l'esistenza di un intenso rapporto politico e anche commerciale fra le due sponde tirreniche e, quando i dati vi sono, nulla supporta teorie di scambio ineguale, di dipendenza economico – politica o, addirittura di colonizzazione.

Le fantomatiche concessioni coloniali riconosciute da John Day[97] si riducono in realtà (a parte il caso molto particolare dell'Arborea) a due importanti esenzioni da dazi portuali, concesse a Torres fra il 1080 e il 1085 e a Cagliari intorno al 1103. Esse presentano una tipologia molto simile, quasi speculare.

Il Privilegio Logudorese in favore dei mercanti pisani, del giudice Mariano di Torres, è rilasciato in virtù dell'amicizia fra il giudice e la città[98]. Se fra il 1080 e il 1085 il giudice concede l'esenzione dal

[96] Data dell'assestamento finale dello spazio tirrenico a opera di papa Innocenzo II.

[97] Per tutte, la discutibile ricostruzione in J. Day, *La Sardegna...*, *op. cit.*, p. 154.

[98] Archivio di Stato di Pisa, Diplomatico Coletti, Sez. XI, corta, sub anno 1080-1085. La datazione e l'interpretazione del Privilegio Logudorese sono oggetto di lunghi dibattiti, cfr. A. Petrucci, A. Mastruzzo, *Alle origini della «scripta» sarda: il privilegio logudorese*, in «Michigan Romance Studies», 16 (1996), pp. 201-214. La discussione dura tuttora, cfr. E. Blasco Ferrer *Consuntivo delle riflessioni sul cosiddetto privilegio*

teloneo nei porti del suo giudicato, significa ovviamente che fino ad allora i Pisani avevano pagato questo tributo; perciò non possiamo parlare di una precoce penetrazione economica pisana e genovese in Sardegna fin dagli anni di Mujâhid settant'anni prima.

Il porto di Torres, come gli altri porti del giudicato, rimaneva sotto il controllo del giudice turritano e quello che i pisani ottenevano era di non pagare più quei tributi ai quali fino a quel momento erano stati soggetti. Certo non diventavano i controllori o addirittura i proprietari dei porti turritani.

In nomine Domini amen. Ego iudice Mariano de Lacon fazo ista carta ad onore de omnes homines de Pisas pro xu toloneu ci mi pecterunt: e ego donolislu pro ca lis so ego amicu caru e itsos a mimi; ci nullu imperatore ci lu aet potestare istu locu de non (n)apat comiatu de leuarelis toloneu in placitu: de non occidere pisanu ingratis: e ccausa ipsoro ci lis aem leuare ingratis, de facerlis iustitia imperatore ci nce aet exere intu locu. E ccando mi petterum su toloneu, ligatorios ci mi mandarun homines ammicos meos de Pisas, fuit Falceri e Azulinu e Manfridi, ed ego fecindelis carta pro honore de xu piscopu Gelardu e de Ocu Biscomte e de omnes consolos de Pisas: e ffecila pro honore de omnes ammicos meos de Pisas; Guido de Uabilonia e lLeo su frate, Repaldinu e Gelardu, e Iannellu, e Ualduinu, e Bernardu de Conizo, Francardu e Dodimundu e Brunu e rRannuzu, e Uernardu de Garulictu e tTornulu, pro siant in onore mea ed in aiutoriu de xu locu meu. Custu placitu lis feci per sacramentu ego e domnicellu Petru de Serra, e Gostantine de Azzem e Uoso Ueccesu e Dorgotori de Ussam e nNiscoli su frate (e n)Niscoli de Zor(i e) Mariane de Ussam (…)

Il riferimento all'amicizia, ben specificato nel Privilegio, non deve essere inteso come lo intenderemmo noi oggi, cioè un rapporto di tipo conviviale fra persone che si accordano con una stretta di mano: il termine, in età medioevale, inquadrava gruppi di persone che stringevano degli impegni reciproci, molto precisi e regolati da *conventiones*, le quali una volta stipulate facevano allacciare rapporti intesi soprattutto nel senso di ausilio finanziario e alleanza militare[99].

logudorese, in «Bollettino Storico Pisano», LXX (2001), pp. 9-41, il quale ne posticipa la datazione di quarant'anni e assegna lo stesso all'area politica e culturale arborense, e la secca risposta di A. Petrucci, A. Mastruzzo, *Ancora a proposito del privilegio logudorese*, in «Bollettino Storico Pisano», LXXI (2002), p. 217, i quali ribadiscono l'appartenenza del documento all'area logudorese, per gli anni 1080-1085.

[99] Sui significati del termine «amicizia» nel Medioevo cfr. *Parole e realtà dell'amicizia medievale*. Atti del convegno di studio svoltosi in occasione della XXII edizione del Premio internazionale Ascoli Piceno (Ascoli Piceno, Palazzo dei Capitani, 2-4 dicembre 2010), a cura di I. Lori Sanfilippo - A. Rigon, Arbor Sapientiae, Roma - Ascoli

Un documento che si può portare a confronto, poiché interessa proprio Pisa ed è riferito, se non esattamente agli stessi anni dei documenti sardi, quantomeno alla stessa epoca è il privilegio emanato nel 1113 da Ramon Berenguer III, conte di Barcellona e di Provenza a favore dei Pisani[100]. Con esso il conte, per corroborare un'amicizia appena stipulata («causa confirmande societate et amicicie»), anche in funzione della prossima guerra balearica, concesse ai Pisani di recarsi e dimorare ad Arles e Saint-Gilles e in tutto il territorio comitale, sicuri nei beni e nelle persone. Inoltre, il conte concesse che a nessun Pisano fosse richiesto alcun censo o il pagamento dell'*usagium* a lui dovuti nella sua contea:

> nullus census nullusque redditus, quem vulgo usagium appellant, qui sibi pertinet, neque in Arelatensi civitate, neque in burgo Sancti Egidii, neque per totam eius virtutem vel forzam quam habet vel in antea aquisierit, alicui Pisano queratur[101].

Quella giunta fino a noi è una memoria, una sintesi del documento originale, che nel 1233 Giacomo I, re d'Aragona, di Maiorca, conte di Barcellona e di Urgell, oltre che signore di Montpellier, richiama per dare la sua conferma agli accordi con i Pisani. Ad ogni modo tale sintesi è ampia e circostanziata, inglobando intere parti del documento del 1113; questo permette di esaminare i formulari e il lessico utilizzati nella concessione originaria, che presentano evidenti analogie col Privilegio Logudorese, fermo restando che gli accordi fra Pisa e il conte Ramon Berenguer sono più complessi e ampi di quelli col giudice Mariano.

L'amicizia reciproca, l'esenzione dai dazi, la sicurezza di cose e persone ricorrono in entrambi i documenti nelle stesse modalità, ma in nessuno dei due sono presenti in alcun modo fantomatiche istanze colonialiste pisane nei confronti della controparte.

Piceno, Istituto Storico Italiano per il Medioevo 2012. Si rimanda in particolare a P. Grillo, *Alle origini della diplomazia comunale: amicizia e concordia nei rapporti fra i comuni italiani nell'epoca della Lega Lombarda*, p. 157-168. Grillo ricorda l'amicizia fra Pisani e Amalfitani del 1126, cfr. F. Bonaini, *Due carte pisano-amalfitane dei secoli XII e XIV*, «Archivio storico italiano», 3/8 (1868), pp. 3-8 e quella fra Pisani e Nizzardi del 1119, cfr. E. Salvatori, *Boni amici et vicini. Le relazioni fra Pisa e le città della Francia meridionale dall'XI alla fine del XIII secolo*, ETS, Pisa, 2002, p. 187, doc. 2.

[100] *Ibid.*, pp. 30-31 e docc. 1, p. 185 e 26, pp. 249-251.

[101] *Ibid.*, in particolare doc. 26, p. 250, dove il riferimento alle *conventiones* e all'*amicitia* è ribadito due volte.

Questo è un dato importante, perché se nel Privilegio Logudorese sono state riconosciute tali istanze[102], altrettanto avrebbe dovuto riconoscersi, giocoforza, per gli accordi con il conte Ramon Berenguer, cosa che nelle interpretazioni storiografiche non è mai avvenuta.

È chiaro che un simile ragionamento è paradossale e inaccoglibile, ma esso può tornare in qualche modo utile, per rivelare quanto l'individuazione di istanze colonialiste per la Sardegna si basi su presupposti indirizzati «in partenza» verso una certa direzione, ma totalmente errati, a meno di non doverli estendere anche ad altre realtà del tempo.

A Torres come in Provenza, dunque, i Pisani sapevano bene quali fossero i luoghi di mercato per loro più interessanti e nei quali avevano da tempo una frequentazione assidua[103]; essa, però, non ha nulla a che vedere con una vera e propria strategia coloniale, preparata coscientemente ai danni della predestinata isola sarda né tantomeno da estendere ai danni del conte di Provenza, perché le strategie dispiegate nell'uno e nell'altro luogo sono esattamente le stesse.

La differenza di lettura e interpretazione fra la concessione provenzale e quella sarda risiede in due aspetti: uno politico e oggettivo; l'altro interpretativo e soggettivo.

Per il primo aspetto è ben noto che, nei secoli successivi, in Catalogna e in Sardegna le cose si svilupparono in modo differente: da una parte il conte di Catalogna acquisì una dignità regale e finì per essere il monarca di una grande confederazione territoriale che avrebbe a lungo dominato il Mediterraneo: la Corona d'Aragona; dall'altra parte, i Giudicati sardi non si evolvettero in soggetti politici e territoriali più ampi e prestigiosi, finendo per essere fagocitati da realtà più potenti e organizzate.

Per il secondo aspetto, invece, dobbiamo tenere bene in conto l'abitudine di molti storici a interpretare gli avvenimenti ex post, conoscendo il finale, una tendenza interpretativa che ha favorito la creazione, a livello storiografico, di progetti di conquista *ante litteram*. Ma questa non era certo la situazione di partenza a cavallo fra XI e XII secolo, che pertanto dovrà essere riletta sotto prospettive diverse da quelle sostanzialmente erronee utilizzate finora.

Dunque l'amicizia era alla base dei primi rapporti fra i giudici sardi e le città marinare della Penisola Italica. Che una conven-

[102] Vedasi quanto detto nelle pagine precedenti a proposito della storiografia sulla Sardegna «coloniale».

[103] E. Salvatori, *Boni amici et vicini…*, *op. cit.*, p. 31.

zione fra Torres e i Pisani fosse stata stipulata proprio intorno al 1080, negli anni della rottura della *civitas* col pontefice riformatore Gregorio VII e la marchesa di Tuscia e, viceversa, con lo schieramento al fianco del re di Germania, sceso in Italia per abbattere l'autorità di Gregorio, è un forte indizio di uno spostamento di campo anche nel Giudicato turritano. Non è forse un caso che la convenzione si collochi nel periodo del completamento della basilica di San Gavino a Portotorres, un'opera monumentale e onerosa, che necessitava di grandi investimenti finanziari, plausibilmente finanziati grazie alla vicinanza delle autorità turritane a Pisa e al campo imperiale.

Passando a Cagliari, riconosciamo, ancora una volta delle analogie con i casi esaminati di Torres e della Provenza. Nel 1103/1104 il giudice di fatto Torbeno accordò ai Pisani una larga franchigia sui dazi stagionali da pagare nei porti del Giudicato cagliaritano e questo veniva fatto in virtù di una grande amicizia fra il reggente e la città pisana.

Nello stesso periodo Torbeno concesse all'opera di Santa Maria di Pisa quattro donnicalie con terre, vigne, servi e bestiame. Anche stavolta la donazione era fatta in virtù dell'amicizia con il popolo pisano ma una specificazione ulteriore di questa motivazione mostra che in realtà gli atti di Torbeno, se davvero effettuati in quelle modalità, erano dettati dalla preoccupazione di non subire rappresaglie dalla città toscana e, anzi, dalla necessità di portarla dalla sua parte. Infatti egli aggiunge che, grazie alle sue concessioni e in virtù del loro rapporto di amicizia, i Pisani non avrebbero dovuto danneggiare e offendere il giudicato e i suoi governanti:

> In nomine Patris et Filii et Spiritus Santi Amen. Ego Turbini, omnipotentis Dei gratia Judex Kalaritanus, dono, concedo et in perpetuum trado Pisanis carissimis amicis nostris Toloneum de hyberno et de aestate et de sale, ut habeant benedictum a Deo et a nobis. Ita tamen ut populus pisanus sit amicus mihi et regno meo et non offendat studiose neque me, neque regnum meum (...)[104].

[104] L. A. Muratori, *Antiquitates Italicae Medii Aevi*, Tomus Secundus, ex Typographia Societatis Palatinae in Regia Curia, Milano,1739, Dissertatione XXXII, coll. 1055-1056; ripreso e commentato da P. Tola, *Codex.., op. cit.,* sec. XII, doc. I, pp. 177-178. La carta del giudice Turbino venne consegnata al Muratori da Ottavio de Abramo, canonico della Primaziale pisana del XVIII secolo e autore dell'opera *Pisanae Primatialis Dignitatum ac Prebendarum omnium Descriptio*, manoscritto dell'Archivio Capitolare di Pisa, 3 volumi, Pisa, 1725. Da queste notizie possiamo supporre che la carta di Turbino, oggi non più reperibile, fosse conservata nell'Archivio Capitolare di Pisa ma questo non ci consente di appurarne il grado di genuinità o la sua reale esistenza, dato che il de Abramo è stato da tempo ricono-

Il riferimento all'amicizia, come già visto per il Privilegio Logudorese, era da intendersi nel senso di un impegno reciproco regolato da *conventiones*, che allacciavano un rapporto di tipo militare. In questo senso, dire che i Pisani erano «amici» del giudicato significava stabilire soprattutto che questi non erano più dei «nemici» o che essi non avrebbero potuto diventarlo.

La richiesta di amicizia sembra porsi in relazione con il ricordo del furto delle reliquie di sant'Efisio da parte di alcuni Pisani verso il 1087-1088, di ritorno dalla spedizione contro al Mahdia. Le reliquie erano plausibilmente conservate nel sito prossimo all'antica città di Nora, posta proprio sulla rotta da al Mahdia alla Sardegna e probabilmente un luogo quasi spopolato e difficile da difendere, in caso di sbarco di uomini armati.

I Pisani incutevano comunque timore nel piccolo Giudicato sardo, soprattutto in un momento di transizione istituzionale come quello della reggenza di Torbeno. Per questo era preferibile avere i Pisani come «amici», secondo delle modalità contrattate reciprocamente, piuttosto che come possibili nemici dai quali temere episodi come quello verificatosi dopo la spedizione di al Mahdia. Inoltre, nel cagliaritano si stavano verificando dei problemi militari molto seri, legati a un ritorno delle scorrerie musulmane e che richiedevano un'alleanza militare con chi poteva garantire un'adeguata protezione, soprattutto sui mari.

Dall'analisi di queste concessioni si rivela molto chiaramente che, innanzitutto, esse non cominciano nel 1016, con la liberazione dell'isola dalla minaccia islamica, ma quasi un secolo dopo, durante il quale i rapporti commerciali fra giudicati sardi e città marinare furono regolati da tributi e diritti regolarmente incamerati dal fisco giudicale. In secondo luogo, le concessioni, anche successivamente ai trattati di amicizia, non presentano le caratteristiche di devoluzione totale di ogni diritto da parte del potere giudicale a quello comunale. Se la teoria coloniale si basa su questi dati, dobbiamo concludere che essa non ha basi scientifiche valide.

---

sciuto come il più noto falsario della storia di Pisa, smascherato da P.-F. Kehr, *Der angebliche Brief Paschals II. an die Consuln von Pisa und andere Pisaner Falschungen*, «Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken», 6 (1904), pp. 316-342. In diversi punti il testo appare molto sospetto, come quando troviamo la forma «Kalaritanus», che si afferma a Pisa nei secoli successivi il XII, invece dell'originario «Karalitanus», oppure nell'uso dei dittonghi che nell'XI secolo non erano comunemente utilizzati, se non in curie di alta specializzazione, come quella della Sede Apostolica.

In realtà la maggior parte dei rapporti fra la Sardegna e il mondo di terraferma riguarda i giudici, i mayorales, e gli ecclesiastici da una parte, e le istituzioni monastiche o vescovili dall'altra. E fra rapporti con un'autorità pubblica e una ecclesiastica corre una certa differenza, a meno che non si vogliano arbitrariamente modificare i parametri del concetto di colonia per dire che la concessione di beni a un ente ecclesiastico (peraltro condizionati anche a degli obblighi da parte del ricevente) significava instaurare un rapporto di colonizzazione che, comunque, dalla documentazione pervenutaci non emerge.

Il concetto di colonia per la Sardegna dei secoli XI-XIII, appare insomma soprattutto un qualcosa che è stato adottato dallo storico moderno, per giustificare a posteriori la storia dei rapporti fra l'isola e i comuni tirrenici negli anni della dissoluzione dei giudicati. Tali rapporti, sul finire del XII secolo mutarono il loro carattere, evolvendosi nel tentativo, poi in parte riuscito nell'inoltrato Duecento, di ottenere il controllo commerciale e politico dell'isola.

6. *I pontefici e la Sardegna dopo il pontificato di Innocenzo II*

In più occasioni ho inteso ribadire che il vero punto di svolta nei rapporti fra la Sardegna e i comuni di Pisa e Genova si colloca durante il pontificato di Innocenzo II, quando questo personaggio, che cercava di legittimare la propria posizione durante il lungo scisma interno alla Chiesa, fece di tutto per favorire gli interessi pisani e genovesi in Sardegna, così da ricompensarli per l'aiuto decisivo che gli avevano fornito nella lotta contro il suo rivale, Anacleto II[105].

Una volta che Innocenzo ebbe consolidato il suo potere, la politica della Sede Apostolica mutò il suo indirizzo storico plurisecolare: dalla difesa e protezione dei propri interessi e dei territori che ne riconoscevano l'alta tutela, passò a un «subappalto» delle sue prerogative, concedendo, attraverso le chiese di Pisa e Genova, la legittimità per le due città comunali di entrare senza opposizioni in Sardegna e in Corsica.

Tale politica venne ribadita anche dagli immediati successori di Innocenzo, in particolare da Eugenio III, primo pontefice di origine pisana, che, chiaramente, favorì ampiamente gli interessi della madrepatria.

In tale contesto, i protettori della Sardegna non furono più i pontefici romani ma gli arcivescovi pisani: la Sede Apostolica aveva così abdicato al suo ruolo di protettrice dell'isola e questo per motivi di stretta

[105] Rimando in particolare a C. Zedda, *Framing Anacletus*, *op. cit.*

contingenza politica e convenienza personale, decisione che scontentò molti nello spazio tirrenico, come si evince dalle reazioni dell'arcivescovo di Torres e del vescovo di Populonia, anch'egli sottoposto al metropolita pisano[106]. Ci sarebbe voluto del tempo per sanare questo *vulnus* e quando lo si fece, molto terreno era stato concesso e gli equilibri sostanzialmente spostati a detrimento di Roma.

Le radici della visione colonialistica dell'isola affondano proprio in questo preciso momento storico. È in questo periodo che i Pisani riscrivono la storia dei loro rapporti con la Sardegna, ricordando che fin dai tempi di Mujâhid la Sardegna era cosa loro; è in questo momento che l'ingerenza negli affari interni dei Giudicati si fa più forte, arrivando a condizionare le scelte di questo o quel giudice più debole o incapace di una lungimirante visione internazionale.

Fino al pontificato di Lucio III non abbiamo notizie esplicite di rivendicazioni pontificie sulla Sardegna e sul fatto che essa fosse una proprietà della Chiesa, ma questo non perché Lucio III fu il primo a rivendicare tali diritti, ma semplicemente perché egli fu il primo papa a ordinare un inventario dei beni di San Pietro sulla base della documentazione allora esistente negli archivi vaticani. Il risultato delle ricerche, affidate da Lucio al suo fedele collaboratore, Albino, furono i *Digesta*, i quali costituirono la base per gli inventari successivi, come *il Liber Censuum di Cencio camerario* (futuro papa Onorio III)[107].

Con una base documentaria certa e codificata, anche le rivendicazioni pontificie sulla Sardegna divengono automaticamente più attendibili per gli storici, che dalla fine del XII secolo dispongono di documenti espliciti da consultare ma che non erano mancati anche nei decenni precedenti il pontificato di Lucio III. Solo che le abituali operazioni di scarto nell'archivio pontificio ce li hanno fatti definitivamente perdere, a meno di nuovi fortunati rinvenimenti[108].

---

[106] P. F. Kehr, *Papsturkunden in Italien. Reisebericthe zur Italia Pontificia*, Biblioteca Apostolica Vaticana, Città del Vaticano, 1977, vol. IV, n° 15, p. 161. Cfr. C. Zedda, *Dynamiques politiques dans la Mer Tyrrhénienne du XIe au XIIe siècle. Le rôle de la Sardaigne et de la Corse dans l'espace sous tutelle pontificale*, Tesi di Dottorato in cotutela fra Università di Corsica e Università di Pisa, discussa a Corte il 28 aprile 2015, Tutors Jean-André Cancellieri, Enrica Salvatori.

[107] F. Delivré, *Le domaine de l'apôtre. Droit de saint Pierre et cens de l'Église romaine dans les provinces d'Aix, Arles et Narbonne (milieu XIe – fin XIIe siècle)*, in «Cahiers de Fanjeaux», n. 48, *op. cit.*, p. 447-494.

[108] Come nel caso dei documenti relativi a papa Gelasio II, per i quali si rimanda a R. Volpini, *Documenti nel Sancta Sanctorum del Laterano. I resti dell' «Archivio» di Gelasio II*, in «Lateranum», N.S., Anno LII (1986), n° 1, pp. 215-264 e C. Zedda «*Amani judicis*»..., *op. cit.*

Lucio III, dunque, riprende dopo la parentesi in particolare di Innocenzo II, Lucio II ed Eugenio III, la politica di primazia della Sede Apostolica sulla Sardegna.

Per Lucio III i Genovesi, da soli o in accordo con i Pisani, non dovranno provare in alcun modo a esercitare un atto di dominio o possesso sulla Sardegna, perché essa appartiene al patrimonio di San Pietro[109]. Una presa di posizione molto netta e decisa che fa capire quanto l'azione di Innocenzo II, oltre che devastante nei suoi effetti, era stata al limite (e forse oltre) delle prerogative pontificie, che avrebbero dovuto al contrario preservare i diritti della Sede Apostolica e non intaccarli come fece quel pontefice[110].

Ma oramai la frittata era fatta: la politica dei successori di Lucio III (in particolare Innocenzo III, Onorio III e Gregorio IX) sarà tutta volta a inseguire le posizioni perdute; una rincorsa che perderà sempre più slancio, fino ad arrivare alle catastrofiche conseguenze della seconda metà del Duecento, con l'abbattimento di tre Giudicati su quattro, lo smantellamento di un intero sistema economico e sociale e l'avvio, questa volta si, di una sostanziale politica «coloniale» da parte del comune di Pisa, pur con tutti i distinguo che si devono adottare sull'uso di tale termine.

Come si vede, la cronologia per una Sardegna «coloniale» dovrà essere spostata di quasi trecento anni, non proprio un'inezia, se si intende studiare una storia di lungo periodo: è un po' il vecchio problema di interpretare la storia partendo dal fatto che si conosce la fine e non contestualizzando i suoi momenti chiave nel momento in cui essi effettivamente si svolsero. È forse il principale errore nel quale può incorrere chi fa Storia.

---

[109] P. Tola, *Codex...*, *op. cit.*, LII, p. 214, attribuita per errore da Tola a Lucio II per l'anno 1144. La correzione si deve a Mauro Sanna, cfr. *Innocenzo III e la Sardegna*, edizione critica e commento delle fonti storiche a cura di M. G. Sanna, CUEC, Cagliari, 2003, pp. XLVIII-XLIX.

[110] In questo senso, la concessione di Innocenzo II poté essere vista da alcuni, anche all'interno della curia pontificia, come un vero e proprio «pravilegium», peggiore di quello a suo tempo concesso da Pasquale II all'imperatore Enrico V. Alcune delle epurazioni compiute da Innocenzo a Roma, una volta morto Anacleto II e con la definitiva presa di possesso del trono del Laterano, potrebbero avere avuto anche la motivazione dell'insofferenza di alcuni cardinali verso le decisioni più radicali del pontefice, cfr. W. Maleczek, *Das Kardinalskollegium unter Innocenz II. und Anaklet II*, in «Archivum Historiae Pontificiae», n. 19, 1981, pp. 27-78 e, per il periodo immediatamente precedente, R. Hüls, *Kardinäle, Klerus und Kirchen Roms: 1049-1130*, Bibliothek des Deutschen Historischen Instituts in Rom, Niemeyer Max Verlag GmbH, Tübingen, 1977.

7. *Il problema della trasmissione della memoria*

Al termine di questa pur rapida carrellata storica e storiografica, emerge a mio parere come il vero problema da analizzare, soprattutto a livello di trasmissione della memoria collettiva, dal Medioevo ai giorni nostri, è capire quando lo scambio fra Sardegna e mondo esterno divenne realmente ineguale; valutare se, quando e come questa nuova modalità finì per imporsi; quale impatto, infine, essa ebbe sull'isola e i suoi abitanti; dedurre se questo mutamento assunse nel tempo i tratti di una dominazione coloniale.

Tali obiettivi esulano evidentemente dai limiti di questo intervento, che si propone ancora come un'introduzione alla problematica, tuttavia, essi possono condurre a una direzione di ricerca stimolante e presumibilmente foriera di novità interpretative.

In questa sede si vuole invece concludere ponendo brevemente l'accento su quei mutamenti che la Sardegna ha conosciuto e che l'hanno portata a percepirsi e ad essere percepita in età contemporanea nei modi che qui si sono analizzati: da una Sardegna medioevale non isolata né periferica a una Sardegna interpretata, secoli dopo e anche per quel periodo lontano, come un mondo arcaico, marginale, al di fuori della Storia.

Il passaggio anche mentale comincia a manifestarsi probabilmente dall'epoca spagnola a quella sabauda, nel XVIII secolo, quando la Sardegna, pur con il suo titolo di «regno», passò dall'orizzonte di riferimento del grande impero spagnolo a quello più limitato della dinastia sabauda con capitale a Torino. Accogliendo una simpatica e ardita similitudine che mi propone Raimondo Pinna, sarebbe un po' come se oggi, improvvisamente, le isole Hawaii passassero dagli Stati Uniti alle Filippine, mutando la loro condizione, da cinquantesimo Stato dell'Unione a semplice provincia di una realtà con una visione probabilmente più ristretta di quella americana.

Qualcosa del genere sembra essere accaduto per la Sardegna, che diviene improvvisamente una sorta di Cenerentola del Mediterraneo, debole, marginale, in cui gli intellettuali locali, desiderosi di allinearsi ai ceti dirigenti piemontesi, hanno poco interesse a proporre un'immagine diversa da quella che i loro colleghi della terraferma le riconoscevano. Essa era sicuramente veritiera, perché fra XVII e XVIII secolo le condizioni dell'isola erano peggiorate

rispetto al pieno Medioevo dei secoli XI-XIV[111], tuttavia non doveva essere molto differente da altre realtà periferiche del Mediterraneo di allora.

La Sardegna medioevale, insomma, fu un mondo molto più complesso e dinamico di quanto si ritiene comunemente; esso però risulta tuttora difficile da approcciare e approfondire, non tanto per la scarsità delle fonti a disposizione (problema reale ma sopravalutato) quanto per l'impostazione ideologica della storiografia sul tema, che non riconosce una capacità propositiva e autonoma dell'isola verso l'esterno. Una situazione singolare che si riscontra in un'isola la cui condizione istituzionale, paradossalmente, è sostenuta dal 1948 da uno Statuto di Regione Autonoma[112].

In Sardegna si è probabilmente ancora lontani dalla capacità di rileggere la storia dell'isola sotto altre prospettive, come ad esempio è accaduto per la Sicilia grazie ai coraggiosi studi, sebbene orientati su prospettive diverse, di Henri Bresc e Stephan Epstein, i quali dimostrano come quell'isola non visse una situa-

[111] Ma si tenga presente il ruolo di città come Cagliari, Alghero e Sassari per tutto il XV secolo, quando erano inserite in un circuito commerciale e culturale importante, quello dei commerci della Corona d'Aragona fra Levante e Atlantico. Si vedano per questo D. Abulafia, *Mercati e mercanti nella Corona d'Aragona, il ruolo degli imprenditori stranieri*, in *La Mediterrània de la Corona d'Aragó, segles XIII-XVI & VII Centenari de la Sentència Arbitral de Torrellas, 1304-2004*, XVIII Congrés d'Historia de la Corona d'Aragó, Valencia, 2004, 9-14 setembre, a cura di R. Narbona Vizcaino, Valencia 2005 pp. 797-820; C. Zedda, *Cagliari. Un porto commerciale nel Mediterraneo del Quattrocento*, Istituto per l'Oriente C. A. Nallino, Roma - Napoli, 2001 (Prefazione di Marco Tangheroni) e la relativa bibliografia.

[112] La Regione Autonoma della Sardegna nacque nel Secondo Dopoguerra, ottenendo il suo Statuto nel 1948. La generazione che ha conseguito questi risultati ha ritenuto con orgoglio di essere stata la migliore esistita nell'isola fino a quel momento, in quanto aveva raggiunto un traguardo epocale: l'Autonomia regionale. Essa andava promossa a quel punto attraverso un progetto culturale di grande respiro, come testimoniano gli atti delle Giunte regionali dei decenni successivi, incentrati sul recupero e la valorizzazione dell'identità. In questo clima «neoromantico», nascono e si sviluppano a livello di massa miti e visioni sulla Sardegna e i Sardi nella storia, dove il fiabesco, il misterioso, la stessa fascinazione delle arti visive, diventano strumenti scenografici, forti e sensazionali che aiutano a veicolare in maniera semplice concetti quali la resistenza contro l'oppressore straniero; il mito della civiltà sarda che sopravvive immutata nei secoli; il passato a cui attingere per creare una memoria storica da contrapporre a quanto arriva dall'esterno. In quest'ottica, dunque, si cercano e si esaltano i personaggi «grandi» della storia sarda, come *exempla* per i Sardi di oggi, fra questi il nuragico Amsicora e la giudicessa medioevale Eleonora d'Arborea.

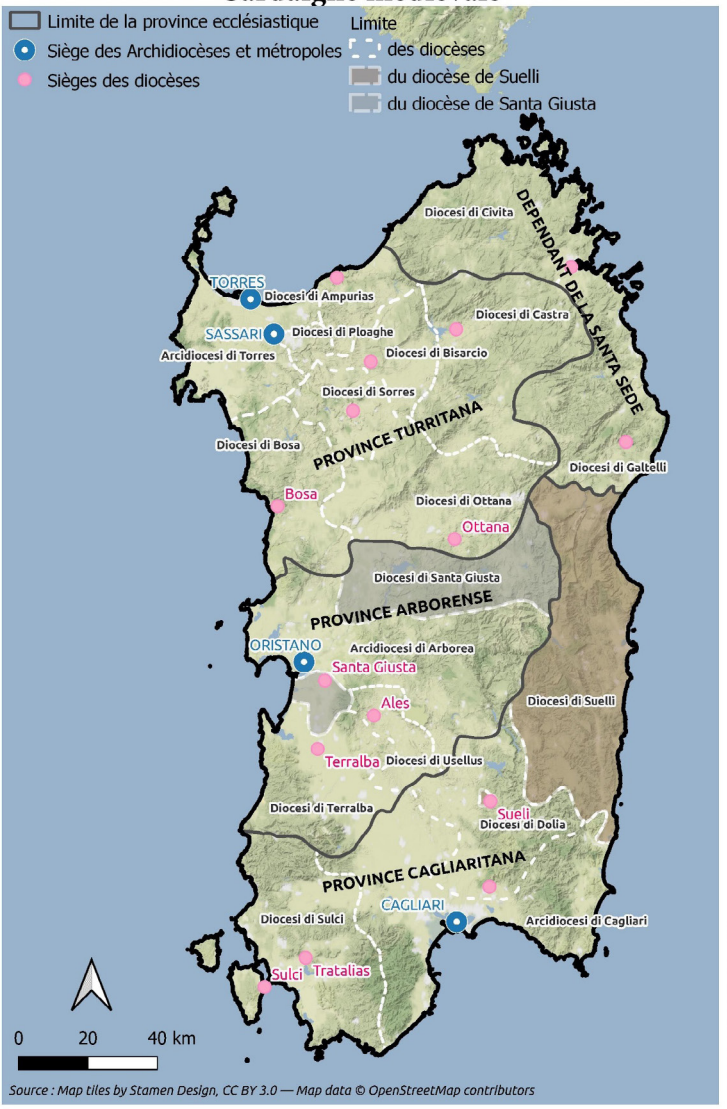
zione di sottosviluppo generalizzato, ma era coerentemente immersa in una realtà più fluida, determinata dalla situazione politica del momento[113]. Tuttavia, il passo va fatto anche per la storiografia sarda, perché se non si pensa seriamente di modificare il paradigma iniziale, non si arriverà mai a nuove e significative acquisizioni e tra altri vent'anni, come ho argomentato di recente, staremo continuando a proporre surreali dibattiti su chi ha colonizzato chi o ad alimentare interpretazioni alla «Asterix che si oppone ai Romani», perpetuando immotivate quanto sterili contrapposizioni fra resistenti e conquistatori[114].

Per superare le tesi arcaiste e colonialiste occorrerà dunque spiegare come prima cosa la difficoltà che l'isola in senso lato sembra sempre aver avuto, e continua evidentemente ad avere, di stabilire un rapporto corretto con la propria memoria storica, interpretata spesso sotto la lente distorsiva del «mito». Tale difficoltà non consente tutt'oggi di esportare efficacemente questa memoria, producendo distorsioni che si riflettono sulla questione identitaria dell'isola e dei suoi abitanti, percepita e utilizzata dagli intellettuali contemporanei, in modo totalmente schiacciante, per spiegare ogni aspetto della Sardegna passata e attuale; un mondo, appunto, arcaico, ancestrale, mitico, portato per le sue caratteristiche intrinseche a diventare soggetto passivo della Storia e obiettivo delle mire dei suoi intraprendenti vicini di sponda, siano stati i musulmani dell'Africa, i Pisani e i Genovesi della Penisola Italica, gli Aragonesi della Penisola Iberica, lo Stato Italiano di oggi o chissà chi altro in un prossimo futuro.

[113] H. Bresc, *Un monde méditerranéen. Économie et société en Sicilie. 1300 - 1450,* École Française de Rome, Roma, 1986; S. R. Epstein, *Potere e mercati in Sicilia: secoli XIII-XVI*, edizione italiana, Einaudi, Torino, 1996. Per un confronto fra le due opere e le due visioni della storia siciliana, in alcuni punti diametralmente opposte, cfr. G. Petralia, *La nuova Sicilia tardomedievale: un commento al libro di Epstein*, in «Revista d'Historia Medieval», vol. 5 (1994), pp. 137-162

[114] C. Zedda, Il «dossier gallurese»…, *op. cit.*, pp. 70-78.

L'organisation ecclésiastique de la Sardaigne médiévale



Francesco Paolo Tocco

ISOLA, REGNO, FRONTIERA
LA SICILIA NEL MEDITERRANEO MEDIEVALE (SECC. XI-XV)

SOMMARIO: *La Sicilia, l'isola più grande del Mediterraneo, si caratterizza per la sua estrema vicinanza alla terraferma italiana, e per la sua posizione di centralità nel Mediterraneo, che divide in due parti chiaramente distinguibili. Queste peculiarità sono alla base delle sue vicissitudini storiche. La sua centralità spaziale, infatti l'ha costantemente messa al centro delle dinamiche politiche, economiche e culturali mediterranee, con modalità diverse a seconda dei diversi periodi storici. Isola di confine tra Islam e Cristianità per buona parte dell'Alto Medioevo, diventa la culla di una monarchia originale, dotata di raffinate istituzioni, grazie a Ruggero II, costituendo sotto la dominazione normanna il centro politico del Mediterraneo. Con l'avvento della dinastia sveva la Sicilia si inserirà sempre più nel mondo occidentale, ma andrà perdendo la sua centralità politica, pur mantenendo il ruolo di snodo cruciale dei traffici marittimi. Dal Vespro in poi, venuta meno definitivamente la centralità politica, l'isola manterrà la sua grande funzione economica e sotto Alfonso V costituirà la base per la conquista di Napoli, enfatizzando nel contempo la sua funzione di frontiera nel contesto dei domini della Corona d'Aragona.*

ABSTRACT: Sicily, the biggest island of the Mediterranean Sea, is characterized by its proximity to the Italian mainland and by its central position in the Mediterranean Sea, which is divided by the island into two clearly distinguishable parts. These peculiarities are at the foundation of the island's historical occurrences. Sicily's spatial centrality allowed the island to be in a key position for the political, economical and cultural dynamics of the Mediterranean, with different modalities for each historical period. The island marked the border between Islam and Christianity for most part of the Early Middle Ages, and under the rule of Roger II it birthed a novel monarchy with refined institutions which made Sicily the political center of the Mediterranean Sea. With the advent of the Suevian dinasty, Sicily integrates more and more into the Western world, progressively losing its political centrality, while still mantaining the role of crucial junction point in maritime trade. From the Vesper on, with political centrality lost once and for all, the island will mantain its huge economical function and, under Alfonso V, it will serve as headquarter for the conquest of Naples, while also strenghtening its role as a frontier for the dominions of the Crown of Aragon.

1. *Considerazioni introduttive*

La Sicilia è caratterizzata da due particolarità: dista dall'Italia tre soli chilometri, tanto da potersi quasi considerare unita alla terraferma, ed è la più estesa delle grandi isole del Mediterraneo, l'isola per eccellenza, la cui estensione l'ha resa più volte un universo a sé stante, ma sempre aperto alle influenze esterne, anche perché è ricca di porti, dagli approdi più ampi e accoglienti – tutti sulla costa settentrionale e orientale, tra cui spiccano Trapani e Messina – ai piccoli scali, che enfatizzano la vocazione comune a molte isole di luogo di arrivi, partenze, scambi[1]. Vocazione ulteriormente amplificata dalle costellazioni di isole minori che la circondano, le Egadi a Ovest, le Eolie a nordest, Pantelleria e Lampedusa a sudovest, l'arcipelago maltese a sud, veri e propri snodi della navigazione mediterranea che, facilitando l'avvicinamento, rendono la Sicilia punto di convergenza di rotte obbligate, anche per la sua centralità nel Mediterraneo, che divide in due spazi minori dalle fisionomie specifiche: un Mediterraneo occidentale, e un Mediterraneo orientale, ciascuno con le sue grandi e piccole isole. Infine, se consideriamo che il Mediterraneo è stato terminale e punto di incontro e scontro di grandi civiltà affacciate sulle sue sponde ma spesso caratterizzate da una dimensione continentale, e che quindi è mare di frontiera e di frontiere, la centralità della Sicilia rende l'isola – paradossalmente a prima vista – frontiera per eccellenza. Come la Sicilia preromana, già popolata da etnie di provenienza diversa e costantemente divisa tra un'area di influenza punica e una greca in cui spiccavano grandi città, prima fra tutte Siracusa. L'insularità della Sicilia fu istituzionalizzata dai Romani che, dopo averla conquistata, la inserirono nei loro domini in qualità di prima provincia, soggetta a Roma ma al di fuori del *pomerium*, che avrebbe avviato la trasformazione di Roma in una talassocrazia.

Col venir meno dell'Impero Romano d'Occidente, la Sicilia vivrà un lungo Tardo Antico: rimarrà punto di riferimento cruciale per l'approvvigionamento granario della penisola italiana, ricca di estesi latifondi di importanti famiglie senatorie romane, e al tempo stesso

[1] Sull'argomento cfr. P. Corrao, *I porti siciliani nel sistema della comunicazione mediterranea: identità urbana e ruolo politico-econonomico*, in J.-A. Cancellieri, V. Marchi van Cauwelaert (curr.), *Villes portuaires de Méditerranée occidentale au Moyen Âge. Îles et continents, XIIe-XVe siècles*, (Quaderni - Mediterranea - ricerche storiche, 26) Associazione mediterranea, Palermo 2015, pp. 185-199.

accrescerà la sua importanza militare nel contesto bizantino, acquisendo una centralità di lunga durata, pienamente attestata dal ruolo di capitale dell'impero dal 663 al 668 svolto da Siracusa[2]. Una prima vera discontinuità si verificherà con la conquista islamica che lentamente, a partire dall'827, arricchirà l'isola con l'apporto di nuove coltivazioni e una gestione della terra incentrata su una rete capillare dei casali nelle campagne. Nel contempo, Palermo diventerà una metropoli islamica. La Sicilia, però, nonostante la sua funzione di base per scorrerie verso la terraferma italiana e più in generale tirrenica, rimarrà un'area di frontiera del Dâr al-Islâm, pur mantenendo un ruolo significativo nelle rotte mediterranee[3].

2. *La Sicilia normanna: nasce il Regno*

Saranno i Normanni a decretare l'ingresso della Sicilia nel Medioevo occidentale, conquistando questa ricca periferia dell'universo islamico, già ampiamente frazionata al suo interno. Stavolta con una discontinuità netta, come ci ricorda Pietro Corrao:

> «la conquista normanna immette l'isola in un mondo che sta manifestando delle caratteristiche maturate in secoli di sperimentazione della convivenza romano-germanica e dell'elaborazione dottrinale del cristianesimo occidentale e della sua organizzazione istituzionale; solo da questo momento è possibile ragionare nei termini di una società comparabile a quelle dell'occidente cristiano»[4].

---

[2] Sui traffici della Sicilia bizantina per brevità si rimanda a L. Arcifa, *«Insularità» siciliana e Mediterraneo altomedievale. Dati archeologici e quadri territoriali tra VIII e IX secolo*, in K. Wolf, K. Herbers (curr.), *Southern Italy as Contact Area and Border Region in the Middle Ages*, «Beihefte zum Archiv für Kulturgeschichte», 80, 2018, pp. 125-148 e alla relativa bibliografia; cfr. anche Ead., *Per un nuovo approccio allo studio delle città siciliane nell'altomedioevo: Catania e Siracusa tra VIII e IX secolo*, in *Rivoluzioni silenziose. La Sicilia dalla tarda antichità al primo medioevo*, Edizioni del prisma, Catania 2016, pp. 415-439. In prospettiva più ampia cfr. A. Nef, V. Prigent, *Per una nuova storia dell'alto medioevo siciliano*, «Storica», 35-36, 12, 2006, pp. 9-63.

[3] Sulla Sicilia islamica per brevità si rimanda a A. Nef, *Conquérir et gouverner la Sicile islamique aux XIe et XIIe siècles* (Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome, 346), École française de Rome, Rome 2011, nonché a A. Nef, F. Ardizzone, L. Arcifa, A. Bagnera, E. Pezzini (curr.), *Les dynamiques de l'islamisation en Méditerranée centrale et en Sicile: nouvelles propositions et découvertes récentes*, École française de Rome, Rome - Edipuglia, Bari 2014.

[4] P. Corrao, *Gerarchie sociali e di potere nella Sicilia normanna (XI-XII secolo). Questioni storiografiche e interpretative*, in *Señores, siervos y vasallos en la Alta Edad Media* (XXVIII Semana de Estudios Medievales, Estella, 16-20 julio 2001),

«*Populo dotata trilingui*» è l'isola che Roberto il Guiscardo, ma soprattutto e, col passare del tempo sempre più unicamente, suo fratello minore Ruggero, faranno propria tra il 1061 e il 1091, assecondando l'invito pontificio di Melfi del 1059. Nascerà, così, una contea comprendente la Calabria meridionale, già detenuta da Ruggero, ben diversa dalle realtà signorili del Mezzogiorno e dell'Occidente in generale. Nella Sicilia «recuperata» alla Cristianità, Ruggero, passato alla storia col titolo di Gran Conte, avocherà a sé la maggioranza dei territori conquistati, lasciando ai suoi compagni feudi di moderata estensione, concedendone qualcuno più ampio solo ai parenti più stretti. Tra questi l'Aleramico Conte Enrico, fratello della terza moglie di Ruggero, Adelasia, che nel contesto di una efficace strategia matrimoniale aveva consentito al *parvenu* Altavilla di imparentarsi con una famiglia di ascendenza carolingia. In controtendenza alle contemporanee dinamiche dell'Europa occidentale, in Sicilia si ponevano le premesse per la costituzione di un potere comitale forte, ricco e dall'ampio demanio. Anche dal punto di visto dell'organizzazione religiosa il Gran Conte andrà in controtendenza, disegnando in libertà la nuova mappa vescovile, vincendo l'ostilità pontificia e ottenendo il diritto, probabilmente non richiesto perché comunque vincolava ai pontefici, di essere legato apostolico nell'isola.

Nel 1130 il figlio omonimo del Gran Conte, Ruggero II, conquistate le terre normanne del Mezzogiorno, fonderà finalmente un regno, incentrato sulla multietnica e multiculturale Sicilia e che dalla Sicilia finirà per prendere il nome[5]. La forma di governo impostata dal Gran Conte e pienamente realizzata da Ruggero II e dai suoi discendenti, sarà segnata da un pragmatismo di marca «imperialista», sulla scorta degli esempi bizantino ed islamico, con l'impiego delle raffinate competenze amministrative dei sudditi musulmani e cristiani di rito greco[6]. Questa strategia, funzionale alla gestione di un'isola dal complesso profilo socio-culturale, cui si erano anche aggiunti gli immigrati «Lombardi» venuti al seguito

Pamplona 2002, pp. 459-481, p. 459.

[5] Per non appesantire il testo ci sia consentito rimandare a F. P. Tocco (cur.), *Sotto lo sguardo di Ruggero. Un sovrano, un regno, una città del Mediterraneo medievale*. Atti del Convegno (Cefalù, 29 febbraio - 1 marzo 2020), Centro Studi Ruggero II - Città di Cefalù, Cefalù 2022, contenente molteplici saggi sulla Sicilia normanna con bibliografia aggiornata sui vari temi affrontati.

[6] A. Peters-Custot, *Ruggero II, un re imperiale?*, *ibid.*, pp. 83-100.

degli Aleramici, porrà salde premesse per la struttura amministrativa della Sicilia, come pure del Mezzogiorno, con la fondazione di alcuni uffici che, pur mutando nei secoli, manterranno se non tutte le caratteristiche iniziali almeno l'ispirazione fondativa.

La Sicilia era il cuore di questo «impero» in divenire[7] e dall'incontestabile forza militare ed economica. L'isola, sotto gli Altavilla costituirà il perno di un progetto espansivo a più direttrici, tutte legate alle caratteristiche della sua collocazione cui abbiamo fatto cenno nell'introduzione: verso l'Italia, verso l'Africa e verso l'Oriente bizantino. Un progetto che toccherà l'acme durante gli anni di regno di Ruggero II, sulla cui spada era scritto: «*Apulus et Calaber, Siculus mihi servit et Afer*»[8]. Si noti che Ruggero nel Mezzogiorno riconosceva due realtà distinte, rimarcando l'importanza della Calabria, quella meridionale soprattutto e, dunque, la funzione di collegamento giocata dallo Stretto. Ruggero II riconosce l'insularità della Sicilia ma, recependo dinamiche di lunga durata, la inserisce in un contesto di continuità con l'estremità meridionale della penisola italiana[9].

I Normanni, dunque, fondarono il loro potere sull'apertura – tanto interessata quanto indubbia – alle varie culture dell'isola, traendone chiari benefici[10]. Per la centralità geopolitica dell'isola saranno decisive la fedeltà degli isolani, di qualunque etnia e fede, nei confronti dei sovrani e la politica economica della corona, che sfrutterà efficacemente la feracità del suolo siciliano. È, quest'ultimo, uno snodo storiografico tra i più problematici della storia dell'isola. Per vari studiosi, tra cui in particolare David Abulafia, le concessioni dei sovrani normanni ai mercanti dell'Italia centro-settentrionale, Genovesi, Pisani, Veneziani, sarebbero all'origine della subordinazione dello spazio economico meridionale, non solo

[7] J.-M. Martin, *Ruggero II: un sovrano polisemico?*, *ibid.*, pp. 65-82.

[8] F. P. Tocco, «Apulus et Calaber, Siculus mihi servit et Afer»: *L'aspirazione di Ruggero II a un impero mediterraneo*, in P. Dalena, C. Urso (curr.), *Studi in onore di Biagio Saitta.* Ut sementem feceris, ita metes (Analecta Humanitatis, 31), Bonanno Editore, Roma-Acireale 2016, pp. 107-123.

[9] Cfr. R. Berardi, *Feudo e servizio militare in Calabria e Sicilia durante l'età di Ruggero II. Un modello per il nuovo Regno di Sicilia?*, in F. P. Tocco, *Sotto lo sguardo…*, *op. cit.*, pp. 141-168.

[10] Cfr. A. Nef, *Imaginaire impérial, empire et oecuménisme religieux. Quelques réflexions depuis la Sicile des Hauteville*, in «Cahiers de Recherches Médiévales et Humanistes» 24, 2012, pp. 227-249 (on line al seguente indirizzo: https://journals.openedition.org/crm/12922).

isolano, alle imprese mercantili e finanziarie delle città marittime dell'Italia centrosettentrionale, con la conseguente inibizione della nascita di un ceto mercantile e imprenditoriale locale. In particolare, per quanto riguarda la Sicilia, Abulafia sottolinea le conseguenze, per lui negative, dell'accordo stipulato tra Guglielmo I e Genova nel 1156 che, oltre a legittimare la presenza genovese nei gangli portuali dell'isola ne garantiva anche il diritto a controllare i traffici provenienti dalla Liguria e dalla costa provenzale[11]. Il dibattito resta aperto, ma se ci si sofferma alla sola età normanna è difficile contestare che questa strategia economica si rivelò redditizia per le casse della corona, propulsiva per molti centri dell'isola, soprattutto quelli portuali, e sicura fonte di entrate per le più spregiudicate spedizioni navali nel Mediterraneo[12].

Ma il sistema si reggeva su equilibri precari. Nel biennio 1160-61 i siciliani di religione islamica vengono massacrati dalla popolazione latina a Palermo, e dai Lombardi nel Val di Noto, e costretti a spostarsi nel più sicuro Val di Mazara, in particolare nella diocesi di Monreale, voluta da Guglielmo II intorno al 1180, forse per avviare una cristianizzazione «gentile» della popolazione islamica, certamente per mantenerne il potenziale produttivo nelle campagne che tendevano a spopolarsi per le defezioni musulmane[13]. Nel contempo la Sicilia diventava sempre più terra di residenza più o meno temporanea e, in qualche caso, definitiva, di Genovesi, Pisani, Veneziani, Amalfitani[14].

[11] D. Abulafia, *Le due Italie. Relazioni economiche fra il regno normanno di Sicilia e i Comuni settentrionali*, Liguori, Napoli 1991 (ed. or., *The two Italies. Economic relations between the Norman Kingdom of Sicily and the Northern communes*, Cambridge 1977), pp. 14 s. e 17.

[12] Per un'analisi critica approfondita e aggiornata sul problema cfr. G. Petralia, *Economia e società nel Mezzogiorno nelle Giornate normanno-sveve: per un bilancio storiografico*, in P. Cordasco, M. A. Siciliani (curr.), *Il Mezzogiorno normanno-svevo tra storia e storiografia*. Atti delle ventesime Giornate Normanno-Sveve (Bari, 8-10 ottobre 2012), Mario Adda Editore, Bari 2014, pp. 237-268.

[13] Cfr. F. Maurici, *L'insediamento medievale nel territorio della provincia di Palermo. Inventario preliminare degli abitati attestati dalle fonti d'archivio (secoli XI-XVI)*, Regione Siciliana, Assessorato beni culturali e ambientali e della pubblica istruzione, Soprintendenza per i beni culturali e ambientali, Palermo 1998 pp. 31-33 e la bibliografia citata in nota.

[14] Su questo fondamentale fenomeno di lunga durata cfr. P. Corrao, *Uomini d'affari stranieri nelle città siciliane del tardo medioevo*, in «Revista de Historia Medieval», 11, 2000, pp. 139-162, distribuito in formato digitale da «Reti Medievali».

La *facies* socioculturale siciliana andava così trasformandosi, mentre l'isola assumeva sempre più la funzione di perno delle rotte mediterranee, in particolare quelle indirizzate verso l'Oriente. Emblematico è il caso di Messina, che per la sua posizione essenziale lungo le rotte verso l'Oriente mediterraneo, vivrà una tumultuosa crescita con l'immissione nei ceti dirigenti cittadini di una quota sempre più consistente di ricchi immigrati provenienti non solo dall'Italia centrosettentrionale, ma anche da aree dell'Europa continentale, in problematica, ma alla fine sostanzialmente riuscita, integrazione con il ceto dirigente originario, caratterizzato dalla componente greca. Messina, che controlla una sorta di *districtus* di cui cercherà più volte di ottenere dall'autorità regia la formalizzazione, continua anche a vivere degli intensi scambi con la parte meridionale della Calabria, mantenendo la già sottolineata continuità tra Sicilia e penisola italiana[15]. La vicenda messinese, inoltre, ci permette di accennare a un ulteriore elemento caratterizzante la Sicilia normanna: l'alto numero di realtà urbane e, soprattutto, la loro appartenenza quasi totale al demanio.

3. *I travagli del Duecento*

La morte precoce e inattesa di Guglielmo II, il 18 novembre 1189, scatenerà dinamiche che trasformeranno profondamente la Sicilia, al suo interno, nello scacchiere geopolitico e nel contesto economico mediterraneo, facendole quasi impercettibilmente, ma alla fine inesorabilmente, perdere quella centralità sulla quale avevano puntato i sovrani normanni e che era a fondamento della forza della neonata monarchia. Il regno è conteso tra Tancredi, preferito dalla nobiltà regnicola in quanto figlio naturale del primogenito omonimo di Ruggero II e l'imperatore Enrico VI di Svevia, marito dell'ultima figlia di Ruggero II, Costanza d'Altavilla. Nelle concitate vicende successorie si inseriscono ben presto i Genovesi, interessati a mantenere le loro posizioni nell'isola, in un primo momento favorendo Tancredi, ma poi fornendo all'imperatore, come pure la

[15] Sull'argomento cfr. E. Pispisa, *Messina medievale*, Congedo Editore, Galatina 1996, pp. 10-27. Cfr. anche, in una prospettiva più ampia che arriva ai secoli seguenti, H. Penet, *Du port à la ville: fonctions portuaires et urbanisation à Messine (in XIe – début XVIe siècle)*, in J.-A. Cancellieri, V. Marchi van Cauwelaert (curr.), *Villes portuaires, op. cit.*, pp. 201-228, con la relativa ricca bibliografia in nota.

rivale Pisa, una flotta per conquistare il regno di Sicilia. Genova otteneva vantaggiose condizioni, tra cui la cessione di Siracusa che, però, Enrico VI, conquistati Mezzogiorno e Sicilia, si rifiutò di mantenere, per garantire al regno e soprattutto alla Sicilia continuità con le istanze mediterranee dei sovrani normanni. Le iniziative orientali dello Svevo sembrarono peraltro poter proiettare Messina in una posizione egemonica nell'isola, ma la sua morte nel 1197 ne interruppe il disegno strategico, ripreso da Costanza, ancora più interessata di Enrico a proseguire la politica dei suoi avi, temendo che il regno potesse venire fagocitato dall'impero[16].

Morta, però, Costanza un anno dopo, il regno cadde in uno stato di anarchia: il piccolo Federico, nato nel 1194, affidato dalla madre alla tutela di Innocenzo III, di fatto era ostaggio dei gruppi di potere di corte, in un'isola dilaniata dalle divisioni, in cui la popolazione musulmana si era asserragliata in alcune aree di montagna del Val di Mazara, mentre Siracusa, caduta in mano pisana, sarebbe stata ben presto conquistata dal genovese Alamanno Costa, nominatosi *Dei et regia gratia ac communitatis Ianue comes Syracuse*, ribadendo la pervasiva presenza ligure nella Sicilia del tempo. Siracusa sarebbe rimasta genovese fino al 1221, quando Federico, ormai conseguita anche la corona imperiale, tornò nell'isola per ristabilire l'ordine.

Per comprendere appieno le trasformazioni geopolitiche ed economiche della Sicilia duecentesca bisogna tenere presente che Federico II di Svevia, quando torna nel Mezzogiorno da imperatore e, soprattutto con le *Constitutiones melfitanae* del 1231, si propone di ristabilire l'ordine nel Regno, in tutto il regno ovviamente, riportandolo alle condizioni precedenti il trentennio di torbidi seguiti alla morte di Guglielmo II. Operazione ambiziosa e, in buona sostanza, tanto impraticabile quanto astratta, soprattutto nell'isola. In Sicilia, infatti, la popolazione musulmana, ridotta nelle fortezze montane del val di Mazara, non intendeva tornare alle condizioni di vita passate. Fu così eradicata dall'isola con due operazioni militari nel 1223-25 e nel 1243-45: molti siciliani di religione islamica morirono, molti emigrarono in Africa, i superstiti furono deportati a Lucera, costituendo una componente fedelissima nell'esercito del

[16] Su tutte queste vicende cfr. S. Tramontana, *La monarchia normanna e sveva*, Utet, Torino 1986, pp. 212-223.

sovrano svevo che tutelerà questi soggetti in qualità di suoi servi, intoccabili, dunque, dagli altri regnicoli. Intanto le campagne siciliane, soprattutto ad ovest, si svuoteranno dei contadini. Federico cercherà di porre rimedio a questo problema con molteplici politiche di ripopolamento e di rifondazione urbana, di cui emblematici restano i casi di Eraclea (Gela) e di Augusta, ma con risultati non del tutto soddisfacenti, mentre un grande successo sarà la «rifondazione» della musulmana e spopolata Corleone: una massiccia immigrazione di profughi ghibellini dall'Italia centrosettentrionale nel volgere di un quarantennio la renderà città a pieno titolo[17]. L'imperatore cercherà anche di ripopolare una Palermo in crisi demica, sede solo nominale di una corte che risiedeva altrove. Lo farà favorendo l'immigrazione di ebrei dal Garbo[18], ma anche deportando gli abitanti di alcuni centri della Sicilia orientale che gli si erano ribellati nel 1232, guidati da Messina. La città peloritana, troppo importante per il sovrano, sarebbe stata risparmiata, mentre altre realtà, come Centorbi e Capizzi, sarebbero state rase al suolo. I superstiti furono dislocati a Palermo.

Tutte queste vicende sono il segno di una politica dirigista (da molti anacronisticamente celebrata come antesignana dello Stato moderno) i cui esiti immediati furono nel complesso positivi ma che, a lungo andare, prostrò l'isola. Prostrazione vieppiù accresciuta dalla politica economica e fiscale del sovrano, caratterizzata dalla creazione di aziende agricole di stato, dal controllo monopolistico del commercio del sale e da un tassazione straordinaria che divenne ben presto, di fatto, ordinaria. A tutto ciò vanno aggiunti il controllo degli immigrati nel regno, che dovevano essere di provata fede ghibellina e quello delle città, nelle quali, soprattutto in Sicilia, vennero eretti castelli che, oltre a simboleggiare la potenza del sovrano, ne riaffermavano la volontà di rigida gestione della

[17] Relativamente alla politica insediativa di Federico II cfr. I. Peri, *Uomini, città campagne in Sicilia dal secolo XI al secolo XIII*, Laterza, Bari 1978, n. 77, p. 137; F. Maurici, *Per una storia dell'insediamento nella Sicilia federiciana*, in C. A. Di Stefano, A. Cadei (curr.), *Federico e la Sicilia, dalla terra alla corona. Archeologia e architettura*, (catalogo della mostra), Arnaldo Lombardi Editore, Palermo 1995, p. 10; S. Fodale, *Palermo* «sedes Regni» *e città di Federico II*, in *Federico II e le città italiane*, Sellerio, Palermo 1994, p. 212-221.

[18] G. Mandalà, *La migration des Juifs du* Garbum *en Sicile (1239)*, in B. Grévin (cur.), *Maghreb-Italie. Des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne (xiiie-milieu xxe* siècle), (Collection de l'École française de Rome, 439), Rome 2010 pp. 19-48.

vita socio-economica cittadina. Dietro tutte queste iniziative si può leggere una causa principale, se non unica: l'interesse fridericiano a riprendere la politica anticomunale di Federico I e riaffermare l'autorità dell'impero sull'Italia centrosettentrionale. A parte il fallimento finale di tale politica, ciò che interessa sottolineare per il nostro discorso è che nella concezione geopolitica di Federico II di Svevia la Sicilia che, tanto per i sovrani normanni, quanto per Enrico VI, doveva essere il fulcro del regno, diventava area periferica. Ne sono prova la quasi costante assenza del sovrano dall'isola, la fondazione dell'università non nella capitale Palermo ma a Napoli, città strategica assieme a Foggia per la politica anticomunale e antipontificia fridericiana. Il baricentro del *Regnum Sicilie* si era nettamente spostato verso le aree settentrionali del Mezzogiorno, confinanti con i territori della Chiesa, sempre più schierata a favore del fronte comunale guelfo, in un meccanismo di ideale congiunzione dei territori italiani con quelli tedeschi. La Sicilia diventava margine e frontiera. Una frontiera politica, ma non economica per le realtà marinare del tempo. Esemplare fu, in tal senso, l'ambivalente rapporto di Genova con l'isola: mentre la città si schierava sempre più decisamente contro l'imperatore, alcuni maggiorenti ghibellini furono suoi fedeli servitori, rivestendo la carica di ammiraglio imperiale, creata da Federico sull'esempio di quella di ammiraglio del regno di Sicilia. Tra questi Enrico Pescatore, conte di Malta, Nicolino Spinola, Ansaldo de Mari e il figlio Andreolo[19]. La presenza ligure nell'isola non era dunque del tutto messa in crisi, mentre Pisani e Provenzali godevano di ulteriori concessioni e aperture da parte dell'imperatore[20].

La marginalizzazione della Sicilia fu sovvertita da Manfredi, succeduto a Federico II nel 1258, dopo la breve parentesi di Corrado IV, riportando il Regno in un contesto geopolitico prioritariamente mediterraneo, aperto tanto a est, quanto ad ovest[21]. La Sicilia trasse giovamento da questa inversione strategica, nuovamente ribaltata, o

[19] Peri, *Uomini, città e campagne…*, *op. cit.*, pp. 188-191.

[20] Sull'argomento cfr. F. P. Tocco, *Genovesi e Marsigliesi nella Sicilia medievale*, in S. Menza (cur.), *Lingua e storia a Caltagirone*, Centro di Studi Filologici e Linguistici Siciliani, Palermo 2021, pp. 13-32, 25, e la relativa bibliografia.

[21] Si ricordino a tale proposito le nozze dello stesso Manfredi nel 1259 con Elena Ducas, figlia di Michele, Despota d'Epiro, e quelle della figlia Costanza, avuta da un precedente matrimonio, con l'infante Pietro erede al trono d'Aragona nel 1262, contestatissime dal pontefice.

perlomeno non adeguatamente supportata, da Carlo I, il conquistatore guelfo del regno nel 1266 che, peraltro, tanto dal punto di vista politico, quanto da quello economico, ripercorreva le orme fridericiane. L'isola, quindi, continuava ad essere vessata economicamente, con l'aggravante dell'insediamento di nuovi feudatari al seguito dell'angioino che, al netto della ostile propaganda antiangioina, in buona misura soppiantarono la preesistente nobiltà.

Con Carlo I, in Sicilia molto più che nel resto del Regno, si acutizzano i problemi risalenti almeno al 1220 che, oltre a quelli già accennati, devono riconoscersi anche nella repressione del dinamismo urbano – nonostante Carlo I avesse iniziato a incoraggiare forme di autogoverno locale – e nella fragilità e insicurezza del ceto nobiliare. Come ci ricorda tra gli altri Illuminato Peri, sebbene in maniera disomogenea e incoerente, nello spazio e nel tempo, nel corso del Duecento, non poche città siciliane crebbero di dimensioni. Non solo quelle fondate o rifondate da Federico II, Augusta, Eraclea e Corleone, ma anche Trapani, Castrogiovanni, Piazza, Polizzi e, mentre Palermo avrebbe iniziato ad invertire la sua pluridecennale crisi durante il regno di Manfredi, Messina continuava la sua crescita. Le città diventavano di fatto, certo non di diritto, protagoniste della politica e, quel che più conta, dell'economia dell'isola, pur nella contingenza prolungata di condizioni piuttosto vessatorie da parte della corona, perlomeno sotto Federico II di Svevia e, in certa misura, anche sotto Carlo I. All'interno delle città forte era il dinamismo sociale, molti furono i nuovi ricchi, tanto tra gli immigrati dall'Italia centrosettentrionale, quanto tra gli indigeni. Tra questi andrebbe considerata anche una quota che forse non si potrà mai quantificare di Siciliani di religione islamica, probabilmente quasi esclusivamente nel Val di Mazara che, invece di emigrare, si convertirono al Cristianesimo, garantendosi la permanenza nei ceti dirigenti urbani. Ad ogni modo, come è stato ampiamente sottolineato da Peri e D'Alessandro, la figura sociale di spicco del XIII secolo è quella del «burgisi», il ricco proprietario terriero, spesso contemporaneamente professionista del diritto, insediato in città e desideroso di ottenere un riconoscimento ufficiale nobilitante del proprio avanzamento di *status*[22]. Si stava dunque formando una nobiltà urbana, che affian-

[22] Cfr. F. P. Tocco, *Ceti cittadini e poteri regi nella Sicilia aragonese*, in L. Tanzini, S. Tognetti (curr.), *La mobilità sociale nel Medioevo italiano. Competenze, conoscenze e saperi tra professioni e ruoli sociali (secc. XII-XV)*, Viella, Roma 2016, pp. 131-152.

cava o letteralmente sostituiva famiglie ormai declinanti in un isola in cui, proprio per le modalità di nascita dell'aristocrazia, non esistevano grandi lignaggi e i pochi di età normanna si erano quasi del tutto dissolti, mentre qualche grande famiglia legata agli Svevi – gli Antiochia, i Ventimiglia, i Lancia – iniziava un difficile radicamento nel territorio. Non per niente Igor Mineo ha sostenuto che

«la fragilità dell'insediamento signorile, ossia la debole continuità del potere locale, è un tratto persistente della storia politica siciliana; ad esso si accompagna, come abbiamo varie volte sottolineato, una fondamentale vitalità del mondo urbano, all'interno del quale tuttavia non sono affatto precoci le tendenze costituzionali che siamo abituati a riconoscere nel mondo cittadino di aree come l'Italia comunale o l'impero germanico. […] Le élites cittadine sono luoghi aperti, sia a coloro che provenivano da altre città siciliane, sia agli stranieri»[23].

Al tempo stesso, però,

«la Sicilia urbana non vede formarsi al suo interno neppure una soggettività "popolare", artigiano-mercantile che, in conflitto con l'altra, sviluppa, come avviene in molte città comunali, una propria armatura organizzativa e ideologica, e un ideale di famiglia»[24].

Con la parziale eccezione di Messina, aggiungiamo noi, in cui è sicuramente attestato un agguerrito ceto di *populares*. Va infine sottolineato che la linguistica ha dimostrato come la relativa «modernità» del siciliano rispetto agli altri dialetti meridionali sia la prova che si tratta di una lingua che, al di là degli indubbi elementi di sostrato, è il frutto di incontri, ibridazioni, acculturazioni molto intensi, iniziati in Sicilia dal tempo della conquista normanna ma consolidatisi proprio nel corso del Duecento[25]. Questo magma urbano compresso e dinamico, che riceve risposte poco rassicuranti da Carlo I d'Angiò, e che al tempo stesso è sollecitato dai superstiti dell'aristocrazia ghibellina consolidatasi sotto Federico II e Man-

[23] E. I. Mineo, *Nobiltà di stato. Famiglie e identità aristocratiche nel tardo medioevo. La Sicilia*, Donzelli, Roma 2001, p. 296.

[24] *Ibid.*

[25] A. Vàrvaro, *Nascita della lingua siciliana*, in L. Sciascia, S. Tramontana (curr. ed. it.) *Palermo 1070-1492. Mosaico di popoli, nazione ribelle: l'origine della identità siciliana*, Rubbettino, Soveria Mannelli 1996, p. 136-37 (trad. it. di H. Bresc, G. Bresc Bautier (curr.), *Palerme: 1070 – 1492. Mosaïque de peuples, nation rebelle: la naissance violente de l'identité sicilienne*, Paris 1993), pp. 134-139.

fredi, esiliati a Barcellona sotto l'ala protettrice e rivendicativa di Costanza, la figlia di Manfredi andata in sposa a Pietro III, prorompera nell'esplosione del Vespro il lunedì di Pasqua del 1282.

4. *La svolta del Vespro: l'incontro con il Regno d'Aragona*

Sul Vespro si è scritto molto e forse, nonostante lo sforzo immane di Michele Amari teso a dimostrare che si trattò di una rivoluzione di popolo esente da coordinati indirizzamenti esterni, molto si continuerà a scrivere. Sottolineiamo sinteticamente alcuni elementi essenziali: il successo travolgente della rivolta nel Val di Mazara. L'imprevista adesione di Messina – città ampiamente gratificata da Carlo I – alle istanze provenienti dalla Sicilia occidentale; l'iniziale creazione di una lega di città rette a comune, ennesimo indizio di vivacità delle città siciliane con la conseguente idea di porre la *Communitas Sicilie* sotto l'egida del papa, signore *in capite* del *Regnum* dalla sua fondazione, scorporando l'isola dal resto dei territori angioini. Un tentativo un po' troppo sottovalutato dalla storiografia – sicuramente suggestionata anche dal deciso rifiuto di Martino IV – che avrebbe nuovamente posto la Sicilia al centro di un progetto politico, sebbene circoscritto alla sola isola. Infine, il favore nei confronti della rivolta, mostrato da parte di molte potenze mediterranee del tempo, dal rinato impero bizantino, al regno d'Aragona, che Giovanni Villani ci tramanda come vera e propria congiura.

Di fronte all'ostilità pontificia, la piccola nobiltà urbana, spinta dalla componente nobiliare di tradizione ghibellina, si risolverà a richiedere l'aiuto di Pietro III d'Aragona, oggettivamente legittimato a intervenire perché marito di Costanza di Svevia. Dalla fine di agosto del 1282 i Siciliani accoglieranno Pietro e Costanza, apparentemente recuperando l'istanza ghibellina unitaria del regno ma, di fatto, entrando in relazione di dipendenza dalla Corona d'Aragona. Un elemento di ambiguità da sottolineare, perché peserà sulle future strategie politiche e vicende economiche dell'isola.

A questo punto bisogna chiedersi cosa rappresentasse la Sicilia nel contesto dell'espansione mediterranea catalano-aragonese o, per essere più precisi, cosa sarebbe diventata per la monarchia catalano-aragonese, con tutte le evoluzioni e gli aggiustamenti che si succederanno nel corso di due secoli e mezzo. Di sicuro, come ci ricorda Ivan Armenteros in un saggio contenuto in questo stesso volume, la Sicilia non era

un'isola della *ruta de las especias*. Lo sarebbe diventata per il commercio privato dei mercanti catalani, proiettati verso Oriente, che nell'isola avrebbero trovato una più che solida base per i loro traffici, ma non lo fu, prioritariamente, per la Corona. Le esigenze dei mercanti del regno e la politica della Corona Catalano-aragonese possono sovrapporsi solo fino a un certo punto, come ci ricorda ancora Armenteros citando Gaspar Feliu: «el brazo político de la Corona alcanzaba solamente al Mediterráneo occidental. Más allá el comercio corría su propio riesgo»[26]. Valutazione coincidente con le tesi di Mario Del Treppo:

> «Il nesso, sempre difficile a cogliersi, tra componente politica e componente economica nelle grandi imprese espansionistiche del Medioevo, si risolve nel caso di quella catalano-aragonese in Sicilia in una stretta dipendenza dell'espansione economica dalla conquista militare e dalla affermazione politica. Prima del Vespro le attività mercantili dei catalani nell'isola erano pressoché inesistenti e non per colpa della documentazione scarsa»[27].

Dietro a Pietro III

«non c'era la banca e la mercatura catalana, ma i "ricos hombres y caballeros" di cui parla Zurita, che il re volle consultare prima d'intraprendere la spedizione. Questa, sul piano economico, produsse attività di tipo affaristico, condotte da alti funzionari e armatori incaricati delle forniture dell'esercito, in una con la corona, la quale ebbe cura di organizzare a suo esclusivo profitto lo sfruttamento del nuovo mercato»[28].

Si può, dunque, se consideriamo anche la precedente conquista delle Baleari e la successiva della Sardegna parlare di una *ruta de las islas*, che non equivale alla *ruta de las especias*. Perché, e torniamo alla divisione prodotta dalla posizione della Sicilia nel Mediterraneo, la conquista della Sicilia per il regno d'Aragona poneva innanzitutto le premesse per un controllo del settore occidentale, e solo in seconda istanza per uno sfruttamento dei commerci convergenti sull'isola con la loro proiezione orientale. Dunque la Sicilia era prima di tutto frontiera politica dello spazio mediterraneo occidentale. Peraltro, se riflettiamo sulle motivazioni profonde dell'incontro tra corona catala-

[26] *Infra*.
[27] M. Del Treppo, *I mercanti catalani e l'espansione della corona aragonese nel secolo XV*, Libreria Scientifica Editrice, Napoli,1968, p. 149.
[28] *Ibid*, p. 150.

no-aragonese e Sicilia è difficile negare che tale incontro, perlomeno fino alla Pace di Anagni del 1295 e, per certi versi anche fino al trattato di Caltabellotta, nel 1302, non fu con la sola isola, ma, in linea di principio, con tutto il regno, Mezzogiorno compreso. Pietro III, infatti, salpando dalla costa del Maghreb orientale e sbarcando a Trapani sul finire di agosto del 1282 veniva, almeno ufficialmente, a recuperare l'intera dote della moglie, insulare e continentale. Già questa semplice constatazione deve indurci a ponderare le reali motivazioni dello sforzo di Pietro: la sua ardita iniziativa, infatti, prima di tutto si muoveva in un ambito geopolitico, assicurando quella frontiera che chiude ad oriente e a sud il Mediterraneo occidentale e, nel contempo, scongiurando la nascita di un impero marittimo franco-angioino.

Nel *Regnum*, però, Pietro III trovava una tradizione monarchica e istituzionale matura, che avrebbe dovuto tenere in considerazione, problematicamente incarnata dall'ideologia di riferimento delle città siciliane, in cui il peso delle dinamiche socioeconomiche era particolarmente vivace, sebbene, e forse proprio perché, compresso nei decenni precedenti, in costante, sicura, inarrestabile crescita[29]. Non sarà un caso, allora, ricordiamolo velocemente, che le signorie feudali che caratterizzeranno l'isola nel Trecento, finiranno tutte per impiantarsi saldamente nei centri urbani, da quella dei Chiaramonte a Palermo, a quella degli Alagona a Catania, a quelle dei Palizzi prima e dei Rosso poi a Messina, per citarne solo alcune.

Dunque il 1282 segna soprattutto l'avvio di un delicato processo politico di avvicinamento e integrazione tra due modelli di potere, dagli esiti incerti, da non sottovalutare con giustificazioni *post eventum*. Come ha efficacemente scritto Henri Bresc ripercorrendo le fasi iniziali del rapporto tra Sicilia e regno d'Aragona:

«L'échec provisoire des ambitions gibelines (dès 1282-83, une frontière est atteinte en Calabre et le soulèvement n'a pas d'écho en *Terraferma*) et la perspective d'une guerre longue avaient conduit Pierre le Grand à introduire, dès avril 1283, un principe de séparation des royaumes ibériques et de la Sicile. Sans doute, son séjour sicilien lui avait-il permis de mesurer l'autonomisme insulaire et son opposition à la pénétration catalane. [...] La dépendance dans laquelle l'île demeurait par rapport à l'Aragon, qui disposait des réserves d'hommes et de la flotte, étouffait les protestations d'une classe dirigeante si-

[29] Cfr. su tale tematica P. Corrao, *La difficile identità delle città siciliane*, in G. Chittolini, P. Johanek (curr.), *Aspetti e componenti dell'identità urbana in Italia e in Germania (secoli XIV-XVI)*, Il Mulino, Bologna 2003, pp. 97-122.

cilienne où les Catalans, mal implantés dans le paysage féodal et principalement rétribués, comme chefs de guerre, sur les revenus du patrimoine royal, unissaient leurs voix à celle de l'aristocratie gibeline de l'île [...]»[30].

Solo dalla pace di Caltabellotta si schiuderanno prospettive più promettenti di controllo aragonese sulla Sicilia anche, e all'inizio prevalentemente, economico. Sulla sola Sicilia, a questo punto, non su tutto il *Regnum* fondato dai Normanni. E nemmeno sulla Calabria, con un decisivo scostamento rispetto alla prospettiva dei due Ruggeri, ma anche di Federico II che, come sostiene Colliva, intorno al 1240 aveva diviso il regno in due aree amministrative principali, quella continentale con l'eccezione della Calabria e appunto quella di Calabria e Sicilia, entrambe rette da un Capitano e Maestro Giustiziere[31]. Né, peraltro, le prospettive di controllo politico aragonese sull'isola si sarebbero dischiuse immediatamente, perché se è vero che il rifiuto del giovane Federico d'Aragona di sottostare alle clausole della Pace di Anagni faceva saltare il raffinato meccanismo bonifaciano che avrebbe reimmesso la Sicilia nel regno angioino consegnando in cambio la Sardegna ai sovrani aragonesi[32], è altrettanto vero che Federico III diventava *rex electus*, scelto dunque, dei Siciliani non nel nome della dipendenza o dell'alleanza con l'Aragona-Catalogna, ma nella prosecuzione del progetto ghibellino e delle istanze autonomistiche del Vespro, come è ampiamente dimostrato dall'adozione del numerale che segue il suo nome: terzo, come prosecutore dell'imperatore Federico di Hohenstaufen. È anche vero, però, che, come ancora una volta ricorda Bresc, per i Siciliani «la proclamation de Frédéric III, conforme aux voeux de Pierre le Grand, devait sauver l'héritage de 1282»[33].

Federico III, nel corso del suo quarantennale regno, saprà ben presto recepire e istituzionalizzare le esigenze cui si già è fatto cenno, dando innanzitutto veste ufficiale alle consuetudini cittadine[34].

---

[30] Bresc, *Un monde méditerranéen. Économie et société en Sicilie 1300-1450,* 2 voll., Accademia di Scienze Lettere e Arti di Palermo - Ecole Française de Rome, Palermo-Roma, 1986, II, pp. 782-783.

[31] P. Colliva, *Ricerche sul principio di legalità nell'amministrazione del Regno di Sicilia al tempo di Federico II*, I, *Gli organi centrali e regiona*li, Giuffrè, Milano 1964, pp. 139-152.

[32] Cfr. P. Corrao, *Il nodo mediterraneo: Corona d'Aragona e Sicilia nella politica di Bonifacio VIII*, in *Bonifacio VIII*, Atti del XXXIX Convegno storico internazionale (Todi 13-16 ottobre 2002), Fondazione CISAM, Spoleto 2003, pp. 145-170.

[33] Bresc, *Un monde méditerranéen, op. cit.*, II, p. 783.

[34] Per un'analisi complessiva della politica del sovrano cfr. M. Ganci, V. D'Alessandro, R. Scaglione Guccione (curr.), *Federico III d'Aragona re di Sicilia (1296-1337),* Atti del convegno di studi (Palermo, 27-30 novembre 1996), Società Siciliana per la

Fino alla metà del Trecento, ovvero fino al 1348, data della morte per peste del Duca Giovanni di Randazzo, fedelmente allineato alla corona catalano-aragonese, il regno isolano di Sicilia, quello che a rigore avrebbe dovuto intitolarsi di Trinacria, pur costituendo un punto di riferimento per la monarchia aragonese, rappresenta al tempo stesso il fiero rappresentante di un'autonomia politica che andava sempre più indebolendosi, soprattutto dal 1337, anno della morte di Federico III. Una prova indiretta della debolezza di questa monarchia, tanto ambiziosa nella sua rappresentazione ideale supportata dalle cronache siciliane del tempo, quanto fragile e dilaniata da spinte opposte, può ravvisarsi nel fatto che nessuna città siciliana vedrà la creazione un pantheon della famiglia reale, a differenza di molti regni contemporanei[35], mentre Palermo, pur potendo sempre vantare l'antico diritto di incoronare i sovrani, doveva dividere la sua centralità con Messina e Catania. Non per niente, proprio a metà Trecento, un acuto osservatore politico quale Petrarca, scrivendo della Sicilia dilaniata dalla guerra civile tra le due fazioni, Latina e Catalana, i cui nomi non hanno nulla di etnico, come vedremo meglio tra breve, scriverà:

> «simile a un vulcano che bolle, è in preda a grandi fiammate d'odio, e dubitando se debba essere Italia o Spagna, non è intanto né l'una né l'altra, in uno stato d'animo dubbio, in una schiavitù certa e indegna, se pur è indegno d'essere schiavo chi non sa esser libero»[36].

Le fazioni, infatti, si dividevano non per motivi etnici ma proprio di fronte alla presenza economica degli operatori catalani che, a piccoli passi, ma sempre più insistentemente, tendeva a mettere in secondo piano gli altri mercanti esteri del Regno, i Genovesi in primo luogo, ma anche i Pisani e i Veneziani che godevano di forti appoggi, quando non addirittura di sponde interne in molte città dell'isola. Si tratta di un momento molto difficile per l'economia siciliana, già

Storia Patria, Palermo1997. In particolare, per il ruolo delle città, *Città e società urbana nell'età di Federico III: le élites e la sperimentazione istituzionale*, *Ibidem*, pp. 109-149.

[35] Sull'argomento cfr. P. Vitolo, *Per i monumenti funerari dei sovrani aragonesi di Sicilia a Catania, Palermo e Messina: testimonianze documentarie, frammenti ritrovati, ipotesi di ricostruzione*, in C. Urso, P. Vitolo, E. Piazza (curr.), *Un'isola nel contesto mediterraneo. Politica, cultura e arte nella Sicilia e nell'Italia meridionale in età medievale e moderna*, Atti del Convegno internazionale (Catania, 21 marzo 2017), Adda Editore, Bari 2018, pp. 213-240.

[36] Francesco Petrarca, *Familiares*, XV, 7, 13. Trad. di E. Bianchi tratta dall'ed. critica per V. Rossi, U. Bosco (curr.), *Edizione nazionale delle opere di Francesco Petrarca*, Firenze 1933-1942.

segnata dalla scelta della monocoltura granaria che inizia nel Duecento e decolla con il Vespro, dallo spopolamento delle campagne che, a differenza del resto d'Europa, inizia ben prima della fine del XIII secolo a causa della fuga e deportazione dei contadini di religione islamica, dalle contingenze militari che fino alla prima metà del Trecento vedranno continui tentativi di invasione angioini con conseguenti devastazioni dei terreni e, infine, con la Peste nera, che darà il colpo finale alla crisi insediativa[37]. La storiografia ha molto dibattutto questi temi, non producendo, però un risultato concorde. Anzi, si può affermare che proprio su questi argomenti regni il disaccordo per eccellenza, identificabile nelle opposte conclusioni di Bresc[38], che vede nell'intensificarsi della monocoltura granaria le premesse di una sudditanza economica irreversibile, e di Epstein che, invece, considerando gli stessi dati dello storico francese, coglie nella Sicilia trecentesca la capacità di differenziare prodotti e mercati e di porre le premesse per una ripresa economica che si sarebbe concretizzata nei secoli a venire[39]. Anche per questo secondo nodo economico ritengo opportuno non sbilanciarmi[40], pur sottolineando che le fonti studiate sono fortemente squilibrate a favore della Sicilia occidentale, area costituzionalmente vocata alla coltivazione del grano, e che recenti studi, ad esempio di Bruno Figliuolo, attesterebbero, almeno nel caso messinese, un'intraprendenza mercantile verso le aree orientali del Mediterraneo degna di rilievo[41].

Per rappresentare sinteticamente la problematicità del rapporto tra siciliani e catalano-aragonesi almeno durante tutto il Trecen-

[37] Sulla crisi insediativa trecentesca e i problemi socio-economici ad essa connessi cfr. F. P. Tocco, *La Sicilia nei secoli XII-XIV: riassetto dell'habitat e abbandono di antichi insediamenti*, in F. Panero, G. Pinto (curr.), *Assetti territoriali e villaggi abbandonati (secoli XII-XIV)*, Centro Internazionale di Studi sugli Insediamenti Medievali (CISIM), Cherasco 2012, pp. 185-201.

[38] H. Bresc, *Un monde Méditerranéen…*, *op. cit.*

[39] S. R. Epstein, *Potere e mercati in Sicilia. Secoli XIII-XVI*, Einaudi, Torino 1996, trad. it. di *An Island for itself. Economic Development and Social Change in Late Medieval Sicily*, Cambridge University Press, Cambridge 1992.

[40] Sebbene riguardino il Mezzogiorno, meritano di essere ricordati, per la profondità dell'analisi sull'argomento, E. Sakellariou, *Southern Italy in the Late Middle Ages. Demographic, Institutional and Economic Change in the Kingdom of Naples, c. 1440 - c. 1530*, Brill, Leiden-Boston 2012, e l'analisi critica condotta sulla monografia in S. Tognetti, *L'economia del Regno di Napoli tra Quattro e Cinquecento. Riflessioni su una recente rilettura*, «Archivio Storico Italiano», 634, 2012/4, pp. 757-768.

[41] B. Figliuolo, *La proiezione mediterranea del traffico commerciale messinese nel XIII e XIV secolo*, in *Id.*, *Alle origini del mercato nazionale. Strutture economiche e spazi commerciali nell'Italia medievale*, FORUM, Udine 2020, pp. 53-73.

to, impiegheremo la locuzione di «Vespro anticatalano», coniata da Carmelo Trasselli nel 1951, poi ripresa e impiegata in maniera più estesa da Henri Bresc. Lo studioso siciliano coniò questa formula per caratterizzare l'accesa ostilità siciliana ai catalano-aragonesi venuti a conquistare l'isola nel 1392 sotto la guida di Martino di Montblanc e dell'omonimo figlio, sposatosi da poco con l'ultima erede del trono isolano, Maria. Avversione paragonabile, per modalità attuative e toni propagandistici, al più famoso Vespro antiangioino. Bresc avrebbe poi parlato di «plusieurs Vêpres anticatalanes»[42], facendo ricadere sotto questa etichetta anche, e forse soprattutto, la guerra civile che dilaniò la Sicilia a metà Trecento, rappresentando in tal modo l'endemicità di un'ostilità difficile da comporre, scatenata dalle agevolazioni di cui godevano i mercanti catalani e i loro consolati nell'isola.

Come ho sostenuto altrove, nel corso del Trecento si svolge una sorta di partita a scacchi tra regno d'Aragona e regno di Sicilia angioino – che, non dimentichiamolo, nel 1354-57, grazie al gran siniscalco Niccolò Acciaiuoli è a un passo dalla conquista integrale dell'isola – in cui, alla fine, le circostanze contingenti, ma forse anche una maggiore finezza strategica, metteranno la Sicilia nelle mani aragonesi che sapranno aspettare pazientemente dopo la pace tra Sicilia e Napoli del 1372 e la nascita del regime vicariale, affermando la loro forza prima con l'assunzione del Ducato di Atene e Neopatria, apertura catalana verso la Grecia ma detenuto fino a quel momento dai membri della famiglia reale siciliana, e poi sferrando il colpo decisivo con il matrimonio tra Maria, unica erede del regno isolano e il giovane Martino figlio del duca di Montblanc nel 1390, quando all'orizzonte si profilerà la minaccia della nozze tra Costanza, la figlia di uno dei quattro vicari, Manfredi Chiaromonte, signore di Palermo e di molte altre terre di Sicilia, e Ladislao, il giovane e in quegli anni dimezzato re di un regno di Napoli dilaniato dalla guerra civile, una minaccia che avrebbe potuto condurre alla riunione di Mezzogiorno e Sicilia, cui i Martini risponderanno con la conquista dell'isola nel 1392.

5. *Il definitivo inserimento nella Corona d'Aragona*

La spedizione guidata dai due Martini mirava a un saldo, coerente, definitivo inserimento della Sicilia in seno alla Corona d'Arago-

[42] H. Bresc, *Un monde Méditerranéen...*, *op. cit.*, I, p. 376, in cui si ricorda anche la paternità trasselliana della locuzione.

na, tanto politico quanto economico, dando definitivo compimento a un avvicinamento iniziato poco più di cento anni prima[43]. Ma, dopo un primo fulminante successo contro i Chiaromonte e la parte della feudalità ostile agli aragonesi, una lunga guerra civile, il vero «Vespro anticatalano», durata almeno fino al 1398 con strascichi fino al primo decennio del '400, avrebbe ancora nuovamente esplicitato la problematicità di una stabile sottomissione dell'isola. Ancora una volta le vicende politico-militari e quelle economiche si intrecciavano, sebbene questa volta fosse più marcata la presenza di un'agguerrita componente aristocratico-militare catalana, venuta per conquistarsi spazi di potere nell'isola con risultati che non furono quelli sperati, nonostante dal 1412 la Sicilia, in seguito alle deliberazioni del concilio di Caspe, fosse diventata un viceregno e non avesse più un re proprio. Infatti, se è vero che i siciliani non riuscirono ad inviare un loro rappresentante al concilio di Caspe né tantomeno a difendere la tesi di un loro sovrano autonomo, pur nel contesto della Corona d'Aragona, è altrettanto vero che proprio la causa che impedì di scegliere un rappresentante unico, quella che Rodolico avrebbe esageratamente definito «municipalismo siciliano», costituiva il punto di forza delle capacità autonomistiche dell'isola e del suo evanescente regno. Ancora una volta, in continuità col passato, erano le città a dettare i tempi e i modi del dialogo politico e, per certi versi, anche economico, ai nuovi arrivati. Soprattutto Messina, ma anche una Palermo che si avviava definitivamente a rifiorire. Come ha scritto Pietro Corrao:

> La situazione siciliana in un primo momento si era presentata estremamente favorevole agli immigrati, che avevano combattuto nell'isola una vera e propria guerra di conquista, maturando le aspettative corrispondenti; quando l'emergenza militare aveva cominciato a svanire, l'esigenza di consolidare il consenso dei siciliani dimostratisi più fedeli, quella di prevenire ulteriori ribellioni, e l'accresciuto ruolo a Corte dei siciliani orientavano il favore regio verso gli ambienti dell'aristocrazia e del patriziato isolano e non pochi beneficiari dei primi anni dell'insediamento soffrivano le conseguenze della nuova situazione[44].

Quanto si è osservato per cavalieri e feudatari vale forse ancor di più per la burocrazia del regno e del viceregno, ambito in cui ini-

[43] Su questo snodo cruciale della storia siciliana cfr. P. Corrao, *Governare un regno. Potere, società e istituzioni in Sicilia fra Trecento e Quattrocento*, Liguori, Napoli 1991.

[44] *Ibid.*, p. 234.

zialmente, e cioè sotto i Martini e nei primi anni di regno di Alfonso il Magnanimo, si assisterà ad una significativa presenza degli elementi iberici, soprattutto negli uffici economico-finanziari del Maestro Portolano, del Maestro Secreto e del Tesoriere, nonché nel nuovo ufficio del Conservatore, di importazione castigliana. Con il passare del tempo, già durante il regno di Alfonso, non sarebbero però mancati i vicerè siciliani, mentre poi sarebbe stato sancito per legge che le cariche locali dovessero spettare ai siciliani. Nel contempo, anche negli uffici maggiori la presenza di isolani si sarebbe accresciuta, pur non diventando dominante, tranne che in quello collegiale dei Maestri Razionali, da sempre àmbito privilegiato di rappresentanza dei ceti dirigenti siciliani[45].

Insomma, l'inserimento della Sicilia nella Corona d'Aragona impose ai sovrani barcellonesi uno sforzo di calcolata apertura, se non in certi casi di assimilazione inversa, come ci ricorda Alessandro Silvestri quando scrive:

> Sembra in sostanza che piuttosto che integrare la Sicilia e la sua impalcatura istituzionale all'interno di quella della Corona d'Aragona, l'autonomia dell'isola divenne il modello per il governo dei diversi stati della monarchia[46].

Terminata la stagione della conquista e della guerra, durante la quale Aragonesi, Catalani e Valenzani erano stati indispensabili, veniva nuovamente la decisiva stagione della politica, che imponeva il radicamento nell'isola attraverso strategie matrimoniali che fondessero i maggiorenti catalano-aragonesi con le famiglie siciliane, come nel caso dei Cruilles e dei Santapau[47]. Non appena, poi, il

[45] Per una visione d'insieme su questi argomenti cfr. P. Corrao, *Stati regionali e apparati burocratici nella Corona d'Aragona (sec. XIII-XV)*, in *La Mediterrània de la Corona d'Aragó. Segles XIII-XVI* (XVIII Congreso de Historia de la Corona de Aragón, Valencia 2004), Valencia 2005, I, pp. 99-144. Per la Sicilia cfr. F. P. Tocco, *Fisionomia dei ceti dirigenti centrali e locali della Sicilia Quattrocentesca. Considerazioni introduttive*, in M. G. Meloni (cur.), *Élites urbane e organizzazione sociale in area mediterranea fra Tardo Medioevo e Prima età Moderna*, Atti del Convegno (Cagliari, 1-2 novembre 2010), Consiglio Nazionale delle Ricerche - Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea, Cagliari 2013, pp. 11-32.

[46] A. Silvestri, *L'amministrazione del regno di Sicilia. Cancelleria, apparati finanziari e strumenti di governo nel tardo medioevo*, Viella, Roma 2018, p. 300.

[47] Cfr. E. I. Mineo, *Egemonia e radicamento della nobiltà militare catalana in Sicilia dopo il 1392: l'esempio dei Cruilles e dei Santapau*, in M. Tangheroni (cur.), *Commercio, finanza e funzione pubblica. Stranieri in Sicilia e Sardegna nei secoli XIII-XV*, Liguori, Napoli 1989, pp. 89-127.

Magnanimo cominciò a interessarsi al regno di Napoli, impiegando l'isola come affidabile punto di partenza per la sua *ampresia*, le presenze siciliane cominciarono ad accrescersi anche nell'organigramma del potere centrale viceregio, mentre le oligarchie urbane divennero sempre più libere di detenere il potere locale patteggiando efficacemente con la corona. Alfonso dette così l'avvio ad un «intreccio a volte contraddittorio tra misure spregiudicate e richiamo ai valori del buongoverno, fra disinvolta gestione del prelievo e sostegno alle forze su cui la monarchia doveva e poteva contare»[48], non esitando a ridurre le presenze iberiche.

Iniziava così a prendere forma, per poi consolidarsi, un processo che coprirà buona parte del Quattrocento e che vedrà la sempre più frequente fusione tra patriziati urbani siciliani e aristocrazia cavalleresca iberica, fino alla creazione di una nobiltà isolana significativamente connotata da ascendenze catalano-aragonesi ma sempre più identitariamente riconoscibile come siciliana. Si tratterà, almeno per tutto il XV secolo prevalentemente di un patriziato urbano ben dotato di terre in cui le preesistenti presenze mercantili e finanziarie amalfitane, genovesi e pisane (ma anche bolognesi, se si pensa ai Beccadelli/Bologni che tanto peso avranno nella Palermo del Quattrocento) da tempo amalgamate con i vecchi residenti inizieranno a fondersi anche con Valenzani e Catalani, a differenza di quanto avveniva nel Trecento, quando i mercanti catalani tendevano ad adoperare l'isola come base commerciale, senza definitivi trasferimenti[49]. Emblematico di tale contesto «aperto» sarà nel corso del Quattrocento, il caso dei Pisani emigrati a Palermo dopo la conquista fiorentina della loro città nel 1406, da tempo approfonditamente studiati da Giuseppe Petralia[50]. Perso-

[48] P. Corrao, *Amministrazione ed equilibri politici nel regno di Sicilia (1416-1443)*, in G. D'Agostino, G. Buffardi, *La Corona d'Aragona ai tempi di Alfonso il Magnanimo*, Atti del XVI Congresso Internazionale di Storia della Corona d'Aragona (Napoli, 1997) Paparo edizioni, Napoli 2000, vol. I, pp.179-198, p.188.

[49] Veniva così a compimento un lungo processo di acculturazione che, dopo i primi stentati passi trecenteschi, sarebbe diventato particolarmente intenso nel XV secolo, come è illustrato in F. P. Tocco, *Riflessioni sull'acculturazione siculo -catalana del XV secolo*, in P. Sardina, D. Santoro, M. A. Russo, M. Pacifico (curr.), *Medioevo e Mediterraneo: incontri, scambi e confronti. Studi per Salvatore Fodale*, New Digital Frontiers, Palermo 2020, pp. 917-928, cui si rimanda anche per la bibliografia sull'argomento.

[50] G. Petralia, *Banchieri e famiglie di mercanti nel Mediterraneo aragonese. L'emigrazione dei Pisani in Sicilia nel Quattrocento*, Pacini, Pisa 1989.

naggi ben inseriti nei circuiti commerciali che, dopo decenni durante i quali continueranno a definirsi pisani, verso la fine del XV secolo si riconosceranno ormai come palermitani, dando l'avvio a lignaggi che arriveranno, come nel caso dei Settimo al Risorgimento italiano. Nel frattempo, questo ceto dirigente dinamico e aperto favoriva il decollo della coltivazione di cannna da zucchero, vera e propria impresa agricolo-industriale dall'alta redditività, sebbene al prezzo di consumo esorbitante di acqua, disboscamenti selvaggi e inaridimenti dei terreni che per taluni, come Trasselli, avrebbe a lungo andare impoverito i suoli siciliani e inciso in maniera complessivamente negativa sulla ricchezza dell'isola, aggiungendosi alla monocoltura granaria e ai problemi ad essa legati cui si è già fatto cenno[51].

La Sicilia, nel riconoscimento dell'ormai acclarata autonomia dei suoi patriziati urbani, sarebbe sempre più diventato un sicuro sostegno per la monarchia Catalano-aragonese: il rifiuto delle lusinghe indipendentistiche del Principe di Viana nel 1459-60, il decisivo e ben retribuito sostegno offerto a Giovanni II durante la guerra civile con Barcellona nonché il riconoscimento dell'associazione al trono del figlio Ferdinando[52], lo avrebbero dimostrato con esemplare evidenza. Questa integrazione nel Commonwealth catalano-aragonese, avrebbe peraltro comportato la temporanea messa in crisi della plurisecolare presenza genovese nell'isola, superata con successo dai liguri dopo momenti durissimi durante il regno di Alfonso. Già nella seconda metà del Quattrocento i Genovesi torneranno a commerciare liberamente in Sicilia, per poi assumere ruoli ancora più consistenti a partire dal Cinquecento.

Risulta dunque evidente che i sovrani aragonesi tanto più riuscirono a inserire la Sicilia nel mosaico dei loro domini quanto più seppero farsi carico delle sue tradizioni. Non solo amministrative, ma anche geopolitiche ed economiche. Del resto, come ci ricorda Pietro Corrao:

Nell'esperienza del dominio delle grandi isole mediterranee e della conquista del Mezzogiorno italiano stanno profondi condizionamenti e

[51] Per esigenze di brevità ci limitiamo a ricordare il classico C. Trasselli, *Storia dello zucchero siciliano*, con introd. di O. Cancila, Sciascia editore, Caltanissetta-Roma 1982.

[52] Cfr. S. Giurato, *La Sicilia di Ferdinando il Cattolico. Tradizioni politiche e conflitto tra Quattrocento e Cinquecento (1468-1523)*, Rubbettino, Soveria Mannelli 2003.

spiccate originalità dell'intera storia della Corona d'Aragona. La questione siciliana, la questione sarda, la questione napoletana accompagnano e condizionano la vicenda della Corona per più di un secolo e mezzo; i domini mediterranei divengono trampolino di una politica di potenza, terreno di sperimentazione di forme di governo; ma soprattutto fanno della Corona d'Aragona non solamente uno dei regni iberici, ma un grande impero mediterraneo, che include regioni dotate di tradizioni e di identità istituzionali risalenti e caratterizzate, che si proietta su un'area che è il centro nevralgico della concorrenza delle grandi economie commerciali, del confronto fra grandi poteri universali prima e di possenti monarchie dopo, che è destinata a divenire la frontiera della competizione con l'altro mondo religioso e politico che, all'alba di quella che tradizionalmente si denomina età moderna, si contrappone alla Cristianità[53].

E proprio quest'ultimo riferimento alla frontiere di Età moderna[54] ci consente di ricordare che i sovrani aragonesi, facendosi carico del retaggio geopolitico siciliano, recupereranno anche mai sopite istanze africane. Come abbiamo visto, l'interesse della Sicilia nei confronti della prospiciente costa africana nasce con il Regno stesso ed è un elemento strettamente legato alla posizione dell'isola. È un'istanza ripresa ampiamente da Federico II e messa nero su bianco da Manfredi, quando nel maggio del 1265, nell'Epistola ai Romani scriveva: *non solum singulas quasi regiones Ytalie possidemus, sed etiam Sardinie ac Tunisy maris insulis dominamur et maiori parti Romanie precipimus*[55].

La dialettica bellica, ma anche commerciale e politica con l'emirato e poi califfato hafside di Tunisi non sarebbe mai venuta meno. Tra alti e bassi, tra atti di pirateria e tentativi di tregue e paci, il filo rosso che lega Trapani e Tunisi, e conseguentemente la Sicilia e il Maghreb orientale – ricordiamo a tale proposito i bei lavori sugli Abbate di Trapani di Laura Sciascia, che sviscerano questo legame incarnato in una delle più importanti famiglie del ghibellinismo siciliano – non sarebbe venuto meno nel processo di

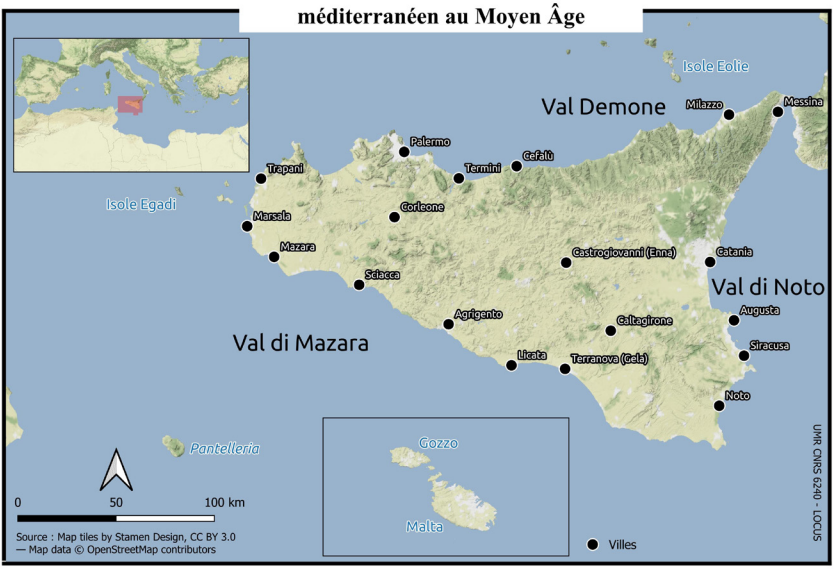
[53] P. Corrao, *Stati regionali*, *op. cit.*, p. 103.

[54] Sulla transizione della Sicilia tra Quattrocento e Cinquecento, merita ancora oggi attenzione nonostante la consueta disorganicità dell'autore, C. Trasselli, *Da Ferdinando il Cattolico a Carlo V. L'esperienza siciliana 1475-1525,* 2 voll., Rubbettino, Soveria Mannelli 1982.

[55] Citaz. tratta dall'edizione contenuta in A. Frugoni, *Scritti su Manfredi*, con una presentazione di Enrico Pispisa, Istituto Storico Italiano per il Medioevo (Nuovi Studi Storici, 72), Roma 2006, p. 67.

inserimento della Sicilia nella Corona d'Aragona, rimodulandosi, alla luce di nuove esigenze sotto i Martini, Alfonso e i loro successori. Nonostante tutto, e con la dolorosa amputazione del Mezzogiorno e, soprattutto della Calabria meridionale, confermata dal Magnanimo, ma di fatto superata dalla vicinanza dinastica d'Età Moderna tra Calabria e Sicilia, l'antica pulsione «imperialista» non sarebbe scomparsa del tutto dalla Sicilia, al tempo stesso isola, regno e frontiera.

La Sicile dans son contexte méditerranéen au Moyen Âge



Charles Dalli

MEDIEVAL MALTA BETWEEN CHRISTIAN NORTH AND MUSLIM SOUTH

Abstract: *At the end of the Middle Ages the Maltese archipelago, located half-way between Europe and Africa, between the Christian North and the Muslim South, bore the marks of its transitions – from Byzantine control, to Muslim rule, and back to Christian control with the Norman conquest, which ushered in four centuries marked by moments of rupture with the past alongside very gradual transformation as well as resistance to change. The essay focuses on some of the principal moments which defined its role as a satellite of Sicily, serving also as a stepping-stone for regional ambitions by leading powers controlling it, and highlights the ways in which this affected the hybrid development of its society, culture and economy, until the establishment of the Order of St John.*

Résumé: *À la fin du Moyen Âge, l'archipel maltais, situé à mi chemin entre l'Europe et l'Afrique, et entre le nord chrétien et le sud musulman, porte les traces de ses évolutions successives. Passé de la tutelle byzantine à la domination musulmane, puis retourné sous le contrôle chrétien au moment de la conquête Normande, laquelle ouvrit la voie à quatre siècles caractérisés par une volonté de rupture avec le passé, l'archipel connut des phases de transformations progressives qui se heurtèrent à des formes de résistance. Cette étude se propose de se concentrer sur les moments clés qui ont fait de l'archipel maltais un satellite de la Sicile, servant également de tremplin, aux ambitions régionales des puissances dominantes, en soulignant la manière dont cela a façonné le développement hybride de la société maltaise, de sa culture ainsi que de son économie, et ce jusqu'à l'établissement de l'Ordre de Saint-Jean.*

The Mediterranean world is both a common context and denominator to the individual histories of its islands. That the medieval experiences of a small archipelago should be included in a collective volume where the principal islands feature prominently, is mainly the result of post-medieval developments[1]. It is also in itself a measure of the Mediterranean dimension forming the backbone of these

[1] The historical trajectory of Malta from late medieval dependency of Sicily to its present status as an independent island-nation is mainly the result of centuries of Hospitaller government (1530 to 1798), followed after a short interlude of French control by British colonial rule (1800-1964). The two periods are not discussed in the present essay.

insular histories. The geographical divisions of the Mediterranean overlap with its historical ones, which give particular interpretations, in every part of the inland sea, of its underlying unity. In the central Mediterranean, where the eastern and western halves meet at the crossroads defined by Italy, Sicily and Tunisia, the smaller islands hyphenate stretches of the sea, almost completing the geographical divide while also creating alternative routes between the two basins. The historical divide between a «Christian North» and a «Muslim South», a dichotomy transformed by the Muslim conquest of Sicily and then restored from the high Middle Ages onwards, was similarly punctuated by the smaller islands which extended out at sea some of the characteristics of their coastal neighbours, while adding their own and changing them in the process.

This essay highlights some of the leading motifs shaping the history of the Maltese islands in the period between 870 and 1530. A small archipelago which forms part of the constellation of islands bridging Europe and Africa, the main idea behind this contribution is the Maltese orbit of the mother island of Sicily. With minor exceptions, the Maltese satellites faithfully followed the movements of the largest Mediterranean island neighbouring them, in exchanging hands between the main cultural blocs of *mare nostrum*. Byzantine until 870, the archipelago was taken by the Arabs and integrated into Dar al-Islam in the next two hundred years[2]. The Norman conquest of Sicily reached the islands by 1090/91, releasing a slow process of transformation alongside many continuities. The islands were subjected to the Kingdom of Sicily and were included within its dominions by the Normans and their Hohenstaufen, Angevin and Aragonese successors[3]. A new chapter in Maltese history was opened in 1530 with the establishment of the Hospitaller Order of St John in Malta, Gozo and Tripoli by Charles V, when the knights were allowed to transpose from their former Order-State of Rhodes

[2] A. Metalfe, *The Muslims of Medieval Italy*, Edinburgh University Press, 2009, pp. 26-8; A. Nef, *Reinterpreting the Aghlabids' Sicilian Policy (827-910)*, in G. D. Anderson *et al* (eds.) *The Aghlabids and their neighbors. Art and material culture in ninth-century North Africa*, Leiden, Brill, 2017, pp.76-87.

[3] General accounts of Maltese medieval history in: A. T. Luttrell (ed.), *Medieval Malta. Studies on Malta before the Knights*, London, The British School at Rome, 1975; A.T. Luttrell, *The Making of Christian Malta*, Aldershot, Ashgate Variorum, 2002; C. Dalli *Malta: The Medieval Millennium*, Malta, Midsea Books, 2006.

several of the autonomous qualities they had evolved there to their new insular base from where to continue honouring the vow «to fight the infidel» in the central Mediterranean[4].

Read in the light of the tectonic movement of Christian and Muslim power blocs in Europe and Africa, the events affecting Malta and Djerba in the mid-sixteenth century, particularly the loss of Tripoli in 1551, and the victories and defeats suffered by both sides on both islands in 1560 and 1565, may be taken as high-water marks of rival Habsburg-Ottoman strategic ambitions in the region, but also more generally as the latest act in a centuries-old clash of civilizations, an exhausted model which does little justice to the history of the central Mediterranean[5]. It can be said that Christian «North» and Muslim «South» overlapped across the centuries in creating the historical paths followed by smaller islands like Malta, resulting in a somewhat hybrid identity of a tiny point of convergence between Europe and Africa[6].

Hospitaller rule, followed by the long British colonial experience, conditioned the island's nascent historiography to an extent, by virtually obliging the elite writing the pages of the island's past to make their endeavour a search for European identity. Passionately making the case for a European Malta, the Maltese vice-chancellor of the Order Gian Francesco Abela published *Della Descrittione di Malta* in 1647, a work which was to dominate Maltese history down to 1900. A new appreciation of the regional context, spearheaded by the Italian scholars of the Government-funded *Regia Deputazione per la storia di Malta* in the 1930s, notably Roberto Valentini, was followed up after the war with a native historical movement

[4] The Hospitaller period is discussed in: V. Mallia-Milanes (ed.), *Hospitaller Malta 1530-1798: Studies on Early Modern Malta and the Knights of St John of Jerusalem*, Malta, Mireva Publications, 1993.

[5] The role played by the Hospitallers on Malta in the dynamics of central Mediterranean conflict in the sixteenth century fits in the fundamental analysis of F. Braudel, *The Mediterranean and the Mediterranean World in the Age of Philip II*, Berkeley, University of California Press, 1995. A critique of the model of a clash of civilizations is offered by C. Bottici and B. Challand, *The Myth of the Clash of Civilizations*, New York, Routledge, 2012.

[6] On the evolution of Maltese identity in early modern times: C. Cassar, *Society, Culture and Identity in Early Modern Malta*, Malta, Mireva Publications, 2000.

which achieved the opening of the local archives to scholarship[7]. In particular, one must mention the long prolific career of Godfrey Wettinger in reconstructing Maltese history from the late medieval sources. Moreover, numerous contributions were made by international scholars who forged a long-term relationship with Malta, particularly Anthony Luttrell and Henri Bresc[8]. The wider Mediterranean context of Maltese history is the broad canvas across which local island histories must be sketched with meaningful results.

Conquered in August 870 by Aghlabid forces, Malta was left 'an uninhabited ruin', according to the account of the siege of Malta written centuries later in Kitāb al-Rawḍ al-miʿṭār fi ḵẖabar al-aḳṭār by Ibn ʿAbd al-Munʿim al-Ḥimyarī[9]. Little more than a century after the siege of 870, the Iraqi geographer Ibn Hawqal described the island as roamed by flocks of sheep and wild donkeys which were particularly sought by hunters, a remark which would seem to confirm al-Ḥimyarī's image of desolation[10]. Nevertheless, recent archeological investigations have also pointed to some signs of life in the area of the former city of Melite/Mdina by the late tenth century[11]. The date by which a population started to flourish again in the archipelago is unclear, while the extent of the rupture with the past remains a controversial point. What is firmly documented is that a community had taken shape by the early eleventh century. It is

[7] Valentini's contributions on medieval Maltese history were published mainly in various issues of «Archivio Storico di Malta», vol. 1-13, 1929-1942. The Malta Historical Society, set up in 1950, has published its annual journal «Melita Historica», 1950 to date, as well as the «Proceedings of History Week».

[8] H. Bresc, *Un monde méditerranéen. Économie et société en Sicile, 1300-1450*, École française de Rome, Rome, 1986; H. Bresc, *Malte et l'Afrique*, «Revue du monde Musulman et de la Méditerranée», 71 (1994), pp.63-73; H. Bresc, *Genèse de l'identité maltaise*, in H. Bresc and C. Veauvy (eds.), *Mutations d'identité en Méditerranée: Moyen Âge et époque contemporaine*, Saint-Denis, Éditions Bouchène, 2000, pp.141-158. A ground-breaking analysis by Prof Bresc was *The «Secrezia» and the Royal Patrimony in Malta, 1240-1450*, in A. T. Luttrell (ed.), *Medieval Malta... op. cit.*, pp.126-162.

[9] J. M. Brincat, *Malta 870-1054: Al-Himyari's account and its linguistic implications*, Valletta, Said International, 1995.

[10] A.T. Luttrell, *Ibn Hauqal and Tenth-Century Malta*, «Hyphen», 5 (1987), pp.157-160.

[11] See in particular the recent indications of regional trading contacts involving Malta in the exhibition *Core and Periphery: Mdina and Safi in the 9th and 10th centuries*, curated by Nathaniel Cutajar, National Museum of Archeology, Valletta, 2018, based in part on the study of ceramic assemblies from the archeological investigations carried out in Mdina in 2008 and at Ħal Safi in 2015.

unlikely that modern historians will want to accept al-Ḥimyarī's date of AH 440 (1048-9) as the start of this community. In his account, the archipelago's new occupants form a new colony founded in AH440 which rebuilds the city of Malta and is quickly put to the test by Byzantine forces who try to recapture the archipelago in AH 444 (1053-4). To be read with necessary caution, al-Ḥimyarī's account, an elaborated version of al-Qazwīnī, provides an important insight into the Muslim community, who managed to convince their ᶜ*abīd* slaves, more numerous than themselves, to help them beat off the Byzantines, in return for freedom and social integration ('a share of their property, and the hand of their daughters in marriage')[12]. A second major test to this Muslim colony came in conclusion of the Norman conquest, when Roger the Great Count personally led his forces to subdue the Muslims of Malta and make them pledge to him as their overlord. The Norman annexation of Malta, dated 1090 by Geoffrey Malaterra (but possibly occurring in 1091), forced the Muslim *Qayd* of Malta and his companions to release a «large number of Christian captives»[13]. The terms of the agreement of 1090/91 amount to an annexation; one however which had to be reinforced by later expeditions, notably that organized under a young Roger II in or by 1127, possibly under the leadership of admiral George of Antioch[14].

Norman control in Malta was affirmed in the punitive expedition led by George, if one may rely on the testimony of the anonymous

[12] Brincat, *Malta 870-1054;* G. Wettinger, *Malta in the High Middle Ages*, «Melita Historica» 15 (2008-11), pp.367-90; M. Cooperson, *Al-Himyari's Account of Medieval Malta. A Reconsideration*, in H. Amstutz *et al* (eds.), *Fuzzy Boundaries. Festschrift für Antonio Loprieno*, Hamburg, Widmaier Verlag, 2015, pp.347-351.

[13] See the discussion by Dalli, *Malta: Medieval Millennium…*, *op. cit.*, pp.66-71; Metcalfe, *The Muslims of Medieval Italy…*, *op. cit.*, pp.102-4.

[14] J. Johns, *Arabic Administration in Norman Sicily: The Royal Diwān*, Cambridge University Press, 2002, pp.80-84 analyses the biography of George of Antioch by al-Maqrīzī. The anonymous Greek poem copied in Madrid Biblioteca Nacional, Greek 4577 *Expositiones spirituales incerti authoris* composed by an exile in the Maltese islands towards the mid-twelfth century, addressed George of Antioch with a long lamentation which showcased the poet's learning in the effort to win the Admiral's clemency. B.Lavagnini, *L'epigramma e il committente*, «Dumbarton Oaks Papers», 41 (1987), pp.339-50; M. Puccia, *Il carme di supplica a Giorgio di Antiochia del Codice gr.4577 della Biblioteca Nazionale di Madrid: materiali per una edizione*, University of Palermo, Ph.D thesis, 2004; B. Lavagnini, «*Versi dal carcere» di un poeta italobizantino di età normanna (1135-1154)*, «Rivista di studi bizantini e slavi» 2 (1982), pp. 323-331.

exiled poet writing a long lament in Greek verse. Desiring to win his release from deportation in the Maltese islands, and bewailing his present situation as a Christian prisoner forced to live among the «children of Hagar», the anonymous versifier referred in his long work to George's intervention to expel the Muslim leadership from *Melitogaudos* together with their black slaves. Following closely the sack of Pantelleria in 1123, the attack on Malta seemed to have affirmed Roger's possession of Malta, as Alexander of Telese suggested. The Greek exile flattered the admiral by praising his effort to install in the archipelago a Christian church, led by a Bishop brought to tend to new settlers, who were given former Muslim places of worship where the Christian cult could now be practised. In short, the account of the anonymous Greek poet refers to a second colonization attempt in the Maltese islands in not more than a century, this time by Christian settlers brought to replace Islam[15].

Efforts at Christianization (but not Latinization) gradually bore some fruit. By 1156 there was certainly a functioning bishopric of Malta, which was made a suffragan of the archdiocese of Palermo by the pontiff Adrian IV that year. Christianization was slow, and always via the medium of Arabic – and possibly Greek. References to at least one Greek priest from Malta in the early thirteenth century who had risen to the position of Protopapàs seem to point in this direction[16]. Distance deterred ecclesiastical expansion from

[15] The text was first published by E.T. Tsolakis, «Hellenika», 26 (1973), pp.33-70. It has been published with a translation by J. Busuttil, S. Fiorini and H.C.R. Vella (eds.), *Tristia ex Melitogaudo: Lament in Greek verse of a XIIth-century Exile on Gozo*, Malta, The Farsons Foundation, 2010. The translators' interpretation of parts of the text to claim them as proof that a Christian community with a bishop had survived on Gozo under Muslim rule between 870 and 1090 (pp.lxx-civ) has been challenged by M. Lauxtermann, *Tomi, Mljet, Malta: Critical notes on a twelfth-century Southern Italian poem of exile*, «Jahrbuch der Österreichischen Byzantinistik», 64 (2014), pp.155-176. The (unconvincing) reaction of the translators: S. Fiorini, H.C.R. Vella, *Reactions to* Tristia ex Melitogaudo: *A Response*, «Literatūra» 58, 3 (2016), pp.75-87. See also C. Rognoni, *Leggendo l'Anonimo maltese: alcune considerazioni su Giorgio di Antiochia*, «Νέα Ῥώμη Rivista di ricerche bizantinistiche», 14 (2017), pp.315-331.

[16] S. Fiorini, *The Triple Strand of the Liturgical Tradition of the Church in Malta: Byzantine, Roman, Gallican Rites*, «Melita theologica», 63, 2 (2013), pp.5-18, concerning «Nicolaos, Protopapàs Máltes» and his wife, recorded in two obituaries of 1229 and 1230 entered in the *tetraevangelium* of the Biblioteca Palatina in Parma, ms. Pal. 5.

Sicily to the archipelago[17]. The Maltese bishopric owned estates in Lentini, but it was still one of the poorest by Sicilian standards, and most of its bishops were absentees, serving as royal chaplains or councillors. A good example is the case of the Benedictine house of San Nicolo l'Arena, who received an endowment in Malta from Isolda Landolina in 1362 to set up a small daughter house there, but cited the factors of distance, insufficient funds, and the Arabic language of the natives, to explain their difficulty in fulfilling the terms of the bequest[18]. A cathedral chapter, documented from the thirteenth century, possessed canonries around Malta and Gozo[19]. One of the very few medieval bishops to take an active interest in the running of the Maltese church, Senatore de Mello, was also the first to give a snapshot of Maltese canonries, parishes and benefices in 1436[20]. A number of friaries, as well as two nunneries, were opened in the course of the fifteenth century, with private endowments and some municipal support[21].

Relations between the Christian minority and the larger population of Muslim subjects must have become tense sometime before the end of Roger II's reign, as a royal charter of 1198 released the

[17] A. T. Luttrell, *Approaches to Medieval Malta..., op. cit.* noted the difficulties faced by the Christian cult in expanding in the Maltese islands before 1200: in A. T. Luttrell (ed.), *Medieval Malta...*, *op. cit.*, pp.1-70. The thesis of Christian continuity in Maltese history has been critiqued by T. Bonnici, *O mito do Cristianismo ininterrupto no arquipélogo de Malta*, Editora da Universidade Estadual de Maringá, 2016.

[18] A. T. Luttrell, *The Benedictines and Malta: 1363-1371*, «Papers of the British School at Rome», 50 (1982), pp. 146-165; C. Biondi, *Una sentenza della* Magna Regia Curia *relativa al francescano Antonio de Musco netino vescovo di Malta*, in D. Ciccarelli, S. Sarzana (eds.), *Francescanesimo e cultura a Noto*, Biblioteca Francescana, Officina di Studi Medievali, Palermo, 2005, pp.27-38.

[19] G. F. Abela, *Della descrittione di Malta isola nel mare Siciliano*, Malta, Paolo Bonacota, 1647, pp. 330-338; V. Borg, *Melita sacra*, Vol. 1, Malta, The Author, 2008.

[20] On the process of «Latinization» of the Maltese Church, Borg, Melita sacra; M. Buhagiar, *The Christianisation of Malta: Catacombs, cult centres and churches in Malta to 1530*, Oxford, Archaeopress, 2007; on Senatore de Mello see also S. Guastella, *Senatore de Mello di Noto vescovo di Malta. Bolla papale di nomina (1432) e suo decreto vescovile (1445)*, «Studi meridionali» 13 (1980), pp.15-23.

[21] A. T. Luttrell, *The Augustinians at Malta: 1413*, in his volume of collected papers *The making of Christian Malta*, XVI. An *ecclesia sancti Francisci* and hospital may indicate a Franciscan presence at Rabat Malta before 1400; the Augustinian priory was founded before 1413. Other friaries were set up by the Carmelites (1418), the Dominicans at Rabat, Malta (1450), the Observant Franciscans (1492). The Benedictine nunnery of St Peter in Mdina (first half of the fifteenth century) was followed by a later nunnery of St Scholastica.

Christians from the annual payment of an indemnity to the Muslims for killing one of their own back in time under the late sovereign[22]. Considering the grief of the disconsolate poet himself as being surrounded by Muslims, as well as bishop Burckhardt of Strasbourg's description of Malta as «inhabited by Saracens» around 1175, the resettlement of Malta by Christians must have been rather slow. Muslim ships were still plying Maltese waters, as the case of the vessel seized by Pisans in 1184 shows[23]. At some point, the archipelago also became home to a small Jewish community which had strong contacts in Sicily but also fostered close links to North African counterparts. Juridically *servi camerae*, the Jewish families paid the gisya and were based in the city of Mdina and the *terra* of Gozo. In the years preceding the expulsion in 1492, a tiny community with its own synagogue was also based at Birgu, the *borgo* of the *castrum maris*[24].

In the final years of Islam in the archipelago, the well-known report drawn by Frederick II's administrator Gilibertus Abate, recorded communities totalling 836 Muslim families for both islands, as opposed to 250 Christian and 33 Jewish families. Several historians have suggested ways of amending the figures, finding them contradictory[25]. In my view, the figures were not meant to give a full population census, but an account of Crown serfs[26]. Be that as it may, one point can be made for sure: on the eve of expulsion, the Maltese archipelago was home to a substantial Muslim population, allowing the historian a glimpse of the scale of deportation from Malta recorded later on by

[22] N. Jamil, J. Johns, *A new Latin-Arabic document from Norman Sicily (November 595 H/1198 CE)*, in M. A. Pomerantz and A. A. Shahin (eds.), *The Heritage of Arabo-Islamic Learning. Studies presented to Wadad Kadi*, Leiden, Brill, 2016, pp.111-166.

[23] Details of the incident involving the Pisan ship (1184) in A. T. Luttrell, *Approaches…*, *op. cit.*, p. 31; the description of Malta (*quedam insula nomine Malta distans a Sicilia per novem miliaria, a Saracenis inhabitata, et est sub dominio regis Siciliae*) by Burckhardt von Strasbourg around 1175, has traditionally provided an important benchmark for the survival of Islam, together with the report of Giliberto Abate (ca.1241).

[24] The reference work on late medieval Maltese Jewish communities is G. Wettinger, *The Jews of Malta in the Late Middle Ages*, Malta, Midsea Books, 1985; see also V. Mulè, *Ebrei tra Siracusa e Malta nel '400*, «Archivio Storico Siracusano», ser. III, XVI (2002), pp.101-122.

[25] A. T. Luttrell, *Giliberto Abbate's Report on Malta: circa 1241*, «Proceedings of History Week 1993», Malta, The Malta Historical Society, 1997, pp.1-30.

[26] C. Dalli, *A Muslim Society under Christian Rule*, in T. Cortis et al, (eds.), *Melitensium Amor. Festschrift in honour of Dun Gwann Azzopardi*, Malta, Outlook Coop, 2002, pp.37-56.

Ibn Khaldūn. The end of Maltese Islam, which can certainly be dated to the period before 1270, although not perfectly synchronized with events in Sicily, formed part nonetheless of that bigger story[27].

The Maltese islands were integrated into the orbit of the Kingdom of Sicily and, under the last Norman sovereign, made the seat of a county which was to be frequently associated with the Sicilian Admiralty. Starting with Tancred's designation of Margaritus as count of Malta, the islands served as a small regional springboard in their own right. With the enfeoffment of the corsair Guglielmo Grasso by Henry IV Hohenstaufen in 1194, a local comital «dynasty» with strong links to the Genoese maritime republic was established. Native resistance to Guglielmo Grasso (officially styled in 1197 as *comes Maltes totius regni ammiratus*) was evidently not enough to remove him from his county and curb his ambitious alliance with his fellow countryman Alamanno da Costa in Syracuse. Grasso's son-in-law Henry «Pescatore» used Malta as a base for his ambitious plans, notably in trying to establish a lordship in Crete[28]. His son Nicoloso retained an association with Malta, although the fortunes of his family would be revived only with Catalan-Aragonese annexation in 1282. The Genoese were evidently frustrated at being deprived of their Maltese base; as noted in the *Annales ianuenses* following an attack on Trapani, in 1274 Genoese ships sacked the island of Gozo. This attack was reportedly in response to the confiscation of two of their ships in the Maltese port in 1272[29].

The battle of Malta in July 1283 narrated so vividly by Ramon Muntaner and Bernat Desclot in their chronicles, in which

---

[27] In May 1271 the Angevin administration intervened *pro hominibus* Malte with the castellan of Malta Bertrand de Real to lease lands which had remained vacant following the Muslim expulsions: V. Laurenza, *Malta nei documenti Angioini del R. Archivio di Napoli*, Roma, Regia deputazione per la storia di Malta, 1935, pp. 118-9 (*de possessionibus quondam Sarracenorum de ipsis insulis eiectorum*).

[28] On Margaritus (Megareites): A. Kiesewetter, *Megareites di Brindisi, Maio di Monopoli e la signoria sulle isole ionie (1185-1250)*, «Archivio Storico Pugliese», 59 (2006), pp.45-90. On Count Henry: D. Abulafia, *Henry Count of Malta and his Mediterranean activities: 1203-1230*, in A.T. Luttrell (ed.), *Medieval Malta…*, *op. cit.*, pp.104-125.

[29] A. T. Luttrell, *Approaches…*, *op. cit.*, p.41 (*Exinde autem ad Insulam Maltae properans, Gaudium depopulavit*). Charles I of Anjou's war with Genoa had «spread to be a war against a revived Ghibelline League»: S. Runciman, *The Sicilian Vespers. A History of the Mediterranean World in the Later Thirteenth Century*, Cambridge University Press, 1992, pp.167-168.

Aragon's fleet led by Roger of Lauria defeated the largely Provencal fleet of Charles I of Anjou, paved the way for the full submission of the Maltese archipelago to Catalan-Aragonese rule[30]. It also opened a springboard for the admiral's later conquests of the islands of Djerba and the Kerkennah. Lauria's arrangements in Malta, notably with Manfred Lancia as governor, did not completely displace the local authority of Andrea de Malta, Guglielmo and Lukina, whose inheritance is documented notably in 1299[31], and then in Luckina's marriage to Guglielmo Raimondo I Moncada, who had important connections to the Christian militia of Tunis. After reacquiring Malta from Moncada, the county was soon given out again by Frederick III of Sicily to his son William II Duke of Athens, and from 1330 to William's natural brother Alfons Fadrique, vicar in the Catalan Duchies in Greece[32]. While the Fadriques retained a claim to the Maltese county down to 1388, control slipped out of their hands after 1350. In 1355-72 *de facto* control of the Maltese islands passed into the hands of Jayme de Peregrino, the Messinese husband of Margaret of Aragon, a relative of the Sicilian Aragonese kings. Assisted by the Genoese, Frederick IV of Sicily expelled Peregrino[33], hoping to give out the Maltese county to his natural son, but only serving to pave the way for the magnate vicar Manfred I Chiaramonte to establish a firm hold over Malta from 1377 to 1392. The twilight of Chiaramonte power with the Aragonese intervention in Sicily in 1392 led to the elevation of the county to a short-lived marquisate for Guglielmo Raimondo III Moncada until his fall from royal favour in 1397[34].

Footholds of Arabic in an increasingly Christian-controlled sea, Malta, Gozo and Pantelleria shared with the Jewish communities of Sicily a common mother tongue with their North African counterparts which remained mainly spoken and written only to

[30] L.V. Mott, *The Battle of Malta, 1283: Prelude to a Disaster*, in D. J. Kagay, L. J. Andrew Villalon, *The Circle of War in the Middle Ages: Essays on Medieval Military and Naval History*, Boydell and Brewer, 1999, pp.145-172.

[31] H. Bresc, *Malta dopo il Vespro Siciiliano*, «Melita Historica», 6, 4 (1974), pp. 313-321.

[32] K. M. Setton, *Catalan domination of Athens, 1311-1388*, London, Variorum, 1975.

[33] H. Bresc, *Documents on Frederick IV of Sicily's intervention in Malta: 1372*, «Papers of the British School at Rome», 41 (1973), pp.180-200.

[34] C. Dalli, *The Marquisate of Malta*, in J. Grima (ed.), *60th Anniversary of the Malta Historical Society: A Commemoration*, Malta, 2010, pp.103-116.

very limited extents[35]. As late as 1198, Constance of Sicily had addressed the Maltese Christian and Muslim communities who had risen in revolt against their Genoese count the admiral (and pirate) Guglielmo Grasso, with charters in Latin and Arabic[36]. The latter, recently published by Jeremy Johns, was penned by the court scribe Paulus, who dated the charter AH595. The special case of Christian-held Pantelleria[37], where Muslims continued to live to the end of the Middle Ages under a negotiated status with the Hafsid court, and Arabic spoken until the late seventeenth century, illustrates the complexities involved in subjection to Christian rule in a fifteenth century island community; recent works have reviewed late medieval Muslim juridical literature to stress challenges facing the Muslims of Pantelleria and, in periods of Christian control, also those of Djerba from the instructions issued by uncompromising authorities in the Maghrib[38]. Maltese Arabic phrases were sometimes transcribed in Latin letters in a few court proceedings, or more frequently noted down as place names by notaries. One notary transcribed, at the beginning of Hospitaller rule, a *cantilena* composed by his late relative Peter Caxaro «in the Maltese language»[39], a chance medieval discovery which became a modern icon of Malteseness. Until the eighteenth century, Arabic speakers visiting Malta were left in no doubt that the local spoken tongue was a dialect of their mother tongue, despite the efforts of Jean Quintinus Haeduus in his *Insulae Melitae Descriptio*, published in Lyons in 1536, and other erudite contributors who claimed the Maltese spoke Phoenician[40].

---

[35] H. Bresc, *Arabes de langue, Juifs de religion*, Paris, Bouchène, 2001. In the absence of literature in Sicilian Arabic, a reconstruction of its characteristics is attempted by D. A. Agius, *Siculo Arabic*, London, Routledge, 1996. The dynamics of linguistic change and interaction have been investigated by A. Metcalfe, *Muslims and Christians in Norman Sicily: Arabic speakers and the end of Islam*, London, Routledge Curzon, 2003.

[36] Jamil and Johns, *A new Latin-Arabic document*.

[37] H. Bresc, *Pantelleria entre l'Islam et la Chrétienté*, «Cahiers de Tunisie» 19 (1971), pp.105-127.

[38] B. A. Catlos, *Muslims of Medieval Latin Christendom, ca.1050-1614*, Cambridge University Press, 2014, pp.112-4, 314-6.

[39] G. Wettinger, M. Fsadni, *Peter Caxaro's Cantilena. A Poem in Medieval Maltese*, Malta, 1968.

[40] For a discussion of Malta's linguistic history: J. M. Brincat, *Maltese and other languages: A Linguistic History of Malta*, Malta, Midsea Books, 2011. See also Karla Mallette, *European Modernity and the Arab Mediterranean: Toward a New*

To the extent that the uprooting of Muslims from Malta and Gozo left in its wake, across the islands, numerous abandoned lands devolved to the Crown, as attested in the petition to Charles I of Anjou by the local Christian communities, the deportation of substantial numbers of Muslims must have created a void in the social fabric, as indeed in domestic production, which was hard to fill. Nevertheless, the rupture was not complete, as shown by the survival of Arabic. In the latter part of Frederick II's reign Malta had an agricultural economy based on relatively extensive *paricolae* under royal management, worked by the Crown's numerous *villani* as well as its Djerban slaves. In the Angevin documents, references to the Maltese *casalia* emerge – undoubtedly the raḥl establishments which grew to become, in some cases, sizeable village communities by the fifteenth century[41]. From the time of Frederick III onwards, there emerges fragmentary evidence of a feudal establishment – an uppermost cluster of fiefholders made up largely of absentee milites who concomitantly held land and fulfilled duties in Sicily[42]. The Arabic nomenclature of the majority of the fiefs testifies to the remote origin of some of the estates[43].

A dense constellation of raḥl farmsteads/estates, some grown into open villages with peasant smallholdings signalled by the ubiquitous *galca* or *clausura*, clustered around the small walled city of Malta-Mdina and its Rabat. This network of settlements was partly encircled, so to speak, by outlying feudal landholdings, including a small number of larger estates. Though by no means comparable in terms of scale or output to the Sicilian *latifondo*, possibly with the exception of the fief of Marsa, the archipelago's fiefs represented more than a quarter of the total acreage under cultivation[44]. A population of around ten thousand in the early fif-

Philology and a Counter-Orientalism, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2010, pp.100-130.

[41] C. Dalli, *From medieval Dar al-Islam to contemporary Malta: rahl toponymy in a wider western Mediterranean context*, «Island Studies Journal» 11, 2 (2016), pp. 369-380.

[42] H. Bresc, *The «Secrezia» and the Royal Patrimony…, op. cit.*; the main source on Maltese fiefs is the early sixteenth century compilation by J. Luca de Barberiis, *Liber de Secretiis* ed. E. Mazzarese Fardella, Milano, Giuffrè, 1966.

[43] G. Wettinger, *Place-names of the Maltese Islands, ca.1300-1800*, Malta, PEG, 2000.

[44] G. Wettinger, *Agriculture in Malta in the late Middle Ages*, «Proceedings of History Week 1981» (1982), pp.1-48.

teenth century, growing to about double that amount by 1530, eked a living by raising livestock, growing some food crops, as well as cotton. The latter, already mentioned in Genoese deeds in the mid-twelfth century, acquired prominence in the Maltese economy as a chief export shipped out to Sicilian ports. Catalan and Genoese traders bought quantities of cotton wool, while cotton products manufactured 'the Maltese way' were also traded in Sicily[45]. From the end of the fourteenth century, Sicilian grain imports became indispensable. The privilege of the *tratte*, conceded by Martin I and renewed by the Aragonese sovereigns, was jealously guarded as a cornerstone of Maltese «membership» in the Regno by the archipelago's two municipal bodies or *Universitates*[46]. By 1530, it was held that the islands could not produce more than a quarter of their annual needs, the rest coming from Sicilian markets.

A town-based patriciate partly of Sicilian origin, installed in the city of Malta and the *terra* of Gozo, managed the relationship with the Crown relatively profitably. A local power struggle between the municipal nobility and the principal servants of the Crown ensued under Alfonso the Magnanimous and his successors. Despite royal renewal of the demanial status of the islands, financial needs could dictate a return to quasi-feudal alienations. The most notable episode was Alfonso's *impignoratio* of the archipelago to the knight Gonsalvo de Monroy in 1421 for 30,000 Aragonese florins, a decision which met with local resistance and, from 1425 to 1428, open rebellion[47]. The matter was settled only when the Maltese and Gozitan communities agreed to collect the money invested by Monroy. Galley captains like Antoni Desguanes, Inico de Guevara, Pedro del Bosc and Gutierrez de Nava would establish a stake in the archipelago's affairs, controlling key offices like the captaincy, the castellany of the *castrum maris* and the local *secrezia*. Rumours of a coming alienation of Malta to the Valencian Order of Montesa in 1450 did not materialize[48]. Intermarrying into the local landed

[45] H. Bresc, *Un monde..., op. cit.*, vol 2, pp. 624-8; G. Wettinger, *Agriculture in Malta..., op. cit.*;

[46] The main fifteenth-century record of the Maltese town-council is National Library of Malta, ms. Università 11: G.Wettinger, *Acta Iuratorum et Consilii Civitatis et Insulae Maltae*, Palermo, Associazione di Studi Sicilia-Malta, 1993.

[47] G. Wettinger, *The Pawning of Malta to Monroy*, «Melita Historica» 7, 3 (1978), pp.265-283.

[48] G. Wettinger, *Acta Iuratorum*, doc.19-20, 20 July 1450.

nobility, they would play a key role in Maltese public life until 1530 and enjoy the monarch's ear where the island's affairs were concerned. Their participation in the *corso* off the North African coast helped consolidate Malta's role as a minor base for privateering along the Sicily-Tripoli route, as well as in Levantine waters[49].

Following the collapse of the Almohad empire, their former Hafsid governors of Ifriqiya had established extensive dominions which claimed, and periodically enforced, effective authority as far south as Tripoli. Particularly in response to the Franco-Genoese crusade against Mahdia in 1390, the Hafsid threat against the Christian-held outposts of Malta, Gozo and Pantelleria became pronounced. The most notable Hafsid attack on Malta, that carried out in 1429, raised alarm bells that the island, a sentinel to Sicily, would fall in enemy hands[50]. Reports of hostile Tunisian intentions for the rest of the century were also fomented by numerous lower-level *razzie*. Hafsid attacks against Gozo were cited by its town representatives among the principal reasons for the clustering of the islanders in the fortified *terra* and its Rabat. Malta, situated *in frontiera Barbarorum*, was a relatively easy target – with its obsolete defences resting principally on the two walled settlements and the old *castrum maris*[51]. The bulk of expenditure of *secrezia* incomes went to the maintenance of a garrison staffed by Catalans, Sicilians and Maltese. Following a serious attack by an Ottoman squadron in 1488 in which the small *borgo* sheltering behind the *castrum maris* was sacked, it was decided to impose a 15% annual levy on feudal rents received by absentee landlords. The collection of this tax was widely resisted by absentees. Sicilian captain-at-arms for the islands started to be appointed on a regular basis. Projected towers on the small island of Comino midway between Malta and Gozo, repeatedly pointed out as a hideaway

[49] Maltese corsairing entered a new phase under Hospitaller rule from 1530 onwards. For a late medieval perspective, M. Aloisio, *The Maltese* Corso *in the Fifteenth Century*, «Medieval Encounters», 9, (2003), pp.193-203.

[50] The timeline of events, reconstructed by C. Trasselli, *Mediterraneo e Sicilia all'inizio dell'epoca moderna: ricerche quattrocentesche*, Cosenza, Pellegrini editore, 1977, p.158, revealed fundamental defence weaknesses. See also the dated but still relevant study by R. Valentini, *Ribellione di Malta e spedizione alla Gerba come conseguenze dell'inefficienza della flotta Aragonese nel Mediterraneo*, «Archivio Storico di Malta» 8, 3 (1937), pp. 253-316.

[51] G. Wettinger, *The* Castrum Maris *and its suburb of Birgu during the Middle Ages*, in L. Bugeja et al, (eds.), *Birgu: A Maltese Maritime City*, 1993, Vol 1, pp. 33-71.

for privateers, and in the north of Malta, very sparsely inhabited because of the fear of raiders, remained unrealized until the seventeenth century. The tongue of rock dividing the port of Malta in two halves, which was singled out by the Hospitaller commissioners sent to report on Charles V's offer in 1524 as an ideal location for a new fortified city, was defended only by the small tower of St Elmo. The compulsory watches held in the countryside and along the coasts – the *deyma* and the *mahras* – were organized by weekly rosters among all able bodied villagers and townsmen. The system, already in place by Martin I's time, survived practically unchanged well into the Hospitaller period[52].

Facing the Muslim «other» *in frontispicio de Barbaria*, the Maltese archipelago was also a traditional place of deportation and exile, as attested by penal sentences as well as by numerous petitions of Sicilian deportees who managed to put together substantial sums demanded in «composition» to be granted their repatriation. A practise already evidenced in Byzantine times, it was a fate shared by the anonymous versifier of *Melitogaudos* exiled there by George of Antioch, the townsmen of Celano deported in 1224 to the penal colony of Malta by Frederick II, the kabbalist Abraham Abulafia who fled Sicily to find shelter on desolate Comino, by the count of Collesano Antonio Ventimiglia jailed by Martin I in the Maltese *castrum*. The community complained of numerous unwelcome arrivals creating social unrest, nevertheless the deportations continued. Deportees were one element in the marginality of a small, poorly-guarded archipelago half-way between two continents. There were also outlaws and smugglers, pirates who made of Maltese anchorages a regular stopping point, fraudsters and renegades.

The islands were home to Catalan and Genoese consulates, not to mention the consuls of the chief Sicilian cities. Shorter-lived attempts were also made by Venice and the Ragusan republic to maintain consular relations. Malta was particularly relevant as a minor port of call for trade with the eastern Maghrib. Following Alfonso's punitive attacks on Djerba in 1424 and 1432, which utilized

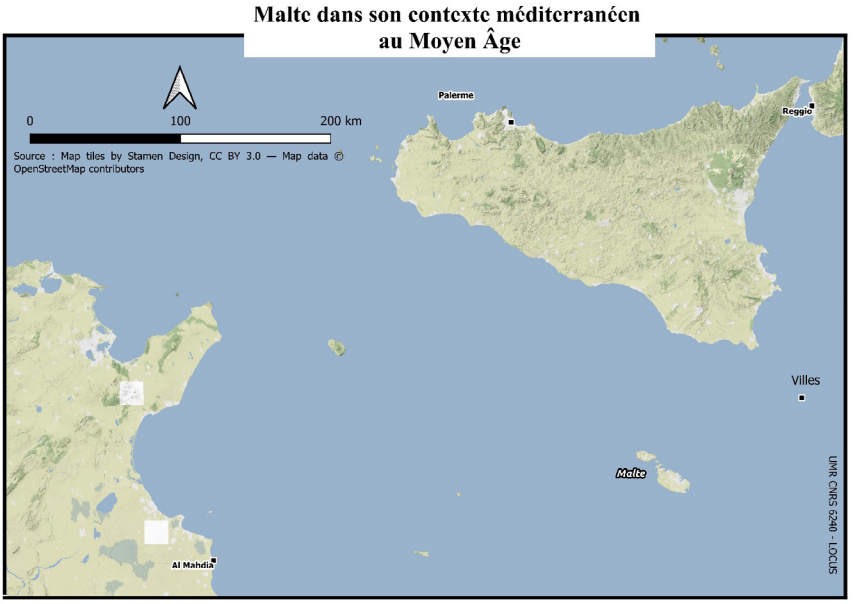
[52] G. Wettinger, *The Militia List of 1419-1420: A new starting point for the study of Malta's population*, «Melita Historica», 5, 2 (1969), pp.80-106; a similar arrangement of watch-posts was still in use in 1647: G. F. Abela, *Della descrittione…*, *op. cit.*, pp. 60-61.

the Maltese base, the island's galley captains remained prominent in the *guerra di corso* with the Djerbans, and Malta was typically the source of news on that island trickling all the way to Sicilian ports. Sicilian efforts at a renewed annexation of Djerba in the late fifteenth and early sixteenth century included Maltese participants who were seasoned in the *guerra di corso* in the waters stretching from the Gulf of Gabes all the way to the *Montes Barcarum*. Maltese men were recruited to participate in the Spanish conquest of Tripoli in 1510, and the archipelago served as a commercial stepping-stone for that presidio, where trade could perilously but also profitably be carried out. On both sides, many shared the ill luck of Leo Africanus to be captured at sea, but most met a worse fate

«Sicilian mixed with African» is how Jean Quintinus defined the Maltese in 1533. «They speak the language of the Moors, yet they are Christian», remarked Pedro Navarro in 1510. The islanders of the central Mediterranean reaped the benefits of connecting two civilizations facing each other across a stretch of water of the inland sea, but also paid a high price for their insular marginality. Roger II's fleets sacked Pantelleria in 1123 and carried away much of the Djerban population in 1135 and 1153/4; Frederick II repeated the feat in 1224, as did Roger of Lauria upon taking Djerba in 1284. The Genoese depopulated Gozo in 1274. Bernat de Sarrià sacked Malta, Gozo and Pantelleria in 1298 in a punitive expedition against Frederick of Sicily's weakest possessions, taking numerous captives and destroying villages. Thousands of captives were reportedly taken by the Hafsids from Malta in 1429. Khaireddin Barbarossa depopulated Lipari in 1544, and Torghut Reis repeated this feat in Gozo in 1551. Not to mention expulsions, notably that of the Muslim communities of Malta and Gozo under Frederick II, and the deportation of the Jewish communities in 1492: poignantly it was pleaded with Ferdinand II that Malta, Gozo and Pantelleria would suffer serious depopulation if their Jewish communities left, but this desperate appeal proved to no avail.

Footnotes in the pages of history, the story of the small islands can also serve as a microcosm of the wider Mediterranean experience. Making up for limited resources with more resourcefulness, the small medieval communities of Malta and Gozo took centuries to transition somewhat ambivalently the relatively short distance between the two continents. In bridging adversary civilizations, they also played a role in making both sides somewhat

converge. The small island satellites in the orbit of Sicily shortened the distance between it and Africa, and provided springboards for conquest, colonization, and exchange. Like the cultural broker, the middleman, the translator, so common among their cultural «exports», they facilitate the encounter, even if in most cases it is imperfect one.


Malte dans son contexte méditerranéen
au Moyen Âge
0
100
200 km
Source : Map tiles by Stamen Design, CC BY 3.0 — Map data © OpenStreetMap contributors
Palerme
Reggio
Villes
Malte
Al Mahdia
UMR CNRS 6240 - LDCUS

Dominique Valérian

L'OCCUPATION CATALANE DE DJERBA D'APRÈS LE TÉMOIGNAGE DE RAMON MUNTANER

Résumé: *De 1284 à 1334-5 l'île de Djerba, au large de l'Ifrīqiya hafside, est occupée de manière presque continue par les Catalans, constituant une base avancée face aux côtes maghrébines autant qu'un relais sur les routes maritimes de Méditerranée orientale. Lui-même gouverneur de l'île de 1309 à 1315, Ramon Muntaner raconte les premières années de cette domination, d'abord sous la conduite de l'amiral Roger de Lauria et de ses héritiers, puis sous sa propre administration. Son récit, qu'il entrecroise avec les événements touchant la couronne d'Aragon et le royaume de Sicile en Méditerranée, offre un éclairage documenté de cette expérience politique particulière. Il permet en outre de s'interroger sur la place de Djerba dans la politique de contrôle des îles de la Méditerranée par la couronne d'Aragon, en soulignant son statut singulier lié à la fois au caractère largement privé de sa domination, sous les Lauria mais aussi après, et à sa position en Méditerranée. Essentielle à la domination du passage du canal de Sicile en direction de l'est, par une position qui permet de verrouiller ce passage, elle est un instrument mis au service de stratégies à l'échelle de la Méditerranée, de lutte contre la piraterie et surtout de domination sur mer. Mais sa proximité avec la côte maghrébine, à laquelle la relie une chaussée artificielle, en fait également un point d'appui de politiques de pression sur les sultans hafsides de Tunis, par l'intervention dans les conflits régionaux dans le sud de l'Ifrīqiya.*

Abstract: *From 1284 to 1334-5 the island of Djerba, off the coast of Hafsid Ifrīqiya, was occupied almost continuously by the Catalans, constituting an advanced base facing the Maghreb coasts as well as a staging post on the maritime routes of the eastern Mediterranean. Himself a governor of the island from 1309 to 1315, Ramon Muntaner recounts the first years of this domination, first under the authority of the admiral Roger de Lauria and his heirs, then under his own administration. His narrative, which he interweaves with events affecting the Crown of Aragon and the Kingdom of Sicily in the Mediterranean, offers a well-documented insight into this particular political experience His account also makes it possible to question the place of Djerba in the strategy of control of the Mediterranean islands by the Crown of Aragon, emphasizing its singular status linked both to the largely private nature of its domination, during the Lauria's occupation but also after, and to its position in the Mediterranean. Essential to the domination and control of the passage of the Sicilian Canal towards the east, the island appears as the instrument of strategies in the Mediterranean, facilitating the fight against piracy and more broadly a domination on the sea. But its proximity to the Maghreb coast, to which it was connected by an artificial pathway, also made of it an instrument for political pressure on the Hafsid sultans of Tunis, through interventions in regional conflicts in southern Ifrīqiya.*

1. *Introduction*

En février ou mars 1284 l'amiral de la flotte du roi d'Aragon Roger de Lauria lance une razzia contre l'île de Djerba, au large des côtes ifrīqiyennes, et en revient avec un grand butin et nombre de captifs envoyés en Sicile, puis à Majorque et en Catalogne. À l'automne une deuxième expédition débouche sur une occupation catalane de l'île qui dure, avec des interruptions, plus d'un demi-siècle, jusqu'en 1334-1335. À la fin du XIVe siècle les Catalans parviennent encore, avec une aide génoise, à y prendre pied pendant cinq ans, entre 1393 et 1398, mais par la suite, et malgré plusieurs tentatives avortées, Djerba reste musulmane. Cet intérêt pour une île somme toute petite et aux ressources naturelles limitées peut s'inscrire dans la politique de la couronne d'Aragon de contrôle des îles de Méditerranée occidentale – Majorque, prise en 1229-30, la Sicile en 1282, la Sardaigne (donnée en fief par le pape en 1297 et conquise en 1326), mais aussi des îles plus petites comme Malte ou Pantelleria. Le statut particulier et évolutif de l'île, autant que sa proximité avec la côte maghrébine, à laquelle la relie d'ailleurs une chaussée artificielle antique, font de cette occupation un cas particulier dans la politique catalano-aragonaise, à la croisée d'ambitions méditerranéennes et maghrébines[1]. Elle est également le terrain d'expériences de domination qui empruntent à des modèles existants, notamment en Sicile mais aussi à l'époque normande en Ifrīqiya, et qui s'adaptent à ce contexte particulier de Djerba, avec des choix politiques qui changent selon les époques et montrent des finalités variables de l'occupation de l'île[2].

[1] Sur la politique maghrébine de la couronne d'Aragon, voir principalement Ch.-E. Dufourcq, *L'Espagne catalane et le Maghrib aux XIIIe et XIVe siècles: de la bataille de Las Navas de Tolosa (1212) à l'avènement du sultan mérinide Abou-lHasan (1331)*, Presses universitaires de France, Paris, 1966; M. D. López Pérez, *La Corona de Aragón y el Magreb en el siglo XIV (1331-1410)*, CSIC, Barcelone, 1995. Sur les enjeux stratégiques de l'occupation de Djerba, D. Valérian, *Les entreprises chrétiennes contre Djerba: croisades ou stratégies de contrôle des réseaux de commerce et de navigation?*, in B. Weber (éd.) *Les croisades en Afrique*, PUM, Toulouse, 2019, pp. 49-68.

[2] Sur la Sicile, A. Nef, *Conquérir et gouverner la Sicile islamique aux XIe et XIIe siècles*, École française de Rome, Rome, 2011; sur la politique normande au Maghreb, voir D. Abulafia, *The Norman Kingdom of Africa and the Norman expeditions to Majorca and the Muslim Mediterranean*, in R. Allen Brown (dir.), *Anglo-Norman*

Nous avons la chance, pour étudier le début de cette occupation, de disposer d'un témoignage exceptionnel, d'un auteur qui fut tout à la fois un témoin et un acteur de ces événements, en la personne de Ramon Muntaner (1265-1336)[3]. Originaire de Catalogne, il part en 1298 ou 1299 en Sicile, puis participe à la Grande Compagnie catalane de Roger de Flor dans son expédition en Grèce, avant de rentrer en Sicile où le roi Frédéric le charge en 1309 d'aller remettre de l'ordre à Djerba, soulevée par des révoltes et menacée par les forces hafsides. Il y rétablit la situation et reste gouverneur de l'île, ainsi que des Kerkennah voisines, jusqu'en 1315. Sa chronique, qui mêle son expérience personnelle et un récit de l'histoire de la couronne d'Aragon en péninsule Ibérique et en Méditerranée, accorde une certaine place à l'occupation catalane de Djerba, qui ne se limite cependant pas à la période de son gouvernement, puisqu'il remontre jusqu'à la période de Roger de Lauria et de ses successeurs, mais sans aller cependant au-delà de 1315 et de la fin de sa mission. C'est pourtant, logiquement, sur la période de son commandement qu'il est le plus précis, mettant bien sûr en valeur ses succès militaires et son habileté politique.

Pour comprendre les enjeux de l'occupation de Djerba, il convient de rappeler brièvement quelques éléments de contexte régional. Du côté sicilien l'histoire est bien connue: en 1282 les Vêpres siciliennes font passer l'île sous la domination de la couronne d'Aragon, déclenchant un long conflit entre les Angevins, repliés sur le sud de l'Italie et soutenus par la papauté, et les rois d'Aragon[4]. Malgré des tentatives de règlements, notamment par la constitution d'un royaume de Sicile autonome par rapport au roi d'Aragon et par plusieurs traités de paix, qui permettent des moments d'accalmie, les tensions restent fortes autour de la Sicile mais aussi, par ricochet, de Djerba. Du côté maghrébin Djerba

Studies, VIII, proceeding of the Battle Conference, 1984, Boydell & Brewer, Woodbridge, 1985, pp. 26-49; Ch. D. Stanton, *Norman Naval Operations in the Mediterranean*, The Boydell press, Woodbridge, 2011.

[3] Sur cet auteur, voir la mise au point récente de M. T. Ferrer i Mallol, *Las crónicas reales catalanas*, in E. Sarasa Sánchez (éd.), *Monarquía, crónicas, archivos y cancillerías en los reinos hispano-cristianos: siglos XIII-XV*, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2014, pp. 111-123.

[4] S. Runciman, *Les Vêpres siciliennes. Une histoire du monde méditerranéen à la fin du XIIIe siècle*, trad. fr. Les Belles Lettres, Paris, 2008; D. Abulafia, *The Western Mediterranean Kingdoms 1200-1500*, Longman, Londres, 1997.

relève de la souveraineté des Hafsides de Tunis, qui se sont constitués en sultanat indépendant à la fin de la période almohade[5]. Les Hafsides, qui revendiquent l'héritage idéologique de la doctrine almohade, affichent des prétentions hégémoniques à l'échelle du Maghreb, qui conduisent le sultan al-Mustansir à se proclamer calife au milieu du XIIIe siècle. Mais rapidement, devant la montée en puissance des Abdelwadides de Tlemcen et des Mérinides de Fès, ils recentrent leur politique sur la partie orientale du Maghreb, l'Ifrīqiya, qui s'étend de la province de Bougie à la Tripolitaine. La fin du XIIIe siècle voit cependant la dynastie affronter des difficultés, avec la croisade de Louis IX qui, malgré son échec, affaiblit durablement les sultans, et des querelles internes à la famille régnante, avec des conflits au sommet du pouvoir à Tunis, qui débouchent sur l'autonomie de la province de Bougie en 1284 mais aussi de certaines régions du sud de l'Ifrīqiya. À cet état de guerre civile s'ajoutent des problèmes récurrents de disette[6]. Il faut noter que le roi d'Aragon intervient à plusieurs reprises dans ces conflits, soutenant l'un ou l'autre des prétendants. En 1282 en particulier il soutient la rébellion de l'émir de Constantine Ibn al-Wazīr contre le sultan et débarque dans le port de Collo, qu'il occupe quelque temps avant de se détourner vers la Sicile et de s'en rendre maître[7].

C'est donc dans ce contexte d'expansion militaire et politique de la couronne d'Aragon en Méditerranée centrale, à la fois en direction de la Sicile et de l'Ifrīqyia, que prend place l'occupation de Djerba. Dans le récit de Muntaner il faut cependant distinguer la période de Roger de Lauria, celle de la crise qui suit la mort de ce dernier, et celle du commandement de l'île par notre auteur, parce que les enjeux de contrôle de l'île, les modes de gouvernement, comme les liens avec la couronne d'Aragon et le royaume de Sicile, sont très différents.

Roger de Lauria prend donc possession de l'île à l'automne 1284, après une première razzia au début de l'année. Il s'agit d'une entreprise privée, avec une vingtaine de navires financés par lui, même si elle est autorisée par l'infant Jacques II qui gouverne à

[5] Sur les Hafsides, R. Brunschvig, *La Berbérie orientale sous les Hafsides, des origines au XVe siècle*, Adrien-Maisonneuve, Paris, vol. 1, 1940.

[6] *Ibid.*, p. 84.

[7] Ch.-E. Dufourcq, *op. cit.*, pp. 248-258; L.-Ch. Féraud, *Expédition du roi Pierre III d'Aragon à Collo (au XIIIe siècle) d'après une chronique catalane*, «Revue Africaine», 16 (1872), pp. 241-258; A. Solal, *Au tournant de l'histoire méditerranéenne du Moyen Âge: l'expédition de Pierre III d'Aragon à Collo (1282)*, «Revue Africaine», 101 (1957), pp. 247-271.

Messine pour le roi d'Aragon[8]. On peut y voir une forme de récompense pour les succès navals de l'amiral au service de la couronne, mais aussi un moyen peu coûteux de faire entrer cette île dans le système catalano-aragonais de contrôle de la Méditerranée centrale. Un château y est construit en 1289, non loin du passage reliant le continent, et où s'installent une petite garnison et un représentant de Lauria[9]. Le statut de l'île change en 1295 quand, dans le cadre des négociations avec la papauté et les Angevins, elle devient pour Roger de Lauria, avec les îles Kerkennah voisines, un fief héréditaire du saint Siège, avec mission pour lui de propager la foi chrétienne et d'y construire des églises[10].

Dans cette première phase il ne semble pas que l'occupation soit très poussée, ni les moyens mis en œuvre particulièrement développés. Muntaner présente la première expédition comme une opération de pure prédation, extrêmement violente mais hautement profitable: «il la ravagea et fit plus de deux mille captifs, Sarrasins ou Sarrasines, qu'il emmena en Sicile; il en fit passer aussi quelques-uns à Majorque et en Catalogne, et fit un tel butin que les frais d'armement et d'expédition des galères furent largement payés[11]». La soumission de la population, quelques mois après, est d'ailleurs expliquée comme résultant d'une volonté d'éviter un dépeuplement complet de l'île, à travers une demande formulée par les habitants auprès du sultan de Tunis et rapportée par Muntaner: «Nous te conjurons donc, seigneur, de nous dégager de nos obligations, afin que nous puissions nous soumettre à sa souveraineté [...] sans quoi, seigneur, tu peux faire compte que l'île sera bientôt toute dépeuplée»[12]. La possession de Djerba est donc d'abord un moyen de disposer d'une base, grâce au château, pour mener des razzias, dans l'île puis rapidement sur la terre ferme, où un tribut est imposé sur Zarzis (Ris)[13].

---

[8] Ramon Muntaner, *Crònica*, éd. F. Soldevila, *Les quatres grans Cròniques. III, Crònica de Ramon Muntaner*, Institut d'Estudis Catalans, Barcelone, 2011, chap. 117, pp. 210-211; trad. J.-A. Buchon, *Chronique de Ramon Muntaner*, vol. 1, Verdière et Carez, Paris, 1827 p. 346 (par la suite: Muntaner).

[9] *Ibid.*, chap. 117, éd. p. 211; trad. vol. 1, p. 348.

[10] L. de Mas Latrie, *Traités de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen-Âge*, Plon, Paris, 1866, pp. 18-19. Cf. C. Maillard, *Les papes et le Maghreb aux XIIIe et XIVe siècles. Étude des lettres pontificales de 1199 à 1419*, Brepols, Turnhout, 2014, pp. 166-167.

[11] Muntaner, chap. 117, éd. p. 210, trad. vol. 1, p. 346.

[12] *Ibid.*, chap. 117, éd. p. 211, trad. vol. 1, p. 347 (trad. modifiée).

[13] *Ibid.*, chap. 159, éd. pp. 274-275, trad. vol. 2, pp. 27-28.

Mais plus encore Roger de Lauria, qui est rarement à Djerba, s'en sert comme point d'appui pour des expéditions navales qui couvrent toute la Méditerranée, à une très large échelle. Muntaner le décrit ainsi ravageant d'abord les côtes du Maghreb: «lorsque l'amiral eut terminé ce qu'il avait à faire dans le royaume de Valence, il s'embarqua à la grâce de Dieu et fit route vers la Barbarie, voulant, en s'en allant, côtoyer tout le pays et y enlever tout ce qu'il pouvait de Sarrasins[14]». Et plus loin «Là, en s'en allant par la Barbarie, il ravagea tout le pays et s'empara de naves et linhs; et, à mesure qu'il les prenait, il les envoyait aussitôt à son agent à Valence. Il alla parcourant ainsi les côtes de Barbarie jusques à Djerba[15]». Mais il est aussi très présent en Méditerranée orientale, sur les côtes de Cyrénaïque, assiégeant et soumettant à un tribut la ville de Tolometa, pillant les navires reliant Tripoli et Alexandrie chargés d'épices, puis envoyant son butin à Messine[16]. Muntaner rapporte également deux expéditions en Romanie, notamment contre la Morée et Corfou, qui ne font en réalité sans doute qu'une, en 1292, et dans les deux passages il place la description des entreprises romaniotes après un développement sur Djerba et les razzias contre les côtes maghrébines, suggérant un lien entre les deux, même si les expéditions ne se situent pas au même moment[17]. L'île est donc pour lui un point d'appui utile, à la jonction entre les deux bassins de la Méditerranée tout en étant connectée à ses bases siciliennes et valenciennes, pour ses opérations corsaires le long des côtes du Maghreb, principalement entre Alger et la Cyrénaïque semble-t-il, et comme relai possible vers des expéditions plus orientales visant principalement les côtes, mais aussi les navires de commerce. La terreur qu'il est parvenu à imposer, facilitée sans doute par l'absence de réaction du sultan de Tunis, suffit à assurer sa domination qui ne devait guère dépasser, dans les faits, le château qu'il avait fait construire. On est donc proche de la configuration de ce que seront plus tard les présides portugais ou espagnols le long des côtes du Maghreb, avec des liens té-

[14] *Ibid.*, chap. 155, éd. p. 269, trad. vol. 2, p. 17.
[15] *Ibid.*, chap. 159, éd. p. 274, trad. vol. 2, p. 27.
[16] *Ibid.*, chap. 159, éd. pp. 274-5, trad. vol. 2, p. 28. La chronologie de ces expéditions n'est pas toujours claire, mais elles pourraient se situer entre 1287 et 1289.
[17] *Ibid.*, chap. 159, éd. pp. 274-275, trad. vol. 2, pp. 28-29.

nus avec l'arrière-pays insulaire, et cette relative fragilité explique en partie la crise qui suit, qui oblige à une domination plus en profondeur de Djerba.

2. *Période de crise et intervention des puissances régionales*

La mort de Roger de Lauria en 1305 ouvre une période de crise qui place Djerba au cœur de conflits qui mettent en jeu les puissances régionales et voient se croiser l'opposition entre les Angevins et la couronne d'Aragon, et entre celle-ci et les Hafsides, obligeant à un investissement militaire plus poussé de l'île.

Le fils de Roger, qui porte le même prénom que son père, doit en effet faire face à des révoltes soutenues par Tunis, qui a envoyé le cheikh des Almohades (et futur sultan) Ibn al-Lihyānī assiéger le château. Cet épisode, que relate également du côté musulman al-Tijānī[18], marque le retour du sultan sur la scène djerbienne, avec une armée composée de musulmans mais aussi, nous dit Muntaner, de chrétiens, sans doute des mercenaires[19], qui assiège le château pendant huit mois[20]. C'est aussi la première fois que Muntaner signale l'existence de deux partis dans l'île, les Mistoua[21] et les Moabia, que Robert Brunschvig identifie à deux factions opposées des kharidjites, les Wahbites (Moabia), traditionnellement

[18] Al-Tijānī, *Rihla*, éd. H. H. Abdulwahab, al-Dār al-'arabiyya li-l-kitāb, Tunis, 1958, rééd. 1981, pp. 127-129; trad. d'Alphonse Rousseau, *Voyage du scheikh Et-Tidjani dans la régence de Tunis pendant les années 706, 707 et 708 de l'hégire (1306-1309)*, 1re partie, «Journal Asiatique», 4e s., 20 (1852), pp. 177-181.

[19] «Avec un ost de chrétiens et de sarrasins», Muntaner, chap. 248, éd. p. 409, trad. vol. 2, pp. 273-274. Les mercenaires chrétiens sont bien attestés dans l'armée hafside, comme d'autres souverains musulmans maghrébins contemporains. Leur utilisation contre d'autres chrétiens est en revanche plus inhabituelle, d'autant que cette milice était alors principalement composée de Catalans, en accord avec le roi d'Aragon. Ch. E. Dufourcq, *op. cit.*, pp. 436-437; C. Batlle i Gallart, *Noticias sobre la milicia cristiana en el Norte de África en la segunda mitad del siglo XIII*, in *Homenaje al profesor Juan Torres Fontes*, Universidad de Murcia, Murcie, vol. 1, 1987, pp. 127-137.

[20] Al-Tijānī parle d'un siège de deux mois, interrompu en raison des problèmes d'approvisionnement de l'armée hafside et par l'annonce de d'arrivée de secours chrétiens.

[21] Ou Miscona dans l'édition de Antonio de Bofarull, *Crónica catalana de Ramon Muntaner*, Imprenta de Jaime Jepús, Barcelone, 1860, p. 470, et la trad. fr., vol. 2, p. 274.

alliés des Catalans[22], et les Nukkārites (Mistoua)[23]. Une flotte est dépêchée, avec à sa tête Roger (II) de Lauria et soutenue par le roi de Sicile, qui fait fuir l'armée hafside, laquelle craint d'être coupée de ses bases sur le continent. Les années qui suivent continuent de voir s'affronter les forces catalanes et les Mistoua, parfois soutenus ponctuellement par des secours venus de Tunis, voire par certains des Moabia[24]. Cette première crise, qui met en jeu plus résolument les souverains de Sicile et d'Ifrīqiya, amène donc les Lauria à d'une part intensifier les efforts militaires et d'autre part s'engager dans les conflits locaux entre factions rivales de l'île, ce qui devient par la suite un des principaux instruments de la domination catalane.

La mort de Roger (II) de Lauria en 1307, puis peu de temps après celle de son frère et successeur Charles laisse un enfant d'à peine cinq ans, nommé lui aussi Roger. C'est alors son tuteur, Conrad Lancia, qui prend les affaires en main, mais avec des moyens, notamment financiers, qui s'avèrent insuffisants[25]. Le capitaine nommé dans l'île, Simon de Montoliu se montrant incapable de faire face aux désordres qui ont repris, Conrad Lancia sollicite l'aide du roi. Celui-ci demande alors à un corsaire opérant généralement en Ro-

[22] «E la casa de Ben Simomem [Banū Samūmin] és cap, en Gerba, de la Moàbia, e són molt lleials gents e bones envers los crestians», Muntaner, chap. 248, éd. p. 409, trad. vol. 2, p. 274. Cette fidélité est cependant fragile, et l'unité des Moabia n'est pas toujours garantie, comme le montre un peu plus tard le ralliement d'une faction de ce groupe aux opposants Mistoua (ivi, chap. 249, éd. p. 410, trad. vol. 2, p. 275).

[23] R. Brunschvig, *op. cit.*, vol. I, p. 141. Ces deux factions (que Muntaner compare aux Guelfes et aux Gibelins en Italie), sont en effet évoquées par alTijānī (cit., éd. p. 123, trad. 1re partie, pp. 171-172), qui précise que les Wahbites dominent l'ouest de l'île et les Nukkārites l'est, où s'est installée la garnison catalane. Le nom de Mistoua donné par Muntaner à cette faction est à rapprocher de Mistāwa, autre dénomination de ce groupe des Nukkārites issu d'une scission religieuse au sein des ibadites maghrébins à la fin du VIIIe siècle. V. Prévost, *L'aventure ibāḍite dans le Sud tunisien (VIIIe-XIIIe siècle). Effervescence d'une région méconnue*, Academia scientiarum Fennica, Helsinki, 2008, p. 83. Au début du XVIe siècle, Piri Reis décrit également l'autorité de l'île divisée entre les deux cheikhs des tribus Wahabi et des Mastaf. R. Mantran, *La description des côtes de la Tunisie dans le Kitâb-i Bahriye de Piri Reis*, «Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée», 24 (1977), p. 231.

[24] Muntaner (chap. 249, éd. p. 410, trad. vol. 2, p. 275) cite également «la gabella de les Doaques» (ou Duyques, dans l'édition de Bofarull cit., p. 471), qui est sans doute une tribu (*qabīla*), difficile cependant à identifier.

[25] Les dettes accumulées suite aux diverses interventions à Djerba avaient mis à mal les finances de la famille Lauria, à la tête de laquelle se trouve alors Saurina, mère de Roger, installée en Calabre. Muntaner, chap. 250, éd. p. 411, trad. vol. 2, p. 278.

manie, Jacques Castellar, de faire un détour par Djerba pour aider la garnison du château, le tout aux frais de la couronne. Mais l'expédition tourne au désastre, l'armée chrétienne est décimée par le chef du parti des Mistoua Yakhluf, nommé Alef dans la chronique[26]. Après s'être tourné en vain vers le roi de Naples et le pape, Simon de Montoliu sollicite à nouveau l'aide du roi de Sicile, qui l'accorde à la condition que Djerba et les Kerkennah lui soient remises en gage, avec leurs revenus, jusqu'au remboursement des frais engagés[27]. On voit donc là que, même si Djerba reste potentiellement une possession de la famille Lauria, son intérêt stratégique pour la couronne de Sicile pousse à une implication de plus en plus directe du roi, à la fois politique, financière et militaire. Malgré cette aide substantielle (18 galères, 100 cavaliers et 1500 piétons, et de l'argent pour payer la garnison du château), les Catalans enchaînent les défaites[28] et la situation devient vite intenable, les troupes sur place n'étant plus payées et cédant à la division[29]. Le capitaine de l'île décide alors de se tourner une dernière fois vers le roi de Sicile pour lui demander d'envoyer quelqu'un capable de redresser la situation, les Lauria renonçant à leurs droits sur l'île. C'est alors que Frédéric de Sicile confie le gouvernement de Djerba à Muntaner, alors de retour de Romanie, vers 1309. C'en est définitivement fini de la seigneurie personnelle des descendants de Roger Lauria sur Djerba, qui n'avait pas permis de tenir véritablement l'île.

3. *Le gouvernement de Muntaner: reprise en main par le roi de Sicile et politique de long terme d'alliances locales*

Cette dernière période couverte par la chronique est, très logiquement, la plus développée et aussi la plus intéressante. Elle montre à la fois une intervention plus directe de la couronne de Sicile et une volonté de mettre en place une politique destinée à asseoir solidement et durablement la domination catalane à Djerba.

---

[26] Muntaner, chap. 249, éd. pp. 410-411, trad. vol. 2, pp. 275-277.

[27] *Ibid.*, chap. 250, éd. p. 411, trad. vol. 2, pp. 278-279. Cet accord est couché par écrit («bones cartes»), et Simon de Montoliu prête alors hommage au roi de Sicile.

[28] Muntaner parle de 2500 morts, «entre latins et catalans». Les Latins désignent ici les Siciliens.

[29] Muntaner, chap. 250, éd. p. 411-412, trad. vol. 2, p. 279-281. Lorsque Muntaner débarque, il trouve le château encerclé par les troupes musulmanes et la garnison profondément divisée. Ivi, chap. 252, éd. p. 415, trad. vol. 2, pp. 285-286.

L'île est donc remise à Muntaner, qui renonce pour cela provisoirement à aller chercher sa promise à Valence, avec pour mission de venger les défaites de ses prédécesseurs et de reprendre en main l'île. Une des raisons avancées de ce choix est, outre son expérience de la guerre, sa maîtrise de la «langue sarrasine», sans doute l'arabe, qui doit lui permettre de gouverner et de mieux s'informer sur la situation, notamment à travers les espions: «vous avez longtemps gouverné des gens d'armes[30] et savez comment il faut les conduire; puis vous connaissez les sarrasins et la langue sarrasine [*sabets de sarraïns e parlar sarraïnesc*], et vous pouvez ainsi, sans drogman [*torcymany*], faire vos propres affaires, soit en ce qui concerne les espions, soit de toute autre façon[31]». Il ne dit pas où il a acquis cette connaissance, peut-être en péninsule Ibérique – mais sa transcription un peu aléatoire des noms arabes laisse penser qu'elle n'était peut-être pas aussi poussée que cela, ou du moins qu'elle était surtout orale. L'étendue du pouvoir qui lui est remis est considérable: «Le seigneur roi en fit aussitôt dresser les actes, et me conféra la même autorité qu'il y possédait lui-même, sans se réserver même le droit d'appel; et il me donna pouvoir de faire des concessions à perpétuité, de prendre à ma solde tel nombre de gens qu'il me paraîtrait bon, disposer des recettes et dépenses, faire rémission et pardon à qui il me plairait et de faire la guerre ou la paix avec quiconque je le jugerais à propos. Que vous dirai-je? Il me revêtit de tout pouvoir[32]». Cette concession très large et assez exceptionnelle[33] est cependant provisoire, puisque une fois sa mission accomplie et l'ordre rétabli, il rend l'île au roi de Sicile, après sept années passées comme capitaine.

Non satisfait de cette large délégation politique, Muntaner demande de pouvoir disposer de toutes les ressources financières dont il pourrait avoir besoin pour rétablir l'ordre: «il faut que, par votre lettre, vous fassiez commandement au trésorier, au maître portulan, à tous vos officiers de la côte méridionale de la Sicile [*façana de fora*], que tout ce que je leur demanderai par mes lettres me soit à l'instant envoyé, soit argent, soit vivres, soit tous autres objets

[30] Après avoir servi dans l'entourage de Roger de Lauria, il participe notamment à la Grande Compagnie catalane d'Orient de 1303 à 1307, en tant que chancelier et maître rational, M. T. Ferrer i Mallol, *op. cit.*, p. 112.

[31] Muntaner, chap. 251, éd. p. 413, trad. vol. 2, p. 283 (trad. remaniée).

[32] *Ibid.*, chap. 251, éd. p. 414, trad. vol. 2, p. 284 (trad. complétée).

[33] M. T. Ferrer i Mallol (Muntaner, éd. p. 414, n. 976) le compare à un vice-roi.

dont je puis avoir besoin[34]». Ces ressources, qui lui sont accordées semble-t-il sans réserve, du moins d'après son récit, comme la large délégation politique qu'il reçoit, montrent s'il en était besoin l'intérêt de Djerba pour le roi de Sicile, bien décidé à tenir cette position stratégique en Méditerranée centrale et face aux côtes hafsides. Elles permettent à Muntaner à la fois de recruter les hommes nécessaires – des Catalans précise-t-il[35] –, mais aussi de disposer d'envois de céréales pour alimenter le château et dont il entend se servir comme arme diplomatique avec les populations locales[36].

Il n'en demeure pas moins que dans les faits Muntaner agit bien au nom du roi, et sous son contrôle: c'est au nom de cette délégation d'autorité qu'il peut remettre de l'ordre dans la garnison divisée du château, puis rallier des tribus de la région et soumettre la population, et rien ne se fait d'important sans son approbation. Ainsi il fait comparaître les «anciens [*vells*] de l'île», sans doute les principaux cheikhs de tribus, «de la part du seigneur roi de Sicile», et leur accorde son pardon[37]. De même il envoie un linh à Gabès auprès des anciens de la «maison de Ben Si Momen» avec des lettres du roi, ce qui provoque leur ralliement et leur retour sur l'île[38]. Plus tard, sur le point de soumettre Alef, chef du parti des Mistoua, Muntaner prend la peine d'écrire au roi pour lui demander s'il accepte de lui accorder son pardon ou s'il faut tuer tout le monde pour se venger des défaites passées. La réponse est l'envoi de vingt galères, commandées par Conrad Lancia à la tête de troupes pour mettre fin définitivement à la contestation – acceptant seulement qu'on fasse donner des vivres aux rebelles s'ils meurent de faim[39]. Pour le roi de Sicile il n'est pas question en effet de perdre le contrôle de Djerba. L'île est une source

[34] Muntaner, chap. 251, éd. p. 414, trad. p. 284 (trad. remaniée).

[35] Les Siciliens initialement prévus au départ de Messine préfèrent renoncer, ne voulant pas aller mourir à Djerba, et sous la pression de leurs mères et épouses, «chacune se lamentant d'y avoir perdu père, frère ou mari», *ibid.*, chap. 251, éd. pp. 414-415, trad. vol. 2, p. 285.

[36] «Je sais qu'en l'île de Gerbes on a grand faim et peu de vivres; qu'il en est de même dans tout le pays et aussi sur le continent voisin; de sorte qu'avec des vivres je les ferai combattre les uns contre les autres», *ibid.*, chap. 251, éd. p. 414, trad. vol. 2, p. 284.

[37] *Ibid.*, chap. 252, éd. p. 415, trad. vol. 2, p. 287.

[38] *Ibid.*

[39] *Ibid.*, chap. 254, éd. p. 418, trad. vol. 2, pp. 292-293. On voit ici les limites de la concession à première vue exceptionnelle accordée par le roi à Muntaner, qui lui accordait le droit de pardon et de rémission.

potentielle de revenus, et en effet, une fois la paix revenue, Muntaner précise que le roi retira chaque année des revenus considérables, ce qui suppose un envoi d'une partie des taxes levées dans l'île[40]. Elle est surtout une place stratégique qu'il faut défendre, face aux musulmans et notamment aux Hafsides, mais aussi face aux Angevins qui ont également des visées sur Djerba. Ainsi lorsque vers 1314 (la chronologie est un peu imprécise) le roi Robert d'Anjou envoie une flotte de soixante galères montées par 400 hommes à cheval et des machines de guerre, le roi de Sicile donne des instructions à Muntaner pour mettre en défense le château[41].

Il y a donc, dans la relation entre la couronne de Sicile et Djerba, un mélange de délégation (provisoire) de souveraineté, et d'aide militaire et financière (sous forme notamment de vivres), le tout visant à donner à Muntaner les moyens politiques et matériels de rétablir l'autorité chrétienne, mais aussi de contrôle étroit des prises de décisions importantes par le roi de Sicile, qui en retire un bénéfice financier et stratégique.

La politique de Muntaner dans l'île, qui bénéficie désormais de moyens importants, se déploie à la fois sur le terrain militaire, avec des campagnes victorieuses contre les musulmans, mais aussi politique et économique, donc avec une vision à long terme de cette occupation, mais aussi un élargissement des interventions au continent proche. Il distingue plusieurs phases, avec d'abord pendant deux ans une reprise en main de l'île par le ralliement d'une partie de la population et l'aide militaire de Conrad Lancia, puis une période de trois années de paix et d'exploitation de l'île, enfin deux années de préparatifs face à la menace angevine. C'est du moins la chronologie qu'il donne à la fin de son récit[42], même s'il n'est pas toujours facile de suivre la succession précise des événements.

La violence des affrontements ne fait pas de doute, même si elle est moins aveugle qu'à l'époque de Roger de Lauria[43], et elle est à la mesure des moyens militaires mis en œuvre pour soumettre la population de l'île et inspirer la terreur. À l'issue de la dernière grande campagne, avec le soutien de Conrad Lancia, il écrit ainsi: «Lorsque les

[40] *Ibid.*, chap. 255, éd. p. 420, trad. vol. 2, p. 297.

[41] *Ibid.*, chap. 259, éd. pp. 424-425, trad. vol. 2, p. 305. La flotte angevine fait finalement demi-tour à Pantelleria, avant d'attaquer Djerba.

[42] Muntaner, chap. 265, éd. p. 436, trad. vol. 2, p. 327.

[43] Avant de lancer son assaut final contre les Mistoua, Muntaner le fait précéder de trois demandes de soumission. Ivi, chap. 252, éd. p. 416, trad. vol. 2, pp. 287-288.

Maures furent tous morts, nous marchâmes sur leur château fort[44] et l'attaquâmes, et le prîmes enfin, et nous mîmes à mort tout homme de l'âge de douze ans et au-dessus, et fîmes prisonniers douze mille femmes ou enfants; après quoi nous levâmes le champ, et chacun eut un grand butin et fit son profit[45]». Pour autant, l'approche est sensiblement différente de celle choisie à l'époque de Roger de Lauria et de ses successeurs, qui s'apparentait à une politique de pure prédation désordonnée. Muntaner souligne, non sans une certaine complaisance à son égard, sa politique prudente et méthodique, qui consiste dans un premier temps à sécuriser le château et ses environs[46], puis à s'assurer du contrôle du passage maritime avec la terre ferme pour dissuader les Arabes du continent de venir prêter main forte à ses ennemis[47], enfin à engager, avec des secours venus de Sicile, une vaste et longue opération contre le parti de Mistoua, qui dure 14 mois et accorde aux Catalans une tranquillité un peu durable. Muntaner continue de jouer les rivalités entre les deux principaux partis qui se disputent l'île et la région pour asseoir sa domination. Mais il s'appuie pour cela sur une meilleure connaissance des réalités politiques, sans doute acquise au cours des années précédentes, ainsi que vraisemblablement sur des modèles de dominations des populations musulmanes éprouvés et qu'il avait pu connaître en Sicile ou dans la couronne d'Aragon. Il étend surtout cette politique au-delà de l'île, nouant des alliances avec les Arabes de terre ferme.

Le tableau qu'il dresse de la situation politique oppose deux partis, les Mistoua et de Moabia, identifiés nous l'avons vu par Robert Brunschvig à deux factions de la population kharidjite. L'opposition religieuse entre les deux groupes n'apparaît cependant pas dans le texte de Muntaner, qui les présente plutôt comme deux groupes politiques ou tribaux, avec leurs «anciens» à leur tête[48]. Il parle aussi des

[44] *Caser*, ou *alcacer* dans l'édition de Bofarull (p. 484).

[45] Muntaner, chap. 255, éd. p. 420, trad. vol. 2, p. 297.

[46] À son arrivée dans l'île il remet de l'ordre dans la garnison, établit un périmètre de sécurité autour du château, interdisant les sorties, sauf deux fois par jour pour une escarmouche menée par deux hommes, dont un arbalétrier. *Ibid.*, chap. 252, éd. p. 415, trad. vol. 2, pp. 286-287.

[47] *Ibid.*, chap. 253, éd. pp. 416-417, trad. vol. 2, pp. 289-291. «Dès ce moment la terre fut à nous [...] et nous fumes maîtres du passage, car dès lors personne ne put entrer ni sortir sans ma volonté».

[48] Dans une phrase il est vrai assez obscure, il décrit ces deux partis comme présents à la fois sur l'île et le continent, «aixi alarbs con moabs con barbres» (Ivi, chap. 248, éd. p. 409, trad. vol. 2, p. 274), ce qui en ferait des regroupements associant à la fois des Arabes et des Berbères.

Maures (Berbères) de Djerba et des Alarps (Arabes) présents sur le continent, mais sans que cette différence entre Berbères et Arabes soit une distinction opératoire en termes d'alliances politiques. Les alliés des Catalans sont en effet d'abord les Moabia, avec une réelle constance malgré des périodes durant lesquelles certains d'entre eux rejoignent les rangs des Mistoua dans la révolte. Mais Muntaner fait également entrer dans cette alliance des tribus arabes du continent, notamment une à Gabès auprès de laquelle les Moabia avaient trouvé refuge et qui leur était donc liée[49]. Après avoir renoncé à soutenir Alef, de crainte de se voir coupés du continent une fois débarqués dans l'île, ces Arabes demandent à se soumettre à Muntaner, qui fait alors rapatrier sur le continent leurs contribules restés sur l'île[50]. Les termes de cette union sont présentés par Muntaner selon des catégories qui empruntent au vocabulaire féodal, mentionnant «serment et hommage», exactement avec les mêmes mots (*sagrament* et *homenatge*) que lorsqu'il parle des liens l'unissant au roi ou à la garnison catalane. Ces serments, accompagnés parfois de gestes comme le baiser sur la bouche[51], sont cependant complétés par des actes écrits et signés par les principaux chefs de ces tribus[52]. Les engagements réciproques d'aide («ils me promirent et jurèrent de m'être en aide de toute leur puissance contre qui que ce fût au monde»[53]) sont mobilisés pour la défense de l'île, contre les rebelles du parti adverse[54], mais

[49] Il évoque à Gabès le château de «leur ami, grand seigneur de ce pays, et nommé Jacob Ben Acia» (Ivi, chap. 252, éd. p. 415, trad. vol. 2, p. 286), qui pourrait être le puissant ʿAbd al-Malik Ibn Makkī, qui domine alors la région et dont le frère fut nommé gouverneur de Djerba après l'expulsion des chrétiens de l'île. Sur cette famille voir I. Jadla, Banū Makkī wa l-Ḥafṣiyūn: min al-taḥāluf ilā al-ṣirāʿ 624/1227-796/1394, «Les Cahiers de Tunisie», 162-163 (1986), pp. 29-41. L'autre chef arabe mentionné est un certain Selim Ben Margan, qui suit la même politique que Ben Acia, et qui pourrait être identifié avec le chef de la tribu des Banū Murghim, qui dominait alors l'ouest de la Tripolitaine, autour de Zanzur. Cf. al-Tijānī cit., éd. p. 217, trad. A. Rousseau, cit., 2e partie, «Journal Asiatique», 5e s., 1 (1853), p. 131. À leur suite, d'autres chefs arabes se soumettent à Muntaner.

[50] Muntaner, chap. 253, éd. p. 417-418, trad. vol. 2, pp. 291-292.

[51] *Ibid.*, chap. 259, éd. p. 425, trad. vol. 2, p. 306.

[52] *Ibid.*, chap. 253, éd. p. 418, trad. vol. 2, p. 292.

[53] *Ibid.*

[54] Lors de l'ultime offensive cependant, Muntaner ne mobilise que des troupes chrétiennes, dont des renforts venus de Sicile avec Conrad Lancia. Il renvoie alors les 200 cavaliers arabes qui l'avaient servi, «aussi loyalement que jamais cavaliers servirent leur seigneur». Ivi, chap. 255, éd. p. 419, trad. vol. 2, p. 295.

aussi lors de l'arrivée de la flotte angevine, qui pousse Muntaner à demander l'aide de ces tribus berbères, mais aussi d'Arabes du continent avec lesquels il avait de semblables engagements[55].

Dans ces ralliements Muntaner joue des rivalités existantes en Ifrīqiya, mais sait aussi se servir des intérêts matériels et du besoin de protection[56] et d'aide de populations durement éprouvées. L'arme alimentaire est à cet égard essentielle, pour une île pauvre en ressources naturelles et notamment en céréales, et qui avait sans doute pâti de la saignée démographique des années précédentes et de la fuite de nombre d'habitants sur le continent. Les approvisionnements qu'il fait porter de Sicile sont clairement présentés par Muntaner comme une stratégie visant à rallier durablement les populations[57], et à plusieurs reprises des distributions sont faites au profit de ses alliés, aussi bien à destination des civils que des hommes en armes[58]. Mais ces troupes sont aussi régulièrement payées pour leur aide[59], en plus du butin qu'il leur promet, notamment lors de la menace angevine: «le moment était venu pour eux de se rendre riches, et [...] en me servant ils pourraient gagner à jamais renom, récompenses et profits»[60].

Mêlant actions armées et alliances locales et régionales, Muntaner parvient donc à rétablir la paix au profit des Catalans, qui dure jusqu'à la fin de son séjour dans l'île[61]. Cette stratégie politique permet en effet à Muntaner de tenir l'île en s'appuyant sur une population soumise ou ralliée, mais aussi sur des tribus du continent soit appartenant au groupe des Moabia, soit alliées à lui. Elle associe donc étroitement, pour le contrôle de l'île, une garnison installée dans le château, des alliances locales et des secours qui peuvent ve-

[55] *Ibid.*, chap. 259, éd. pp. 425-426, trad. vol. 2, pp. 306-307.

[56] Dès son arrivée sur l'île, Muntaner fait édifier une seconde enceinte autour du château et construire à l'intérieur des petites maisons pour accueillir les familles des Moabia venues s'y réfugier. Ivi, chap. 252, éd. p. 416, trad. vol. 2, p. 287.

[57] *Ibid.*, chap. 251, éd. p. 414, trad. vol. 2, p. 284.

[58] *Ibid.*, chap. 252, éd. p. 416, trad. vol. 2, p. 288.

[59] *Ibid.*

[60] *Ibid.*, chap. 259, éd. p. 425, trad. vol. 2, p. 306.

[61] «Enfin, par la grâce de Dieu, nous passâmes en bonne paix, joyeux et satisfaits, les trois ans pendant lesquels le seigneur roi m'avait accordé le château de Gerbes», ivi, chap. 255, éd. p. 422, trad. vol. 2, p. 300. À la fin du récit de ces combats il s'enorgueillit d'avoir ramené la paix, la sécurité et la concorde: «Aussi les chrétiens en seront-ils à jamais plus redoutés et plus aimés dans cette contrée. Et je réduisis à un tel point de soumission l'île de Gerbes, et cela est encore ainsi, qu'un seul et faible chrétien pouvait emmener trente ou quarante Sarrasins liés avec une corde, sans trouver qui que ce soit qui lui dise que c'est mal fait», ivi, chap. 255, éd. p. 420, trad. vol. 2, pp. 297-298.

nir soit de Sicile soit du continent en cas de menace exceptionnelle. C'est aussi du continent qu'il fait venir des populations pour repeupler l'île après les saignées à la fois de l'époque Lauria, qui avaient conduit nombre de Djerbiens en captivité, et des guerres sous son gouvernement[62]. Les liens avec la terre ferme sont donc importants et sont à la fois politiques et militaires mais aussi sans doute économiques. Lors de l'annonce de la menace angevine Muntaner, sommé par le roi de Sicile de rapatrier femmes et enfants, nolise la nef d'un Valencien, qui lui avait autrefois appartenu, et qui se trouvait alors dans le port de Gabès, sans doute pour des raisons commerciales, l'occupation catalane de l'île et l'alliance avec les Banū Makkī ayant pu contribuer à stimuler les échanges économiques[63].

Ce lien étroit avec le continent, d'où peuvent venir à la fois les menaces, mais aussi des secours et approvisionnements, donne toute son importance au contrôle du passage. Si la traversée peut se faire à sec par la chaussée artificielle, celle-ci reste cependant un lien fragile qu'il convient de défendre, avec la garnison postée à peu de distance, mais surtout avec la flotte qui stationne devant le passage. Celui-ci est en effet défendu d'abord par le château, construit par les Catalans sur un cap face à la terre ferme et accessible par la mer[64], mais aussi et surtout par la flotte. C'est cette dernière qui empêche les Mistoua de bénéficier de l'aide des Arabes de terre ferme, qui renoncent à passer sur l'île après que Muntaner eut anéanti la flottille de vingt-et-une *barcas* réunie par Alef. Après cette victoire il peut ainsi proclamer: «Dès ce moment la terre fut à nous, […] et nous fumes maîtres du passage, car dès lors personne ne put entrer ni sortir sans ma volonté[65]».

4. *Conclusion*

Djerba est à bien des égards un cas particulier d'île, en raison de sa taille relativement modeste et surtout de sa proximité avec le

[62] *Ibid.*, chap. 255, éd. p. 420, trad. vol. 2, p. 297.
[63] *Ibid.*, chap. 259, éd. p. 425, trad. vol. 2, p. 305.
[64] Lors de son arrivée, Muntaner le trouve encerclé par les troupes musulmanes, mais parvient à y pénétrer à partir de ses navires, ivi, chap. 252, éd. p. 415, trad. vol. 2, pp. 285-286.
[65] *Ibid.*, chap. 253, p. 417, trad. vol. 2, pp. 290-291. Lors de la dernière grande offensive de Muntaner, aux côtés de Conrad Lancia, toutes les forces sont concentrées contre le rebelle, mais des troupes restent tout de même à bord des galères pour garder le passage, ivi, chap. 255, éd. p. 419, trad. vol. 2, p. 295.

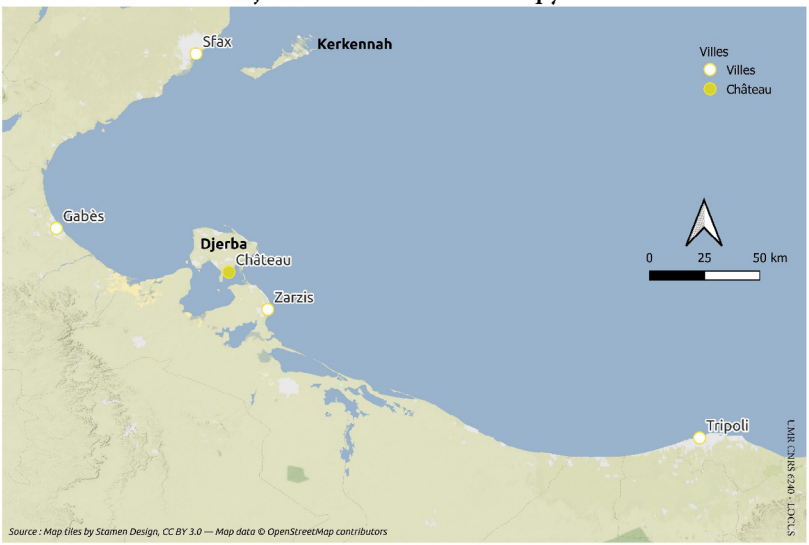
continent auquel la relie une chaussée artificielle. Elle n'en entre pas moins dans une stratégie de contrôle des îles par la couronne d'Aragon, dans une politique à la fois méditerranéenne et maghrébine qui a été bien étudiée par ailleurs, notamment par Robert Brunschvig puis Charles-Emmanuel Dufourcq. Le texte de Ramon Muntaner n'explique pas à lui seul tous les enjeux de la longue occupation de Djerba par les Catalans. Il se centre sur des événements relativement locaux, même s'il fait intervenir, en plus du roi de Sicile, les Hafsides et les Angevins. Il montre cependant tout l'intérêt que ces souverains, en plus particulièrement le roi de Sicile, avaient dans le contrôle de l'île, sans chercher à en éclairer les causes politiques ou économiques, pourtant centrales. Ce qu'il montre bien en revanche est le mode d'exploitation et de contrôle de l'île par les Catalans, et l'articulation de l'île avec à la fois le continent proche et la Sicile plus lointaine. La préoccupation constante du roi de Sicile, mais aussi la tentative avortée du roi Robert de Naples, comme les entreprises, avant eux, des Normands et, après eux, de la couronne d'Espagne, montrent que la possession de Djerba a été pensée dans le cadre d'une politique plus générale de contrôle de la Méditerranée centrale et des circulations maritimes.

Les solutions adoptées par la cour de Sicile montrent l'évolution à la fois de la nature de la domination catalane et des moyens mis en œuvre. La première phase, celle des Lauria, a une dimension privée forte, et l'île est avant tout une source de captifs et une base pour des opérations de razzias contre les côtes du Maghreb et de Méditerranée orientale, tout en servant les projets de la couronne de contrôle des routes maritimes et de pression sur les Hafsides. Elle aboutit cependant à un échec, en raison de la révolte des populations contre une domination sans doute particulièrement brutale et d'une intervention hafside, assez ponctuelle du reste. La politique mise en œuvre par Muntaner mobilise à la fois des moyens beaucoup plus importants apportés par la couronne, et une entreprise plus durable d'alliances locales et régionales. L'occupation de l'île est alors pensée dans une triple dimension. Elle vise d'une part à la soumission de la population insulaire, par la violence mais aussi l'arme alimentaire et l'immixtion dans les conflits internes. Elle repose d'autre part sur une articulation plus forte avec le continent qui, de zone de razzias sous Roger de Lauria, devient un complément essentiel de la domination catalane, avec des mouvements de populations pour repeupler l'île dévastée,

sans doute aussi des échanges économiques, et surtout des alliances nouées avec les tribus susceptibles d'intervenir contre les Catalans, mais qui sont mises à son service. Enfin elle bénéficie d'un lien renforcé avec la métropole, marqué par une intervention plus directe du roi et des ressources importantes, militaires et économiques, mobilisées au service d'une occupation durable.

Dans cette perspective, la flotte apparaît comme un instrument essentiel de la domination catalane, et est plusieurs fois mentionnée dans la chronique de Muntaner, à la fois pour les secours et approvisionnements qu'elle permet d'apporter depuis la Sicile, pour le contrôle des circulations entre l'île et le continent, mais aussi pour la défense de l'espace maritime du canal de Sicile. Cette domination nécessitait cependant un support constant de la part de la métropole, et représentait donc un coût considérable, malgré les ressources importantes que Muntaner se plaît à mettre en évidence, mais qui ne compensaient sans doute pas les dépenses consenties par la Sicile pour maintenir sa domination. Elle ne pouvait surtout tenir qu'à la condition d'avoir à Tunis un pouvoir affaibli et incapable d'intervenir militairement, ce qui fut le cas jusqu'aux années 1330 et l'arrivée au pouvoir du sultan Abū Bakr et surtout de son chambellan Ibn Tafrājīn. Ces derniers mirent fin en 1335 à la domination catalane, après une nouvelle révolte de la population, et en s'appuyant sur la puissante famille des Banu Makkī de Gabès, celle-là même qui, très vraisemblablement, avait un temps soutenu Muntaner, montrant la fragilité sur le long terme de la domination que ce dernier était parvenu à imposer sur l'île.

Djerba et le Sud-Est de l'Ifriqiya



Mario Gallina

LA CRÈTE VÉNITIENNE: ÉLÉMENTS POUR UNE PHÉNOMÉNOLOGIE DE LA COLONISATION EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE AU MOYEN ÂGE

Résumé: *Dans le contexte des Croisades, l'Orient devient le théâtre de l'expansion économique occidentale. Le cas de la Crète vénitienne permet d'analyser ce qui fut un véritable phénomène de colonisation médiévale. Ce terme traduit à la fois la domination économique de Venise, à travers l'appropriation du sol par des conquérants étrangers qui orientent la production locale vers la satisfaction des besoins de leur métropole ou des échanges internationaux, et la domination politique, à travers l'instauration d'un système de sujétion. L'installation des Vénitiens dans l'île donna lieu à une véritable colonie de peuplement formée des représentants des plus grandes familles de la métropole. En Crète se mit en place une forme mixte de gouvernement qui, tout en soulignant le lien institutionnel de la colonie avec sa métropole, reconnaissait une autonomie limitée à l'administration coloniale. Le système permit à Venise à la fois d'insérer la Crète dans un réseau commercial élargi dont tiraient profit les marchands vénitiens, et d'assurer son propre approvisionnement en blé. Cependant, les exigences de Venise pouvaient parfois entrer en contradiction avec les intérêts locaux et entraîner ainsi le soulèvement de l'île contre la métropole.*

Abstract: *In the context of the Crusades, the East becomes the theater of western economic expansion. The case of the Venetian Crete allows us to analyze what was a real phenomenon of medieval colonization. This term translates at the same time the economic domination of Venice, through the appropriation of the land by foreign conquerors which orient local production towards satisfying the needs of their motherland or of international exchanges, and political domination, through the establishment of a system of subjection to the mother country. The installation of the Venetians on the island gave rise to a real settlement colony formed by the representatives of the most prestigious families of the motherland. In Crete a mixed form of government was put in place which, while underlining the institutional link of the colony with its motherland, recognized an autonomy limited to the colonial administration. This system allowed Venice both to insert Crete into an enlarged commercial network from which Venetian merchants benefited, and to secure its own cereal supply. However, the needs of Venice could sometimes come into contradiction with local interests thus favoring the revolt of the island against the motherland.*

«Le paradis est un lieu situé vers l'Orient (...) et c'est à bon droit qu'on le dit situé là-bas. Il faut croire en effet qu'il est placé dans le lieu le plus noble de la terre. Or, étant donné que l'Orient est la droite du ciel (...) et que la droite est plus noble que la gauche,

il était convenable que le paradis terrestre fût institué par Dieu à l'Orient»[1]. Voilà des mots de saint Thomas d'Aquin qui contribuèrent largement à répandre cette image, tant familière aux Européens, d'un paradis terrestre qui se situait à l'Est. Sans aucun doute l'idée, qui s'était divulguée au fil des siècles dans l'Europe médiévale, d'un Orient riche et prospère n'est pas étrangère au déplacement vers l'Est des chrétiens d'Occident qui, à partir surtout du XIe siècle, quittèrent leurs pays à la recherche d'un monde nouveau.

Cette expansion vers l'Orient – une expansion qui transforma profondément la configuration de l'Europe – se rattache directement au renouveau économique et social de l'époque. En effet l'accroissement démographique, la culture intensive du sol, l'intensification de la circulation monétaire, le développement des relations et des échanges commerciaux, et enfin les changements sociaux sont à l'origine de ce déplacement. Ce mouvement a des formes différentes: la guerre, le pèlerinage, le commerce, d'où sont respectivement issus trois types d'Occidentaux qui vont caractériser l'histoire des rapports entre Occident et Orient, c'est-à-dire le guerrier, le croisé, le marchand, même si parfois on a l'impression que les deux premiers tendent bientôt à se confondre.

Si l'or a joué un rôle capital dans l'imaginaire occidental au sujet de l'Orient et si, sans aucun doute, le désir du gain constituait un climat favorable au départ vers l'Outre-mer, il faut quand même reconnaître qu'un tel revirement se manifesta en premier lieu par le pèlerinage. Bien sûr, le départ pour la Palestine, où la réligion chrétienne avait pris naissance, exalte les âmes et les coeurs des Occidentaux dès les premiers siècles après Jésus Christ. Mais c'est surtout à partir du XIe siècle que les pèlerinages à Jérusalem deviennent de plus en plus fréquents, nombreux et populaires. Les pèlerinages individuels sont ainsi remplacés par des entreprises collectives, c'est-à-dire par des expéditions organisées qui se placent sous la conduite d'un chef politique ou ecclésiastique. Le chemin du Saint Sépulcre, l'*Iter Hierosolimitanum*, revêt par conséquent un aspect nouveau et prépare les populations de l'Occident à accepter la propagande de la croisade, devenant d'abord une marche vers la libération des lieux saints et enfin une entreprise guerrière.

[1] Tommaso d'Aquino, *Summa Theologiae*, Testo latino dell'Edizione Leonina, traduzione italiana a cura dei Frati Domenicani, introduzione di G. Barzaghi, Bologna, 2014, I, *Quaestio* 102, *Articulus* 1, pp. 1111-1112

Dès la fin du XIe siècle l'Orient devient le but de l'aventure militaire des croisés, et l'empire byzantin, à son tour, constitue pour les Latins un domaine ouvert, aux énormes avantages commerciaux. On se bornera à souligner quelques aspects de cette expansion économique occidentale en Orient en examinant le cas de l'île de Crète où l'établissement des Vénitiens donna naissance à un véritable phénomène de colonisation médiévale, d'autant plus intéressant si l'on considère que ce phénomène semble être injustement méconnu par les historiens modernistes qui envisagent le fait colonial comme une domination ou une exploitation ne débutant qu'avec l'époque moderne. Bien au contraire, à notre sens, c'est au Moyen Âge – et en particulier dans la «Romanie vénitienne», si l'on veut utiliser l'heureuse expression de Freddy Thiriet[2] – que la colonisation connût ses débuts. Ce terme comprend selon nous une double forme de domination: domination économique, se traduisant dans l'appropriation du sol par des conquérants étrangers qui orientent la production locale vers la satisfaction des besoins de leur métropole ou des échanges internationaux; domination politique, s'exprimant par l'instauration d'un système de sujétion sous des formes différentes d'un territoire à l'autre.

Dans le cas de la Crète vénitienne il faut donc tout d'abord évaluer si l'installation des Vénitiens expatriés donna naissance à un simple comptoir ou bien à une colonie dont la gestion et la politique incombaient à la métropole. En d'autres termes y-a-t-il eu une administration spécialisée dans les affaires d'Outre-mer? Quelle était sa composition? Était-elle le reflet fidèle des élites qui gouvernaient la métropole? Avait-elle un caractère provisoire ou, au contraire, une permanence durable? Voilà des questions qu'il faut se poser. La seconde considération touche à l'étude sociale et économique des milieux dirigeants d'Outre-mer. Qui étaient-ils? Et encore: existait-il à côté des élites coloniales d'Outre-mer un groupe d'indigènes capable d'exprimer du mécontentement, ou même de s'élever au rang des conquérants? Bien sûr il s'agit de problèmes de caractère général, que l'on va essayer de vérifier dans le cas particulier de la situation crétoise pendant les premiers siècles de la vénétocratie.

La conquête de Constantinople de la part des croisés en 1204 fut à divers niveaux lourde de conséquences: la première, et la plus

[2] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne au Moyen Age: le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XIIe-XVe siècles)*, De Boccard, Paris, 1975.

frappante, c'est le déclin définitif de Byzance en tant que puissance universelle; une autre, tout à fait éphémère, est la fondation d'un empire latin sur le sol grec; la troisième, celle-là bien plus vitale, est l'ouverture des côtes et des îles orientales de la Méditerranée à l'expansion économique de l'Occident. La colonisation latine s'instaura selon deux directions principales. En Grèce et dans l'Outre-mer, à travers un système féodal d'importation dans lequel se reflétaient les notions juridiques propres à l'Occident franc, notions qui étaient traditionnelles aux croisés. Ailleurs, selon un modèle vénitien qui, sous une apparente terminologie féodale, prévoyait en réalité la création de véritables colonies liées à la métropole – dont les colons conservaient la citoyenneté – par des liens étroits et définitifs[3]. Dans une perspective de longue durée, visant à déceler dans les formes institutionnelles et dans les modes d'exploitation économique des colonies médiévales italiennes les antécédents de la civilisation coloniale atlantique, la Crète ressort comme un modèle particulièrement intéressant.

Il ne semble pas nécessaire de parcourir à nouveau ici les vicissitudes à la suite desquelles les Vénitiens réussirent à occuper l'île après l'avoir obtenue par des transactions privées avec Boniface de Montferrat[4]. Celui-ci, ayant vu se briser ses espoirs d'obtenir l'empire latin, n'avait point hésité à céder la Crète à Venise pour orienter ses propres intérêts vers le royaume de Thessalonique, d'autant plus que la propagande de sa cour le présentait comme l'héritier légitime de cette terre[5]. Les desseins politiques

[3] D. Jacoby, *La féodalité en Grèce médiévale. Les «Assises de Romanie»: sources, application et diffusion*, Mouton & Co, Paris-La Haye, 1971, (Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves et leurs relations commerciales au Moyen Âge, X), pp. 295-299; *Id.*, *Les états latins en Romanie: phénomènes sociaux et économiques (1204-1350 environ)*, in Id., *Recherches sur la Méditerranée orientale du XIIe au XVe siècle*, Londres, Variorum Reprints, 1979, I, pp. 14-17.

[4] Le texte est édité dans G. Tafel, G. Thomas, *Urkunden zur älteren Handels-und Staatsgeschichte der Republik Venedig*, 3 vols., Wien, 1856-1857, I, n. CXXIII, pp. 513-515. On trouvera d'excellentes analyses du texte dans S. Borsari, *Il* dominio *veneziano a Creta nel XIII secolo*, Université de Naples, Naples, 1963, pp. 12-13, et dans A. Carile, *Partitio terrarum Imperii Romanie*, in «Studi Veneziani», 7 (1965), pp. 147-149. Voir aussi G. Ravegnani, *La conquista veneziana e la prima organizzazione militare dell'isola*, dans *Venezia e Creta*, Atti del Convegno Internazionale di Studi, Iraklion-Chanià, 30 settembre – 5 ottobre 1977, Istituto veneto di scienze lettere ed arti, Venise, 1998, pp. 33-42.

[5] W. Haberstumpf, *Ranieri di Monferrato: ricerche sui rapporti fra Bisanzio e gli Aleramici nella seconda metà del XII secolo*, dans «Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino», LXXXI (1983), p. 621 [= Id., *Dinastie europee nel Mediterraneo orientale.*

et économiques que Venise poursuivait en Orient, selon un programme d'expansion commerciale et d'exploitation des ressources locales, sont bien connus. L'expression la plus authentique de ce programme est celle des colonies, soutenues par la suprématie navale de la République, et notamment de la Crète, qui d'après une expression fort suggestive de Fernand Braudel, était rapidement destinée à devenir une sorte de «flotte immobile sur le grand axe de [...] la puissance vénitienne»[6].

Il convient, par conséquent, de s'interroger sur les les aspects qui semblent accorder à l'expansion vénitienne une sorte de précoce modernité: en premier lieu, le patronage plus proprement public de l'entreprise coloniale. Différemment de celle de Gênes, où «les entreprises de conquête sont essentiellement dues à des initiatives privées»[7], l'expansion vénitienne en Méditerrannée orientale fut pensée et réalisée à partir d'une décision politique du gouvernement de la métropole l'impliquant directement. En effet «à Venise, tout est pour l'État; à Gênes, tout pour le capital»[8]. Cela est d'autant plus évident pour la Crète qui, sujette territorialement à Venise, fut conçue comme une projection idéale de la République en Outre-mer[9] et reconnue comme centre vital des trafics entre l'Occident et l'Orient[10].

C'est que la situation politique des deux républiques italiennes et leur attitude face aux pays conquis sont bien différentes: un gouvernement centralisé et centralisant à Venise, avec un contrôle constant des activités en Outre-Mer; à Gênes une relative liberté d'action de groupes privés qui, généralement sans l'aide de l'État, se réunissent pour faire face aux dépenses, recruter et payer des équipages, trouver des hommes d'armes. Telles sont les *maone*, véritables compagnies coloniales qui, destinées à exploiter les ressources des domaines éloignés de la mère-patrie, se substituent à

I Monferrato e i Savoia nei secoli XII-XV, Sciptorium, Turin, 1995].

[6] F. Braudel, *La Méditerranée* et *le monde méditerranéen à l'époque de Philippe* II, 2 vols., Armand Colin, Paris, 1990, I, p. 145.

[7] J. Heers, *Origines et structures des compagnies coloniales génoises (XIIIe-XVe siècle)*, dans M. Balard (dir.), *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, La Manufacture, Lyon,1989, p. 17.

[8] F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle*, II, *Les jeux de l'échange*, Armand Colin, Paris, 1979, p. 392.

[9] Une délibération du Sénat de Venise qualifie les feudataires de Crète «caro de carne nostra et os de ossibus nostris»: ASV, *Misti*, 29, fol. 119.

[10] D. Jacoby, *Creta e Venezia nel contesto economico del Mediterraneo orientale sino alla metà del Quattrocento*, dans *Venezia e Creta..., op. cit.*, pp. 73-106.

la commune en diverses occasions[11]. Dans la colonisation génoise l'empreinte privée des origines reste donc prégnante, même si l'on ne doit pas sous-estimer le rôle de la Commune. C'est le cas notamment à Chio où «en dehors de quelques postes que pourvoit la Commune, toute l'administration est aux mains de Mahonais»[12].

Venise, en revanche, grâce à ses formes institutionnelles et à ses structures étatiques, est à même de projeter un type d'installation directe, régie et contrôlée par les conseils du gouvernement de la métropole. D'ailleurs on pourrait avec profit rappeler la proximité entre ces problématiques et celles de la construction impériale des Ibériques car en Amérique aussi la conquête privée a été la norme de la fin du XVe au début du XVIe siècle. En effet les conquêtes des Antilles, du Mexique et du Pérou furent des entreprises privées et les associés qui avaient financé les expéditions entendaient bénéficier d'importants retours sur ces investissements. À comparer les cas espagnols et portugais, on constate également que le premier se rapprocherait de l'exemple vénitien alors que l'empire portugais aurait davantage de points communs avec le monde génois.

Il faut admettre que la Crète va se configurer très rapidement non comme un lieu de transit mais comme une implantation stable, même s'il est indéniable que la décision d'occuper ce territoire, au moins au début, ne fut point déterminée par une volonté consciente de colonisation mais plutôt par la nécessité de s'assurer le contrôle d'une île qui par sa position géographique, était un véritable nœud stratégique pour toute puissance qui tendait à s'assurer l'hégémonie sur la mer Égée. Il importe toutefois de montrer que, dès son origine, l'implantation vénitienne en Crète semble dépasser l'horizon des simples *scali*, tout à la fois escales et comptoirs, qui prévoyaient des centres commerciaux sur les grands courants du trafic, et cela dans le but de superposer une véritable domination politique à la simple exploitation économique, ce qui représente un point capital de la conception même du fait colonial. En effet, tout en ne disposant pas d'une base démographique solide, le gouvernement de Venise vise

[11] R. Lopez, *Venise et Gênes: deux styles, une réussite*, dans *Id.*, *Su e giù per la storia di Genova*, Istituto di paleografia e storia medievale, Gênes, 1975, pp. 35-42; M. Balard, *L'amministrazione genovese e veneziana nel Mediterraneo orientale*, dans G. Ortalli, D. Puncuh, *Venezia, il Levante nei secoli XII-XIV*. Atti del Convegno internazionale di studi, Genova-Venezia, 10-14 marzo 2000, «Atti della società ligure di Storia Patria», n.s., 41, Gênes, 2011, pp. 201-212.

[12] M. Balard, *La Romanie génoise (XIIe début du XVe siècle)*, 2 vols., École française de Rome, Rome, 1987, I, p. 383.

dès le début à une colonie de peuplement, au sein de laquelle les Vénitiens transplantés vont représenter l'indispensable support pour la conquête et pour la défense militaire de l'île. Il s'agit bien encore d'une stratégie coloniale qui met en cause à la fois le milieu colonisé et les divisions entre colonisateurs et colonisés. Toutefois, malgré la méfiance et l'hostilité de la métropole envers les autochtones[13], un rapprochement plutôt qu'une fusion eut bientôt lieu avec l'élément indigène, du moins au niveau supérieur de la société[14] où au fil du temps se créa un véritable *melting pot*[15], entraînant – on le verra – de graves motifs de conflit entre la colonie et la patrie vénitienne.

Dès le début, Venise s'efforça donc d'assurer un peuplement suffisant et stable pour assurer la conquête de l'île et une politique d'établissement. En 1211, 132 *milites* et 408 *pedites* furent envoyés une première fois en Crète[16]. À ce contingent le gouvernement vénitien en ajoutera d'autres, moins nombreux, en 1222 et en 1223[17]. C'est au milieu du XIIIe siècle que remonte un nouvel envoi de colons auxquels on doit la fondation du port de La Canée[18]. Il suffit de parcourir, même rapidement, la liste des nobles envoyés en Crète pour y découvrir un nombre considérable de membres des familles vénitiennes de choix. Parmi les promoteurs de la colonisation on peut nommer les Falier, les Dandolo, les Morosini, les Venier, les Gradenigo, tous représentants d'une élite solide du point de vue économique et intel-

[13] D. Jacoby, *Les États latins en Romanie: phénomènes sociaux et économiques (1204-1350 environ)*, in *Id.*, *Recherches sur la Méditerranée orientale du XIIe au XVe siècle,* Variorum, Londres, 1979, I, pp. 28-32.

[14] Borsari, *Il dominio veneziano…, op. cit.*, pp. 55-65.

[15] Ch. Maltezou, *The historical and social context*, dans D. Holton, *Literature and society in Renaissance Crete*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, pp. 24, 33-34; A. E. Laiou, *Venetians and Byzantines: Investigation of Forms of Contact in the Fourteenth Century*, dans «Thesaurismata», 22 (1992), pp. 37-46; voir aussi N. E. Karapidakis, *I rapporti fra «governanti e governati» nella Creta veneziana: una questione che può essere riaperta*, dans *Venezia e Creta …, op.* cit., pp. 238-242; Ch. Gasparis, *Terra o Mare? Greci e Veneziani nel nuovo contesto economico delle colonie (XIII-XIV sec.*), dans Ch. Maltezou, A. Tzavara, D. Vlassi, *I Greci durante la venetocrazia: Uomini, spazio, idee (XIII-XVIII sec.), Atti del Convegno Internazionale di Studi, Venezia, 3-7 dicembre 2007*, Istituto Ellenico di Studi Bizantini e Postbizantini, Venise, 2009, pp. 46-51.

[16] G. Tafel, G. Thomas, *Urkunden…, op. cit.*, II, n. CCXXIX, pp. 129-136: «(…) milites centum triginta duo et pedites quadraginta octo (…)»; mais à juste titre, selon Borsari, *Il dominio veneziano…, op. cit.*, p. 29, n. 7, au lieu de «quadraginta» il faut lire «quadringenti».

[17] G. Tafel, G. Thomas, *Urkunden…, op. cit.*, II, n. CCLXIII, pp. 235-279; n. CCLXXXIV, p. 314.

[18] *Ibid.*, n. CCCXXII, pp. 470-480

lectuel et jouissant d'une grande influence politique. Ces derniers, du fait de leur rang prestigieux et de leurs liens familiaux avec la métropole, étaient à même d'organiser des structures de support, d'équiper des navires, d'amasser et de manier des capitaux d'envergure. Bref, il s'agissait d'individus qui pouvaient et savaient exploiter au mieux les opportunités que la conquête de la Crète – bien au-delà de la vocation militaire et navale de l'île – leur offrait.

À côté de ceux qui avaient été envoyés par les autorités vénitiennes, s'ajoutèrent rapidement d'autres qui, par leur choix individuel, s'établirent en Crète comme dans une seconde patrie, ce qui témoigne d'une dialectique entre patronage public et choix privé qui est constante et vérifiable dans tous les domaines de la colonisation. Attesté dans les minutiers de Pietro Scardon, notaire à Candie en 1271, et dans les actes, d'une dizaine d'années plus tard, de Leonardo Marcello, le cas de Matteo Doto, un marchand hardi et intelligent qui, au cours du temps, avait jugé bon de transférer sa résidence de Venise à Candie[19], est exemplaire mais nullement isolé.

Il serait trop long de s'arrêter ici sur les événements qui amenèrent les autochtones à des conditions d'infériorité: ils sont bien connus tant par leurs aspects politiques que juridiques[20]. Voyons plutôt ce qui paraît être à nos yeux l'un des traits les plus saillants et modernes du projet vénitien: le système d'administration et de contrôle de la métropole vis à vis de sa colonie. À l'instar de Venise, l'île fut partagée en six *sestieri* – dont elle reproduisait même les noms – qui au XIVe siècle, suivant l'exemple de l'ancienne répartition byzantine, furent remplacés par quatre *turme*, chacune avec sa propre capitale dont elles prirent le nom: tourme de Candie, de La Canée, de Réthimo et de Sithia[21].

L'organisation intérieure, elle aussi, suivit le modèle de Venise, tout en présentant quelques caractères particuliers qu'il importe de souligner, dont le plus considérable est vraisemblablement la

[19] M. Gallina, *Finanza, credito e commercio a Candia fra la fine del XIII secolo e l'inizio del XIV*, dans «Memorie dell'Accademia delle Scienze di Torino. Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche», serie V, Vols. 7-8 (1983-1984), p. 47 (*Id.*, *Conflitti e coesistenza nel Mediterraneo medieval: mondo bizantino e occidente latino*, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, Spolète, 2003, p. 308).

[20] S. Borsari, *Il dominio veneziano..., op. cit.*, pp. 27-66; S. Cosentino, *Aspetti e problemi del feudo veneto-cretese (secc. XIII-XIV*), dans «Quaderni della Rivista di Studi Bizantini e Slavi», Bologne, 1987, pp. 1-78; N. Karapidakis, *I rapporti fra «governanti e governati»..., op. cit.*, pp. 233-244.

[21] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne..., op. cit.*, p. 125.

forme «mixte» de gouvernement; une forme qui souligne le rapport de dépendance de la Crète envers la République adriatique et l'autonomie limitée reconnue à l'administration coloniale. Un duc, membre de la noblesse vénitienne et nommé avec une charge biennale par le *Maggior Consiglio* de Venise, exerçait avec deux conseillers et un capitaine les pouvoirs de gouvernement et de juridiction à l'intérieur du *Regimen* – le gouvernement insulaire – tandis que des organismes collégiaux élus en Crète – le Conseil des Douze, avec des fonctions purement administratives, le *Maggior Consiglio* et le Sénat ou Conseil des *Rogati*, – assuraient aux Vénitiens demeurant dans l'île des formes de participation effective à l'administration locale[22]. Toutefois, surtout avec l'introduction, dans la seconde moitié du XIVe siècle, des *provisores et sindici ad partes Levantis*, la métropole soumettait leurs actes à une rigoureuse vérification[23].

Par cette structure institutionnelle, les Vénitiens s'arrogeaient le pouvoir politique; plus encore, ils s'apprêtaient à devenir l'élément prépondérant de la nouvelle société qui allait s'organiser en Crète. Selon une conception solide de l'entreprise coloniale, il ressort que dès le début, un rapport clair et fonctionnel s'instaura entre le contexte institutionnel, les structures économiques et la volonté d'exploiter l'île. En effet Venise envisagea la Crète en tant que base d'opérations commerciales et comme entrepôt de transit des marchandises, mais aussi et surtout comme un lieu de production et un marché de produits agricoles d'importance primordiale pour les intérêts de la ville.

La preuve en est que les modalités de l'implantation vénitienne s'organisèrent selon un système tripartite de subdivision du sol. La partie de l'île entourant Candie, et plus tard celles qui voisinaient avec les capitales des districts locaux, fut attribuée au *Regimen* qui, par l'intermédiaire de ses propres fonctionnaires, la mettait à l'enchère à échéance régulière en l'accordant au plus offrant[24]; une autre partie, divisée en «milices» plus ou moins importantes, fut attribuée aux colons vénitiens, nobles ou appartenant au peuple, qui devaient

[22] *Ibid.*, pp. 204-208. Voir aussi P. Ratti Vidulich, *Duca di Candia. Quaternus consiliorum (1340-1350)*, Fonti per la storia di Venezia, Venise, 1975, pp. VII-XIII.

[23] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne..., op. cit.*, p. 199.

[24] B. Imhaus, *Les maisons de la Commune dans le district de Candie au XIVe siècle*, «Thesaurismata», 10 (1973), pp. 124-135; *Ead.*, *Enchères des fiefs et vignobles de la république vénitienne en Crète au XIVe siècle*, «Epeteris Etaireias Byzantinon Spoudon», 41 (1974), pp. 195-210.

pourvoir à la sauvegarde armée de leur propriété[25]; finalement une troisième partie du sol, et non de moindre importance, revint à l'Église latine qui bénéficia largement de la réorganisation des biens ecclésiastiques voulue par les conquérants mais qui se vit contrainte de s'assujettir aux diktats politiques de la République vénitienne[26].

Ce système procurait à Venise un triple avantage: il assurait la défense militaire de l'île par les colons en intéressant ces derniers à l'exploitation de l'île; il augmentait la prospérité de la métropole; il assurait aussi un accueil fraternel et une protection spéciale aux marchands et aux voyageurs qui, en route pour l'Orient, faisaient escale en Crète. Une telle combinaison de défense et de valorisation des ressources locales se configure comme un processus dialectique original entre le facteur individuel de la mise en œuvre et de la gestion quotidienne (comme cela apparaît dans les actes privés des notaires) et une impulsion dirigée par l'État (comme le prouvent les documents publics). Intégrée dans la politique économique que déployait Venise à l'époque, cette combinaison allait produire un surplus agricole introduit dans le circuit d'approvisionnement aussi bien de la métropole que des îles vénitiennes de la mer Egée. Soyons clair: sur les îles susdites Venise exerçait une domination formellement indirecte mais ces territoires, du fait de leur stricte dépendance du blé crétois, se trouvaient toujours plus liés aux desseins de la politique métropolitaine.

Le fait le plus marquant de cette expérience crétoise n'est pas l'exploitation des ressources locales mais surtout la façon dont celle-ci fut effectuée. Planifiée avec soin, elle fut réalisée rationnellement moyennant l'intégration réciproque entre l'économie marchande et l'économie agricole. Se placer hors du marché en achetant le blé encore en herbe ou le vin avant les vendanges, tels furent les jeux élémentaires du crédit; par ce biais les spéculateurs ou les marchands avisés augmentèrent leurs bénéfices. Un demi-siècle à peine s'était écoulé depuis que les Vénitiens s'étaient installés sur l'île et le notaire Pietro Scardon, entre janvier et juin 1271 – six mois seulement – rédigea 60 actes d'achat de froment et 64 de vin, tous avec paiement anticipé[27]. On considère couramment ce phénomène

[25] S. Cosentino, *Aspetti e problemi del feudo…, op. cit.*, pp. 45-47.

[26] S. Borsari, *Il dominio veneziano…, op. cit.*, pp. 109, 115-116, 112-114; E. Orlando, «Ad profectum Patrie». *La proprietà ecclesiastica veneziana in Romania dopo la IV crociata*, Istituto Storico Italiano per il Medioevo, Rome, 2005, pp. 90-93.

[27] M. Gallina, *Finanza, credito e commercio…, op. cit.*, pp. 34-35, 38 (*Id.*, *Conflitti e coesistenza nel Mediterraneo…, op. cit.*, pp. 401-403, 406).

comme le résultat du manque de numéraire de la part du monde rural, et donc d'un certain sous-développement de l'économie vénéto-crétoise. À mon avis il faut au contraire mettre en relation la vente à livraison différée avec la volonté des marchands de s'assurer en avance les produits agricoles, afin de pouvoir en disposer avec certitude au moment où les navires vénitiens, liés au commerce de longue distance, abordaient les ports de la Crète. En effet, si l'on peut parler d'un manque probable de numéraire lorsqu'il s'agissait de contrats à terme de moindre importance, cette interprétation devient insoutenable si les valeurs en étaient plus élevées.

Les rapports entre Venise et la Crète ne pouvaient donc apparaître que sous un double point de vue, à la fois de force et de faiblesse. De force, parce que la Crète, à la suite de l'isolement dans lequel elle se trouvait au temps du déclin de l'empire byzantin[28], trouvait sa place dans des structures économiques fort solides. De faiblesse, voire de contraste, parce que les intérêts de la société coloniale qui s'y était développée ne coïncidaient pas toujours avec ceux de la métropole. Qu'attendait donc Venise de la Crète? Pour la République, le plus important consistait à des entrées d'argent. Tout d'abord la Commune devait tirer d'importants bénéfices de ses propriétés foncières qui étaient périodiquement mises à l'enchère et dont la valeur, variable selon le changement des espoirs de gain de la part des vénéto-crétois, représente un indicateur économique extraordinaire. Il reste que, bien qu'exposé à la conjoncture du moment, le succès des enchères était le plus souvent assuré[29].

Mais il y a bien plus: en s'appropriant sans difficulté, grâce à la Crète, le système fiscal efficace et bien expérimenté de l'empire byzantin[30], Venise pouvait jouir d'importants revenus dûs aussi bien

[28] E. Malamut, *Les îles de l'Empire byzantin VIIIe-XIIe siècles*, 2 vols, Éditions de la Sorbonne, Paris, 1988, II, *passim*.

[29] Le 9 mars 1389, par exemple, dans une *commissio* adressée au *Regimen* de Crète, étant donné que «terrena et possessiones sunt multum meliorate et in sic bona conditione quod est oppinio illorum qui sunt informati de factis istis quod Commune nostrum habebit ultra id quod habet ad presens», le Sénat de Venise affirme que l'on attend de grands profits du renouvellement des locations, au moins 40 à 50 000 hyperpères par an: H. Noiret, *Documents pour servir à l'histoire de la domination vénitienne en Crète (1380-1485),* Thorin & fils éditeurs, Paris, 1892, pp. 24-25.

[30] D. Jacoby, *Un aspect de la fiscalité vénitienne dans le Péloponèse aux XIVe et XVe siècles: le «zovaticum»,* «Travaux et Mémoires», 1 (1965), pp. 405-406 (*Id.*, *Société et démographie à Byzance et en Romanie latine,* Variorum Reprints, Londres,1975); Ch. Maltezou, *Byzantine «consuetudines» in Venetian Crete*, «Dumbarton Oaks Papers», 49 (1995), pp. 269-280.

aux impôts directs qui accablaient la population autochtone – la communauté juive notamment[31] – qu'aux impôts indirects, péages et droits de douane en premier lieu[32]. Quoiqu'il soit très difficile de fournir des analyses et des chiffres suffisamment exacts pour des périodes où les statistiques n'existaient pas encore, il importe néanmoins de rappeler qu'une grande partie de ces entrées devait servir à couvrir les frais de l'administration coloniale. Les salaires des fonctionnaires étaient élevés[33] et il fallait soutenir en outre de considérables dépenses pour les indispensables infrastructures locales. Et tout d'abord la construction et l'entretien du port et de l'arsenal de Candie[34] qui – avec ses dépôts d'armes[35] et ses réserves alimentaires capables de subvenir aux besoins des équipages de la flotte opérant en Romanie[36] – visent à faire de l'île une indestructible plaque tournante de la défense de la Romanie vénitienne; car ce qui commande le tout dans la politique vénitienne est une vision d'ensemble, qu'on peut qualifier de géopolitique, qui se traduit dans l'interdépendance et la solidarité militaires des colonies.

L'investissement de ressources non négligeables pour la conservation de ces structures apparaissait, et c'était le cas, une *condition sine qua non* tout à fait prioritaire pour un développement correct de l'entreprise coloniale, dont les principaux intérêts économiques doivent toutefois être recherchés dans deux autres directions essentielles: le monopole rigide que la République exerçait sur le commerce du blé crétois[37] et les grandes chances de gain qu'offrait à la classe marchande vénitienne l'ouverture de nouveaux marchés.

---

[31] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne…, op. cit.*, pp. 227-229; D. Jacoby, *Les Juifs vénitiens de Constantinople et leur communauté du XIIIe au milieu du XVe siècle*, «Revue des études juives», CXXI (1972), p. 404, n. 2 (Id., *Recherches sur la Méditerranée…, op. cit.*).

[32] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne…, op. cit.*, pp. 229-231.

[33] *Ibid.*, p. 194.

[34] R. Gertwagen, *L'isola di Creta e i suoi porti (dalla fine del XII secolo alla fine del XV secolo)*, dans *Creta e Venezia…, op. cit.*, pp. 356-359.

[35] R. Cessi, *Deliberazioni del Maggior Consiglio di Venezia*, 3 vols., Zanichelli, Bologne,1931-1950 (R. Accademia dei Lincei, Commissione per gli atti delle assemblee costituzionali italiane), III, pp. 354, 447; F. Thiriet, *Délibérations des assemblées vénitiennes concernant la Romanie*, Mouton & Co, Paris-La Haye, 2 vols, 1966-1971 (Documents et recherches sur le monde byzantin, néohellénique et balkanique, 8), n. 153, p. 120; n. 192, p. 129.

[36] S. Cessi, *Deliberazioni del Maggior Consiglio…, op. cit.* III, p. 23; R. Cessi, P. Sambin, *Le deliberazioni del Consiglio dei Rogati, serie «Mixtorum»*, Venezia, 1960 (Deputazione di Storia patria per le Venezie), n. 50, pp. 11-12.

[37] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento. Creta fra Venezia e Bisanzio*, Deputazione di Storia patria per le Venezie, Venise, 1989, pp. 63-64, 127, 131.

Car si l'expansion coloniale est coûteuse, elle est aussi créatrice de nouvelles ressources et de bonnes opportunités. Étant donnée l'envergure du capital investi et le haut niveau social des personnages intéressés, sont tout à fait exemplaires trois opérations gérées par Giannino Catanio et Nicoleto Trevisan de Candie. En tant que procureurs de la société de Iacopo Cocco et de Lorenzo Soranzo, en un seul jour, le 28 avril 1357, ils souscrivirent à Candie trois contrats d'échange sur la place de Venise respectivement avec Iacopo Bon de Candie, pour un montant de 500 ducats, et avec Francesco Corner, *habitator Candide* lui aussi, pour 280 et 120 hyperpères crétois[38].

L'entrée de la Crète dans un réseau de rapports commerciaux élargis et bien consolidés, tels que l'île n'en connaissait guère au temps de la domination byzantine, n'est qu'un aspect, aussi important soit-il, de la politique coloniale. En effet, Venise allait bientôt envisager la Crète en tant que colonie agricole. Les modalités mêmes selon lesquelles se déroula en Crète le processus de la conquête, allaient conditionner au cours du XIIIe et du XIVe siècle l'organisation sociale et l'économie de l'île. En ce qui concerne la structure de la société à son niveau le plus élevé, la conquête militaire amena les Vénitiens immigrés à s'enraciner durablement en Crète, mais la distance de la métropole entraîna un affaiblissement des liens politiques et administratifs chaque fois que le profit de Venise – dont l'appui était toutefois jugé indispensable – se heurtait trop durement avec les intérêts locaux, jusqu'à provoquer vers le milieu du XIVe siècle l'insurrection des colons vénitiens réclamant des formules plus autonomistes[39].

Aux niveaux inférieurs de la société, hormis quelques exceptions, il découla de la conquête militaire de la Crète un rapport bien précis entre ethnie et activité déployée. Ainsi le travail du sol fut confié en général aux indigènes, quelle que soit leur condition, libre ou servile[40]; tandis que ce furent les Vénitiens qui jouirent du commerce des produits locaux. En revanche, la division des activités du sec-

[38] A. Lombardo, *Zaccaria de Fredo notaio in Candia (1352-1357*), Fonti relative alla Storia di Venezia, Venise, 1968, nn. 121-123, pp. 85-88.

[39] S. McKee, *The Revolt of St Tito in Fourteenth-Century Venetian Crete: A Reassessment,* «Mediterranean Historical Review», 9 (1994), pp.173-204; M. Magnani, *Storia giudiziaria della rivolta di San Tito a Creta (1363-1366),* «Reti Medievali Rivista» 14-1, (2013), pp. 1-35; *Ead.*, *La risposta di Venezia alla rivolta di San Tito a Creta (1363-1366): un delitto di lesa maestà?*, «Mélanges de l'École française de Rome - Moyen Âge», 127-1 (2015), pp. 1-20.

[40] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento..., op. cit.*, pp. 86-88.

teur tertiaire fut moins nette et les résultats d'une colonisation ouvertement exploitante ne furent, du reste, pas entièrement négatifs. Si d'abord ce sont les hommes d'affaires vénitiens qui monopolisent l'activité commerciale, au cours du temps la participation de la population autochtone au réseau économique bâti par la République grandit permettant à une classe marchande gréco-crétoise de s'enrichir notablement[41] et même de se livrer à une expansion commerciale capillaire bien en dehors de la Crète en Méditerranée orientale[42].

En ce qui concerne l'économie rurale, la répartition du territoire en «chevaleries» et en «sergenteries» prévoyait, au moment même où l'île allait être pacifiée, une transformation de ces structures, au départ militaires, en véritables entreprises d'exploitation agricole dont la valeur marchande devait augmenter rapidement[43]. De manière plus générale, on peut affirmer que toute la terre de l'île fut exploitée fort intensément, à la suite surtout de l'entrée du capital commercial dans les campagnes. Au cours du XIVe siècle, les marchands et les bourgeois de Candie s'intéressèrent en effet – avec un esprit d'entreprise auparavant inconnu – aux possibilités qu'offrait la terre en y investissant une partie des recettes provenant de leurs affaires[44].

En effet, jusqu'à ce moment-là l'exploitation paysanne vivait en autarcie, elle cherchait donc à satisfaire aux obligations de l'autosubsistance individuelle; en revanche, à la suite de la domination vénitienne, la mise en valeur du sol visa presque seulement à répondre aux besoins de la métropole et aux intérêts du marché, au risque même de compromettre à la longue l'autosuffisance alimentaire de l'île. On doit donc reconnaître dans ce système d'exploitation le véritable pivot autour duquel tourne l'économie coloniale avec ses liens de dépendance et ses contradictions. Toujours est-il

[41] M. Gallina, *L'attività commerciale e finanziaria di Giorgio Sinadino, orefice di Candia, dal repertorio del notaio Giorgio Aymo*, «Thesaurismata», 41-42 (2011-2012), pp. 89-114.

[42] S. Borsari, *I movimenti del porto di Candia (1369-1372)*, «Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Macerata», 30-31 (1997-1998), pp. 323-346; M. Gallina, *La navigazione di cabotaggio a Creta nella seconda metà del Trecento (dai registri notarili candioti)*, «Thesaurismata», 38 (2008), pp. 23 -103.

[43] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento…, op. cit.*, pp. 80-93; Ch. Gasparis, *Η γη και οι αγρότες στη μεσαιωνική Κρήτη. 13ος-14ος αι.*, Athina, 1977, pp. 55-81.

[44] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento…, op. cit.*, chap. 3, *Il capitale commerciale e la terra*.

que dans ses terres d'Outre-mer, Venise poursuivait une politique d'approvisionnement qui lui permettait de se procurer les denrées alimentaires dont elle avait absolument besoin.

Toutes les colonies vénitiennes d'Outre-mer produisaient du blé mais aucune, hormis la Crète, n'était en mesure d'en exporter. Tout récemment, malgré les doutes avancés autrefois par Freddy Thiriet sur la consistance réelle de l'apport crétois en céréales[45], on a calculé que le blé provenant de Crète était bien le tiers de celui que stockait régulièrement Venise[46]. Par ailleurs, le blé crétois ne ravitaillait pas la seule République mais il nourrissait les équipages de la flotte de guerre et il approvisionnait aussi les îles de la mer Égée. La Crète remplissait donc dans l'ensemble de la Romanie vénitienne une fonction essentielle de ravitaillement céréalier, d'où l'étroit contrôle politique exercé sur la commercialisation du blé; un contrôle qui va souligner, lui aussi, le caractère colonial de la présence vénitienne dans l'île. Le commerce du blé crétois était dès lors jugé monopole de l'État qui achetait une partie de la récolte à un prix préfixé; seulement dans les années exceptionnelles, ou dans des circonstances bien spéciales, des privés pouvaient jouir de licences de commerce ou de transport[47].

Le cas des frères Venier est exemplaire: possesseurs d'une milice en Crète, ces derniers, grâce aux sacrifices soutenus au profit de Venise, sont autorisés en 1315 à transporter pour trois ans 1 400 mesures de blé dans leur île de Cerigo qui n'en produit pas[48]. Pour les mêmes raisons, Andrea Barozzi, seigneur de Santorin, pourra exporter de Crète 600 *modi* de blé pour son propre usage et pour celui des habitants de l'île[49]. À plusieurs reprises, la puissante famille des Corner obtiendra d'exporter le blé crétois dans ses domaines de Carpathos et de Chypre[50] où les frères Federico, Fantino et Marco gèrent d'importantes cultures de canne à sucre. Les moulins à eau avec lesquels presser la canne, les grandes chaudières en cuivre pour raffiner le sucre, les habitations destinées à la main d'œuvre servile: telles sont les formes matérielles d'une organisation capitaliste qui sait unir dans la même personne le rôle de propriétaire et

[45] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne..., op. cit.*, p. 327.
[46] M. Malowist, *Capitalismo commerciale e agricoltura,* dans *Storia d'Italia Einaudi, Annali,* I, *Dal feudalesimo a capitalismo*, Einaudi, Turin, 1978, pp. 465-466.
[47] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento..., op. cit.*, pp.127-128.
[48] F. Thiriet, *Délibérations..., op. cit.*, I, n. 344, p. 160.
[49] *Ibid.*, n. 358, p. 160.
[50] *Ibid.*, n. 156, p. 121; n. 338, p. 162.

d'exploitant du sol à celui de grand marchand[51]; une organisation qui est à même de jouir au plus haut niveau des liens familiaux entre les Corner de Chypre et les Corner de Candie[52].

Bien entendu, vu les dimensions atteintes, il s'agit d'un exemple extraordinaire, et pourtant non isolé, d'un capitalisme commercial qui pour donner de l'essor à ses affaires nécessite désormais un réseau d'associés dont la fidélité soit certaine; un réseau soutenu par l'appui d'un groupe de consanguins plus où moins large, souvent obtenu par le biais de la dispersion des membres de la famille et, plus rarement, avec l'appui d'agents fiables. C'est ainsi, par exemple, qu'agit la puissante famille Morosini dont quelques membres résident à Venise et d'autres à Candie[53]; tout comme Vito Trevisan, «supra comitus unius galee armate Veneciarum», qui possède en Crète des propriétés fort rentables et administrées par son propre agent auquel il adresse ses ordres et ses procurations[54]. De même, en utilisant savamment les opportunités que lui offrent les stratégies familiales, Leonardo de Pula, demeurant à Candie environ au milieu du XVe siècle, loue de son frère Matteo, «auctoritate sedis apostolice canonicus cretensis», le canonicat avec ses prébendes[55].

Dans la Crète vénitienne l'exploitation du sol est tout d'abord influencée par les besoins frumentaires de Venise et par les requêtes des marchés internationaux, car ce qui est au cœur de la colonisation vénitienne ce sont bien le commerce des produits agricoles de l'île et l'orientation des échanges de la colonie vers la métropole où à son service prioritaire. C'est un système qu'on peut aisément qua-

[51] G. Luzzatto, *Capitalismo coloniale nel Trecento*, dans Id., *Studi di storia economica veneziana*, CEDAM, Padoue, 1954, pp. 117-123.

[52] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne…, op. cit.*, pp. 274-275. Il s'agit bien souvent de sociétés familiales dont un membre demeure à Venise tandis que les autres séjournent dans les ports et dans les villes les plus importantes du Levant. C'est, par exemple, le cas de Federico, Fantino et Pietro Corner qui alternent leurs séjours entre Venise et Famagouste: A. Lombardo, *Nicola de Boateriis, notaio in Famagosta e Venezia (1335-1365)*, Fonti relative alla storia de Venezia, Venise, 1973, nn. 29, 33, 82. De même les fils de Giovanni Corner, Alessio et Pietro *habitatores Candide*, après avoir constitué une société pour l'exploitation des biens qu'ils détiennent à Scarpanthos, s'engagent à demeurer dans l'île six mois chacun: *Archivio di Stato di Venezia*, *Notai di Candia*, b. 11, f. 83r (23 février 1367). De même Béni Corner *habitator Candide* charge ses petits-enfants qui résident à Venise d'exiger ses créances: *ibid.*, f. 28v (11 octobre 1359).

[53] A. Lombardo, *Zaccaria de Fredo notaio… op. cit.*, n. 45, p. 35.

[54] *Ibid.*, n. 77, pp. 54-55.

[55] H. Noiret, *Documents…, op. cit.*, p. 54; F. Thiriet, *Délibération…, op. cit.*, I, n. 553, p. 216.

lifier de «colonisation mercantiliste» et qui va connaître une extension mondiale pendant toute l'époque moderne. Voilà pourquoi, à côté de la céréaliculture, la viticulture est en train de prospérer avec toujours plus d'ampleur. Aux vins crétois d'Athiri et de Malvasie, fort prisés[56], s'ouvrent les marchés de l'Est européen, de Londres et des Flandres[57]. C'est la raison pour laquelle, parmi les 1 800 actes passés à Candie par le notaire Angelo Bocontolo, au milieu du XIVe siècle, 285, c'est-à-dire 15% du total, ont pour objet des achats de vin pour une valeur globale de 5 170 hyperpères, investis en 25 170 *mistati* du liquoreux moût crétois[58]. Ces chiffres nous rendent compte des mots d'un document officiel du Sénat vénitien remontant au XVe siècle où l'on affirme que dans l'exportation des vins crétois demeure «tota facultas et generalis respiratio omnium»[59].

C'est par ce biais qu'il faut considérer une délibération dont ressort clairement la modernité des projets coloniaux poursuivis par Venise, à savoir la volonté de la métropole d'établir l'unification de poids et mesures utilisés dans l'île pour que «mensura mistatorum Crete se concordet cum mensuris Venetiarum» ou bien «cum modiis et mensuris venetorum»[60]. C'est là une disposition qui vient d'être confirmée par le devoir des seigneurs de Négrepont d'abandoner les références aux mesures locales et de vendre le vin et l'huile «cum modiis et mensuris Venetorum»[61].

En somme, au XIVe siècle, la couche marchande vénéto-crétoise, qui pendant les premiers siècles de la domination vénitienne avait augmenté sa propre disponibilité d'argent, voit très favorablement la possibilité d'investir dans le secteur primaire une partie des capitaux gagnés dans le commerce. Il n'est donc guère surprenant que dans les siècles suivants ce soient les habitants des villes crétoises qui tiennent le cours des affaires et qui vendent eux-mêmes le blé nécessaire à la consommation des campagnes. C'est que, dès le

---

[56] P. Topping, *Viticulture in venetian Crete (XIIIth c.)*, dans Πεπραγμένα τοῦ Δ'Διεθνοῦς Κρητολογικοῦ Συνεδρίου, 2 vols., Athina 1981, II, p. 509; C. Buondelmonti, *Descriptio insule Crete et Liber insularum, cap. XI: Creta*, éd. M.A. Van Spitael, Hiraklion, 1981, p. 258, n. 132.

[57] U. Tucci, *Il commercio del vino cretese nell'economia cretese*, dans *Venezia e Creta…, op. cit.*, pp. 183-186; Id., *Le commerce vénitien du vin de Crète* dans K. Friedland, *Maritime Food Transport*, Köln, 1994, pp. 199-211.

[58] M. Gallina, *Una società coloniale del Trecento, op. cit.*, pp. 131-132.

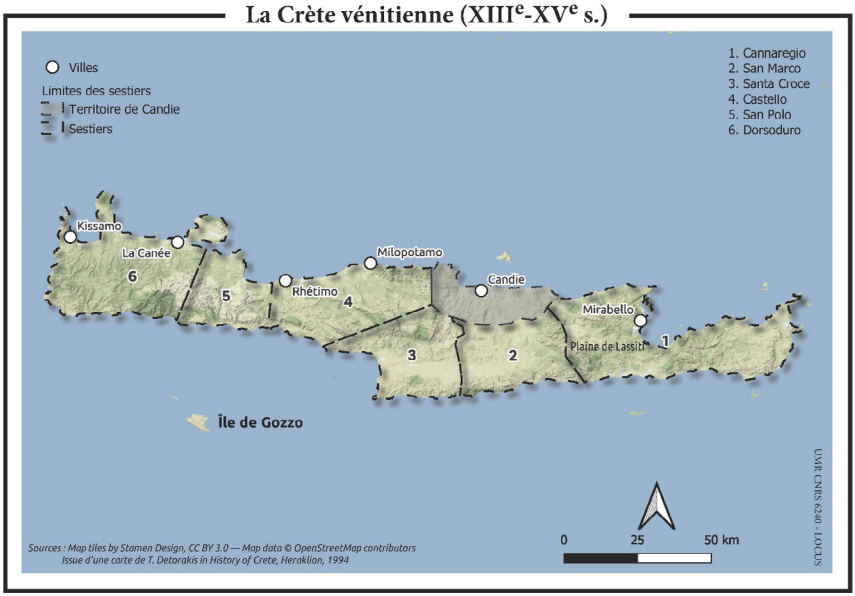
[59] H. Noiret, *Documents, op. cit.*, p. 444 (12 juin 1455).

[60] *Ibid.*, p. 66 (9 juillet 1394).

[61] G. Tafel, G. Thomas, *Urkunden…, op. cit.*, II, n. CCXLI, p. 177.

XVe siècle, d'autres productions plus rémunératrices ont pris le pas sur les céréales. Et en premier lieu, on l'a vu, les vignobles dont les profits sont de plus en plus considérables. Toutefois cette conception exclusivement mercantile et coloniale de la mise en valeur de la Crète va bientôt devenir préjudiciable aux intérêts de Venise elle-même. En effet, en 1574, Iacopo Foscarini, envoyé à Candie avec pleins pouvoirs, dessine dans sa relation un tableau désolant soulignant le tour très grave pris par la situation à cause de la profonde pénurie céréalicole. L'exploitation commerciale, où la culture de la vigne a progressivement remplacé celle du blé, a produit ses dommages en déséquilibrant le marché: c'est maintenant la métropole qui doit envoyer du blé à la colonie, celle-ci n'étant plus à même de faire face à ses besoins. Foscarini suggère donc une réforme radicale: remplacer, avec les céréales, les cultures viticoles qui sont sûrement rentables mais qui vont provoquer une pénurie excessive pour l'alimentation de la collectivité. N'étant plus un pays fournisseur, la Crète aurait dû, selon le proviseur vénitien, devenir au moins capable à nouveau de se suffire à elle-même[62].

[62] *Relatione dell'Eccellentissimo Signor Giacomo Foscarini Provveditor General in Candia l'anno 1575*, Biblioteca Nazionale Marciana, Venezia, Ms. It. VII, n. 631 (7476).



D'après F. Thiriet, *La Romanie vénitienne au Moyen Age: le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XIIe-XVe siècles)*, Paris 1975, p. 126.

Michel Balard

UNE ÉCONOMIE INSULAIRE: CHIO (XIVe – XVe SIÈCLES)

RÉSUMÉ: *La situation géographique et la topographie de Chio ont une grande influence sur la nature de son économie. La proximité du continent anatolien facilite les relations maritimes avec l'Asie et fait de Chio un relais naturel entre Constantinople et l'Égypte, entre l'Occident d'une part et la mer Noire, la Méditerranée orientale d'autre part. La fertilité du Kampos et de la partie sud de l'île lui assure de bonnes ressources agricoles, légumes, fruits et surtout mastic, gomme du lentisque dont Chio a un monopole exclusif, bénéficiant à la Mahone génoise. Le même monopole s'applique à la production et à la commercialisation de la poix, du sel et surtout de l'alun de Phocée, dont les aluminières sont la possession de la Mahone. Grâce au volume des «carati maris» de 1445, on a pu reconstruire le tableau des transports d'alun vers l'Occident, un produit qui, au moins jusqu'à la prise de Phocée par les Ottomans, a fait la richesse des Giustiniani.*

ABSTRACT: *The geographical location and topography of Chio have a great influence on the nature of its economy. The proximity of the Anatolian continent facilitates maritime relations with Asia and makes Chio a natural relay between Constantinople and Egypt, between the West on the one hand, and the Black Sea and the Eastern Mediterranean, on the other. The fertility of Kampos and the southern part of the island ensured good agricultural resources, vegetables, fruits and especially mastic, gum from the lentisk tree, of which Chio had an exclusive monopoly, benefiting the Genoese Mahone. The same monopoly applies to the production and marketing of pitch, salt and above all alum from Phocaea, whose aluminium mines are owned by the Mahone. Thanks to the volume of the «carati maris» of 1445, it has been possible to reconstruct the picture of the transport of alum to the West, a product which, at least until the capture of Phocaea by the Ottomans, made the Giustiniani rich.*

«Chio est la seule des îles du monde à produire le mastic», écrivait Martin de Baumgarten en 1587[1], tandis que Nicolas de Nicolay, à la même époque, célébrait la production vinicole et fruitière

[1] Ph. P. Argenti, S. Kyriakidis, *Chio chez les géographes et les voyageurs* (en grec), Athènes, 1946.

du Kampos et considérait l'île comme un véritable jardin d'Eden[2]. L'ensemble des voyageurs qui ont visité Chio à la fin du Moyen Âge ou à la Renaissance ont remarqué l'étonnante prospérité de l'économie insulaire, due à la fois à une morphologie qui favorise, au moins dans la partie méridionale, l'essor des productions agricoles, et à la situation de l'île située à quelques encablures du continent anatolien – une douzaine de kilomètres sépare Chio de la presqu'île de Cesmé – et à proximité d'agglomérations portuaires avec lesquelles les relations maritimes sont particulièrement aisées.

Un bref rappel historique, d'abord. Possession byzantine, Chio passe en 1304 au pouvoir du grand amiral et homme d'affaires génois, Benedetto Zaccaria, désireux de protéger les voies d'accès vers Phocée et ses riches aluminières, que Michel VIII Paléologue lui a concédées vers 1267. Son premier successeur, Paleologo Zaccaria respecte la concession faite par Byzance, mais Benedetto II et Martino, ses deux fils, s'efforcent de fonder une dynastie autonome de l'Empire. Andronic III suscite alors un mouvement nationaliste à Chio, met sur pied une expédition navale qui rétablit la souveraineté impériale en 1329. Gênes ne pouvait s'en satisfaire. Aussi, profitant de la faiblesse de la régente Anne de Savoie à Constantinople et inquiets des objectifs que se proposait le dauphin Humbert du Viennois, soutenu par le doge de Venise, les Génois, sous le prétexte d'aller déloger des rebelles installés à Monaco, arment une flotte qui, le 12 septembre 1346, sous la direction de Simone Vignoso, s'empare de Chio et huit jours plus tard de Phocée. Ne pouvant couvrir les frais de la campagne, la Commune passe une convention avec les armateurs le 26 février 1347. Elle garde la souveraineté et les pouvoirs de juridiction, tandis que les armateurs obtiennent la propriété et les revenus de Chio et de Phocée. Ils forment ainsi une association, la Mahone de Chio, qui, sous des formes diverses, va maintenir la domination génoise sur l'île jusqu'en 1566[3].

[2] N. de Nicolay, *Les quatre premiers livres des navigations et pérégrinations orientales*, Anvers, 1577, pp. 65-67.

[3] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios by the Genoese and their Administration of the Island 1346-1566*, 3 vol., Cambridge University Press, Cambridge, 1958, t. 1, pp. 86-128; M. Balard, *La Romanie génoise (XIIe-début du XVe siècle)*, 2 vol., Rome-Gênes, Befar n° 235, 1978, t. 1, pp. 119-126.

D'une superficie de 858 km² et se déployant sur 50 km du nord au sud, l'île de Chio, ouverte de trois côtés sur la haute mer, est entourée d'eaux profondes facilitant la navigation, elle-même protégée des vents du nord au moins sur la façade orientale de l'île, largement tournée vers le continent. Comme l'a remarqué Buondelmonti, voyageur florentin du début du XVe siècle[4], un étonnant contraste oppose deux parties de l'île. Le nord, ou Apanômorea, présente un paysage quasi alpin autour du mont Pelinaion (1267 m.), le plus haut sommet de l'île, un plateau calcaire aride et rocailleux, désolé et inculte, à peine troué de quelques vallées propices à la culture, particulièrement autour de Volissos. La côte occidentale, rocheuse et escarpée est peu propice à la vie maritime. Au sud de la ville de Chio, au contraire, se rencontrent le Kampos, un paysage de jardins irrigués produisant en abondance fruits et légumes les plus variés, et, plus au sud, des collines basses formant la Catamorea, où croissent les lentisques, ces petits arbustes d'où l'on tire la gomme du mastic. La côte orientale, plate et unie, favorise l'essor de la vie maritime et l'implantation dès l'Antiquité d'un port en son centre, la capitale de l'île[5].

La position exceptionnelle de Chio la prédispose à jouer un rôle de premier plan dans la vie maritime égéenne. On a souvent remarqué que le vaste réseau des trafics génois empruntait les voies maritimes de l'est de l'Égée, là où se trouvent les escales accueillantes de Samos, de Chio et de Mytilène, alors que les hommes d'affaires vénitiens préfèrent profiter de leur zone d'influence prépondérante dans l'ouest de la mer, en faisant escale à Coron, Modon ou à Négrepont. Chio, en revanche, se trouve au cœur des routes maritimes du *Commonwealth* génois, pour reprendre l'expression de Geo Pistarino[6]. Les navires gagnant Constantinople ou la mer Noire y font naturellement relâche, de même que ceux qui proviennent des régions pontiques et se rendent jusqu'en Syrie ou en Égypte. Seules délaissent en partie Chio les navigations génoises d'Italie vers Alexandrie ou Beyrouth, qui passent plus au sud et s'arrêtent à Famagouste, de préférence à Rhodes.

[4] C. Buondelmonti, *Description des îles de l'Archipel*, éd. E. Legrand, Paris, 1897, pp. 231-232.

[5] A. Philippson, *Die Griechischen Landschaften*, t. 4, Francfort, 1959, pp. 245-257; É. Malamut, *Les îles de l'empire byzantin*, 2 vol., Éditions de la Sorbonne, Paris, 1988, t. 2, p. 403.

[6] G. Pistarino, *Genovesi d'Oriente*, Civico Istituto Colombiano, Gênes, 1990, passim.

Face au centre de la côte anatolienne, Chio est naturellement un pont jeté entre l'Occident et le monde turc, celui des émirats au XIVe siècle, puis celui des Ottomans au siècle suivant. Les portulans médiévaux, comme les cartes modernes, montrent à quel point Chio, tout comme Mytilène d'ailleurs, tourne le dos au grand large: la côte occidentale est dénuée de toute agglomération, alors que les principaux établissements humains, dont la capitale de l'île, s'échelonnent sur la côte orientale, de Vrontadhos à Kallimasia, et sont tournés vers le continent tout proche. Cette complémentarité géographique entraîne nécessairement des liens économiques. Ils ne manquèrent pas, particulièrement au XVe siècle.

La disposition de terres fertiles, aisément irrigables grâce à un système de norias perfectionné, ainsi que la situation de l'île proche de grandes cités anatoliennes constituent les deux facteurs d'un essor économique incontestable pendant les deux derniers siècles du Moyen Age.

Les ressources locales sont particulièrement abondantes. Mettons à part la luxuriance du Kampos au sud de la ville de Chio. Nicolas de Nicolay, comme bien d'autres voyageurs, en notait la stupéfiante fertilité: «En dehors des murailles (de la capitale de l'île), les beaux faux bourgs sont pleins de jardins plaisants et délicieux, remplis de divers fruits d'admirable suavité et douceur, comme oranges, ponces, citrons, figues, poires, pommes, prunes, abricots, dattes et olives». Les Giustiniani mettent à profit l'exceptionnelle fertilité du Kampos en concédant à des colons latins des terres confisquées aux Grecs, à la suite de l'insurrection manquée de 1347. Mais les bénéficiaires se contentent bien souvent de percevoir les redevances des tenanciers grecs, les parèques, qui les cultivent, sans se transformer eux-mêmes en agriculteurs. De ces domaines, il subsiste encore aujourd'hui quelque trace, par exemple à Sklavia ou au Kaménos pyrghos[7] . Vignes et figuiers arrivent jusqu'au rempart de la citadelle et lorsque l'on sort des bourgs, l'on rencontre des champs, des vignes et des vergers plantés de figuiers, d'oliviers et de citronniers, dont la production devait donner lieu à des exportations, comme le rappellent deux actes de 1450 faisant état de l'envoi de figues sèches vers Péra et Thessalonique[8]. Nico-

[7] M. Balard, *La Romanie génoise…, op. cit.*, t. 1, pp. 224-226.

[8] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. III, doc. 112, pp. 586-587 et doc. 118, pp. 590-591.

las de Nicolay rappelait également que «Chio produit les meilleurs et les plus excellents vins de toute la Grèce»[9], ce que confirmait André Thévet, en ajoutant que les vins de Chio sont plus purs et plus délicats que ceux de Candie[10]. Ils étaient donc fort appréciés à l'exportation, de sorte qu'en 1395 la Mahone en instaurant une taxe sur le vin put en tirer près de 3.000 hyperpères par an[11].

Sans être négligeables, les productions fruitières et vinicoles du Kampos sont peu de chose par rapport aux quatre produits dont la Mahone s'est réservé le monopole: la poix, le sel, l'alun et le mastic[12]. Les fabricants de poix, exempts de taxes personnelles, étaient tenus de livrer chaque semaine un quota, issu de la distillation du térébinthe, un arbre assez répandu dans la campagne chiote. Il leur était interdit d'effectuer une livraison ou une vente à toute personne autre que le collecteur de la Mahone. La douzaine de calfats cités dans les documents de l'île montre l'importance de la construction navale utilisatrice de la poix produite localement, mais également exportée jusqu'à Gênes[13]. La vente du sel, dans une boutique aménagée par l'administration de la Mahone, est réservée à l'acheteur de la gabelle, tenu de le livrer au prix contrôlé de 5 hyperpères par *modius.* Des amendes punissent les riverains des côtes qui oseraient recueillir le sel marin sur les reliefs côtiers[14]. L'alun, production des deux Phocées, n'intéresse l'économie de Chio que par le transit que le produit y effectue et par le fait que les Mahonais contrôlent production et commercialisation et se partagent les bénéfices de l'exploitation.

La grande affaire reste néanmoins celle du mastic qui fait la renommée de l'île jusqu'à la fin du Moyen Age et dont on peut suivre l'essor depuis les premiers temps de la colonisation génoise[15]. Voyageurs et pèlerins s'attardent plus ou moins longuement à décrire la production du mastic, qui assure les principales recettes de la Mahone et devient la base financière du maintien des Génois dans l'île jusqu'au cœur du XVIe siècle. À quelques nuances près,

---

[9] Cf. note 2.

[10] André Thévet, *Cosmographie universelle*, Paris 1575, in Ph. P. Argenti, S. Kyriakidis, *op. cit.* (note 1).

[11] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. II, p. 151.

[12] *Ibid.*, t. I, p. 484.

[13] *Ibid.*, t. 1, pp. 490-491.

[14] *Ibid.*, t. 1, pp. 489-490.

[15] M. Balard, *Le mastic de Chio, monopole génois (XIVe – XVIe siècle)*, in «Res Orientales VI. Hommages à Claude Cahen», Paris, 1994, pp. 223-228.

leurs témoignages sur les conditions de la production concordent. Celle-ci est localisée dans la partie méridionale de l'île de Chio, la Catamorea, aussi dénommée Masticochora. Autour de Mesta, de Pyrghi, de Kalamoti, dans la Kampochora jusqu'à l'extrémité sud-est de l'île, appelée précisément cap Mastico, les lentisques parsèment la campagne, alors que la partie nord de l'île, l'Apanomorea, en est totalement dépourvue. Les paysans de la Catamorea ont sur leurs stases un certain nombre de pieds de lentisques, comptabilisés par la Mahone qui leur confie, semble-t-il par fermage, le soin de les entretenir, de dégager de toute végétation et impureté l'aire sous-jacente, afin que la gomme soit recueillie dans les meilleures conditions possibles. Bien que libres, tous les paysans de la zone de production sont astreints au service du mastic réparti par l'administration génoise; ils doivent fournir à la Mahone une quantité de gomme, pesée en *pendaria* et proportionnelle au nombre d'arbustes qui leur ont été confiés. Cela implique un recensement de la main d'œuvre; de fait, deux documents évoquent les livres des *argatollogi*, où les producteurs sont répartis entre les quatre *logariastilli* de la Catomorea[16].

Sur les conditions de la récolte, Nicolas de Nicolay, dans ses *Navigations et pérégrinations orientales*, est le plus précis parmi tous les récits de voyageurs[17]. Au cours des mois de juillet et d'août, les *masticarii* viennent inciser l'écorce des lentisques, d'où s'écoule la précieuse gomme qui est recueillie dans le courant du mois de septembre, soit sur le tronc de l'arbre, soit au sol. Aboulfeda et Henricus Martellus prétendent que ce travail était effectué au printemps, mais Buondelmonti, Hieronimo Giustiniani et Vincenzo Coronelli confirment le témoignage de Nicolas de Nicolay[18]. Les livraisons sont obligatoirement faites auprès des représentants de la Mahone, sans doute à la «maison du mastic», un entrepôt où vient instrumenter en 1348 le notaire Pellegrino de Bracellis[19]. La récolte est-elle bonne? les *masticarii* bénéficient d'une prime pour les quantités excédentaires. Est-elle mauvaise? ils doivent payer une amende: un ducat par *pendarium* manquant pour ceux de la

[16] A. Rovere, *Documenti della Maona di Chio (secc. XIV-XVI)*, «Atti della Società ligure di Storia patria», n.s., vol. XIX/2, Genova, 1979, pp. 318-319 et pp. 337-338.

[17] Ph. P. Argenti, S. Kyriakidis, *op. cit.*

[18] *Ibid.* et Aboulfeda, *Géographie*, éd. J.-T. Reinaud, 2 vol., Paris, 1848, t. 2, p. 268; V. Coronelli, *In giro per il mar Egeo con Vincenzo Coronelli*, éd. E. Armao, Florence, 1951, p. 131.

[19] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. 3, pp. 482-483.

Kampochora, un hyperpère pour ceux de la Catomorea. Leur seul privilège est d'être exemptés de l'imposition de deux hyperpères par foyer, instituée en 1395 et payable par tout chef de famille[20].

De telles dispositions impliquent un contrôle rigoureux, assuré par une administration particulière, mise en place progressivement. En effet, dès 1304, les Zaccaria, nouveaux maîtres de l'île, ont cherché à développer l'exploitation pour leur profit exclusif, en contraignant les parèques à leur fournir la totalité de leur récolte. De fait, en 1310, la veuve de Manuele Zaccaria rappelle devant un notaire génois qu'une quantité de mastic lui revient de droit: ne pouvant aller sur place défendre ses intérêts et ceux de ses fils, elle en confie le soin à deux compatriotes[21]. Chacun des membres de la famille Zaccaria avait donc droit à une quotité de la production. C'est ainsi que Paleologo Zaccaria, fils de Benedetto, toujours à court d'argent, utilise le mastic comme gage des emprunts qu'il contracte, contraignant ses créanciers à mettre en vente le produit gagé à Rhodes et en Occident[22]. Ses successeurs, Benedetto II et Martino Zaccaria, pour faire face aux grosses dépenses nécessaires pour la défense de Chio face aux Turcs, obtiennent du pape Jean XXII l'autorisation de vendre du mastic à Alexandrie, privilège qui leur est par deux fois renouvelé[23]. Le mastic représente donc un instrument de crédit essentiel pour les maîtres de l'île.

Après la reconquête de Chio en 1346, les participants de l'expédition victorieuse conduite par Simone Vignoso s'intéressent immédiatement à la production du mastic, en se réservant, lors de la première convention passée avec la Commune de Gênes, le droit d'organiser la récolte et d'exercer une force de coercition sur les paysans qui s'y livrent[24]. En 1362, pour la première fois, est cité un *scriba masticis*, au salaire de 100 florins, et, en 1379, un second scribe, préposé à la vente du mastic, s'adjoint au premier[25]. Recrutés exclusivement parmi la population d'origine latine, ces deux officiers peuvent forcer les paysans à exécuter leur tâche et ont un droit disciplinaire sur l'ensemble de la main d'œuvre. Ils

[20] *Ibid.*, t. 1, p. 418.
[21] *Archivio di Stato di Genova* (abrégé *ASG*), *Notai ignoti*, Busta IV, pièce 15 (10 septembre 1310).
[22] *Ibid.*, *Notai antichi*, cart. n° 149/II, cc. 22r-23v et 36v-37r.
[23] G. Mollat, *Jean XXII. Lettres communes*, de Boccard, Paris, 1906-1909, n° 11 081, 15 644 et 21 494.
[24] Ph. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. 2, p. 52.
[25] A. Rovere, *Documenti…, op. cit.*, p. 121 et Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. 1, p. 196.

doivent rendre des comptes aux gouverneurs de la Mahone à la fin de l'exercice annuel, fixé au 1er mai, c'est-à-dire au moment où commence une nouvelle campagne de récolte[26].

Peut-on en évaluer le montant? Sur la foi de deux documents mal interprétés, C. Hopf estimait que la production était limitée à 434 *centenaria*, c'est-à-dire à 138 quintaux[27]. En fait, dès 1347, Simone Vignoso, alors trésorier des conquérants génois, s'est obligé à livrer 1500 *centenaria*, soit 476 quintaux à Cristiano Spinola, sur la récolte de l'année. En 1348, associé à ce même Spinola, il remet à un Florentin 1166 *centenaria* et 91 livres de mastic de la récolte de 1347, sans qu'il soit possible de dire si cette dernière quantité, équivalant à 371 quintaux, représente ou non une partie de la vente précédente[28]. Entre 1391 et 1410, les ventes contingentées par zones géographiques attestent une production minimale de 346 quintaux, auxquels peuvent s'ajouter les quantités distribuées à titre de salaire, comme les cinq caisses remises en 1420 à l'évêque de Chio[29]. Au début du XVIe siècle, la production ne dépasse pas 300 quintaux[30] et ira en s'affaiblissant lors des dernières décennies de l'occupation génoise.

De telles quantités, mises en vente, apportent de gros profits aux maîtres de l'île. Jean Cantacuzène, au milieu du XIVe siècle, évaluait à 120.000 pièces d'or, entendons par là sans doute des hyperpères, le revenu annuel de Chio, fourni essentiellement par la production des lentisques[31]. Après 1346, pour éviter toute concurrence et maintenir la solidarité d'intérêt des membres de la *Mahone*, le mastic n'est pas partagé entre les bénéficiaires, mais vendu en bloc. Les profits de la vente, après déduction des charges d'administration et de défense de l'île, sont alors partagés entre les Mahonais. En raison de gros besoins d'argent, ceux-ci en viennent rapidement à concéder la vente du mastic à des compagnies privées, voire à anticiper sur les récoltes. Dès 1347 un groupe de

[26] A. Rovere, *Documenti…, op. cit.*, pp. 318-319.

[27] C. Hopf, *Storia dei Giustiniani di Genova*, «Giornale ligustico» t. VII-VIII, Gênes, 1882, p. 83.

[28] M. Balard, *La Romanie génoise…, op. cit.*, t. 2, p. 744. Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. 3, pp. 483-484 confond *cantaria* et *centenaria*, ce qui le conduit à une fausse évaluation des ventes: le minutier de Pellegrino de Bracellis (*ASG*, *Notai antichi*, cart. n° 317, f. 3 r) porte en fait le mot *centenaria*.

[29] A. Rovere, *Documenti…, op. cit.*, pp. 329-331.

[30] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios…, op. cit.*, t. 1, p. 487.

[31] Cantacuzène, éd. de Bonn, t. 1, pp. 371 et 380.

cinq Génois se forme pour effectuer les ventes; l'un d'eux, Pietro Reccanelli va pendant près de quarante ans dominer le trafic du mastic. Il établit ses propres facteurs à Beyrouth et à Damas et devient l'un des membres les plus riches de la Mahone, dont il détient deux *duodena*, ainsi que des propriétés dans l'île[32]. Après sa mort, la Mahone traite avec une société adjudicataire qui obtient l'exclusivité de la vente dans trois zones géographiques distinctes: l'Occident pour un montant de 120 *centenaria*, l'Orient au-delà de Rhodes pour un montant de 855 *centenaria*, la Turquie, la Romanie et la mer Noire pour un montant de 200 *centenaria*, soit un total de 1175 *centenaria* ou 346 quintaux à la fin du XIVe siècle[33]. En 1401, la vente aux enchères de tout le mastic rapporte 43 750 livres aux Mahonais[34], mais seulement 30.000 ducats, un siècle plus tard, alors que le tribut dû aux Ottomans ne fait que croître et que la demande de la gomme du lentisque s'affaiblit, peut-être en raison d'une modification du goût ou de la concurrence d'autres sources d'approvisionnement, moins onéreuses. La Mahone, dont l'essentiel des ressources provenait de la vente du mastic et de l'affermage des gabelles, se trouve alors en butte à de graves problèmes financiers qui la mettent à la merci de ses voisins ottomans.

En dehors du mastic, du sel et de la poix, objets d'un monopole, les productions locales se réduisent à peu de chose. Des mûriers faisant partie d'une concession de terre à un Ligure laissent penser que l'élevage du ver à soie était notable dans le Kampos et la Catomorea, d'autant que la proportion de soyeux (8%) dans un rôle militaire de 1483 confirme l'importance de l'industrie séricole au moins au XVe siècle[35]. Bien que l'on ignore l'origine de la laine qu'ils travaillent, un rôle de 1476 comporte la présence d'un fileur, de deux teinturiers, de trois lainiers et de cinq tisserands, représentants d'une industrie textile sur laquelle la documentation est bien discrète[36].

L'essentiel reste l'activité commerciale, stimulée par la situation exceptionnelle de Chio au carrefour de plusieurs routes maritimes très fréquentées, au moins lors des derniers siècles du

[32] *ASG, Notai antichi*, cart. n° 450, cc. 32 r-35 r.
[33] A. Rovere, *Documenti..., op. cit.*, pp. 170-175.
[34] M. Balard, *Le mastic de Chio..., op. cit.*, p. 226.
[35] Ph. P. Argenti, *The Occupation of Chios..., op. cit.*, t. 1, pp. 492-493.
[36] *Ibid.*, pp. 493-494.

Moyen Age. En effet, si les documents de la Geniza du Caire et le tarif d'al-Makhzumi font allusion à une exportation de mastic de Chio vers Alexandrie[37], le carrefour que Chio représente entre routes terrestres et routes maritimes ne prend toute son importance qu'à partir du XIVe siècle, avec la création des comptoirs génois en mer Noire, le développement de la puissance ottomane et l'essor de Brousse, point d'aboutissement des grandes routes des épices et de la soie[38]. Chio devient donc à la fois un entrepôt des produits d'Asie, particulièrement des aluns de Phocée et de Mytilène, mais aussi des épices et de la soie, tandis que draps, toiles et fruits passent par l'île avant d'être exportés vers l'Anatolie; c'est aussi une escale essentielle sur la route maritime allant de Gênes vers Péra et les établissements génois de mer Noire, ainsi que sur celle qui mène de Constantinople vers Alexandrie ou la côte syrienne. D'autres documents montrent les liens intenses entre les Balkans et Chio, devenue par exemple une «plaque tournante de la traite» en Méditerranée orientale. L'importance de Chio dans le commerce international de Gênes est de plus soulignée par la création de lignes directes entre l'île et les Flandres et l'Angleterre, en évitant le passage par Gênes, jugé trop onéreux, en raison de la perte de temps qu'implique ce détour vers la métropole; la plupart des voyages de Chio vers le nord de l'Europe se font «per costeriam», c'est-à-dire en suivant la côte africaine, ou en faisant escale en Sicile, à Majorque ou à Cadix.

Le premier volume des «carati maris» (années 1445-1462) conservé aux Archives de Gênes illustre le rôle joué par Chio au sein de ces différentes routes maritimes au milieu du XVe siècle. Le scribe enregistre en effet tous les mouvements de navires entrant au port de Chio ou en sortant, leur destination et les escales, détaille les cargaisons et énumère leurs propriétaires assujettis au paiement de la taxe, que l'on peut évaluer au taux de 1,25%[39]. Chio se trouve au centre du réseau commercial génois. Des navires chargés à

[37] S. Goitein, *A Mediterranean Society. The Jewish Communities of the Arab World as Portrayed in the Documents of the Geniza*, 4 vol., Princeton, 1967, t. 1, p. 268; Cl. Cahen, *Douanes et commerce dans les ports méditerranéens de l'Égypte médiévale, d'après le Minhadj d'Al-Makhzumi*, in Id., *Makhzumiyyat. Études sur l'histoire économique et financière de l'Égypte médiévale*, Brill, Leiden, 1977, p. 229.

[38] J. Heers, *Gênes au XVe siècle. Activité économique et problèmes sociaux*, SEVPEN, Paris, 1961, pp. 388-389.

[39] *ASG, San Giorgio, Caratorum S. Georgii* n° 1552 (année 1445), c. 164r.

Alexandrie passent par Rhodes et Chio, avant de prendre la route de l'Occident, le plus souvent vers l'Angleterre et les Flandres. C'est le cas de la nef de Pietro Lomellini qui en 1446 vient charger à Chio 6000 cantares d'alun de Phocée, soit 285 tonnes, 160 *botte* de vin de malvoisie, 81 cantares de coton, venus de Beyrouth et un *pondo* de casse; les marchandises chargées à Alexandrie ne sont pas citées[40]. En revanche, l'année suivante, l'ensemble de la cargaison de la nef de Cosmas Dentuto est enregistré par le scribe. En dehors de 5003 cantares d'alun, soit 238 tonnes, la nef transporte une grande quantité d'épices, sans que l'on puisse savoir si elles étaient entreposées à Chio ou chargées à Alexandrie. Il y a là de la noix de galle, des raisins secs, du coton, de la laque, des cendres, du poivre, des cuirs, de la cannelle, de la poudre de sucre, de l'encens, de la casse, du gingembre, de la cire, sans compter des esturgeons et quelques esclaves[41].

Chio constitue également une escale pour les navires allant en Syrie ou en revenant. En 1447, la nef de Benedetto Doria charge à Chio 4000 cantares d'alun de Mytilène, 7632 cantares d'alun *minuto*, 442 cantares d'alun de roche, la meilleure qualité, mais aussi 87 caisses de poudre de sucre, de la cannelle, du gingembre et du bois de brésil. L'année suivante, la cargaison est pratiquement identique, du bocassin s'ajoutant à l'alun et aux épices[42].

Mais, en dehors du mastic, la cargaison par excellence embarquée à Chio est l'alun, un double sulfate d'aluminium et de potassium indispensable au mordançage des tissus et à la fixation des teintures sur les draps. Comme il a été souvent remarqué[43], Chio est le grand marché international de l'alun d'Orient, bien qu'elle n'en produise pas un seul cantare. L'île rassemble en effet la production des aluminières d'Asie mineure, de Mytilène et surtout de Phocée, possession de la Mahone. Celle-ci afferme la production de Phocée pour une période de dix années, au profit de certains de ses membres, puis d'un consortium où apparaissent au premier plan Francesco Draperio et Paride Giustiniani, qui redistribuent les transports et la vente de l'alun à un grand nombre de leurs con-

[40] *Ibid.*, cc. 134r-135r.
[41] *Ibid.*, cc. 127r-130v.
[42] *Ibid.*, cc. 130v-133v.
[43] J. Heers, *Gênes au XVe siècle..., op. cit*, pp. 394-398; M-L. Heers, *Les Génois et le commerce de l'alun à la fin du Moyen Âge*, «Revue d'Histoire économique et sociale», 32 (1954), pp. 31-53.

citoyens, et en premier lieu aux Doria (Bartolomeo, Brancaleone, Benedetto, Lamba, Nicolò, Pietro Battista et Domenico). En 1448 et 1449, se forment deux sociétés regroupant de grands marchands génois qui se chargent de l'exportation de l'alun vers l'Occident, tandis qu'en 1449 Francesco Draperio prend l'initiative de regrouper en une société tous les intérêts engagés dans la production et le commerce de l'alun[44]. La plupart des navires quittant Chio à destination des Flandres et de l'Angleterre emportent de grosses cargaisons d'alun, dépassant souvent 10.000 cantares, soit près de 500 tonnes, comme le montre le tableau suivant:

Date	Navire	Cargaison d'alun	Destinations
Avril 1445	Nef Geronimo di Savignone	1502 cant. alun	Flandre, Angleterre
Mai-juin 1446	Nef Domenico de Camilla	10858 cant. alun min.	Flandre
Mai-sept.1446	Nef Nicolò Gentile	9941 cant. alun min.	Flandre, Angleterre
Juin-juil. 1446	Nef Percivale Grillo	708 cant.alun	Flandre
Oct-nov.1446	Nef Pietro Embrono	4563 cantares	Flandre
Sept. 1446	Nef Benedetto Doria	1620 cant. alun min.	Flandre
		255 cant. alun roche	
Décemb. 1446	Nef Pietro Lomellini	6000 cant. Phocée	Angleterre, Flandre
Janv. 1447	Nef Geronimo Cattaneo	8700 cant. alun min.	Sicile, Flandre
Juillet 1447	Nef Nicolò Gentile	11346 cant. alun min.	Angleterre, Flandre
		2535 cant. alun roche	
Fév-juil. 1447	Nef Domenico de Camilla	9149 cant. alun	Angleterre, Flandre
Juin-août	Nef Benedetto Doria	4000 cant. Mytilène	Flandre, Angleterre

[44] *Ibid.*, pp. 38-39.

Date	Navire	Cargaison d'alun	Destinations
		7632 cant. alun min.	
Sept. 1447	Nef Percivale Grillo	8874 cant. alun min.	Flandre
		1500 cant. alun roche	
Janv. 1448	Nef Domenico de Camilla	1663 cant. alun roche	Angleterre, Flandre
Février 1448	Nef Benedetto Doria	256 cant. alun min.	Angleterre, Flandre
Mai 1448	Nef Percivale Grillo	112 cant. alun	Angleterre, Flandre
Oct.48-févr.49	Nef Cosmas Dentuto	1181 cant. alun	Angleterre, Flandre
Mai 1460	Nef Pietro Embrono	4585 cant. alun	Angleterre, Flandre
Avril 1462	Nef Pietro Embrono	180 cant. alun	Bruges, Flandre

Ce tableau met en valeur deux types de trafic: d'un côté des nefs quasi exclusivement consacrées au transport de l'alun et n'acceptant à leur bord que de petites quantités de marchandises diverses; de l'autre des bâtiments recevant une grande variété de produits, chargés par un grand nombre d'hommes d'affaires pour lesquels l'alun n'est qu'une marchandise comme une autre. Dans la première catégorie, les membres de la Mahone et les Doria contrôlent la plus grande part de la cargaison. Après la prise de Phocée par les Ottomans en 1455, l'exportation de l'alun s'épuise à mesure que diminuent les stocks entreposés à Chio. La découverte en 1462 des aluminières de Tolfa ouvre naturellement d'autres perspectives auxquelles l'île reste totalement étrangère.

Le registre des *carati maris* de 1445-1462 est beaucoup plus discret sur les navigations venant du nord, c'est-à-dire de Péra ou de la mer Noire. C'est le cas de la nef de Pietro Embrono en 1446 et en 1460, mais la cargaison qui en est connue ne comporte que des marchandises embarquées à Chio, en particulier une grande variété d'épices, sans signaler celles qui viennent des régions pontiques[45].

[45] *ASG, Caratorum S. Georgii, op. cit.*, cc. 85r-86v; c. 162r-v.

La nature des marchandises chargées en Occident et portées jusqu'à Chio est bien sûr très différente et assez variée, d'autant que les navires parcourant la voie maritime ouest-est s'arrêtent à de nombreuses escales dans la péninsule ibérique et en Italie du Sud. Les balles de draps forment une grande part des cargaisons. Voici par exemple le baleinier de Filippo di Negrono qui emporte en 1445 24 balles de draps chargés en Angleterre et en Flandre, ou la nef de Pietro Embrono venue de Majorque en 1460 avec 224 balles de draps à raison, dit le texte, de dix draps par balle[46]: un trafic impressionnant que l'on retrouve, dans une moindre mesure, sur les autres navires en provenance de l'Occident. Si les draps l'emportent dans les cargaisons venues d'Angleterre ou de Flandre, les marchandises chargées à Majorque, Savone ou Naples sont d'une grande variété: vin, noisettes, châtaignes, cire, graine kermès, corail, huile, savon, fûts d'arbalète, toiles de chanvre, papier, fromages, fer et acier. Bien entendu toutes ces marchandises n'ont pas Chio comme destination ultime. Les Mahonais et les marchands qui leur sont associés redistribuent ces biens soit vers la Syrie, Rhodes ou l'Égypte, soit vers l'Anatolie, Constantinople et les pays pontiques. En ce sens, Chio au XVe siècle est un gigantesque entrepôt desservi aussi bien par les grosses nefs génoises que par de multiples petits bâtiments assurant un cabotage incessant vers les côtes anatoliennes toutes proches.

Chio, sous la domination génoise, est donc un pont essentiel entre l'Orient et l'Occident, un point nodal dans le vaste réseau des affaires établi par les marchands de la Superbe. Son économie est toute entière sous la direction d'un groupe restreint, les Mahonais qui contrôlent les principales productions agricoles de l'île et l'alun de Phocée et en assurent la commercialisation dont ils ont le monopole. La prospérité de l'île, demeurée intacte, avant la prise de Phocée par les Ottomans et l'imposition d'un tribut par le sultan, repose seulement en partie sur les ressources locales. L'essentiel est bien le lien permanent avec le continent, la complémentarité économique avec celui-ci. Au Moyen Age, comme aujourd'hui, une économie insulaire ne peut se développer dans un splendide isolement; sa prospérité dépend essentiellement des liens constants qu'elle peut établir avec son environnement continental.

[46] *Ibid.*, cc. 49r-50r et c. 163v.

l'île de Chio au Moyen Âge
Mont Pelinaion
Volissos
Chio
Kalimassia
Villes
Relief
0
5
10 km
UMR CNRS 6240 - LOCUS

Gilles Grivaud

CHYPRE ENTRE AUTONOMIE ET DÉPENDANCE (XIIe-XVe SIÈCLES)

RÉSUMÉ: *Par ses capacités économiques, Chypre est une grande île aux ressources variées et complémentaires, prédisposée à vivre en régime d'autarcie. Les choix accomplis par la dynastie des Lusignan ont cependant orienté les ressources vers la satisfaction d'objectifs politiques, diplomatiques et militaires réclamant des capacités productives et financières supérieures à celles disponibles. Progressivement, le royaume franc a développé des cultures commerciales destinées aux marchés occidentaux, puis emprunté aux marchands italiens. L'immixtion des Génois, puis des Vénitiens, a précipité une évolution qui sanctionne la faiblesse de la monarchie face à des républiques marchandes dominant les échanges maritimes, capables de mobiliser de puissantes flottes militaires pour contrôler l'île.*

ABSTRACT: *Thanks to its economic capacities, Cyprus is a large island with varied and complementary resources, predisposed to live in a self-sufficient regime. The choices made by the Lusignan dynasty, however, directed resources towards the satisfaction of political, diplomatic and military objectives requiring productive and financial capacities greater than those available. Gradually, the Frankish kingdom developed cash crops intended for Western markets, then borrowed from Italian merchants. The interference of the Genoese, then the Venetians, precipitated an evolution which sanctioned the weakness of the monarchy in the face of merchant republics dominating maritime trade, capable of mobilizing powerful military fleets to control the island.*

La question de l'autonomie et de la dépendance de Chypre au bas Moyen Âge peut être approchée de plusieurs manières, qu'il s'agisse d'apprécier les dimensions économiques ou géostratégiques du problème. Ces deux dimensions ont souvent été associées dans les analyses conduites par les géographes, qu'ils soient spécialistes de géographie physique ou humaine; ainsi, les travaux sur le relief, la topographie et la répartition de la population dans l'île fournissent des éléments de compréhension fort utiles; en observant la variété des sols, les paysages et la distribution du peuplement, Émile Kolodny définissait Chypre d'une belle formule, la considérant comme un «microcontinent»[1]. Ce stimulant oxymore

[1] É. Kolodny, *Une communauté insulaire en Méditerranée orientale: les Turcs de Chypre*, «Revue de géographie de Lyon», 1, 1971, p. 55.

mérite d'être explicité par un rapide survol des principaux caractères géomorphologiques insulaires, afin de mieux comprendre la nature des ressources disponibles au bas Moyen Âge.

Par sa superficie, Chypre est la troisième des grandes îles méditerranéennes, atteignant une longueur maximale de 224 km et une largeur de 100 km environ. On y reconnaît quatre principales zones de relief[2]:

— le massif du Troodos occupe une large partie de l'île, mais, malgré un sommet atteignant 1 953 m, il ne forme pas une barrière infranchissable pour les communications entre les régions adjacentes. Il constitue le réservoir en forêts et surtout en eau de l'île entière, avec des vallées creusées par des rivières distribuées sur tous les versants; dans les cours supérieurs de ces rivières, les pentes abruptes obligent à aménager des terrasses pour développer l'arboriculture; sur le pourtour méridional du massif se déploient des zones de collines, propices à la viticulture (*krassochoria*).

— Le second système montagneux, qui traverse l'île d'ouest en est, est désigné comme la chaîne de Kyrenia (ou du Pendadaktylos); elle se caractérise comme une étroite arête de 160 km de long, de faible altitude, son sommet le plus élevé culminant à 1 024 m. Le versant nord, très abrupt, se révèle impropre aux cultures, servant de refuge aux populations civiles en cas de menaces; à l'est, les altitudes faiblissent et laissent place à un paysage de collines qui forment la péninsule du Carpasse.

— Au centre, la plaine de la Messarée s'étend sur une longueur de 100 km; elle est principalement constituée de terres alluvionnaires, très fertiles lorsqu'elles sont irriguées; en règle générale, la Messarée est orientée vers une céréaliculture d'hiver.

[2] Selon les descriptions classiques d'A. Gaudry, *Géologie de l'île de Chypre*, «Mémoires de la société de géologie de France», 1863, pp. 149-314; E. Oberhummer, *Die Insel Zypern, eine Landeskunde auf historischer Grundlage*, T. Ackermann, Munich, 1903, pp. 105-190; D. Christodoulou, *The Evolution of the Rural Land Use Pattern in Cyprus*, Geographical Publications, Bude (Eng.), 1959; P. Birot, É. de Vaumas, *Grands traits géomorphologiques de l'île de Chypre*, «Annales de géographie», 392, 1963, pp. 385-409; G. Constantinou, I. Panagides, *Κύπρος και Γεωλογία. Επιστήμη - Περιβάλλον – Πολιτισμός*, Fondation culturelle de la Banque de Chypre, Nicosie, 2013; aux études des géographes, on peut adjoindre celle d'A. Guillou, *La géographie historique de l'île de Chypre pendant la période byzantine (IVe-XIIe s.)*, «Études balkaniques-Cahiers Pierre Belon», 5, 1998, pp. 9-32.

— S'y ajoutent, enfin, quelques plaines littorales, de petites dimensions: 26 km de long pour la plaine de Paphos, 35 km pour celle de Limassol ou celle de Kyrenia. Ces plaines bénéficient d'un régime hydrographique particulier, car elles se trouvent au débouché de rivières descendant des montagnes; elles se révèlent propices au développement de cultures réclamant une irrigation régulière, à savoir, pour la période qui nous intéresse, des plantations de canne à sucre et de coton, mentionnées à partir du XIIIe siècle.

À ce cadre géomorphologique, se superposent des contraintes climatiques[3]; Chypre relève d'un climat méditerranéen sec, avec des hivers doux et des étés chauds (26° en moyenne sur les côtes). Le régime des précipitations lui donne le caractère d'une île sèche (494 mm en moyenne annuelle au XXe siècle), avec de fortes disparités en fonction des reliefs. Les relevés pluviométriques contemporains assurent que la plaine de Messarée reçoit moins de 300 mm d'eau par an, ce qui conditionne son exploitation à la saison humide, sauf si des systèmes d'irrigation plus ou moins permanents sont élaborés. Néanmoins, quels que soient les aménagements hydrauliques, l'agriculture chypriote reste fragile, soumise aux accidents climatiques; en moyenne, on enregistre une année de sécheresse grave par décennie, et les chroniques médiévales ont conservé la mémoire de plusieurs saisons consécutives sans pluies[4]. Les catastrophes qui affectent le régime rural peuvent encore être liées à des orages trop violents, qui provoquent des inondations, tel celui qui s'abat sur Nicosie, le 10 novembre 1330, emportant 6 000 à 7 000 victimes, si on en croit une notice marginale de manuscrit[5]. En d'autres termes, les accidents climatiques contribuent à l'accélération de l'érosion des

[3] E. Oberhummer, *Die Insel Zypern…*, *op. cit.*, pp. 190-234; D. Christodoulou, *The Evolution of the Rural Land Use Pattern in Cyprus, op. cit.*, pp. 19-41; P.-Y. Péchoux, *La grande sécheresse de 1973 à Chypre*, «Revue de géographie de Lyon», 2, 1977, pp. 197-213.

[4] Un premier examen de ces années sèches figure dans G. Grivaud, *Villages désertés à Chypre (fin XIIe-fin XIXe siècle)*, Fondation de l'Archevêque Makarios III, Nicosie, «Μελέται και Υπομνήματα», III (1998), pp. 318-320, 435-436.

[5] J. Darrouzès, *Notes pour servir à l'histoire de Chypre. I*, «Κυπριακαί Σπουδαί»,17,1953, p. 93, réimpr. dans J. Darrouzès, *Littérature et histoire des textes byzantins*, Variorum Reprints, Londres, 1972, étude n° XIV; C. N. Constantinides, R. Browning, *Dated Greek Manuscripts from Cyprus to the Year 1570*, Dumbarton Oaks-Cyprus Research Centre, Washington-Nicosie, 1993, p. 51; Léontios

sols, ce qui oblige à de fréquents réaménagements de structures d'exploitations rurales, comme le prouvent les fouilles accomplies à Potamia, en cours de publication[6].

De nos jours, – il en allait de même à l'époque médiévale –, la disponibilité en eau conditionne le développement des activités, en particulier celui des cultures spéculatives, comme la canne à sucre et le coton, qui réclament une irrigation constante pendant la saison estivale, puisque les graines de coton sont semées en avril/mai, alors que les pousses de cannes sont plantées un peu plus tôt, en mars/avril[7]. L'usage de l'eau se révèle tout aussi indispensable pour diverses activités artisanales, qu'il s'agisse des raffineries sucrières, des tanneries, des teintureries. La maîtrise de l'eau conditionne donc, en profondeur, l'équilibre de l'économie insulaire, mais il est clair que le régime des rivières complique la situation, car les cours d'eau mal drainés aboutissent à la création de marais insalubres. Si l'on se réfère à la carte dressée par Leonida Attar en 1542 [fig. n° 1][8], on découvre le cours sinueux du Gialias, dans la plaine de Messarée, qui alimente plusieurs petits lacs ayant aujourd'hui disparu. En conséquence, la stabilité des revenus agricoles et du peuplement rural dépend, en premier lieu, des capacités à contrôler les ressources en eau, que ce soit par le recours à des barrages, à des canalisations, ou bien à des forages nécessaires à la mise en place de norias.

Machairas, *Χρόνικο της Κύπρου. Παραλληλή διπλωματική έκδοση των χειρογράφων*, M. Pieris, A. Nikolaou-Konnari éd., *Κέντρο Επιστημωνικών Ερευνών*, Nicosie, 2003, p. 101.

[6] N. Lécuyer, L. Decock, B. Devillers, V. François, G. Grivaud, et al., *Potamia-Agios Sozomenos (Chypre): la constitution des paysages dans l'Orient médiéval*, «Bulletin de correspondance hellénique», 125, 2001, pp. 655-678; B. Devillers, N. Lécuyer, *Le Petit Âge Glaciaire en milieu semi-aride: le bassin versant du Gialias (Chypre) et ses relations avec l'occupation des sols*, «Zeitschrift fur die Geomorphologie», 50/2, 2008, pp. 207-224.

[7] Cf. le traité d'agronomie composé en 1554 par Florio Bustron: G. Grivaud, *Ordine della Secreta di Cipro. Florio Bustron et les institutions franco-byzantines afférentes au régime agraire de Chypre à l'époque vénitienne*, «*Μελέται και Υπομνήματα*», II, 1992, pp. 548-554, 569-573.

[8] F. Cavazzana Romanelli, G. Grivaud, *Cyprus 1542. The Great Map of the Island by Leonida Attar*, The Bank of Cyprus Cultural Foundation, Nicosie, 2006, p. 93, fig. 27a.

Fig. 1: Leonida Attar, *Isola di Cipro*, 1542, Venise, Civico Museo Correr, Cartografia, *cart. 28bis/21.*

Les contraintes physiques et hydrologiques déterminent donc des spécialisations rurales, avec des zones de productions originales, qui se répartissent entre zones de monocultures spéculatives, zones productrices de fruits et de vins, plaine destinée à la céréaliculture, l'élevage étant presque partout répandu. Les différentes régions participent d'un système d'économies locales complémentaires; en ce sens, l'île fonctionne effectivement comme un «microcontinent», en structurant les réseaux d'échanges à partir de villes et de bourgs situés dans les zones de contacts entre régions productrices[9].

La géographie administrative à l'époque du royaume franc adopte cette appréhension physique de l'espace insulaire puisqu'elle opère une division du territoire en régions, dont les contours correspondent aux bassins versants des rivières. Au XIVe siècle, ces régions donnent corps à des circonscriptions, nommées «contrées», qui sont au nombre de quatorze. Elles fixent une répartition assez équilibrée des centres de pouvoir dans les zones rurales, chaque

[9] G. Grivaud, *Villages désertés à Chypre (fin XIIe-fin XIXe siècle)…*, *op. cit.*, pp. 16-21; Id., *À propos de l'organisation des pouvoirs dans la région de Potamia aux XIIIe-XVIe siècles*, *Actes du colloque Frontières et territoires au centre de Chypre: la région d'Idalion de l'Antiquité au XIXe siècle (Aix-en-Provence 3-5 juin 2004)*, «Cahiers du Centre d'Études Chypriotes», 34, 2004, pp. 127-134.

centre rassemblant des officiers mineurs chargés, à l'échelon local, de fonctions administratives, judiciaires voire militaires. La carte que Florio Bustron dessine vers le milieu du XVIe siècle[10], aussi schématique soit-elle, suggère que l'enclavement concerne une seule région, la Tillyrie, sur le littoral nord-ouest de l'île, isolée par le massif du Troodos, bien qu'elle reste accessible par voie de mer.

La variété des sols et des altitudes permet à l'île de produire pratiquement toutes les ressources nécessaires à la subsistance des hommes qui travaillent la terre. Depuis l'Antiquité, Chypre est présentée comme fertile et riche, et, quelle que soit la valeur de *topoi* littéraires, les productions locales ont réussi à entretenir neuf royaumes au cours du IVe siècle avant notre ère. À l'époque des Lusignan, les annales relèvent peu de cas de famine générale frappant l'ensemble de la population insulaire, sauf à de rares occurrences. Ce constat avait amené Jean Richard à conclure, dans une étude publiée en 1977, que le royaume franc avait connu un régime rural équilibré, plus équilibré que celui observé sous la domination vénitienne, au XVIe siècle[11].

Chypre est riche en terres fertiles, en productions variées, qu'elles soient vivrières ou commerciales, mais l'île ne dispose pas de métaux précieux, ni de minerais de fer, ni, dans une certaine mesure, de bois. Il n'y a pas de mines d'or ou d'argent, ce qui oblige à frapper les émissions locales à partir des stocks existants, ou bien contraint à capter une partie des flux monétaires circulant en Méditerranée orientale, afin de permettre la circulation des espèces nécessaires aux échanges sur les marchés locaux. Pour le fer, on ne rapporte pas d'exploitation des mines ouvertes durant l'Antiquité, et le travail de la métallurgie dépend pour l'essentiel d'approvisionnements extérieurs. Enfin, les forêts couvrent une partie des besoins en bois de construction pour les métiers du bâtiment, mais lorsqu'il faut des pièces d'un calibre plus imposant, par exemple pour des galères, des navires de fort tonnage ou des ouvrages de soutènement pour des fortifications, on recourt à des commandes auprès des arsenaux italiens, à Venise notamment[12].

---

[10] Paris, Bibliothèque Nationale de France, *ms ital.* 832, pp. iv-v, reproduit dans F. Cavazzana Romanelli, G. Grivaud, *Cyprus 1542...*, *op. cit.*, p. 110, fig. 45.

[11] J. Richard, *Une économie coloniale? Chypre et ses ressources agricoles au Moyen Âge*, «Byzantinische Forschungen», V, 1977, pp. 331-352, réimpr. dans J. Richard, *Croisés, missionnaires et voyageurs: les perspectives orientales du monde latin médiéval*, Variorum Reprints, Londres, 1983, étude n° VIII.

[12] J. V. Thirgood, *Cyprus, A Chronicle of its Forests, Land, and People*, University of British Columbia Press, Vancouver, 1987, pp. 70-76; G. Grivaud, *Venice and the Defense of the* Regno di Cipro. *Giulio Savorgnan's Unpublished Cyprus*

La carte de Leonida Attar, déjà citée, met encore en valeur un dernier facteur déterminant le sens des échanges à l'intérieur de l'île. Une des particularités du peuplement chypriote réside en la situation de la capitale à l'écart du littoral, au centre de la Messarée. La ville de Nicosie, dont le site est choisi pour la qualité de l'air et l'accessibilité d'abondantes nappes phréatiques, devient la métropole insulaire durant la seconde moitié du Xe siècle. Y siègent les institutions du gouvernement provincial byzantin, auxquelles succèdent celles de la monarchie des Lusignan, puis celles du régime colonial vénitien. Ainsi, sur le long terme, Nicosie concentre la bureaucratie et les services financiers des différents gouvernements, ainsi que les élites politiques, économiques et sociales, ce qui transforme la cité en un important marché de consommation de productions vivrières et de produits de luxe, la ville comptant environ 10 000 habitants en 1500 (sur une population totale estimée à 100 000 habitants)[13]. Aucune ville ne résiste à l'emprise de Nicosie, même Paphos et Limassol, qui malgré leur éloignement et leurs rôles d'escales maritimes, rendent l'impôt à la capitale, sont défendues par des garnisons soldées par le trésor central[14]. Seule Famagouste échappe partiellement à cette sujétion, puisque le port obtient un statut spécifique lié à la survivance de franchises et d'institutions propres au royaume de Jérusalem, après mai 1291[15].

Jusque-là, les arguments développés entendent démontrer que Chypre constitue bien une île structurée comme un «micro-continent», presque autosuffisant par la variété de ses ressources,

---

Correspondence (1557-1570). Including Ascanio Savorgnan's Descrittione delle cose di Cipro *from the Collections of the Bank of Cyprus Cultural Foundation*, Bank of Cyprus Cultural Foundation, Nicosie, 2016, doc. n° 23, par exemple.

[13] G. Grivaud, C. Schabel, *La ville de Nicosie*, in P. Plagnieux, J.-B. de Vaivre (éd.), *L'art gothique en Chypre*, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Paris, 2006, pp. 89-93; N. Coureas, G. Grivaud, C. Schabel, *The Capital of the Sweet Land of Cyprus. Frankish and Venetian Nicosia*, in D. Michaïlidès (éd.), *Historic Nicosia*, Rimal Publications, Nicosie, 2012, pp. 118-120.

[14] A. Nicolaou-Konnari, C. Schabel, *Limassol under Latin Rule*, in A. Nicolaou-Konnari, C. Schabel (dir.), *Lemesos. A History of Limassol in Cyprus from Antiquity to the Ottoman Conquest*, Cambridge Scholars Publishing, Newcastle upon Tyne, 2015, pp. 248-249.

[15] J. Richard, *La situation juridique de Famagouste dans le royaume des Lusignan*, in *"Πρακτικὰ τοῦ πρώτου διεθνοῦς κυπριολογικοῦ Συνεδρίου* (Λευκωσία, 14-19 Ἀπριλίου 1969)*"*, Th. Papadopoullos, V. Englezakes éd., vol. II, Nicosie, Society of Cypriot Studies, 1972, pp. 221-229, réimpr. in J. Richard, *Orient et Occident au Moyen-Âge. Contacts et relations (XII ^e^-XV ^e^ siècles)*, Variorum Reprints, London, 1976, étude n° XVII.

avec des systèmes réticulaires internes drainant les richesses vers la capitale. Dans les montagnes et les campagnes, les échanges se réalisent par voie terrestre, sur des itinéraires hérités du système routier dessiné à l'époque romaine[16]. Pour les marchandises pondéreuses, le cabotage se révèle évidemment la solution adaptée, à partir de points de chargement disséminés sur presque tout le pourtour du littoral, comme le prouve, une fois encore, la carte dressée par Leonida Attar[17].

Néanmoins, ce «microcontinent» prédisposé à vivre en autarcie reste un territoire dont l'insularité paraît un leurre, si on tient compte de son emplacement géographique dans le cadran oriental de la Méditerranée. Les distances entre Chypre et le continent ne représentent aucun handicap pour des navires de cabotage: 70 km entre Cérines/Kyrenia et la Cilicie, environ 100 km entre Famagouste et la côte syrienne, 250 km entre Limassol et Jaffa. Si l'on tient compte du régime des vents, qui favorise la navigation en direction de l'est, les ports syriens et palestiniens sont atteints en une journée de traversée. En d'autres termes, les chargements expédiés de Famagouste à destination de la Syrie atteignent plus rapidement leur but que ceux envoyés depuis le même port vers Cérines/Kyrenia ou vers Paphos. Presque tout le littoral insulaire peut être abordé par les navires, bien qu'un seul port, Famagouste, reçoive les infrastructures nécessaires à l'accueil des navires, de commerce ou de guerre, à la fin du XIIIe siècle[18].

La proximité avec le continent joue un rôle fondamental en matière de migrations, car le rempart de la mer est aisément franchi par les populations menacées au Proche-Orient, en quête de sécurité. Les transferts de populations sont réguliers, au fil des conflits, et Chypre recueille fréquemment des fugitifs, qu'il s'agisse d'Arméniens et de Grecs d'Asie mineure voulant échapper à la conquête

[16] Selon les observations des archéologues dans la région située au nord de Paphos: T. Bekker-Nielsen, *The Road Network*, in J. Fejfer (éd.), *Ancient Akamas I. Settlement and Environment*, Aarhus University Press, Aarhus, 1995, pp. 87-132.

[17] F. Cavazzana Romanelli, G. Grivaud, *Cyprus 1542...*, *op. cit.*, pp. 44-45.

[18] B. Arbel, *Port Dredging in the Venetian* Stato da Mar. *The Case of Famagusta*, «Επετήρις του Κέντρου Επιστημονικών Ερευνών», 37, 2013-2014, pp. 103-144; G. Grivaud, *Martiale et marcienne, Famagouste entre 1474 et 1571*, in G. Grivaud, A. Nicolaou-Konnari, C. Schabel (dir.), *Famagusta. Vol. II: History and Society*, Brepols, Turnhout, 2020, pp. 369-376.

seldjoukide, ou de Francs d'Orient, de Maronites et de Syriens de diverses confessions, lorsque l'Orient latin est submergé par les Mamelouks, au cours du XIIIe siècle[19].

L'installation de ces groupes sur le sol chypriote entraîne de multiples conséquences de diverses natures; d'un point de vue politique, les Lusignan renforcent leur contrôle sur l'île en distribuant des domaines et des villages aux seigneurs francs ayant perdu leurs fiefs dans les derniers États de l'Orient latin, entreprise qui consolide la construction du système féodal chypriote[20]. D'un point de vue économique et social, en concédant des terres et des franchises aux chrétiens orientaux, les Lusignan peuvent stimuler la démographie, et densifier l'exploitation des campagnes; il semble en particulier qu'on doive à des réfugiés de la principauté d'Antioche l'implantation de la culture de la canne à sucre et l'apparition d'une production de céramique à glaçure dans la région de Paphos, durant la première moitié du XIIIe siècle[21]. Les chrétiens orientaux, qui bénéficient de franchises spécifiques, stimulent les échanges entre l'île et le continent. Un seul exemple suffit pour illustrer le niveau de fortune atteint par ces allochtones, celui de la fratrie nestorienne des Lachas, qui, dans les années 1360, engrange suffisamment de profits commerciaux pour offrir, à la fois, des cadeaux somptueux au roi Pierre Ier et une église monumentale à la communauté nestorienne de Famagouste (église des Saints-Pierre et Paul)[22]. Ces minoritaires, dont les activités s'appuient vraisemblablement sur des réseaux diasporéïques structurés à

[19] Pour une vision synthétique sur ces migrations: L. Fenoy, *Chypre île refuge 1192-1473. Migrations et intégration dans le Levant latin*, thèse de doctorat, Université Paul Valéry Montpelllier III, 2011, 2 vols.

[20] G. Grivaud, *Les Lusignan et leur gouvernance du royaume de Chypre (XIIe-XIVe siècle)*, in M. Pauly éd. (en collaboration avec M. Uhrmacher et H. Pettiau), *Europaïsche Governance im Spätmittelalter. Heinrich VII. von Luxemburg und die großen Dynastien Europas/Gouvernance européenne au bas moyen âge. Henri VII de Luxembourg et l'Europe des grandes dynasties. Actes des 15es Journées lotharingiennes, 14-17 octobre 2008,* Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal, t. 124, Publications du Cludem, t. 27, Luxembourg, 2010, pp. 362, 366-368 (avec renvois à la bibliographie spécifique).

[21] V. François, *Vaisselle de terre et pouvoirs politiques à Chypre aux époques comnène, franque et vénitienne*, «Centre d'études chypriotes, Cahier», 43, 2013, pp. 427-432.

[22] Léontios Machairas, *Χρόνικο της Κύπρου… op. cit.*, pp. 113-115; G. Grivaud, *Les minorités orientales à Chypre aux époques médiévale et moderne*, in Y. Ioannou, F. Métral, M. Yon (éd.) *Chypre et la Méditerranée orientale (Actes du Colloque tenu*

large échelle, jouent un rôle crucial dans les relations inter-régionales, celui d'intermédiaires entre l'île et le continent, sachant tirer avantage de la position de carrefour, que l'île tient depuis toujours dans les relations maritimes en Méditerranée orientale.

La sécurité offerte par la mer ne protège pas pour autant Chypre des évolutions politiques qui agitent le continent, et la période des croisades marque un arrimage accentué à l'histoire du Proche-Orient et de la Méditerranée. Au XIIe siècle, les ports de Paphos et de Limassol deviennent des haltes fréquentées par les flottes croisées et les marchands italiens; les Vénitiens, forts de privilèges accordés par Manuel Comnène en 1147, établissent une colonie dans la région de Limassol, qui compte une centaine de personnes en quelque 50 ans, colonie qui investit dans le commerce et l'économie rurale[23]. À la fin du siècle, l'occasion de la Troisième croisade sanctionne l'intégration politique définitive de la province byzantine à l'Orient latin, lorsque Richard Cœur de Lion s'empare de l'île, en juin 1191. Chypre devient dès lors une base de ravitaillement et de soutien logistique aux entreprises de reconquête de Jérusalem, but que la dynastie des Lusignan cultive sans répit, de son installation à Nicosie en 1192 jusqu'au règne de Catherine Cornaro, qui abdique au profit de Venise en 1489.

Cette inclusion aux affaires de l'Occident a d'innombrables répercussions qui restreignent les capacités d'autonomie de l'île devenue royaume franc, car elles engagent les revenus insulaires en des opérations dirigées vers l'extérieur. Les répercussions sont principalement de nature politique; en un premier temps, craignant une reconquête byzantine, les Lusignan se placent sous la protection de Rome et de l'Empire germanique, ce qui permet à Aimery de recevoir l'investiture royale des mains du chancelier d'Henri VI, à l'automne 1197[24]. Dès lors, les Lusignan participent des tensions qui opposent la papauté à l'Empire, et qui se tra-

à Lyon, 1997), Travaux de la Maison de l'Orient Méditerranéen n° 31, Lyon, 2000, p. 51; L. Fenoy, *Chypre île refuge 1192-1473*, *op. cit.*, vol. I, pp. 235, 328, 335, 345, 371, 376.

[23] T. Papacostas, *Secular landholdings and Venetian in 12th century Cyprus*, «Byzantinische Zeitschrift», 92/2, 1999, pp. 479-501.

[24] P. W. Edbury, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades, 1191-1374*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, pp. 28-33; J. Richard, *Η σύσταση και οι βάσεις του μεσαιωνικού βασιλείου (1192-1205)*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ιστορία της Κύπρου*, Fondation de l'Archevêque Makarios III, Nicosie, 1994, vol. IV, pp. 1-19.

duisent par la guerre des Lombards, pour reprendre l'expression du chroniqueur Philippe de Novare; entre 1239 et 1242, l'aristocratie chypriote franque se divise en deux camps, la guerre civile s'achevant sur l'échec des Impériaux à rétablir l'autorité de Frédéric II sur l'île. Cinq ans plus tard, en 1247, Innocent IV libère le royaume de sa vassalité à l'Empire[25].

Plus structurante sur le long terme, l'association des couronnes de Chypre et de Jérusalem, à partir de 1197 puis par périodes intermittentes, conduit les Lusignan à mobiliser une large partie de leurs hommes et de leurs revenus à la défense des dernières positions franques sur le littoral syro-palestinien. Tout au long du XIIIe siècle, la couronne, le clergé et les simples féodaux investissent des moyens considérables dans des opérations de secours sur le continent, et on ne saurait compter leurs participations aux expéditions lancées depuis l'île ou depuis l'Occident; ainsi, à l'occasion de la croisade menée par Louis IX contre l'Égypte, en 1249, Chypre sert de base opérationnelle pendant l'hivernage de la flotte, et pas moins de 120 chevaliers chypriotes participent au siège de Damiette; en 1265, Hugues de Lusignan-Antioche conduit 130 chevaliers et autant d'écuyers à Acre; en 1283, le même Hugues, devenu roi en 1267, participe à la défense de Tyr à la tête d'un contingent de 250 chevaliers, et Henri II résiste à Acre, en mai 1291, avec 200 chevaliers à ses côtés[26]. Même si les chiffres restent sujets à caution, l'effort consenti par les Lusignan et l'aristocratie chypriote dans son ensemble demeure constant jusqu'à la chute d'Acre, le 29 mai 1291. Fort logiquement, par la suite, par-delà les nombreux projets de reconquête de la Terre sainte et de Jérusalem, les rois de Chypre multiplient les initiatives pour pratiquer une police des mers conforme à la politique du pape Nicolas IV, qui proclame l'embargo contre les ports mamelouks, en août 1291[27].

Au cours du XIVe siècle, les Lusignan jouent un rôle prépondérant en Méditerranée orientale; ils s'allient aux Hospita-

[25] Id., *Το μεσαιωνικό βασίλειο άπο το 1205 εώς το 1324*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ιστορία της Κύπρου…*, *op. cit.*, vol. IV, pp. 34-38.

[26] P. W. Edbury, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades…*, *op. cit.*, pp. 74-100; J. Richard, *Το μεσαιωνικό βασίλειο άπο το 1205 εώς το 1324…*, *op. cit.*, pp. 38-42.

[27] J. Richard, *Le royaume de Chypre et l'embargo sur le commerce avec l'Égypte (fin XIIIe-début XIVe siècle)*, «Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres», janvier-mars 1984, pp. 120-134, rémpr. dans J. Richard, *Croisades et États latins d'Orient*, Variorum Reprints, Londres, 1992, étude n° XVI.

liers de Rhodes et à Venise pour constituer la ligue maritime qui s'empare de Smyrne, en octobre 1344[28]. Entre 1361 et 1367, ils occupent Satalie, placent sous tutelle de petits émirats turcs, lancent un raid dévastateur contre Alexandrie, mènent plusieurs expéditions contre les ports mamelouks de Syrie-Palestine, s'emparent enfin du port cilicien de Gorighos[29]. Jusqu'en 1424, la flotte des Lusignan, composée d'une dizaine de navires, tente de bloquer l'essor des places de commerce mameloukes, et le rapport de forces s'inverse quand les sultans du Caire construisent une flotte suffisamment puissante pour briser cette hégémonie navale. Les trois raids annuels lancés par al-Ashraf à partir de 1424 aboutissent à la défaite complète des troupes du roi Janus, en juillet 1426; dès lors, le royaume de Chypre devient tributaire de l'Égypte, perd son influence militaire au plan régional, et se replie sur lui-même[30].

Le gigantesque effort de défense observé durant les XIIIe et XIVe siècles pose la question des moyens mobilisés pour financer les troupes, l'armement et la flotte, sujet d'autant plus crucial que l'île possède des capacités limitées en hommes, en stocks de fer et en bois; l'effort militaire dépend donc, en large partie, des disponibilités financières de la couronne. Les ressources agricoles en forment l'essentiel des revenus, à travers les rentes tirées du domaine royal ou des fiefs des particuliers, et il ne fait guère de doutes que la couronne, comme les seigneurs francs, exploitent avec efficacité les disponibilités économiques insulaires, en respectant les modes de faire-valoir et d'administration centralisée mis en place auparavant par les Byzantins. Cependant, durant ces deux siècles, on assiste à de nouveaux investissements en direction de cultures spéculatives, dans le domaine royal ou dans ceux des grands féodaux, comme les Ibelins, à Morfou, ou les Hospitaliers, à Kolossi[31]; les travaux accomplis, que ce soit dans les systèmes d'irrigation ou dans les bâtiments d'exploitation, permettent le développement de cultures jusque-là inconnues

[28] P. W. Edbury, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades…*, *op. cit.*, pp. 159-163.
[29] *Ibid.*, pp. 163-164.
[30] R. Irwin, *Οι εισβολές των Μαμελούκων στη Κύπρο*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ι*στορία της *Κ*ύπρου, *op. cit.*, vol. IV, pp. 159-176.
[31] G. Grivaud, *Villages désertés à Chypre (fin XIIe-fin XIXe siècle)…*, *op. cit.*, pp. 342-345.

dans l'histoire rurale chypriote, cultures qui autorisent l'exportation de larges quantités de sucre raffiné et de coton brut ou filé en direction des marchés d'Occident[32].

Les revenus de la couronne n'ont pas qu'une origine rurale, car ils proviennent encore des taxes levées sur les échanges, et l'embargo d'août 1291 agit comme un formidable catalyseur dont s'emparent les Lusignan pour transformer Famagouste en principal centre de redistribution des produits du Levant à destination de l'Occident[33]. Les chrétiens orientaux, qui n'encourent pas la menace d'une excommunication, obtiennent des ports mamelouks les marchandises que les négociants italiens viennent charger à Famagouste. Tant que l'embargo est maintenu, c'est-à-dire jusqu'au milieu des années 1330, Famagouste jouit d'une position privilégiée, dont témoignent la fortune fabuleuse des frères Lachas – mentionnée plus haut – et une fièvre édilitaire impressionnante. Les investissements dans le bâtiment, repérés dans la construction d'églises, de palais et d'ouvrages fortifiés pendant un demi-siècle, donnent une mesure de l'enrichissement obtenu du commerce[34]. Les Lusignan en tirent, eux aussi, de grands profits en appliquant une fiscalité indirecte adaptée, il suffit de renvoyer au manuel de pratique et technique du commerce composé par Francesco Balducci Pegolotti pour s'en convaincre[35].

Le rétablissement progressif des liaisons maritimes directes entre l'Occident et les ports mamelouks, observé à partir du milieu des années 1330, s'accomplit, évidemment, aux dépens de la

---

[32] D. Jacoby, *Το εμπόριο και η οικονομία της Κύπρου*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ιστορία της Κύπρου…*, *op. cit.*, vol. IV, pp. 398-409; N. Coureas, *Economy*, in A. Nicolaou-Konnari, C. Schabel (dir.), *Cyprus. Society and Culture 1191-1374*, Brill, Leiden-Boston, 2005, pp. 109-113.

[33] D. Jacoby, *The Rise of a New Emporium in the Eastern Mediterranean: Famagusta in the Late Thirteenth Century*, «Μελέται και Υπομήματα», I, 1984, pp. 145-179, réimpr. dans D. Jacoby, *Studies on the Crusader States and on Venetian Expansion*, Variorum Reprints, Londres, 1989, étude n° VIII; N. Coureas, *Economy…*, *op. cit.*, pp. 129-155.

[34] Cf. les récentes contributions consacrées aux églises de Famagouste dans le volume dirigé par J.-B. de Vaivre, Ph. Plagneux, *L'art gothique en Chypre…*, *op. cit.*, pp. 218-296, 307-366; plus anciennement, C. Enlart, *L'art gothique et la Renaissance en Chypre*, E. Leroux, Paris, 1899, vol. 1, pp. 250-394, vol. II, pp. 616-648.

[35] L. Balletto, *Cipro nel «Manuale di Mercatura» di Francesco Balducci Pegolotti*, in "Πρακτικὰ τοῦ δεύτερου διεθνοῦς κυπριολογικοῦ Συνεδρίου (Λευκωσία, 20-25 Ἀπριλίου *1982)*, Th. Papadopoullos, V. Englezakes (éd.), Society of Cypriot Studies, Nicosie, 1986, vol. II, pp. 259-267.

place de Famagouste, et on peut considérer que les expéditions de Pierre Ier, 30 ans plus tard, constituent une réponse désespérée pour freiner un processus de marginalisation du grand port chypriote dans les circuits commerciaux méditerranéens[36]. La réduction des bénéfices tirés des transactions à Famagouste, concomitante du maintien à un haut niveau des dépenses militaires et de la crise consécutive à la peste noire, oblige les Lusignan à trouver des sources de financement d'un nouvel ordre, en sollicitant désormais les marchands italiens: dès 1358, Hugues IV concède à des cartels vénitiens d'importantes quantités de sucre, de coton et de sel, ce dernier produit étant établi comme monopole exclusif royal depuis l'installation des Lusignan sur le trône[37].

Dès lors, une page nouvelle s'ouvre dans l'histoire de l'île, celle de la mainmise progressive des Italiens sur les ressources insulaires et sur certaines catégories de population, qui reçoivent des privilèges de concitoyenneté[38]. Les Génois se montrent particulièrement agressifs; ils rivalisent avec les Vénitiens pour contrôler la ferme des lacs salés, qu'ils obtiennent en 1362, puis savent profiter des divisions internes de l'aristocratie franque pour s'emparer de Famagouste, en janvier 1374; le traité de paix que Gênes impose aux Lusignan, le 21 octobre de la même année, manifeste un rapport de force qui place le royaume franc dans une position de sujétion inédite, puisque le port de Famagouste passe sous administration génoise, tant que des indemnités de guerre fixées à hauteur de 8 millions de besants ne sont pas versées[39]. En d'autres termes, la couronne doit consacrer l'équivalent de cinq années de recettes de ses domaines au remboursement de la dette génoise,

---

[36] P. W. Edbury, *Cyprus and Genoa: the Origins of the War of 1373-1374*, in *Πρακτικὰ τοῦ δεύτερου διεθνοῦς κυπριολογικοῦ Συνεδρίου* (Λευκωσία, 20-25 Ἀπριλίου 1982*)"...*, *op. cit.*, vol. II, pp. 118-120; *Id.*, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades...*, *op. cit.*, pp. 153-154.

[37] G. Luzzatto, *Sindacati e carteli nel commercio veneziano nei secoli XIII e XIV*, «Rivista di storia economica», I, 1936, pp. 62-66; Id., *Studi di storia economica veneziana*, CEDAM, Padoue, 1954, pp 197-199.

[38] D. Jacoby, *Citoyens, sujets et protégés de Venise et de Gênes en Chypre du XIIIe au XVe siècle*, «Byzantinische Forschungen», 5, 1977, pp. 159-188, réimpr. in D. Jacoby, *Recherches sur la Méditerranée orientale du XIIe au XVe siècle*, Variorum Reprints, Londres, 1979, étude n° IX.

[39] C. Otten-Froux, *Les relations politico-financières de Gênes avec le royaume des Lusignan (1373-1460)*, in M. Balard, A. Ducellier (dir.), *Coloniser au Moyen Âge*, Armand Colin, Paris, 1995, pp. 61-75.

au moment même où elle doit abandonner les taxes qu'elle tirait du commerce de Famagouste[40]. Les derniers Lusignan ne pourront jamais éteindre la dette, si bien que le grand port insulaire demeure génois jusqu'en 1464, c'est-à-dire jusqu'à sa reconquête par les armées de Jacques II[41].

Les Génois ne sont pas les seuls acteurs pressant la couronne, car les Lusignan se tournent aussi vers les Vénitiens pour obtenir des soutiens financiers. Dès les années 1360, les Corner accordent des prêts, qui sont remboursés par la concession de récoltes de sel et par la cession de domaines fonciers, dont celui d'Épiskopi, centre de production sucrière que les Corner n'ont cesse de développer jusqu'au milieu du XVIe siècle. Les Corner de Chypre incarnent une autre forme de main mise sur une partie des revenus insulaires, de type protocolonial, selon la formule avancée par Gino Luzzatto[42]. En 1474, Venise s'empare logiquement de l'île, au terme d'une crise politique qui résulte, une nouvelle fois, de la division des élites du royaume.

On constate donc que les initiatives prises par les Lusignan ont profondément orienté leur royaume vers une dépendance accrue vis-à-vis de l'Occident, pour des raisons politiques et militaires évidentes. Le renforcement de leurs liens avec l'Occident se traduit, en particulier, par l'abandon du système monétaire hérité de l'époque byzantine, centré sur le besant, au profit du gros d'argent, dont la frappe et l'aloi marquent un alignement sur les systèmes monétaires d'Occident, vers 1291[43].

L'orientation occidentale de la monarchie chypriote est confirmée par l'examen des alliances accomplies par la famille royale sur trois siècles, où deux périodes peuvent être distinguées; durant le

[40] G. Grivaud, *Un état des comptes du royaume de Chypre en 1412-1413*, «Bulletin de correspondance hellénique», 122, 1998, pp. 378-379.

[41] P. W. Edbury, *The Last Lusignans (1432-1489): a Political History*, «Επετήρις του Κέντρου Επιστημονικών Ερευνών», 36, 2011-2012, pp. 147-234.

[42] G. Luzzatto, *Sindacati e carteli nel commercio veneziano nei secoli XIII e XIV*, *op. cit.*, pp. 62-66; *Id.*, *Studi di storia economica veneziana*, *op. cit.*, pp. 117-123, 197-199; Id., *Storia economica di Venezia dall'XI al XVI secolo*, Marsilio, Venise, 1995, pp. 43-44 [1e éd., Centro Internazionale delle Arti e del Costume, Venise, 1961]; J.-C. Hocquet, *Le sel et la fortune de Venise. Vol. I. Production et monopole*, Publications de l'Université de Lille III, Villeneuve d'Ascq, 1982, pp. 201-216.

[43] C. Morrisson, J. Bompaire, *Η νομισματοκοπία στο μεσαιωνικό βασίλειο (1191-1489)*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ιστορία της Κύπρου*, Fondation de l'Archevêque Makarios III, Nicosie, 1995, vol. V, pp. 1465-1468.

XIIIe siècle, les mariages princiers se réalisent de manière préférentielle avec des familles issues des grands lignages de l'Orient latin. Après 1291, on assiste au renversement de cette stratégie, et les tractations avec des familles régnantes d'Occident se multiplient, souvent à des conditions quasi insupportables pour le trésor royal. Ainsi, en 1313, Henri II approche Jacques II d'Aragon, auquel il promet la main de sa sœur Marie, assortie d'une dot d'un demi-million de besants; si l'union est consacrée à Gérone, en novembre 1315, plusieurs ambassades menaçantes de Jacques II doivent être envoyées à Nicosie pour que la dot soit versée dans son intégralité, ce qui est réalisé quatre ans plus tard[44].

On pourrait arguer que cette politique matrimoniale dispendieuse soit alors justifiée par la période d'effervescence économique propre aux années 1291-1320, quand les caisses du trésor abondent en numéraire, mais d'autres exemples similaires peuvent être produits par la suite, alors que le royaume ne jouit plus de conditions aussi favorables. Ainsi, sous Janus, un souverain dont on sait la capacité à gérer de manière serrée les revenus du domaine royal, qui se montent à environ 1 500 000 besants, en 1413[45]; quelques années plus tôt, en 1401, Janus promet une dot de 130 000 ducats pour le mariage de sa sœur Marie avec le roi Ladislas de Naples; trente ans plus tard, alors que Janus est ruiné et désespéré après sa défaite de juillet 1426 contre les Mamelouks, il se tourne vers la maison de Savoie pour trouver de nouveaux soutiens. À cet effet, à l'hiver 1433, il envoie à Chambéry sa fille, Anne, épouser Louis, fils du duc de Savoie, avec un mirifique contrat de mariage fixant sa dot à 100 000 ducats[46]. À chaque fois, les gi-

[44] J. E. Martínez Ferrando, *Jaime II de Aragón. Su vida familiar*, Consejo superior de investigaciones cientificas. Escuela de estudios medievales, Barcelone, 1948, vol. I, pp. 199-274; E. Sarrablo Aguareles, *La reina que vino de Oriente (Maria de Chipre, esposa de Jaime II, rey de Aragon)*, «Boletín de la real academia de la historia», CXLVIII/1, 1961, pp. 13-156; W. H. Rudt de Collenberg, *Les Lusignan de Chypre*, «Επετήρις του Κέντρου Επιστημονικών Ερευνών», 10, 1979-1980, pp. 115-116; P. W. Edbury, *The Kingdom of Cyprus and the Crusades…*, *op. cit.*, pp. 137-138; Id., *Franks*, in A. Nicolaou-Konnari, C. Schabel (dir.), *Cyprus. Society and Culture 1191-1374*, *op. cit.*, pp. 71-72.

[45] G. Grivaud, *Un état des comptes du royaume de Chypre en 1412-1413*, *op. cit.*, pp. 391-394.

[46] L. de Mas Latrie, *Histoire de l'île de Chypre sous le règne des princes de la maison de Lusignan*, Imprimerie Impériale, Paris, 1852, vol. II, pp. 465-466, 477-480; F. De Caria, D. Taverna, *Les Lusignan et la maison de Savoie: le mariage*

gantesques sommes engagées par Janus correspondent à plus de la moitié des recettes annuelles du domaine royal; on ne s'étonne donc pas qu'en 1462, les Savoie se plaignent de versements qui n'arrivent pas ! À l'évidence, dans leur quête inlassable de partenaires militaires et politiques, les Lusignan précipitent leur ruine en compromettant l'équilibre financier du royaume.

Pour résumer, on peut assurer que Chypre forme un «micro-continent» aux ressources abondantes et variées, suffisantes pour assurer la subsistance de la population autochtone, d'autant que le sous-peuplement des campagnes reste un caractère structurant de l'histoire médiévale et moderne de l'île. La prédisposition à l'autarcie est renforcée par l'insularité: la mer protège Chypre en offrant un rempart naturel contre les puissances extérieures. De ce fait, la destinée politique de l'île appartient aux puissances capables de contrôler durablement l'espace maritime en Méditerranée orientale.

L'Empire byzantin maintient sa domination sur cet espace jusqu'aux années 1180, mais la phase de décomposition politique affectant le pouvoir à Constantinople se traduit, à Chypre, par la sécession d'Isaac Comnène, en 1184. Isaac se proclame empereur à Nicosie, espérant sans doute s'emparer du trône impérial avec l'aide des Normands de Sicile, dont une flotte de secours repousse une expédition de reconquête navale byzantine[47]. Les troupes d'Isaac n'offrent cependant aucune résistance face aux chevaliers de Richard Cœur de Lion, qui s'empare de l'île en 1191, consacrant ainsi l'affaiblissement de la domination byzantine au profit des flottes occidentales engagées dans les expéditions croisées.

L'installation des Lusignan à Nicosie, en 1192, matérialise l'insertion de Chypre à l'ensemble géostratégique de l'Orient latin, un Orient latin qui demeure une entité politique dépendant tota-

entre Louis II et Anne de Lusignan de Chypre (1432-1462), in C. Mutafian (éd.), *Les Lusignan et l'outre-mer (Actes du colloque Lusignan-Poitiers, 20-24 octobre 1993)*, Université de Poitiers, Poitiers, 1993, pp. 112-121.

[47] C. Galatariotou, *The Making of a Saint. The Life, times and Sanctification of Neophytos the Recluse*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, pp. 42-43; A. Asdracha, *Η Κύπρος υπό τους Κομνηνούς*, in Th. Papadopoullos (dir.), *Ιστορία της Κύπρου*, Fondation de l'Archevêque Makarios III, Nicosie, 2005, vol. III, pp. 383-395; D. M . Metcalf, *Byzantine Cyprus 491-1191*, Cyprus Research Centre, Nicosie, 2009, pp. 558-563; É. Malamut, *Chypre au XIIe* siècle, «Επετήρις του Κέντρου Επιστημονικών Ερευνών», 36, 2011-2012, pp. 37-41.

lement du soutien de l'Occident latin jusqu'en 1291. L'insularité évite au royaume franc d'être balayé par les Mamelouks, comme le sont les villes et les ports de Syrie, de Palestine et de Cilicie. Tant que les sultans du Caire ne disposent pas d'une puissante flotte, Chypre n'est pas sérieusement menacée avant 1424, sauf à l'occasion d'une expédition lancée contre Limassol, en 1271, dispersée par une tempête. Sur le long terme, la maîtrise des mers par les forces navales chrétiennes a garanti la sécurité de la monarchie franque.

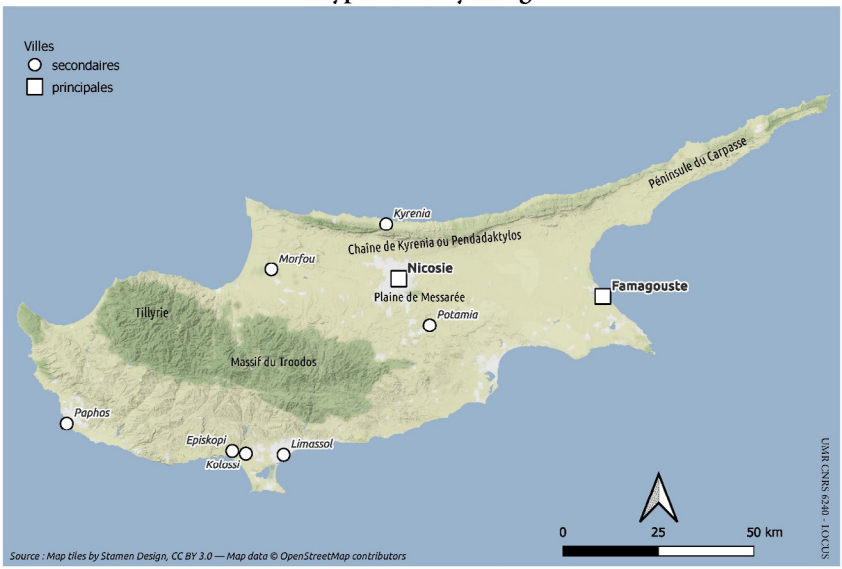
Cependant, les Lusignan agissent en conformité avec les objectifs politiques et spirituels des puissances du monde latin, et ils consacrent une partie importante de leurs ressources à des entreprises militaires sans résultats. Les alliances diplomatiques contractées par les souverains accentuent des dépenses de nature somptuaire, sans résoudre le problème de l'isolement de la couronne de Chypre dans le concert des puissances du monde latin.

Les besoins d'argent conduisent les Francs à stimuler les cultures commerciales dans leurs domaines, et surtout à abandonner aux marchands italiens, génois et vénitiens, des pans de plus en plus larges de leurs revenus. Cette dépendance croissante, alliée à la faiblesse militaire, précipite l'immixtion des républiques marchandes dans la vie du royaume. La domination exercée par Gênes sur Famagouste, à partir de 1374, puis celle de Venise sur le royaume franc, un siècle plus tard (1474), matérialisent le renversement des rapports de force en faveur des États disposant de puissantes flottes[48].

Au terme de l'analyse, on peut insister sur le fait que le potentiel économique chypriote, aussi riche soit-il, n'a pas renforcé l'autonomie politique du royaume franc sur le long terme. Il a été un instrument soutenant des choix diplomatiques et militaires, déterminés sans rapport avec les intérêts spécifiques de l'île, puisqu'ils devaient répondre aux besoins particuliers de la dynastie franque. En ce sens, les capacités d'autonomie de ce «microcontinent» demeurèrent étroitement corrélées à l'usage politique qui en fut accompli.

[48] Sur les renversements des rapports de force entre puissances navales: M. Balard, Chr. Picard, *La Méditerranée au Moyen Âge. Les hommes et la mer*, Hachette, Paris, 2014, pp. 128-146.

Chypre au Moyen Âge



LES ÎLES VUES DE MÉDITERRANÉE

Romain André

DES ÎLOTS CHRÉTIENS DANS UN «LAC MUSULMAN»? LES ÎLES DE L'OUEST DE LA MÉDITERRANÉE FACE À L'ISLÂM (VIIIe-IXe SIÈCLES)

Résumé: *Durant la plus grande partie du XXe siècle, l'historiographie du haut Moyen Âge méditerranéen fut fortement influencée par la thèse contenue dans le célèbre ouvrage d'Henri Pirenne, Mahomet et Charlemagne (1937). Selon l'historien belge, l'expansion de l'Islâm aurait mis fin à la civilisation antique, «fermant» la Méditerranée occidentale désormais soumise à un jihâd permanent. L'ancien Mare Nostrum aurait alors été transformé, aux VIIIe et IXe siècles, en «lac musulman». Dans ce contexte, la situation des îles serait devenue particulièrement inconfortable: postes avancés face à l'Islâm, coupées des rives chrétiennes, isolées dans une mer hostile, elles auraient été abandonnées à la prédation des pirates maures et sarrasins. Cette vision, désormais largement remise en cause dans les milieux universitaires, reste pourtant assez répandue dans le grand public, en particulier méditerranéen, ainsi que parmi quelques intellectuels. En effet, au-delà des enjeux identitaires les plus contemporains, l'examen de la thèse de Pirenne montre qu'elle n'est pas dépourvue d'atouts. Extrêmement générale et cohérente, elle résiste à la critique, ce qui donne lieu à une polémique récurrente depuis quelques décennies. Pourtant, quand on abandonne les perspectives générales pour se replonger dans les sources d'une partie de la Méditerranée, le tableau apparaît bien différent. En ce qui concerne le cas des espaces insulaires de l'ouest, la guerre permanente de Pirenne est introuvable. Jamais la Méditerranée occidentale n'est attaquée dans son ensemble. Au contraire, de façon frappante, durant la deuxième moitié du VIIIe siècle, la paix est générale. Les îles sont incontestablement connectées aux rivages voisins et intégrées dans des réseaux de circulation en pleine mutation, mais néanmoins actifs. L'étude des îles permet donc d'apprécier les nuances de la chronologie et la complexité d'une période méconnue, dans l'espoir d'en terminer enfin avec une vision réductrice du haut Moyen Âge méditerranéen, trop souvent marquée par l'obsession des conflits religieux.*

Abstract: *During the 20th century, the historiography of the early medieval Mediterranean sea was mainly shaped by Pirenne's Muhammad and Charlemagne (1937) thesis. According to him, the expansion of Islam would have triggered the extinction of the classical civilization, by threatening the Western Mediterranean with a continuous jihad, resulting in the collapse of all kinds of circulations. Then the old Mare Nostrum would have been turned into a "Muslim lake". Under these circumstances, the situation of the Western islands would have become very critical: Pirenne considered them to be outposts facing Islam, cut off from the Christian shores, isolated in a hostile sea, and abandoned to the attacks of Moorish and Saracen pirates. Although now questioned in academic circles, this view is still widely spread among the general public. However, no trace of Pirenne's total war can be found anywhere in the Western islands. The Mediterranean sea was never assaulted in its entirety. On the contrary, during the second half of the 8th century, there was a comprehensive peace in its western part. Islands were connected to nearby shores and fully integrated into active circulation networks. Therefore the analysis of the*

islands' situation allows historians to assess the chronological nuances and complexity of a little-known era, thus putting an end to a strictly religious view of the conflicts occurring in the early medieval Mediterranean Sea.

1. *Introduction*

«Ainsi, les Maures d'Espagne se rendant en Corse en ce saint samedi de Pâques y ravagèrent une ville et n'y laissèrent que l'évêque ainsi que quelques vieillards et infirmes.»[1]

Le scribe de la chancellerie carolingienne qui a rédigé cette partie des *Annales Regni Francorum* n'est pas bavard pour relater les événements qui ont touché la Corse durant le règne de Charlemagne. Dans la plupart des annales et des chroniques en langue latine des VIIIe et IXe s., on ne s'étend guère sur le sud du *regnum Francorum*. D'autant plus quand il s'agit des îles méditerranéennes.

Le texte présenté ici est court mais pose de nombreuses questions: qui étaient ces pillards et pourquoi les appeler *Mauri*, alors que d'autres chroniques antérieures, comme celle du continuateur de Frédégaire[2], parlent pour l'*Hispania* de *Sarracini*, de Sarrasins? Quelle est cette ville corse presque totalement dépeuplée? Pourquoi cette attaque soudaine?

Sur un domaine aussi peu documenté que le haut Moyen Âge méditerranéen, des certitudes paraissent pourtant depuis longtemps fermement établies. Dès le XIVe s. Ibn Khaldûn écrit qu'après l'irruption de l'Islâm en Méditerranée, «les chrétiens n'y pouvaient même plus faire flotter des planches»[3]. En 1937, l'historien belge Henri Pirenne ajoute dans son *Mahomet et Charlemagne:* «De plus en plus Charlemagne, incapable de résister aux flottes musulmanes, se résigna à la défensive, parant difficilement les coups qu'il recevait»[4]. Il écrit un peu plus loin la phrase qui fournit le titre

[1] «*Mauri quoque de Hispania Corsicam ingressi in ipso sancto paschali sabbato civitatem quandam diripuerunt et praeter episcopum ac paucos senes atque infirmos nihil in ea reliquerunt.*», in *Annales regni Francorum*, *M.g.h. Scriptores*, Hanovre, éd. F. Kurze, 1895, pp. 2-178, an. 809.

[2] Frédégaire, *Chronique des temps mérovingiens*, trad. O. Devillers et J. Meyers, Brepols, Turnhout, 2001.

[3] Ibn Khaldûn, *al-Muqqadima*, Vincent Monteil trad., Thesaurus, Actes Sud, Paris, p. 397.

[4] H. Pirenne, *Mahomet et Charlemagne*, PUF, Paris, 1970 (1ère éd. 1937), p. 117.

de cette communication: «On peut donc dire que, dès la conquête de l'Espagne, et surtout de l'Afrique, la Méditerranée occidentale devient un lac musulman»[5]. Si ces appréciations bénéficient d'une considérable postérité, c'est probablement avant tout car elles ont longtemps conforté les opinions d'une grande partie des lecteurs de leurs temps. Durant des siècles, la vision dominante du haut Moyen Âge méditerranéen était en effet celle d'un *jihâd* perpétuel qui aurait fermé la mer aux chrétiens. Dans cet espace, la situation des îles ne semblait guère enviable: isolées du continent, elles auraient vécu en autarcie dans des eaux hostiles, abandonnées à la prédation des ennemis de leur foi.

En épousant cette perspective conflictuelle, la catastrophe de 809 paraît moins mystérieuse: depuis le VIIIe s. et l'arrivée de l'Islâm en Méditerranée, la Chrétienté n'aurait été que sur la défensive. Autant en raison des encouragements coraniques au *jihâd* que par goût du pillage, les musulmans auraient ravagé l'ensemble des côtes méditerranéennes. Livrées à elles-mêmes, les populations insulaires auraient été des proies faciles pour ces corsaires au service de l'Islâm. Il n'est donc guère étonnant qu'en 809, la ville[6] corse évoquée plus haut ait été attaquée à Pâques.

Mais un grain de sable subsiste dans cette construction mémorielle: si la Méditerranée était en proie à la guerre sainte, pourquoi ces guerriers musulmans auraient-ils épargné l'évêque?

La Méditerranée occidentale est un espace facilement identifiable depuis la division de l'Empire romain en *pars orientalis* et *pars occidentalis* en 395 au terme du règne de Théodose. Par opposition aux régions hellénophones, la Méditerranée occidentale était une mer latine, qui s'identifiait encore à Rome bien qu'elle fût dirigée de Ravenne. L'abdication en 476 de Romulus Augustus acheva d'entériner cette partition, l'Orient méditerranéen restant sous le contrôle de Constantinople, tandis que l'Ouest était sillonné de migrants germaniques en quête de terres: Ostrogoths en Italie, Wisigoths en Aquitaine et en Espagne, Vandales en Afrique[7]. Dans ce bassin occidental, les îles occupent une place prépondérante: elles sont moins

[5] H. Pirenne, *Mahomet et Charlemagne…*, *op. cit.*, p.119.

[6] On l'assimile souvent à Aleria ou à Mariana, puisqu'il y est fait mention d'un évêque et que les villes de la plaine orientale étaient les seules réelles agglomérations de l'île. En effet, au début du VIIIe s., les quatre ou cinq évêchés de Corse (Aleria, Mariana, Ajaccio, Sagone, Nebbio) avaient été fusionnés au profit de celui de Mariana.

[7] C'est-à-dire dans l'ancienne province romaine d'*Africa*, soit la Tunisie actuelle.

nombreuses mais souvent plus vastes que celles de l'Est et sont aussi plus hautes. En Sicile, l'Etna culmine à 3330m. En Corse, le Monte Cintu s'élève à 2714m. Les pentes fournissent du bois et de l'eau, tandis que les sommets constituent des points de repères précieux. Il est possible de naviguer d'Afrique en Toscane sans quasiment jamais quitter les côtes de vue, par la Sardaigne, la Corse et l'île d'Elbe. Il n'y a guère que la portion centrale de ce bassin, en ligne droite depuis le delta du Rhône jusqu'aux côtes du Maghreb, qui soit dépourvue de repères visuels[8]. Ces îles délimitent aussi des espaces intérieurs au sein de cette Méditerranée qui est en réalité «un complexe de mers»[9]. Ainsi en est-il de la mer Tyrrhénienne, foyer économique majeur de l'Occident au début du Moyen Âge, bordée à l'ouest par la Corse et la Sardaigne. Au VIe s., ces îles ont toutes été convoitées par Justinien et Bélisaire: les tenir, c'était tenir la mer et tenir la mer, c'était reconquérir le cœur de l'empire occidental[10]. La peste et les difficultés de Byzance au VIIe s. eurent cependant tôt fait de mettre un terme à cette tentative de *renovatio imperii*. D'autres hégémonies eurent donc le champ libre, celle des Lombards initialement, puis celle des Arabes et des Francs.

La période qui va du VIIIe au IXe s. est décisive. La Méditerranée occidentale tourne le dos aux structures de l'Antiquité tardive[11], qui, de nombreux historiens et archéologues le reconnaissent aujourd'hui, avaient perduré durant une grande partie du haut Moyen Âge[12]. C'est après cette époque que, les bouleversements géopolitiques aidant, les échanges en Méditerranée prennent la physionomie qu'ils vont garder durant le Moyen Âge[13]. En 698, les conquérants musulmans s'emparent de Carthage, faisant irruption dans l'espace méditerranéen occidental. Dès 700, un premier

[8] Ce qu'on appelle la mer de Sardaigne.

[9] Expression de F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, t.1, Le Livre de Poche, Paris, 1990 (1ère éd. 1949), p. 28.

[10] P. Maraval, *L'empereur Justinien*, PUF, Paris, 1999.

[11] Même si les premières mutations structurelles d'importance sont notables dès le VIIe s., en particulier en termes démographiques. T. S. Brown, *Settlement and military policy in Byzantine Italy*, in H. Blake, T.W. Potter et D.B. Whitehouse (éd.), *Papers in Italian Archaeology*, 1, British Archaeological Reports, Oxford, 1978, pp. 323-338.

[12] R. Hodges et D. Whitehouse, *Mohammed, Charlemagne & the Origins of Europe. Archaeology and the Pirenne Thesis*, Ithaca, New York, 1983.

[13] Michael McCormick, *Origins of the European Economy*, Cambridge University Press, New York, 2010 (1ère éd. 2001).

raid est signalé sur Pantelleria[14]. En 702, les dernières résistances berbères d'Afrique sont brisées. En 711, Tariq b. Ziyâd franchit le détroit qui portera ensuite son nom[15] pour prendre pied en Espagne wisigothique. En 719, un *wâli* s'installe à *Arbûna*, naguère Narbonne. Cette expansion arabe met un terme définitif aux ambitions occidentales de l'Empire byzantin. Mais cet effacement de Constantinople à l'ouest favorise aussi l'expansion franque vers le Sud; à partir des années 730, unis sous la bannière des Pippinides austrasiens, les Francs réalisent à leur profit l'unité de l'ancienne Gaule. C'est en outre une alliance solide avec Rome, forgée contre les Lombards, qui permet à Pépin le Bref d'usurper la dignité royale en 754. En 774, son fils Charlemagne annexe l'Italie du Nord avant de reprendre le titre d'empereur d'Occident le 25 décembre 800. Il frappe alors des deniers le représentant, couronné de lauriers, sous le nom de *Karolus, Imperator Augustus*.

La perspective exclusivement conflictuelle pour décrire la Méditerranée proto-médiévale est très ancienne. L'unique source spécifiquement corse dont nous disposions, la *Chronique* de Giovanni della Grossa, qui remonte au tout début de l'époque moderne, adopte cette vision: «La Corse fut à la chute de l'Empire romain longtemps la proie des Sarrasins»[16]. Mais l'historiographie des siècles suivants ne tient pas un propos différent: «De bien loin, […] à travers l'Espagne qu'ils avaient conquise, arrivaient les Arabes ou Sarrasins, montés sur leurs chevaux rapides. Ils se disaient les envoyés d'Allâh et de Mahomet son prophète, et ils voulaient que tous les vaincus se convertissent comme eux à la religion musulmane»[17]. Ce n'est guère étonnant: Giovanni della Grossa est influencé par le discours aragonais du XIVe et du XVe siècle sur la conquête d'al-Andalus, présentée comme une «croisade» à l'époque. Les historiens français du XIXe et du début du XXe siècle, s'inscrivent dans cette perspective, vivifiée par le contexte colonial de leur temps.

[14] M. A. Ageil, *Naval policy and the rise of the fleet of Ifriqiyyah from the 1st to the 3rd centuries A.H*, Ph.D. these de doctorat, Université du Michigan, Ann Harbor, 1985, pp. 136-137.

[15] Jabal Târiq, la «montagne de Tariq», soit Gibraltar.

[16] «*Fu dopo i Romani, la Corsica lungo tempo combattuta da Saraceni*», Giovanni della Grossa, *Chronique de la Corse des origines à 1546*, A-M. Graziani (trad.), Alain Piazzola éd., Ajaccio, 2016, p. 40.

[17] J. Bainville, *Petite histoire de France*, Mame éd., Tours, 1928, pp. 22-23.

Les courants historiographiques du début du XXe siècle ont aussi mis l'accent sur la dimension antagoniste des contacts entre les rives sud et nord de la Méditerranée. À partir de cette époque, en se défiant d'approches strictement nationales, l'école des Annales élargissait les champs d'études pour s'intéresser au grandes ruptures historiques, au temps long et aux ensembles de civilisations. Mais comment caractériser une civilisation sans tomber dans l'essentialisme, comme Braudel lorsqu'il écrit: «L'Islâm, c'est la totalité de ce que le désert implique de réalités humaines, concordantes et discordantes»[18]? Le grand historien de la Méditerranée avait pourtant bien perçu les écueils du paradigme qu'il avait adopté[19], sans parvenir à totalement s'en défaire.

On est en droit d'interroger ce point de vue essentiellement conflictuel. Certes, les îles de l'ouest de la Méditerranée se trouvent face aux mondes de l'Islâm, mais elles sont à vrai dire en périphérie de toutes les entités dynastiques méditerranéennes, comme des interfaces ou des avant-postes. Elles fournissent des ports abrités, ou de précieux repères de navigation. Grâce à elles, la Méditerranée n'est pas une barrière infranchissable.

2. *Les îles méditerranéennes, Mahomet et Charlemagne*

L'étude des îles méditerranéennes occidentales au haut Moyen Âge et de leurs liens avec le monde musulman s'insère surtout dans une historiographie dominée par la publication de *Mahomet et Charlemagne* en 1937, qui interrogeait notamment la fin du monde antique.

Sans remonter aux écrivains de l'Antiquité tardive[20] qui voyaient dans la fin de Rome un châtiment divin, on peut dater du XVIIIe siècle les premiers travaux sur cette question. En 1734, Montesquieu, dans ses *Considérations sur la grandeur des Ro-*

[18] F. Braudel, *La Méditerranée au temps de Philippe II*, Le Livre de Poche, 1993, t. I., p. 225.

[19] «Cette histoire au long souffle, […] a ses avantages et ses inconvénients. Ses avantages: elle oblige à penser, à expliquer en termes inhabituels et à se servir de l'explication historique pour comprendre son propre temps. Ses inconvénients, voire ses dangers: elle peut tomber dans les généralisations faciles d'une philosophie de l'histoire, en somme d'une histoire plus imaginée que reconnue ou prouvée». Fernand Braudel, *Grammaire des Civilisations*, Flammarion, Paris, 2008 (1ère éd. 1987).

[20] Les païens comme Eunape et Zosime, les chrétiens comme Orose et Salvien.

mains et leur décadence[21], identifiait de nombreux facteurs permettant d'expliquer le déclin de la civilisation latine classique, en pointant le despotisme croissant à partir du IIIe siècle. Voltaire, lui, accusait le christianisme. Ces réflexions furent reprises par Edward Gibbon dans son *Decline and Fall of the Roman Empire* publié en 1776[22], qui les combina avec les conséquences des migrations germaniques, en particulier des Vandales. En effet, à partir de 439, ce peuple s'emparait de l'Afrique où il fondait un royaume qui atteint rapidement la Sardaigne et la Corse. Contrôlant ainsi la Méditerranée, les hommes de Genséric parvinrent à piller Rome durant une quinzaine de jours en 455.

La fin du XIXe siècle vit le développement de l'analyse systématique des sources et renouvela les connaissances sur cette question: Alfons Dopsch (mort en1953), en s'appuyant sur l'archéologie, ne remit, par exemple, pas en cause le rôle des «Barbares» dans la fin de l'Antiquité, mais l'identifia comme un processus graduel au cours duquel la culture germanique avait lentement transformé tous les aspects de la civilisation classique[23]. Une rupture nette lui semblait difficilement décelable dès qu'on s'intéressait à la culture matérielle[24].

Dans son *Mahomet et Charlemagne*, Pirenne présente alors des hypothèses qui tranchent avec certaines idées communément admises à son époque, mais qui s'inscrivent dans les évolutions historiographiques de son temps. Il entend d'abord montrer que le bassin méditerranéen, cœur de la civilisation antique, n'a été que peu impacté par les invasions germaniques. Il décrit ensuite la destruction du *Mare Nostrum* provoquée selon lui par la conquête musulmane, qui frappe en premier lieu les îles.

---

[21] Montesquieu, *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, C. Volpilhac-Auger (dir.), Folio, Paris, 2008.

[22] E. Gibbon, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Penguin, London, 2012 (1ère éd. 1776-1788).

[23] A. Dopsch, *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kulturentwicklung*, Vienne, 1918-1920.

[24] Ces observations sont confirmées par les découvertes archéologiques récentes. Ainsi, en Corse, on constate que les inhumations sous tuiles de l'Antiquité se poursuivent au haut Moyen Âge, tout comme la coutume du *refrigerium*, le repas sur les tombes. A.-G. Corbara, *Sépultures et pratiques funéraires en Corse au Moyen Âge*, thèse de doctorat d'archéologie médiévale, Université d'Aix-Marseille, 2016.

Pour Pirenne, la civilisation antique est intrinsèquement liée à la Méditerranée, qui en constitue le cœur véritable, à la fois réseau de circulations, bassin économique, foyer culturel et territoire maîtrisé depuis des siècles. L'Empire romain, dont la structure économique et sociale est fondée sur un réseau de cités méditerranéennes aurait donc été peu touché par les invasions barbares du Ve siècle. Les fondations de sa civilisation demeurent. Il insiste sur l'importance de la Méditerranée occidentale, en montrant que Justinien sacrifie même ses luttes contre les Slaves et les Perses pour y lancer un mouvement de reconquête qui en refait presque totalement un «lac romain». Et pourtant, dans les décennies qui suivent, le déclin est brutal. Les villes périclitent et la navigation vers l'Orient disparaît. La Méditerranée, pour la première fois depuis des siècles, semble désertée. Le responsable en est assurément l'expansion de l'Islâm: les ports sont livrés aux «pirates sarrasins», les ribâts entretiennent un «perpétuel état de guerre». Les marchandises orientales disparaissent des entrepôts francs: soieries, papyrus, épices, tout cela est désormais invisible. Au début du VIIIe siècle, du fait de la conquête musulmane des rivages sud de la Méditerranée, «Marseille est mort»[25]. Dans ces conditions, que reste-t-il de Caralis en Sardaigne, de Mariana en Corse ou de Syracuse en Sicile?

Dans la guerre permanente que l'Islâm imposerait à la Chrétienté antique, les îles méditerranéennes, qui accueillaient des cités commerçantes prospères[26] et nombre de monastères prestigieux[27], sont dorénavant livrées à ceux qu'Henri Pirenne a du mal à considérer autrement que comme des pirates et des fanatiques. Il se livre à la litanie des pillages, en particulier concernant la Sicile[28]. Quant à la Corse et la Sardaigne, il lui semble de façon assez nette

[25] H. Pirenne, *Mahomet et Charlemagne...*, *op. cit.*, p. 124.

[26] Ainsi Caralis, l'actuelle Cagliari, qui est décrite par l'écrivain alexandrin Claudien, à la fin du IVe siècle, comme une ville d'une longueur considérable, pourvue d'un grand port et d'un immense bassin séparés par un promontoire. En outre, l'amphithéâtre antique pouvait accueillir environ 10 000 spectateurs. Cf. Lucain, Silius Italicus, Claudien, Œuvres Complètes, J.-J. Dubochet éd., Paris, 1837, p. 514.

[27] Ainsi l'abbaye de Lérins, au large des côtes provençales, qui est notamment déjà décrite comme un immense monastère par Jean Cassien en 427. Aux Ve et VIe siècles, l'île devient un des principaux cœurs du monachisme occidental, en particulier durant la réforme grégorienne. Cf. Y. Codou et M. Lauwers (éd.), *Lérins, une île sainte de l'Antiquité au Moyen Âge*, Brepols, Turnhout, 2009.

[28] H. Pirenne, *Mahomet et Charlemagne...*, *op. cit.*, p.137.

que ces terres font désormais partie du *dâr al-Islâm*[29]. Son travail a donné lieu à d'abondants commentaires, puis à des critiques appuyées. On ne peut que regretter que le savant belge soit mort en 1935, sans avoir pu prendre part au débat qu'il avait suscité.

Les sources écrites du haut Moyen Âge relatives aux îles occidentales sont éparses. Les données disponibles offrent tout de même la possibilité d'étoffer notre connaissance de la chronologie des événements, qui n'a pas toujours été étudiée en détail[30].

Les sources latines furent longtemps, en Europe, l'unique *corpus* de sources utilisé par les historiens, mais pour la période étudiée ici, nous ne disposons pas de textes spécifiquement insulaires. Cependant, les écrits latins continentaux sont relativement nombreux et assez détaillés. Les îles sont présentées, ou au moins mentionnées, de façon épisodique dans les annales carolingiennes. En Italie, on peut citer les *Annales Barenses* ou les *Annales Casinenses* parmi d'autres. On trouve aussi un certain nombre de chroniques, plus étoffées: par exemple la *Chronicon Amalfitanum*, ou la *Chronicon Salernitatum*. Organisées de façon chronologiques, ces annales et ces chroniques, en dépit de quelques incohérences, sont incontournables car elles nous permettent de dégager une trame événementielle. On dispose aussi de biographies, telles que la *Vita Karoli* d'Eginhard, ou encore les *Vitae Hludowicis Imperatoris* de Thégan ou de l'Astronome. Ces œuvres issues d'exercices relativement convenus peuvent être complétées par des travaux d'une portée plus littéraire, comme le poème d'Ermold le Noir à la gloire de Louis le Pieux ou la *Gesta Karoli Magni* du moine de Saint-Gall Notker le Bègue. Il n'y a aucun texte spécifiquement historique, sauf peut-être celui de Nithard qui fut chargé par Charles le Chauve de «fixer par écrit, pour la postérité, le récit des événements de son temps». Dans ses *Histoires*, il ne mentionne hélas pas les îles, mais on peut y trouver des allusions sur le monde des marchands ou des marins[31]. Les documents issus de la chancellerie pontificale peuvent aussi être d'un certain secours: le *Liber*

[29] *Ibid.*, p.139.

[30] C'est par exemple le cas de M. McCormick, qui, en dépit de l'immense travail de recherche dont son livre est l'aboutissement, n'adopte pas de perspective chronologique. Michael McCormick, *Origins of the European Economy, op. cit.*

[31] Ainsi, chez Nithard, on trouve des considérations sur les réquisitions de navires marchands nécessaires à Charles le Chauve pour franchir la Seine. Nithard, *Nithardi Historiarum, MGH SS rer. Germ. 44*, Hanovre, Hahnian, 1907, 61 p.

Pontificalis mentionne parfois les îles proches (Sicile, Sardaigne, Corse), tandis que les lettres des papes aux souverains francs ou aux représentants insulaires peuvent livrer quelques informations précieuses. Jadis laissées de côté par les historiens, les hagiographies peuvent aussi fournir des données intéressantes. Par exemple, au-delà du merveilleux, on y trouve quelquefois des éléments permettant d'approcher la réalité du monde méditerranéen de l'époque. La *Vita Iacobi* nous apprend ainsi que ce personnage, débarqué en Corse par un navire byzantin indélicat, est brutalisé par les habitants qui le prennent pour un espion[32]. D'autres récits autour de personnages pieux, saints, moines ou évêques, font grand cas de voyages en Méditerranée étant donné l'importance religieuse de cet espace. Dans ces textes on peut découvrir quelques éléments intéressants, ayant par exemple trait à la navigation[33].

On dispose aussi d'autres ensembles documentaires. Il y a par exemple les sources hébraïques, qui sont intéressantes en raison de leur spécificité. Des marchands israélites sont mentionnés sur tous les rivages de la Méditerranée, l'organisation de la diaspora leur permettant de disposer de contacts à la fois en terre chrétienne et en terre d'Islâm. Ainsi, près d'un millier de lettres de marchands juifs ont été découvertes dans la Genizah de la synagogue Ben Ezra de Fustât, au Caire. Etudiées par plusieurs hébraïstes, comme Shlomo Goitein, elles restent cependant exceptionnelles dans le contexte de la Méditerranée occidentale et ne concernent que l'ultime fin de l'époque qui nous occupe. Il y a aussi la *Chronique* d'Ahimaaz b. Paltiel (mort en 1060), qui fournit un certain nombre d'éléments sur l'organisation des communautés juives et sur les circulations méditerranéennes. Les sources arabes sont substantielles. Il y a quelques chroniques, comme celle d'Ibn ʿAbd al-Hakam (mort en 871), d'Ibn al-Qûtiyya (mort en 977), ou d'al-ʿUdhrî (mort en 1085). L'utilisation de ces textes est bien sûr conditionnée par l'obstacle de la langue, mais ces chroniques sont de plus en plus traduites. Le problème principal est qu'elles aussi ne livrent que des informations ponctuelles et que les raids musulmans n'y sont pratiquement

[32] *Vita Iacobi*, Acta Sanctorum ordinis sancti Benedicti, J. Mabillon (éd.), 4.2, Venise, 1738, p.156.

[33] Les tempêtes sont par exemple présentes dans les hagiographies, comme des occasions de mettre à l'épreuve la foi des fidèles. ex. Pierre, *Miracula S. Phantini* (BHG 1509), p. 72-74.

jamais mentionnés. Du côté des Perses arabisés, on peut recourir à l'un des plus illustres historiens des premiers siècles de l'Islâm, al-Tabarî (mort en 923). Resté célèbre pour son *Histoire des Prophètes et des Rois*, qui fut achevée vers 915, il offre un regard abbasside sur la découverte et la conquête arabe des rives de la «mer des Romains», depuis les quatre premiers califes *râshidûn* de Médine (632-661) jusqu'aux Omeyyades de Damas (661-749). Malheureusement, au cours des VIIIe et IXe siècles, le principal problème est que le centre politique et culturel du *dâr al-Islâm* est fort éloigné de la Méditerranée occidentale. On se soucie apparemment assez peu des affaires touchant cet espace. Cependant, son exotisme fait qu'il attire parfois l'attention de géographes, comme Ibn Kurrâdadhbih ou Ibn Rustih, qui mentionnent parfois les îles au milieu de considérations empreintes de merveilleux.

Actuellement, l'archéologie ne permet pas de dresser une chronologie précise du haut Moyen Âge méditerranéen. Tandis que Pirenne semble constater que la civilisation classique n'a pas décliné jusqu'au tout début du VIIIe siècle, d'autres, depuis les années 1970 et 1980, à la suite de Hodges, Whitehouse et McCormick, traitent largement d'un déclin de l'économie méditerranéenne bien avant l'irruption de l'Islâm dans cet espace. Le débat oppose en réalité des partisans du déclin et ceux d'une continuité jusqu'à une mort brutale. Il est difficile d'établir une vérité indiscutable dans ce domaine, tant les interprétations paraissent subjectives et parcellaires. Les conclusions de Hodges[34] sur l'effondrement démographique de l'Italie entre le IIIe et le VIe siècle sont parfois contredites par d'autres chercheurs, comme Chris Wickham[35]. Ainsi, même quand on dispose de quelques données objectives, comme la raréfaction de la céramique sigillée africaine en Italie à cette époque, elles donnent lieu à des interprétations contradictoires. Cette question soulève bien le problème fondamental des historiens qui s'attachent à étudier les VIIIe et IXe siècles: le faible faisceau de données que l'on peut analyser. Peu de sites insulaires ont été fouillés de façon exhaustive et ce manque de sources archéologiques ou historiques nous conduit à tenter d'identifier des généralités autour de cas particuliers, sans pour autant nous permettre

[34] R. Hodges et D. Whitehouse, *Mohammed, Charlemagne & the Origins of Europe …, op. cit.*, pp. 38-50.

[35] C. Wickham, *Historical and topographical notes on early medieval South Etruria: part II* , in «Papers of the British School at Rome», 47, 1979, pp. 66-95.

de discerner des tendances avec certitude. Sans compter que l'archéologie est silencieuse dans des domaines capitaux. Par exemple, le commerce transméditerranéen des esclaves, par l'Espagne ou l'Italie, est largement présent dans les sources écrites. Hélas, à part quelques chaînes[36], il n'a laissé aucune trace à ce jour.

Ceci dit, dans le cas des îles, l'archéologie reste précieuse, dans la mesure où ses découvertes concernent souvent des éléments extérieurs aux sociétés insulaires. Ainsi, même si elle ne livre pas d'explication, elle permet de mettre en évidence des circulations dans le bassin méditerranéen, aussi ténues soient-elles. Ces trouvailles offrent aux chercheurs la possibilité de corroborer ou d'invalider des hypothèses issues de l'étude des textes. Par exemple, en ce qui concerne les premières décennies de la Sicile musulmane, des récits très fragmentaires laissent entrevoir une intégration rapide dans les circuits d'échanges du monde arabo-musulman. Or il y a quelques années, des amphores issues de Méditerranée orientale furent mises à jour au large de la Sicile et de l'Ifrîqiya, témoignant ainsi de l'existence de circulations de marchandises entre l'Est, la Tunisie actuelle et la Sicile à la fin du IXe s[37]. Les dépôts monétaires et les analyses numismatiques qui en découlent sont à cet égard particulièrement intéressantes. Par exemple, pour le début du VIIIe siècle, on a surtout exhumé en Sardaigne des pièces byzantines et musulmanes au sud, et des monnaies byzantines et lombardes au nord[38]. En soi-même, cette répartition est déjà évocatrice et bat en brèche l'idée selon laquelle les îles auraient été condamnées à vivre en autarcie. Lorsqu'on compare ces données avec celles des périodes ultérieures, on est en mesure de mieux approcher la dynamique de ces circulations. Ainsi, au cours du IXe siècle, un nombre croissant de monnaies franques est mis à jour avec une plus forte proportion de celles frappées au cours du règne de Louis

[36] Retrouvées à Brno (République tchèque) ou à Krivina (Bulgarie), citées par M. McCormick, *Origins of the European Economy…*, *op. cit.*, pp.742-743.

[37] Deux amphores islamiques ont ainsi été découvertes sur des sites séparés au nord du banc de Skerki, entre l'Afrique, la Sicile et la Sardaigne. V. Christides, *Raid and trade in the Eastern Mediterranean: a treatise by Muhammad b. 'Umar*, in «Graeco-Arabica», 4, pp. 53-63.

[38] Comme à Pula près de Cagliari (1 pièce de cuivre byzantine frappée à Carthage, fin VIIe s.), à Cagliari (6 pièces de cuivre omeyyades frappées à Baalbek avant 749), ou à S. Giovanni di Ossi, au nord (19 pièces d'or byzantines et lombardes frappées avant 741). Cf. M. McCormick, *Origins of the European Economy …*, *op. cit.*, p. 354.

le Pieux (814-840)[39]. Ainsi, l'archéologie, bien plus que les textes, nous apprend que non seulement cette île entretenait des rapports suivis avec ses horizons septentrionaux et méridionaux, mais aussi que ces connexions évoluèrent avec le temps dans le sens d'une intégration croissante aux circuits économiques de l'Italie franque au cours de la première moitié du IXe siècle.

L'iconographie peut aussi livrer des représentations des îles ou décrire des éléments touchant à la navigation et aux circulations[40], même s'il faut bien reconnaître que ceux-ci ne sont pas très nombreux. Dans ce domaine, quelques cartes existent. Au-delà des représentations de l'Antiquité, issues par exemple de la *Géographie* de Ptolémée, ou des descriptions d'Isidore de Séville, on dispose surtout d'une carte du VIIIe siècle, la *mappa mundi* d'Albi. De 27 cm sur 22,5 cm, peinte sur un parchemin relativement épais, elle représente la Méditerranée au centre du monde, qui s'enroule autour d'elle comme une fronde, forme probablement inspirée de la lecture du *Périégèse* de Denys (IIe siècle). On y trouve la mention d'îles, de villes, de pays ou d'empires, entourés par un grand océan extérieur. La carte est suivie d'un index des mers et des vents. Apparemment réalisée en Septimanie, elle peut fournir des éléments sur les représentations de la Méditerranée occidentale du haut Moyen Age. On n'y découvre par exemple aucun terme témoignant de la conscience d'un espace divisé entre Chrétienté et Islâm. Les îles, Sardaigne, Sicile ou Corse, sont représentées sous forme d'abstractions, sans aucun égard pour les distances réelles ou les dimensions. Tandis que la Sardaigne est placée proche de Rome et de la Sicile, la Corse est rejetée près des côtes de Maurétanie: s'agit-il d'un indice du faible peuplement de cette île, peut-être moins intégrée que les deux autres dans les courants d'échanges italiens? Il existe aussi d'autres cartes, comme la *Mappa Mundi* de Beatus de Liebana, dont l'original a été perdu, mais qui est connue grâce à des copies dont la plus ancienne date du XIe siècle[41].

[39] R. J. Rowland Jr., *The periphery in the Center, Sardinia and the Ancient and Medieval Worlds*, BAR International Series, 970, Oxford, 2001, pp. 126-153.

[40] Par exemple pour les navires du haut Moyen Âge, S. Dufrenne, C. Villain-Gandossi, *Bateaux figurés dans les œuvres carolingiennes*, in «Archaeonautica», 1984, vol. 4, n°1, pp.243-260.

[41] Dans le manuscrit de Saint-Sever, BNF, cote Lat.8878.

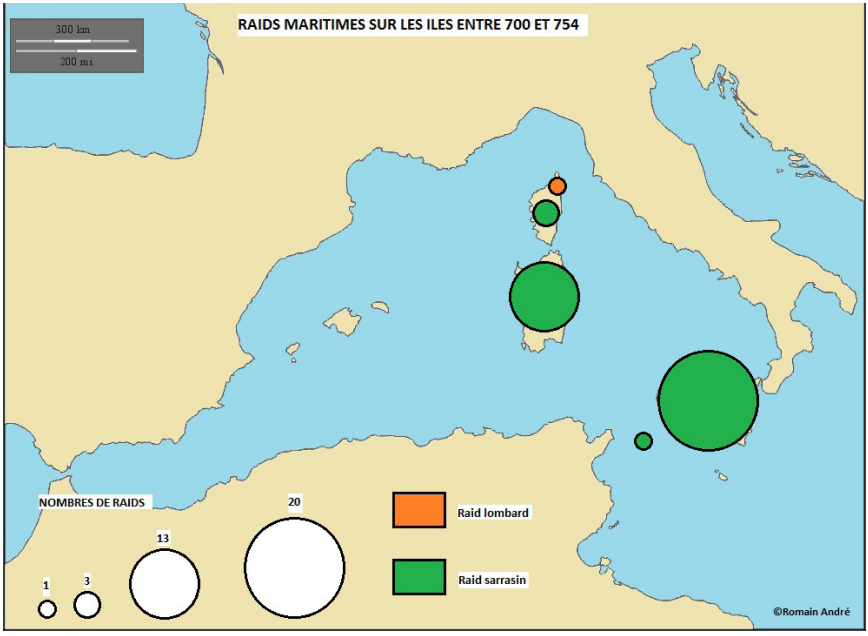
3. *Les îles méditerranéennes entre Chrétienté et Islâm*

La compilation des données de ces sources permet d'établir un certain nombre de faits. Si l'on ne considère par exemple que l'archipel des Baléares, on constate qu'on ne dispose d'aucun élément, excepté en 798-799, 813 et 848. À chaque fois, ces îles sont évoquées dans le cadre d'opérations navales et en lien avec le continent européen. Dans le cas de la Corse, les sources sont un tout petit peu plus loquaces: à part quelques épisodes au VIIIe siècle, l'île ne sort de l'obscurité qu'en 806, dans le contexte des raids venus d'Andalousie. Elle est mentionnée presque sans discontinuer jusqu'en 813, avant de retomber dans un oubli relatif tout au long du IXe siècle. En Sardaigne, la situation est quelque peu différente: l'île fait l'objet de raids africains soutenus au cours de la première moitié du VIIIe siècle. La période qui suit ne voit presque aucun événement être signalé. Ensuite, comme la Corse, cette île semble être exposée à des raids venus d'Espagne entre 807 et 813. Enfin, l'île n'est guère mentionnée durant le reste du IXe siècle. Pour la Sicile, on retrouve des similitudes, tout au moins au VIIIe siècle, où l'île est touchée par des raids durant les premières décennies du siècle. À partir des années 750, la situation est plus calme. Après 806, quelques opérations semblent avoir lieu par intermittence à proximité de cette possession byzantine, avant le début de la conquête aghlabide à partir de 827, qui se poursuit tout au long du IXe siècle. La comparaison et la synthèse de ces données autorisent donc une périodisation assez nette.

Le début du VIIIe siècle dans le bassin méditerranéen occidental est marqué par l'expansion des Omeyyades. Carthage tombe aux mains des Arabes en 698 et un arsenal est rapidement installé à Tunis, qui dote l'Ifrîqiya d'une puissance navale conséquente. Entre 700 et 710, des escadres musulmanes opèrent contre la Sardaigne et la Sicile ainsi que contre les îles plus petites, comme Pantelleria[42]. La Corse est également approchée (voir carte 1). On constate une pause entre 710 et 718, sans doute imputable au soutien naval nécessaire pour la conquête de l'Espagne wisigothique par Tarik b. Ziyâd puis Mûsâ b. Nusayr. Ensuite, de 720

[42] M. A. Ageil, *Naval policy and the rise of the fleet of Ifrîqiyyah from the 1st to the 3rd century A.H.*, these de doctorat, Université du Michigan, Ann Arbor, 1985; M. Amari, *Storia dei Musulmani di Sicilia,* 2e éd., 3 vol., C.A. Nallino, Catania, 1933-1939.

environ jusqu'en 750, les opérations reprennent de plus belle, essentiellement contre la Sicile et la Sardaigne byzantine. La Corse est relativement épargnée par ces opérations de la flotte d'Ifrîqiya: elle n'est pas directement située face à ces rivages et, à partir de 725, les Lombards la dominent en l'arrachant ainsi à la tutelle officielle mais très lointaine de Byzance[43]. On ne se situe assurément pas dans un contexte de guerre généralisée opposant un bloc chrétien à un bloc musulman, mais bien dans une lutte entre deux puissances, le califat omeyyade et l'empire byzantin, pour le contrôle de l'ouest de la Méditerranée. Il est en revanche évident que cet affrontement a des implications économiques, en raison du butin qu'il génère. Les violences sont toutefois nettement circonscrites dans l'espace et dans le temps.



Carte 1. Les raids contre les îles mentionnés dans les sources entre 700 et 754.

[43] F. Schneider, *die Reichsverwaltung in Toscana*, Bdhir, 11, Rome, 1914, p.79.

Tout change au tournant des années 750. De part et d'autre de la Méditerranée, des bouleversements géopolitiques fondamentaux influencent profondément la situation méditerranéenne. À partir de 740, une révolte berbère contre les Arabes affaiblit considérablement la domination omeyyade en Afrique, en Maurétanie et en Espagne. En 750, la révolte d'Abû Muslim et d'as-Saffah porte les Abbassides au pouvoir et débouche sur une division du *dâr al-Islâm*, puisqu'un survivant de la famille omeyyade, 'Abd ar-Rahmân b. Mu'âwîya, parvient à fonder un émirat dissident à Cordoue en 756. Au nord-ouest, le trait le plus frappant de cette époque, de façon tout à fait concomitante, est l'avènement de la dynastie carolingienne avec l'accession à la dignité royale en 751 de Pépin le Bref, fils de Charles Martel, usurpation confirmée par le pape Etienne II à Saint-Denis en 754. Là encore, cet événement est lourd de conséquences pour la Méditerranée occidentale puisque l'alliance entre Rome et les Francs scelle le destin du royaume lombard, débouche sur la création du patrimoine de Saint-Pierre et marque le début d'une hégémonie des Carolingiens bien au-delà des frontières de la Gaule. La grande révolte berbère, la mise en place de l'émirat de Cordoue et l'avènement de la dynastie carolingienne contribuent sans conteste à expliquer la fin des troubles en Méditerranée occidentale, menant à une période de paix sans précédent, de près de 50 ans. Ce que l'on pourrait appeler la «grande paix» du VIIIe siècle a bien sûr des conséquences importantes en termes économiques: ainsi, en Italie puis plus au nord, elle voit la diffusion des standards monétaires musulmans qui sont de plus en plus mentionnés lors de transactions[44] (on parle en latin de *mancusi*[45]). Il est par exemple évocateur de voir que jusqu'en Mercie, en Grande-Bretagne, le roi Offa (757-796) frappe des copies de dinars abbassides[46]. Si l'influence monétaire musulmane arrive jusque dans l'heptarchie anglo-saxonne, on peut fort bien ima-

[44] Ainsi à la toute fin du VIIIe siècle, le *missus dominici* Théodulf d'Orléans déplore que les juges provençaux, corrompus, demandent à être payés en «pièces avec des inscriptions arabes». M. Prou, *Les monnaies carolingiennes*, Rollin et Feuardent (éd.), Paris, 1896, pp. XXXI – XXXII.

[45] A. Rovelli, *Circolazione monetaria e formulari notarili nell'Italia altomedievale* ,» Bulettino dell'Istitutto storico italiano per il medio evo», 98, 1992, pp. 109-144.

[46] M. Lombard, *Espaces et réseaux du haut moyen âge*, Mouton, Paris, 1972, p.34.

giner quelle fut sa prégnance dans les îles qui faisaient face aux rives musulmanes de la Méditerranée. On a hélas assez peu de données pour apprécier de façon concrète la forme que les échanges ont pris entre les deux rives de la Méditerranée à partir de la moitié du VIIIe siècle.

Au tournant du IXe siècle, les dissensions dans l'émirat de Cordoue et en Sicile byzantine, la politique d'expansion franque au-delà des Pyrénées, au nord de l'Espagne et l'affirmation d'un nouveau pouvoir autonome, les Aghlabides, en Ifrîqiya, changent la donne et entrainent la fin de cette grande paix méditerranéenne. La première alerte vient des Baléares. En effet, la situation dans les confins pyrénéens de l'Empire carolingien et de l'émirat de Cordoue s'était détériorée depuis 25 ans[47], conduisant à des heurts importants entre chrétiens et musulmans. Mais dans le même temps, les tendances centrifuges à l'intérieur d'al-Andalus ne cessèrent de s'affirmer. Ainsi en 796, lorsque l'émir al-Hakam Ier arrive au pouvoir, il se heurte à une révolte fomentée par ses oncles Sulaymân et 'Abd-Allâh, appuyée sur le Maghreb et le littoral méditerranéen espagnol[48]. 'Abd-Allâh, le cadet, se rend même à Aix-la-Chapelle pour demander l'appui de Charlemagne[49], accompagné par Sa'dûn, gouverneur de Barcelone. Or c'est dans le contexte d'une concentration de renforts maghrébins sur le littoral révolté d'al-Andalus que se produit l'attaque sur les Baléares. On peut penser que ce sont ces Maghrébins, désireux de faire du butin ou de s'assurer une position de repli dans le cadre d'une révolte qui marquait le pas, qui sont à l'origine de cette opération[50]. Peu après, on observe des efforts francs soutenus en direction de Barcelone[51], qui aboutissent à la prise de la ville en 801. Le conflit s'enlise à

[47] En effet, les Carolingiens, profitant de l'instabilité des marges septentrionales d'al-Andalus, avaient mené des incursions dans la haute-vallée de l'Èbre en 778 et 798. En 793, ce sont les musulmans d'Espagne qui avaient pillé la Septimanie jusqu'aux faubourgs de Narbonne.

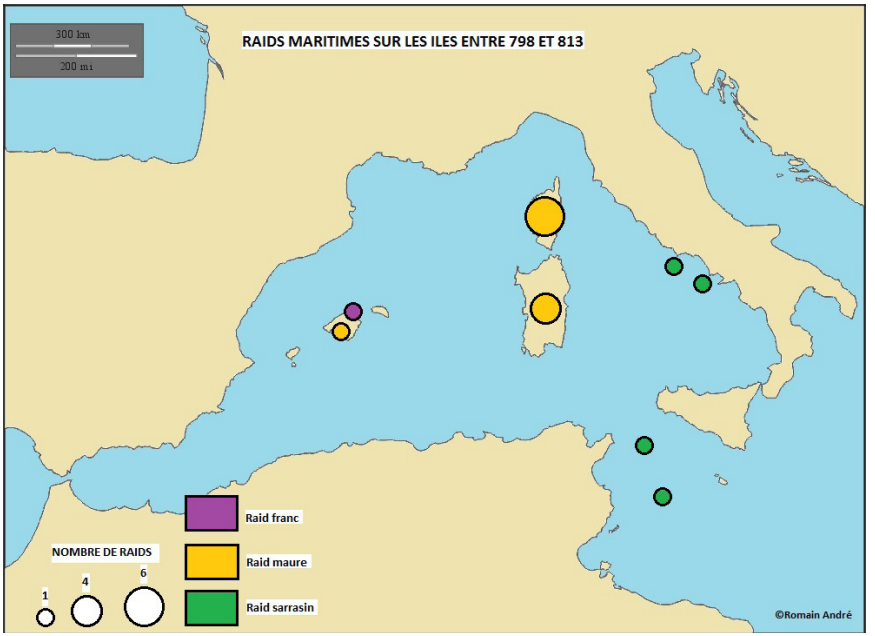
[48] P. Guichard, *Les débuts de la piraterie andalouse en Méditerranée occidentale, 798-813*, in «*Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*», n°35, 1983, p. 61.

[49] *Annales Regni Francorum…, op. cit.*, p. 101.

[50] P. Guichard, *Les débuts de la piraterie andalouse en Méditerranée occidentale*, 798-813», *op. cit.*, p. 62.

[51] P. Sénac, *Charlemagne et Mahomet*, Gallimard, Paris, 2015, pp. 136-144.

mesure que les armées carolingiennes piétinent devant Tortose, tandis que la Corse et la Sardaigne sont régulièrement touchées par ceux que les sources latines présentent comme de simples pirates, même si on peut en douter aujourd'hui (voir carte 2).



Carte 2. Raids contre les îles mentionnés dans les sources entre 798 et 813.

Sur leur origine, on y voit désormais un peu plus clair: les sources arabes expliquent par exemple que les forces militaires concentrées dans l'est de l'Espagne étaient essentiellement constituées de Berbères locaux ou recrutés au Maghreb[52]. Or, les sources latines, alors qu'elles utilisent toujours le terme *Sarraceni* pour désigner les musulmans d'al-Andalus, commencent pour la première fois à employer *Mauri* lors de l'attaque sur les Baléares de 798,

[52] Sur ce point, voir: P. Guichard, *Le peuplement de la région de Valence aux deux premiers siècles de la domination musulmane*, in «Mélanges de la Casa de Velázquez», t. V, 1969, pp. 143.

mettant en relief l'origine maghrébine des assaillants. Il se pourrait qu'ils viennent ainsi du littoral de Maurétanie, ou plus vraisemblablement des côtes sud-est d'al-Andalus, où les Berbères étaient présents en nombre. En tous cas, jusqu'en 813, c'est la dénomination de «Maure» qui prévaut pour parler des raids sur la Corse et la Sardaigne[53]. Cependant, entamées un an auparavant, des tractations diplomatiques entre Cordoue et Aix-la-Chapelle aboutissent à une paix stable vers 815; à cette même date, les sources musulmanes signalent le départ de nombreux marins andalous vers Alexandrie[54]. Les raids sur la Corse et la Sardaigne cessent; Il semble donc que ces attaques doivent être replacées dans le contexte spécifique de l'affrontement franco-andalou et non pas interprétées au prisme d'une idéologie du *jihâd* anachronique[55].

Au cours des années 820, les affrontements se déplacent vers l'Est (voir carte 3). Alors que les marins maghrébins quittent la côte orientale de l'Espagne pour s'établir à Alexandrie puis en Crète, c'est la Sicile byzantine qui connaît des bouleversements importants: en 826, la révolte d' Euphemius, le chef de la flotte, conduit ce personnage à chercher du soutien auprès des Aghlabides de Kairouan, initiant ainsi près de 70 ans d'opérations militaires africaines contre l'Empire byzantin dans l'île et plus généralement en Italie méridionale[56]. Dans le même temps, après 830, les querelles dynastiques des fils de Louis le Pieux provoquent un affaiblissement de l'emprise carolingienne au nord de la Méditerranée. On comprend dès lors que ces événements siciliens contribuent puissamment à la réorganisation géopolitique dans l'espace tyrrhénien. Plus que jamais, la Sicile devient un pivot entre les réseaux de navigation du monde musulman[57] et ceux de l'Italie chrétienne et carolingienne, d'autant que depuis 835, les Napolitains ont scellé une alliance solide avec les autorités aghlabides de

[53] P. Guichard, *Les débuts de la piraterie andalouse en Méditerranée occidentale, 798-813…*, *op. cit.*, annexe 1: «Sarraceni et Mauri dans les textes carolingiens».

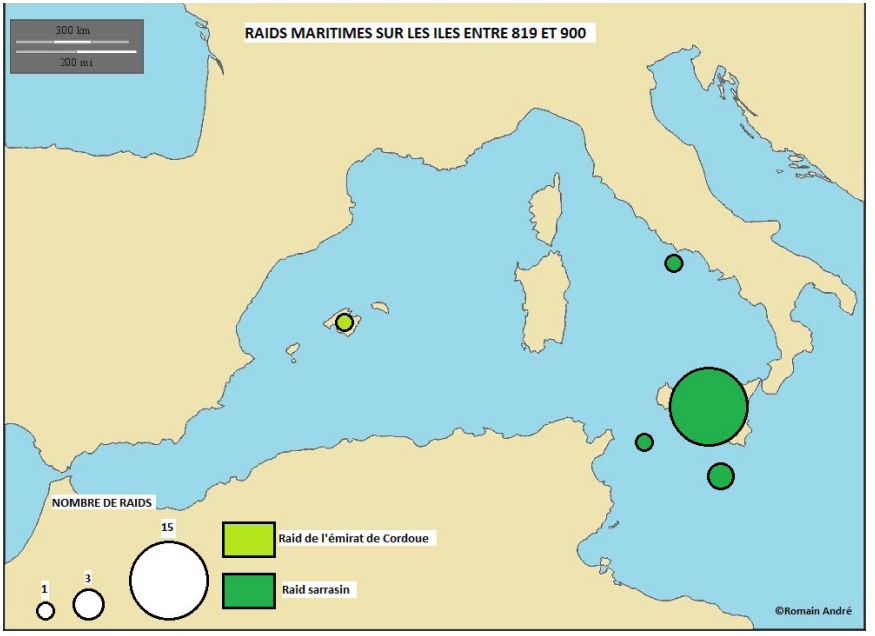
[54] E. Lévi-Provençal, *Histoire de l'Espagne musulmane*, t.1, Maisonneuve & Larose, Paris, 1950, pp.171-172; J. Aguade, *Algunos hadices sobre la occupación de Alejandría por un grupo de hispano-musulmanes*, in «Boletín de la Asociación Española de Orientalistas», XII, 2, 1976, pp.159-164.

[55] M. Bonner, *Le Jihâd. Origine, interprétation, combats*, Téraèdre, Paris, 2004.

[56] Ces opérations africaines en Italie du Sud conduisent notamment à la création de l'éphémère émirat de Bari, qui existe de 847 à 871.

[57] M. McCormick, *Origins of the European Economy…*, *op.* cit., p. 540.

Palerme[58]. Naturellement, la fragmentation progressive de l'Empire franc, ainsi que la guerre civile en Bénévent, qui dure de 839 à 851, exposent les rivages italiens n'ayant pas traité avec Palerme aux raids des Sarrasins de Sicile. D'ailleurs, même si Siconolf et Radelchis, les princes ennemis bénéventins, emploient tous les deux des contingents mercenaires africains ou maghrébins dans leurs troupes, c'est bel et bien une flotte sarrasine qui remonte le Tibre et incendie Saint-Pierre de Rome en 846. Au retour, on sait qu'elle s'abrite un temps à Naples; il est fort possible que la Sicile ait constitué sa base de départ. La conquête musulmane de l'île s'achève d'ailleurs en 902, avec la prise de Taormine.



Carte 3. Raids contre les îles mentionnés dans les sources entre 819 et 900.

A la fin du IXe siècle, la Méditerranée occidentale est donc profondément différente de celle du début du VIIIe, et le destin des îles illustre de façon exemplaire les bouleversements qui l'ont touchée.

[58] *Ludovici II imperatoris epistola ad Basilium I imperatorem Constantinopolitanum*, Mgh Epist., W Henze éd., 7, Hannover, 1928, p. 393.

Au-delà de l'événementiel, on est désormais en mesure d'apprécier plus précisément la place des espaces insulaires dans les évolutions des circulations méditerranéennes.

*

Plusieurs éléments vont dans le sens d'une relative intégration des espaces insulaires à l'époque proto-médiévale. Les archipels n'apparaissent jamais vraiment coupés des dynamiques continentales. Des liaisons sont toujours possibles et il semble bien que ces îles soient connectées de façon soutenue avec les rivages voisins.

Par exemple, dans le cas des Baléares, même si on a vu que les sources sont quasiment muettes, on est tout de même frappé des circonstances de l'apparition de cet archipel dans les écrits carolingiens. En effet, lorsque les Francs interviennent pour chasser les «Maures» de ce territoire[59], le contexte est précisément très agité en Espagne. On a mentionné la révolte de Sulaymân et de 'Abd-Allâh contre al-Hakam et l'expédition franque de 798 pour soutenir Bahlul b. Marzuq. Il paraît hautement improbable que dans un tel contexte, les combats aux Baléares relèvent de la pure coïncidence. Le destin de l'archipel, jusqu'alors dans l'ombre, paraît donc lié à celui de l'est de l'Espagne. De plus, la réaction franque de 799, qui aboutit à une victoire rapide, implique naturellement que Charlemagne disposait de moyens navals substantiels pour contrer les envahisseurs et transporter un nombre suffisant de combattants à partir des ports sous contrôle franc à cette date; il ne serait pas surprenant à cet égard que la base de départ ait été Narbonne, ce qui sous-entend tout de même un trajet de près de 340 km, en grande partie le long de rivages hostiles. Dans le même ordre d'idées, deux ans plus tard à Barcelone, les succès de Louis, fils de Charlemagne, ont peut-être été facilités par la maîtrise des Baléares qui permettait d'isoler le littoral ennemi. Ainsi, même pour un archipel aussi peu documenté que celui-ci, on peut supposer que la quasi-absence des sources au haut Moyen Âge ne signifie pas forcément un retour à l'isolement complet.

[59] «*Insulae Baleares a Mauris et Sarracenis depraedatae sunt*» *Annales Regni Francorum op. cit.*, p.105, an.798. «*Insulae Baleares quae a Mauris et Sarracenis anno priore depraedatae sunt, postulato atque accepto atque a nostris auxilio nobis se dediderunt et cum Dei auxilio a nostris a praedonum incursione defensi sunt. Signa quoque Maurorum in pugna sublata et domno regi praesentata sunt». Annales Regni Francorum, op. cit.*, p. 109, an.799.

Le cas de la Corse est encore un peu plus éclairant. En effet, on peut supposer que cette île était reliée de façon suivie avec la Toscane, voire la Ligurie, depuis la plus haute antiquité. La navigation depuis l'Italie peut s'y faire à vue une grande partie de l'année, soit directement, soit par l'archipel toscan. Déjà, lorsqu'au début du VIIIe siècle, les Lombards en chassent les Byzantins, cela implique qu'ils disposaient de moyens et de connaissances navales suffisantes. De plus, dans les années qui suivent, de riches familles de Lucques, comme celle de l'évêque, y possédent des domaines, ce qui implique naturellement une certaine intégration[60] à l'économie de la péninsule. De même, au début de l'année 813, l'évêque Jacob de Lucques préside un tribunal ecclésiastique dans cette ville, conjointement avec l'évêque Petronius de Corse[61], ce qui accrédite bien sûr des liens importants entre l'île et le comté de Toscane. De façon encore plus explicite, en 886, le pape Etienne V menace les Napolitains qui persistent dans leur alliance avec les Aghlabides: il évoque la possibilité de détruire leurs récoltes et de les empêcher d'acheter du grain à Rome, en Sardaigne et en Corse ainsi que dans «toute la Chrétienté»[62]. On constate donc que la Corse est associée au réseau commercial tyrrhénien, au même titre que le Latium ou que la Sardaigne.

En ce qui concerne cette dernière île, les connexions sont encore plus manifestes. En effet, la Sardaigne est proche de l'Afrique, qui fut dans l'Antiquité et au début du haut Moyen Âge un foyer économique majeur du monde méditerranéen, mis notamment en lumière par la diffusion très importante dans tout le bassin méditerranéen des céramiques qui y étaient produites[63]. Pour le VIIIe siècle, il est frappant de constater que la majorité des pièces arabes découvertes à ce jour en Sardaigne l'ont été sur une période s'étendant de 775 à 800, c'est-à-dire à la fin de la période de paix du VIIIe siècle[64]. Il est clair qu'à cette époque, l'absence de conflit a favorisé le développement de contacts commerciaux plus ou moins suivis avec l'Afrique

[60] Cité par M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op. cit.*, p. 516.
[61] *Placiti «regnum Italiae»,* 1, éd. C. Manaresi, FSI 92, 1955, n°26.
[62] M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op.* cit., p. 960.
[63] La diffusion maximale de céramique africaine est postérieure à la moitié du VIe siècle, M. Bonifay, J.-P. Pelletier, Éléments d'évolution des céramiques de l'Antiquité tardive à Marseille d'après les fouilles de la Bourse, in «Revue archéologique de Narbonnaise», an. 1983, vol. 16, n°1, p. 304.
[64] M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op. cit.*, p. 383.

muhallabide[65]. Sans surprise, c'est au sud que ces pièces arabes ont pour la plupart été découvertes. Les pièces byzantines, quant à elles, sont réparties au sud et à l'est, et à part à Porto Torres, les dépôts sont antérieurs à 820, ce qui indiquerait que les échanges avec l'Empire étaient surtout liés à la proximité de la Sicile et ont donc logiquement été interrompus à partir de la conquête aghlabide après 827. Dans le nord, on trouve aussi des monnaies lombardes, antérieures à 741, qui supposent des contacts avec l'Italie du Nord, peut-être de façon indirecte via la Corse[66]. En ce qui concerne les sources écrites, la Sardaigne apparaît aussi dans les communications pontificales: ainsi, en 851, Léon IV réclame à un *judex* de Sardaigne l'envoi d'une suite armée ainsi que de la *lana marina*, c'est-à-dire du byssus marin[67], qui, teint au murex, était recherché pour la confection de vêtements sacerdotaux. Les circulations étaient donc évidemment possibles, même en dépit de la présence des Aghlabides en Sicile, entre la Sardaigne et Rome.

Enfin, sans surprise, la Sicile est d'autant plus puissamment intégrée aux réseaux méditerranéens: Messine n'est qu'à 6 km de la Calabre. L'ouest de l'île est à 200 km du Latium. L'Afrique n'est qu'à 100 km. Autant dire que le territoire sicilien est exposé à l'influence de rivages divers: l'Empire carolingien et les cités italiennes, la côte maghrébine et l'Afrique, ainsi que l'Empire byzantin. On peut trouver de nombreux éléments en ayant recours aux hagiographies. Pour ne prendre qu'un exemple, la vie d'Élie le Jeune nous dépeint de façon fortuite les circulations entre la Sicile et l'Afrique[68] au travers des déboires du saint participant bien malgré lui au commerce des esclaves. On y voit des marchands d'esclaves, chrétiens, installés sur les côtes siciliennes, revendant des captifs à des Africains qui étaient d'ailleurs eux-mêmes parfois chrétiens[69]. Dans ce récit, on découvre que dès les premières années de la conquête arabe de la Sicile, les échanges maritimes

[65] La dynastie qui précède les Aghlabides, de 768 à 795.

[66] Notamment à San Giovanni di Ossi, au sud de Porto Torres, avec 19 pièces d'or byzantines et lombardes, frappées entre 713 et 741.

[67] *Epistolae selectae Sergii II, Leonis IV, Benedicti III*, MGH, Epistolae Karolini Aevi III, 17, p. 596.

[68] *Vita s. Eliae Iunioris,* éd. G. Rossi Taibbi, in *Vita di Sant'Elia il Giovane,* Istituto Siciliano di Studi Byzantini e Neoellenici Testi e Monumenti 7, Palermo, 1962, pp. 6-26.

[69] La religion ne semble donc pas entrer en ligne de compte ici pour les chrétiens même si à partir de la deuxième moitié du VIIIe s., plusieurs papes condamnent le commerce d'esclaves chrétiens au profit d'autres chrétiens.

étaient soutenus avec la côte africaine. D'autres sources, comme une œuvre de fiction écrite avant l'invasion, montrent des liens tout aussi forts avec l'Italie[70]. L'alliance solide entre Palerme et Naples, dès 835, permet d'ailleurs de supposer que les Campaniens n'entendaient pas laisser l'invasion aghlabide mettre fin aux contacts avec la Sicile. Ce qui n'est guère étonnant, étant donné les ressources de cette île.

*

Les îles de l'ouest de la Méditerranée ne sont pas seulement intégrées aux côtes proches. Elles le sont aussi entre elles, ce qui implique une vitalité des réseaux de circulations au haut Moyen Âge bien supérieure à ce qu'on imaginait jusqu'alors.

Les sources proto-médiévales sous-entendent souvent des communications soutenues en Méditerranée, en partie appuyées sur les archipels. Par exemple, pour l'année 813, les *Annales Regni Francorum* font le récit d'une opération navale réussie du comte Irmingar d'Ampurias[71]. En effet, celui-ci se poste aux Baléares et monte une embuscade contre une flotte arabe qui revient de Corse, chargée de captifs, pour se rendre en Espagne. Il parvient à saisir 8 navires et à libérer plus de 500 Corses promis à la servitude. Cette anecdote est évocatrice: elle suppose qu'Irmingar est capable de prévoir les mouvements de ses ennemis, c'est-à-dire leur temps de navigation et surtout leur route. Il est clair que les Baléares, situées entre la côte andalouse et l'archipel corso-sarde, constituaient un point de passage incontournable ou tout au moins largement prévisible des marins berbères qui opéraient dans cette zone à l'époque de la guerre franco-andalouse, c'est-à-dire jusqu'en 813. En effet, même si ces navigateurs étaient assurément en mesure d'effectuer des traversées de plusieurs centaines de kilomètres en haute mer, l'entreprise comportait un certain nombre de risques[72] et le

[70] Leontius, *Vita Gregorii Agrigenti episcopi*, BHG 707, éd. A. Berger; *Leontios presbyteros von Rom, Das Leben des heiligen Gregorios von Agrigent,* Berliner byzantinistische Arbeiten, 60, Berlin, 1994.

[71] *«Mauris de Corsica ad Hispaniam cum multa praeda redeuntibus Irmingarius comes Emporitanus in Maiorca insidias posuit et octo naves eorum cepit, in quibus quingentos et eo amplius Corsos captivos invenit.»* in *Annales Regni Francorum…*, *op. cit.*, p. 139, an. 813.

[72] Il y a de nombreuses mention de tempêtes dans les textes, qui sont souvent liées à une volonté divine de mettre à l'épreuve les chrétiens ou de punir les impies. ex. *Miracula S. Phantini, op. cit.*, cité par M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op. cit.*, p. 403.

recours aux repères visuels offerts par les côtes escarpées ou par les sommets insulaires était précieux. On a donc toutes les raisons de penser que les navigations entre l'Espagne et la Corse ou la Sardaigne transitaient habituellement, comme à toutes les époques précédentes depuis le néolithique, par l'archipel des Baléares.

Un autre récit, datant de quinze ans plus tard, vient corroborer cette impression. Il s'agit d'une expédition du comte Boniface de Toscane, mentionnée une fois de plus dans les *Annales Regni Francorum*[73], mais aussi dans la *Vita Hludowici* rédigée par l'anonyme surnommé «l'Astronome»[74]. On y voit ce chef franc prendre la mer pour tenter de sécuriser les côtes de Corse menacées par des raids africains (et non plus andalous). Or, ne trouvant pas d'ennemis à combattre, il décide de se rendre en Sardaigne, où, nous dit l'Astronome, il embarque des pilotes à même de lui indiquer la route à suivre pour atteindre l'Afrique. Il débarque finalement «entre Utique et Carthage», et, au terme de quelques engagements, rentre en Toscane. Cette anecdote est intéressante à plus d'un titre. Elle nous confirme tout d'abord que la Corse est bien sous la juridiction des comtes de Toscane, ce qui implique des liaisons maritimes. Elle nous montre aussi que le Franc carolingien Boniface est en mesure de trouver des alliés en Sardaigne, information que l'on peut rapprocher des découvertes de monnaies de Louis le Pieux évoquées plus haut. On constate enfin que les Sardes, relativement familiers des Francs d'Italie, sont aussi connectés avec l'Afrique musulmane, puisque des marins sont en mesure d'indiquer à Boniface comment s'y rendre et où y accoster. Ainsi, comme dans le cas des Baléares, la Corse et la Sardaigne constituent des relais importants en termes de circulations méditerranéennes. Ce qui tranche évidemment avec l'image d'îles totalement à l'écart des circuits économiques méditerranéens qu'on pouvait avoir naguère.

L'importance de ces îles de l'ouest méditerranéen comme nœuds d'un réseau de circulation en pleine réorganisation est encore confirmée à la fin du IXe siècle, par le contenu d'une lettre du pape Jean VIII (872-882) adressée aux *principes* de Sardaigne en 873[75]. Dans ce texte, le nouveau pape tient à rappeler les Sardes à l'ordre, puisqu'il

[73] *Annales Regni Francorum… op. cit.*, p. 177, an. 828.

[74] *Astronomus Vita Hludowici Imperatoris*, MGH SRG 64, éd. E. Tremp, Hannover, 1995, an. 828.

[75] *Fragmentra registri Iohannes VIII papae,* Epistola Karolini Aevi V, MGH Epist., t. VII, Hannover, 1928, p. 288.

leur reproche de garder en esclavage, voire de revendre en Afrique, des captifs capturés par les Byzantins sur des navires africains et que les «Grecs» écoulaient en Sardaigne. Là encore, on constate que la Sardaigne se présente comme une interface commerciale entre le monde chrétien, grec ou latin, et le monde musulman. De plus, cette anecdote en dit long sur la conscience identitaire des Sardes, qui ne semblent pas déborder d'empathie pour leurs «frères» chrétiens, esclaves des Sarrasins, pris par les Byzantins. Ainsi, en cette fin du IXe siècle, qui voit des papes comme Léon IV, Nicolas Ier ou Jean VIII tenter d'inspirer la conscience d'une identité commune à la Chrétienté latine à travers le combat contre les païens, il semble bien que certains îliens ne soient pas prêts à renoncer à leur situation d'entre-deux, qui forge leur caractère insulaire tout en leur garantissant des revenus commerciaux non négligeables. On peut imaginer que cette situation sarde pouvait trouver des échos sous d'autres cieux chrétiens proches du *dâr al-Islâm*, comme aux Baléares ou en Sicile. Une autre anecdote intéressante est livrée par une source arabe[76]: peu avant 854, quatre embarcations arabes capturent un grand navire marchand chrétien non loin de la Sardaigne. La prise est alors dirigée vers un port chrétien allié qui n'est pas nommé, mais qu'on associe généralement à Naples. Le partage du butin donne lieu à une querelle juridique qui aboutit à une *fatwa* indiquant que s'il est licite de s'emparer de navires chrétiens se livrant au commerce vers des ports chrétiens, il est en revanche interdit, pour les Africains ou les Siciliens, d'attaquer les marchands chrétiens «connus pour échanger avec les musulmans», et ce quelle que soit leur distance des ports du *dâr al-Islâm*. Ce qui montre évidemment que de tels liens existaient, au moins de façon marginale.

Il n'est enfin guère étonnant que la Sicile, la plus grande de ces îles méditerranéennes occidentales, située à quelques encablures de la péninsule italienne et proche de l'Afrique, soit un territoire incontournable en Méditerranée. En effet, c'est un passage obligé pour les navires circulant entre le bassin Tyrrhénien et la mer Ionienne, mais aussi entre la Méditerranée orientale et la côte maghrébine. Les Siciliens restent donc des commerçants actifs à l'époque proto-médiévale: la *Chronicon Salernitatum* les montre payant des droits de douane aux Bénéventins, ce qui est confirmé par les découvertes archéologiques. Le monnayage d'or byzantin

[76] Ibn Sahnûn, *Kitâb al-Nawâdir,* M. Talbi (trad.), Tunis, 1956, p. 290.

de Sicile était d'ailleurs différent de celui de Constantinople. Il correspondait aux pièces d'or émises par le duché de Bénévent, même après la chute du royaume lombard aux mains des Francs en 774. Encore plus frappant, une lettre de Léon III à Charlemagne, adressée le 11 novembre 813[77], mentionne la venue d'ambassadeurs maghrébins, sans doute idrîsides, en Sicile pour conclure une paix de 10 ans avec le stratège local. Or on lit qu'ils sont transportés sur des navires vénitiens jusqu'à Syracuse. En chemin, ils attaquent des navires andalous. Ce témoignage nous dépeint donc une Sicile au cœur des routes maritimes vénitiennes, au moins jusqu'à la conquête musulmane. On se rend ainsi à Syracuse du nord de l'Adriatique autant que du Maghreb al-Aqsa. De même, dans un récit hagiographique daté du VIIIe ou du début du IXe siècle, le hiéromoine Leontios de Saint-Sabas, à Rome, décrit la vie itinérante de saint Grégoire d'Agrigente[78]. À travers les voyages du saint, on découvre que la Sicile était connectée à Constantinople, à Rome, à Tripoli et bien sûr à Carthage. Les sources archéologiques, diplomatiques ou hagiographiques évoquées ici semblent aller dans le même sens: si la Sicile était au cœur des circulations méditerranéennes avant l'invasion aghlabide, il en fut de même après[79].

Différents éléments permettent aussi de penser que même en temps de guerre, les voyages étaient possibles et relativement aisés. Ainsi, dans les années 850 et 860, un groupe de pèlerins francs fait un voyage à Jérusalem avant de revenir à Rome en passant par Tunis, en longeant la Sicile, voire en y faisant escale[80], malgré les opérations en cours entre Aghlabides et Byzantins. Une vingtaine d'années plus tard, un esclave affranchi italo-grec semble voyager sans trop de troubles de Palerme à Antioche en passant par Taormina et le Péloponnèse. Etabli ensuite à Reggio de Calabre, il reçoit des visiteurs venus de Sicile musulmane qui lui apprennent le décès de sa mère[81]. En 892, une délégation ecclésiastique africaine se rendant à Rome fait escale à Palerme pour demander au pape d'intervenir sur

[77] *Epistola Karolini Aevi III,* Mgh, Epistolarum, t.V, pp. 97-99.
[78] Leontius, *Vita Gregorii Agrigenti episcopi..., op. cit.*, p. 107.
[79] Comme le démontre par exemple l'alliance entre Palerme et Naples évoquée plus haut.
[80] *Gesta Patrum Rotonensium*, éd. C. Brett, *The Monks of Redon*, Woodbridge, 1989, pp. 207-213.
[81] *Vita Eliae Iunioris*, Bhg 580, AASS v. 37, Aug. XVII, pp. 479-509.

des questions de dogmes au sein de leur Église[82]. Cela sous-entend d'ailleurs qu'ils imaginaient qu'il avait les moyens de le faire. En ces temps troublés de la fin du IXe siècle, le commerce n'était pas non plus impossible entre les territoires chrétiens et le *dâr al-Islâm:* dans une source géographique arabe de cette époque, l'auteur décrit ainsi avec complaisance les produits que les Francs exportaient vers le Proche-Orient: «esclaves slavons, grecs, francs et lombards, de jeunes filles esclaves grecques et andalouses, des peaux de castor et autres fourrures, le styrax comme parfum, et, comme produit curatif le mastic… et du fond de la mer près du littoral de *Firandja*[83] le corail»[84]. Il est fort probable que certaines de ces marchandises, comme des cargaisons d'esclaves, aient transité par les îles, voire y aient tout simplement été produites, à l'instar du corail rouge de Méditerranée et peut-être du mastic tiré du lentisque.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que ces îles, étroitement connectées aux rives méditerranéennes et parfaitement intégrées dans des réseaux de circulations actifs, soient devenus des enjeux stratégiques importants.

Ainsi, en 848, l'émir de Cordoue 'Abd ar-Rahmân II aurait envoyé une flotte importante vers Majorque, pour obliger les insulaires à respecter les traités passés et les forcer à cesser leurs activités de piraterie contre les navires marchands andalous qui naviguent à proximité[85]. Là encore, cet événement est évocateur. Ibn Idharî évoquant 300 navires[86], on aurait une indication de l'importance économique du trafic maritime transitant par les Baléares aux yeux des dirigeants d'al-Andalus. De plus, alors que la mer Tyrrhénienne est à cette période exposée à la montée en puissance des Aghlabides en Sicile, on constate que les Omeyyades d'Espagne, eux, auraient entretenu des contacts commerciaux plus ou moins réguliers au moins avec le golfe du Lion et l'archipel corso-sarde, et sans doute avec l'Italie du Nord et la Provence. Dans l'optique du maintien de ces routes maritimes, la sécurisation des Baléares est

[82] M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op. cit.*, p. 514-515.

[83] C'est-à-dire la Francie dans les sources abbassides.

[84] Ibn Kurrâdadhbih, ibn al-Faqîh, al-Hamadhanî et ibn Rustih, *Description du Maghreb et de l'Europe au IIIe- IXe s.*, trad. Hadj-Sadok Mahammed, éd. Carbonel, Alger, 1949, p. 15.

[85] Ibn Idhari, *Kitâb al-Bayan al-Mughrib*, trad. Sanchez-Albornoz, Madrid, 1973, 1.186-187.

[86] Le problème est qu'on ne peut envisager ce type de nombres que comme un ordre de grandeur.

en effet indispensable. De ce point de vue, ce qui fait l'importance stratégique d'îles méditerranéennes de taille réduite comme celles-ci n'est donc pas leur importance économique en tant que telles mais bien les circulations qu'elles permettent dans une Méditerranée marquée par une «connectivité»[87] prépondérante.

La Corse est elle aussi un espace convoité, même si dans ce cas-là, du fait de sa superficie et de son altitude, les ressources naturelles de l'île comme le blé ou le bois[88] jouent un rôle non négligeable. Les liens avec la Toscane ont déjà été évoqués, ils sont aussi importants avec Rome; ce n'est pas un hasard si à partir de 754 ou au plus tard 774, les papes revendiquent l'île, ce qui implique logiquement la possibilité voire l'existence de liaisons maritimes plus ou moins régulières[89]. En 852, Léon IV favorise l'installation de Corses à Porto Romano (anc. Portus), à 5 km au nord d'Ostie[90], qui forment une communauté structurée[91], dont l'évêque devient d'ailleurs pape sous le nom de Formose en 891. Même durant le haut Moyen Âge, l'approvisionnement de Rome reste une priorité; le fait d'avoir installé des insulaires dans un site aussi stratégique que celui-ci mérite d'être pris en compte et peut plaider pour l'importance de maintenir des liens entre la plaine orientale corse et le Latium. Durant la guerre franco-andalouse du début du IXe s., les *Annales Regni Francorum* mentionnent souvent la présence d'escadres franques au large de la Corse[92], montrant la volonté des souverains carolingiens de la défendre, loin des idées reçues sur un supposé abandon des rivages méditerranéens aux corsaires maures et sarrasins. Ces escadres sont relativement efficaces, comprenant des navires toscans ou ligures qui parviennent semble-t-il à infliger plus d'une défaite à l'ennemi. Les années passant, comme le montre le raid de Boniface de Toscane en 828, loin d'abandonner l'île, les autorités franques cherchent toujours à

[87] Le concept de *connectivity* appliqué à la Méditerranée est issu du livre de P. Horden et N. Purcell, *The Corrupting Sea*, Blackwell, Oxford, 2000. Il désigne le fait que l'ensemble de ce bassin maritime peut être parcouru au moyen de petites étapes, en évitant les grandes traversées.

[88] On serait tenté d'ajouter les esclaves, notamment dans l'esprit des marins andalous.

[89] A. Hahn, *Das Hludowicianum. Die Urkunde Ludwigs d. Fr. für die römische Kirche von 817*, «Archiv für Diplomatik», 21, 1975, pp. 78-82.

[90] Le site de Portus est actuellement en bout de piste de l'aéroport de Fiumicino. Pour l'instant, il n'est ouvert que de façon très exceptionnelle.

[91] *Liber Pontificalis*, trad. Michel Aubrun, Brepols, Turnhout, 2009, p. 222.

[92] *Annales Regni Francorum…, op. cit.*, an. 806 et 807.

la protéger, témoignant ainsi de l'intérêt qu'elle présentait à leurs yeux. Et à la toute fin du siècle, on trouve encore des navires toscans capturant des embarcations africaines dans cette région[93].

La Sardaigne présente elle aussi un intérêt dans l'économie méditerranéenne de cette époque. Tout d'abord, l'île est vaste et propice à l'agriculture. Dans l'Antiquité tardive, comme d'autres rivages méditerranéens, elle participait à l'approvisionnement de Rome[94]. D'après Isidore de Séville, tout comme à Naples, on y trouvait dès cette époque des citronniers[95]. Mais la proximité de la Sardaigne avec l'Ifrîqiya en fait aussi un enjeu géopolitique important: ainsi, elle constitue la base de repli des Byzantins d'Afrique lorsqu'en 698, les Arabes s'emparent de cette province. Ils y transportent vraisemblablement les reliques de saint Augustin, avant que le roi Liutprand de Lombardie les récupère pour les conserver à Pavie, sans doute avant 725[96]. Tout au long du IXe s., alors qu'en Sardaigne se met en place le système de gouvernement autonome des judicats, les papes, notamment Grégoire IV et Léon IV, interviennent régulièrement pour tenter d'imposer une certaine discipline ecclésiastique dans l'île, preuve de l'intérêt qu'ils avaient à y faire accepter leur autorité[97]. L'île est pourvue de ressources, relativement bien défendue et communique avec Rome. Du fait de son isolement de Constantinople à partir de l'invasion de la Sicile, elle développe une gouvernance autonome et traite avec le nord comme avec le sud. C'est sans doute cette caractéristique qui en fait un enjeu important pour les papes de Rome qui essayent de l'intégrer dans leur sphère d'influence au fur et à mesure du IXe s.

La Sicile, enfin, est le territoire insulaire le plus vaste, possession essentielle de Constantinople pour prétendre perpétuer un certain magistère, au moins moral, sur l'ouest. Il est frappant de constater que dès le couronnement impérial de Charlemagne une rumeur circulait à Byzance sur une invasion prochaine de cette île par les Francs[98]:

---

[93] Berthe de Toscane, *Lettre au calife al-Muktafi*, trad. G. Levi della Vida, *La corrispondenza di Berta di Toscana col Califfo Muktafi* , in «Rivista Storica Italiana», 56, 1954, pp. 21-38.

[94] M. McCormick, *Origins of the European Economy…, op. cit.*, pp. 92.

[95] Isidore de Séville, *Etymologies, Livre XVII*, J. André (trad.), Paris, 1981, VII, 8.

[96] Bède le Vénérable, *De Temporum Ratione,* C.W. Jones, CCL, 1977; Paul Diacre, *Historia Langobardorum*, éd. L. Bethmann et G. Waitz, Mgh Srl, 6, 48, 181., pp. 13-17.

[97] *Liber Pontificalis…, op. cit.*, p. 257.

[98] I. Rochow, *Byzane im 8. Jahrundert in der Sicht des Teophanes*, Berliner byzantinistische Arbeiten, 57, Berlin, 1991, pp. 273-274.

pour les Byzantins, après l'agression idéologique constituée par la proclamation d'un empereur romain franc, allait-on ajouter une agression territoriale? Aucune source franque ne mentionne toutefois ce projet. Cependant, autant symboliquement que territorialement, on constate que l'Empire de Constantinople se sentait menacé par l'hégémonie carolingienne. Le fait est que depuis le VIIIe siècle, la Sicile était devenue un pivot de communication hautement stratégique pour les *basileis*[99]. C'était aussi une base majeure, d'où la flotte byzantine attaquait régulièrement les navires marchands arabes. Elle fut également un territoire essentiel pour la consolidation de la dynastie aghlabide à partir de 827, notamment en raison des retombées économiques de la conquête[100]. Mais son basculement dans le *dâr al-Islâm* constitua un événement fondamental pour l'ensemble des circulations méditerranéennes du haut Moyen Âge: l'île, en se connectant désormais de façon soutenue aux réseaux de navigation musulmans, autorisait de nouveau des liaisons relativement sûres de l'Orient jusqu'au Maghreb al-Aqsa et al-Andalus. Dans le même temps, cette invasion africaine influença aussi l'orientation des réseaux des cités maritimes italiennes et contribua notamment à la politique d'expansion vers l'est de Venise. Alors que ces marins pouvaient aller jusqu'au Maghreb en 813, après 827, on ne les observe plus qu'en direction de l'Orient méditerranéen.

4. *Conclusion*

Il ressort de ce coup d'œil sur la situation des îles de la Méditerranée occidentale proto-médiévale que nombre d'idées reçues méritent d'être réévaluées:

La prétendue guerre éternelle entre Islâm et Chrétienté que Henri Pirenne avait cru déceler et qui selon lui avait provoqué la fermeture du *Mare Nostrum* en aboutissant à la création d'un empire carolingien tournant le dos à la Méditerranée est un mythe, qui doit nous amener à réexaminer notre compréhension de l'ensemble de cette période.

Au contraire, il apparaît clairement qu'au cours des VIIIe et IXe siècles, de vastes périodes de paix se sont intercalées entre des temps

[99] Sur le rôle de la Sicile dans les communications diplomatiques, Michael McCormick, *Origins of the European Economy..., op. cit.*, p. 528.

[100] A. Nef, «La Sicile dans l'ensemble aghlabide», in C. Richarté, R-P. Gayraud, J-M. Poisson, *Héritages arabo-islamiques dans l'Europe méditerranéenne*, La Découverte, 2015, Paris, pp. 101-111.

de violences. De même, on mesure l'importance de la différenciation des acteurs, malheureusement trop longtemps réduits à leur seule identité religieuse générale. Les Omeyyades andalous n'ont pas le même agenda que les Aghlabides d'Ifrîqiya, pas plus que les Idrissides chiites zaydites de Maurétanie. De fait, il ne viendrait à l'idée d'aucun historien actuel d'assimiler les Lombards aux Francs à l'unique motif qu'ils étaient catholiques. Si on peut donc considérer que les îles méditerranéennes sont bien face à l'Islâm, il est nécessaire de reconnaître que cela ne peut s'entendre qu'en termes de situation géographique générale et en gardant toujours à l'esprit les divisions internes de cette aire culturelle, aussi importantes qu'en Chrétienté.

L'isolement des îles est lui aussi un mythe. La plupart des sources dont on dispose à leur sujet accrédite l'idée de circulations plus ou moins soutenues entre elles et les différents rivages de la Méditerranée occidentale. Les Baléares sont surveillées par les Carolingiens du nord et les Omeyyades du sud. La Corse orientale est le prolongement naturel de l'aire d'influence des comtes de Toscane, tandis que le sud-ouest se trouve trop proche de la Sardaigne pour être considéré comme un isolat. Les circulations entre ces différents espaces ont existé depuis la Préhistoire. La Sardaigne ouvre sur le dynamique bassin tyrrhénien à l'est et l'Afrique au sud. L'archéologie y décèle la trace des Byzantins, des Lombards, des Arabes et des Francs. À l'échelle de la Méditerranée occidentale, on ne peut pas dire qu'elle apparaisse comme un territoire périphérique. La Sicile, île principale de cet espace, articulation majeure des réseaux de circulation byzantins et arabo-berbères, prolongement de la péninsule italienne, ne saurait évidemment être considérée comme une terre délaissée, exposée sans défense aux appétits de *jihad* d'un Islâm conquérant. La chronologie de sa conquête, qui s'étend de 827 à 902, est explicite en elle-même: Palerme, dont le siège débute en 827, ne tombe qu'en 831. Constantinople ne cesse d'envoyer des renforts qui contre-attaquent régulièrement les troupes africaines, dont la supériorité est très aléatoire. Si l'ouest de l'île semble rapidement conquis, l'est résiste par la suite durant des décennies. Pour comprendre le succès de la conquête africaine de la Sicile, les dissensions internes de l'Empire byzantin ont au moins autant d'importance que les projets stratégiques de l'émirat aghlabide.

C'est donc l'histoire complexe d'une Méditerranée peu connue qui commence à émerger des récits latins, arabes ou grecs, des terres

insulaires ou des épaves englouties. Et les progrès de la connaissance historique permettent de jeter un éclairage nouveau sur la tragédie ayant touché la Corse en 809 et qu'on évoquait en introduction.

Ces Maures d'Espagne, qui mettent une ville entière à sac, ne sont pas de simples pirates fanatiques. Ce sont vraisemblablement des marins d'origine berbère de la côte orientale d'al-Andalus, engagés depuis 799 dans des opérations navales de grande ampleur dans le cadre de la guerre entre Cordoue et l'Empire carolingien. Celui-ci n'est en rien acculé à la défensive: ayant pris Barcelone en 801, il est sur le delta de l'Èbre. La Corse n'est pas abandonnée; les comtes ligures et toscans tentent de la défendre sans relâche, infligeant des revers réguliers aux corsaires maures. Si ces derniers attaquent à Pâques, c'est peut-être pour bénéficier d'un effet de surprise, pas seulement en raison des fêtes religieuses, mais aussi au regard de la saison elle-même, au sortir de l'accalmie hivernale. S'ils emmènent les habitants comme esclaves, c'est précisément car la guerre permet de faire du butin, qui prend le même chemin que les marchandises du temps de paix, vers les côtes andalouses en passant par les Baléares. La paix qui suit quatre ans plus tard oblige d'ailleurs ces corsaires à chercher bonne fortune sous d'autres cieux, à Alexandrie, en Crète ou en Italie du Sud, et montre bien que la vieille idée de la guerre sainte méditerranéenne est un mythe. Mus avant tout par l'appât du gain que la vente des esclaves corses allait leur procurer en al-Andalus, il semble logique que ces marins maures n'aient capturé que les valides, non les vieillards et les infirmes.

Et on comprend finalement pourquoi ces hommes pragmatiques ont épargné l'évêque probablement âgé de cette cité inconnue.

Matthew E. Parker

MEDIEVAL PISA'S INSULAR APPROACH (10th-14th CENTURIES)

RÉSUMÉ: *À partir du Xe siècle, Pise a consacré de plus en plus d'efforts et de ressources à l'expansion de son influence sur les îles de la Méditerranée, d'abord dans la mer Tyrrhénienne toute proche, puis jusqu'à Chypre. La stratégie insulaire de Pise a non seulement façonné l'histoire de la Méditerranée dans son ensemble, mais elle a aussi profondément marqué l'histoire de la Commune elle-même. Son investissement dans les îles de la Méditerranée a permis à Pise de devenir l'une des plus grandes puissances commerciales et navales aux XIe et XIIe siècles, mais il a également été en grande partie responsable des luttes internes entre les factions de la ville et de son retrait définitif de tout rôle actif dans le commerce et la politique méditerranéens aux XIIIe et XIVe siècles.*

ABSTRACT: *Beginning in the tenth century, Pisa devoted an increasing amount of effort and resources to expanding its influence over the islands of the Mediterranean, initially in the nearby Tyrrhenian, but eventually stretching as far afield as Cyprus. Pisa's insular strategy not only shaped the history of the Mediterranean as a whole, but in turn profoundly shaped the history of the commune itself. The attention it paid to the islands of the Mediterranean both enabled Pisa to grow into one of the biggest commercial and naval powers in the eleventh and twelfth centuries while also being directly responsible, in large part, for the city's internal factional strife and eventual expulsion from playing an active role in Mediterranean commerce and politics in the thirteenth and fourteenth centuries.*

1. *Introduction*

Pisa has been a city of seafarers since at least the days of ancient Rome. Even after Rome fell, Pisans continued their maritime tradition under the Ostrogoths, the Longobards, and the Carolingians[1]. By the late eighth century the counts of Lucca had been given control of Corsica as well. In the ninth century there are a handful of scattered references to Tuscans engaging in naval bat-

[1] W. Heywood, *A History of Pisa: Eleventh and Twelfth Centuries*, Cambridge University Press, Cambridge, 1921, pp. 4-5.

tles and raids from the Salernitan coast, to Tunis, and even as far as the upper Adriatic Sea[2]. Though the veracity of these accounts is somewhat dubious on the particulars, it is at least clear that Pisans were venturing quite far afield in the ninth century, certainly in close contact with Corsica and probably engaged in regular trade with both Greek– and then Muslim – controlled Sicily. Throughout all of these periods, the islands of the Mediterranean have played an integral part to the vitality of Pisa's economy.

2. *Islamic pottery and piracy (X-XI cc.)*

Thanks to the pioneering work of several scholars, Graziella Berti chief among them, it is known that Pisan traders operated well beyond the Tyrrhenian Sea in the tenth century, travelling to North Africa and al-Andalus for their decorated ceramic bowls, known as *bacini*[3]. The Balearic Islands and Sicily are natural waypoints on the way to al-Andalus and Tunis, respectively, and indeed Berti has shown that several of the *bacini* found in Pisa were produced on these islands. The *bacini* principally survive as architectural ornaments, having adorned the walls of numerous churches constructed in this period spanning the western Mediterranean. Though aesthetically pleasing, it is unlikely that the earthenware bowls represent the entirety, or even the majority, of the commerce between Pisa and the islands. Whatever the composition of the trade, by the end of the tenth century it was fruitful enough to attract the attention of Muslim pirates and to inform the Pisan response to these attacks.

[2] In 808 an imperial fleet composed partially of Pisans and Genoese ventured into the Adriatic; see C. Manfroni, *Storia della marina italiana*, R. Accademia Navale, Livorno, 1897-1902, I: pp. 37-38. In 828 Raffaello Roncioni claims that Pisans, under the command of Bonifazio II of Lucca and Corsica, raided the coastline near Carthage; see R. Roncioni, *Delle Istorie Pisane*, Gio. Pietro Vieusseux, Florence, 1844, pp. 41ff. In 871 a force of two thousand Pisans fortified the walls of Salerno; see A. Salernitani, *Paralipomena*, in L. A. Muratori (ed.), *Rerum Italicarum Scriptores*, 1st ser., 2.2, Societatis Palatinae, Milan, 1726, col. 256.

[3] There have been numerous studies of *bacini* across the western Mediterranean, but for the Pisan context some of the more important works are as follows: G. Berti, L. Tongiorgi, *I bacini ceramici medievali delle chiese di Pisa*, «L'Erma» di Bretschneider, Rome, 1981; G. Berti, M. Giorgio, *Ceramiche con coperture vetrificate usate come bacini: importazioni a Pisa e in altri centri della Toscana tra fine X e XIII secolo*, All'insegna del giglio, Firenze, 2011; K. R. Mathews, *Other Peoples' Dishes: Islamic Bacini on Eleventh-Century Churches in Pisa*, «Gesta» 53, no. 1 (2014).

The earliest clear example of piracy and counterattack took place in 1004-5 when Muslims (presumably from near the Straits of Messina) attacked Pisa, and Pisa in return defeated Muslims at Reggio[4]. Six year later, the Pisan chronicler Bernardo Maragone reports another Muslim attack on Pisa, this time coming from al-Andalus[5]. Umayyad Spain had just entered a protracted period of political instability known as the *fitna*, which by 1009 had enabled a Slavic freedman, Mujāhid al-'Amīrī, to take control of Denia and the Balearic Islands. Mujāhid is the most likely culprit for the 1011 attack on Pisa[6], and is certainly known to have attacked Sardinia in 1015 and mainland Luni in 1016[7]. It was the latter two attacks that spurred Pisa to lead an anti-piracy coalition against Mujāhid, a strategy which the city would employ repeatedly throughout the century[8].

Sardinia is only a day or two's journey from Pisa, and the existence of a sizable pirate base so nearby constituted a major threat to the city's security and commerce. The Pisans convinced the Genoese to partner in removing the menace from Sardinia, but the strategic importance and ample natural resources of the island immediately resulted in a clash between the two cities. Though the Pisans were victorious and ejected the Genoese from Sardinia[9], this incident initiated three centuries of conflict between the two cities. However, it would be wrong to imply at this early stage that Pisans could have entertained any fantasies about colonization

[4] Bernardo Maragone also mentions Pisans being in Calabria in 970, and while this instance was likely under similar circumstances, nothing is known for certain about this earlier event. B. Maragone, *Gli Annales Pisani*, in M. L. Gentile (ed.), *Rerum Italicarum Scriptores*, 2nd ser., 6.2, Nicola Zanichelli, Bologna, 1936, p. 4; *Breviarium Pisanae Historiae*, in L. A. Muratori (ed.), *Rerum Italicarum Scriptores*, 1st ser., 6, Societatis Palatinae, Milan, 1725, p. 167; O. Banti, *Monumenta epigraphica pisana saeculi XV antiquora = Epigrafi pisane anteriori al secolo XV*, Pacini, Ospedaletto, Italy, 2000, n. 47.

[5] B. Maragone, *Gli Annales Pisani…*, *op. cit.*, p. 4.

[6] T. Bruce, *The Politics of Violence and Trade: Denia and Pisa in the Eleventh Century*, «Journal of Medieval History» 32, no. 2 (2006), pp. 131-132.

[7] B. Maragone, *Gli Annales Pisani …*,*op. cit.*, p. 4; *Breviarium Pisanae Historiae… op. cit.*, p. 167; O. Banti, *Monumenta epigraphica pisana…*, *op. cit.*, n. 47; I. a. Athir, *Kāmil 'at tawārīh*, in M. Amari (ed.), *Bibliotheca arabo-sicula: Versione italiana* 1, Ermanno Loescher, Torino, 1880, I, pp. 436-437.

[8] For more on Pisa's coalition efforts, see E. Salvatori, *Lo spazio economico di Pisa: dall' XI alla metà del XII*, «Bullettino dell'Istituto Storico Italiano per il Medio Evo» 115 (2013). For more on the expulsion of Mujāhid from Sardinia, see E. Besta, *La Sardegna medioevale*, A. Reber, Palermo, 1908, I, pp. 56-67.

[9] B. Maragone, *Gli Annales Pisani…*, *op. cit.*, pp. 4-5.

or political control. It took a full sixty years before Pope Gregory VII would name the Pisan bishop, Landolfo, as his vicar for the churches of Corsica in 1077, and another fifteen years after that for Pope Urban II to grant authority over the Corsican and Sardinian bishops to Archbishop Daiberto (and his successors) as part of Pisa's elevation to archiepiscopal status in 1091-2 in appreciation for their victory at al-Mahdia[10]. Even in the commercial aspect, Pisans only received their first commercial privileges in Sardinia ca. 1082[11]. Clearly the islands were not yet dominated by Pisa, but the evidence does indicate that the Tuscans were gaining momentum in that direction by the late eleventh century. Nevertheless, Pisans would continue to partner with other cities, even occasionally Genoa, for the defense of the Italian coastline and shipping lanes for the next century.

Sicily was also a major market for Pisan merchants in the eleventh century. Half a century after the counteroffensive attack on Reggio, a Pisan fleet once again sailed south in 1064, this time attacking Palermo[12]. Enrica Salvatori posited that this raid may have been at the behest of Pope Alexander II and Marquess Beatrice of Tuscany to strengthen imperial ties and downplay the papacy's friendly demeanor to the southern Normans[13]. While Beatrice may have sponsored the expedition, it seems unlikely that the affair

[10] For Gregory and Landolfo, see P. Jaffé and S. Loewenfeld, *Regesta pontificum Romanorum ab condita ecclesia ad annum post Christum natum MCXCVIII*, Veit, Leipzig, 1888, no. 5046, 5048, 5093; E. Caspar (ed.), *Das Register Gregors VII*, Monumenta Germaniae Historica, Epistolae Selectae 2, Weidmannos, Berlin, 1920-1923, pp. 349-352, 413-415. For Urban and Daiberto, see J. P. Migne (ed.), *Patrologiae cursus completus / Patrologia Latina*, J. P. Migne, Paris, 1841-64, vol. 151, col. 330-331 & 344-346, nos. 51 & 63. The Sardinian concession is known from a bull of Pope Innocent II (22 April 1138): R. Turtas, *L'arcivescovo di Pisa legato pontificio e primate in Sardegna nei secoli XI-XIII*, in M. L. Ceccarelli Lemut and S. Sodi (ed.), *Nel IX centenario della metropoli ecclesiastica di Pisa: atti del Convegno di studi, 7-8 maggio 1992*, Pacini, Pisa, 1995, p. 190; J. P. Migne, *Patrologia Latina…, op. cit.*, vol. 179, col. 361-363, no. 315.

[11] L. Tanfani, *Due carte inedite in lingua sarda dei secoli XI e XIII*, «Archivio Storico Italiano» ser. 3, vol. 13 (1871), pp. 363-364. For discussion on the dating of this letter, see E. Besta, *La Sardegna medioevale…, op. cit.*, I, pp. 82-83, note 57.

[12] B. Maragone, *Gli Annales Pisani…, op. cit.*, pp. 5-6; G. Malaterra, *De rebus gestis Rogerii Calabriae et Siciliae Comitis, et Roberti Guiscardi Ducis fratris eius*, in E. Pontieri (ed.), *Rerum Italicarum Scriptores*, 2nd ser., 5.1, Nicola Zanichelli, Bologna, 1936, p. 45; O. Banti, *Monumenta epigraphica pisana…, op. cit.*, n. 48.

[13] E. Salvatori, *Lo spazio economico…, op. cit.*, p. 131.

had any pro-imperial or anti-Norman intent; not only was Palermo still under Muslim control, but the Pisans even sent a legation to Robert Guiscard seeking an alliance[14]. It seems more likely that the Pisans, aware since 1061 of Robert's campaign to conquer Sicily, recognized an opportunity to plunder a wealthy commercial center either in advance of or in conjunction with the approaching Norman army. Salvatori's second proposition – that the Palermo raid is the first clear indication of Pisan civic identity attached to its maritime strategy[15] – actually supports the latter [opportunistic] argument considering the booty from the campaign financed the construction of the city's Duomo instead of heading to papal, imperial, or march coffers.

Following Mujāhid's defeat in 1016, the northwestern Mediterranean experienced comparatively little Muslim piracy until the eunuch Mubassir ibn Sulayman Nasir ad-Dawla took control of Majorca in 1093 and began scouring the seas once more[16]. Emboldened by Pisa's lucrative history of naval success and involvement in the First Crusade, Archbishop Pietro of Pisa in 1113 called a crusade to eradicate the Balearic pirate's nest[17]. The Italian-Catalan fleet conquered and plundered the islands before returning home, apparently with no interest in governance. Importantly, Pisa had also negotiated extensive commercial privileges with Count Ramon Berenguer III of Barcelona, only the second known instance of formalized economic relations with a western Mediterranean ruler who was in no way subject to Pisa or its archbishop[18]. The long-term profitability

[14] Robert Guiscard refused the offer: G. Malaterra, *De rebus gestis Rogerii*... *op. cit.*, p. 45.

[15] E. Salvatori, *Lo spazio economico*..., *op. cit.*, pp. 131-132.

[16] A.-A. A. I.-A. a. Qalqašandī, Ṣubḥ al-aʿša fī Kitābāt al-inšā, trans. L. S. d. Lucena, Anubar Ediciones, Valencia, 1975, p. 72.

[17] C. Calisse (ed.), *Liber Maiolichinus de gestis Pisanorum illustribus*, Fonti per la storia d'Italia 29, Istituto Storico Italiano, Rome, 1904, vv. 5-38; G. Scalia (ed.), *Gesta triumphalia per Pisanos facta*, SISMEL-Edizioni del Galluzzo, Florence, 2010, p. 8. For a detailed account of the Balearic Crusade, see G. B. Doxey, *Christian Attempts to Conquer the Balearic Islands, 1015-1229*, Ph.D. dissertation, University of Cambridge, 1991, pp. 63-190; M. E. Parker, *Pisa, Catalonia, and Muslim Pirates: Intercultural Exchanges in the Balearic Crusade of 1113-1115*, «Viator» 45, no. 2 (2014), pp. 77-100.

[18] The first known instance came from Prince Tamim of Tunis following his defeat by a joint Pisan-Genoese fleet in the 1087 al-Mahdia campaign. G. Scalia, «Il carme pisano sull'impresa contro i Saraceni del 1087», in *Studi di filologia romanza offerti a Silvio Pellegrini,* Liviana, Padua, 1971, vv. 232-235. The earliest known commercial

of commercial treaties at this point definitively triumphed over the short-term windfalls of raiding as Pisans began to look more seriously to exploiting their rapidly expanding commercial network.

3. *Ecclesiastical influence and resource exploitation (XI-XII cc.)*

The extension of Pisan ecclesiastical influence over the Tyrrhenian islands by Gregory VII and Urban II played an important role in directing communal attention to Sardinia and Corsica. It seems likely that the islanders in turn welcomed Pisan attention, to a certain extent, in appreciation for their defensive activities against Muslim pirates during the century spanning 1015-1115[19]. As part of the church reform movement, Gregory wished the Corsican and Sardinian churches to adopt the Roman rite, and the rising star of Pisa appeared to be the best candidate for helping him achieve this goal[20]. However, the insular favor shown to Pisa by the papacy grated on the Genoese, eventually resulting in nearly two centuries of intermittent warfare between the two cities following Gelasius II's renewal of Pisan archiepiscopal rights over Corsica in 1118[21].

Though it seems that Genoa was not successful in the field against Pisa, the famed Genoese statesman and chronicler Caffaro paid the Roman Curia handsomely to revoke Pisan clerical oversight of Corsica in 1121, later ratified during the First Lateran Council in 1123[22]. Thanks to their involvement in the First Crusade and

---

privileges in the East came from Tancred of Laodicea in 1108. G. Müller (ed.), *Documenti sulle relazioni delle citta Toscane coll'Oriente cristiano e coi turchi fino all'anno MDXXXI*, M. Cellini, Florence, 1879, p. 3, no. 1. For the terms of the 1113 Treaty of San Feliu de Guíxols, see C. Calisse, *Liber Maiolichinus…*, *op. cit.*, pp. 137-140.

[19] R. Turtas, *L'arcivescovo di Pisa…*, *op. cit.*, p. 193.

[20] M. Tangheroni, *Sardinia and Corsica from the mid-twelfth to the early fourteenth century*, in D. Abulafia (ed.), *New Cambridge Medieval History: volume 5, c.1198-c.1300*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999, p. 447.

[21] The outbreak of war occurred in 1119. P. F. Kehr (ed.), *Italia pontificia, sive, Repertorium privilegiorum et litterarum a romanis pontificibus ante annum 1198 Italiae ecclesiis, monasteriis, civitatibus singulisque personis concessorum*, Weidmann, Berlin, 1906-1935, X, pp. 472-473 nos. 30-31; B. Maragone, *Gli Annales Pisani* cit., p. 8; L. T. Belgrano, C. Imperiale di Sant' Angelo (eds.), *Annali genovesi di Caffaro e de' suoi continuatori (secoli XII-XIII)*, Fonti per la toria d'Italia 11-14bis, Tip. del R. Istituto sordo-muti, Genoa, 1890-1929, I, p. 16; E. Besta, *La Sardegna medioevale… op. cit.*, I, pp. 99 ff; W. Heywood, *A History of Pisa…, op. cit.*, pp. 71ff.

[22] On the revocation of Pisan archiepiscopal primacy over Corsica, see C. Imperiale di Sant'Angelo, *Caffaro e i suoi tempi*, L. Roux & C., Torino, 1894, pp. 380-390, nos. 20-22; E. Besta, *La Sardegna medioevale…, op. cit.*, I, p. 100; W. Heywo-

the commercial networks thereby established, both Genoa and Pisa were experiencing rapid economic, political, and demographic growth at this time and so a conflict of this sort was perhaps inevitable. Nevertheless, the revocation of Pisan rights did not long outlast Pope Calixtus II himself, as Honorius II soon reinstated the Pisan archbishop over Corsica in 1126[23]. And yet, this only served to fan the flames of enmity between the two maritime communes.

The fighting, mostly piratical activity at sea and occasional terrestrial raids, continued until Innocent II finally brokered a peace between the rival communes in March 1133. Innocent elevated Genoa to an archbishopric and granted the Ligurian city both ecclesiastical and feudal control over the northern half of Corsica while granting the southern half to Pisa[24]. Though objectively a setback for Pisan interests in Corsica, Innocent II later more than compensated the Pisan archbishop by reconfirming his control over Sardinia while also granting control of the diocese of Populonia in 1138, which happened to include the isle of Elba[25]. The change in the tone of these papal concessions from purely spiritual to more political is indicative of the concurrent shift in Pisa's interactions with the islands. The contemporary expansion of Pisan commerce and the rise of the city's consular class was beginning to more clearly dictate the city's approach to the Mediterranean. Already in the early 1130s the Sardinian judges of Gallura and Torres made oaths of fealty to the Archbishop Ruggero of Pisa[26],

od, *A History of Pisa…*, *op. cit.*, pp. 73-76. Callixtus had even reconfirmed Pisa's rights just one year prior: P. Jaffé, S. Loewenfeld, *Regesta pontificum Romanorum…*, *op. cit.*, nos. 6886 and 7056.

[23] P. Tronci, *Annali pisani, rifusi, arricchiti di molti fatti e seguitati fino all' anno 1839 da E. V. Montazio ed altri.*, Angelo Valenti, Pisa, 1868, pp. 61-65.

[24] C. Imperiale di Sant'Angelo, *Caffaro e i suoi tempi…*, *op. cit.*, pp. 392-395 no. 23. Of later importance, this resolution actually made both cities beholden to both the papacy and the Holy Roman Empire.

[25] All of this in addition to other concessions that further elevated the archbishop's prestige and income. G. Cappelletti, *Le chiese d'Italia: dalla loro origine sino ai nostri giorni*, G. Antonelli, Venice, 1844-1870, XVI, pp. 103-104; P. F. Kehr, *Italia pontificia…*, *op. cit.*, III, pp. 325 no. 26 (22 April 1138); R. Turtas, *L'arcivescovo di Pisa…*, *op. cit.*, p. 208.

[26] P. Tola (ed.), *Codex diplomaticus Sardiniae*, Historiae Patriae Monumenta 10, 12, Regio tipographeo, Turin, 1861-2, I, pp. 206-207, no. 40; E. Besta, *Per la storia del giudicato di Gallura nell'undecimo e dodicesimo secolo*, «Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino» 42 (1906/1907), I, pp. 9-10; R. Turtas, *L'arcivescovo di Pisa…*, *op. cit.*, pp. 203-204, esp. note 69.

and even before that the exiled judge of Torres had taken a Pisan wife from the powerful Ebriaci family and arranged for four Pisan galleys to help him reclaim his birthright[27].

The papal transfer of Elba to Pisa bears more importance from an economic standpoint than a spiritual one, as the island had been valued since Etruscan times for its granite and iron resources[28]. When Pisa began a concerted campaign of monumental construction using the wealth obtained from its eleventh-century anti-piratical forays, the Tuscan city turned to Elba to supply the stone columns for its churches. Similarly, Pisa's contemporary growth as a naval and commercial force in the Mediterranean required ever-increasing supplies of iron, for which Elba was possibly the largest source in the Mediterranean[29]. Iron was used not just for domestic consumption of tools and weapons within Pisa, but primarily for the exportation of such implements, especially to the newly opened markets of the Levant (both Christian – and Muslim – controlled territories). The expansion of commerce with Muslim lands during the first century of the Crusade movement inspired numerous attempts by the papacy to eradicate the flow of war materiel into Muslim hands; the frequency with which restrictions were issued is indicative of how persistent and widespread the practice remained throughout the Middle Ages[30]. For Pisa in particular the trade in timber and iron products formed a

[27] E. Besta, *La Sardegna medioevale…, op. cit.*, I, pp. 102-103.

[28] For archaeological studies on Elban iron mines and stone quarries, see A. Corretti, M. Firmati, *Metallurgia antica e medievale all'isola d'Elba: vecchi dati e nuove acquisizioni*, in C. Giardino (ed.), *Archeometallurgia: dalla conoscenza alla fruizione*, Edipuglia, Bari, 2011, pp. 229-241; G. Tedeschi Grisnati, *Il granito dell'Elba a Pisa: uso e riuso nell'XI e XII secolo*, in E. Castelnuovo (ed.), *Niveo de marmore: L'uso artistico del marmo di Carrara dall'XI al XV secolo*, Edizioni Colombo, Genoa, 1992, pp. 43-67.

[29] A. Corretti, M. Firmati, *Metallurgia antica e medieval…, op. cit.*, p. 234; R. A. Goldthwaite, *The Economy of Renaissance Florence*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2009, p. 17.

[30] On attempts to restrict trade with Muslim markets, see D. Jacoby, *The Supply of War Materials to Egypt in the Crusader Period*, «Jerusalem Studies in Arabic and Islam» 25 (2001), pp. 102-132; S. Menache, *Papal Attempts at a Commercial Boycott of the Muslims in the Crusader Period*, «The Journal of Ecclesiastical History» 63, no. 2 (2012), pp. 236-259; S. K. Stantchev, *Spiritual Rationality: Papal Embargo as Cultural Practice*, Oxford University Press, Oxford, 2014, esp. ch. 1-3; M. E. Parker, *Papa et pecunia: Innocent III's Combination of Reform and Fiscal Policy to Finance Crusades*, «Mediterranean Historical Review» 32, no. 1 (2017), pp. 13-15.

central aspect of the city's economy[31], partially evidenced by the importance first of the *Ordo Maris* (which oversaw shipbuilding among many other aspects related to sea commerce) and later by the presence of the blacksmiths among the *Quattro Arti Minore* as the leading political groups within the commune[32]. The islands of the Tyrrhenian were excellent sources of metals and timber, which in part explains why Pisa (and Genoa) focused so intensively on extending their influence over these locations.

4. *Commercial interests and noble ambitions (XII-XIII cc.)*

Though the present study has so far mostly discussed Pisa's ecclesiastical goals, after the First Crusade the importance of commerce in communal politics quickly came to dominate most other concerns. The transfer of a significant stretch of the Levantine coastline into Latin hands created a substantial incentive for Italian merchants to negotiate commercial treaties with these states and begin establishing expatriate communities in these and neighboring port cities[33]. Religious and political constraints forced

[31] O. Banti, *I rapporti tra Pisa e gli stati islamici dell'Africa settentrionale tra l'XI e il XIV secolo*, in *Le ceramiche medievali delle chiese di Pisa: contributo per una migliore comprensione delle loro caratteristiche e del loro significato quale documento di storia*, Pacini, Pisa, 1983, pp. 23-24.

[32] On the political bodies of Pisa through the early thirteenth century, see R. Trevisan, *L'ordine del mare a Pisa dalle origini alla metà del XIII secolo: tesi di laurea*, Ph.D. dissertation, Università degli Studi di Pisa, 1987; L. Isoppo, *L'ordine del mare nello svolgimento sociale e costituzionale del comune pisano secoli XIII e XIV*, Ph.D. dissertation, Università di Pisa, 1988; R. Trevisan, *Per la storia dell'Ordo Maris di Pisa intorno alla metà del Duecento: il Registro «Comune A 46»*, in *Pisa e la Toscana occidentale nel Medioevo: a Cinzio Violante nei suoi 70 anni*, Gisem-Ets, Pisa, 1991, pp. 325-366; L. Ticciati, *L'ordine dei mercante a Pisa nei secoli XII-XIII*, Ets, Pisa, 1992; E. Salvatori, *La popolazione pisana nel Duecento: il patto di alleanza di Pisa con Siena, Pistoia e Poggibonsi del 1228*, Gisem Edizioni Ets, Pisa, 1994; L. Ticciati, *Mare, Mercanti, Lana: gli «Ordines» a Pisa nel Duecento e l'evoluzione degli ordinamenti comunali*, in G. Rossetti (ed.), *Legislazione e prassi istituzionale a Pisa (secoli XI - XIII): una tradizione normativa esemplare*, Liguori, Naples, 2001, pp. 267-286; M. E. Parker, *Sinking Pisa: The Decline of a Commercial Empire in the Thirteenth Century*, Ph.D. dissertation, Saint Louis University, 2019.

[33] For thorough studies of Italian communal activity in Eastern ports during the twelfth century, see M.-L. Favreau-Lilie, *Die Italiener im Heiligen Land vom ersten Kreuzzug bis zum Tode Heinrichs von Champagne (1098-1197)*, Adolf M. Hakkert, Amsterdam, 1989; R.-J. Lilie, *Handel und Politik, zwischen dem byzantinischen Reich und den italienischen Kommunen Venedig, Pisa und Genua in der Epoche der Komnenen und der Angeloi (1081-1204)*, Adolf M. Hakkert, Amsterdam, 1984; D.

Pisa (and other commercial communes) to abandon former raiding strategies in favor of diplomatic solutions. Once the economic benefits of such an approach became apparent, diplomacy became the default path of interaction, even when dealing with non-Latin or non-Christian polities. The immediate consequence of these changes in the economic landscape of the Mediterranean was an enormous increase in the volume of trade conducted by Pisan merchants which, in turn, raised the importance to the commune of the insular ports and markets along the burgeoning trade routes.

Sicily has always been a commercially important waypoint and destination as a Mediterranean emporium and supplier of grain. Despite Pisans extending at least two olive branches to the Normans in the eleventh century[34], it appears that the commune never received any preferential treatment during this century[35]. As Pisa began to adhere ever closer to the imperial banner in the twelfth century, it soon became clear that where diplomacy with the Normans had failed, diplomacy with the Empire might succeed. A brief alliance with Lothar II in the mid-1130s achieved little more than the destruction (twice) of Pisa's competitor of Amalfi[36], though it certainly paved the way for future military alliances. On 6 April 1162 – partially in thanks for their service in the destruction of Milan, partially to entice them to aid in his conquest of Norman Sicily – Frederick Barbarossa granted enormous commercial and territorial concessions to Pisa throughout the Regno[37]. Though the campaign was never launched, Frederick's son, Henry VI, emulated this approach in making grand promises to Pisa,

---

Jacoby, *Les Italiens en Égypte aux XIIe et XIIIe siècles: du Comptoir à la Colonie?*, in M. Balard, A. Ducellier (ed.), *Coloniser au Moyen âge*, A. Colin, Paris, 1995, pp. 76-89; M. E. Parker, *Pisan Migration Patterns along Twelfth Century Eastern Mediterranean Trade Routes*, in J. Bird (ed.), *Papacy, Crusade, and Christian-Muslim Relations*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2018, pp. 97-116.

[34] One in 1064 for the assault on Palermo, another in 1087 for their campaign against al-Mahdia. For the 1087 offer of alliance, see G. Malaterra, *De rebus gestis Rogerii…*, *op. cit.*, p. 86.

[35] For more on the relations between Norman Italy and Northern Italy, see D. Abulafia, *The Two Italies: Economic relations between the Norman Kingdom of Sicily and the Northern Communes*, Cambridge University Press, London, 1977.

[36] B. Maragone, *Gli Annales Pisani… op. cit.*, pp. 9-11; W. Heywood, *A History of Pisa…*, *op. cit.*, pp. 82-88.

[37] L. Weiland, ed. *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, Monumenta Germaniae Historica, Leges 4, Hahn, Hannover, 1893-1992, I, pp. 282-287, no. 205 (6 April 1162); B. Maragone, *Gli Annales Pisani…*, *op. cit.*, p. 27; F. Bonaini (ed.), *Statuti inediti della città di Pisa dal XII al XIV secolo*, Gio. Pietro Vieusseux, Florence, 1854-1857, I, p. 23; W. Heywood, *A History of Pisa…*, *op. cit.*, p. 130.

reconfirming his father's promises soon after Frederick's death[38]. Although Henry's conquest of the Kingdom of Sicily was successful, the emperor refused to honor the agreements; he had taken Sicily without a struggle, so perhaps he believed that his failure to use his allies' forces absolved him of the need for recompense. Nevertheless, Henry did give the Tuscan commune a considerable commercial advantage in Sicily by expelling the Genoese from Messina after the two communes battled in the Straits[39]. Henry VI's imperial successors renewed the heavily reduced Pisan privileges, occasionally extending Pisan rights in some small fashion to secure their loyalty[40]. The important thing for Pisa was that it enjoyed unfettered access to Sicilian grain, markets, and trade routes.

This pleasant state of affairs did not long outlive Hohenstaufen hegemony over Sicily. Charles of Anjou's conquest of the island in 1266 ended the favorable conditions Pisans had long enjoyed there. Years of warfare between imperial and Angevin forces across Italy deprived Pisans of their Sicilian ports for several years until an uneasy peace was reached in 1272, once again permitting the Tuscans to re-enter the island's markets[41]. Only a decade later, however, the War of the Sicilian Vespers resulted in the transference of the Sicilian throne to Aragon. Either because Pisans thought the Angevin side had a better chance of victory, or because the Genoese maintained a closer relationship with the Aragonese (or both), the Pisan commune stood by Charles' side[42]. Consequently, Pisa lost its privileges to Genoa, the city's longtime rival, at precisely the time when Northern Italian demand for Sicilian grain was reaching its apex[43]. Though Pisans were permitted to reenter Sicily, they had forever lost their advantage there.

---

[38] L. Weiland, *Constitutiones…, op. cit.*, I, pp. 472-477, no. 333 (1 March 1191).

[39] L. T. Belgrano, C. Imperiale di Sant' Angelo, *Annali Genovesi…, op. cit.*, II, pp. 48-50.

[40] L. Weiland, *Constitutiones…, op. cit.*, II, pp. 44-47, no. 37 (3 June 1210); E. A. Winkelmann (ed.), *Acta imperii inedita saeculi XIII et XIV: Urkunden und Briefe zur Geschichte des Kaiserreichs und des Königreichs Sizilien*, Wagner, Innsbruck, 1880-5, I, p. 137, no. 160; J. L. A. Huillard-Bréholles, *Historia diplomatica Friderici secondi: sive constitutiones, privilegia, mandata, instrumenta quae supersunt istius Imperatoris et filiorum ejus. Accedunt epistolae Paparum et documenta varia*, Henricus Plon, Paris, 1852, II.1, p. 19.

[41] S. Terlizzi (ed.), *Documenti delle relazioni tra Carlo I d'Angiò e la Toscana*, Documenti di storia italiana, Olschki, Florence, 1950, pp. 240-241.

[42] G. Villani, *Nuova Cronica*, Fondazione Pietro Bembo, Parma, 2007, pp. 527-529.

[43] E. Ashtor, *Il retroscena economico dell'urto genovese-pisano alla fine del Duecento*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento: per il VII centenario della Battaglia della Meloria, Genova, 24-27 Ottobre 1984*, Atti della Società ligure

In the upper Tyrrhenian Sea, the contest between Pisa and Genoa for control of Corsica and Sardinia reignited in 1163 when the ambitious Judge Barisone of Arborea attempted to conquer Cagliari, the inheritance of Pietro of Torres (a member of the Pisan Ebriaci family). Frederick Barbarossa initially favored the Genoese-funded Barisone but soon granted the whole of Sardinia in fief to Pisa when Barisone was unable to make good his claims[44]. Though Pisa initially held the upper hand in Corsica – a period mythically known as the *pax pisana* – by the end of the twelfth century Genoa held a dominant position in the northern island, particularly after their capture of Bonifacio in 1195[45].

In Sardinia, Pisa and Genoa jockeyed with one another via insular dynastic politics[46]. In this regard, Pisa was more successful; in 1187 Marquis Guglielmo di Massa married the heiress of Cagliari and proceeded to subjugate Arborea and Torres with Pisan aid on the condition that Guglielmo swear allegiance to Pisa[47]. Guglielmo was a Pisan citizen, and his success in Sardinia inspired many imitators, most notably the Visconti and Gherardesca families. Lamberto Visconti acquired the Judgeship of Gallura by marriage in 1207; in the event, Pisa, then politically dominated by the Visconti family, leant considerable military support despite Pope Innocent III's disapproval[48]. For the next several decades, whenever a Visconti was in power in Pisa, communal policy aligned with Visconti ambitions in Sardinia. The most important step in the process occurred in 1214 when Lamberto and Ubaldo Visconti strong-armed the heiress of Cagliari, Benedetta, into giving over to Pisan

di storia patria, nuova serie 24.2, Società Ligure di Storia Patria, Genoa, 1984, pp. 79-80; G. Dameron, *Feeding the Medieval Italian City-State: Grain, War, and Political Legitimacy in Tuscany, c. 1150–c. 1350*, «Speculum» 92, no. 4 (2017), p. 1001.

[44] E. Besta, *La Sardegna medioevale..., op. cit.*, I: ch. 9; W. Heywood, *A History of Pisa..., op. cit.*, ch. 12.

[45] G. Rossi-Sabatini, *L'espansione di Pisa nel Mediterraneo fino alla Meloria (1284)*, Sansoni, Florence, 1935, pp. 35-36; M. Tangheroni, *Sardinia and Corsica..., op.* cit., pp. 449-451.

[46] C. D. Stanton, *Medieval Maritime Warfare*, Pen and Sword, Barnsley, UK, 2015, pp. 123-125.

[47] E. Besta, *La Sardegna medioevale..., op. cit.*, I, pp. 154-155, 159-168.

[48] G. Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa: città e contado, consoli e podestà, sec. XII-XIII*, Tip. Succ. Fratelli Nistri, Pisa, 1902, p. 328; E. Besta, *La Sardegna medioevale..., op. cit.*, I, pp. 174-175; M. Tangheroni, *Famiglie nobili e ceto dirigente a Pisa nel XIII secolo*, in *I ceti dirigenti dell'età comunale nei secoli XII e XIII*, Pacini, Pisa, 1982, p. 341; M. E. Parker, *Sinking Pisa..., op. cit.*, pp. 45-46.

communal control strategically-positioned lands along the southern coast[49]. Upon this land the Visconti founded Castel di Castro, which quickly grew in size as a Pisan ex-patriate community and soon became the center of Pisan commerce on the island, both as a crossroads for the wider Western Mediterranean and as a major market in its own right[50].

Pisan involvement in Sardinian dynastic politics during the first half of the thirteenth century also profoundly shaped Pisa itself in numerous ways[51]. Externally, the meddling repeatedly brought the ire of several popes[52] and the Genoese[53]. Internally, the contest for Sardinian lands created violent factional divides within the commune as Pisan magnates sought adherents; this in turn spurred a significant mid-century political restructuring in favor of popular and industrial groups, which ultimately resulted in the commune itself fighting against its own nobility for control of the island by the end of the century[54].

The increased attention Pisans paid to Sardinia held considerable economic implications as well. In the early 1250s, Ugolino della Gherardesca founded the city of Villa di Chiesa in southwestern Cagliari for the purpose of exploiting its rich silver deposits[55]. This was initially a boon to the vitality of the Pisan silver *grosso* coinage, but it occurred contemporaneously with the introduction of heavy, fine gold coins by two of Pisa's chief rivals:

---

[49] P. Tola, *Codex diplomaticus Sardiniae* cit., I: pp. 329-331, no. 35; E. Besta, *La Sardegna medioevale..., op. cit.*, I, pp. 182-186.

[50] *Cronichetta Pisana*, in E. Monaci (ed.), *Crestomazia italiana dei primi secoli: con prospetto delle flessioni grammaticali e glossario*, S. Lapi, Castello, IT, 1889, p.357; M. Tangheroni, *Sardinia and Corsica..., op. cit.*, p. 450.

[51] For a much more extensive treatment of thirteenth-century Pisan-Sardinian interactions, see M. E. Parker, *Sinking Pisa..., op. cit.,* pp. 43-50, 74-95, 114-117, 138-144, 158-166, 237-243.

[52] At the very least popes Innocent III, Honorius III, Clement IV, and Gregory X all clashed with Pisa concerning Sardinia. P. Tola, *Codex diplomaticus Sardiniae... op. cit.*, I, pp. 332-333, no. 38; É. Jordan (ed.), *Les registres de Clément IV (1265-1268): Recueil des bulles de ce pape*, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 2nd ser., 11, Thorin & fils., Paris, 1893-1946, I, pp. 265-266, no. 701; J. Guiraud and E. Cadier (eds.), *Les registres de Grégoire X (1272-1276): Recueil des bulles de ce pape*, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 2nd ser., 12, Thorin & fils., Paris, 1892-1960, 1, p. 76, no. 203.

[53] Throughout the thirteenth century Pisa and Genoa were frequently at war, which often involved Sardinia and Corsica in some manner.

[54] M. E. Parker, *Sinking Pisa..., op. cit.*, ch. 1, 2, and 4.

[55] M. Tangheroni, *Sardinia and Corsica..., op. cit.*, p. 455.

Florence and Genoa. Because Pisa controlled the richest silver mine in Europe, the commune felt no pressure to create a gold coin, allowing the gold *florin* to gradually replace the Pisan *grosso* as the preferred currency of commerce, thus weakening Pisa's overall economic influence. At the same time, the shifting of communal political control from shipowners and sea merchants into the hands of landed merchants and artisan guilds resulted in a greater focus on Tuscan and Sardinian interests and less on more distant transmarine markets[56]. Though initially fruitful, the deprecation of the importance of Eastern ports simultaneously alienated Pisan ex-patriates and their descendants who resided in the East and caused the commune to ignore the opening of the Black Sea to Latin merchants.

Near the end of the Third Crusade, the good relationship enjoyed between Pisa, Guy de Lusignan, and Richard I of England enabled Pisan merchants to establish a presence in Cyprus when Richard gifted the island to Guy in 1192[57]. For the next century, Pisan merchants used Cyprus as a secondary commercial hub, especially once the Crusader States had fallen back under Muslim control in 1291. By this point, though, Venetian and Genoese investment in the region far outpaced Pisan efforts, and even Levantine Pisan commerce was largely divorced from the metropole[58], likely due to progressive communal disinterest and lack of support in Eastern affairs. The loss of Acre and the opening of the Black Sea at the end of the thirteenth century pushed the major east-west trade routes northward; while Genoa and Venice exploited

[56] The old consular class was primarily composed of shipowners and sea merchants, while the newly empowered *popolo* government had considerably more representatives from the various artisan guilds. Though sea travel is required to reach Sardinia, the island was also a major supplier of raw materials for the artisan industries and a consumer of finished goods. For a more thorough examination of this situation, as well as more sources, see M. E. Parker, *Sinking Pisa…, op. cit.*, ch. 2.

[57] M. R. Morgan, ed. *La continuation de Guillaume de Tyr (1184-1197)*, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1982, p. 147.

[58] M. Balard, *Génois et Pisans en Orient (fin du XIIIe - début du XIVe siècle)*, in *Genova, Pisa e il Mediterraneo tra Due e Trecento: per il VII centenario della Battaglia della Meloria, Genova, 24-27 Ottobre 1984*, Atti della Società ligure di storia patria, nuova serie 24.2, Società Ligure di Storia Patria, Genoa, 1984, pp. 205-208.

this new situation with great success[59], Pisan merchants mostly lost out on the opportunity due to circumstances of the commune's own making[60].

Perhaps the most impactful insular interaction Pisa had in the thirteenth century was with the nearby islet of Meloria in 1284. Little more than the crest of more expansive shoals, Meloria was the site of Pisa's infamous defeat by two Genoese fleets[61]. The conflict was the result of Pisan attempts to opportunistically provide protection to the Corsican Judge Sinucello of Cinarca, who had fled the island to escape Genoese forces, in hopes of exploiting the alliance to increase Pisan influence in Corsica. The battle was a complete rout and Pisa suffered intense demographic, economic, and political repercussions as a result[62].

For Pisa's insular policies, the defeat resulted in an unrelenting contest for control of Sardinia: first against Genoa, then against Pisa's two most powerful families (the Visconti and Gherardesca clans), and finally against James II of Aragon. Treaty negotiations with Genoa always centered around ceding strategic territories in Sardinia, most of which were never executed[63]. Within the commune itself, several major political upheavals took place which put the interests of the Visconti family and a branch of the Gherardesca family at odds with communal interests. Though these families

[59] For Genoese & Venetian activity, see A. S. Ehrenkreutz, *Strategic Implications of the Slave Trade between Genoa and Mamluk Egypt in the Second Half of the Thirteenth Century*, in A. L. Udovitch (ed.), *The Islamic Middle East, 700-1900: Studies in Economic and Social History*, Darwin Press, Princeton, 1981, pp. 335-345; J. Dotson, *Venice, Genoa and Control of the Seas in the Thirteenth and Fourteenth Centuries*, in J. B. Hattendorf, R. W. Unger (ed.), *War at Sea in the Middle Ages and the Renaissance*, Boydell Press, 2003, pp. 119-135; E. Ashtor, *Levant trade in the later Middle Ages*, Princeton University Press, Princeton, 2014, pp. 1-30.

[60] M. E. Parker, *Sinking Pisa…, op. cit.*, pp. 171-173.

[61] L. T. Belgrano, C. Imperiale di Sant' Angelo, *Annali Genovesi…, op. cit.*, V, pp. 53-57; d. A. Salimbene, *The Chronicle of Salimbene de Adam*, University Center at Binghamton, Binghamton, NY, 1986, pp. 541-543; P. Crawford (ed.), *The «Templar of Tyre»: Part III of the «Deeds of the Cypriots»*, Ashgate, Aldershot, UK, 2012, pp. 89-91; C. D. Stanton, *Medieval Maritime Warfare…, op. cit.*, pp. 132-135.

[62] The fullest treatment of Meloria's consequences can be found in my doctoral thesis: M. E. Parker, *Sinking Pisa…, op. cit.*, pp. 123-231.

[63] There were two treaties with similarly harsh conditions from 1288 and 1299. P. Tola, *Codex diplomaticus Sardiniae…, op. cit.*, I, pp. 413-440 and 462-471, nos. 125-128 and 141.

in previous generations had exploited popular sentiment to guide the city toward a more Sardinian strategy, this process had now continued beyond their control as the commune itself sought more direct communal administration over insular territories[64]. But just when Pisa was about to accomplish the fullest extent of its authority over Sardinia, Pope Boniface VIII made a secret gift of the Tyrrhenian islands to James II of Aragon on 4 April 1297 in recompense for abandoning Sicily[65]. Though it would take decades for Aragon to claim its prize, the die had been cast and Pisa was not in a position capable of staving off the Iberian kingdom forever.

5. *The cost of Tyrrhenian myopia (XIII-XIV cc.)*

While it is true that by focusing intensively upon Sardinia throughout the thirteenth century Pisa bolstered its Tyrrhenian commercial network and improved its access to silver ore, these two benefits came with considerable costs. First, and most persistent, the attention lavished on Sardinia contributed significantly to the development and exacerbation of intense factional strife within the city. The severity of the partisanship endemic to Pisa caused political upheavals with increasing frequency, weakening the ability of the city to defend against external threats[66].

Second, devoting the majority of its resources to the Western Mediterranean came at the expense of attention to the Eastern Mediterranean, essentially removing the city from the lucrative East-West trade routes.[67] This consequence came from two chief causes, closely related. By deprecating the importance to the com-

[64] E. Cristiani, *Gli avvenimenti pisani del periodo ugoliniano in una cronaca inedita*, «Bollettino Storico Pisano» 26-7 (1957-8), pp. 101-103; C. Iannella, *Cronica di Pisa: dal ms. Roncioni 338 dell'Archivio di Stato di Pisa*, Istituto Palazzo Borromini, Rome, 2005, p. 52.

[65] This was in conjunction with the Treaty of Anagni of 1295. G. Digard et al. (eds.), *Les registres de Boniface VIII: recueil des bulles de ce pape*, E. de Boccard, Paris, 1904-1937, I, col. 925-926 and 929-935, nos. 2336 and 2344. See also V. Salavert y Roca, *Cerdeña y la expansión mediterránea de la Corona de Aragón, 1297-1314*, C.S.I.C., Madrid, 1956.

[66] Especially when its most powerful nobles allied with the city's most dangerous opponents.

[67] Trade along these routes did continue, just not at levels comparable to what Genoa and Venice were conducting at this time, even though Pisa had been on a par with these cities at the end of the twelfth century.

mune of seeking new commercial privileges (or even maintaining old ones) in Eastern ports, Levantine Pisan merchants gradually lost the communal support infrastructure necessary to remain competitive against the operations of Genoa, Venice, and now even Catalonia. This was why by the early fourteenth century Eastern Pisan merchants were conducting a significant amount of business, but largely divorced from the Tuscan mother city[68]. This situation, in turn, prevented Pisan merchants from being able to appreciably enter the new market of the Black Sea. Without concerted communal backing, there simply was no way for Pisans to exploit the new region even though it was precisely the area to which the major East-West trade routes had migrated by the turn of the fourteenth century[69]. Genoa, on the other hand, exploited the Black Sea to the fullest extent, simultaneously alleviating the Ligurian commune of its overpopulation problems while also bringing in enormous sums of money to finance fleet construction. It was with this solid financial footing that Genoa was finally able to defeat her age-old rival.

Third, the high degree of Pisan investment in Sardinia, particularly in the port of Cagliari and in the silver mines of Villa di Chiesa, made the island an even more desirable prize than it had been for its other natural resources in previous centuries. This is most evident from the fact that James II willingly relinquished control of Sicily—consistently one of the most valuable granaries and emporiums in the Mediterranean since the days of the Ancient Greeks—in exchange for Corsica, Sardinia, and a lifting of the ban of excommunication against him, as well as other minor concessions; Sardinia's value had reached a historic high.

Pisa was unsurprisingly sent into a frenzy upon hearing the news of James' acquisition. The city had struggled for centuries to extend its influence over the island and, just when the commune had reached the pinnacle of its control, the papacy gave Sardinia to its newest commercial rival, Aragon. The city attempted several desperate tactics to preserve its breadbasket. In 1306, the commune sent an embassy to James II, offering to voluntarily submit Pisa and

[68] See note 58 above.

[69] P. Malanima, *Pisa and the Trade Routes to the Near East in the Late Middle Ages*, «Journal of European Economic History» 16 (1987), p. 351; M. L. Ceccarelli Lemut, *Pisa nel Mediterraneo durante il XIII secolo*, «Bollettino Storico Pisano» 75 (2006), p. 15.

name him «king of Pisa, Sardinia, and Corsica», thereby hopefully retaining Pisan oversight of Sardinia, gaining a regal protector, and potentially expanding commerce with Aragon[70]. James was interested, but the agreement was never ratified because of papal objections. Perhaps left with no other options, in 1308 Pisans swallowed their pride and approached the Genoese for an anti-Aragonese alliance, correctly assuming Genoa did not wish to lose control of Corsica[71].

The communes enjoyed a temporary reprieve as various political concerns periodically distracted James II from his plans to subdue his new territories until the 1320s. In 1321, Judge Ugone of Arborea balked at Pisan demands for a 10 000 *florin* payment for the right to claim his inheritance, so he made a clandestine alliance with James II and Branca Doria of Genoa (though not with the city of Genoa itself) [72]. Pisa put up a valiant defense, but James sent a fleet of three hundred ships on 31 May 1323, a force against which Pisa had no chance of success; it took only a year for Pisa to lose its last Sardinian toehold in Cagliari[73].

The loss of Sardinia sent Pisa into another deep economic depression[74], signaling the definitive end of Pisa as a major commercial power.[75] The city did not cease to exist, nor did its inhabit-

[70] V. Salavert y Roca, *Il progetto di cessione della repubblica di Pisa al regno d'Aragona*, in *Atti del V Convegno Internazionale di Studi Sardi*, Centro Internazionale di Studi Sardi, Cagliari, 1954, pp. 109-129, esp. p. 114; E. Cristiani, *Nobiltà e popolo nel comune di Pisa dalle origini del podestariato alla signoria dei Donoratico*, Istituto italiano per gli studi storici in Napoli, Naples, 1962, pp. 285-286.

[71] V. Salavert y Roca, *Il progetto di cessione..., op. cit.*, p. 112.

[72] J. Zurita, *Anales de la Corona de Aragón, compuestos por Jerónimo Zurita*, Institución Fernando el Católico, Zaragoza, 1967-1977, III, bk. 6, sec. 43, pp. 157-163; G. Villani, *Nuova Cronica* cit., II, bk. 10, sec. 196, pp. 384-385; E. Besta, *La Sardegna medioevale* cit., I, pp. 275-276.

[73] J. Zurita, *Anales de la Corona de Aragón..., op. cit.*, II: bk. 10, sec. 196, pp. 384-385; G. Villani, *Nuova Cronica* cit., II: bk. 10, sec. 196, pp. 384-385; P. Tola, *Codex diplomaticus Sardiniae* cit., I: p. 675, no. 28 (19 Jue 1324); M. Arribas Palau, *La conquista de Cerdeña por Jaime II de Aragón*, Horta, Barcelona, 1982, p. 253 (19 June 1324); E. Besta, *La Sardegna medioevale..., op. cit.*, I: pp. 279-286; S. Petrucci, *Re in Sardegna, a Pisa cittadini: ricerche sui «domini Sardinee» pisani*, Cappelli, Bologna, 1988, p. 132.

[74] M. Tangheroni, *Politica, commercio, agricoltura a Pisa nel Trecento*, Edizioni Plus, Pisa, 2003, pp. 79-80, 103-107. The first major depression occurred in the aftermath of the Battle of Meloria, see M. E. Parker, *Sinking Pisa..., op. cit.*, ch. 5.

[75] Gioacchino Volpe stated that 1324 definitively ended the Pisan seafaring tradition completely, while Marco Tangheroni showed that while the loss of Sardinia sent Pisa into a prolonged depression, there were signs of some economic recovery

ants cease their maritime way of life attached to the sea; traders continued to trade and the city (or rather Porto Pisano/Livorno) remained Tuscany's most import port for centuries to come. What had changed was the agency with which the city engaged in these endeavors. Deprived of the source of approximately 40% of communal revenue[76], Pisa could no longer finance municipal fleets, pressure foreign ports into commercial arrangements, or do hardly anything substantive beyond poorly defend its own mainland *contado*. Though Pisan merchants were still found trading in Majorca[77], Corsica-Sardinia[78], Sicily[79], and Cyprus[80] throughout the fourteenth century, these activities were the work of individuals, not a result of active policies of the Pisan commune.

in the second half of the fourteenth century. G. Volpe, *Pisa, Firenze, Impero al principio del Trecento e gli inizi della Signoria civile in Pisa*, «Studi Storici» 11 (1902), p. 314; M. Tangheroni, *Politica, commercio, agricoltura…, op. cit.*, p. 80.

[76] *Politica, commercio, agricoltura… op. cit.*, pp. 80-81.

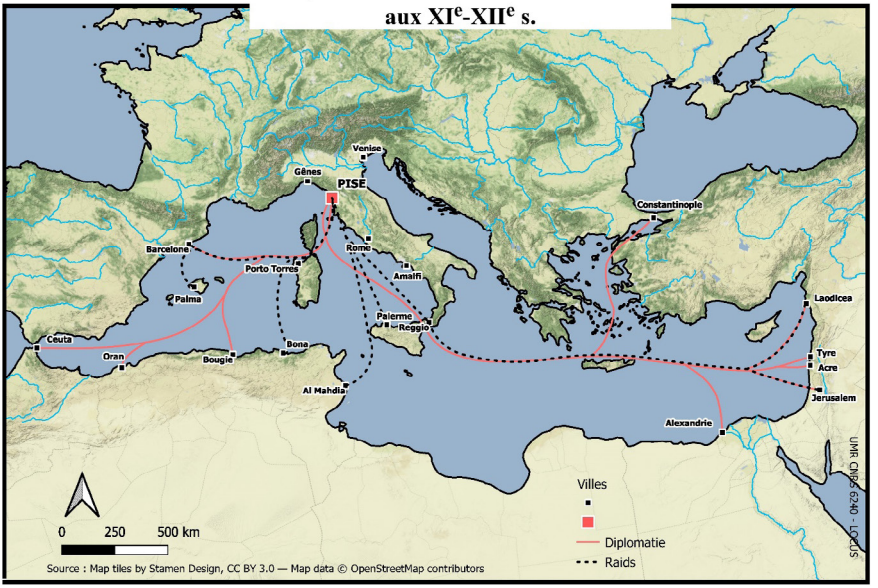
[77] T. Antoni, *I «partitari» maiorchini del Lou dels Pisans: relativi al commercio dei Pisani nelle Baleari (1304-1322 e 1353-1355)*, Pacini, Pisa, 1977; S. Petrucci, *Tra Pisa e Maiorca: avvenimenti politici e rapporti commerciali nella prima metà del XIV secolo*, in *XIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó (Palma de Mallorca, 27 setembre-1 octubre 1987)* 1, Institut d'Estudis Baleàrics, Palma de Mallorca, 1989, pp. 137-146.

[78] M. Tangheroni, *Politica, commercio, agricoltura…, op. cit.*, pp. 102-119.

[79] *Politica, commercio, agricoltura…, op. cit.*, pp. 99-102.

[80] M. Balard, *Génois et Pisans…, op. cit.*, pp. 179-210.

Le rayonnement de Pise en Méditerranée aux XIe-XIIe s.



Ivan Armenteros-Martínez

CONTROLAR LAS ISLAS PARA CONTROLAR EL MAR
LA POLÍTICA MARÍTIMA CATALANA EN LA BAJA EDAD MEDIA

Résumé: *En 1231, le roi Jacques Ier conclut la conquête de Majorque. L'annexion de la plus grande des Îles Baléares fera débuter une politique expansionniste maritime qui continuera avec la conquête du reste des Baléares, le control de la Sicile, les tentatives contre la Corse et la conquête (faible) de la Sardaigne. Cette politique expansionniste, qui aura comme objectif le contrôle des principaux espaces maritimes en Méditerranée occidentale, garantira non seulement la protection du commerce des hommes d'affaires de la Couronne d'Aragon, mais rendra aussi possible le harcèlement des concurrents, notamment les Génois. D'autre part, l'expansion commerciale catalane en Orient, une initiative privée développée en parallèle à l'expansion politique de la Couronne d'Aragon, révélera des intérêts pas toujours coïncidents et parfois contraires entre la politique d'état catalano-aragonaise et l'action des hommes d'affaires. L'objectif de ce chapitre est donc d'analyser l'expansion catalane en Méditerranée depuis une perspective double: celle du contrôle géostratégique en Méditerranée occidentale et celle du profit commercial en Orient. La dichotomie annoncée par Jaume Vicens Vives aux années 1950 entre la route des îles et la route des épices constituera un des noyaux discursifs de ce texte.*

Abstract: *In 1231, King James I complete the conquest of Majorca. The annexation of the largest of the Balearic Islands will begin a maritime expansionist policy that will continue with the conquest of the rest of the archipelago, the control of Sicily, the attempts against Corsica and the (weak) conquest of Sardinia. This expansionist policy, which will pursue the control of the main maritime spaces in the western Mediterranean, will not only guarantee the protection of the trade of Catalan-Aragonese merchants, but also the harassment of competitors, in particular the Genoese. On the other hand, the Catalan commercial expansion in the Mediterranean Levant, a private initiative developed in parallel with the political expansion of the Crown of Aragon, will reveal not always coincidental, and sometimes contrary interests between the Catalan-Aragonese state policy and the activities of businessmen. The objective of this chapter is therefore to analyze Catalan expansion in the Mediterranean from a dual perspective: that of geostrategic control in the Western Mediterranean and that of commercial profit in the East. The dichotomy announced by Jaume Vicens Vives in the 1950s between the island route and the spice route will constitute one of the discursive cores of this paper.*

1. *Introducción*

Durante el verano de 1114, una flota comandada por Ramón Berenguer III, conde de Barcelona, y participada por distintas ciudades italianas, como Pisa, Lucca, Florencia, Siena o Roma, además de las islas de Córcega y Cerdeña, las ciudades provenzales de Montpelier, Narbona y Nimes y los condados catalanes, lanzó un ataque contra las Baleares con la intención de saquear el archipiélago y poner freno a la piratería musulmana. Después de una campaña que se alargó hasta la primavera de 1115, las tropas cristianas abandonaron las islas ante la llegada inminente de las fuerzas almorávides enviadas en auxilio de sus habitantes[1].

Apenas cuatro años atrás, en 1111, un grupo de *negotiatiores* catalanes, a quienes acompañaba un notario, sin duda para dar fe de las transacciones que realizarían, se encontraba en la ciudad siria de Trípoli.

Por aquel entonces, Génova y Venecia se habían convertido en las dos potencias occidentales con mayor presencia en los enclaves comerciales del Mediterráneo oriental. Desde antes del año 1000, Venecia controlaba los puertos de Egipto y Palestina; y, al menos desde 1065, las naves genovesas también frecuentaban las costas de Levante[2].

Estos dos episodios, pese a haber sido el primero una invasión efímera de las Baleares – con más tintes de saqueo que de ocupación efectiva – y el segundo una noticia aislada de un grupo de mercaderes, probablemente de Barcelona, en aguas orientales, señalan, sin embargo, el inicio de la expansión marítima catalana; una expansión que comenzó cuando todavía no se había completado la conquista del territorio que formaría el Principado de Cataluña.

La expansión comercial catalana en Oriente, un proceso que se desarrolló siguiendo la estela de los éxitos de Venecia y Géno-

[1] Este trabajo se inscribe en el marco del proyecto de investigación financiado por el Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades (MICIU) español, titulado «Movimiento y movilidad en el Mediterráneo medieval. Personas, términos y conceptos» (PGC2018-094502-B-I00), y del grupo de investigación consolidado «La Corona d'Aragó, l'Islam i el món mediterrani – CAIMMed» (2017 SGR 01092), de la Generalitat de Catalunya. M. T. Ferrer i Mallol, *El Consolat de Mar i els consolats d'Ultramar, instrument i manifestació de l'expansió del comerç català*, en M. T. Ferrer i Mallol, D. Coulon (eds.), *L'expansió catalana a la Mediterrània a la baixa Edat Mitjana*, IMF-CSIC, Barcelona, 1999, p. 55.

[2] G. Feliu, *El comercio catalán con Oriente*, «Revista de Historia Económica», 6/3 (1988), p. 690.

va en el gran comercio internacional pero muy por encima de los demás competidores comerciales, como Amalfi o Pisa, fue una iniciativa privada desarrollada en paralelo a la expansión política de la Corona de Aragón. Contrariamente a los ejemplos veneciano y genovés, que contaron con una estructura estatal que organizó el comercio internacional a partir de finales del siglo XIII y principios del XIV, la expansión del comercio catalán tuvo intereses no siempre coincidentes – y a veces contrapuestos – a la estrategia política de la Corona.

Si, por ejemplo, el comercio veneciano se organizó en torno a los convoyes de galeras oficiales – las *mude*[3] –, el comercio catalán se caracterizó por la ausencia de control o intervención oficial. Articulado como un hormiguero de iniciativas privadas y particulares, los viajes directos tuvieron poca importancia y, cuando se realizaron, normalmente dispusieron de numerosas escalas. El comercio catalán, por contraposición al veneciano, se asemejaba más a la imagen de una tela de araña que a la de una ruta o línea[4].

El objetivo de las páginas que siguen es analizar la expansión catalana en el Mediterráneo desde una doble perspectiva. Por un lado, la del control estratégico de sus aguas occidentales y centrales por parte de la monarquía; por el otro, la de los intereses comerciales de los hombres de negocio catalanes en su cuenca oriental. Comenzaré repasando el desarrollo de ambos procesos expansionistas, el monárquico-político y el privado-comercial, para a continuación reflexionar sobre ambos fenómenos y sus intersecciones. Esta dualidad, apuntada por la historiografía catalana de mediados del siglo XX, se plasmó en lo que podemos denominar la *ruta de las islas*, que se ajustó a la política expansionista de la Corona de Aragón en el Mediterráneo occidental y central, y la *ruta de las especias*, en la que los mercaderes catalanes desplegaron una intensa actividad que se convirtió, en cuestión de décadas, en el motor económico de Barcelona, la principal ciudad de la Corona hasta mediados del siglo XV.

[3] Véase, por ejemplo, B. Doumerc, *El dispositivo naval de la flota mercantil veneciana: las* mude *de galeras (siglos XIV-XV)*, en R. González Arévalo, *Navegación institucional y navegación privada en el Mediterráneo medieval*, Editorial Alhulia, Granada, 2016, pp. 77-104.

[4] Véase G. Feliu, *El comercio catalán en Oriente, op. cit.*

2. *Expansión política y expansión comercial mediterránea de la Corona de Aragón: dos caminos diferenciados*

Si las noticias de las que disponemos para el siglo XII son relativamente escasas – recordemos: la cruzada contra las Baleares de 1114 y la noticia de mercaderes en Oriente de 1111, a las que podríamos añadir el testimonio del viajero judío Benjamín de Tudela, quien aseguraba, en el tercer cuarto del siglo XII, que Barcelona era un enclave comercial que atraía naves de Alejandría y Palestina, y atestiguaba la presencia de mercaderes catalanes en Egipto[5] –, el verdadero despegue de la expansión mediterránea de la Corona de Aragón no se produjo hasta entrado el siglo XIII.

En 1231, las tropas de Jaime I concluyeron la conquista de Mallorca. Una vez controlado el territorio del Principado de Cataluña y consumada la unión dinástica que pondría bajo el mismo techo de la Corona al Reino de Aragón y a los condados catalanes, en 1162, la anexión de las más grande de las Islas Baleares inició una política expansionista que tuvo entre sus objetivos el control de los espacios marítimos.

La campaña balear continuó en 1235 con la conquista de Ibiza a la que siguieron la anexión del reino de Valencia, en 1239; Sicilia, en 1282, y Menorca, en 1287. Posteriormente, también fueron incorporados la isla de Cerdeña, en 1326, y el Reino de Nápoles, en 1443.

Estos son los límites de la expansión política catalana en el Mediterráneo, a los que podríamos añadir los territorios ocupados por la Compañía Catalana a principios del siglo XIV en el Egeo, unas posesiones que estuvieron dominadas por los almogávares hasta finales de la misma centuria, pero nunca bajo el control directo de los reyes catalanoaragoneses o de sus oficiales.

Como decía en el inicio de este capítulo, en paralelo a esta propagación territorial se produjo, también, la expansión comercial catalana en Oriente. Veamos, rápidamente, cómo se articuló[6].

---

[5] Según Benjamín de Tudela, la Barcelona de mediados del siglo XII era «una pequeña y hermosa ciudad sobre las orillas del mar a la que vienen con mercadería comerciantes de todas partes: de Grecia (Bizancio), Pisa, Alejandría de Egipto, de la tierra de Israel (Siria y Palestina), África (Magreb e Ifriqiya) y todos sus confines»; J. R. Magdalena Nom de Déu (ed.), *Libro de viajes de Benjamín de Tudela*, Riopiedras Ediciones, Barcelona, 1982, p. 54.

[6] Para una visión más detallada de las diferentes etapas por las que discurrió la expansión comercial catalana en el Mediterráneo, a las que me referiré brevemente en las siguientes páginas, véase G. Feliu, *El comercio catalán en Oriente, op. cit.*, pp. 693-699.

Si desde mediados del siglo XII hasta aproximadamente 1260 se constata una primera presencia catalana en Egipto, Siria y Bizancio, probablemente a remolque de las iniciativas comerciales de la Provenza y el Languedoc, no fue hasta 1260-1290 que se produjo una verdadera primera fase expansiva. Durante este período, se formaron los primeros consulados estables catalanes, como el de Alejandría, que contó con alhóndiga y notario, y se obtuvieron privilegios comerciales en Constantinopla y Chipre similares a los de los que gozaban los mercaderes genoveses.

Tras la conquista mameluca de San Juan de Acre, en 1291, y hasta 1338, se produjo una etapa de cambios sobrevenidos. Los hechos de 1291 sirvieron de preámbulo justificador a la prohibición papal del comercio con el Sultanato mameluco de Egipto y Siria, plasmada en la célebre bula *De Alexandrinis*[7]. Esta decisión, sumada a la inestabilidad creciente en Levante, brindó las condiciones necesarias para que los agentes occidentales diseñaran nuevas estrategias.

Durante estos años, se produjo la expedición almogávar de la Compañía Catalana en Oriente (1303), que culminó con el dominio de los ducados de Atenas y Neopatria. De interés comercial prácticamente nulo, la situación estratégica de estos dos enclaves permitiría, sin embargo, el control cristiano del Egeo.

Ante la situación de bloqueo en las costas del Sultanato, los hombres de negocios occidentales incrementaron el comercio en el mar Negro. Asimismo, también retrocedieron a posiciones insulares defensivas desde las que comerciar con los musulmanes: Chipre, donde se refundó el reino de Jerusalén acogiendo a los refugiados de San Juan de Acre; Rodas, ocupada y fortificada posteriormente por la Orden del Hospital, en 1310; y Quíos, emporio genovés de su comercio en Oriente.

[7] Los orígenes de la prohibición papal se remontan al canon 24 del concilio de Letrán de 1179, en el que Alejandro III (1159-1181) dictaminó la excomunión para quienes comerciaran con los infieles. En un sentido general, aunque con matices según los períodos, las prohibiciones afectaron al comercio con aquellas mercancías que pudieran aumentar el poderío naval y militar de los musulmanes: vituallas, caballos, mulos y otros animales de carga, madera, metales, armas y esclavos; véase, para esta cuestión, J. Trenchs Òdena, *De Alexandrinis. El comercio prohibido con los musulmanes y el papado de Avignon durante la primera mitad del siglo XIV*, «Anuario de Estudios Medievales», 10 (1980), pp. 245-252 y 255-256.

Si la prohibición papal desvió gran parte de los comerciantes occidentales a otras posiciones, no lo hizo con los catalanes, que continuaron viajando a Levante aprovechando la excomunión dictada por el papado a los reyes de la Corona de Aragón tras los sucesos de las Vísperas Sicilianas, en 1282, que situaron el reino de Sicilia bajo la órbita catalanoaragonesa.

Desde 1302, sin embargo, cuando Jaime II y Roma tomaron la senda de la reconciliación, los súbditos catalanes se vieron forzados a acatar la prohibición de comerciar con los sultanes mamelucos. Al menos teóricamente. Ya que parece ser que la prohibición no fue del todo efectiva: el consulado de Alejandría no cerró en ningún momento y, pese a que la prohibición acabó afectando al comercio catalán en Oriente, lo hizo de una manera más suave que la que otros competidores tuvieron que afrontar. De hecho, en 1338 el *Consell de Cent* de Barcelona, el órgano rector de la ciudad, 'ofreció' al rey 1.000 libras a cambio de hacer caso omiso de todas las causas abiertas contra mercaderes por haber negociado con el sultanato. La respuesta del rey fue diáfana: acceder a las peticiones de Barcelona pero imponiendo, a cambio, una tasa al comercio prohibido, como ya venía haciendo el papado mediante el despliegue del sistema de licencias, que se generalizó a partir de 1344 para garantizar el abastecimiento de las ciudades occidentales con productos orientales[8].

[8] Si tras el fin de la *pax mongolica* el Sultanato de Babilonia había pasado a ser indispensable para asegurar el abastecimiento en especias y otros productos orientales, y después de constatar la afectación que las prohibiciones habían tenido sobre el comercio con Oriente, Roma se vio obligada a introducir cambios en su política. La solución vino de la mano de una nueva regulación del comercio con los sultanes mediante el pago de licencias a la Santa Sede. En este contexto, las autoridades civiles, que no estaban dispuestas a perder los ingresos que habían conseguido mediante el pago de las multas impuestas a los mercaderes que se saltaban las prohibiciones, también añadieron sus propias licencias, que se articularon con un guiaje que aseguraba a pasajeros y tripulación desde seis meses antes de comenzar el viaje hasta cuatro meses después, y solo, al menos teóricamente, para aquellas expediciones que tenían como destino Alejandría o Beirut. Como señala Maria Teresa Ferrer i Mallol, «el rei no solament atorgava les llicències a qui li semblava oportú sinó que, a més, marcava el ritme de les sortides, ja que les llicències establien que, durant els tres mesos següents a la sortida de la nau beneficiària d'una d'aquestes llicències, no podia sortir cap altra nau cap a Alexandria, encara que tingués l'absolució papal i la llicència reial. Era una manera d'assegurar el monopoli al vaixell beneficiari a fi que pogués rescabalar-se del cost de tantes llicències i dels intermediaris. Era un sistema contrari a la lliure competència i costós per als mercaders, bé que almenys pogueren continuar freqüentant Alexandria o Beirut, ara

En cualquier caso, y pese a las alternativas que intentaron implementarse, durante este período las expediciones mercantiles catalanas, que no llegaron a decaer, registran un crecimiento cero. Las prohibiciones de negociar con los puestos comerciales de Levante fueron salvadas mediante el comercio directo con Chipre y el reino armenio de Cilicia, que actuaban como centros de redistribución de los productos orientales que llegaban de Egipto y Siria, mientras que la presencia catalana en las rutas de Romania prácticamente desapareció.

La siguiente etapa arranca en 1338 y se extiende hasta aproximadamente 1430. Durante este período, en el que Damien Coulon ha podido documentar más de 670 expediciones a Levante desde Barcelona[9], se produce la plenitud del comercio catalán en Oriente. Pese a las dificultades con las que tuvo que lidiar la Corona de Aragón en Occidente – de entre las que destacan la guerra contra Génova, la guerra contra Castilla, la pérdida de Djerba y, especialmente, la llegada de la peste negra, que afectó a todos los competidores por igual –, el comercio en Oriente vivió una etapa de claro crecimiento, especialmente tras 1353, cuando los mercaderes catalanes obtuvieron del sultán un trato aduanero similar al que disfrutaban genoveses y pisanos.

Durante aquellos años, la presencia catalana se atestigua en numerosos puertos y ciudades orientales, desde el mar de Azov hasta Alejandría. Asimismo, se produce la consolidación de los consulados estables en los principales centros comerciales, que darían cobertura a los hombres de negocios catalanes: estancias para comer y descansar, almacenes para las mercancías, personal específico para administrar los intereses catalanes en ultramar y cónsules con plenas facultades para actuar en causas mercantiles dentro de su jurisdicción[10].

---

de manera legal»; M. T. Ferrer i Mallol, *Els mallorquins a la Mediterrània oriental a l'edat mitjana*, en M. Barceló Crespí, *XXVI Jornades d'Estudis Històrics Locals: El Regne de Mallorca: cruïlla de gents i de cultures (segles XIII-XV)*, Institut d'Estudis Baleàrics, Palma de Mallorca, 2005, pp. 47-49, p. 49 para la cita.

[9] Véase D. Coulon, *Barcelone et le grand commerce d'Orient au Moyen Âge. Un siècle de relations avec l'Egypte et la Syrie-Palestine (ca. 1330 - ca. 1430)*, Casa de Velázquez (Bibliothèque de la Casa de Velázquez, vol. 27), Madrid / Institut Europeu de la Mediterrània, Barcelona, 2004.

[10] Si bien es cierto que los cónsules tenían potestad coercitiva sobre personas y bienes, en la práctica, y al no disponer, en el extranjero, de agentes ejecutores que pudieran obligar al acatamiento de sus decisiones mediante el ejercicio de

También durante este período se documenta una importante exportación de manufacturas catalanas: paños de calidad media, coral sardo labrado en Barcelona, aceite, miel, frutos secos y azafrán; y, más secundariamente, cuchillería, planchas de cobre, y productos cosméticos y de perfumería. En cuanto a las importaciones, se concentraron en los productos típicos de los circuitos orientales: en primer lugar, especias y algunos tejidos de lujo, a los que se sumaron, gracias a la concentración de gran parte del comercio catalán en Rodas, enclave estratégico para las rutas del mar Negro, algunos bienes de gran valor, como esclavos balcánicos y euroasiáticos, alumbre, algodón, cobre, cera o almácigo, entre otros[11].

Otro de los ejes de actuación que se llevaron a cabo durante estos años, y que merece la pena reseñar, tiene que ver con el desarrollo y la consolidación de técnicas y legislación comerciales propias.

En primer lugar, y sin seguir un orden jerárquico, cabe destacar la consolidación definitiva, hacia mediados del siglo XIV, del *Consolat de Mar* de Barcelona, una institución con jurisdicción penal que se extendió, durante la segunda mitad del siglo XIII y todo el siglo XIV, a Valencia, Mallorca, Tortosa, Girona, Perpiñán y Sant Feliu de Guíxols. El *Consolat de Mar* se encargó de los conflictos marítimos y comerciales de los súbditos catalanoaragoneses, e inspiró la creación de instituciones similares fuera de las fronteras de la Corona de Aragón, como en Montpelier, que fundó su consulado en 1463, o en Marsella, que lo hizo en 1474.

En segundo lugar, la red consular catalana alcanzó su apogeo, extendiéndose desde Brujas hasta Alejandría pasando por Sevilla, Bona o Bugía. Su principal función era defender los intereses de los mercaderes catalanes frente a las autoridades locales, administrar justicia en los conflictos derivados de su actividad económica y pres-

---

la fuerza, esta capacidad estuvo limitada. En cualquier caso, los asuntos más graves se solucionaban al regreso a Barcelona, donde los responsables eran juzgados. Los cónsules también tenían potestad para administrar justicia entre sus conciudadanos, embargar bienes y otorgar fianzas, o imponer penas civiles y criminales, entre otras cuestiones. Asimismo, disponían de inmunidad diplomática que, generalmente, pero no siempre, era respetada; y percibían, por el desarrollo de sus funciones, un salario y diversos complementos; M. T. Ferrer i Mallol, *El Consolat de Mar i els consolats d'Ultramar, op. cit.*, pp. 74-76.

[11] Véase la nota 6.

tar ayuda ante las necesidades. Esta red alcanzaría, a finales del siglo XV, más de setenta representaciones estables, todas ellas con autoridad sobre todos los súbditos de la Corona por delegación real.

Y, por último, pero no menos importante, durante esta etapa expansiva se produjo la consolidación del derecho marítimo mercantil catalán, recopilado en el *Llibre del Consolat de Mar*, un compendio de las reglas y jurisprudencia que utilizaba el *Consolat de Mar*, y que fue traducido a numerosos idiomas y se convirtió en la base de la legislación mercantil en varios países europeos[12].

La última etapa del comercio catalán en Oriente, que ha sido etiquetada como etapa de crisis o de crecimiento desacelerado en función de la sensibilidad de los distintos autores que la han tratado, como Claude Carrère, Mario del Treppo, Gaspar Feliu o Damien Coulon[13], arranca hacia 1430 y se extiende hasta finales del siglo XV, cuando la iniciativa catalana en Levante prácticamente desapareció tras un breve período de reactivación que tuvo lugar entre 1454 y 1460. Las principales causas del declive comercial en Levante fueron múltiples. Veámoslas rápidamente[14].

La piratería catalana, muy activa durante la primera mitad del siglo XV y probablemente nacida como consecuencia de las acciones de la Compañía Catalana tras la pérdida de Atenas y Neopatria a finales del siglo XIV, generó un clima de hostilidad y represalia por parte de los sultanes, que no dudaron en expulsar a los mercaderes catalanes y decretar prohibiciones. Esta dinámica provocó una espiral de ataque y represalia que desencadenó episodios especialmente graves, como el saqueo de Beirut y otros puertos sirios en 1432 por parte de dos expediciones piráticas catalanas que, pese a no contar con el apoyo explícito de la Corona, gozaron de una consideración prácticamente oficial.

Asimismo, la política imperialista de Alfonso el Magnánimo y la intromisión real en la navegación distorsionaron la normalidad de

[12] Véase G. Colon y A. Garcia, *Llibre del Consolat de Mar*, Fundació Noguera, Barcelona, 2001.

[13] Véanse, siguiendo el mismo orden, C. Carrère, *Barcelona, 1380-1462. Un centre econòmic en època de crisi*, 2 vols., Ed. Curial, Barcelona, 1977-1978 (edición original francesa de 1967); M. del Treppo, *I mercanti catalani e l'espansione della corona d'Aragona nel secolo XV*, L'Arte Tipografica, Nápoles, 1972; G. Feliu, *La crisis catalana de la baja Edad Media; estado de la cuestión*, «Hispania», 217 (2004), pp. 435-466; D. Coulon, *Barcelone et le grand commerce d'Orient au Moyen Âge, op. cit.*

[14] Remito nuevamente a lo apuntado en G. Feliu, *El comercio catalán en Oriente…, op. cit.*, pp. 700-702.

las relaciones comerciales con Levante, especialmente desde 1433. Hasta la culminación de la conquista de Nápoles, en 1443, gran parte de la flota comercial catalana fue retenida en el Mediterráneo occidental para hacer frente a las necesidades logísticas de la guerra, lo que conllevó la reducción drástica de su presencia en aguas orientales.

La conquista otomana de Constantinopla y la paulatina hegemonía turca en el mar Negro y el Mediterráneo oriental también distorsionaron la normalidad de las relaciones comerciales con Levante. Pero fue sin duda la guerra civil catalana de 1462-1472, que enfrentó a las instituciones del Principado de Cataluña con la monarquía de Juan II de Aragón, y la revolución comercial atlántica y la basculación del gran comercio internacional hacia África occidental y sus archipelagos, primero, y el Nuevo Mundo, después, los dos elementos que pondrían fin a la iniciativa catalana en Levante[15].

La decadencia del comercio catalán en Oriente se debe, pues, a una suma de factores. E entre ellos, el más determinante fue, probablemente, la guerra civil de finales del siglo XV, que comportó la práctica desaparición de la marina mercante y de guerra catalanas, y se sincronizó, con exactitud milimétrica, con la decadencia de Egipto antes de la conquista otomana de 1519 y la apertura comercial hacia el Atlántico africano y americano.

3. *Dos estrategias distintas, pocas intersecciones*

Ahora bien, tras esta sucesión diacrónica de episodios que muestran el desarrollo de la expansión territorial y comercial catalanoaragonesa en el Mediterráneo, se pueden plantear algunas preguntas. ¿Cuáles fueron las intersecciones de la política y la economía en todo este proceso? ¿Qué relación existió entre la *ruta de las islas*, máximo exponente de los intereses mediterráneos de los monarcas catalanoaragoneses, y la *ruta de las especias*, que fue el

[15] Véanse, para la guerra civil catalana, S. Sobrequés Vidal, J. Sobrequés i Callicó, *La guerra civil catalana del segle xv*, 2 vols., Edicions 62, Barcelona, 1973, y A. Ryder, *The Wreck of Catalonia. Civil War in the Fifteenth Century*, Oxford University Press, Oxford, 2007, entre otros; y, para la revolución comercial atlántica y la presencia de mercaderes catalanes en aquel proceso histórico, I. Armenteros Martínez, *Cataluña en la era de las navegaciones. La participación catalana en la primera economía atlántica (c. 1470-1550)*, Editorial Milenio, Barcelona, 2012.

dinamizador de los intercambios comerciales y las circulaciones económicas en el Mediterráneo y el incentivador de las expediciones mercantiles a Levante de los hombres de negocios catalanes? E, incluso, ¿es posible que la profundización mediterránea capitaneada por la monarquía buscara afianzar una pretendida hegemonía catalana en el comercio con Levante, como insinuó el historiador catalán Jaume Vicens Vives al acuñar el concepto «diagonal de las islas»?

Según Vicens Vives, la famosa diagonal insular, o *ruta de las islas*, fue el principal motor ordenador de la expansión marítimo-comercial catalana en el Mediterráneo[16]. Sin embargo, esta hipótesis plantea, al menos, un problema inicial, y es que identifica acríticamente la *ruta de las especias* con la *ruta de las islas* cuando nos encontramos, al menos en un primer momento, ante dos procesos de diferente naturaleza.

En este sentido, tal como señala José Enrique Ruiz Domènech, para tratar de comprender esta dualidad es preciso diferenciar otros dos conceptos antagónicos pero estrechamente relacionados entre sí: la explotación *del* comercio, materializado en las cargas fiscales aplicadas a la actividad mercantil; y la explotación *por* el comercio, es decir, la participación activa en las operaciones comerciales. De hecho, durante la etapa primitiva de la expansión catalana, los condes de Barcelona, especialmente Ramón Berenguer III, se interesaron fundamentalmente por la primera de las fórmulas para la obtención de recursos económicos, como atestiguan los sistemas aduaneros e impositivos que comenzaron a proliferar durante el siglo XII.

Por el contrario, la explotación *por* el comercio y la apertura de la ruta oriental al tráfico catalán, la famosa *ruta de las especias*, se debe a una iniciativa eminentemente privada e independiente. Siguiendo un proceso similar al detectado en otras regiones del Mediterráneo occidental, se materializó gracias al impulso de los hombres de negocios, y no al de las autoridades públicas.

Hasta aproximadamente el siglo XIII, los *negotiatiores* vivían *por* el comercio, mientras que el conde y la nobleza ciudadana con-

[16] Véase, por ejemplo, J. Vicens Vives, *La economía de los países de la Corona de Aragón en la Baja Edad Media*, en *Actas del VI Congreso de Historia de la Corona de Aragón*, celebrado en Cagliari-Alguer del 8 al 14 de diciembre de 1957, Madrid, 1959, pp. 103-135.

tinuaban viviendo *del* comercio. La convergencia de la actividad privada y la actividad pública, esto es, de la *ruta de las islas* y la *ruta de las especias*, es más tardía, y respondió a una confluencia de intereses, especialmente en tiempos de Alfonso el Magnánimo, y no a una simple relación de causa-efecto[17].

Si observamos las principales conquistas insulares del siglo XIII, también podemos hacer algunas matizaciones sobre la tesis de la relación entre la política expansionista de la Corona y las actividades comerciales de sus hombres de negocios.

En primer lugar, la conquista de Mallorca fue una empresa feudal, un elemento evidente del expansionismo de la clase feudal. Si bien es cierto que desde el primer momento benefició a los mercaderes catalanes por las posibilidades que puso sobre la mesa, no hay que perder de vista que Mallorca era un puente hacia el comercio africano, pero no hacia el Levante mediterráneo.

En segundo lugar, la conquista de Sicilia de 1282 se explica por intereses puramente dinásticos que sirvieron a los sicilianos para librarse de la dominación angevina: Pedro el Grande aprovechó una ocasión que no pareció haber promovido. De hecho, debido al protagonismo autóctono durante las Vísperas Sicilianas, las expectativas para los mercaderes catalanes no fueron equiparables a las que se produjeron durante la conquista de Mallorca, aunque poco a poco fueron adquiriendo privilegios y afianzando posiciones.

Si bien Mallorca y Sicilia forman una diagonal desde Cataluña hacia el Mediterráneo occidental, la hipótesis del apoyo político como base para el dominio económico-comercial no se sostiene: ambos reinos eran independientes y no formaban una unidad política. Cuando esta llegó, fue gracias al azar de las herencias sucesorias, pero no a la planificación estratégica del gran comercio internacional[18].

Durante el siglo XIV, los intereses monárquicos y comerciales continuaron siendo divergentes. Esto es especialmente relevante tras el matrimonio de Jaime II con María de Lusignan, reina de Chipre, en 1315. Cuando en 1324 el rey catalanoaragonés pudo reclamar la corona de la isla, que se hallaba en una posición estratégica en la ruta de las especias en un momento en el que la prohi-

[17] J. E. Ruiz Domènech, *Ruta de las especias / ruta de las islas. Apuntes para una nueva periodización*, «Anuario de Estudios Medievales», 10 (1980), pp. 691-695.

[18] G. Feliu, *El comercio catalán en Oriente…, op. cit.*, pp. 703-704.

bición papal del comercio con Alejandría potenciaba la función de Chipre como depósito de los productos que llegaban de Levante, no lo hizo. Por el contrario, concentró sus esfuerzos en la conquista de Cerdeña, una isla más importante para los intereses monárquicos por su riqueza natural, especialmente el trigo y el coral, y por su situación estratégica. Aunque apartada de la diagonal que formaban Mallorca y Sicilia, era una eficaz barrera frente a los genoveses, que lucharían por laminar el dominio catalanoaragonés en la isla consiguiendo mantener el control sobre Córcega.

En paralelo, tras la anexión de las islas del canal de Sicilia (Malta, Gozzo, Pantelaria y Djerba), los catalanes pasaron a ejercer un claro domino sobre Ifriqiya que llegó a ser un protectorado de facto durante los años de dominio de la isla de Djerba (1284-1335), lo que garantizó el monopolio casi absoluto del tráfico entre Sicilia y Túnez. Pero no aseguró las rutas hacia Levante.

Incluso la expedición almogávar iniciada en 1303, que podría interpretarse como la tentativa por establecer una presencia militarizada estable en Oriente para beneficiar al comercio, tampoco tiene nada que ver con cuestiones mercantiles. Ni tampoco de la Corona de Aragón, podríamos añadir, ya que la Compañía Catalana fue un cuerpo mercenario privado sin apenas relación directa con la Corona[19].

Por lo tanto, en el siglo XIV no parece que se pueda hablar de *diagonal de las islas* como trampolín para luchar por el control de la *ruta de las especias*. Por el contrario, el interés de la Corona parece materializarse en asegurar una especie de corredor en el que el dominio sobre Cerdeña garantizara el control de los espacios marítimos del Mediterráneo occidental y, asimismo permitiera una mejor defensa del comercio propio y un ataque más eficaz al ajeno, especialmente del genovés.

De hecho, es dentro de esta estrategia en la que también debe encuadrarse la política catalanoaragonesa en Córcega, parte integrante del *regnum Sardinie et Corsice* concedido a Jaime II por Bonifacio VIII en 1297 pese a permanecer, *de facto*, bajo control genovés.

El dominio de Córcega, pese a no ser un objetivo prioritario, cobró una importancia relativa durante el reinado de Alfonso el

[19] *Ibíd.*, pp. 692-693 y 705. Para la Compañía Catalana véase, por ejemplo, R.I. Burns, *The Catalan Company and the Europeran Powers, 1305-1311*, «Speculum», 29/4 (1954), pp. 751-771.

Magnánimo, acorde con la política expansionista del monarca en el Mediterráneo, lo que agudizó los enfrentamientos con Génova. En un primer momento, la estrategia catalana pasó por prestar apoyo económico al bando filocatalán corso, que llegó a controlar todo el territorio excepto los dos bastiones genoveses: Calvi y Bonifacio. En 1420, tras haber nombrado como virrey de la isla a Vicentello d'Istria y convocado cortes en la asediada Bonifacio – que nunca llegaron a celebrarse –, el monarca envió tropas sobre el terreno, consiguiendo dominar la ciudad de Calvi hasta 1434, único ejemplo de administración política y militar de un territorio corso por parte de la Corona de Aragón. Tras una nueva tentativa para la «recuperació e reducció a nostra obediència del nostre regne de Còrcega, o la part de aquell la qual, per alguns emulos, de present és detengut occupat», en 1451[20], la cuestión corsa quedó relegada a una posición secundaria para los intereses monárquicos, dando tan solo pie a algunas réplicas durante los reinados de Juan II y Fernando II de Aragón[21].

Por otro lado, no fue hasta los últimos años del reinado de Alfonso el Magnánimo que se visualizó un interés de la Corona por el mantenimiento del cordón umbilical Sicilia-Rodas-Chipre. Fue en aquel viraje político, que probablemente llegó tarde y sin la intensidad necesaria, en el que se enmarca la ocupación y fortificación de la isla de Kastellórizzo, en 1450, situada entre Rodas y Creta, y el intento fallido de colocar un infante siciliano en el trono de Chipre, que finalmente quedó bajo dominio veneciano[22].

[20] Arxiu de la Corona d'Aragó, Cancelleria, reg. 2688, ff. 170v-271r y 185r-v, citado en M. G. Meloni, *Ufficiali della Corona d'Aragona in Corsica (secoli XIV-XV)*, en M. T. Ferrer i Mallol, J. Mutgé i Vives, M. Sánchez Martínez, *La Corona catalanoaragonesa i el seu entorn mediterrani a la baixa Edat Mitjana*, CSIC-IMF, Barcelona, 2005, p. 180. La ofensiva, compuesta por una pequeña armada regia formada por apenas dos centenares de hombres, según el cronista Giovanni della Grossa, fracasó tras la muerte de Jaume de Besora, procurador real en el reino de Cerdeña y nombrado virrey de la isla y mando de las tropas durante aquella campaña; *ibid.*, citando A. Casanova, M. Giacomo Marcellesi, *Chronique médiévale corse. Giovanni della Grossa*, La Marge Édition, Ajaccio, 1998, pp. 359-361.

[21] En paralelo a estas dos tentativas, la estrategia de proseguir con el nombramiento de altos oficiales y financiar al partido filocatalán continuaron incluso cuando la isla pasó a formar parte del ducado de Milán, en 1464; M. G. Meloni, *Ufficiali della Corona d'Aragona…, op. cit.*, pp. 183-184.

[22] Para Kastellórizzo, véase D. Durant i Duelt, *Kastellórizzo, una isla griega bajo dominio de Alfonso el Magnánimo (1450-1458)*, IMF-CSIC, Barcelona, 2003.

Las perturbaciones por las que había pasado el comercio con Oriente durante las dos últimas décadas pusieron en alerta a las autoridades. En 1453, el Consell de Cent de Barcelona, el órgano rector de la principal ciudad del Principado de Cataluña, solicitó al rey «fer pau ab lo Soldà de Babilònia» afirmando, con rotundidad, que esa actividad era «foment, cap, è principi de tot lo negoci» ya que «perturbats los afers de Levant, en gran part són desviats tots los altres»[23]. Como sostiene Gaspar Feliu, el comercio con Levante no era fundamental por su volumen, sin duda inferior al del comercio occidental, sino porque el comercio con Oriente permitía redondear el negocio también en Occidente, estimulando la industria manufacturera y, en definitiva, estableciendo circulaciones mercantiles capaces de superar la barrera de la economía regional y de mantener la prosperidad en tierras catalanas[24]. En otras palabras, la prosperidad de Barcelona dependía, en gran medida, de la buena salud del gran comercio internacional.

Sin embargo, el proceso de conquista del reino de Nápoles, culminado en 1443, tuvo prioridad absoluta y condicionó la política económica oriental, algo completamente lógico si tenemos en cuenta la importancia estratégica y económica de Nápoles frente a la inseguridad y la inestabilidad de empresas de magnitud parecida en el Egeo o el Mediterráneo oriental.

El crecimiento desacelerado acumulado durante las décadas precedentes acabó afectando negativamente a una economía catalana altamente dependiente de la buena salud del gran comercio internacional. Las tensiones acumuladas durante este período estallaron en la guerra civil de 1462-1472, culminación de una crisis acumulada que dejó la capacidad operativa mercantil bajo mínimos.

4. *Conclusiones*

Pese a que los catalanes no ocuparon un lugar destacado en el gran comercio oriental – como sí hicieron Génova y Venecia –, este tipo de actividades pasaron a ser estratégicas para la economía del

[23] A. de Capmany i de Montpalau, *Suplemento a las memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*, Imprenta de Sancha, Madrid, 1779, tomo 4, documento CXXIV, p. 241.

[24] G. Feliu, *El comercio catalán en Oriente, op. cit.*, p. 692, donde también se cita el documento anterior.

Principado de Cataluña, especialmente la de Barcelona. De hecho, el desarrollo de la industria productiva catalana de exportación – básicamente textil, pero también cuchillería, platería y elaboración de coral – se explica, en gran medida, gracias al comercio con Oriente.

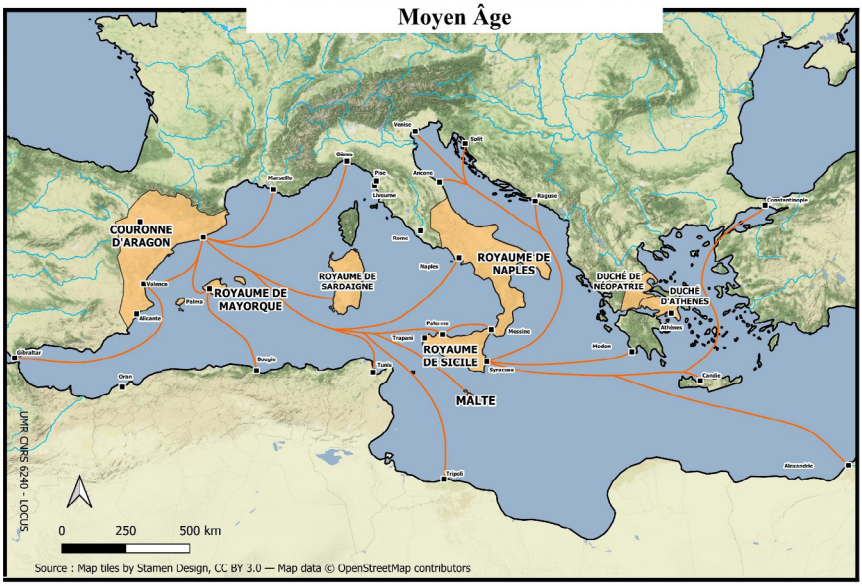
La confluencia de la política territorial de la Corona y los intereses económicos de los mercaderes catalanes fue tardía y efímera. Las campañas italianas de Alfonso el Magnánimo agotaron los recursos y condicionaron el despliegue de una política de protección económica en Oriente. Además, la expansión otomana en el Mediterráneo oriental, la basculación comercial hacia el Atlántico y la guerra civil catalana acabaron afectando negativamente a una flota mercante que había entrado en crisis en la década de 1430.

A finales del siglo XV, y en un contexto completamente distinto, la economía catalana comenzó a recuperarse aprovechando las nuevas oportunidades que surgieron en el Atlántico africano. Y nuevamente lo hizo apoyándose, únicamente, en las iniciativas privadas: fue gracias a la experiencia acumulada durante los dos siglos precedentes que los hombres de negocios catalanes tuvieron la capacidad para abrirse camino en las nuevas redes del comercio euroafricano.

Tal como sostiene Gaspar Feliu, «el brazo político de la Corona alcanzaba solamente al Mediterráneo occidental. Más allá el comercio corría su propio riesgo»[25].

[25] *Ibid.*, p. 705.

Les îles dans le commerce catalan au bas Moyen Âge



Bernard Doumerc

LE MONDE INSULAIRE VÉNITIEN: D'ÎLES EN ARCHIPELS, LA DOMINANTE TISSE SA TOILE (XIe- DÉBUT XVIe SIÈCLE)

RÉSUMÉ: *Le réseau des implantations vénitiennes «outre-mer», ou mieux «outre-lagune», s'intensifie, après la première phase d'expansion au début du XIe siècle en direction de l'Istrie et de l'archipel du Quarnero, quand le doge s'attribue le titre de «dux Veneticorum et Dalmaticorum». Une deuxième vague d'avancées diplomatiques plus que militaires s'amorce au début du XIIe siècle (ainsi du pacte avec la ville de Fano en 1141) et commence à dessiner le projet de transformer la mer Adriatique en «golfe de Venise». Avec la paix de Venise de 1177 et la neutralité vénitienne sur le terrain italien, un objectif prioritaire s'affirme: «la mer, rien que la mer». C'est dans cette visée ultramarine globale que se réalise le modèle de la colonisation insulaire médiévale de Venise. Les îles sont d'abord convoitées pour assurer la protection des navires de commerce et des convois militaires avant et après le tournant de 1204. La conquête de l'archipel égéen (duché de Naxos) puis des îles ioniennes (Corfou) et de l'Eubée constitue une chaîne ininterrompue de points d'appui stratégiques depuis l'Istrie jusqu'à la Crète. La difficile conquête de celle-ci ajoute à l' «Empire» son plus beau fleuron, un vaste domaine méditerranéen objet d'une colonisation de peuplement et d'une exploitation agraire spéculative (vin et sucre principalement). Mais, si à la fin du XVe siècle la Crète vénitienne résiste encore à la poussée ottomane, désormais le mirage de la «Romanie vénitienne» n'est plus annonciateur de profits et d'espérances.*

Abstract: *The network of Venetian settlements «overseas», or rather «overseas», intensified after the first phase of expansion at the beginning of the 11th century in the direction of Istria and the Quarnero archipelago, when the doge gave himself the title of «dux Veneticorum et Dalmaticoru». A second wave of diplomatic rather than military advances began at the beginning of the 12th century (such as the pact with the city of Fano in 1141) and began to outline the project of transforming the Adriatic Sea into the «Gulf of Venice». With the peace of Venice in 1177 and Venetian neutrality in Italy, a priority objective was affirmed: «the sea, nothing but the sea». It is in this global ultramarine aim that the model of medieval island colonisation of Venice is realised. The islands were first coveted to ensure the protection of trading ships and military convoys before and after the turning point of 1204. The conquest of the Aegean archipelago (Duchy of Naxos) and then of the Ionian islands (Corfu) and Euboea constituted an unbroken chain of strategic support points from Istria to Crete. The difficult conquest of the latter added to the «Empire» its most beautiful jewel, a vast Mediterranean domain subject to colonisation and speculative agrarian exploitation (mainly wine and sugar). But, if at the end of the 15th century Venetian Crete still resisted the Ottoman thrust, from then on the mirage of «Venetian Romania» no longer heralded profits and hopes.*

1. *Introduction*

Il existe un consensus largement partagé pour considérer positivement la «thalassocratie» vénitienne dans l'expression d'une maîtrise annoncée sur le domaine méditerranéen pendant des siècles. Cette ville voue son destin à l'expansion maritime et une des forces du projet politique consiste à assembler deux éléments contradictoires quand la mer peut devenir un facteur d'unité mais aussi un facteur d'affrontement. Parfois on ajoute le concept «d'empire maritime» reposant sur une force navale indiscutable agissant à partir de points d'appuis nombreux localisés dans un positionnement stratégique. Faut-il pour autant écrire une nouvelle histoire de la thalassocratie vénitienne, une entité ou une abstraction?

L'omphalos matriciel vénitien est insulaire, c'est Rialto avec son prolongement naturel vers l'Adriatique, une des plus cohérentes régions maritimes débouchant sur un monde homogène qui cependant déborde des contours littoraux pour pénétrer l'épaisseur du continent balkanique[1]. Un auteur récent a mis en évidence «le discours balkanique» pour donner du corps à cet espace géographique si particulier[2]. Les Vénitiens ne règnent pas dans le bassin occidental de la Méditerranée face aux Pisans, aux Génois puis aux Catalans et dans une moindre mesure aux Languedociens et aux Provençaux. En Orient ils doivent aussi partager les richesses de l'empire byzantin avec leurs concurrents italiens venus une fois encore en majorité de Gênes, d'Amalfi et de Pise. En revanche la mer Adriatique devient très tôt dans l'histoire maritime une chasse gardée où les Vénitiens affirment leur supériorité.

2. *Une ambition politique de longue maturation*

Il est possible de douter de la conception d'une idéologie impériale pendant les premières manifestations d'autorité annoncées par un gouvernement vénitien[3]. L'esprit républicain, hérité des Ro-

[1] F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Armand Colin, Paris, 1990, deux volumes, tome I, p. 122.

[2] P. Garde, *Le discours balkanique*, Fayard, Paris, 2005.

[3] B. Doumerc, *Venise et son empire en Méditerranée*, Ellipses, Paris, 2012. G. Bertrand, *L'empire comme idée ou comme pratique? Sur la domination vénitienne à l'époque de la Sérénissime République*, in T. Menissier (dir.), *L'idée d'empire dans la pensée politique, historique, juridique et philosophique*, L'Harmattan, Paris, 2006, pp. 131-142.

mains, sert de socle à la définition politique très originale du projet associant toute une *natio* qui ne souhaite pas mettre en évidence une référence à une autorité immanente sacralisée ou pas. La valeur de l'*imperium* n'est pas contestée mais elle ne séduit pas la noblesse dirigeant la cité. Seule la volonté du peuple compte et la confiance dans l'action des nobles au pouvoir s'exprime dans la *res publica*. La volonté annoncée par les élites patriciennes a pour objectif d'augmenter la richesse et la prospérité de la cité et, dans ces conditions, l'exploitation organisée de la ressource maritime devient une priorité. Le préambule de nombreuses lois l'annonce: «de la mer vient toute richesse». L'obsession maritime a donc un objectif nettement formulé: devenir maître des mers par-dessus les autres. L'accès à la Méditerranée c'est accumuler la richesse donc l'économie maritime devient vite une priorité. Tout commence par l'emprise sur les îles de la lagune pour recentrer le duché vénitien autour de Rialto[4].

Le réseau des implantations vénitiennes en outre-mer, acceptons l'expression d'outre-lagune, s'intensifie après la première phase de l'expansion au début du XIe siècle en direction de l'Istrie et de l'archipel du *Quarnero* (le Kvarner) avec les îles de Cherso (Cres) et Ossero (Osor-Loišinj) quand le doge Pietro Orseolo II s'attribue le titre de *dominator Istriæ* [5]. Plus tard (1204), l'impensable conquête de la nouvelle Rome, loin d'être le commencement d'une longue histoire triomphante, est le magnifique résultat d'un lent mais déterminé processus de domination[6]. Avant cela il était indispensable d'écarter la menace des Hongrois ayant réussi un rapprochement imprévu avec les Normands de Sicile à la suite de deux mariages: Coloman Árpád (1097) et Etienne II son fils (1120) épousent des princesses issues de la haute noblesse de l'Italie méridionale, de plus le roi Coloman occupe la Dalmatie pendant quelques années (1102-1105). Peu de temps auparavant le comte de Saint-Gilles et de Toulouse, Raymond IV, mène son armée sur le littoral adria-

[4] É. Crouzet-Pavan, *Le Moyen Âge de Venise. Des eaux salées au miracle de pierres*, Albin Michel, Paris, 2015.

[5] Nous conservons la toponymie à l'usage des Vénitiens. B. Doumerc, *L'Adriatique du XIIIe au XVIIe siècle*, in P. Cabanes (dir.), *Histoire de l'Adriatique*, Le Seuil, Paris, 2001, pp. 203-298.

[6] R. Gertwagen, *Does naval activity, military and commercial, need artificial ports? The case of Venetian harbours and ports in the Ionian and Aegean till 1500*, «Graeco Arabica», 9-10 (2004), pp. 163-182.

tique depuis le Frioul et la Carniole pour aider les Hongrois et la papauté contre les initiatives de l'empereur du Saint Empire sorte d'entraînement pendant le Passage vers la Terre sainte et soutien de l'alliance pontificale anti gibeline. Dans ce contexte la diplomatie vénitienne doit réagir rapidement pour éviter la marginalisation d'un espace si convoité: l'empereur byzantin Alexis Comnène offre au doge la dignité de *protosebastos* chargé de défendre la Dalmatie attaquée de toutes parts après l'intervention militaire contre les Sarrasins et les Normands[7]. Cela représente une légitimité espérée pour justifier toutes les interventions militaires car le doge est paré du titre de *dux Croatiæ et Dalmatiæ* au moment où Coloman se proclame roi de Croatie mise sous protection hongroise.

La prise de Constantinople prend trop de place dans l'historiographie si on néglige la marche en avant rythmée par ces nombreuses étapes visant la mise à l'écart des rivaux autant par la plume (la diplomatie très active) que par l'épée (la soumission des vaincus). L'occupation de l'archipel des Cyclades, pas moins de vingt-quatre îles, offert en tenures à des familles patriciennes par la Commune reste étonnant: les Sanudo investissent Naxos et les îlots aux alentours transformés en duché, les Dandolo Andros, les Ghisi Sérifos, les Querini Stampalia, les Venier Cérigo et les Barozzi Santorin et d'autres encore. Ailleurs, dans l'Adriatique, la stratégie est différente car tout conduit à Venise puisque cette côte est faite pour la navigation en contournant les 850 îles recensées, parfois accueillantes ou effrayantes, il suffit de répertorier les succès de l'archéologie subaquatique dans la région, dont seulement 66 acceptent des installations humaines[8]. Une légende affirme qu'après avoir créé le monde, Dieu ne sachant que faire des nombreux rochers qui restaient les précipita dans le Golfe.

Il ne faut pas oublier l'arrière-pays vénitien dans un changement d'échelle d'une géographie culturelle parsemée de lieux, d'espaces et de symboles qui concrétisent une installation durable en Terre ferme. Les nombreux pactes, réalisés avec l'assentiment de l'*auctoritas* impériale, garants de la sécurisation de l'expansion

[7] A. Báráni, *La Hongrie et les Normands de l'Italie du Sud à la fin du XIe et dans la première moitié du XIIe*, in A. Györkös, G. Kiss (éds.), *M'en anei en Ongria. Relations franco-hongroises au Moyen Âge*, Debrecen, «Memoria Hungariae», 4 (2017), pp. 25-72.

[8] Voir le programme Caska en collaboration internationale (centre Camille Jullian) consacré à l'archéologie navale en Croatie.

dans la péninsule italienne septentrionale, assurent les bases de relations commerciales vitales pour les lagunaires. Ces conventions bilatérales fournissent au moins depuis le traité de 840 conclu entre le doge Pietro Tradonico et l'empereur Lothaire une mise en scène de la dépendance de la lagune avec le continent qui l'entoure mais confirme l'émancipation politique du duché en obtenant la garantie des approvisionnements. Dans la même ligne, le pacte de 888 signé entre le doge Pietro Tribuno et Otton II consacre la suprématie vénitienne quand Venise devient le port irriguant la vallée du Pô, considérable bassin de population, dense réseau urbain et marché de consommation en pleine expansion. Fort de ces succès, le doge Domenico Selvo intervient militairement à la fin du XIe siècle contre les Normands partis à l'attaque de l'empire byzantin et un succès inespéré offre aux Vénitiens des avantages commerciaux considérables. En 1099 le grand canal devient une zone d'accostage digne d'un vaste port naturel en eau profonde malgré son marnage faible qui aurait dû se limiter au cabotage: il met pourtant en relation Ancône, Raguse et Constantinople.

Une deuxième vague de succès, diplomatiques cette fois, s'amorce au début du XIIe siècle en direction de l'Italie centrale et des rives de l'Adriatique. Le pacte conclu avec Fano en 1141 annonce cette attirance irrésistible vers le large en passant par ce que le géographe arabe Al Idrisi nomme peut-être pour la première fois «le golfe de Venise» dans son traité écrit à la demande du roi normand de Sicile Roger II (1154). Venise affirme alors avec détermination son intérêt pour l'Adriatique, première étape vers la mer hauturière di largo respiro ! Le traité de Venise signé en 1177 consacre la république «Seigneurie du Golfe» et impose une gestion efficace du potentiel naval mis à la disposition d'un projet politique. En 1301 la création de l'escadre du Golfe amplifie la mainmise des lagunaires sur cet espace maritime. Les conditions naturelles de la manche adriatique imposent une loi indiscutable: les sites favorables sont occupés depuis l'Antiquité c'est pourquoi les Vénitiens ne fondent pas de villes nouvelles ni sur le littoral ni

sur les îles. Tout est inscrit dans le territoire, il faut simplement organiser l'exploitation des ressources grâce au cordon ombilical des lignes de navigation[9].

Le gouvernement vénitien obtient à cette époque et pour la première fois la reconnaissance du principe des eaux territoriales autorisant le contrôle strict des trafics à l'intérieur d'une zone monopolisée par les autorités. Cet espace s'étend au fil du temps grâce au dense réseau de la batellerie fluviale et maritime, première étape de la mainmise vénitienne dans l'ensemble de l'Adriatique devenue le *culphus venetiarum* après 1177. Ainsi l'exclusion des nombreux concurrents devient réalité et une hégémonie commerciale s'installe au sujet de la production du sel et de sa commercialisation comme de l'importation de productions vivrières: le vin, l'huile et le grain. Tout cela sera confirmé par la mise en œuvre de la loi du Transit en 1261 qui oblige tous les navires à faire escale dans la lagune avant de poursuivre leur route en direction des places commerciales: perception des taxes assurée, régularité des approvisionnements alimentaires et surveillance garantie des trafics maritimes. Peu à peu le projet expansionniste prend corps: la neutralité affichée par le gouvernement vénitien refusant d'entrer dans le conflit entre les Guelfes et les Gibelins qui ravagent les cités de l'ensemble de l'Italie permet d'éviter la ruineuse guerre civile qui frappe durablement un si grand nombre de villes rivales. Cette pacification autorise le renforcement des investissements productifs quand une loi interdit l'achat de possessions foncières au-delà de la lagune. L'objectif prioritaire s'affiche dans de très nombreux textes législatifs: «la mer rien que la mer». Le prestigieux pape Pie II (Enea Silvio Piccolomini) au milieu du XVe siècle, à l'apogée de la république, affirme que les Vénitiens sont esclaves de la sordide occupation du commerce et certains lui répondent: «nous voulons mourir sur nos galères qui sont nos maisons».

C'est vrai: la république de Venise paye au prix fort sa domination des îles et des archipels par le sang et les larmes pendant des siècles de combat. Depuis la bataille victorieuse d'Albiola contre les Francs en 810 jusqu'à la défaite de 1503 contre les Ottomans,

[9] J. Tadić, *Les archives économiques de Raguse*, «*Annales ESC*», 16/6 (1961), pp. 1168-1175, article précurseur. B. Krekić, *Venezia e l'Adriatico*, in *Storia di Venezia. Dalle origini alla caduta della Serenissima*, vol. 3, *La formazione dello stato patrizio*, Istituto dell'Enciclopedia italiana Treccani, Rome, 1991, pp. 51-85.

pas à pas, avec ténacité, les gouvernements vénitiens successifs gardent le cap du tropisme méditerranéen et avancent en surmontant la fureur des batailles[10].

3. *Les formes de l'expansion outre-mer.*

Tout commence par le sud de l'Istrie et de l'archipel du *Quarnero* au débouché maritime gardé par la magnifique base navale de Pola (Pula), rade en eau profonde choisie par les Romains pour établir un arsenal. Plus loin, l'île de Veglia (Krk), face à Segna (Senj) point de rupture de charge de la route vers l'intérieur des terres en direction de l'hinterland et sentinelle dressée face aux Frankopan, feudataires du roi de Hongrie. Ce point minuscule sur une carte surveille, comme l'île de Pago (Pag), les points de passage maritime obligé par le canal de Zara (Zadar) vers Sebenico (Šibenik) qui dessinent une voie incontournable. Tant d'autres îlots encombrant la voie maritime si dangereuse qu'il faut emprunter avec prudence à cause des récifs, des canaux étroits et des passes balayées par les vents violents, deviennent des havres rassurants après la prise de possession et l'aménagement de structures portuaires parfois modestes.

L'installation des Vénitiens dans la zone méridionale se renforce à Corfou après 1386. L'avancée se poursuit en 1409 quand la république achète la totalité des droits sur le territoire à Ladislas roi de Naples et de Hongrie contre 100 000 ducats et enfin après 1420 quand Sigismond reconnaît définitivement la souveraineté vénitienne contre 10 000 ducats. Le sort de l'Adriatique est scellé mais Raguse cherche toujours à prendre les îles si convoitées qui furent autant de refuges contre les assaillants venus des montagnes. La république étend son territoire en direction des îles les plus proches pour assurer le ravitaillement de la cité enfermée au pied de la montagne rocailleuse. À Lokrum, île riche en vin et en blé, les Ragusains installent des comptoirs pour vendre le sucre et la soie comme cela se passait à Lagosta (Lastovo) en 1254, petit archipel de rochers où les sardines abondent comme le corail. À

[10] C. Setti, *Un impero mancato? Venezia e l'oltremare nella prospettiva dei Sindici Inquisitori in Levante (XVI-XVII)*, in G. Conte, F. Filioli Uranio, V. Torregiani, F. Zaccaro, (dir.), *Imperia. Lo spazio mediterraneo del mondo antico fino all'età contemporanea.*, Fieri Academic, Palerme, 2016, digital publishing.

Ponta (1333) et Meleda (Mljet) (1345) la ressource vient aussi de la pêche des crustacés et des coquillages très recherchés. Toutes ces îles resteront dans le territoire ragusain mais Brazza (Brač), Lesina (Hvar) et Curzola (Korčula), les plus vastes et les plus fertiles sont vite conquises par les Vénitiens après une occupation de trois ans par les Ragusains (1413-1416)[11].

En ce début du XIVe siècle la péninsule italienne est en ébullition et les Vénitiens délaissent un peu l'avancée en Adriatique. Un plan concerté aboutit à un résultat exceptionnel, créer un État territorial en Italie péninsulaire à l'ouest de la lagune au moment où l'offensive de grande ampleur progresse aussi en Italie contre les Milanais et reprendre pied en Adriatique après la défaite de 1358[12]. Le problème reste entier: comment surmonter la dispersion des lieux de pouvoir et organiser la cueillette des ressources? Le premier épisode décisif reste la guerre contre les Normands, partis à l'assaut de l'empire byzantin en 1080, qui débute par l'installation provisoire des Vénitiens sur la rive orientale du canal d'Otrante: le doge Domenico Selvo épouse la princesse grecque Théodora Dukas et les commerçants marchent dans les pas des combattants pour investir les îles de la mer Ionienne autour de Corfou. C'est le début de la colonisation déployée pendant plusieurs phases chronologiques. Les domaines insulaires sont convoités pour assurer la protection des navires de commerce et celle des convois militaires. Nous laissons de côté volontairement la Crète, annexée au début du XIIIe siècle, qui présente des caractéristiques très particulières méritant une longue et détaillée analyse qui viendrait à la suite de très nombreux travaux[13].

La motivation sans faille et la sophistication des méthodes de l'acquisition des îles «maritimes» et des îles «terrestres», isolats territoriaux en bordure de mer, force l'admiration. La conquête de l'archipel égéen (nombreuses îles du duché de Naxos) puis des îles Ioniennes (Corfou) et de Nègrepont (Eubée) constitue cette chaîne

[11] M. Kozlii, *Historical Development of Croatian Lands Mapping*, D. Novak, M. Lapaine, D. Mlinarić, Skolska Knijiga, Zagreb, 2005.

[12] T. Raukar, *Venecija i ekonomski razvoy Dalmacije u XV i XVI st.* (Venise et le développement de la Dalmatie), «Radovi Instituta za Hrvatsku provijest», 10 (1977). J. Kolanović, Šibenik u kasnome srednjem vijeku (Sibenic au moyen âge), Skolska Knjiga, Zagreb, 1995.

[13] F. Thiriet, *La Romanie vénitienne au moyen âge: le développement et l'exploitation du domaine vénitien XIIe-XVe siècle*, De Boccard, Paris, 1959, p. 124.

ininterrompue de points d'appuis depuis l'Istrie jusqu'à la Crète et Constantinople. En 1402 quand Ladislas de Naples confirme la cession de Corfou à la république contre 30 000 ducats, en vérité à peu de frais, l'ouverture vers l'Épire est offerte aux entrepreneurs. En effet la centralité de Corfou s'accompagne des relais îliens de Parga, de Paxos et d'Antipaxos. La délégation corfiote reçue par la Seigneurie, composée de six membres dont deux notables juifs, essaie d'envisager l'avenir avec optimisme: une deuxième synagogue sort de terre et le ghetto clos devient un havre de paix et de prospérité. Trois ans plus tard une discussion divise les sénateurs: est-il nécessaire de construire un port artificiel à Corfou en laissant sur place une garnison chargée de défendre les installations? C'est le cas aussi de la façade de l'Albanie maritime après 1203 à la suite d'une tentative ratée d'implantation mais confirmée plus tard grâce à une conjoncture politique favorable[14].

Nous insistons sur le destin de deux îles: Corfou gardienne de l'Adriatique méridionale et plus au nord, Curzola (Korčula), deux exemples emblématiques de la place des domaines insulaires à l'importance variable mais complémentaire dans l'expansion vénitienne après la soumission des îles ou presqu'îles de Trau (Trogir), Brazza (Brač) et Lesina (Hvar). C'est cela qui retient notre attention. Le chapelet d'îles est en relation directe avec les «isolats terrestres» dalmates, albanais, épirotes. Que serait Cattaro (Kotor) sans Scutari (Usküdar), Butrint, *tutela ed occhio dextro de Corfù*, sans Corfou, dont le canal fait face à l'Albanie toujours hostile, Prevesa sans Leucade et l'échelle de Cérigo (Kithiria) bien oubliée dans ce dispositif comme la petite île de Paxos, sentinelle de Corfou. La complémentarité de ces places fortes, de ces bases navales et de ces entrepôts saute aux yeux en regardant une carte géographique: partout on construit des châteaux *a terra e a mar* autour des villages et aussi des ports, parfois un modeste ponton en bois, après la reconquête de la Dalmatie entre 1409 et 1420 dans la défense des marchés des estuaires souvent situés face à des îles protectrices[15]. Sans doute ces modestes installations îliennes entre

[14] M. Kozli, *The Defensive System of Adriatic Navigation*, «Histria Antiqua», 6, 2000, pp. 49-124.

[15] O. J. Schmitt, *Korčula sous la domination de Venise au XVe siècle: pouvoir, économie et vie quotidienne dans une île dalmate au Moyen Âge tardif*, Collège de France, Paris, généré en ligne en 2017.

les mains d'entrepreneurs de second rang représentent beaucoup plus d'intérêts par les magasins et les entrepôts où les marchandises attendaient les passages des navires de compagnies d'envergure que par une stratégie d'implantation coloniale[16]. Tant d'exemples révèlent les hésitations des gouvernements à accepter la soumission de princes locaux (les *signoritti*) maîtres de villes et de régions, réclamant de l'aide contre des voisins virulents pour solder une vendetta familiale[17]. Au débouché des rares vallées fluviales transperçant les Alpes dinariques se trouvent presque toujours une ville portuaire devenue vénitienne, une garnison et un chantier de réparation navale puisque la construction des navires est strictement réglementée et réservée aux métropoles régionales. Ces relais indispensables à la navigation commerciale et au ravitaillement des flottes de combat révèlent toute l'importance du dispositif, pensons à la base navale de Corfou, île charnière du système adriatique méridional marquée si longtemps par l'occupation vénitienne[18].

La survie de cet espace inclus dans l'empire réclame une gestion exemplaire mais coûteuse. La conception du *Stato da Mar* officialisée par les sénateurs débordés par la tache administrative et par la surabondance du personnel colonial après 1440, exige des investissements massifs de plus en plus lourds à supporter. Il s'agit alors d'orchestrer un champ d'activité inter-impérial de la circulation des administrateurs, des commerçants et des combattants. Les gouvernements vénitiens successifs n'ont pas imposé un modèle centralisé et répressif sauf en cas d'incidents graves contre l'autorité de l'État. Le provéditeur général de la mer et le capitaine du Golfe, commandants d'escadre, occupent des fonctions militaires prestigieuses au service de la république. La diversification

[16] D. Valerian, *La Méditerranée. Rivalités nouvelles dans les marchés de l'Ancien monde*, in P. Boucheron (dir.), *Histoire du monde au XVe siècle,* Fayard, Paris, 2009, pp. 75-91.

[17] G. Schiro (éd.), *Cronaca dei Tocco di cefalonia di anonimo*, Accademia nazionale di Lincei, Rome, 1975, p. 244. A. Ducellier, *Aux frontières de la Romanie: Arta et Sainte-Maure à la fin du moyen âge*, *Hommage à Paul Lemerle,* Travaux et mémoires, 8, Centre de recherche d'histoire et de civilisation de Byzance, De Boccard, Paris, 1981, pp. 114-124.

[18] G. Ortali, O.J. Schmitt, E. Orlando (éds.), *Il Commonwealth veneziano tra il 1204 e la fine della Repubblica: identità e peculiarità*, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti, Venise, 2015; en particulier D. Jacoby, *il Commonwealth veneziano sui mari verso il Levante* et B. Arbel, *Lo Stato da Mar e il Commonwealth veneziano in età moderna.*

des expériences, par une singulière fortune, tient compte des spécificités régionales, modes de vie et structures sociales pour éviter de heurter les populations. L'autonomie accordée aux membres des élites locales avec un possible recours auprès des autorités de la lagune garantit un dialogue permanent entre les recteurs, administrateurs vénitiens nommés par le gouvernement, et les conseillers représentant la population. Avant de prendre une décision, les services de l'État interrogent les anciens gouverneurs ou capitaines en fonction sur place pour évaluer le statut et la situation sociale des requérants. Des familles patriciennes délèguent un ou plusieurs membres outre-mer qui, parfois, fondent une famille mais toujours utilisent à profit la nomination d'un recteur, d'un consul ou d'un commandant de galère pour le développement de l'entreprise.

Peu à peu, dans les îles, autour des îles et vers les îles, l'économie de prédation tisse sa toile et le dialogue programmé entre une île et le rivage si proche se renforce par la dynamique opportuniste des commerçants venus de tous les horizons. A Sebenico, ville portuaire nichée au fond d'une bouche d'estuaire du fleuve Krka, la forteresse Saint-Michel protège la route en direction de Zagreb et les vallées fluviales mais aussi les tracés sinueux de chemins de transhumance vers Fojnica et la Bosnie. En revanche, du côté de la mer, le fort Saint-Nicolas bloque l'accès à la rade protectrice et assure la sécurité des installations portuaires et de l'agglomération. Les Vénitiens gardent jalousement le sel, le bien le plus précieux pour les hommes et les animaux, faisant pression pour acquérir en échange les productions locales de haute valeur, par exemple la cire et le kermes. C'est le plus efficace des outils de la domination ! L'évolution générale des formes de gestion publique, d'un projet politique pérenne, des coutumes locales et des pratiques administratives uniformes face au poids des élites locales détermine le degré de cohésion face aux administrateurs délégués par le gouvernement central, c'est le fondement de la nature du sentiment d'appartenance[19].

Tout change à la fin du XVe siècle: l'attirance vers la lagune n'est plus annonciatrice de profit et d'espérance. Les milliers de réfugiés originaires des Balkans fuyant la misère et la servitude imposée par les Turcs tentent par tous les moyens de rejoindre

[19] Giorgio Sisgoreo (Šižgorević) *De situ illyriae et civitate Sebenici*, 1487.

la mère patrie. Dans un premier temps les îles lointaines doivent endiguer la marée humaine pour permettre une installation provisoire à Zante (Zakintos), île qui remplacera la citadelle terrestre de Modon après sa chute, Céphalonie (Kefalonia), Cérigo (Kithira) et Corfou par exemple[20]. Le flot ininterrompu des migrants parcourant ces chemins de l'exil espère se diriger vers Rialto désormais submergé par la masse des réfugiés mais le gouvernement souhaite les retenir dans les îles pour maintenir un niveau de peuplement suffisant et accroître les ressources militaires[21]. Au début du XVIe siècle, l'île de Céphalonie succombe sous le flux des nouveaux venus et les stradiotes installés depuis quelques années réclament l'assurance du maintien de leurs avantages fiscaux en échange du service militaire de défense. Pourtant le gouvernement autorise d'autres réfugiés venus des Balkans à bénéficier d'octroi de terres abandonnées qui seront confisquées par l'État en 1507 pour assurer la survie de la population démunie cherchant abri dans ces îles refuges. Malgré toutes ces mesures restrictives, sorte de cordon sanitaire pour endiguer les vagues migratoires, de nombreux *ultra marini* échouent dans la lagune.

Les registres de la douane de Spalato (Split) et de Sebenico révèlent l'importance du trafic des êtres humains, femmes et enfants essentiellement, avant la conquête de la Bosnie par les Ottomans (1463): un navire chargé de balles de peaux brutes, de jarres d'huile, de lingots de cire et de barriques de vin débarque en 1452 une trentaine de femmes destinées à la domesticité dans les palais vénitiens. Sur l'île de Zante les colons reçoivent des casaux pour revitaliser les productions agricoles, fruits et vin, destinées à l'exportation pourvoyeuse de recettes fiscales, contre le paiement d'une petite taxe. Gestion directe assumée depuis 1368 quand le gouvernement reprend en main la gestion de certaines îles cédées en fief aux familles engagées dans le démembrement de l'empire

[20] N. Falaschini, S. Graciotti, S. Sconocchia (éds.), *Homo Adriaticus, identità culturale e autocoscienza attraverso i secoli*, Diabasis, Reggio Emilia, 1998, en particulier, F. Ursini, *L'identità del veneto dalmata tra le diverse correnti di lingua e di cultura dell'area adriatica orientale*, pp. 83-93.

[21] A. Ducellier, B. Doumerc, B. Imhaus, J. de Miceli, *Les chemins de l'exil, bouleversements de l'Est européen et migrations vers l'Ouest à la fin du moyen âge*, Armand Colin, Paris, 1991.

byzantin: la famille Venier doit rendre au gouvernement central la souveraineté sur l'île de Cérigo, bonne initiative qui permettra d'accueillir bien plus tard les réfugiés fuyant les Turcs.

Comme l'écrivait Fernand Braudel, pour évoquer la conceptualisation des *terre da mar* ou des *stati d'oltremare* donnant le caractère maritime de l'État vénitien (*status nostrus maritimus)*, «l'extravagant morcellement humain et paysager surgit dans les textes des archives vénitiennes et ragusaines» est constitué par les *loci a parte maris*. Cela n'est pas un obstacle, au contraire, c'est une chance pour des gestionnaires attentifs désireux de chercher une cohésion difficile à trouver entre le pays légal (soumis à Saint-Marc) et le pays réel si complexe dans sa constitution. Le vocabulaire politique traduit cette préoccupation quand les scribes distinguent entre les *nostri luoghi* ceux qu'ils nomment les *antichi*, les *nuovi et* les *nuovissimi acquisti* qu'il faut défendre contre les assauts des adversaires hongrois et turcs à la fin du moyen âge. C'est un problème crucial à résoudre quand le gouvernement doit protéger des îles éloignées et parfois délaissées: faut-il envoyer toutes sortes d'équipements et de matériels militaires, décider la présence d'une modeste escadre avec le cantonnement d'une garnison au risque de tout perdre après une éventuelle capture par l'ennemi?

Le gouvernement choisit de centraliser les plus importants entrepôts militaires et les fonderies à Venise, Zara, Corfou et La Canée. Ces arsenaux ultra marins doivent rassurer les populations et maintenir la confiance des acteurs économiques parcourant la «mer vénitienne». La description réaliste est offerte par le précurseur Cristoforo Buondelmonti dans son *Isolario*, véritable atlas des îles grecques, édité autour de 1420 (*liber insularum archipelagi*). Pendant cette année chargée de grandes espérances dominatrices dans la reconstitution du *Stato da Mar*, son discours insiste par une approche géographique de l'espace maritime sur l'importance de l'emprise vénitienne symbolisée par l'armée des lions ailés, gardiens de pierres silencieuses ornant les portes et les murailles des localités soumises. Les voyageurs et les pèlerins bien accompagnés à bord des galères armées par les autorités, les magnifiques convois imposants (*mude*) ne manquent pas eux aussi, de constater l'omnipotence de la république dans les lieux d'escale bien choisis tout le long du parcours pour impressionner les passagers tels les sept *Kastela*, palais forteresses posés sur l'eau entre Spalato et Trau.

Il faut donc admirer la gestion du *stato da mar* vénitien confronté aux aléas de conjoncture terribles pendant les guerres contre les Génois, les Hongrois puis les Turcs et des nombreuses révoltes internes par exemple à Zara ou à Candie[22]. La république honorée par ses hagiographes du qualificatif de *Très sereine* survit, en réalité, dans la tourmente au-delà des innombrables campagnes militaires sur tous les fronts et de la contestation sociale et politique dans les possessions lointaines: guerre civile en Crète, en Albanie et révoltes urbaines en Dalmatie. Venise est bien la fille de l'Adriatique avant même de devenir la fille de la Méditerranée et le pragmatisme guidant les phases d'expérimentation dans le domaine institutionnel, économique, social et militaire force l'admiration. Le gouvernement envisage une collaboration inévitable avec les élites locales puisque à l'évidence c'est une nécessité d'autant plus que le recours administratif auprès du gouvernement central est toujours possible en cas de litige, les exemples ne manquent pas. Il est indispensable d'évoquer à ce sujet le respect des initiatives locales concernant la fiscalité et le flux des échanges en direction de la lagune en respectant les avantages locaux liés au cabotage ancestral comme ce fut le cas à Zara centre de la province de Dalmatie-Albanie, chef-lieu d'un territoire composé de 37 îles et 85 villages.

Le cabotage indispensable s'appuie sur les archipels mineurs regardant vers les littoraux quand les îles d'importance servent de relais pour la navigation au long cours. Le talent des charpentiers de marine se retrouve partout dans l'expression des traditions régionales de l'architecture navale par exemple à Curzola. La police des mers porte ses fruits car les pirates d'Almissa (Omiš) sous la bannière de la famille Kačić résistent une vingtaine d'années après l'arrivée des Vénitiens en 1420, formidablement protégés dans l'embouchure de la Cetina par un massif rocheux, symbole géologique de la Dalmatie centrale. Ce fût le cas aussi de la modeste île de Sasseno (Sazan), bien plus au sud, face à Otrante qui protège le golfe d'Arta et la magnifique baie de Valona (Vlora) disputée aux Balsha, virulents seigneurs de guerre albanais. Cette piraterie endémique renaît sans cesse dans les abris minuscules aptes à

[22] A. Stahl, *The Documents of Angelo de Cartura and Donatello Fontanella, venetian notaries in fourteenth century Crete*, Dumbarton Oaks, Washington, 2000; S. Mc'Kee, *Wills from late medieval Venetian Crete (1312-1420)*, Dumbarton Oaks, Washington, 1998.

cacher les *sagittas,* canots effilés et très rapides permettant toutes sortes de raids contre les villages et les monastères isolés. Plus tard les Uscoques de Segna (Senj) agiront à leur guise pendant le XVIe siècle profitant de l'appui octroyé par l'empire. Comment, dans ces conditions, peut-on considérer ces espaces adriatiques ayant une importance capitale comme une périphérie de la lagune[23]?

4. *Corfou la sentinelle méridionale*

Seul le changement d'échelles géographique et chronologique explique l'essentiel. Après le repli vers le sud de la Manche adriatique l'année 1386 marque le grand départ de la marche en avant. Les Vénitiens achètent Argos puis Georg Thopia vend Durazzo et Georg Balšić Strazimir cède Scutari, Drivasto en 1396. La *Santa Intrada* du comte envoyé en urgence par le Sénat avec sa cour célébrée en grande pompe à Zara (1409) entraîne la chute de Sebenico, isolée, trois ans plus tard. Le conseil de Cattaro, plus au sud, après six tentatives d'implorations infructueuses parvient à entrer dans le giron vénitien (1420), date de la deuxième phase d'annexion: Traù, Curzola, Brazza, Lesina, Pago acceptent la tutelle pendant une séance chaotique au Grand Conseil se réjouissant de cette décisive avancée. Tous les affronts de la défaite sont lavés.

Porte d'entrée de l'Adriatique, Corfou annexée en 1386, se retrouve très vite au cœur du dispositif de l'implantation à la jonction entre l'Adriatique et la mer Égée illustrant la grande variété des assises territoriales et des méthodes de domination poussant parfois à remettre en cause le concept impérial définissant l'expansion vénitienne dans le domaine méditerranéen[24]. En 1204 le gouvernement vénitien accepte la cession de Corfou, de Céphalonie, de Sainte-Maure (Lefkades) et de Zante (Zakintos) et lance un programme de colonies de peuplement dans les Sept-îles. La reprise par les Angevins de Naples suscite une révolte après 1267 et les insurgés appellent le doge à l'aide. Plus tard, en 1401, le roi Ladislas de Naples cède ses droits sur l'ensemble de l'archipel contre 30 000 ducats. Cette étape décisive renforce la conception

[23] M.Tea, *Dalmatia between Ottoman and Venetian Rule, contado di Zara, 1645-1718*, Viella, Rome, 2008, p.120.

[24] *Pacta veneta, gli accordi con Curzola (1352-1421),* E. Orlando (a cura di), Viella, Rome, 2002, (Pacte Venete, n° 9).

de la domination: les Vénitiens ne bouleversent les structures anciennes, ni fiscales ni sociales. La création des cinq chambres du Trésor public (Corfou, Leucade, Céphalonie, Zante et Cythère) respecte la diversité des situations financières vécues par les populations locales. Des privilèges sont aussitôt accordés au sujet des exportations de vin et d'huile, mais de nouvelles mesures restrictives s'accumulent: par exemple la loi du transit par la lagune qui oblige les navires chargés de raisins secs à rejoindre Venise avant de partir vers l'Angleterre ! De plus les exportateurs ne peuvent charger sur des navires «étrangers» et la construction navale locale de gros tonnage est anéantie[25].

Parfois ces contraintes poussent les commerçants à revitaliser une contrebande de grande envergure favorable au commerce entre les deux rives comme cela se pratique depuis des siècles entre les Marches et les Pouilles en direction du Monténégro et de l'Épire et les îles restent des relais discrets de tous ces trafics. Le transport de cabotage échappe facilement au contrôle des autorités vénitiennes dans les axes verticaux et horizontaux séparant les zones du marché adriatique[26]. Toutes les exportations de blé doivent se diriger vers la lagune, en principe, mais l'attractivité du port de Drijeva, étape des caravanes remontant le cours de la Neretva vers Mostar et l'intérieur de la Bosnie laisse passer des quantités considérables de sel et de grains indispensables aux éleveurs. Quand les Vénitiens détruisent les salines installées sur les îles, ils instaurent la pénurie conduisant au monopole de production et de distribution, source de contestation. La parade existe: acheter du métal et des armes en contrebande venant du Frioul, de la Carinthie et de la Styrie, marchandises exportées par le port de Segna, possession des Habsbourg, pour l'échanger contre le sel. Cet axe vertical complète le contournement en direction de Cattaro et de Sebenico.

Il faut envisager, au-delà des projets mis en œuvre par l'État, le rôle des entreprises conçues par les groupes patriciens tissant leur toile avec patience et détermination. L'exemple des mi-

[25] K. Sathas, *Documents inédits relatifs à la Grèce au moyen âge*, 9 volumes, Maisonneuve et compagnie, Paris, 1882-1890, tome 2, p. 140. E. Dursteler, *Commerce and Coexistence: Veneto-Ottoman Trade in the Early Modern Era*, «Turcica», 34 (2002), pp; 105-133.

[26] A. Ducellier, *La façade maritime de l'Albanie au moyen âge: Durazzo et Valona du XIe au XVe siècle*, Institute for Balkan Studies, Thessalonique, n° 177, 1981, p. 568.

croentreprises de Corfou reste significatif, emblématique car bien documenté. L'archipel des îles Ioniennes entre dans le giron vénitien après 1363 jusqu'à l'annexion de Corfou. Un appel à l'immigration est lancé: les éleveurs de chevaux abrités par l'insularité contre des razzias sporadiques viennent de Nauplie et de Modon avec leurs troupeaux. Ils bénéficient d'une exemption du service à bord des galères mais doivent assurer la défense de l'île comme les stradiotes éleveurs nomades fuyant en famille le Péloponnèse investi par les Turcs. De toute façon il serait impossible de les transformer en marins !

La famille Giustiniani active une mise en route de son implantation durable dès l'achat de l'île de Corfou et la déclaration officielle de propriété l'année suivante (1387) avec l'envoi d'un baile et de deux conseillers qui restent en relations étroites avec les membres influents des communautés locales, utiles clients des nobles vénitiens entrepreneurs.[27]. Quatre ans plus tard, les membres des rameaux mineurs de ce lignage multiplient les liens étroits dans les réseaux du *stato da mar* à la suite de nombreux revers de fortune. Plusieurs membres de la famille s'installent: Alvise développe des activités économiques à Durazzo, Orsato à Zara et Antonio fonde une entreprise de négoce à Nègrepont quand une fille nommée Agnese épouse un noble croate Luca Cosičić et un des frères, Dionisio, épouse la fille de Nicolo de Sebenico. Les deux membres de la famille renforcent ainsi leur implantation à Sebenico, ville située à mi-chemin entre Venise et Corfou. Cet établissement commercial installé à Corfou par Zaccaria Giustinian devient donc une plaque tournante entre la Grèce continentale et les routes maritimes hauturières sans négliger pour autant un cabotage très actif. L'administration se met en place depuis la prise de possession de l'île et cherche des appuis locaux: l'association avec les frères Soranzo importateur de coton syrien ouvre de nouvelles perspectives et confirme l'orientation coloniale de la famille. Certes cette diaspora pose quelques problèmes, plus tard, dans les relations avec la mère patrie quand Antonio souhaite revenir à Venise avec un groupe d'îliens inquiets mais discriminés par les lagunaires car

[27] R.C. Mueller, *A Venetian commercial Enterprise in Corfu, 1440-1442*, «*Chrema Kai Agora stin epoci ton Paleologan*», Athènes, Institute of Byzantines Studies, 2003, pp. 81-95. Archivio di Stato di Venezia, Procuratori di San marco, Misti, b. 10, fasc. XI.

qualifiés de Grecs (*sono griexi*) !!! Déçu, il repart à Nègrepont et travaille avec Michele qui tient boutique à Arta et à Ioannina devenant plus tard châtelain de Corfou. Un livre de comptes conservé correspond pour les années 1440-1442 à un pic d'activité signalé aussi par le volume des affaires de Giacomo Badoer à Constantinople pour illustrer la complémentarité des trafics terrestres et maritimes[28]. À plusieurs reprises Giustiniani présente ses fils au tirage au sort hasardeux de la *balla d'oro*, ouvrant les portes du Grand conseil à Venise par anticipation, Donato en 1444, Paolo en 1445 et Francesco en 1446 hélas, sans succès.

La constitution de réseaux familiaux vénéto-dalmates ou vénéto-grecs marqués par le métissage ultramarin devient un obstacle à la compréhension d'un ensemble déterminé. L'alliance avec la famille Soranzo, concrétisée par un mariage, complète l'éventail des possibilités commerciales concernant la distribution des productions locales, cire de Kastoria, peaux lainées de Ioannina, manteaux rustiques de laine grossière ou de cuir (*schiavine, montonine, gomeri*) vendus aux marins, aux pèlerins et aux bergers. Quelques belles pièces d'étoffe orientale trouvent preneur quand les galères font escale sur le chemin du retour. Mais le trafic de cabotage devient déterminant pour l'activité de l'île avant de charger les galères marchandes en direction de la lagune ou du Levant syro-égyptien, voire de Constantinople. Les marchandises emplissent les entrepôts en provenance de Kastoria, de Ioannina et de Nauplie. Une bonne entente avec les membres de la communauté juive de l'île, originaires d'Italie du Sud ou de Grèce continentale, occulte vite les mesures discriminatoires imposées par le Sénat[29].

Le nombre considérable des lieux d'accostage, comme le minuscule îlot de Sveti Stefan face au Monténégro, anime une activité saisonnière spontanée et éphémère à la suite d'une vendange abondante, d'une récolte très généreuse d'olives ou d'un séisme destructeur de massifs forestiers[30]. L'activité de ces mouillages reste donc très différenciée dans des lieux dépositaires des productions locales, pêche, récolte de fruits ou autres. On parle souvent de port de pêche, de port du bois ou du sel comme en Sicile de

[28] U. Dorini, T. Bertele (dir.), *Il libro dei conti di Giacomo Badoer*, Libreria dello stato, Rome, 1956.

[29] R.C. Mueller, *op. cit.*, p. 84.

[30] G. Romanelli, C. Tonini (dir.), *Corfù perla del Levante. Documenti, mappe e disegni del Museo Correr*, Biblion, Milan, 2010 (Patrimonio Veneto nel Mediterraneo, 1).

port du grain, ou bien de zone d'enlèvement de cargaison pour les commerçants empruntant les pistes caravanières de l'arrière-pays en direction du rivage. L'aménagement d'une marina, modeste embarcadère face à un îlot, autorise le transfert par l'utilisation de barques de petits gabarits à l'approche de navires au tonnage plus important puisque la logique du transport maritime est celle de relations directes entre des fragments éclatés dans l'espace[31].

Malgré tous les efforts du gouvernement les effets négatifs de l'émiettement territorial existent à Corfou. L'irresponsabilité des nobles en charge de l'administration locale, la corruption généralisée entre les représentants de l'État et les nobles grecs issus des lignages ancestraux malgré l'interdiction des mariages mixtes prononcée dès 1293 et le nombre insuffisant de Vénitiens installés sur l'île, freine un réel essor. Les pratiques politiques changent pour s'adapter à la conjoncture: l'*universitas civium* devient sous l'autorité des Vénitiens un *consilium major* qui cherche à favoriser l'immigration de nouveaux venus aussitôt assimilés au sein de la communauté des citoyens. Malgré quelques ouvertures en direction de la noblesse locale la préparation de la *Lista d'oro* sur le modèle du *Libro d'oro* vénitien incite les acteurs économiques à nouer une relation de dépendance à l'égard de la république en échange d'un statut privilégié. Ce conseil déclare en 1440 qu'un Vénitien installé depuis peu dans l'île obtient le droit de *cittadinanza* accompagné d'une exemption fiscale quand il épouse une Corfiote. Tous ces nouveaux venus formeront le groupe des *subditi et fideles* destiné à limiter l'influence des archontes grecs et de leurs sujets[32]. Ce principe pragmatique contredit la règle implacable de la citoyenneté à Rialto à la fin de la période médiévale quand l'aristocratie préserve ses privilèges en pratiquant une endogamie féroce[33].

---

[31] H. Bresc, *Le «caricatore»* méditerranéen, fragment d'un espace maritime éclaté (XIe-*XVe s.)*, dans G. Fabre, D. Le Blevec, D. Menjot (dir.), *Les ports et la navigation en Méditerranée au moyen âge*, (colloque de Lattes, 2004), Association pour la connaissance du patrimoine en Languedoc Roussillon, pp. 145-156.

[32] N. Karapidakis, *La formazione di un ceto di potere a Corfù nel XV secolo*, dans C. Maltezou, G. Ortalli (dir.), *Venezia e le isole Ionie*, Venise, 2005, p. 105-175; E. Bacchion, *Il dominio Veneto su Corfù (1386-1797)*, Altino, Corfou, 1956, p. 60.

[33] B. Doumerc, *De lignée antique et consanguine. L'idéologie nobiliaire à Venise (Fin XVe-début XVIe siècles), Le sang au moyen âge,* «Les Cahiers du CRISIMA», n° 4, (1999), (colloque de Montpellier, 1997), pp. 87-108.

Un autre rameau de la famille représenté par Antonio di Andrea Giustiniani est installé en Albanie où il rencontre une concubine, Mara, veuve de Balsha Strazimir, maître de la Zeta monténégrine. Les circonstances lui sont défavorables car, emprisonné, il rédige un testament qui en dit long sur la complexité du sort des îliens. Il offre 1 000 ducats à sa maîtresse ou à leur fille Angelina et le contenu d'un coffre à son épouse légitime restée à Venise, une veuve blanche ! Ensuite il faut solder la société de Scutari avec son parent Benedetto Giustiniani qui sera plus tard condamné à son tour pour malversation[34]. Ces ramifications essaiment jusqu'à Sebenico quand Agnesina, une sœur d'Alvise Giustiniani, épouse Luca Cosićić, ce qui ouvre une collaboration soutenue avec les élites économiques locales au sujet des ventes de peausseries produites à Corfou. Les Giustiniani, les Soranzo et les Badoer animent un réseau local, régional et international à partir de cette base navale mais la guerre qui approche des rivages adriatiques modifie en profondeur la conjoncture économique au détriment des espaces insulaires. La famille Calbo profite des alliances matrimoniales scellées par les membres du lignage installés à Sebenico pour tisser un réseau de partenaires îliens comme les Erizzo dont la fille Isabetta épouse Georg Crnojević le maître du Monténégro dans les années 1490 profitant d'une implantation locale. C'est le meilleur moyen pour assurer la pérennité des charges de courte durée octroyées par le gouvernement. Une estimation évalue à cinq cents les mariages de nobles vénitiens avec des membres des élites locales vivant dans les possessions du *stato da mar* entre 1390 et 1540[35].

Il faut bien admettre que la situation dans les régions riveraines de l'Adriatique ne cesse de surprendre par sa complexité, il suffit de lire quelques rapports envoyés au Sénat par le Provéditeur général de la mer installé à Corfou en particulier dans la constitution d'une nouvelle hiérarchie portuaire au sujet de la concentration des services fiscaux, de l'entreposage lié aux règlements douaniers et de la réparation navale. Cette *republica christiana* reconnue au concile de Bâle en 1434 autorise pourtant le commerce avec le monde ottoman ! En relais, la protection du do-

[34] R. C. Mueller, *Aspects of Venetian Sovereignty in Medieval and Renaissance Dalmatia*, dans Ch. Dempsey (dir.), *Quattrocento Adriatico. Fifteenth-century Art of The Adriatic Rim*, Niova Alfa Editoriale, Bologne, 1996, p. 46.

[35] M. O'Connell, *Men of empire…, op. cit.*, p. 63.

maine insulaire vénitien passe par une écriture de l'histoire hypocrite: montrer que Venise reste l'ennemi des peuples musulmans en occultant les collaborations indispensables avec les partenaires commerciaux[36].

5. *Curzola, le comptoir commercial*

L'exemple de l'île de Curzola, la clé insulaire de l'Adriatique centrale, ne peut correspondre à celui de Corfou même si les deux îles entrent dans l'espace de communication vénitien. L'Adriatique, le Golfe de Venise, assimilé au succès de la république symbolise la gloire des Vénitiens et s'inscrit dans l'imaginaire collectif dans les représentations des cartes du Golfe, de la Méditerranée voire du monde entier connu à l'époque qui ornent le *portego*, la salle d'apparat, d'un palais comme chez Marino Sanudo, sénateur et célèbre chroniqueur, très fier de montrer aux visiteurs cette manière de produire un effet, lui qui ne fût pas un navigateur au long cours. Il devient alors possible d'imaginer ce qu'était l'intérieur des demeures patriciennes. Nous sommes au centre de la réflexion de F. Braudel dans l'ajustement de deux réalités: la dispersion géographique qui laisse surgir un nouveau modèle de réseau administratif et l'impératif gestionnaire loin du concept centralisateur. Cette coordination d'ensembles disparates pendant des siècles prenant en compte les insularités contredit l'idée d'expansion hégémonique outrancière. L'amiral Pîrî Re'îs, auteur d'un magnifique portulan, affirme que Venise a deux yeux tournés en permanence vers la Méditerranée «à gauche le château de Modon et à droite l'île de Corfou»[37]. Il sait que le statu quo entre les deux puissances de la Méditerranée orientale exige de laisser les Vénitiens maîtres du destin de l'Adriatique reconnaissant ainsi le principe de souveraineté sur «la mer blanche» (*Ak deniz*) surtout quand le grand mufti de Mehmed II, Molla Hüsrev, reprenant une tradition ancienne, affirme que l'espace d'eau salée n'appartient ni au *dâr al-harb* ni au *dâr al-islam*[38] **!**

---

[36] O. Cristea, a*Venise et le problème du concours militaire ottoman au temps du règne de Bayezid II,* Institut roumain de Venise, Venise, 2004.

[37] M.-P. Pedani, *Ottoman Merchants in the Adriatic trade and smuggling,* «Acta Histriae», 16 (2008), pp. 155-172.

[38] *Ibid.*, p. 158. E. Ivetić, *Un confine nel Mediterraneo: l'Adriatico orientale tra Italia e Slavia (1300-1900)*, Viella, Rome 2014.

Prenons cet exemple sans chercher à décrire des situations si diverses évoquées dans les monographies locales. Après 1409 Venise reprend pied en Adriatique centrale en achetant les droits de souveraineté sur la Dalmatie à Ladislas de Naples[39]. L'implantation des Vénitiens sur l'île de Curzola constitue un cas d'école bien décrit dans la complémentarité des relations entre les exploitations agricoles et les ressources maritimes[40]. Après 1420 les habitants de l'île lassés de la domination ragusaine agressive cherchent un appui sûr. Compte tenu de la conjoncture, le Sénat de Venise accepte l'acquisition de cette île, en respectant de fait tous les droits de propriété et les usages locaux d'une société rurale prospère qui ne présente pas un intérêt majeur mais qui se révèlera bien profitable par la suite en lisant les sources abondantes du XVe siècle[41].

Le doge Francesco Foscari déclare (1428): «la rencontre avec les Morlaques sur nos terres de Dalmatie nous est très utile autant pour notre domaine que pour nos lieux soumis et fidèles», cela confirme les licences d'exportation accordées par le comte de Sebenico pour 450 navires. La politique est claire: chercher les points d'appui insulaires pour ravitailler la lagune et le duché. L'emplacement de l'île de Curzola proche de l'embouchure de la Neretva, axe majeur de pénétration fluviale et routière à travers les Alpes dinariques en direction de la Krajina et de l'Herzégovine, autorise aussi des échanges commerciaux soutenus vers la rive italienne[42]. Le petit port prolongé par la presqu'île de Pelješac, couverte de vignobles et de forêts autour du fleuve suffisait aux acteurs économiques locaux profitant du cabotage et de la navigation fluviale. Les Curzolains découvrent dans les pas des Vénitiens les immenses possibilités à exploiter sans négliger la contrebande fructueuse: en 1461 une embarcation armée par Stepan Vukčić cherche à contourner la douane du sel entre les Pouilles et la Neretva; l'enquête détermine la relation récurrente entre ces ports. Certes l'activité du port

[39] M. O'Connell, *Men of empire. Power and Negociation in Venice's Maritime State*, Johns Hopkins U. P., Baltimore, 2009.

[40] O. J. Schmitt, *Korčula sous la domination de Venise, op. cit.*., p. 128.

[41] B. Krekić, *Venezia e l'Adriatico*, ed. G. Arnaldi, G. Cracco, A. Tenenti, *Storia di Venezia*, 3, *La formazione dello stato patrizio*, Istituto della Enciclopedia Treccani, Rome, 1997, pp. 51-85.

[42] G. Ortalli, *Beyond the coast. Venice and the Western Balkans. The Origins of a long Relationship*, dans G. Ortalli, O. J. Schmitt (dir.), *Balkani Occidentali, Adriatico e Venezia fra XIII e XVIII secolo*, Austrian Academy of Sciences Press, Vienne, 2009, pp. 9-25.

se limite à deux secteurs: Venise devient la destination préférée mais les ports hongrois du Quarnero tiennent un second rôle important concernant le troc de peausserie contre du bois et du métal. En tenant compte des particularités régionales sans doute plus qu'ailleurs, la production agricole vivrière recule face à la demande croissante du marché alimentaire vénitien: figues, vin et fromage remplissent les cales des navires.

D'autres îles restent spécialisées dans l'élevage comme sur l'île de Rab où un recensement dénombre 27 000 pièces de bétail au XVe siècle. Pour atteindre cet objectif une politique judicieuse cherche à respecter les élites locales et à leur offrir la protection qu'elles réclament contre les Ragusains: les propriétaires terriens et les établissements religieux restent souverains en leurs possessions en échange d'un financement destiné au corps de troupe assigné à résidence. Cette protection a un prix puisque les Vénitiens, reprenant la règle imposée par les Hongrois, exigent que les habitants arment une galère mise au service de la police des mers pendant la guerre qui oppose les Vénitiens et les Catalans du royaume de Naples. Ce service militaire maritime repris ailleurs dans le *stato da mar* répond au principe de sécurité pour la navigation et pour la population locale inquiète de constater le nombre croissant de migrants de passage. Certes les recteurs de Zara, *metropoli e chiave de quella provintia*, administrent l'ensemble de leur juridiction mais les îles complètent le dispositif en liaison avec la terre ferme toute proche. Le petit port de cabotage de transit prend une soudaine ampleur après 1420, date importante dans l'histoire de la république, quand la société insulaire qui tournait le dos à la mer en faveur des ressources agricoles de subsistance se concentre désormais vers l'attraction portuaire. Après 1449 le chantier naval s'agrandit, pour répondre aux besoins de la réparation navale grâce à la ressource forestière, puisqu'il faut se méfier des Napolitains toujours prêts à attaquer les îles et protéger les convois de galères en escale dans le port. La production de poix connaît une courbe ascendante, autour de 72 tonnes exportées à Venise pendant une seule année (1477-1478). L'économie maritime dépend de ces escales vitales pour renforcer le dynamisme des îles adriatiques. Tous les artisans, les agriculteurs et les petits marchands attendent avec impatience l'arrivée de plusieurs centaines d'hommes d'équipage: une galère embarque plus de deux cents personnes et l'ensemble du convoi atteint parfois un mil-

lier de marins et de passagers, commerçants ou voyageurs qui réclament des vivres et vendent leur camelote (la *portata*). L'activité pastorale peu à peu cède du terrain face aux productions spéculatives, vente des anchois salés très demandés dans l'ensemble du bassin, pêches intensives de maquereaux et production de vin de qualité voire l'exploitation du bois pour la construction navale et la consommation domestique en ajoutant la production de charbon de bois. Les litiges se multiplient contre les pêcheurs ragusains qui pillent la ressource piscicole mal défendue comme les différents entre agriculteurs et éleveurs[43]. De toute façon les voies de pénétration vers l'intérieur sont rares et dangereuses.

L'étude minutieuse conduite il y a bien longtemps par Zdekauer au sujet des foires de Recanati démontre l'intensité du trafic maritime commercial entre les deux rives échappant, malgré toutes les entraves, au contrôle vénitien[44]. D'après lui, le déclin des foires de Champagne aurait profité à l'essor des transactions organisées et dirigées vers les Balkans. Peu à peu l'urbanisation modélisée de la ville offre l'image d'une ville vénitienne par le geste architectural: comme partout sur la rive orientale de l'Adriatique les cités érigent des campaniles et dressent les lions ailés protecteurs sur la place centrale. À quatre cents kilomètres au nord de Corfou la cathédrale Saint-Marc de Curzola impose son italianité accompagnant comme ailleurs le campanile, les murailles et les fortins, la tour de l'horloge et parfois l'église au fronton tréflé. Il est à signaler que l'île sert de point de regroupement des candidats à l'embauche: marins, combattants, membres d'équipage pour les galères marchandes ou de combat, techniciens de la construction navale identifiés dans les archives sous le nom *de curzola* encombrent les rôles d'équipage. Ces îles servent à compléter le nombre de marins embarqués quand ils font défaut au départ de la lagune et de Pola: la procédure d'*interzare* offre du travail aux désœuvrés et des modestes ressources à leur famille. Pour les Curzolains il est difficile de se positionner politiquement: les partenaires anciens des Balkans et d'Italie jouent un rôle plus important à leur échelle que les entre-

[43] O. J. Schmitt, *Korčula…*, *op. cit.*, p. 136.

[44] M. Moroni, *Lodovico Zdekauer e la storia del commercio nel medioevo adriatico*, Proposte e ricerche, Ancône, 22, 1977.

prises vénitiennes. Ils servent les intérêts vénitiens tout en détournant les règles à leur profit profitant d'une vie maritime intense et d'un large rayonnement[45].

En guise de conclusion faut-il dresser un bilan au début du seizième siècle? Les recherches récentes en histoire sociale démontrent que la mythographie d'une très sereine république cache bien des interrogations[46]. Cette économie locale dans la Manche adriatique tourne sur elle-même selon ses routines, c'est son sort que d'être périodiquement l'objet d'une intégration dans un système plus vaste et d'une remise en cause rationnelle au profit d'une zone et d'une ville dominante et cela pour un ou deux siècles jusqu'à l'apparition d'un nouvel organisateur. La recherche d'une difficile cohésion d'ensembles insulaires multiculturels, religieux, linguistiques et ethniques provoque des manifestations d'injustice, du favoritisme et de la corruption entre les magistrats vénitiens envoyés outre-mer et les membres de l'élite locale[47]. Les îles et les isolats sur le littoral subissent gravement le retournement de conjoncture, car au fil du temps, la gestion trop coûteuse des ensembles territoriaux insulaires du *stato da mar* présente des budgets de fonctionnement toujours déficitaires. Les anciennes structures portuaires modernisées par les Vénitiens dans un projet global ne peuvent modifier les habitudes ancestrales. C'est d'une certaine façon la phase la plus évidente de l'échec de la Dominante malgré l'empreinte latine si profonde sur la côte qui s'estompe si vite à l'intérieur du pays contournant le renforcement des activités urbaines et portuaires. Le gouvernement vénitien ne peut dégager les sommes considérables indispensables à la défense des îles et au maintien d'un appareil administratif efficace dans ces possessions éloignées au sein de cet ensemble territorial discontinu. Quand Thessalonique tombe entre les mains des Turcs après deux ans de guerre impitoyable le bilan financier dressé par les comptables du gouvernement annonce la perte de 700 000 ducats, cela annonce l'inexorable déclin de la présence vénitienne. Malgré tout, l'écho des langues diverses parlées le long de la *riva dei Schiavoni*

[45] O. J. Schmitt, *Korčula...*, *op. cit.*

[46] cf. Journée d'étude à Venise (octobre 2016), *Unrest in Venice: popular politics in an Aristocratic Republic.*

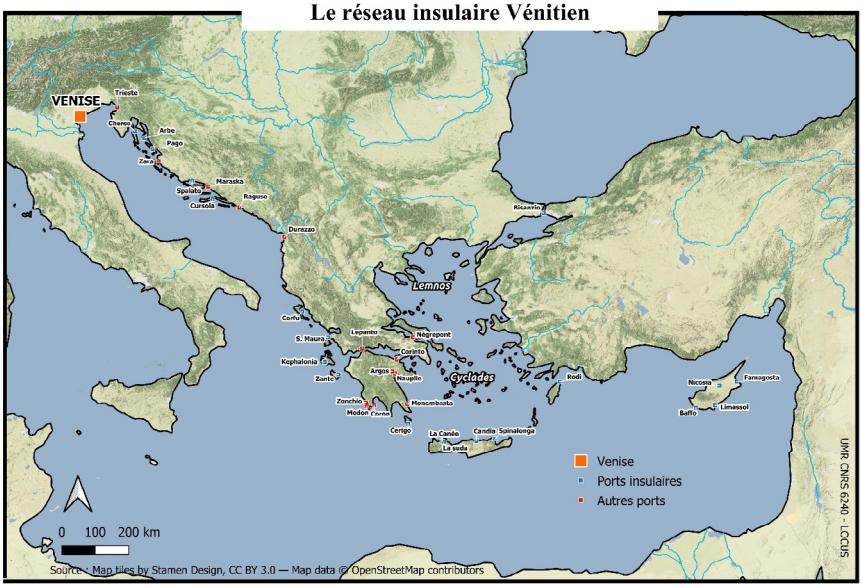
[47] S. Sander-Faes, *Cultures marchandes dans l'Adriatique vénitienne: le cas de Zadar vers 1550*, «Mélanges de l'École française de Rome-Italie Méditerranée moderne et contemporaine», 125/1 (2013), pp. 125-158.

ne limite pas la constitution d'une identité multiethnique et multiculturelle. Elle se construit autour du monde insulaire, greffes lointaines de l'île originelle semant des rameaux en dehors de la lagune puisque Venise contrôle plus les archipels que les rivages donnant au *Stato da mar* un caractère essentiellement insulaire[48].

La création volontaire de régions productrices au sein d'un ensemble, la désormais envahissante «connectivité», n'enlève pas pour autant le rôle essentiel du cabotage indispensable à la survie des archipels mineurs en direction des arrière-pays[49]. Quand l'ensemble du réseau est relié au commerce hauturier animé par les convois de galères marchandes le succès est garanti. Cela accompagne la politique de la différence qui respecte les usages locaux fondateurs des identités isolationnistes des populations insulaires. Le débarquement de passagers et des marchandises venus de toutes les régions du monde incite les nobles vénitiens à pratiquer une politique définie avec la collaboration des intermédiaires locaux en incorporant les élites autochtones en gardant présente à l'esprit la supériorité du modèle vénitien. Les îles ne sont pas des répliques, «petites Venises» éloignées, mais elles contribuent toutes à une renommée universelle de la thalassocratie exemplaire puisque les îliens prennent vite conscience que leur prospérité reste liée au destin de la mère patrie.

[48] P. Burke, *The Historical Anthropology of early Modern Italy: Essays on Perception and Communication*, Cambridge U. P. , Cambridge, 1987, p. 56.

[49] H. Bresc, conclusions éclairantes dans: *Villes portuaires de Méditerranée occidentale au Moyen Âge, îles et continents. XIIe-XVe siècles*, J.-A. Cancellieri, V. Marchi van Cauwelaert (dir.), «*Quaderni Mediterranea, ricerche storiche*», 26 (2015), pp. 282-296.


Le réseau insulaire Vénitien
VENISE
Trieste
Cherso
Arbe
Pago
Zara
Maraska
Spalato
Raguso
Cursola
Durazzo
Ricaevin
Lemnos
Corfu
S. Maura
Lepanto
Négrepont
Corinto
Kephalonia
Argos
Nauplie
Zante
Cyclades
Rodi
Nicosia
Famagosta
Zonchio
Modon
Coron
Monembasto
Baffo
Limassol
Cerigo
La Canée
Candia
Spinalonga
La suda
Venise
Ports insulaires
Autres ports
0 100 200 km
Source : Map tiles by Stamen Design, CC BY 3.0 — Map data © OpenStreetMap contributors
UMR CNRS 6240 - LCCUS

Henri Bresc

CONCLUSIONS

La rencontre de Bastia attirait l'attention sur les îles méditerranéennes au Moyen Âge, sur leur disposition géographique par rapport aux continents et sur les enjeux stratégiques et économiques qu'elles offrent. Cette rencontre a d'abord offert un panorama des études en cours, équilibré entre bassin oriental et bassin occidental de la Méditerranée et, sans être parfaitement homogènes dans leurs points de vue, plus préoccupés de géographie chez les auteurs qui relèvent de l'école historique française, les contributions ont mis l'accent sur les déterminations géographiques, position en mer, sur les routes navales définies grossièrement par les courants et les vents, proximité du continent, hydrographie, pédologie pour Chio, Chypre et Minorque. De leurs relations avec les conditions et les grandes lignes de la navigation, les auteurs retiennent avant tout le grand cabotage, la «caravane» étudiée par Gilbert Buti et la navigation hauturière dont on met en lumière, avec Pascal Arnaud, la pérennité, plutôt que le petit cabotage, épine dorsale de la thèse, brillante et contestée de Peregrine Horden et Nicholas Purcell, sur les «niches écologiques» insulaires[1]. D'autres observations communes émergent des communications et des débats, fragilité climatique et vulnérabilité alimentaire des îles, instabilité démographique et sous-peuplement durable, faiblesse stratégique enfin face aux invasions massives qui rassemblent les forces des États continentaux ou des Républiques maritimes. D'autres remarques s'égrènent au fil des contributions qui évoquent Horden et Purcell: présence de continents massifs sans îles proches, comme l'Afrique du nord et la péninsule Ibérique, continentalité de certaines îles, rapidité et sûreté des communications qui en mettent d'autres au centre de réseaux économiques et politiques comme *emporia* ou comme relais des dominations lointaines, présence corrélative de

[1] P. Horden, N. Purcell, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford, Blackwell, 2000.

villes surdimensionnées, ravitaillées du continent, opposition entre les lieux de paix et de commerce et les bases de guerre navale et de course. On peut ordonner ces informations touffues, et rassembler d'abord les potentialités et les déterminations géographiques.

1. *Potentialités et déterminations géographiques*

La définition de l'île et du monde insulaire est régulièrement abordée: au Moyen Âge les îles sont perçues comme un monde à part et relèvent, dans les livres de géographie comme dans les portulans, d'un chapitre ou d'un ouvrage séparé, l'insulaire. Le droit les sépare: la *Donation constantinienne* les place dans la dépendance directe de la papauté, qui en confie la gérance à des vassaux. Cette solution reconnaît l'originalité de l'île et la rattache idéalement à une monarchie universelle; elle est aussi adoptée, plus fugitivement, pour des dominations continentales (Aragon, royaume d'Adria, d'ailleurs avorté), pour l'Angleterre aussi et pour la seigneurie d'Irlande; mais on en voit la continuité depuis la Sicile normande jusqu'aux royaume des Deux-Siciles et jusqu'en 1860, son extension au duché de Djerba, au royaume de Sardaigne et de Corse, et son adoption par les États: Chypre est vassal théorique de l'Empire, le royaume de Majorque est établi en 1276 dans la vassalité de l'Aragon, les Canaries sont concédées en fief honorable par Jacques III de Majorque à Francesc Desvallers en 1342, mais le saint siège entend recouvrer son droit et Clément VI concède le royaume vassal des «Îles fortunées» à Luis de la Cerda ou d'Espagne, amiral de France, en 1344.

Cette image des îles séparées contraste avec l'ensemble des similitudes qui les rapproche des continents: l'île aux formes massives, peu ouverte sur la mer, comme la Sardaigne, la Sicile, pauvres en bons ports, mais fournies en plages qui servent de *caricatori*, ou même Chypre, «prédisposée à l'autarcie», peut être un petit continent. La Corse, aux formes découpées et aux nombreux sites portuaires potentiels, mais désavantagée par des communications intérieures difficiles et lentes, apparaît, selon la formule d'Antoine Franzini, comme un «archipel»[2]. Cette continentalité peut être aussi protectrice: Malte et Chypre choisissent de placer leur capitale à l'intérieur des terres. Elle échappe ainsi au raid naval.

[2] A. Franzini, *La Corse du XVe siècle. Politique et société*, Ajaccio, Piazzola, 2005.

Il existe au contraire des chapelets d'«îles terrestres», presqu'îles, caps, projetées dans la mer et isolés par le relief, faciles à défendre, protégées par la rapidité des communications maritimes qui permettent des secours: Pola, Zara, Raguse, Coron, Bonifacio, Ceuta, tandis que Djerba, comme la Motyé punique (Mozia), rattachée par une étroite chaussée à la terre, est une île en temps de guerre, un portail en temps de paix vers le continent. Évoquons rapidement un modèle d'Empire maritime fugitif fondé sur un archipel de quasi-îles et d'îles, le royaume ziride au XIe siècle et son héritier le royaume normand de Mahdiyya au XIIe, celui de Mujâhid à Denia et le califat hammûdite de Ceuta, toujours au XIe.

Les conditions de la navigation sont primordiales pour la vie même des îles: rappelons les caractères de la mer, immensité, ouverture, permanence des traversées directes, à longue distance et sans escale que rappelle Michel Balard par l'exemple des transports des marchandises de Chio à Southampton, impossible surveillance, risque permanent de surprise. Les îles, comme les caps, occupent une place remarquable dans les portulans, reflet de la navigation concrète, non comme escales, mais comme balises sur la route, pour «rafraîchir l'estime», rectifier le cap, faciliter l'atterrage, ou encore comme mouillages éventuels, refuges en cas de tempête ou caches de corsaire en embuscade. Si les étapes de la navigation paraissent «naturelles», comme les aiguades, les points de ravitaillement, les passages entre les grands bassins maritimes où l'on change de pilote (comme Messine ou Trapani, ou Mazara à l'époque islamique), le choix des étapes du commerce et celui des relais des navigations militaires dépendent des stratégies. Ivan Armenteros illustre la variation de ces stratégies, longtemps escamotée par la tradition historiographique catalane; il distingue et dissocie la «route des îles», d'une expansion aragonaise, élaborée au hasard des mariages et de l'héritage des Staufen transmis par Constance, fille de Manfred, à son mari, Pierre II, et à ses fils, déroutée vers la Sardaigne par le choix sicilien de la totale indépendance, et la «route des épices», chemin des commerces vers l'Orient, qui ne coïncide pas avec la première.

L'espace maritime demeure incontrôlable, même si, très marginalement, des caps et des îles munies d'un château (Castellorizo, Lango/Côs) ou d'un monastère (Pantelleria, Ustica) peuvent servir de «sonnette d'alarme» et signaler au continent le passage de flottes ennemies. Dans l'ensemble, les îles sont particulièrement

vulnérables, comme Chypre soumise aux attaques génoises, vénitiennes, puis à une rapide et inefficace conquête par les Mamlûks, évoquée par Gilles Grivaud. Dans les mers étroites, autour de la Sicile, en Égée, les raids sont faciles et destructeurs: la Sicile est ainsi l'objet de multiples incursions, une vingtaine attestées de 652 à 753, et après la suspension qu'impose la guerre civile en Ifrîqîya selon la chronologie mise au point par Romain André, la destruction du grand monastère byzantin de Saint-Jean de Pantelleria en 803 annonce un nouveau cycle de conquête, de 827 à 902, et l'île devient à son tour, au témoignage d'Ibn Hawqal, un centre offensif capable de ravager les côtes tyrrhéniennes de l'Italie. Les annales attestent un raid annuel vers la Calabre et le Principat de 838 à 981, accompagné de l'établissement éphémère de présides et de relais côtiers. La construction d'une flotte permet aussi aux Siciliens de frapper au loin, Tripoli, Sfax, Zante et Céphalonie, Gênes, Alméria en Andalus omeyyade. Les effets démographiques sont considérables, jusqu'à l'abandon complet attesté pour Malte, vide de 869-870 à 1048-1049, avec seulement quelques traces archéologiques qu'évoque Charles Dalli, pour Pantelleria, pour un grand nombre d'îles égéennes décrites par Nompar de Caumont en 1419-1420.

C'est que leur vulnérabilité fait des îles des carrières dont on peut extraire des captifs, rachetables ou réduits en esclavage: depuis la fin du XIIIe siècle et particulièrement vers 1429, Malte est de nouveau l'objet de raids qui conduisent des Maltais sur les marchés d'esclaves ifrîqîyens. En contrepartie, Djerba, attaquée par les Normands de Sicile, par les gens de Frédéric II, puis par Roger de Lauria, fournit des esclaves à Malte (Dominique Valérian). Le risque de l'esclavage paraît consubstantiel au statut d'insulaire: Romain André rappelle que la réduction en esclavage est le cœur de la «guerre de butin offensif», selon la formule d'Hichem Djaït, de l'Islam des premiers siècles, en particulier en Corse. Antoni Riera évoque la réduction en servitude des musulmans minorquins en 1287 et Lluis Tudela le volet massif d'esclaves qui fait tourner l'économie majorquine et celle d'Ibiza/Eivissa. L'esclavage des Sardes est également remarquable par sa récurrence, depuis les sceaux de Cabras, marques des captifs, jusqu'à la réduction en servitude des prisonniers de la dernière guerre d'Arborée, en 1410, étudiée par Charles Verlinden; combiné à la fonction de l'île comme relais de la course antimaghrébine confirmée par le témoignage visuel

d'Ibn Djubayr en 1183 il donne une image négative d'archaïsme et d'extrême violence qui contraste avec l'image plus sereine d'une Sardaigne des VIIe-Xe siècles proposée par Corrado Zedda.

La fragilité climatique est également un caractère universel. C'est la sécheresse qui frappe Chypre une année sur dix, imposant à l'occasion un appel au blé sicilien et qui rend Minorque stérile durant des années terribles, 1373-1375, où le grain manque dans toute la Méditerranée occidentale. L'aridité aggrave la pauvreté, impose l'émigration, régulière à Malte. Elle suscite aussi l'émergence de savoirs et de techniques, la petite irrigation de Miquel Barcelo, les captures, les canalisations, les retenues, illustrées par l'exemple de Piscopia à Chypre, la culture aussi de céréales rustiques et résistantes, l'orge à Malte. Le choix des spécialisations agricoles de haut profit, le coton à Malte, à Lipari et à Pantelleria, à Chypre, le cumin maltais, la canne à sucre et la vigne à Chypre, la vigne et le mastic à Chio, l'olivier et le figuier à Majorque, aggravent le risque de pénurie vivrière (Mario Gallina et Bernard Doumerc), imposent, mais permettent aussi un ravitaillement extérieur, l'importation de blé, et exigent la sécurité de la mer. Malte est ainsi contrainte de faire surveiller les chemins maritimes qui mènent aux *caricatori* siciliens d'où ses barques tirent le précieux froment. L'exploitation de la canne à sucre, à Chypre et en Sicile, demande beaucoup d'eau, mais aussi de bois pour le raffinage des sucs, accélérant le déboisement, sensible en Sicile dès 1450 à proximité des raffineries, et, à terme, l'érosion. Partout, la vigne est une solution heureuse, favorisée par le transport rapide et direct des vins forts et liquoreux demandés par la société urbaine européenne, malvoisies de Crête, vins de Chio, de Chypre, du Cap Corse. La Sicile, un temps, au XIIIe siècle, s'est même lancée dans la construction de vignobles exportateurs, autour de Cefalù, de Patti, de Messine et de Catane, mais l'oliganthropie a contraint de limiter leur expansion aux besoins locaux et même de faire appel aux vins calabrais. Et Chypre, que sa massivité et la complémentarité de ses terroirs vouaient à l'autarcie comme l'analyse Gilles Grivaud, est captée par les profits des marchés lointains.

L'échantillon des études présentées à Bastia rend ainsi hommage, sans trop les citer, aux intuitions d'Horden et de Purcell, analysant des mises en valeur multiples, ingénieuses: outre le mastic et le vin, Chio exploite la poix du térébinthe (Michel Balard) et Minorque fait le choix de l'élevage ovin extensif à grande

échelle sur les surfaces siliceuses de la Tramuntana, éclairé par l'approche géologique et géographique d'Antoni Riera. On aurait pu évoquer aussi la pêche, non seulement nourricière, mais capable de fournir de grandes quantités de poisson salé pour l'exportation, comme le thon sicilien. Sa quasi absence dans les communications de Bastia tient à sa faible présence dans la documentation, due peut-être elle-même à la paralysie qu'entraîne la menace corsaire: les pêcheurs sont régulièrement enlevés, réduits en esclavage ou contraints de ramer sur les galères, danger auquel échappent les travailleurs des madragues. D'autres activités permettent de rejoindre l'équilibre alimentaire, l'industrie drapière de Majorque, les filés et les cotonnades maltais, les salins d'Ibiza/Eivissa, les mines sardes aussi, richesse qui attire cependant les dominations et les guerres. Évoquons aussi les meules de basalte et la céramique culinaire de la Pantelleria byzantine, dispersées dans l'ensemble de la Méditerranée. Elles aident à expliquer un phénomène récurrent qui frappe les archéologues, la présence de villes bien peuplées dans des zones insulaires de faible pression démographique, comme les Baléares (à peine 66 000 habitants en 1329), par la mise en valeur de capacités artisanales et manufacturières.

Les déterminations géographiques sont ainsi multiples; elles ne sont pas décisives, offrant des potentialités, des chances, aux choix des peuples insulaires: on ne naît pas île, on le devient, en développant une flotte et en construisant une économie (*emporium*, spécialisation agricole, initiative manufacturière, course éventuellement) qui soutienne le chantier naval et l'activité multiforme du port. Un magnifique exemple en a été fourni par le royaume de Majorque, évoqué ici par Lluis Tudela et par Antoni Riera.

2. *Îles proches et îles lointaines*

Parmi les déterminations géographiques, la distance qui sépare l'île des continents permet un classement sommaire. Les îles proches vivent en étroite symbiose avec le littoral qui leur fait face, la *peraia* des îles grecques qui y possèdent leurs vignes et leurs domaines agricoles, Castellorizo à Antiphellos/Kes, Leucade/Santa Maura sur la côte épirote. C'était déjà le cas de l'Ithaque d'Ulysse. La mer étroite sert de fossé et protège le réduit insulaire, qui peut jouir d'une certaine centralité comme Pathmos byzantine. Cette proximité du continent et les relations maritimes rapides se

combinent pour faire des îles proches des points d'observation, de surveillance des routes maritimes et d'intervention éventuelle sur le continent. Ce sont les rôles assignés à la Djerba sicilienne étudiée par Dominique Valérian. Bernard Doumerc complète cette analyse: les îles dalmates et ioniennes sont occupées et fortifiées par Venise, c'est aussi pour éviter la fixation de nids de pirates et elles peuvent former des couples avec des ports continentaux d'estuaires qu'elles protègent. Chio surveille et défend ainsi les ports anatoliens de l'alun. La piraterie, slave en Adriatique, turque en Égée, barbaresque, est en effet une hantise; elle utilise les îles abandonnées (îles d'Hyères, Alhabibas, Égades) comme repaire et point d'embuscade. Quand elle se saisit d'un archipel, comme les Lipari au XIVe siècle, ou Malte en 1375, elle impose des mobilisations massives pour la déraciner. La construction de bases navales échelonnées le long des routes maritimes n'apparaît ici que dans l'exemple vénitien, mais on a pu lui comparer le dessein d'Alphonse le Magnanime, vers 1450, qui fait construire ou consolider des châteaux à Castellorizo et à Benghazi, projette de fortifier Zembra et conquiert un ensemble de forteresses destiné à bloquer le détroit toscan, embryon du *Stato dei presidi* de la monarchie espagnole.

La proximité du continent permet aux îles de jouer le rôle de portail, plus rarement en Méditerranée occidentale, plus fréquemment dans le bassin oriental, ainsi l'archipel napolitain, Chio, portail des profondeurs de l'Anatolie et *emporium*, Nègrepont, Licostomo dans une île du Delta danubien. Lipari et Pantelleria ont perdu la fonction qu'elles assumaient dans l'Antiquité et partageaient avec Chios et d'autres îles ou quasi-îles d'estuaires, Saint-Blaise près du Rhône, Tartessos/Huelva sur le fleuve Tinto et la rivière Odiel. Les îles peuvent ainsi servir d'échelles. Mais ce rôle est aussi assumé par de quasi-îles, comme Gaète, Raguse/Dubrovnik, Ceuta, emporium elle aussi et relais vers les «plages d'Espagne», c'est-à-dire les embarcadères marocains, ou même Messine, isolée au bout du cap Pélore, portail de la Sicile et de la Calabre, étape, escale, «hub» selon la formule d'Hadrien Penet.

Les îles lointaines insérées dans des espaces impériaux alternent ou cumulent la fonction de prison, de terre d'exil, de poste frontière, de base avancée et même de poste d'écoute et de sonnette d'alarme. Ainsi des îles byzantines, nombreuses à recevoir des dignitaires ou des princes en état d'arrestation ou condamnés

à l'exil, fonction qu'assument encore la Pantelleria byzantine et aragonaise et, depuis le XIIe jusqu'au XVe siècle, l'archipel maltais. Charles Dalli cite la longue requête en vers, *Melitogaudensia*, adressée à Georges d'Antioche par un membre de la cour palermitaine désespéré d'avoir été jeté dans une île majoritairement musulmane, et dont la publication a suscité à Malte une tempête politique et historiographique. Placé *in fronteria Barbarorum* et comme Pantelleria, l'archipel pèse lourd dans le budget de la monarchie sicilienne qui ne cesse d'envisager sa cession à des entrepreneurs de piraterie, Margaritone de Brindisi, puis les comtes génois sous Henri VI, Giacomo de Pellegrino sous Frédéric IV, puis Gonsalvo de Monroy, les ordres militaires enfin, Montesa, puis les chevaliers de Rhodes, le tout contre la volonté et quelquefois la résistance armée des Maltais, qui refusent l'inféodation.

Faire des îles le centre de la course est en effet une fausse bonne solution: elle fournit certes une occupation à une population surabondante, elle entraîne les équipages, elle permet de résister aux embargos, le tout en s'autofinançant et en se greffant sur des relations maritimes intenses. Mais elle est coûteuse en hommes et elle entraîne des représailles dévastatrices et elle peut détourner le flux commercial qui la nourrit. Les résistances des populations suscitent donc des combinaisons complexes, qui font des îles un relais pour des patrons venus de loin, catalans, génois, et qui unissent un port d'armement, loin des yeux des officiers royaux, à Minorque, à Malte, en Crête, à Chypre, un port de recel et d'écoulement du butin, différent du premier, et quelquefois un avant-poste d'observation et d'embuscade, comme Formentera ou Castellorizo.

Les îles lointaines sont enfin les lieux privilégiés pour établir un *emporium*, si le pouvoir est assez fort pour y faire respecter la liberté de commercer et la paix. C'est le cas de la monarchie majorquine, analysé par David Abulafia, à la tête d'un royaume composite, établie souvent à Perpignan ou à Montpellier, mais efficacement relayée par le macromunicipe de *Ciutat* (actuelle Palma); ce relais naval est aussi un point de rupture de charge, un entrepôt de transit et une bourse d'affrêtement, alors qu'il n'est pas un grand marché de consommation. C'est encore le cas, dans l'échantillon évoqué dans cet ouvrage, des villes chypriotes, Famagouste, Limassol, Paphos, qui trouvent leur chance dans l'interdit pontifical sur le commerce syrien et égyptien (Grivaud). La présence de

communautés de réfugiés chrétiens syriens y autorise une profitable rupture de charge et un relais dont le succès est attesté par les *pratiche di mercatura*. Les ports de Crête, La Canée, puis Candie, s'imposent aussi comme relais, comme aussi Messine, escale quasi obligée vers l'Orient et *emporium* à l'échelle régionale, et Palerme ou encore Trapani, étape des navigations et gare de triage où les navires attendent de se voir signifier par les affrêteurs leur destination, mais qui n'a pu ou su se doter d'un marché et d'un entrepôt. Malte, en revanche, n'a guère développé une fonction de relais que Charles Dalli suppose, sans doute à bon droit, et qu'on repère sous la forme de la contrebande, mieux connue cependant pour les îles de l'Adriatique.

Les fonctions de relais naval et d'*emporium* expliquent l'importance des migrations et la population panachée, maronites, nestoriens, Siciliens de Famagouste, Marseillais et Languedociens à Majorque, Chio, Candie. Partout, artisanat, petit commerce, exercice de la médecine assurent une place notable à la composante juive, constituée en communautés différenciées par le rite et la culture et sujette, elle aussi, à des migrations à longue distance, comme l'atteste la venue de juifs de Chypre en Sicile au XVe siècle. Souvent arabophone, la composante juive joue un rôle de pont, de Majorque, de Malte, de Pantelleria et de Sicile vers l'intérieur du Maghreb, mais aussi de Marseille vers la Sardaigne. On comprend la volonté des princes aragonais, et en particulier de Ferdinand le Catholique, d'attirer dans les îles associées à la Couronne d'Aragon, Sardaigne et Sicile, les juifs de Provence et du Maghreb, en 1491 encore, à la veille du renversement de 1492.

3. *Centralité et domination*

La situation stratégique des grandes îles ou des archipels offre la potentialité à saisir, celle de construire une centralité politique, appuyée sur une force navale permanente, que la course ne suffit pas à assurer, et, nécessairement, sur une économie maritime, de transports et de commerces, capable de fournir navires et équipages. C'est le modèle de l'Angleterre élisabéthaine, qui choisit d'être une île, et de Venise, ville-État fondée sur la mer, puis Empire-archipel. Cette centralité volontaire va contre la tendance naturelle à la prépondérance terrestre: les grands Empires qui enserrent la Méditerranée ou l'englobent, Iran, Rome, Omeyyades, 'Abbâssides,

Almohades, Ottomans, sont d'abord de vastes dominations territoriales qui se donnent, tardivement, les moyens de bâtir une flotte et de pacifier une zone maritime. Seul l'Empire byzantin, privé de l'Anatolie et de partie de la péninsule balkanique, repose sur une hiérarchie coordonnée d'escadres. Le retour au modèle antique – imaginaire – de la thalassocratie est annoncé par la tentative du prince de Denia Mujâhid d'édifier sur la mer un archipel de dominations, qui comprenne les Baléares et des parts de la Sardaigne, sans cependant avoir choisi une île comme centre. Il est accompli par Roger II: la flotte de Georges d'Antioche est l'instrument qui permet à l'île de Sicile d'achever la conquête des provinces continentales du royaume, d'établir un empire échelonné en archipels sur les côtes de l'Ifrîqiyya, de la Dalmatie et de l'Épire (Raguse et Corfou), et des capacités d'intervention à longue distance, jusque dans l'*Hispania* musulmane, contre Alméria et Majorque en 1128, Athènes et Thèbes en 1157, Thessalonique en 1185 et Alexandrie en 1178 et contre les Baléares en 1181-1182. Le modèle insulaire se retrouve dans la courte thalassocratie des Rabadîs de Séville basés à Alexandrie, puis en Crète, dans la Majorque des Banû Ghaniyya, dans la Rhodes des Hospitaliers. Tandis que d'autres foyers, de véritables Empires, mais éphémères, se cristallisent sur les détroits, comme le califat hammûdite de Ceuta-Malaga au début du XIe siècle, ou présentent plusieurs foyers virtuels, comme le royaume des îles fortunées constitué pour l'infant Louis de la Cerda par Clément VI en 1344 et qui cumulait les Canaries et l'île de la Galite. Il peut en résulter des États composites, comme la Sicile normande.

La réunion de Bastia a donné un relief particulier aux problèmes, unité, stabilité du régime, posés par la conquête et le partage éventuel des grandes îles et des archipels soumis successivement à des entreprises de nature quelquefois diverse. Plusieurs d'entre eux restent longtemps sous le signe du partage: les Baléares sont restées divisées jusqu'en 1287 entre deux îles reconquises et catalanisées, Majorque et Ibiza, et Minorque, protectorat peuplé de musulmans; une part de la Sardaigne, dans l'ensemble soumise à l'influence pisane sous domination directe ou à travers l'implantation de dynasties féodales, Visconti, Della Gherardesca, Malaspina (on citera l'apostrophe «Vous qui êtes rois en Sardaigne et à Pise citoyens» de Petrucci), reste liée à Gênes et sous autorité des Doria, jusqu'à la longue et difficile conquête aragonaise; la Corse, en revanche, jamais conquise, est cependant soumise en

1133 à un partage en zones d'influence, jusqu'à une unification dans le cadre de la dédition à Gênes. Pour la Sicile, le partage, qu'ambitionnent les républiques maritimes de la Tyrrhénienne et qu'elles obtiennent de Frédéric Barberousse et d'Henri VI en échange de leur aide navale, ne sera jamais réalisé et la division de l'île en zones d'influence, autour de puissantes Seigneuries urbaines, n'est pas liée à la conquête, mais à une faiblesse durable de la monarchie (Francesco Paolo Tocco). La promesse du partage est en effet un levier essentiel des conquêtes qu'on prévoit difficiles: en 1349, Jacques III de Majorque s'oblige à remettre aux Guelfes génois le Val de Sóller et Port-Mahon. Chypre, en revanche, occupée en un clin d'œil par Richard Cœur-de-Lion en 1191, ne sera partagée que quand Famagouste sera arrachée à la monarchie des Lusignan pour devenir un *emporium* génois en 1372 et sa conquête par les Mamlûks, puis par les Vénitiens, n'en changera pas le statut unitaire; la Crète, conquise avec une égale rapidité, restera intégralement dans la main de la Sérénissime, en dépit des révoltes, qui ont créé de brèves zones autonomes.

4. *Débats (et combats)*

Le débat s'est porté aussi sur les modalités des conquêtes et des constructions de zones d'influence, sur le rôle d'abord de l'Église, qui paraît essentiel dans la mise en dépendance de la Corse et de la Sardaigne, possessions théoriques de la papauté, et qu'elle confie avec le vicariat apostolique, la primatie, aux archevêques de Pise et de Gênes, ouvrant la porte à l'influence, puis à la domination des cités maritimes (Corrado Zedda et Matthew Parker). L'«initiative privée», les «nobles ambitions» selon la formule de Parker, remarquable en Sardaigne, en Corse, à Chio, essentielle pour la création du duché de Djerba, est présente à peu près partout, dans les pactes passés entre les conquérants pour le partage du butin, et son articulation avec la direction assumée par un pouvoir public déjà établi, comme les rois d'Aragon dans les Baléares et en Sardaigne, ou en voie de construction, comme c'est le cas des Hauteville de Sicile. Des dominations locales ont été forgées par l'aristocratie à cette occasion. Elle a été l'outil de pénétration de Pise en Sardaigne, de Gênes en Sicile et dans le bassin oriental

de la Méditerranée; elle sera ensuite, non sans rébellions, l'outil de gouvernement de Pise, de Gênes – comme en Provence –, des Aragonais, et aussi de Venise dans l'Archipel.

Dans sa communication inédite, Pietro Corrao insiste avec justesse sur le rôle majeur que joue la transmission institutionnelle pour la dynastie normande. La fondation de nouveaux États est en effet liée à la possession de grandes îles: la consolidation des institutions royales est commune à la Sicile et à Chypre, sur une base essentiellement byzantine (dès 1081 un officier, *parathessalita*, est chargé de l'administration du port de Palerme). Majorque est rapidement érigée en royaume, dans le cadre de la politique familiale de dotation des cadets et la conviction d'une solidarité fraternelle, politique ambiguë qui est appliquée à la Sicile entre 1285 et 1291: les rois d'Aragon ne veulent voir dans ces royaumes vassaux que des apanages unis dans l'amour familial, enserrés dans une rigoureuse discipline féodale et destinés à se résorber et les guerres qui opposent, dès les années 1280, Pierre III d'Aragon et Jacques de Majorque, et, dès 1296, la Sicile/Trinacrie de Frédéric III et l'Aragon de son frère Jacques. La création d'un nouveau royaume de Sardaigne et de Corse, comme de celui des Îles fortunées, si elle ne diffère guère de l'érection tardive en royaume de l'Albanie, ou de l'établissement de celui d'Adria, montre qu'une île vaste ou un archipel attirait une couronne, même fictive. Djerba, à de multiples reprises l'objet d'entreprises siciliennes qui ont pour objectif son assujettissement mais se bornent le plus souvent à son pillage, finit par entrer fugitivement dans l'aire des îles méditerranéennes inféodées par le saint siège, en l'espèce aux Chiaramonte de Palerme.

La consolidation des institutions royales ne va pas sans établissement de bonnes coutumes, en Sicile, où une justice rigoureuse, des institutions municipales précoces, la *gerousia*/*djamâ'a* du début du XIIe siècle, et la liberté personnelle contrastent cependant avec la structure latifondiaire durable comme dans le royaume de Majorque, illustré par Lluis Tudela et où liberté des habitants, propriété, justice gratuite s'accompagnent au contraire de l'érosion des grands patrimoines. Cette liberté contraste avec la persistance du servage en Sardaigne et aussi en Corse. Les royaumes sardes, les judicats, conservent bien, comme la Sicile, un ensemble d'institutions qui unissent justice, représentation des communautés (*Corona de logu*), impôt public, mais il ne semble

pas s'y être créé une idéologie étatique et monarchique fondée sur le droit romain et garante de la liberté. Quant à la Corse, c'est une expérience de démocratie extrême et tumultuaire, appuyée sur la coutume piévane, qui fonde son unité, comme l'a analysé Antoine Franzini, et repousse la domination des Cinarchesi.

La fondation ou la consolidation des États ou la dépendance d'une métropole lointaine s'accompagnent partout d'autonomies insulaires qui permettent une gestion consensuelle de fractions d'États composites ou de périphéries. Dans l'archipel maltais, intégré dans le royaume sicilien et comprenant une cité, Mdina, et une «terre», Gozo, mais différente par la langue et, jusqu'en 1240 environ, par la coexistence de deux peuples, chrétien et musulman, le conseil municipal de la Cité assume à la fin du XIIIe siècle l'administration et la défense de l'île, ville, port et casaux, et assure aussi la représentation de Gozo dans la relation avec la monarchie, exprimant ainsi l'unité de l'archipel et garantissant ses intérêts communs. Encore informel, ce conseil a revendiqué et obtenu l'immédiateté de la Couronne et l'inaliénabilité dès 1199, et de nouveau en 1212, en 1283, en 1428 et en 1451, défendant ce privilège les armes à la main (Charles Dalli). Le conseil qui émerge dès 1249 dans la cité de Majorque assume la même centralité de «macromunicipe», non sans protestations des communautés «foraines» qui obtiennent finalement le partage de l'île en deux «universités» en 1447. Chio et la Crète disposent également de pouvoirs municipaux puissants, une véritable république à Candie, projection des institutions vénitiennes.

Dans le vaste mouvement de conquêtes et de construction d'États qui anime la Méditerranée, les îles sont un laboratoire, une terre d'expériences, des pages blanches sur lesquelles ont été tentées des innovations. C'est d'abord l'urbanisation des îles pauvres de villes, la Sardaigne d'abord où les cités antiques sont des ruines qu'Ibn Djubayr décrit comme «habitation des Juifs», c'est-à-dire de peuples anciens et puissants. La Corse où la construction de centres urbains va de pair avec la *disabitazione* programmée de montagnes rétives à s'intégrer dans la structure élaborée par l'Office de Saint-Georges (Vannina Marchi). C'est aussi l'élaboration d'une administration et d'une justice communes, unifiées, de la Sicile normande, que Frédéric II étendra même à d'autres fractions de son vaste royaume composite (Francesco Paolo Tocco). Ce peut être même l'expérimentation de techniques de gouvernement

en pays tribal par Raymond Muntaner gouverneur de Djerba ou l'ébauche d'une économie dirigée dans les plantations de Chypre. C'est surtout la riche moisson d'initiatives de la dynastie majorquine: plan d'urbanisation élaboré dès 1300, industrialisation par la création d'une manufacture des draps de laine dès 1302, monnaie d'or frappée dès 1310, trente ans avant l'Aragon, Lois palatines vite imitées à Barcelone. Et de ce modèle s'inspirera aussi Frédéric III dans son royaume de Trinacrie, urbanisation des littoraux en 1325, manufacture de la laine en 1320-1322, mais avec un succès plus modeste.

Un ultime point cardinal du débat entre les participants à la rencontre de Bastia a été le concept de colonisation, qui réunit domination politique, exploitation économique et hégémonie culturelle dans une perspective contemporaine et non sans les revendications et les réprobations qui sous-tendent les études «post-coloniales». Le problème a été clairement posé par Jean-André Cancellieri et Vannina Marchi: la république de Gênes n'a pas élaboré de projet colonial, mais seulement laissé se constituer un chapelet de points d'appui et c'est la collaboration des partis populaires de Corse et de Gênes qui explique la dédition. Ce n'est qu'après 1453, quand se renforce un État territorial génois le long des Rivières de Levant et de Ponant, que la Corse reçoit un statut qui l'apparente à une «Troisième Rivière». Pise n'a pas non plus élaboré de lien entre des établissements politiques multiples et un éventuel monopole commercial ou une exploitation économique de la Sardaigne, ne tirant de l'île, *Contado* d'outre-mer, qu'un revenu fiscal et minier (Matthew Parker). Corrado Zedda précise que le concept de colonisation ne peut s'appliquer, avec ces réserves, à la Sardaigne qu'après un tournant, un affaiblissement des structures étatique des judicats, vers 1215. La distribution en fief de terres publiques aux conquérants, en Sicile comme à Chypre, ne s'apparente pas à une entreprise de colonisation, mais c'est un simple transfert du revenu fiscal et il faut revenir sur des définitions hâtives qu'a autrefois partagées l'auteur de ces lignes.

Pour la Crète, au contraire, Mario Gallina assume pleinement le concept de colonisation et une vision dualiste: caractère public et collectif de l'établissement, appropriation massive du sol, réduction des Grecs en une société marginale qui assure le travail du sol, tandis que Vénitiens et juifs concentrent activités artisanales et commerce. Mais il y met des limites: les archontes, comme

à Chio, ont été intégrés. Et, tandis que la Sicile, la Sardaigne, même au temps des Catalans, Majorque et Minorque, et Chypre n'ont aucune «métropole» dont ils tireraient origine, seule la Crète vénitienne est le reflet, d'ailleurs rétif, d'une société et d'un État transmarin.

Gilles Grivaud et Ivan Armenteros s'accordent, bien au contraire, sur un découplage à peu près complet entre les desseins politiques des dynasties qu'ils envisagent et un projet de colonisation ou même simplement de construction d'une base commerciale: les marchands catalans profitent certes d'une expansion chaotique de la maison des comtes de Barcelone rois d'Aragon, mais ce sont les *ricos hombres* et les chevaliers qui en sont le moteur, tant en 1282 vers la Sicile qu'en 1323 en Sardaigne, en 1392 de nouveau en Sicile et de 1421 à 1442 vers Naples. Ce sont d'ailleurs des rameaux collatéraux de la dynastie qui font de la Sicile en 1296 et de Naples en 1458 des royaumes indépendants et les Catalans, marchands et aristocratie, n'y sont plus qu'une composante vite assimilée. Quant aux Lusignan de Chypre, leurs objectifs et leurs actions militaires se tournent longtemps vers le royaume perdu de Jérusalem, vers l'Égypte et la Cilicie, puis vers le concert des monarchies européennes, dans des opérations coûteuses qui dépassent les capacités fiscales de l'île, développées par les entrepreneurs vénitiens.

L'immigration, enfin, ne présente pas un caractère homogène qui assure dépendance, fidélité et solidarité: les Lombards qui ont peuplé la Sicile vers 1090-1100 se révèlent vite exigeants, puis rebelles, Catalans et Provençaux qui ont repeuplé Majorque adhèrent fortement à leur dynastie, et les Vénitiens de Crète se rebellent en 1361. Les groupes plus petits établis dans les enclaves génoises, pisanes, catalanes même (Alghero), menacées, seront inversement contraints à plus de discipline.

Quelques débats marginaux ont été réveillés au hasard des communications: l'intensité des relations maritimes entre le VIIIe et les Xe siècle, la genèse de dépendances (Francesco Paolo Tocco), la périphérisation des îles conquises, rappelée par Corrado Zedda et aujourd'hui sous-estimée dans l'historiographie qui s'est largement ralliée à la vulgate des marchés équilibrés, mais qui est bien réelle en Méditerranée. Le débat a ainsi évoqué fugitivement l'abandon des capacités productives tant agricoles que manufacturières, le passage de l'économie intensive à la production extensive,

céréaliculture, ou élevage *bravo*, d'ailleurs facteurs d'enrichissement provisoire, comme aujourd'hui celui des pays producteurs d'hydrocarbures, mais de dépendances futures, et les inégalités de développement, criantes dès le XIIIe siècle et qui suscitent la politique volontariste des rois de Majorque et de Sicile. D'autres perspectives n'ont pas été abordées frontalement, comme le rôle de la géographie religieuse dans la perception des îles, de leur sainteté, et dans leur occupation: si Romain André a rappelé la fonction monastique de Lérins et de Montecristo et si l'on a évoqué la Pantelleria byzantine, le réseau des abbayes et des ermitages qui unit les îles, les caps, les grands deltas, les montagnes qui dominent la mer, et qui fait circuler la grâce sur la mer dangereuse, ce réseau que parcourt et décrit le chant des *Sancte Parole*, aurait sans doute trouvé dans cette réunion une place.

Rassembler les éléments dispersés de communications touffues, de petites monographies aussi, a été une tâche passionnante. Le risque est de ramener à ses propres préoccupations et aux perspectives d'une vie de recherche: on pardonnera à l'auteur de ces lignes les choix des thèmes évoqués ci-dessus, que cependant communications et débats ont suffisamment nourris, esclavage, dépendances, colonisation, bien sûr, en soulignant les nouveautés. Le rôle des aristocraties dans la conquête ou la libération des îles, les desseins politiques et familiaux des dynasties royales, la place de l'esclavage avaient rarement été mis en valeur, et aussi les rôles ambigus de l'Église romaine, clef des expansions dans les îles et d'abord en Sicile, destinée à une vassalité quasiment millénaire et mal acceptée. D'autres perspectives se dégageront sans doute maintenant sur le monde des îles, qu'il nous restera à aborder avec le même esprit de collaboration.

TABLE DE MATIÈRES

En guise d'introduction.
Écrire une histoire insulaire de la Méditerranée médiévale 3
di Vannina Marchi van Cauwelaert

La evolución de la isla de Mallorca en la baja edad media: una panorámica general de su economía y política (1229-1500)
di Lluís Tudela Villalonga 15

Menorca en la baja edad media:
una pequeña economía mediterránea centrada
en la ganadería lanar
di Antoni Riera Melis 53

La Corse médiévale,
une colonisation insulaire (XIIe-XVe siècles)?
di Jean-André Cancellieri, Vannina Marchi van Cauwelaert 101

La Sardegna medievale e il mito della colonia.
Elementi per una analisi
di Corrado Zedda 125

Isola, regno, frontiera:
la Sicilia nel Mediterraneo medievale (sec. XI-XV)
di Francesco Paolo Tocco 181

Medieval Malta between Christian North and Muslim South
di Charles Dalli 207

L'occupation catalane de Djerba
d'après le témoignage de Ramon Muntaner
di Dominique Valérian 225

La Crète vénitienne: éléments pour une phénoménologie
de la colonisation en Méditerranée au Moyen Âge
di Mario Gallina 245

Une économie insulaire: Chio (XIVe-XVe siècles)
di Michel Balard 265

Chypre entre autonomie et dépendance (XIIe-XVe siècles)
di Gilles Grivaud 281

Des îlots chrétiens dans un «lac musulman»?
Les îles de l'Ouest de la Méditerranée face à l'Islâm VIIIe-IXe siècles
di Romain André 303

Medieval Pisa's insular approach (10th-14th centuries)
di Matthew E. Parker 337

Controlar las islas para controlar el mar: la política marítima
catalana en la baja edad media
di AIvan Armenteros-Martínez 357

Le monde insulaire vénitien:
d'îles en archipels la Dominante tisse sa toile (XIe-début XVIe siècles)
di Bernard Doumerc 375

Conclusions
di Henri Bresc 403

Grafica e impaginazione
Valentina Tusa
Stampa
Fotograph s.r.l. - Palermo
per conto di New Digital Frontiers
Aprile 2023